SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME LXIV **1927** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

N° 1501. — Suisse et Tchécoslovaquie :

Traité de commerce. Signé à Berne, le 16 février 1927 7

N° 1502. — Allemagne et Bulgarie :

Traité relatif à l'assistance judiciaire. Signé à Sofia, le 22 décembre 1926... 77

N° 1503. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne :

Echange de notes concernant la liquidation de certaines demandes en dommages-intérêts résultant de la dernière guerre. Washington, le 19 mai 1927... 101

N° 1504. — Allemagne et Pologne :

Traité concernant le règlement des questions de frontière, avec annexes, protocole final et protocole additionnel. Signés à Poznan, le 27 janvier 1926 113

N° 1505. — Allemagne et Pologne :

Convention en vue de faciliter le trafic international sur la ligne de chemin de fer Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, avec protocole final et annexes. Signés à Varsovie, le 26 mars 1927 177

N° 1506. — Allemagne et Pologne :

Convention concernant le trafic ferroviaire entre les deux Etats. Signée à Berlin, le 27 mars 1926 249

N° 1507. — Albanie et Tchécoslovaquie :

Echange de notes comportant un arrangement provisoire réglant les relations commerciales entre les deux pays. Tirana, le 19 janvier 1926... 346

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME LXIV **1927** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS.

Pages

No. 1501. — Switzerland and Czechoslovakia :

Commercial Treaty. Signed at Berne, February 16, 1927 7

No. 1502. — Germany and Bulgaria :

Treaty relating to Legal Assistance. Signed at Sofia, December 22, 1926... 77

No. 1503. — United States of America and Great Britain :

Exchange of Notes regarding the Disposal of certain Pecuniary Claims arising out of the recent War. Washington, May 19, 1927 101

No. 1504. — Germany and Poland :

Treaty for the Settlement of Frontier Questions, with Annexes, Final Protocol and Additional Protocol. Signed at Poznan, January 27, 1926... 113

No. 1505. — Germany and Poland :

Convention to facilitate International Railway Traffic on the Line Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, with Final Protocol and Annexes. Signed at Warsaw, March 26, 1927 177

No. 1506. — Germany and Poland :

Convention concerning reciprocal Railway Traffic. Signed at Berlin, March 27, 1926 ... 249

No. 1507. — Albania and Czechoslovakia :

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating the Commercial Relations between the two Countries. Tirana, January 19, 1926 349

Pages

N° 1508. — Allemagne et Estonie :

Accord relatif à l'importation, l'exportation et la réexportation des substances narcotiques. Signé à Tallinn (Reval), le 5 avril 1927 355

N° 1509. — Estonie et Lettonie :

Accord réglant le flottage du bois sur les rivières limitrophes des deux Etats. Signé à Tallinn, le 5 février 1926 361

N° 1510. — Portugal et Suède :

Accord sur la reconnaissance réciproque des certificats de franc bord. Signé à Lisbonne, le 17 mai 1927 373

N° 1511. — Royaume-Uni et Irak et Turquie :

Traité relatif à l'établissement de la frontière entre la Turquie et l'Irak, signé à Angora, le 5 juin 1926, avec échange de notes de la même date relatif à l'article 14 de ce traité, et échange de notes, en date du 28 avril 1927, portant modification à l'annexe à l'article premier de ce traité 379

N° 1512. — Grande-Bretagne et Mascate :

Accord prolongeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927 397

N° 1513. — Grande-Bretagne, Irlande du Nord et Pays-Bas :

Accord réglant le service téléphonique entre les deux pays. Signé à Londres, le 3 mars, et à La Haye, le 11 mars 1927 403

N° 1514. — Estonie et Lettonie :

Accord sur le recouvrement des amendes imposées aux ressortissants des deux Etats voyageant sans billet dans les trains des chemins de fer ou commettant d'autres contraventions aux règlements des chemins de fer. Signé à Riga, le 2 février 1926... 413

N° 1515. — Allemagne et Pologne :

Convention concernant l'administration du tronçon de l'Oder constituant la frontière entre les deux Etats, avec règlement d'exécution et protocole final. Signés à Kożle, le 19 août 1926 419

Pages

No. 1508. — Germany and Estonia :

Agreement concerning the Importation, Exportation and Re-exportation of Narcotics. Signed at Tallinn (Reval), April 5, 1927 ... 355

No. 1509. — Estonia and Latvia :

Agreement regulating the Floating of Timber on the Frontier Rivers of the two States. Signed at Tallinn, February 5, 1926 ... 361

No. 1510. — Portugal and Sweden :

Agreement regarding the mutual Recognition of Freeboard Certificates. Signed at Lisbon, May 17, 1927 ... 373

No. 1511. — United Kingdom and Iraq and Turkey :

Treaty regarding the Settlement of the Frontier between Turkey and Iraq, signed at Angora, June 5, 1926, with Exchange of Notes of the same Date relating to Article 14 of this Treaty, and Exchange of Notes dated April 28, 1927, rectifying the Annex to Article 1 of this Treaty ... 379

No. 1512. — Great Britain and Muscat :

Agreement renewing for a further Period of One Year from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascate, February 11, 1927 ... 397

No. 1513. — Great Britain and Northern Ireland and The Netherlands :

Agreement regulating the Telephone Service between the two Countries. Signed at London, March 3, and at The Hague, March 11, 1927 ... 403

No. 1514. — Estonia and Latvia :

Agreement regarding the Recovery of Fines imposed on Nationals of the two States travelling without Tickets in Railway Trains, or otherwise infringing the Railway Regulations. Signed at Riga, February 2, 1926 ... 413

No. 1515. — Germany and Poland :

Convention concerning the Administration of the Portion of the Oder constituting the Frontier between the two States, with Detailed Regulations and Final Protocol. Signed at Koźle, August 19, 1926 ... 419

N° 1501.

SUISSE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité de commerce. Signé à Berne, le 16 février 1927.

SWITZERLAND
AND CZECHOSLOVAKIA

Commercial Treaty. Signed at Berne, February 16, 1927.

N° 1501. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A BERNE, LE 16 FÉVRIER 1927.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 *juillet* 1927.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ont résolu, afin de faciliter et de développer les relations commerciales entre la Suisse et la République tchécoslovaque, de conclure un traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

MM. W. STUCKI, directeur de la Division du commerce du Département fédéral de l'Economie publique ;
Le Prof. Dr E. LAUR, directeur de l'Union suisse des paysans ;
Le Dr E. WETTER, vice-président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie ;
A. GASSMANN, directeur général des Douanes ;
Le Dr Th. ODINGA, membre du Conseil national suisse ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr J. FRIEDMANN, chef de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'importation et l'exportation, les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties contractantes s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, gratuitement et immédiatement, de tous les privilèges et faveurs que, dans les domaines précités, elle a concédés ou concédera à une tierce Puissance, notamment quant au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane, aux entrepôts de douane, (y compris le régime concernant l'entrée, la sortie ou la conservation des marchandises dans les ports francs, districts francs ou entrepôts publics) aux formalités douanières et au dédouanement des marchandises, ainsi qu'aux taxes intérieures, peu importe pour le compte de qui elles sont perçues.

Sont exceptées, toutefois, les faveurs actuellement concédées ou qui pourraient être concédées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 27 juin 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1501. — COMMERCIAL TREATY [2] BETWEEN SWITZERLAND AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT BERNE, FEBRUARY 16, 1927.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 11, 1927.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have resolved to conclude a treaty with a view to facilitating and promoting commercial relations between Switzerland and Czechoslovakia and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. W. STUCKI, Director of the Commercial Section in the Federal Department of Economic Affairs,
Prof. E. LAUR, Director of the Swiss Peasants' Union,
Dr. E. WETTER, Vice-President of the Swiss Union of Commerce and Industry,
M. A. GASSMANN, Director-General of Customs,
Dr. Th. ODINGA, Member of the Swiss National Council ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. J. FRIEDMANN, Head of the Economic Section in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Contracting Parties shall grant to each other most-favoured-nation rights and treatment as regards importation and exportation.

Each of the Contracting Parties accordingly undertakes to apply unconditionally and immediately in favour of the other Party all the privileges and advantages in these respects which it has granted or may in future grant to any third Power, particularly as regards the amount of security for and collection of Customs duties, Customs warehouses (including regulations governing the import, export and warehousing of goods in free ports, free areas or public warehouses), Customs formalities, the clearing of goods through the Customs and also internal taxes, irrespective of the authorities on whose behalf they are levied.

This undertaking, however, shall not apply to privileges which are or may in future be granted to adjacent States with a view to facilitating frontier traffic, or to those arising from a Customs union which has been or may in future be concluded by either of the Contracting Parties.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne, June 27, 1927.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions quelconques d'importation ou d'exportation.

Il peut être fait exception à cette règle :

1° Dans des circonstances exceptionnelles, en ce qui concerne les provisions de guerre ;

2° Pour des raisons de sécurité publique ;

3° Pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger les animaux et les plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toute espèce ;

4° Afin de soumettre les marchandises étrangères aux prohibitions ou restrictions qui ont été établies ou seront établies dans le pays par la législation intérieure et qui frappent la production, le trafic, le transport ou la consommation de produits nationaux similaires. Cela concerne, notamment, les marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat sur le territoire de l'une des Parties contractantes.

Article 3.

Les droits d'entrée en Tchécoslovaquie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de production suisses, désignés dans l'annexe A au présent traité, et les droits d'entrée en Suisse sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de production tchécoslovaques, désignés dans l'annexe B, ne pourront dépasser les taux indiqués dans lesdites annexes.

Les droits de douane du tarif tchécoslovaque, ainsi que ceux fixés dans l'annexe A au présent traité, sont exprimés en couronnes tchécoslovaques.

Si l'on devait constater dans le cours de la couronne tchécoslovaque, comparé au cours moyen de l'année 1925 de la même couronne en fonction du dollar ou de la livre sterling ou de la moyenne des cours de ces deux monnaies, une augmentation ou une diminution d'au moins 10 % résultant de la moyenne des changes d'un mois entier, le Gouvernement tchécoslovaque introduira un coefficient de change, de manière que les droits, généraux et conventionnels, gardent la valeur qu'il avaient par rapport au cours moyen des monnaies susdites en l'année 1925.

Afin de maintenir constamment cette équivalence dans la valeur des droits de douane, le Gouvernement tchécoslovaque modifiera, le cas échéant, le coefficient de change une fois, au moins, par période d'un mois.

Pour la fixation des cours du change, le Gouvernement tchécoslovaque se basera sur la cote des Bourses de Praha, ou de New-York, ou de Londres.

Les droits de douane du tarif suisse, ainsi que ceux fixés dans l'annexe B au présent traité, sont exprimés en or.

Article 4.

Afin d'assurer au trafic commercial réciproque les avantages que comportent les dispositions du présent traité, les deux Parties contractantes peuvent exiger que les produits naturels et fabriqués, destinés à l'importation, soient accompagnés d'un certificat d'origine. Les cas dans lesquels des certificats d'origine seront exigés doivent être limités au strict minimum. Les certificats d'origine seront délivrés soit par la chambre de commerce dont relève l'expéditeur, soit par toute autre autorité ou tout groupement économique désignés dans ce but par le pays d'exportation et agréés par le pays de destination. Le visa consulaire n'est pas exigé pour les certificats d'origine.

Article 2.

The Contracting Parties undertake not to hamper reciprocal trade by import or export prohibitions or restrictions of any kind.

Exceptions to this rule may be admitted :

(1) In exceptional circumstances, in regard to war supplies ;

(2) For reasons of public security ;

(3) To meet the requirements of health and veterinary regulations and with a view to the protection of animals and plants against disease, insects, parasites and other dangers of every kind ;

(4) In order to subject foreign goods to prohibitions or restrictions which are or may in future be imposed within the country by internal legislation on the production of, traffic in, and transport or consumption of, native products of the same kind. This applies particularly to goods which are the subject of a State monopoly in the territory of one of the Contracting Parties .

Article 3.

Import duties imposed in Czechoslovakia on natural or manufactured products originating or manufactured in Switzerland and enumerated in Annex A of the present Treaty, and import duties imposed in Switzerland on natural or manufactured products originating or manufactured in Czechoslovakia and enumerated in Annex B, shall not exceed the rates given in the said Annexes.

The Customs duties of the Czechoslovak tariff as well as those fixed in Annex A of the present Treaty shall be expressed in Czechoslovak crowns.

If an increase or decrease of at least 10 % on the average of the exchanges for a whole month is observed in the rate of the Czechoslovak crown as compared with the average rate for 1925 of the same crown in relation to the dollar or the pound sterling or to the average rate of exchange of these two currencies, the Czechoslovak Government shall introduce an exchange coefficient, in order that the value of the general and conventional duties, such as it was in relation to the average rate of exchange of the above-mentioned currencies in 1925, shall be maintained.

In order constantly to maintain this equivalence in the value of the Customs duties, the Czechoslovak Government shall, if need be, alter the exchange coefficient at least once monthly.

The Czechoslovak Government shall refer to the quotation of the Prague, New York or London Exchanges to determine the rate of exchange.

The Customs duties of the Swiss tariff and those fixed in Annex B to the present Treaty shall be expressed in gold.

Article 4.

In order to ensure to their reciprocal commercial traffic the advantages established by the provisions of the present Treaty, the two Contracting Parties may require that natural and manufactured products intended for importation shall be accompanied by a certificate of origin. The cases in which certificates of origin shall be required must be limited to the smallest possible number. The certificates of origin shall be issued either by the Chamber of Commerce of the district to which the consignor belongs or by any other authority or economic group designated for this purpose by the country of exportation and accepted by the country of destination. Consular visas shall not be required for certificates of origin.

Article 5.

En matière de transit, les deux Parties contractantes appliqueront, dans leurs relations, les dispositions de la Convention [1] et du Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone, le 20 avril 1921. Elles se garantissent aussi dans ce domaine les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les taxes intérieures qui sont perçues sur le territoire de l'une des Parties contractantes pour le compte de qui que ce soit et qui grèvent la fabrication ou la consommation d'une marchandise, ne peuvent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie contractante d'un taux plus élevé ou de façon plus onéreuse que les produits similaires indigènes.

Les produits faisant l'objet de monopoles d'Etat, ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée supplémentaire, même dans le cas où les produits ou les matières similaires indigènes n'y seraient pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

Article 7.

Sous l'obligation de réexportation ou de réimportation, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement aux conditions prescrits dans le trafic d'annotation :

1° Pour les objets à réparer ;

2° Pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce, conformément à l'article 10 de la Convention [2] internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923 ;

3° Pour les sacs, tonneaux en bois et paniers, ayant servi et marqués, qui sont réimportés vides après avoir été exportes remplis ;

4° Pour les outils et engins que les monteurs importent pour l'exercice de leur profession.

Sous la même obligation et dans les mêmes conditions, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée en principe :

5° Pour les parties de machines expédiées de l'un des pays dans l'autre pour être essayées ;

6° Pour les modèles, en bois ou autres matières, à l'usage des fonderies ;

7° Pour les outils et engins destinés aux monteurs dont il est question sous chiffre 4, qu'ils soient envoyés avant ou après que les monteurs ont franchi la frontière.

La réexportation ou la réimportation doivent avoir lieu dans un délai raisonnable, qui, en règle générale, ne dépassera pas une année.

Article 8.

Si des marchandises expédiées de l'un des deux pays dans l'autre sont renvoyées à l'expéditeur originaire pour cause d'inacceptation par le destinataire ou pour d'autres raisons, l'on renoncera,

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166, et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

[2] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398, et vol. LIX, page 365, de ce recueil.

Article 5.

As regards their relation with respect to transit, the two Contracting Parties shall apply the provisions of the Convention [1] and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921. They shall also grant to each other most-favoured-nation rights and treatment in this respect.

Article 6.

Internal taxes which are levied in the territory of one of the Contracting Parties, for the benefit of any authority whatsoever, and which constitute a charge on the manufacture, preparation or consumption of any commodity, shall not under any pretext, when they are levied on the products of the other Contracting Party, be higher or more burdensome than those imposed on similar native products.

Products which form the subject of State monopolies and materials capable of being used in the manufacture of monopoly products may, in order to safeguard the monopoly, be made liable to a supplementary import duty, even when like native products or materials are not liable to such duty.

This duty shall be refunded if, within the prescribed time-limits, it is proved that the materials taxed have been used in a manner which precludes their employment in the manufacture of a monopoly article.

Article 7.

Subject to the obligation of re-exportation or re-importation, exemption from all import and export duties shall be granted by both Parties, under the conditions prescribed in the regulations relating to temporary importation, in respect of :

(1) Articles to be repaired ;

(2) Samples liable to Customs duty, including commercial travellers' samples, in conformity with Article 10 of the International Convention [2] relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva, on November 3, 1923 ;

(3) Sacks, wooden casks, and baskets, bearing marks and already used, when such receptacles are re-imported empty after having been exported full ;

(4) Tools and apparatus imported by mechanical engineers in order to be assembled.

Subject to the same obligation and under the same conditions, exemption from all import and export duties shall be granted in principle in respect of :

(5) Parts of machines sent from either country to the other for testing ;

(6) Models in wood or other materials for use in foundries ;

(7) The tools and apparatus intended for assembling which are mentioned under (4) whether they are forwarded before or after the engineers have crossed the frontier.

Re-exportation or re-importation must take place within a reasonable period, which as a general rule shall not exceed one year.

Article 8.

If the goods forwarded from one of the two countries to the other are returned to the original consignor on account of their refusal by the consignee or for other reasons, no export duty shall be

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 : Vol. XXXIX, page 166, and Vol. LIX, page 344, of this Series.

[2] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398, and Vol. LIX, page 365, of this Series.

lors de la réexportation, à percevoir un droit d'exportation et l'on remboursera un droit d'importation déjà payé, ou l'on renoncera à réclamer un droit d'importation dû, à condition que les marchandises soient restées jusqu'à la réexportation sous le contrôle de la douane ou du chemin de fer et que la réexportation ait eu lieu dans le délai de deux mois à compter de l'importation, sans qu'aucun changement ait été apporté aux marchandises.

Article 9.

Les négociants et fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis-voyageurs auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays et en observant les prescriptions en vigueur en la matière sur le territoire de l'autre pays, de faire, dans ce dernier, les achats pour leur commerce, leur fabrication ou une autre entreprise et d'y prendre des commandes, sans être soumis, de ce chef, à aucun droit ou taxe. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation devront être conformes au modèle figurant dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie ni commerce ; les Parties contractantes se résevent, à ce sujet, l'entière liberté de leur législation.

Article 10.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation du présent traité, y compris les annexes A, B et C, et que l'une des Parties contractantes demandât qu'elles fussent soumises à la décision d'un arbitre, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation du traité. La décision de l'arbitre aura force obligatoire.

Article 11.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berne.

Le présent traité entre en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et peut être dénoncé après une année, en demeurant exécutoire pendant trois mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition, à Berne, le seize février mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) (Signé) W. STUCKI.
(L. S.) (Signé) Ernst LAUR.
(L. S.) (Signé) Ernst WETTER.
(L. S.) (Signé) A. GASSMANN.
(L. S.) (Signé) Th. ODINGA.
(L. S.) (Signé) Dr Jul. FRIEDMANN.

levied on re-exportation and any import duty already paid shall be refunded, or any import duty payable shall not be claimed, on condition that such goods have remained until the time of re-exportation under the control of the Customs or of the railway authorities, and that they were re-exported within a period of two months from the date of importation, without having undergone any change whatever.

Article 9.

Traders, manufacturers and other producers in either country and their commercial travellers shall, on producing an identity card issued by the authorities of their own country, and on complying with the relevant regulations in force in the territory of the other country, be entitled to make purchases in the latter country for the purposes of their trade, manufacture or other business, and to take orders, without liability to any duties or charges on that ground. They may take with them samples or patterns but not goods.

The identity cards shall conform to the specimen given in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The foregoing provisions shall not apply to itinerant trading, hawking and the soliciting of orders from persons who are not engaged in trade or industry ; the Contracting Parties reserve full liberty to legislate on this subject as they think desirable.

Article 10.

If, in the event of a dispute as to the interpretation of the present Treaty, including Annexes A, B and C, one of the Contracting Parties requests that such dispute, or even the prior question whether the dispute relates to the interpretation of the Treaty, should be submitted for decision to arbitration, the other Party shall be bound to consent. The award of the arbitrator shall be binding.

Article 11.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne.

The present Treaty shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and may be denounced after one year, remaining in force for three months from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, February the sixteenth, One thousand nine hundred and twenty-seven.

(L.S.) (Signed) W. STUCKI.
(L. S.) (Signed) Ernst LAUR.
(L. S.) (Signed) Ernst WETTER.
(L. S.) (Signed) A. GASSMANN.
(L. S.) (Signed) Th. ODINGA.
(L. S.) (Signed) Dr. Jul. FRIEDMANN.

ANNEXE A.

Droits d'entrée sur le territoire douanier tchécoslovaque.

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
		par pièce
	VIII. Animaux de boucherie et de trait.	
ex 64	Taureaux :	
	Observation : Taureaux reproducteurs des races tachetée rouge dite du Simmenthal, tachetée noire dite fribourgeoise, brune et d'Hérens	180
ex 65	Vaches :	
	Observation : Vaches d'élevage des races tachetée rouge dite du Simmenthal, tachetée noire dite fribourgeoise, brune et d'Hérens.	180
ex 66	Jeunes animaux de l'espèce bovine :	
	Observation . Jeunes animaux de l'espèce bovine des races tachetée rouge dite du Simmenthal, tachetée noire dite fribourgeoise, brune et d'Hérens, pour l'élevage.	108
ex 67	Veaux :	
	Observation : Veaux des races tachetée dite du Simmenthal, tachetée noire dite fribourgeoise, brune et d'Hérens, pour l'élevage . .	30
	X. Produits animaux.	
ex 81	Cire animale :	par 100 kg.
	ex *b)* Préparée (blanchie, teinte, en tablettes ou en boules), même mélangée avec d'autres matières, telles que la cire à greffer, la cire à luter, le mastic de cire et matières similaires :	
	Cire à greffer	210
	XIV. Comestibles.	
ex 114	Articles de boulangerie (biscuits, cakes, gâteaux, oublies, etc) :	
	Biscuits, zwiebacks et cakes	735
ex 119	Fromages :	
	ex *a)* Fromages de table fins :	
	Emmenthal, Gruyère ; Saanen, Sbrinz et autres fromages Spalen	294
	ex *b)* Autres :	
	Emmenthal, Gruyère ; Saanen, Sbrinz et autres fromages Spalen	210
126	Cacao en poudre	1.400
ex 127	Cacao en pâte ; chocolat, succédanés du chocolat et articles en chocolat :	
	Chocolat en blocs et en plaques	1.050
	Autre chocolat, succédanés du chocolat et articles en chocolat . .	1.250
ex 131	Comestibles de tout genre, en boîtes, en bouteilles et autres récipients semblables hermétiquement fermés (excepté ceux dénommés sous les numéros 114, 126 et 127) :	
	Farines alimentaires	480
	ex *Observation 1 :*	
	Lait condensé en blocs pesant au moins 10 kg.	200
	Lait condensé, autre.	150
	Lait desséché	320

ANNEX A.

Import Duties in the Czechoslovak Customs Territory.

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
		Each
	VIII. Animals for Slaughter and Draught Animals.	
ex 64	Bulls :	
	Note : Bulls for breeding, belonging to the Simmenthal, Friburg, brown and Ering breeds	180
ex 65	Cows :	
	Note : Cows for breeding, belonging to the Simmenthal, Friburg, brown and Ering breeds	180
ex 66	Young cattle :	
	Note : Young cattle for breeding, belonging to the Simmenthal, Friburg, brown and Ering breeds	108
ex 67	Calves :	
	Note : Calves for breeding, belonging to the Simmenthal, Friburg, brown and Ering breeds	30
	X. Animal Products.	
ex 81	Animal wax :	Per 100 kg.
	ex *b)* Prepared (bleached, coloured, moulded into tablets or balls) with admixture or not of other materials, *e.g.* grafting wax, sticking wax, wax cement and the like :	
	Grafting wax	210
	XIV. Comestibles.	
ex 114	Bakers' produce (biscuits, cakes, gateaux, wafers, etc.) :	
	Biscuits, zwiebacks and cakes	735
ex 119	Cheeses :	
	ex *a)* Fine cheese for the table :	
	Emmenthal, Gruyère ; Saanen, Sbrinz and other Spalen cheeses	294
	ex *(b)* Others :	
	Emmenthal, Gruyère ; Saanen, Sbrinz and other Spalen cheeses	210
126	Cocoa in powder	1,400
ex 127	Cocoa in paste ; chocolate, chocolate substitutes and manufactures of chocolate :	
	Chocolate in bars and slabs	1,050
	Other chocolate, chocolate substitutes and manufactures of chocolate	1,250
ex 131	All comestibles in tins, bottles and similar hermetically sealed receptacles (except those mentioned in Nos. 114, 126 and 127) :	
	Patent foods	480
	ex *Note 1 :*	
	Condensed milk in blocks, weighing at least 10 kg.	200
	Condensed milk, other	150
	Dried milk	320

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
ex 132	Comestibles, non spécialement dénommés :	
	Farines alimentaires	480
	Fromage vert de Glaris	12
	ex *Observation 2 :*	0
	Lait condensé en blocs pesant au moins 10 kg.	200
	Lait condensé, autre.	150
	Lait desséché	320
	XIX. MATIÈRES POUR LA TEINTURE ET LE TANNAGE.	
ex 162	Orseille, persio ; indigo ; cochenille ; extrait de bois de châtaignier ; extrait de bois de quebracho ; extraits de matières à tanner, non spécialement dénommés :	
	Indigo	exempt
	Extrait de noix de galle et extrait de sumac	8
ex 163	Extraits de matières tinctoriales, non spécialement dénommées :	
	a) Liquides.	60
	XXII. COTON, FILS ET ARTICLES EN COTON.	
	même mélangés d'autres matières textiles végétales, mais sans mélange de laine ou de soie.	
	Fils de coton :	
ex 183	Simples, écrus :	
	b) Au-dessus du n° 12 jusqu'au n° 29 anglais	171
	c) Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	297
	d) Au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 70 anglais	306
	e) Au-dessus du n° 70 jusqu'au n° 90 anglais	342
	f) Au-dessus du n° 90 anglais	279,50
	ex *Observations :*	
	1° Fils de coton pour trame, simples, écrus, pour le tissage d'articles mi-soie, sur tubes courts ou canettes n'ayant pas plus de 22 mm. d'épaisseur *(pincops)*, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance :	
	ex *c)* Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	207
	ex *d)* Au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 70 anglais	252
	2° Fils de coton, simples, écrus, pour la fabrication des tulles, rideaux, broderies et dentelles, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance :	
	ex *c)* Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	207
	ex *d)* Au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 60 anglais	252
	ex *d)* et ex *e)* Au-dessus du n° 60 jusqu'au n° 80 anglais	288
	ex *e)* Au-dessus du n° 80 jusqu'au n° 90 anglais	280
	ex *f)* Au-dessus du n° 90 anglais	exempts
ex 184	Doubles, écrus :	
	c) Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	342
	d) Au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 70 anglais	351
	e) Au-dessus du n° 70 anglais	387
	Observation : Fils de coton, doubles, écrus, pour le tissage d'articles mi-soie ainsi que pour la fabrication des tulles, rideaux, broderies et dentelles, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance :	
	ex *c)* Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	252
	ex *d)* Au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 60 anglais	300
	ex *d)* et ex *e)* Au-dessus du n° 60 jusqu'au n° 80 anglais . .	250
	ex *e)* Au-dessus du n° 80 jusqu'au n° 90 anglais	250
	ex *e)* Au-dessus du n° 90 anglais	exempts

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
ex 132	Comestibles not specially mentioned :	
	Patent foods	480
	Green cheese from Glaris	120
	ex *Note 2 :*	
	Condensed milk in blocks, weighing at least 10 kg.	200
	Condensed milk, other	150
	Dried milk	320
	XIX. DYEING AND TANNING MATERIALS.	
ex 162	Archil, persis ; indigo ; cochineal ; chesnut-wood extract ; quebracho-wood extract ; tanning extracts not specially mentioned :	
	Indigo	exempt
	Gall-nut extract and extract of sumach	8
ex 163	Dyeing extracts not specially mentioned :	
	(a) Liquid	60
	XXII. COTTON, YARN AND WARES THEREOF, mixed or not with other vegetable textile materials, but not mixed with wool or silk.	
	Cotton yarn :	
ex 183	Single, unbleached :	
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	171
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	297
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	306
	(e) Over No. 70 and up to No. 90 English	342
	(f) Over No. 90 English	279.50
	Ex *Notes :*	
	(1) Cotton weft yarns for the manufacture of half-silk tissues, single, unbleached, in the form of pincops, on short bobbins or cylinders which are not more than 22 mm. thick, by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance :	
	ex *(c)* Over No. 29 and up to No. 50 English	207
	ex *(d)* Over No. 50 and up to No. 70 English	252
	(2) Single, unbleached cotton yarns for the manufacture of tulle, curtains, embroider ies and lace, by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance :	
	ex *(c)* Over No. 29 and up to No. 50 English	207
	ex *(d)* Over No. 50 and up to No. 60 English	252
	ex *(d)* and ex *(e)* Over No. 60 and up to No. 80 English	288
	ex *(e)* Over No. 80 and up to No. 90 English	280
	ex *(f)* Over No. 90 English	Exempt
ex 184	Two threads, unbleached :	
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	342
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	351
	(e) Over No. 70 English	387
	Note : Unbleached cotton yarns of two threads for the manufacture of half-silk tissues and of tulle, curtains, embroideries and lace, by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance :	
	ex *(c)* Over No. 29 and up to No. 50 English	252
	ex *(d)* Over No. 50 and up to No. 60 English	300
	ex *(d)* and ex *(e)* Over No. 60 and up to No. 80 English	250
	ex *(e)* Over No. 80 and up to No. 90 English	250
	ex *(e)* Over No. 90 English	Exempt

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
185	A trois bouts ou plus, retordus une fois, écrus :	
	a) Jusqu'au n° 12 anglais	216
	b) Au-dessus du n° 12 jusqu'au n° 29 anglais	261
	c) Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	387
	d) Au-dessus du n° 50 anglais	450
	Observation : Fils de coton, à trois bouts ou plus, au-dessus du n° 60 anglais, pour broder (fils à broder), sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance :	
	1° Au-dessus du n° 60 jusqu'au n° 80 anglais	315
	2° Au-dessus du n° 80 jusqu'au n° 90 anglais	260
	3° Au-dessus du n° 90 anglais	exempts
186	A trois bouts ou plus, retordus plus d'une fois, écrus :	
	a) Jusqu'au n° 12 anglais	261
	b) Au-dessus du n° 12 jusqu'au n° 29 anglais	297
	c) Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais	450
	d) Au-dessus du n° 50 anglais	513
187	Les fils de coton blanchis, mercerisés, teints (même imprimés), acquitteront, en plus des droits sur les fils écrus correspondants, une surtaxe de :	
	a) Blanchis	80
	b) Mercerisés	90
	c) Teints (même imprimés)	140
	d) Blanchis et mercerisés	140
	e) Teints (même imprimés) et mercerisés	160
	Observations : Dans le trafic contractuel, la surtaxe de ces numéros sera ajoutée aux droits conventionnels sur les fils écrus.	
188	Fils accommodés pour la vente au détail :	
	a) Simples ou doubles ; à trois bouts ou plus, retordus une fois	830
	b) A trois bouts ou plus, retordus plus d'une fois	900
	Articles en coton :	
ex 189	Ordinaires, c'est-à-dire tissus faits de fils du n° 50 et au-dessous, ayant 38 fils ou moins par carré de 5 mm. de côté, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	ex *a)* Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus	600
	2° Blanchis	800
	ex *b)* Façonnés :	
	1° Ecrus	800
	2° Blanchis	1.000
ex 190	Ordinaires, serrés, c'est-à-dire tissus faits de fils du n° 50 et au-dessous, ayant plus de 38 fils par carré de 5 mm. de côté, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	ex *a)* Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus	1.000
	2° Blanchis	1.200
	ex *b)* Façonnés :	
	1° Ecrus	1.100
	2° Blanchis	1.300
ex 191	Fins, c'est-à-dire tissus faits de fils au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 100 inclusivement, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	a) Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus	1.600
	Observation : Tissus de coton, fins, écrus, unis (non façonnés), même lessivés, pour le brodage, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	1.000

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
185	Of three or more threads, single twist, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	216
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	261
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	387
	(d) Over No. 50 English	450
	Note : Cotton yarns of three or more threads, over No. 60 English, for embroidering (embroidery thread) by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance :	
	(1) Over No. 60 and up to No. 80 English	315
	(2) Over No. 80 and up to No. 90 English	260
	(3) Over No. 90 English	Exempt
186	Of three or more threads, cable twist, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	261
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	297
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	450
	(d) Over No. 50 English	513
187	Cotton yarn, bleached, mercerised, dyed (even printed), is subject, in addition to the duties on the corresponding class of unbleached yarn, to a surtax of :	
	(a) Bleached	80
	(b) Mercerised	90
	(c) Dyed (even printed)	140
	(d) Bleached and mercerised	140
	(e) Dyed (even printed) and mercerised	160
	Note : In contractual traffic the surtax on these numbers shall be added to the conventional duties on unbleached yarn.	
188	Yarn prepared for retail sale :	
	(a) Of 1 or 2 threads ; or 3 or more threads, single twist	830
	(b) of 3 or more threads, cable twist	900
	Cotton goods :	
ex 189	Common, *i.e.*, tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side 38 threads or less, with the exception of so-called Bagdad and Madras tissues :	
	ex *(a)* Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached	600
	(2) Bleached	800
	ex *(b)* Figured :	
	(1) Unbleached	800
	(2) Bleached	1,000
ex 190	Common, close-woven, *i.e.*, tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side more than 38 threads, with the exception of so-called Bagdad and Madras tissues :	
	ex *(a)* Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached	1,000
	(2) Bleached	1,200
	ex *(b)* Figured :	
	(1) Unbleached	1,100
	(2) Bleached	1,300
ex 191	Fine, *i.e.*, tissues made of yarn over No. 50 and up to No. 100, inclusive, with the exception of so-called Bagdad and Madras tissues :	
	(a) Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached	1,600
	Note : Fine cotton tissues, unbleached, plain (not figured), scoured or not, for embroidery, by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance	1,000

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	Articles en coton *(suite)* :	
	Fins, c'est-à-dire tissus faits de fils, etc. *(suite)* :	
	2° Blanchis	2.600
	3° Teints	2.800
	4° Imprimés, tissés de fils teints	3.000
	b) Façonnés :	
	1° Ecrus	2.000
	2° Autres	3.000
ex 192	Très fins, c'est-à-dire tissus faits de fils au-dessus du n° 100, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	a) Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus	2.200
	Observation : Tissus de coton, très fins, écrus, unis (non façonnés), même lessivés, pour le brodage, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	1.600
	2° Blanchis	3.200
	3° Teints	3.400
	4° Imprimés, tissés de fils teints	3.600
	b) Façonnés :	
	1° Ecrus	2.600
	2° Autres	3.600
	Observation : Tissus plumetis	2.600
	Observation après le n° 194 : Les tissus mercerisés en pièce et les tissus faits, en tout ou en partie, de fils mercerisés, ainsi que les velours et rubans de cette espèce, acquittent dans le trafic contractuel, en plus du droit conventionnel sur le tissu correspondant, une surtaxe de	120
ex 198	Broderies :	
	a) Bandes pour garnitures (bandes, entre-deux) :	
	1° Brodées seulement sur le bord	7.500
	2° Autres (brodées aussi dans le fond)	8.500
	ex *b)* Tulles et dentelles brodés :	
	Tulles brodés	8.500
	c) Non spécialement dénommés	7.500
ex 200	Articles à points de maille et de tricot :	
	d) Non spécialement dénommés	3.000
	XXIII. LIN, CHANVRE, JUTE ET AUTRES MATIÈRES TEXTILES VÉGÉTALES NON SPÉCIALEMENT DÉNOMMÉES, FILS ET ARTICLES DE CES MATIÈRES, sans mélange de coton, de laine ou de soie.	
	Articles en lin, chanvre, jute, etc. :	
ex 212	Broderies :	
	a) Bandes pour garnitures (bandes, entre-deux) :	
	1° Brodées seulement sur le bord	8.760
	2° Autres (brodées aussi dans le fond)	9.600
	ex *b)* Tulles brodés	9.000
	c) Non spécialement dénommées	8.760
ex 215	Passementerie et boutons :	
	Tresses pour chapeaux :	
	a) Ecrues ou blanchies	91
	b) Teintes	442
ex 219	Articles de corderie et articles pour usages techniques :	
	c) Tuyaux, tissés ou tressés	700

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	Cotton goods *(continued)* :	
	Fine, *i.e.*, tissues made of yarn, etc. *(continued)* :	
	(2) Bleached	2,600
	(3) Dyed	2,800
	(4) Printed, or woven in colours	3,000
	(b) Figured :	
	(1) Unbleached	2,000
	(2) Others	3,000
ex 192	Very fine, *i.e.*, tissues made of yarn over No. 100, with the exception of so-called Bagdad and Madras tissues :	
	(a) Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached	2,200
	Note : Very fine tissues of cotton, unbleached, plain (not figured), scoured or not, for embroidery, by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance	1,600
	(2) Bleached	3,200
	(3) Dyed	3,400
	(4) Printed or woven in colours	3,600
	(b) Figured :	
	(1) Unbleached	2,600
	(2) Others	3,600
	Note : " Plumetis " tissues	2,600
	Note after No. 194. Mercerised tissues in the piece and tissues made wholly or partly of mercerised yarn, as also velvet and ribbons of the same kind, pay in contractual traffic, in addition to the conventional duty to which they are respectively liable, a surtax of	120
ex 198	Embroidery :	
	(a) Strips for trimmings (strips, insertions) :	
	(1) Merely embroidered on the edges	7,500
	(2) Others (also embroidered in the centre)	8,500
	ex *(b)* Tulle and lace (embroidered) :	
	Embroidered tulle	8,500
	(c) Not specially mentioned	7,500
ex 200	Knitted wares and hosiery :	
	(d) Not specially mentioned	3,000
	XXIII. FLAX, HEMP, JUTE AND OTHER VEGETABLE TEXTILE MATERIALS NOT SPECIALLY MENTIONED, YARNS AND WARES THEREOF, without admixture of cotton, wool or silk.	
	Wares of linen, hemp, jute, etc. :	
ex 212	Embroidery :	
	(a) Strips for trimmings (strips, insertions) :	
	(1) Merely embroidered on the edges	8,760
	(2) Others (also embroidered in the centre)	9,600
	ex *(b)* Tulle, embroidered	9,000
	(c) Not specially mentioned	8,760
ex 215	Passementerie and button-makers' wares :	
	Hat plaits :	
	(a) Unbleached or bleached	91
	(b) Dyed	442
ex 219	Cordage and articles for technical purposes :	
	(c) Hose, woven or plaited	700

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	XXIV. LAINE, FILS DE LAINE ET ARTICLES EN LAINE, même mélangés d'autres matières textiles, à l'exception de la soie.	
	Fils :	
225	Fils de laine peignée, non spécialement dénommés :	
	a) Ecrus, simples :	
	1° Jusqu'au n° 45 métrique	156
	2° Au-dessus du n° 45 métrique	274
	b) Ecrus, à deux ou plusieurs bouts :	
	1° Jusqu'au n° 45 métrique	220
	2° Au-dessus du n° 45 métrique	376
	Observations :	
	1° Fils de laine peignée, non spécialement dénommés, écrus, simples ou à deux bouts, au-dessus du n° 30 jusques et y compris le n° 50 métrique, pour la fabrication de passementeries, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	exempts
	2° Fils « lasting » à deux bouts, du n° 40 jusqu'au n° 65 métrique, pour le tissage de « lasting », sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	exempts
	c) Blanchis, teints imprimés, simples :	
	1° Jusqu'au n° 45 métrique	406
	2° Au-dessus du n° 45 métrique	532
	d) Blanchis, teints, imprimés, à deux ou plusieurs bouts :	
	1° Jusqu'au n° 45 métrique	532
	2° Au-dessus du n° 45 métrique	672
	e) Mélangés, teints en laine ou imprimés, de même que les fils peignés mélangés avec de la laine non teinte (blanche écrue) :	
	1° Simples	462
	2° A deux ou plusieurs bouts, même en fils de différentes couleurs	532
	Articles en laine :	
ex 233	Articles à points de maille et de tricot :	
	d) Non spécialement dénommés :	
	1° Pesant plus de 1 kg. par douzaine de pièces ou par douzaine de paires	3.125
	2° Pesant 1 kg. ou moins par douzaine de pièces ou par douzaine de paires	4.200
235	Broderies exécutées avec de la soie	4.125
236	Broderies exécutées avec d'autres matières	3.450
	XXV. SOIE ET ARTICLES EN SOIE, même mélangés d'autres matières textiles.	
ex 240	Cocons ; déchets de soie non filés :	
	Déchets de soie non filés	exempts
ex 242	Soie (dévidée ou filée), même retorse :	
	a) Ecrue	exempts
	c) Teinte :	
	1° En noir	741
	2° En d'autres couleurs	936
243	Bourre de soie (déchets de soie filés), même retorse :	
	a) Ecrue ou blanchie	exempte
	b) Teinte :	
	1° En noir	741
	2° En d'autres couleurs	936

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	XXIV. WOOL, WOOLLEN YARN AND WOOLLEN WARES with admixture or not of other textile materials, except silk.	
	Yarn :	
225	Combed woollen yarn not specially mentioned :	
	(a) Unbleached, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	156
	(2) Over No. 45 metric	274
	(b) Unbleached, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	220
	(2) Over No. 45 metric	376
	Notes :	
	(1) Combed woollen yarn, not specially mentioned, unbleached, of one or two threads, over No. 30 and up to No. 50 metric, inclusive, for the manufacture of passementerie, by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance	Exempt
	(2) Double yarn called "lasting" of No. 40 up to No. 65 metric for the weaving of "lasting", by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance	Exempt
	(c) Bleached, dyed, printed, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	406
	(2) Over No. 45 metric	532
	(d) Bleached, dyed, printed, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	532
	(2) Over No. 45 metric	672
	(e) Mixed, dyed in the wool or printed, also combed yarn with admixture of undyed wool (unbleached, white) :	
	(1) Single	462
	(2) Two or more threads, also yarns of threads of different colours	532
	Woollen wares :	
ex 233	Knitted wares and hosiery :	
	(d) Not specially mentioned :	
	(1) Weighing more than 1 kg. per dozen articles or per dozen pairs	3,125
	(2) Weighing 1 kg. or less per dozen articles or per dozen pairs	4,200
235	Silk embroideries	4,125
236	Embroideries in other materials	3,450
	XXV. SILK AND SILK WARES with admixture or not of other textile materiels.	
ex 240	Cocoons : Silk waste not spun :	
	Silk waste not spun	exempt
ex 242	Silk (reeled or spun), twisted or not :	
	(a) Unbleached	exempt
	(c) Dyed :	
	(1) Black	741
	(2) Other colours	936
243	Floss silk (silk waste spun) twisted or not :	
	(a) Unbleached or bleached	Exempt
	(b) Dyed :	
	(1) Black	741
	(2) Other colours	936

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
244	Soie artificielle :	
	a) Ecrue ou blanche, non teinte :	
	1° Simple	1.050
	2° Retorse	1.400
	b) Teinte :	
	1° Simple	1.560
	2° Retorse	1.560
246	Fils retors à coudre de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combinés avec d'autres matières textiles, blanchis ou teints, conditionnés pour la vente au détail	1.248
	Articles entièrement en soie (en soie, bourre de soie ou soie artificielle) :	
247	Articles entièrement en soie, brodés	14.000
ex 248	Tulles et tissus à réseaux façon tulle ; gazes (aussi crêpe et crépon tissés) ; dentelles et fichus en dentelles :	
	Gazes (aussi crêpe et crépon tissés)	12.500
	Dentelles et fichus en dentelles	9.450
249	Tissus à bluter, de soie	6.000
	Observation : Le fait que les tissus à bluter, de soie, ont été confectionnés pour des usages de meunerie n'entre pas en considération pour le dédouanement.	
250	Tissus entièrement en soie, non spécialement dénommés :	
	a) Ecrus :	
	1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de sois	6.000
	2° Autres	8.000
	b) Teints :	
	1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie.	6.500
	2° Autres	9.000
	c) Imprimés, tissés de fils teints :	
	1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie.	7.000
	2° Autres	10.000
	Observation : Tissus unis en soie pour la fabrication de broderies aériennes (fond chimique), sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	1.400
ex 252	Articles à points de maille et de tricot :	
	d) Non spécialement dénommés :	
	1° En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie.	9.000
	2° Autres	15.000
ex 253	Rubanerie :	
	c) Autre :	
	1° Non façonnée	12.000
	2° Façonnée	13.000
ex 254	Passementerie et boutons :	
	Tresses pour chapeaux	4.400
	Articles en mi-soie (en soie, bourre de soie ou soie artificielle, combinées avec d'autres matières textiles) :	
ex 255	Articles en mi-soie, brodés ; tulles et tissus à réseaux façon tulle, gazes (aussi crêpe et crépon tissés) ; dentelles et fichus en dentelles :	
	Articles en mi-soie, brodés ; gazes (aussi crêpe et crépon tissés)	9.000
	Dentelles et fichus en dentelles	6.875
256	Tissus mi-soie, non spécialement dénommés	5.600
ex 258	Articles à points de maille et de tricot :	
	d) Non spécialement dénommés	6.000
ex 260	Passementerie et boutons :	
	Tresses pour chapeaux	3.600

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
244	Artificial silk :	
	(a) Unbleached or bleached, not dyed :	
	(1) Single	1,050
	(2) Twisted	1,400
	(b) Dyed :	
	(1) Single	1,560
	(2) Twisted	1,560
246	Sewing-twist of silk, floss silk or artificial silk, combined or not with other textile materials, bleached or dyed, prepared for retail sale	1,248
	Wares wholly of silk (silk, floss silk or artificial silk) :	
247	Wares wholly of silk embroidered	14,000
ex 248	Tulle and netted materials resembling tulle ; gauze (also woven crêpe and veiling) ; lace and lace kerchiefs :	
	Gauze (also woven crêpe and veiling)	12,500
	Lace and lace kerchiefs	9,450
249	Silk bolting cloth	6,000
	Note : The fact that silk bolting cloth was manufactured for use in mills shall not be taken into consideration in fixing the duty.	
250	Tissues wholly of silk, not specially mentioned :	
	(a) Unbleached :	
	(1) Of artificial silk without admixture of silk or floss silk	6,000
	(2) Others	8,000
	(b) Dyed :	
	(1) Of artificial silk without admixture of silk or floss silk	6,500
	(2) Others	9,000
	(c) Printed, woven in colours :	
	(1) Of artificial silk without admixture of silk or floss silk	7,000
	(2) Others	10,000
	Note : Plain silk tissues for manufacturing embroidery *aérienne* (chemical foundation), by permission and under the conditions and control to be determined by ordinance	1,400
ex 252	Knitted wares and hosiery :	
	(d) Not specially mentioned :	
	(1) Of artificial silk without admixture of silk or floss silk	9,000
	(2) Others	15,000
ex 253	Ribbons and tapes :	
	(c) Other :	
	(1) Not figured	12,000
	(2) Figured	13,000
ex 254	Passementerie and button-makers' wares :	
	Hat plaits	4,400
	Wares of half silk (of silk, floss silk or artificial silk in combination with other textile materials) :	
ex 255	Wares of half-silk, embroidered ; tulle and netted materials resembling tulle, gauze (also woven crêpe and veiling) ; lace and lace kerchiefs :	
	Wares of half-silk, embroidered ; gauze (also woven crêpe and veiling)	9,000
	Lace and lace kerchiefs	6,875
256	Wares of half-silk not specially mentioned	5,600
ex 258	Knitted wares and hosiery :	
	(d) Not specially mentioned	6,000
ex 260	Passementerie and button makers' wares :	
	Hat plaits	3,600

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	XXVI. ARTICLES CONFECTIONNÉS.	
ex 267	Chapeaux d'hommes et de garçons :	par pièce
	ex *c)* En paille, en liber, en copeaux de bois et autres matières :	
	ex 1. Non garnis :	
	Chapeaux-tuyaux, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Praha et de Cheb	4
ex 268	Chapeaux de dames et de fillettes, de tout genre :	par pièce
	ex *a)* Non garnis :	
	Chapeaux-tuyaux, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Praha et de Cheb	5,12
	Observations ad n° 274 :	par 100 kg.
	1. Dans le trafic conventionnel, on prendra comme base, pour le calcul du droit et de la surtaxe conformément au n° 274, les droits conventionnels applicables à la partie constitutive entrant en ligne de compte pour le dédouanement.	
	2. Les rubans, les nœuds et la passementerie, même en soie, restent sans influence sur le dédouanement des articles rentrant dans le n° 274.	
	3. En ce qui concerne les articles au mètre, n'entrent pas en ligne de compte les points de couture à l'aide desquels des dessins isolés de broderies, des dessins isolés de dentelles ou des dessins isolés de broderies aériennes (rapports) ou parties de ceux-ci (motifs), sont réunis horizontalement ou verticalement et liés afin de former l'article au mètre. En revanche, les articles de confection, tels que cols, manchettes et articles similaires, composés de dessins de broderies, de dessins de dentelles ou de dessins de broderies aériennes (rapports) et réunis par un travail de couture, sont traités comme articles de mode.	
	ex *Observations générales aux classes XXII-XXVI du tarif :*	
	2. Les perles de verre, de porcelaine ou de métal, l'émail de verre, les paillettes, les fils de verre, les fibres de fanons de baleines, etc., combinés dans les tissus, les articles à points de maille et de tricot, etc., ne sont pas pris en considération dans la tarification des articles en matières textiles.	
	3. Les articles en matières textiles de tout genre, combinés avec des fils métalliques (fil rond ou battu), sont assujettis à une surtaxe de 20 % sur le droit conventionnel applicable à l'article en matières textiles correspondant.	
	4. Pour le dédouanement des broderies, le tissu de fond fait règle, le matériel de brodage n'entrant pas en ligne de compte, à moins que le tarif ne contienne des dispositions spéciales à ce sujet. Cette disposition s'applique également aux fils métalliques employés comme matière à broder. Les velours et tissus veloutés brodés sont traités comme broderies, de même que les rubans brodés, à moins que ces derniers ne soient dénommés spécialement au tarif.	
	Les articles à points de maille et de tricot, en passementerie, et les boutons, brodés — à l'exception des articles rangés sous le n° 247 (entièrement en soie, brodés) et sous le n° 255 (en mi-soie, brodés) — ne sont pas tarifés comme broderies, mais d'après leur autre conditionnement. Les articles à points de maille et de tricot, en coton, lin ou laine, brodés de soie ou ornés d'un travail de couture en soie, suivent le régime des articles à points de maille et de tricot en mi-soie du n° 258 ; de même, la passementerie et les boutons, en coton, lin ou laine, brodés de soie ou	

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	XXVI. MADE UP ARTICLES.	
ex 267	Hats for men and boys	Each
	ex *(c)* Of straw, bast, wood-shavings, or other materials :	
	ex (1) Untrimmed :	
	Hats of straw, or bast, similar to the patterns submitted, imported by the Customs Offices of Prague and Cheb	4
ex 268	Women's and girls' hats of all kinds :	
	ex *(a)* Untrimmed :	
	Hats of straw or bast similar to the patterns submitted, imported by the Customs Offices of Prague and Cheb	5.12 Per 100 kg.
	Notes to No. 274 :	
	(1) In conventional traffic, the rate to be taken as the basis in assessing the duty and surtax according to No. 274, will be the conventional duties leviable on the principal component material.	
	(2) No account will be taken of ribbons, made-up bows and passementerie, of silk or not, in assessing the articles mentioned in No. 274.	
	(3) In the case of wares sold by the metre, no account will be taken of stitching whereby separate embroidery, lace, or *aérienne* designs, or parts of them (motifs) are joined horizontally or vertically, so as to constitute the article to be sold by the metre. On the other hand, made-up articles such as collars, cuffs and the like, consisting of embroidery, lace, or *aérienne* designs, put together by sewing, will be treated as articles of fashion.	
	ex *General Notes to Classes XXII-XXVI of the Tariff.*	
	(2) Beads of glass, china or metal, glass enamel, tinsel, glass threads, whalebone threads, etc. in combination with textile and knitted wares, etc., do not affect the tariff classification of these goods.	
	(3) Textile wares of all kinds in combination with metallic threads (round or flattened wire) are subject to a surtax of 20 % on the conventional rate leviable on the corresponding textile wares.	
	(4) In the case of assessment for duty of embroidered materials, the foundation material is alone to be considered and the embroidery is not to be taken into account, unless the tariff contains special regulations on the point. This applies also to metallic threads used for embroidery. Embroidered velvet and tissues resembling velvet are taxed as embroidery, as also embroidered ribbons, unless the latter are specially mentioned in the tariff.	
	Embroidered knitted wares, passementerie and button-makers' wares — except those belonging to No. 247 (embroidered all-silk wares) and to No. 255 (embroidered half-silk wares) — are not to pay duty as embroidery, but according to their nature. Cotton, linen and woollen knitted wares embroidered with silk or ornamented therewith by sewing, are to be treated as half-silk knitted wares under No. 258 ; similarly, cotton, linen and woollen passementerie and button-makers' wares embroidered with silk or ornamented therewith by sewing, are	

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	ornés d'un travail de couture en soie, sont taxés comme la passementerie et les boutons en mi-soie du n° 260.	
ex	5. Sont considérés comme articles à points de maille et de tricot (y compris les bas et tricotages), à l'exception des dentelles crochetées, tricotées ou faites à points de maille, aussi bien les articles à points de maille (goulier ou articles au crochet) que les articles tricotés, faits au crochet ou au filet, tels que les étoffes de ce genre en pièce (articles au mètre), les rubans, capuchons, casquettes, guêtres, gants, bonnets, chemises, pantalons, casaques, cols, camisoles, pèlerines, mitons, genouillères, mantelets, souliers de bébé, tabliers, chaussettes, bas, poches, bourses, vêtements en tricot, fichus, gilets et articles du même genre, qu'ils soient façonnés, c'est-à-dire diminués et augmentés, ou coupés dans la pièce de bonneterie et cousus ensuite.	
	Dans les articles à points de maille et de tricot, les ourlets, les coutures et les bordures en rubans étroits pour empêcher l'étoffe de s'effiler ainsi que les fournitures ordinaires nécessaires à l'usage, telles que boutonnières, boutons, ganses, agrafes, boucles, bandes de cuir, tirants simples, rubans de fermeture, glands, anneaux et articles similaires n'entrent pas en ligne de compte, quelle que soit la matière dont ces garnitures sont faites.	
	Les baguettes étroites (baguettes au tambour) en soie et mi-soie des gants en étoffe à points de maille en coton, lin ou laine, qui, d'après le tarif général (autonome), auraient pour effet de faire taxer les gants comme articles mi-soie (n° 258), ne sont pas prises en considération dans le trafic conventionnel.	
	Les articles de mode à points de maille et de tricot (articles de fantaisie avec garniture) doivent être dédouanés comme articles de mode au droit plus élevé de la garniture.	
	Les tissus pourvus de simples ourlets ou de coutures isolées (pour autant qu'ils n'ont pas le caractère d'articles de mode), ne suivent pas le régime des objets cousus ; ils sont seulement assujettis à une surtaxe de 5 % sur le droit conventionnel applicable au tissu dont il s'agit.	
	Les mouchoirs, le linge de table, le linge de lit et les serviettes de toilette, en fils de coton ou en matières textiles de la classe XXIII, avec ourlets obtenus sans reploiement du bord par une simple couture ou par un reploiement plus ou moins large du bord, simple ou multiple, fixé par une couture ordinaire et qui ne présentent ni coutures ajourées d'aucune sorte ni points d'ornement ni ornements d'un autre genre, ne sont pas assujettis aux droits appliqués aux articles cousus ni à aucune surtaxe douanière. En ce qui concerne les articles précités, on percevra, à la place des droits sur les articles cousus, la surtaxe de 10 % sur les droits conventionnels, prévue sous chiffre 5, alinéa 2, des observations générales aux classes XXII-XXVI du tarif, si ces articles ne sont pourvus que d'ourlets à jour simples (ourlets demi-échelle ou ourlets échelle) ou d'un à-jour intérieur d'un seul rang, courant parallèlement aux bords du tissu, exécuté de la même façon que les ourlets à jour simples, mais qui n'est pas relié à l'ourlet. Dans ce cas, on ne tiendra pas compte des araignées (dessins en forme d'étoiles) qui se trouvent aux points de croisement des à-jours.	
	Les applications de broderies, dans lesquelles l'étoffe de fond est combinée avec de la mousseline ou du tulle au moyen de	

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	to be treated as half-silk passementerie and button-makers' wares under No. 260.	
Ex (5)	As knitted wares (including hosiery and knitted goods) are dutiable, with the exception of crochetted and knitted lace, knitted goods ("goulier" or crochetted articles) as well as knitted, crochetted or netted wares, *e.g.*, such stuffs in the piece (articles to be sold by the metre) ribbons, hoods, caps, gaiters, gloves, head-gear, shirts, trousers, jackets, collars, body-belts, pelerines, mittens, knee-guards, waiscoats, babies' shoes, aprons, socks, stockings, satchels, purses, knitted wearing apparel, kerchiefs, vests and similar articles, whether regularly shaped, or cut out from knitted stuffs and sewn.	
	In the case of knitted wares, no account will be taken of hems, seams and bordering with narrow ribbons in order to prevent the stuff from fraying, or of ordinary indispensable accessories, such as button-holes, buttons, loops, hooks, buckles, thongs, plain strings, bonnet strings, tassels, rings and the like, of whatever material such accessories are made.	
	Narrow tambour-stitching of silk or half-silk on knitted cotton, linen or woollen gloves which, under the general tariff (autonomous), would cause such gloves to be taxed as half-silk articles (No. 258), are not taken into consideration in conventional traffic.	
	Knitted articles of fashion (ornamental articles with trimming) are to be treated as articles of fashion under the most highly taxed heading relating to the trimming.	
	Tissues merely provided with plain seams or hems (as long as they are not in the nature of articles of fashion) are not to pay duty according to the rate for sewn articles but are merely subject to a surtax of 5 % on the conventional duty leviable on the tissue itself.	
	Handkerchiefs, table-linen, bed-linen and towels of cotton yarn or of textile materials of Class XXIII, with hems made by simple stitching without folding over the edge or by making a more or less large fold, single or multiple, and fixing it by ordinary stitching, and which have no openwork stitching of any sort or ornamental stitching or ornamentation of any other kind, are not subject to the duties applicable to sewn articles or to any Customs surtax. As regards the foregoing articles, there shall be levied, in place of the duties on sewn articles, a surtax of 10 % on the conventional duties provided for under heading 5, paragraph 2, of the general notes to Classes XXII-XXVI of the tariff, if these articles are only made with simple openwork hems (half or "ladder" hem) or with a single row of openwork inside the hem running parallel to the edges of the tissue and made in the same way as single openwork hems but not joined to the hem. In this case no account shall be taken of the spider-web stitching (designs in the form of stars) which occur at the intersecting points of the openwork.	
	Appliqué embroideries on a foundation material in which the foundation material is united with muslin or tulle by the	

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	dessins en broderie, de façon que ceux-ci apparaissent en coupant en dehors le tissu se trouvant au-dessous ou au-dessus, ne suivent pas le régime des objets cousus rangés sous le nº 274, mais bien celui des broderies.	
	Les articles en matières textiles, ornés uniquement d'initiales, même entrelacées ou ornementées en elles-mêmes (monogrammes, lettres fantaisie, etc.), de noms, de numéros, etc., brodés, ne sont pas considérés comme broderies, mais sont dédouanés d'après leur conditionnement.	
	XXVIII. ARTICLES EN PAILLE, ROSEAU, LIBER, COPEAUX ET MATIÈRES SIMILAIRES, NON DÉNOMMÉS DANS LES AUTRES CLASSES DU TARIF.	
ex 281	Articles tressés, non spécialement dénommés :	
	ex *b)* Fin, en tant qu'ils ne sont pas rangés sous la lettre *c)* même combinés avec des matières communes :	
	Tresses pour chapeaux, de paille et de copeaux :	
	Brutes ou blanchies	30
	ex *c)* Très fins, c'est-à-dire tissés ou entrelacés avec des fils de soie ou autres, du crin ou des fils métalliques, même combinés avec d'autres matières communes ou fines :	
	Tresses pour chapeaux.	780
	ex *d)* Combinés avec d'autres matières très fines :	
	Tresses pour chapeaux.	1.560
	XXIX. PAPIER ET ARTICLES EN PAPIER.	
ex 300	Articles en papier, carton ou pâte à papier, non spécialement dénommés :	
	ex *b)* En papier ou avec papier des nos 290 *b)* 294 et 296 *c)*, ainsi que tous les articles avec images ou peintures :	
	Imprimés, avis et affiches	720
	XXX. CAOUTCHOUC ET GUTTA-PERCHA ET ARTICLES DE CES MATIÈRES.	
ex 315	Tissus et étoffes à points de maille, recouverts, imprégnés, enduits de caoutchouc ou réunis au moyen de couches intérieures de caoutchouc, lorsque les fils dont ils sont faits sont :	
	b) En autres matières textiles, y compris le feutre de ces matières.	910
	XXXII. CUIR ET ARTICLES EN CUIR.	
	Articles en cuir :	
340	Chaussures de tout genre, entièrement ou partiellement en cuir, même combiné avec des matières textiles ou avec d'autres matières, pesant par paire :	
	a) Plus de 1.200 gr..	1.200
	b) Plus de 600 gr. jusqu'à 1.200 gr.	1.500
	c) 600 gr. ou moins.	3.000

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	embroidering upon it of patterns in such a manner that the patterns become visible on the cutting away of the underlying or superimposed material are dutiable, not as sewn articles under No. 274, but as embroidery. Textile materials on which are embroidered only initials, even interlaced or ornamented (monograms, ornamental letters, etc.), or names, numbers or the like are not considered as emboideries but are dutiable according to kind.	
	XXVIII. WARES OF STRAW, CANE, BAST, WOOD-SHAVINGS AND THE LIKE, NOT MENTIONED IN OTHER CLASSES OF THE TARIFF.	
ex 281	Plaited wares not specially mentioned :	
	ex *(b)* Fine, so far as they are not included under *(c)*, combined or not with common materials :	
	Hat plaits of straw and wood-shavings :	
	Unbleached or bleached	30
	ex *(c)* Very fine, *i.e.*, plaited wares traversed or worked with silk or other threads, with horsehair or metal threads, combined or not with other common or fine materials :	
	Hat plaits	780
	ex *(d)* Combined with other very fine materials :	
	Hat plaits	1,560
	XXIX. PAPER AND PAPER WARES.	
ex 300	Wares of paper, pasteboard or paper pulp, not specially mentioned :	
	ex *(b)* Of or with paper included under Nos. 290 *(b)*, 294 and 296 *(c)* and all articles with pictures or painting :	
	Printed matter, notices and posters	720
	XXX. INDIARUBBER AND GUTTERPERCHA AND WARES THEREOF.	
ex 315	Woven and knitted materials, covered, impregnated or coated with indiarubber or joined with internal layers of indiarubber, if the yarns used therein consist :	
	(b) Of other textile materials, also felt of such materials . . .	910
	XXXII. LEATHER AND LEATHER WARES	
	Leather wares :	
340	Boots and shoes of all kinds, wholly or partly leather, combined or not with textile or other materials, weighing per pair :	
	(a) More than 1,200 gms.	1,200
	(b) More than 600 gms. up to 1,200 gr.	1,500
	(c) 600 gms. or less.	3,000

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	XXXIV. ARTICLES EN BOIS ; ARTICLES EN MATIÈRES A TOURNER ET A SCULPTER.	
ex 355	Jeux et jouets en bois :	
	ex *c)* Combinés avec des matières fines :	
	Raquettes de tennis	840
ex 356	Articles non spécialement dénommés, en bois ordinaire, même rabotés (unis ou profilés), grossièrement tournés ou grossièrement sculptés, même collés, emboîtés ou autrement assemblés :	
	ex *c)* Passés au mordant, teints, vernis, laqués, polis, ainsi que que tous les articles combinés avec du cuir ou des matières ordinaires, excepté ceux tarifés à la lettre *b)* :	
	ex 2. En bois dur ou plaqués (de bois ordinaire) :	
	Skis	280
ex 357	Articles non spécialement dénommés en bois fins ou plaqués de bois fins, même rabotés (unis ou profilés), grossièrement tournés ou grossièrement sculptés, même collés, emboîtés ou autrement assemblés :	
	ex *b)* Passés au mordant, teints, vernis, laqués, polis, ainsi que tous les articles combinés avec du cuir ou des matières ordinaires, excepté ceux tarifés à la lettre *a)* :	
	Skis et bâtons de skis	280
ex 358	Articles non spécialement dénommés en bois, finement tournés ainsi que tous les articles avec ornements obtenus au feu, par estampage ou fraisage, même combinés avec du cuir ou des matières ordinaires ; articles rembourrés, mais non recouverts :	
	Skis et bâtons de skis	600
	Observation : Articles dits d'Interlaken, de Brienz et de l'Oberland bernois, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Karlovy Vary, Cheb et Bratislava	400
ex 359	Articles non spécialement dénommés en bois, finement ajourés ou sculptés ; articles en bois dorés, argentés ou bronzés (à l'exception des baguettes et des cadres en bois) ; articles en bois finement peints ; articles non spécialement dénommés en bois, combinés avec des matières fines, à l'exception du cuir et des garnitures en matières textiles :	
	Caractères en bois et groupements de caractères en bois	437.50
	Observation : Articles dits d'Interlaken, de Brienz et de l'Oberland bernois, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Karlovy Vary, Cheb et Bratislava	500
ex 360	Articles non spécialement dénommés en bois, avec incrustations (Boule, marqueterie, mosaïque de bois) ; articles non spécialement dénommés en bois, avec revêtements de toute sorte :	
	Observation : Articles dits d'Interlaken, de Brienz et de l'Oberland bernois, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Karlovy Vary, Cheb et Bratislava	725
ex 361	Articles non spécialement dénommés, en matières à tourner et à sculpter autres que le bois :	
	ex *b)* En os, corne et autres matières animales à sculpter non dénommées sous lettre *e)*, même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	ex 2. Autres :	
	Peignes, épingles et barrettes à cheveux	1.440
	ex *c)* En écume de mer, lave, celluloïd et matières à sculpter artificielles semblables (à l'exception des imitations des matières	

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	XXXIV. WOODEN WARES, WARES OF MATERIALS FOR TURNING AND CARVING.	
ex 355	Wooden toys and games :	
	ex *(c)* Combined with fine materials :	
	Tennis rackets	840.
ex 356	Wares not specially mentioned, of common wood, whether or not planed (flat or in profile), roughly turned or roughly carved, also glued, clamped or otherwise joined together :	
	ex *(c)* Mordanted, dyed, varnished, lacquered, polished, and all articles combined with leather or common materials, except those included under *(b)* :	
	ex (2) Of hard wood or veneered (with common wood) :	
	Skis	280
ex 357	Wares not specially mentioned of fine wood or veneered with such wood, planed or not (flat or in profile), roughly turned or roughly carved, also glued, clamped or otherwise put together :	
	ex *(b)* Mordanted, dyed, varnished, lacquered, polished and all articles in combination with leather or common materials except those included under *(a)* :	
	Skis and ski "bâtons"	280
ex 358	Wares not specially mentioned of wood, finely turned and all articles with burnt-in, stamped or cut-in ornamentation, combined or not with leather or common materials ; upholstered wares, but not covered :	
	Skis and ski " bâtons "	600
	Note : Wares known as Interlaken, Brienz and Bernese Oberland similar to patterns submitted, imported by the Customs Offices of Karlovy Vary, Cheb and Bratislava	400
ex 359	Wares not specially mentioned of wood with fine fretwork or carved work ; gilt, silvered or bronzed wooden wares (except mouldings and frames) ; finely painted wooden wares ; wares of wood not specially mentioned, combined with fine materials, except with leather or with trimmings of textile materials :	
	Wooden letters and collections of wooden letters	437·50
	Note : Wares known as Interlaken, Brienz and Bernese Overland similar to patterns submitted, imported by the Customs Offices of Karlovy Vary, Cheb and Bratislava	500
ex 360	Wares not specially mentioned of wood with inlaid work (Buhl-work, marquetry, wood mosaic) ; wares not specially mentioned of wood with coverings of all kinds.	
	Note : Wares known as Interlaken, Brienz and Bernese Oberland, similar to patterns submitted imported by the Customs Offices of Karlovy Vary, Cheb and Bratislava	725
ex 361	Wares not specially mentioned of materials other than wood for turning and carving :	
	ex *(b)* Of bone, horn and other animal material for carving not included under *(e)* combined or not with fine or common materials:	
	ex (2) Others :	
	Hair-combs, hairpins and hair-slides.	1,440
	ex *(c)* Of meerchaum, lava, celluloid and similar artificial materials for carving (except imitations of materials mentioned in *(d)*	

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	Articles non spécialement dénommés, etc. *(suite)* :	
	dénommées sous *d)* et *e)*), même combinés avec des matières ordinaires ou d'autres matières fines :	
	Peignes, épingles et barrettes à cheveux	1.800
	ex *e)* En ivoire, nacre, écaille, véritables ou imités, même combinés avec des matières ordinaires, fines ou d'autres matières très fines :	
	Peignes, épingles et barrettes à cheveux :	
	1° Véritables	3.240
	2° Imités	1.800
ex 362	Articles de fantaisie (bibelots et articles de toilette) :	
	ex *a)* En bois ou en matières à sculpter du n° 361 *a)*, même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	Observation : Articles dits d'Interlaken, de Brienz et de l'Oberland bernois, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Karlovy Vary, Cheb et Bratislava	936
	ex *b)* Les mêmes, combinés avec des matières très fines :	
	Observation : Articles dits d'Interlaken, de Brienz et de l'Oberland bernois, conformes aux modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Karlovy Vary, Cheb et Bratislava	1.690
	XXXVI. Ouvrages en pierre,	
	c'est-à-dire en pierres, en terres non cuites, en ciment et en mélanges de pierres.	
ex 394	Plaques de pierre, d'une épaisseur de 16 cm. ou moins (à l'exception des plaques d'ardoise et des pierres lithographiques) :	
	ex *b)* Ayant subi une main-d'œuvre ultérieure, même passées à la meule ou polies :	
	ex 1. En pierres autres que celles dénommées sous 2 et 3 :	
	Plaques de mica et de micanite	21
ex 404	Pierres artificielles, à meuler et à aiguiser, même combinées avec du bois, du fer ou d'autres métaux communs :	
	a) En émeri, en carborundum et autres matières dures à meuler similaires	180
ex 409	Articles en pierre, combinés avec d'autres matières, à moins que cette combinaison ne soit spécialement prévue dans d'autres numéros de la présente classe :	
	ex *a)* Combinés avec des matières ordinaires :	
	Articles en mica ou en micanite ; papier à polir	512,50
	ex *b)* Combinés avec des matières fines :	
	Articles en mica ou en micanite ; toile à polir	1.080
	XXXVIII. Fer et articles en fer.	
	Fer et articles semi-ouvrés en fer :	
ex 428	Fer brut; fer et acier vieux en débris et en déchets, pour la refonte et le corroyage :	
	c) Ferromanganèse, ferrosilicium (50 à 90 % de silicium), ferrochrome, ferronickel, ferrotungstène, ferromolybdène, ferrovanadium et ferroaluminium	exempts

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	Wares not specially mentioned, etc. *(continued)* :	
	and *(e)* combined or not with common or other fine materials :	
	Hair-combs, hairpins and hair-slides	1,800
	ex *(e)* Of ivory, mother-of-pearl, tortoiseshell, real or imitation, combined or not with common, fine or other very fine materials :	
	Hair-combs, hair-pins and hair-slides	
	(1) Real	3,240
	(2) Imitation	1,800
ex 362	Fancy wares (knick-knacks and toilet articles) :	
	ex *(a)* Of wood or materials for carving included in No. 361 *(a)* combined or not with common or fine materials :	
	Note : Wares known as Interlaken, Brienz and Bernese Oberland similar to patterns submitted, imported by the Customs Offices of Karlovy Vary, Cheb and Bratislava	936
	ex *(b)* The above, combined with very fine materials :	
	Note : Articles known as Interlaken, Brienz and Bernese Oberland similar to patterns submitted, imported by the Customs Offices of Karlovy Vary, Cheb and Bratislava	1,690
	XXXVI. WARES OF STONE,	
	i.e., of stone, unburnt clay, cement and compositions of stone.	
ex 394	Stone slabs, 16 cm. or less in thickness (except slabs of slate and lithographic stones) :	
	ex *(b)* Further worked, whether smoothed or polished or not :	
	ex (1) Of stones not mentioned under (2) and (3) :	
	Slabs of mica and micanite	21
ex 404	Artificial grindstones and whetstones, combined or not with wood, iron or other base metals :	
	(a) Of emery, carborundum or other similar hard grinding substances	180
ex 409	Wares of stone combined with other materials, so far as such a combination is not specially provided for in other numbers of this class :	
	ex *(a)* Combined with common materials :	
	Wares of mica or micanite ; polishing paper	512.50
	ex *(b)* Combined with fine materials ; wares of mica or micanite :	
	Polishing cloth	1,080
	XXXVIII. IRON AND IRON WARES.	
	Iron and partly manufactured iron :	
ex 428	Crude iron ; scrap iron and steel in broken and waste pieces for resmelting and refining :	
	(c) Ferro-manganese, ferrosilicium (50-90 % of silicium), ferro-chrome, ferronickel, ferrowolfram, ferromolybden, ferrovanadium and ferro-aluminium	Exempt

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
441	Raccords pour tuyaux (fittings) et brides en fer malléable :	
	a) Bruts ou ayant subi un travail ordinaire :	
	1° Raccords pour tuyaux (fittings)	280
	2° Brides	215,60
	b) Finement travaillés :	
	1° Raccords pour tuyaux (fittings)	380
	2° Brides.	294
ex 457	Limes et râpes, taillées sur une longueur de :	
	b) 150 mm. à 250 mm.	760
	c) Moins de 150 mm.	950
ex 461	Clous et pointes :	
	ex *d)* Finement travaillés, ainsi que clous de toute sorte avec têtes d'autres matières ordinaires :	
	Clous et clavettes de tapissier	344
ex 463	Vis, écrous et boulons, filetés :	
	ex *a)* Bruts, dont l'épaisseur de la tige ou le diamètre de l'ouverture de l'écrou mesure :	
	4. Moins de 4 mm.	430
	ex *b)* Ayant subi un travail ordinaire ou fin et dont l'épaisseur de la tige ou le diamètre de l'ouverture de l'écrou mesure :	
	4. Moins de 4 mm.	500
ex 476	Meubles en fer, autres que ceux constituant des ouvrages de serrurerie d'art ; engins de gymnastique :	
	ex *b)* Ayant subi un travail ordinaire autre ou fin, même combinés avec d'autres matières :	
	Tables et armoires pour instruments d'opération, sièges d'opération et tables d'opération	770
ex 483	Articles en fer malléable, non spécialement dénommés, même combinés avec de la fonte non malléable ou du bois :	
	a) Bruts ou frottés ou grossièrement recouverts d'un enduit, pesant par pièce :	
	1° Plus de 25 kg.	96
	2° Plus de 3 kg. jusqu'à 25 kg.	115
	3° Plus de 0,5 kg. jusqu'à 3 kg.	134
	4° 0,5 kg. ou moins	154
	ex *c)* Finement travaillés, pesant par pièce :	
	ex 1. Plus de 25 kg. :	
	Paliers à billes et à rouleaux (à l'exception de ceux pour vélocipèdes)	90
	ex 2. Plus de 3 kg. jusqu'à 25 kg. :	
	Paliers à billes et à rouleaux (à l'exception de ceux pour vélocipèdes)	96
	ex 3. Plus de 0,5 kg. jusqu'à 3 kg. :	
	Paliers à billes et à rouleaux (à l'exception de ceux pour vélocipèdes)	108
	ex 4. 0,5 kg. ou moins :	
	Paliers à billes et à rouleaux (à l'exception de ceux pour vélocipèdes)	120
ex 484	Articles en fer combinés avec des matières ordinaires :	
	Tubes isolants garnis intérieurement de papier ; paliers à billes et à rouleaux (à l'exception de ceux pour vélocipèdes)	360
ex 485	Articles en fer combinés avec des matières fines :	
	Clous et clavettes de tapissier	1.200

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
441	Pipe joints (fittings) and flanges in malleable iron :	
	(a) Rough or ordinarily worked :	
	(1) Pipe joints (fittings)	280
	(2) Flanges.	215.60
	(b) Finely worked :	
	(1) Pipe joints (fittings)	380
	(2) Flanges.	294
ex 457	Files and rasps, the working (cut) part of the file being :	
	(b) From 150-250 mm. long	760
	(c) Less than 150 mm. long	950
ex 461	Nails and tacks :	
	ex *(d)* Finely worked and all nails with heads of other common materials :	
	Upholsterers' nails and keys	344
ex 463	Screws, nuts and bolts, with screw thread :	
	ex *(a)* Rough, the thickness of the pin or width of hole being :	
	(4) Less than 4 mm.	430
	ex *(b)* Ordinarily or finely worked, the thickness of the pin or width of hole being :	
	(4) Less than 4 mm.	500
ex 476	Iron furniture, except that belonging to the class of locksmiths' artistic work : gymnastic appliances.	
	ex *(b)* Otherwise ordinarily or finely worked, combined or not with other materials :	
	Tables and cupboards for operating instruments, operating seats and tables.	770
ex 483	Wares of malleable iron not specially mentioned, combined or not with non-malleable cast iron or with wood :	
	(a) Rough or scoured or coarsely painted, weighing :	
	(1) More than 25 kg. each	96
	(2) More than 3 and up to 25 kg. each	115
	(3) More than 0.5 and up to 3 kg. each	134
	(4) 0.5 kg. or less each	154
	ex *(c)* Finely worked, weighing :	
	ex (1) More than 25 kg. each :	
	Ball and roller bearings (except for cycles)	90
	ex (2) More than 3 and up to 25 kg. each :	
	Ball and roller bearings (except for cycles)	96
	ex (3) More than 0.5 and up to 3 kg. each :	
	Ball and roller bearings (except for cycles)	108
	ex (4) 0.5 kg. or less each :	
	Ball and roller bearings (except for cycles)	120
ex 484	Iron wares combined with common materials :	
	Insulating tubes with inner covering of paper : ball and roller bearings (except for cycles).	360
ex 485	Iron wares combined with fine materials :	
	Upholsterers' nails and keys	1,200

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	XXXIX. MÉTAUX COMMUNS ET ARTICLES EN MÉTAUX COMMUNS.	
	Métaux bruts et articles semi-ouvrés :	
ex 488	Métaux communs, bruts, bieux en débris ou en déchets :	
	f) Aluminium, magnésium et alliages de ces métaux entre eux .	exempts
	ex *h)* Alliages non spécialement dénommés en métaux communs: Alliages d'aluminium ne rentrant pas sous lettre	exempts
ex 491	Tôles et plaques (laminées, étirées), sans travail ultérieur :	
	d) En cuivre, nickel, aluminium et autres métaux communs non spécialement dénommés ou alliages non spécialement dénommés de métaux communs, d'une épaisseur de :	
	1° Plus de 0,5 mm	175
	2° 0,5 mm. ou moins	224
ex 492	Tôles et plaques, embouties ou percées :	
	ex *d)* En cuivre, nickel, aluminium et autres métaux communs non spécialement dénommés ou alliages non spécialement dénommés de métaux communs :	
	1° Disques (rondelles) en aluminium	225
	2° Disques (rondelles) en cuivre ou laiton	350
ex 496	Tiges, barres et fils (laminés, tréfilés ou étirés) :	
	d) En cuivre, nickel, aluminium et autres métaux communs ou alliages de métaux communs, d'une épaisseur de :	
	1° Plus de 0,5 mm.	175
	2° Plus de 0,25 mm. jusqu'à 0,5 mm.	224
	3° 0,25 mm. ou moins.	252
ex 497	Tiges, barres, et fils, polis, vernis, laqués, nickelés, laitonnés, cuivrés ou recouverts d'autres métaux communs, estampés à dessins :	
	b) En cuivre, nickel, aluminium et autres métaux communs ou alliages de métaux communs, d'un épaisseur de :	
	1° Plus de 0,25 mm.	435
	2° 0,25 mm. ou moins.	540
ex 505	Feuilles de plomb et d'étain (tain), brutes, avec dessins, colorées ou laquées ; capsules pour bouteilles, tubes et articles similaires, en étain, en plomb étamé ou alliages de plomb :	
	Feuilles d'étain (tain)	720
	Feuilles de plomb, capsules pour bouteilles ainsi que tubes, en étain, en plomb étamé ou alliages de plomb	576
ex 517	Articles, non spécialement dénommés, en cuivre et autres métaux communs non dénommés ailleurs ou alliages non dénommés ailleurs de métaux communs, même combinés avec des matières ordinaires :	
	ex *a)* Ayant subi un travail ordinaire :	
	Clous et clavettes de tapissier ; œillets pour bâches ; garnitures pour wagons, meubles, fenêtres et portes; meubles; articles d'éclairage; ustensiles de ménage en cuivre et en laiton, à l'exception des ustensiles de table	660
	Autres, à l'exception des chauffe-eau automatiques	825
	ex *b)* Finement travaillés :	
	Clous et clavettes de tapissier ; œillets pour bâches ; meubles ; ustensiles de ménage en cuivre et en laiton, à l'exception des ustensiles de table	1.300
520	Articles de tout genre, en aluminium ou alliages semblables à l'aluminium, même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	a) Pour usages techniques	1.200
	b) Autres :	
	1° Feuilles d'aluminium	1.500
	2° Autres articles	1.600

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	XXXIX. BASE METALS AND WARES THEREOF.	
	Crude metals and semi-manufactured articles :	
ex 488	Base metals, crude, scrap or waste :	
	(f) Aluminium, magnesium and inter-alloys of these metals	Exempt
	ex *(h)* Alloys of base metals not specially mentioned :	
	Aluminium alloys not included	Exempt
ex 491	Sheets and plates (rolled, flattened) not further worked :	
	(d) Of copper, nickel, aluminum, and other not otherwise mentioned base metals and alloys thereof, of a thickness of :	
	(1) Over 0.5 mm.	175
	(2) 0.5 mm. or less.	224
ex 492	Sheets and plates hollowed or perforated :	
	ex *(d)* Of copper, nickel, aluminium, and other not otherwise mentioned base metals and alloys thereof :	
	(1) Discs (washers) of aluminium.	225
	(2) Discs (washers) of copper or brass	350
ex 496	Bars, rods and wire (rolled or drawn) :	
	(d) Of copper, nickel, aluminium or other base metals and alloys thereof, of a thickness of :	
	(1) More than 0.5 mm.	175
	(2) More than 0.25 mm. up to 0.5 mm.	224
	(3) 0.25 mm. or less	252
ex 497	Bars, rods and wire, polished, varnished, lacquered, nickeled, coated with brass, copper or other base metals, with impressed designs :	
	(b) Of copper, nickel, aluminium and other base metals and alloys thereof, of a thickness of :	
	(1) More than 0.25 mm.	435
	(2) 0.25 mm. or less	540
ex 505	Lead-foil and tin-foil, rough, figured, coloured or lacquered ; bottle capsules, tubes and similar wares of tin, tinned lead or lead alloys :	
	Tin-foil	720
	Lead-foil, bottle capsules and tubes of tin, tinned lead or lead alloys	576
ex 517	Articles, not specially mentioned, of copper and other not otherwise mentioned base metals or alloys thereof, combined or not with common materials :	
	ex *(a)* Ordinarliy worked :	
	Upholsterers' nails and keys ; tapholes for cisterns ; accessories for railway carriages, furniture, windows and doors ; furniture ; lighting apparatus ; household utensils of copper or brass except table utensils.	660
	Others, except automatic water-heaters	825
	ex *(b)* Finely worked :	
	Upholsterers' nails and keys ; tapholes for cisterns ; furniture ; household utensils of copper and brass except table utensils	1,300
520	Wares of all kinds, of aluminium and alloys of the nature of aluminium, combined or not with common or fine materials :	
	(a) For technical purposes	1,200
	(b) Others :	
	(1) Aluminium foil	1,500
	(2) Other articles	1,600

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	XL. MACHINES, APPAREILS ET LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, EN BOIS, EN FER OU EN MÉTAUX COMMUNS, A L'EXCEPTION DE CEUX RANGÉS DANS LES CLASSES XLI ET XLII.	
ex 526	Chaudières à vapeur ; appareils à distiller, appareils frigorifiques et pour la cuisson ; réservoirs et tanks ; tous ces appareils complètement achevés, même avec leurs armatures montées :	
	ex *a)* En fer :	
	Appareils à distiller, appareils frigorifiques et pour la cuisson .	312
	ex *b)* En fer, avec parties en métaux communs :	
	Appareils à distiller, appareils frigorifiques et pour la cuisson .	384
	ex *c)* En métaux communs :	
	Appareils à distiller, appareils frigorifiques et pour la cuisson .	576
ex 528	Machines à vapeur et autres moteurs non spécialement dénommés (à l'exception des moteurs rangés dans les classes XLI et XLII) ; machines de travail faisant corps avec des moteurs à vapeur (dragues à vapeur, grues à vapeur, marteaux-pilons à vapeur, pompes à vapeur, pompes à incendie à vapeur et machines analogues) ; pesant par pièce :	
	ex *c)* Plus de 25 q. jusqu'à 100 q. :	
	Moteurs à combustion et à explosion	260
	Turbines à vapeur.	390
	ex *d)* Plus de 100 q. jusqu'à 1.000 q. :	
	Moteurs à combustion et à explosion	220
	Turbines à vapeur.	330
	ex *e)* Plus de 1,000 q. :	
	Moteurs à combustion et à explosion	200
	Turbines à vapeur.	300
ex 534	Métiers à tisser et à bonneterie, ainsi que machines auxiliaires pour le tissage et la bonneterie :	
	ex *b)* Autres :	
	Métiers à tisser et ourdissoirs, pour le tissage de la soie	189
	Observation : Le droit conventionnel de 189 Kč ne s'applique pas aux ratières, mécaniques Jacquard et Verdol et autres semblables.	
ex 535	Machines à coudre et machines à tricoter :	
	ex *a)* Bâtis, même démontés	240
	ex *b)* Têtes et parties finies de têtes (à l'exception des aiguilles) :	
	Têtes de machines à tricoter	1.000
	ex *c)* Parties détachées de têtes, non finies, même en fonte brute ; machines à coudre et à tricoter avec bâtis :	
	Machines à tricoter avec bâtis	680
537	Machines et appareils, non spécialement dénommés, en métaux communs (c'est-à-dire avec plus de 50 % de métaux communs) . . .	400
ex 538	Machines et appareils, non spécialement dénommés, autres, pesant par pièce :	
	ex *a)* 2 q. ou moins :	
	Pompes à liquide et pompes à air ; compresseurs pour installations frigorifiques et pour installations de la fabrication de la glace ; mélangeuses, pétrisseuses et batteuses pour boulangeries et confiseries ; moulins à cylindres pour la meunerie ; broyeurs à cylindres pour la fabrication du chocolat et l'industrie céramique	375
	Ventilateurs.	337,50
	Broyeurs à meule	300

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	XL. MACHINERY, APPARATUS AND PARTS THEREOF, OF WOOD, IRON, OR BASE METAL, EXCEPT THOSE INCLUDED UNDER CLASSES XLI AND XLII.	
ex 526	Steam boilers ; distilling, cooling and cooking apparatus ; cisterns and tanks ; all those ready for use, with or without the fittings belonging to them and fitted on to them ;	
	ex *(a)* Of iron :	
	Distilling, cooling and cooking apparatus	312
	ex *(b)* Of iron, with component parts of base metal :	
	Distilling, cooling and cooking apparatus	384
	ex *(c)* Of base metal :	
	Distilling, cooling and cooking apparatus	576
ex 528	Steam engines and other motors not specially mentioned (except those belonging to Classes XLI and XLII) ; industrial machinery permanently combined with steam motors (steam dredgers steam cranes, steam hammers, steam pumps, steam fire engines and the like) weighing each :	
	ex *(c)* Over 25 q. up to 100 q. :	
	Combustion engines	260
	Steam turbines	390
	ex *(d)* Over 100 q. up to 1,000 q. :	
	Combustion engines	220
	Steam turbines	330
	ex *(e)* Over 1,000 q. :	
	Combustion engines	200
	Steam turbines	300
ex 534	Looms and stocking frames and auxiliary machinery for weaving and hosiery :	
	ex *(b)* Others :	
	Looms and warp mills for silk weaving	189
	Note : The conventional duty of 189 Cz. crowns is not applicable to cord-looms, Jacquard and Verdol looms and the like.	
ex 535	Sewing and knitting machines :	
	ex *(a)* Stands, in pieces or not	240
	ex *(b)* Tops and finished parts of tops (except needles) :	
	Tops of knitting machines	1,000
	ex *(c)* Parts of tops, unfinished, whether of crude cast iron or otherwise ; sewing and knitting machines with stands :	
	Knitting machines with stands	680
537	Machines and apparatus not specially mentioned, of base metals (*i.e.* with more than 50 % of base metals).	400
ex 538	Machines and apparatus not specially mentioned, other, weighing each :	
	ex *(a)* 2 q. or less :	
	Liquid pumps and air pumps ; compressors for cooling apparatus and for apparatus for the manufacture of ice ; mixing, kneading and beating machines for bakers and confectioners ; roller mills for milling ; roller rasping machines for the manufacture of chocolate and for the pottery industry	375
	Ventilators	337.50
	Rasping machines with mill stones	300

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	Machines et appareils, etc. *(suite)* :	
	ex *b)* de 2 q. jusqu'à 10 q. :	
	Pompes à liquide et pompes à air ; compresseurs pour installations frigorifiques et pour installations de la fabrication de la glace ; mélangeuses, pétrisseuses et batteuses pour boulangeries et confiseries ; moulins à cylindres pour la fabrication du chocolat et l'industrie céramique	350
	Ventilateurs.	337,50
	Broyeurs à meule	280
	Machines rotatives à imprimer le papier.	84
	ex *c)* Plus de 10 q. :	
	Pompes à liquide et pompes à air ; compresseurs pour installations frigorifiques et pour installations de la fabrication de la glace ; mélangeuses, pétrisseuses et batteuses pour boulangeries et confiseries ; moulins à cylindres pour la meunerie ; broyeurs à cylindres pour la fabrication du chocolat et l'industrie céramique	300
	Ventilateurs.	300
	Broyeurs à meule	240
	Machines rotatives à imprimer le papier.	72
	ex *Observations à la classe XL.*	
	2° Pour la tarification des machines, des appareils ou de leurs pièces détachées, il ne sera pas tenu compte de la combinaison avec d'autres matières.	
	ex 3° Seront taxés comme parties détachées de machines ou d'appareils, les objets non spécialement tarifés, qui ne peuvent servir à aucun autre usage qu'à la composition de machines ou d'appareils.	
	XLI. MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES ET OBJETS SERVANT A DES USAGES ÉLECTROTECHNIQUES.	
539	Dynamos et moteurs électriques (à l'exception des moteurs d'automobiles), même s'ils font corps avec des dispositifs ou appareils mécaniques ; transformateurs (convertisseurs rotatifs ou fixes) ; pesant par pièce :	
	a) 25 kg. ou moins :	
	Ventilateurs électriques et moteurs électriques pour ventilateurs	864
	Autres.	975
	b) Plus de 25 kg. jusqu'à 5 q.	700
	c) Plus de 5 q. jusqu'à 30 q.	550
	d) Plus de 30 q. jusqu'à 80 q.	486
	e) Plus de 80 q.	360
ex 540	Appareils électriques de télégraphie, de sonnerie, à signaux et de sûreté pour chemins de fer ; téléphones et microphones ; parafoudres (à l'exception des paratonnerres) ; appareils de mesure et compteurs électriques ; pesant par pièce :	
	ex *a)* 5 kg. ou plus :	
	Appareils électriques de télégraphie, téléphones et microphones, à l'exception des appareils de télégraphie et de téléphonie sans fil.	2.100
	Appareils de mesure et compteurs électriques	1.500
	ex *b)* moins de 5 kg. :	
	Appareils électriques de télégraphie, téléphones et microphones, à l'exception des appareils de télégraphie et de téléphonie sans fil	3.000

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	Machines and apparatus, etc. *(continued)* :	
	ex *(b)* From 2 q. up to 10 q. :	
	Liquid pumps and air pumps ; compressors for cooling apparatus and for apparatus for the manufacture of ice ; mixing, kneading and beating machines for bakers and confectioners ; roller mills for milling ; roller rasping machines for the manufacture of chocolate and for the pottery industry	350
	Ventilators	337.50
	Rasping machines with mill stones	280
	Rotary presses	84
	ex *(c)* Over 10 q. :	
	Liquid pumps and air pumps ; compressors for cooling apparatus and for apparatus for the manufacture of ice ; mixing, kneading and beating machines for bakers and confectioners ; roller mills for milling ; roller rasping machines for the manufacture of chocolate and for the pottery industry	300
	Ventilators	300
	Rasping machines with mill stones	240
	Rotary presses	72
	ex *Notes to Class XL.*	
	(2) The tariff classification of machinery and apparatus or their component parts is not affected by the combination of such machinery, etc., with other materials.	
	ex (3) Articles not specially tariffed which could serve no other purpose than to form part of machines or apparatus are to pay duty as parts of machinery and apparatus.	
	XLI. ELECTRICAL MACHINES AND APPARATUS AND ELECTRO-TECHNICAL NECESSITIES.	
539	Dynamos and electro-motors (except motors for automobiles) whether or not permanently combined with mechanical contrivances or apparatus ; transformers (rotary or static converters) ; weighing each :	
	(a) 25 kg. or less :	
	Electric ventilators and electric motors for ventilators	864
	Others	975
	(b) Over 25 kg. up to 5 q.	700
	(c(Over 5 q. up to 30 q.	550
	(d) Over 30 q. up to 80 q.	486
	(e) Over 80 q.	360
ex 540	Electrical telegraph, ringing, signalling and railway safety apparatus ; telephones and microphones ; lightning arresters (except lightning conductors) ; electrical calculating and measuring apparatus, weighing each :	
	ex *(a)* 5 kg. or more :	
	Electrical telegraph apparatus, telephones and microphones (except wireless telegraph and telephone apparatus) . . .	2,100
	Electrical calculating and measuring apparatus.	1,500
	ex *(b)* Less than 5 kg. :	
	Electrical telegraph apparatus, telephones and microphones (except wireless telegraph and telephone apparatus)	3,000

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	Appareils électriques, etc. *(suite)* :	
	Appareils de mesure et compteurs électriques, pesant par pièce :	
	1° Plus de 1,5 kg.	2.600
	2° 1,5 kg. ou moins	3.300
543	Appareils électriques et dispositifs électro-techniques (régulateurs, résistances, démarreurs et articles similaires), non spécialement dénommés :	
	Balais de charbon, montés ; appareils électriques pour la cuisson et le chauffage ; piles sèches ; dispositifs électriques d'allumage pour moteurs à combustion et à explosion (aussi pour moteurs d'automobiles et d'aéroplanes) ; dispositifs électriques de démarrage, d'éclairage et de signaux pour véhicules à moteurs ; accumulateurs.	1.200
	Autres, pesant par pièce :	
	1° 25 kg. ou moins	1.500
	2° Plus de 25 kg. jusqu'à 2 q.	1.350
	3° Plus de 2 q..	1.200
	Observation : Si l'on importe séparément des pièces détachées de dynamos, de moteurs électriques, etc., dénommés sous le n° 539, les parties achevées qui, de par leur construction, sont incontestablement reconnaissables comme parties de telles machines, seront dédouanées d'après ce numéro ; elles seront admises d'après les lettres *b)* à *e)*, si l'importateur fournit la preuve nécessaire que ces pièces appartiennent à une machine à taxer d'après les lettres *b)* à *e)*. A défaut de cette preuve, on appliquera le régime de la lettre *a)*.	
	Les autres parties de ces machines, etc., présentées séparément au dédouanement et ayant le caractère de parties de machines, seront taxées comme parties de machines de la classe XL importées séparément, toutes les autres parties devant être taxées selon le conditionnement de la matière. Les parties non dénommées spécialement d'autres appareils et articles électro-techniques appartenant à la présente classe, seront taxées comme les appareils, etc. respectifs, si, en raison de leur construction, elles se présentent comme parties achevées de ces appareils, etc. ; les autres parties seront tarifées d'après leur autre conditionnement.	
	Les appareils électriques et les dispositifs électro-techniques, non spécialement dénommés, montés avec les appareils de mesure et des compteurs électriques et pesant moins de 5 kg. par pièce, seront taxés d'après le n° 540 *b)*.	
	XLIV. INSTRUMENTS ET HORLOGERIE.	
	Instruments (à l'exception de ceux rangés dans la classe XLI et des instruments de musique) :	par kg.
ex 576	Instruments, non spécialement dénommés :	
	Phonographes et appareils analogues	7,70
	Instruments de musique :	
ex 582	Instruments de musique, non spécialement dénommés :	par 100 kg.
	Boîtes à musique	336
	Horlogerie :	
585	Montres :	
	a) Avec boîtes en or :	par pièce
	1° Montres pour bracelets ; montres dont la carrure mesure au plus grand diamètre extérieur 3,5 cm. ou moins . . .	25
	2° Autres	30

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	Electrical telegraph, etc. *(continued)* :	
	Electrical calculating and measuring apparatus, weighing each :	
	(1) More than 1.5 kg.	2,600
	(2) 1.5 kg. or less	3,300
543	Electrical apparatus and electro-technical appliances (regulators, resistances, starters and the like) not specially mentioned :	
	Carbon collector brushes, mounted ; electrical apparatus for cooking and heating ; dry piles ; electrical lighting contrivances for combustion engines (also for motors for automobiles and aeroplanes) ; electrical starters, electrical lighting and signalling appliances for motor vehicles ; accumulators.	1,200
	Others, weighing each :	
	(1) 25 kg. or less	1,500
	(2) More than 25 kg. up to 2 quintals	1,350
	(3) More than 2 quintals	1,200
	Note : In the case of the separate importation of component parts of the dynamos and electro motors, etc., mentioned in No. 539, those finished component parts which, on account of their construction, can indubitably be recognised as forming part of such machines, are to be tariffed under that number ; they shall be tariffed under sub-divisions *(b)* to *(e)* if the importer can afford the necessary proof that these parts belong to a machine coming under sub-divisions *(b)* to *(e)*. Should such proof not be afforded, duty will be levied under sub-division *(a)*.	
	Other parts of such machines, etc. imported separately will be tariffed as separately imported parts of machines under Class XL so far as they are presented as being component parts of machinery, but otherwise according to the nature of the material. Component parts of other apparatus and electro-technical appliances belonging to the present class, so far as they are not specially mentioned, will be tariffed as the apparatus, etc. to which they belong, if they are shown by their construction to be finished parts of such apparatus, etc. ; other component parts will pay duty according to kind.	
	Electrical apparatus and electro-technical appliances not specially mentioned, mounted with electrical registering and measuring apparatus, and weighing less than 5 kg. each, will pay duty according to No. 540 *(b)*.	
	XLIV. INSTRUMENTS, CLOCKS AND WATCHES.	
	Instruments (except those belonging to Class XLI and musical instruments) :	Per kg.
ex 576	Instruments not specially mentioned :	
	Phonographs and similar apparatus	7.70
	Musical instruments :	
ex 582	Musical instruments not specially mentioned :	Per 100 kg.
	Muscial boxes	336
	Clocks and watches :	
585	Watches :	
	(a) With gold cases :	Each
	(1) Wristlet watches ; watches of which the centre-piece of the case (so-called carrures) measures at the longest exterior diameter 3.5 cm. or less	25
	(2) Others	30

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits par 100 kg. Kč
	Montres *(suite)* :	
	b) Avec boîtes en argent (même dorées) :	par pièce
	1° Montres pour bracelets ; montres dont la carrure mesure au plus grand diamètre extérieur 3,5 cm. ou moins . . .	12
	2° Autres	13
	c) Avec d'autres boîtes (même dorées ou argentées)	7
586	Boîtes de montres :	
	a) En or :	
	1° Pour montres-bracelets ; pour montres dont la carrure mesure au plus grand diamètre extérieur 3,5 cm. ou moins	20
	2° Pour autres montres	25
	b) En argent (même dorées) ;	
	1° Pour montres-bracelets ; pour montres dont la carrure mesure au plus grand diamètre extérieur 3,5 cm. ou moins	7
	2° Pour autres montres	8
	c) Autres (même dorées ou argentées)	2,08
587	Mouvements de montres, de même que les platines et ébauches . . .	4,90
588	Fournitures de montres :	par 100 kg.
	a) Ni argentées ni dorées	840
	b) Argentées ou dorées	1.680
ex 589	Horloges et mouvements d'horloges, non spécialement dénommés ; cadres d'horloges ; pignons avec tenons fixés et roues rivées :	
	Montres et mouvements de montres pour automobiles ; montres-portefeuilles ; pendules dites neuchâteloises ; pendulettes de table et de cheminée	1.435
	XLVI. MATIÈRES CHIMIQUES AUXILIAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES.	
	Autres matières chimiques auxiliaires et produits chimiques :	
614	Gomme d'amidon (dextrine, léiogomme, gommeline) et autres succédanés de la gomme, non spécialement dénommés ; colle d'amidon, apprêts et produits amylacés similaires pour l'encollage et l'apprêt :	
	a) Gluten	450
	Observation : Gluten (à l'exception du gluten de froment) pour la fabrication de condiments pour soupes, sur permis et moyennant le contrôle à déterminer par ordonnance	145
	b) Gomme d'amidon (dextrine, léiogomme, gommeline) et autres succédanés de la gomme, non spécialement dénommés ; colle d'amidon, apprêts et produits amylacés similaires pour l'encollage et l'apprêt	200
ex 622	Matières chimiques auxiliaires et produits chimiques, non spécialement dénommés :	
	Métaldéhyde à l'état solide (matière combustible à l'état solide « Meta »)	50
	XLVII. VERNIS, COULEURS, PRODUITS MÉDICINAUX ET PARFUMERIE	
	Couleurs :	
626	Couleurs, non spécialement dénommées	500

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. Czechoslovak crowns
	Watches *(continued)* :	
	(b) With silver cases (gilt or not) :	
	(1) Wristlet watches ; watches of which the centre-piece of the case (so-called carrures) measures at the longest exterior diameter 3.5 cm. or less	Each 12
	(2) Others	13
	(c) With other cases (gilt or silvered or not)	7
586	Watch cases :	
	(a) Of gold :	
	(1) For wristlet watches ; for watches of which the centre-piece of the case (so-called carrures) measures at the longest exterior diameter 3.5 cm. or less	20
	(2) For other watches.	25
	(b) Of silver (gilt or not) :	
	(1) For wristlet watches ; for watches of which the centre-piece of the case (so-called carrures) measures at the longest exterior diameter 3.5 cm. or less	7
	(2) For other watches.	8
	(c) Others (gilt or silvered or not)	2.08
587	Movements for watches, also pillar-plates and works in the rough .	4.90
588	Works for watches :	Per 100 kg.
	(a) Neither silvered nor gilt	840
	(b) Silvered or gilt	1,680
ex 589	Clocks and movements for clocks not specially mentioned ; frames for clocks ; pinions with pins set in and wheels riveted on :	
	Watches and movements for watches for automobiles ; travelling clocks ; so-called " Neuchâteloise " clocks,small table or mantle-piece clocks	1,435
	XLVI. CHEMICAL AUXILIARY SUBSTANCES AND CHEMICAL PRODUCTS.	
	Other chemical auxiliary substances and chemical products :	
614	Starch gum (dextrine, leiocome and gomelin) and other gum substitutes not specially mentioned ; starch paste, size, and similar amylaceous products for sticking and dressing purposes :	
	(a) Gluten	450
	Note : Gluten (except wheat gluten) for the manufacture of condiments for soups, by permission and under control to be determined by ordinance	145
	(b) Starch gum (dextrine, leiocome, gomelin) and other gum substitutes not specially mentioned ; starch paste, size, and similar amylaceous products for sticking and dressing purposes	200
ex 622	Chemical auxiliary materials and products not specially mentioned :	
	Solid metaldehyde (solid fuel called " meta ")	50
	XLVII. VARNISHES, COLOURS, MEDICINAL PRODUCTS AND PERFUMERY.	
	Colours :	
626	Colours, not specially mentioned	500

ANNEXE B.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER SUISSE.

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	I. COMESTIBLES ET BOISSONS.	
	A. *Céréales, maïs, riz et légumes à cosse.*	par q.
	Céréales, maïs, légumes à cosse, ni perlés, ni égrugés :	
3	Avoine	0,60
4	Orge	0,60
15	Malt	1,50
	B. *Fruits et légumes.*	
26	Fruits secs ou tapés, ayant encore les pépins (fruits à pépins)	10
	Sucs de fruits et jus de baies, sucs de fruits évaporés jusqu'à consistance, purée de fruits : sans sucre, avec ou sans alcool :	
ex 29 *b)*	Jus de framboises	25
	Légumes :	
	Conservés :	
41	Secs, emballés à découvert	15
	Au sel :	
ex 42 *b)*	Autres (que câpres et olives : en fûts), ainsi que la choucroute, excepté les truffes en fûts	10
ex 43 *b)*	Concombres, conservés au vinaigre ou autrement, en récipients de tout genre pesant plus de 5 kg.	20
	C. *Denrées coloniales et produits similaires.*	
53	Houblon	3
ex 57	Racines de chicorée, sèches	1
	Sucre :	
68 *b)*	Cristallisé ; glucose (sucre de raisin, sucre de fécule) à l'état solide ; sucre candi	7
68 *c)*	Pilé	8
69	En pains, plaques, blocs, etc. ; déchets de sucre raffiné	10
70	Coupé ou en poudre fine	13
	D. Produits alimentaires de provenance animale.	
	Viande :	
	Conservée :	
	Salée, fumée ; lard séché :	
77 *a)*	Jambon	65
77 *b)*	Autre	75
	E. *Comestibles non dénommés ailleurs.*	
ex 103	Jus de framboises, sucré	100
	G. *Boissons.*	
ex 114 *a)*	Bière, en fûts contenant 2 hl. ou moins	9

ANNEX B.

IMPORT DUTIES ON THE SWISS CUSTOMS TERRITORY.

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	I. COMESTIBLES AND BEVERAGES.	
	A. *Cereals, maize, rice and shell vegetables.*	Per q.
	Cereals, maize, shell vegetables neither pearled nor hulled :	
3	Oats	0.60
4	Barley	0.60
15	Malt	1.50
	B. *Fruits and vegetables.*	
26	Dried or drained fruit with the pips (fruits with pips)	10
	Juice of fruits and berries, fruit juice evaporated to a consistent condition, purée of fruit :	
	Without sugar, with or without alcohol :	
ex 29 *(b)*	Raspberry juice	25
	Vegetables :	
	Preserved :	
41	Dried, wrapped, unpacked	15
	Salted :	
ex 42 *(b)*	Others (except capers and olives : in barrels) also sauerkraut, except truffles in barrels	10
ex 43 *(b)*	Cucumbers, preserved in vinegar or otherwise, in all kinds of receptacles weighing more than 5 kg.	20
	C. *Colonial produce and the like.*	
53	Hops	3
ex 57	Chicory roots, dried	1
	Sugar :	
68 *(b)*	Crystalized ; glucose (grape sugar, starch sugar) solid ; sugar candy	7
68 *(c)*	Crushed	8
69	In loaves, tablets, lumps, etc. ; waste from refined sugar	10
70	Cut or in fine powder	13
	D. *Alimentary produce of animal origin.*	
	Meat :	
	Preserved :	
	Salted, smoked ; dried bacon :	
77 *(a)*	Ham	65
77 *(b)*	Other	75
	E. *Comestibles not otherwise mentioned.*	
ex 103	Raspberry juice, sugared	100
	G. *Beverages.*	
ex 114 *(a)*	Beer, in casks containing 2 hl. or less	9

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	II. ANIMAUX ET MATIÈRES ANIMALES ; ENGRAIS ET DÉCHETS DE PROVENANCE ANIMALE.	
	A. *Animaux.*	
	Bœufs :	par pièce
	Avec dents de lait :	
136 *a)*	De boucherie	80
136 *c)*	Sans dents de lait.	100
	B. *Matières animales et produits similaires non dénommés ailleurs.*	
	Plumes à lit :	par q.
155 *a)*	Brutes, non nettoyées, en balles pressées hydrauliquement ou en d'autres balles du poids de 100 kg. ou plus	3
155 *b)*	Nettoyées.	40
	III. CUIRS ET PEAUX, BRUTS ET FABRIQUÉS, OUVRAGES EN CUIR, CHAUSSURES.	
	Cuirs et peaux pour tiges de chaussures de tout genre (Oberleder) :	
179	Peaux de veau, tannées au chrome, teintes ou noircies sur fleur et chagrinées (Boxcalf).	80
	Souliers et pantoufles :	
195	Avec empeigne en cuir de veau, de cheval, de chevreau, de chèvre, de mouton et de fantaisie, doublés ou non	240
199	En canevas, feutre, étoffe de coton, serge de Berry (lastings), velours et peluche, excepté le velours de soie et la peluche de soie, avec semelles en cuir ou garnis de cuir	120
	V. BOIS.	
	Bois à brûler, broutille, écorce d'arbre :	
221	Bois d'essences feuillues	0,05
224	Charbon de bois.	0,30
	Bois de construction et bois d'œuvre :	
	Sciés de long ou refendus, même complètement équarris, autres (que les traverses) de tout genre :	
236	D'autres essences feuillues (que de chêne)	1,80
237	D'essences résineuses.	2,50
264 *b)*	Sièges (grands et petits) en bois de hêtre courbé, non rembourrés .	53
	N. B. ad 264 b) : Sont admis d'après ce numéro les guéridons à fleurs, ainsi que les tables pour fumeurs et les tables servantes, en bois de hêtre courbé, sans égard aux dimensions, si ces meubles n'ont pas le caractère de meubles de luxe. Sont considérés comme meubles de luxe, les meubles ornés de laiton, dorés, marquetés, sculptés, plaqués de bois exotique, ainsi que les meubles en combinaison avec des matières textiles.	
271	Ouvrages en bois de tout genre, finis, non dénommés ailleurs au tarif :	
	Autres (que bruts)	40
	VI. PAPIER ET PRODUITS DES ARTS GRAPHIQUES.	
	A. *Matières premières pour la fabrication du papier.*	
	Matière fibreuse pour la fabrication du papier :	
	Obtenue par les procédés chimiques (cellulose, pâte de paille, d'alfa, etc.), humide ou sèche :	
290	Non blanchie	4
291	Blanchie	5

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	II. ANIMALS AND ANIMAL SUBSTANCES ; MANURE AND ANIMAL WASTE	
	A. *Animals.*	Each.
	Oxen :	
	with milk teeth :	
136 *(a)*	For slaughter	80
136 *(c)*	Without milk teeth	100
	B. *Animal substances and animal products not elsewhere specified.*	
	Bed feathers :	
155 *(a)*	Crude, not cleaned, in bales subjected to hydraulic pressure or in other bales weighing 100 kg. or more	3
155 *(b)*	Cleaned	40
	III. HIDES AND SKINS, ROUGH AND MANUFACTURED, LEATHER WARES, BOOTS AND SHOES.	
179	Hides and skins for the uppers of boots and shoes of all kinds *(Oberleder)* : Box calf chrome-tanned, dyed or blackened on the outside and shagreened	80
	Shoes and slippers :	
195	With uppers of calf, horse, kid, sheep or fancy leather, lined or not	240
199	Of canvas, felt, cotton material, lastings *(serge de Berry)*, velvet or plush, except silk velvet and silk plush, with leather soles or ornamented with leather	120
	V. WOOD.	
	Firewood, twigs, treebark :	
221	Of leafy trees	0.05
224	Charcoal	0.30
	Wood for building and cabinet makers' wood :	
	Sawn lengthwise or split, ready hewn or not, others (except sleepers) of every kind :	
236	All other leafy woods (except oak)	1.80
237	Of resinous woods	2.50
264 *(b)*	Chair seats (large and small) of bent beech-wood, non-upholstered	53
	N.-B. ad 264 (b) : What-nots, smoke room tables and dumbwaiters in bent beech-wood are included in this number, irrespective of their dimensions, so long as they are not in the nature of luxury articles.	
	As luxury articles are considered furniture ornamented with brass, gilt, inlaid, carved, veneered with exotic wood and furniture combined with textile materials.	
271	Wooden wares of all kinds, not otherwise mentioned in the tariff, finished :	
	Others (except rough)	40
	VI. PAPER AND PRODUCTS OF THE GRAPHIC ARTS.	
	A. Primary materials for the manufacture of paper.	
	Fibrous materials for the manufacture of paper :	
	Obtained by chemical processes (cellulose, straw pulp, esparto, etc.) wet or dry :	
290	Unbleached	4
291	Bleached	5

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	B. *Papier et carton non imprimés.*	par q.
	1° N'ayant depuis leur fabrication subi aucune main-d'œuvre.	
294	Papiers d'emballage, non dénommés ailleurs au tarif, huilés compris	15
ex 299	Papier à cigarettes pesant 25 grammes ou moins par m², en feuilles entières ou en rouleaux d'une largeur de 25 cm. ou plus	25
	2° Ayant subi une main-d'œuvre depuis leur fabrication.	
307 *c)*	Papier parchemin, parcheminé et leurs imitations	25
	VII. MATIÈRES TEXTILES ET A TRESSER ; CONFECTION.	
	A. *Coton.*	
	Couvertures (tapis de lit, de table, etc.), découpées :	
378	Sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées	150
379	Avec passementerie ou avec travail à l'aiguille	160
	N. B. ad 379 : Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un simple surfilage (Umwurf) sur les bords, suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.	
	N. B. ad 378/379 : Le linge de lit, de table et de cuisine, en coton, rentre selon son conditionnement dans les n°s 378 ou 379. Lorsqu'il ne présente qu'un ourlet cousu ou un simple surfilage (Umwurf) sur les bords, il est admis d'après le n° 378.	
	B. *Lin, chanvre, jute, ramie, etc.*	
	Tissus des matières textiles dénommées au n° 396 du tarif :	
405	De jute, écrus, présentant moins de 9 fils par carré de 5 mm. de côté	4
411 *a)*	Débouillis, lessivés, crémés, blanchis	Droit des tissus écrus augmenté de 40 %
	N. B. ad 405/413 du tarif. Pour la taxation des tissus dans lesquels se trouvent alternativement des parties non serrées et des parties serrées, le nombre moyen des fils fait règle. Ce nombre est établi en comptant les fils de chaîne et les fils de trame entre deux points qui se reproduisent régulièrement en chaîne et en trame dans le dessin du tissu, en réduisant ce nombre de fils dans la proportion de 5 mm. de la largeur du dessin et en additionnant les résultats pour la chaîne et pour la trame. Dans les tissus à fils doubles ou à fils retors, chaque fil simple est compté séparément. Pour la fixation du résultat total, les fractions de fil n'entrent pas en ligne de compte.	
	N. B. ad 418 du tarif. Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un simple surfilage (Umwurf) sur les bords, suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.	
	N. B. ad 417/418 du tarif. Le linge de lit, de table et de cuisine, en lin, rentre selon son conditionnement dans les n°s 417 ou 418. Lorsqu'il ne présente qu'un ourlet cousu ou un simple surfilage (Umwurf) sur les bords, il est admis d'après le n° 417.	
426	Sacs	50
	Nattes et tapis des matières textiles dénommées au n° 396 du tarif, même bordés ou avec franges :	
430	Tissés : de jute	75

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	B. Paper and Cardboard not printed.	per q.
	(1) Not having undergone any additional process since manufacture.	
294	Packing paper not otherwise mentioned in the tariff, including oiled paper	15
ex 299	Cigarette paper weighing 25 gr. or less per square metre, in whole sheets or in rolls 25 cm. or more wide	25
	(2) Having undergone some additional process since manufacture.	
307 *(c)*	Parchment paper, parchment-like paper and imitations thereof . .	25
	VII. TEXTILE AND PLAITING MATERIALS; MADE-UP GOODS.	
	A. *Cotton.*	
	Coverlets (bed and table-covers, etc.) with border :	
378	Without needlework or trimmings, with or without fringes made in the weaving or simply knotted	150
379	With trimmings or needle work	160
	N. B. ad 379. Coverings having only sewn hems or spun hems (" Umwurf ") on the borders are dutiable as coverings without needle work.	
	N. B. ad 378-79. Bed, table and kitchen linen of cotton is dutiable under Nos. 378 or 379 according to kind. If only with sewn hems or spun hems (" Umwurf ") on the borders, it is dutiable under No. 378.	
	B. *Flax, Hemp, Jute, Ramie, etc.*	
	Tissues of textile materials specified in No. 396 of the tariff.	
405	Of jute, unbleached, with less than nine threads per square of 5 mm. side	4
411 *(a)*	Boiled, lye washed, creamed, bleached.	Duty for unbleached tissues increased by 40 %.
	N. B. ad 405-413 *of the tariff :* For the purpose of assessing duty on tissues presenting alternately close woven and open-woven parts, the average number of threads is taken. This number is arrived at by counting the threads in warp and weft between two points which are regularly reproduced in warp and weft in the design of the tissue, by reducing this number of threads to the proportionate number in 5 mm. of the breadth of the design, and by adding together the results obtained for the warp and weft. In tissues, woven of double or twisted threads, each single thread is separately counted. In the determination of the final result, fractions of a thread are neglected.	
	N. B. ad 418 *of the tariff :* Coverings having only sewn hems or spun hems (" Umwurf ") on the borders, are dutiable as coverings without needlework.	
	N. B. ad 417-418 *of the tariff :* Bed, table and kitchen linen of linen is dutiable under Nos. 417 or 418 according to kind. If only with sewn hems or spun hems (" Umwurf ") on the borders, it is dutiable under No. 417.	
426	Sacks	50
	Mats and carpets made of the textile materials enumerated in No. 396, with or without borders or fringes :	
430	Woven of jute	75

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr c.
	C. *Soie.*	par q.
	Couvertures (tapis de lit et de table, etc.), en soie, bourre de soie, soie artificielle, découpées :	
	Sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées :	
453 *a)*	Couvertures en pettenuzzo avec chaîne de coton	80
453 *b)*	Autres	300
454	Avec passementerie ou travail à l'aiguille	400
	N. B. ad 454. Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un surfilage (Umwurf) sur les bords, suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.	
	D. *Laine.*	
	Tissus de laine, blanchis, teints, imprimés, de fils teints (tissus de laine cardée ou de laine peignée) :	
474	Pesant plus de 300 grammes par m²	190
475 *a)*	Zanella et serge pour doublure, ayant en largeur de 138 à 142 cm. inclusivement, pesant 300 grammes ou moins par m²	60
	Couvertures (tapis de lit et de table, etc.) découpées :	
479	Sans travail à l'aiguille ni passementerie, même avec franges venues au tissage ou simplement nouées	210
480	Avec passementerie ou travail à l'aiguille	230
	N. B. ad 480. Les couvertures qui ne présentent qu'un ourlet cousu ou un surfilage (Umwurf) sur les bords, suivent le régime des couvertures sans travail à l'aiguille.	
482 *b)*	Tapis de pieds, autres que ceux dénommés aux nos 481 et 482 *a)* du tarif	150
	F. *Paille, jonc, liber, osier, copeaux de bois, etc.*	
513	Vannerie, sans bâti, en osier écorcé, en copeaux de bois, en jonc :	
	Brute ou passée au mordant	32
	H. *Articles confectionnés.*	
	Lingerie, de coton, lin, ramie, etc. :	
530	Chemises	300
531	Cols de chemises, plastrons, chemisettes, manchettes, etc. . . .	250
ex 579	Poignées de parapluies, d'ombrelles et de cannes, à l'exception de celles en métaux précieux ou en métal doré ou argenté	10
	Cannes, badines, cannes de parapluies et de parasols :	
	Avec poignée de la même matière que la canne :	
580 *a)*	Cannes de parapluies et de parasols sans embout	10
580 *b)*	Cannes et badines	50
	Avec poignée faite d'une autre matière (à l'exception de celles avec poignée en métal précieux ou avec poignée dorée ou argentée) :	
581 *c)*	Cannes et badines	100
	VIII. Matières minérales.	
	Ouvrages en émeri et carborundum :	
632 *b)*	Autres (que ceux dénommés aux nos 630/632 *a)* du tarif	25

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	C. *Silk.*	per q.
	Coverings (bed-covers, table-covers, etc.) of silk, floss silk, artificial silk with borders :	
	Without needlework or trimmings, with or without fringes made in weaving or merely knotted.	
453 *(a)*	Coverings in pettenuzzo with warp of cotton	80
453 *(b)*	Other	300
454	With trimming or needlework	400
	N. B. ad 454. : Coverings having only sewn hems or spun hems (" Umwurf ") on the borders are dutiable as coverings without needlework.	
	D. *Wool.*	
	Woollen tissues bleached, dyed, printed, woven of dyed yarn (tissues yarn of carded or combed wool) :	
474	Weighing more than 300 gr. per square metre	190
475 *(a)*	Zanella and serge for lining, from 138 to 142 cm. inclusive, in breadth, and weighing 300 gm. or less per square metre.	60
	Coverings (bed-covers and table-covers, etc.) with borders :	
479	Without needlework or trimming, with or without fringes made in weaving or merely knotted.	210
480	With trimming or needlework	230
	N. B. ad 480 : Coverings having only sewn hems or spun hems (" Umwurf ") on the borders are dutiable as coverings without needlework.	
482 *(b)*	Carpets and rugs other than those enumerated in Nos. 481-482 *(a)* of the tariff.	150
	F. *Straw, cane, bast, rush, wood-shavings, etc.,*	
513	Basket-makers' wares, without framework, of peeled wicker, wood-shavings, cane :	
	Rough or mordanted	32
	H. *Ready-made articles.*	
	Underclothing of cotton, linen, ramie, etc. :	
530	Shirts	300
531	Shirt-collars, fronts, cuffs, etc.	250
ex 579	Umbrella, parasol and walking-stick handles, except those in precious metals or in gilt or silvered metal	10
	Walking-sticks, canes, sticks for umbrellas and parasols :	
	With handle of the same material as the stick :	
580 *(a)*	Sticks for umbrellas and parasols without ferrules	10
580 *(b)*	Walking-sticks and canes.	50
	With handle made of another material (except those with handles of precious metals or with gilt or silvered handles) :	
581 *(c)*	Walking sticks and canes	100
	VIII. MINERAL SUBSTANCES.	
	Wares of emery and carborundum :	
632 *(b)*	Others (than those enumerated in Nos. 630-632 *(a)* of the tariff)	25

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	IX. ARGILE ET GRÈS ; POTERIES.	par q.
	A. *Argile.*	
	Dalles et carreaux :	
	D'une seule couleur, unis ou striés :	
656	Bruts ou engobés ; carreaux de pavage	3
658	Vernissés, émaillés	9
	B. *Grès.*	
674	Parties d'installations de lieux d'aisances, en grès fin ou porcelaine, y compris les éviers et les baignoires :	
	a) Eviers et cuvettes de lieux d'aisances, en terre cuite, grès ou porcelaine, vernissés ou émaillés, entièrement ou partiellement de couleur jaune	18
	b) Autres.	30
676	Poterie fine en grès	40
	C. *Poteries.*	
	Poteries :	
678	A cassure blanche ou jaunâtre ; parian, biscuit	35
680 *b)*	Porcelaine de tout genre, autre (que celle dénommée aux nos 679 et 680 *a*)	40
	X. VERRE.	
	Verre brut (verre coulé), tel que verre pour toitures et tuiles en verre, plaques en verre pour pavements et parois, verre dit diamant :	8
683	De couleur naturelle, uni ou façonné	
	N. B. ad 683. Le verre cannelé est considéré comme verre façonné.	10
684	Coloré, mat, poli, etc.	5
685	Verre pour vitraux de toute nuance	
	N. B. ad 686 du tarif. Le verre à vitres de couleur naturelle, étiré, n'ayant pas subi de travail mécanique, est admis d'après ce numéro, sans égard à la grandeur et à l'épaisseur des feuilles.	
	Verrerie et gobeleterie :	
	N. B. ad 689 du tarif.	
	1° Le verre d'optique brut est admis au droit de 2 francs par quintal d'après le n° 689 contre preuve de son emploi pour l'optique.	
	2° Le verre dit « salin » incolore, en feuilles, est admis d'après le n° 689 contre preuve de son emploi pour la fabrication de verres de montres.	
	De verre noir, brun ou vert :	8
691 *a)*	Bouteilles	
	N. B. ad 691 a). On considère comme « bouteilles » dans le sens de la rubrique 691 *a)* la verrerie ayant la forme usuelle des bouteilles ordinaires à vin ou à bière.	4
691 *b)*	Autres	
	Non polies ou polies seulement sur le fond, ou avec bouchon rodé, ou encore avec une marque, un nom ou un signe, pourvu qu'ils ne soient pas gravés :	12
692	De verre mi-blanc.	
	N. B. ad 692. Les marques d'étalonnage, y compris les désignations nécessaires à l'indication de la capacité, n'entrent pas en ligne de compte pour la taxation.	

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	IX. EARTHENWARE, STONEWARE AND POTTERY.	per q.
	A. *Earthenware.*	
	Slabs and tiles :	
	Of one colour, smooth or fluted :	
656	Rough or coated with coloured clay *(engobés)* ; paving tiles . .	3
658	Glazed, enamelled	9
	B. *Stoneware.*	
674	Water-closet fittings of fine stoneware or china, including sink-stones and baths :	
	(a) Sink-stones and water-closet pans of earthneware, stone-ware or china, glazed or enamelled, wholly or partially of a yellow colour	18
	(b) Others	30
676	Articles of fine stoneware	40
	C. *Pottery.*	
	Pottery :	
678	With white or yellow fracture ; parian, biscuit ware	35
680 *(b)*	China of any kind (other than that specified in Nos. 679 and 680 *(a)*)	40
	X. GLASS.	
	Crude glass (cast glass) such as glass for roofs and glass tiles, slabs of glass for pavements and walls, so-called " diamond " glass :	
683	Natural colour, plain or shaped.	8
	N. B. ad 683 : Fluted glass is considered as shaped glass	
684	Coloured, rough, polished,etc.	10
685	Glass for stained windows of any colour	5
	N. B. ad 686 *of the tariff :* Natural-coloured window glass, drawn, which has not undergone any mechanical process, is included under this number, irrespective of the size and thickness of the sheets.	
	Hollow glass and glass ware :	
	N. B. ad 689 *of the tariff :*	
	(1) Crude optical glass is subject to a tax of 2 fr. per quintal under No. 689, on proof being furnished of its use for optical purposes.	
	(2) Colourless glass, so-called " Salin " in leaves is included under No. 689, on proof being furnished of its use for the manufacture of watch glasses.	
	Black, brown or green glass :	
691 *(a)*	Bottles	8
	N. B. ad 691 *(a)* : Glass ware having the usual shape of ordinary wine or beer bottles is considered as coming under the heading of bottles in No. 691 *(a)*.	
691 *(b)*	Other	4
	Not polished, or polished only on the bottoms, or with ground stoppers, or furnished also with a mark, name or figure, if not engraved :	
692	Of half-white glass	12
	N. B. ad No. 692 : In assessing duty, stamping and other marks necessary for indicating the capacity are neglected.	

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	Verrerie et gobeleterie *(suite)* :	par q.
693	De verre incolore (blanc) :	
	a) Bocaux à conserves, même polis, non combinés avec d'autres matières	15
	b) Autres	18
	De tout genre :	
	Polies, gravées, de couleur (en verre coloré), dorées, etc., même combinées avec d'autres matières, à l'exception des métaux précieux :	
ex 694 *b)*	Verres de montres d'un diamètre de 52 mm. et plus	75
694 *c)*	Autres (que celles dénommées aux nos 694 *a)/b)* du tarif) .	40
	Verrerie et gobeleterie des espèces de verre indiquées aux nos 691/693 du tarif :	
696	En clisses grossières de bois, roseau ou paille	12
698	Avec fermeture (couvercle, fermeture mécanique, etc.) de métal commun, grès, porcelaine, etc.	45
	XI. MÉTAUX.	
	A. *Fer.*	
	Matériel de chemins de fer :	
737	Essieux, ressorts, bandages, roues, corps de roues : grossièrement ébauchés	1,20
	Tuyaux de tout genre, non dénommés ailleurs au tarif, ayant un diamètre intérieur moindre que 40 cm. :	
	Bruts, goudronnés, passés à la couleur d'apprêt, même si les extrémités sont taraudées ou pourvues de manchons :	
742	Non rivés.	1
	N. B. ad 742. On admettra d'après ce numéro les mâts tubulaires pour conduites électriques et pour l'éclairage, bruts, goudronnés ou simplement passés à la couleur d'apprêt, ni rivés, ni boulonnés, aussi laminés d'une seule pièce avec rétrécissements successifs, même percés et pourvus d'anneaux de renforcement.	
743	Rivés	5
744	Autres ; collerettes pour tuyaux	7
	Clous, découpés, pressés, fondus, forgés :	
776	Autres (que les clous pour ferrer les chevaux)	25
	Ouvrages en fonte malléable, en fonte d'acier, en fer forgé, en acier, non dénommés ailleurs au tarif : bruts, dégrossis, goudronnés, passés à la couleur d'apprêt, pesant par pièce :	
803	100 kg. ou plus	6
804	De 25 à 100 kg. exclusivement	9
	XII. MACHINES, ENGINS MÉCANIQUES ET VÉHICULES.	
	A. *Machines et engins mécaniques.*	
	Pièces de machines, grossièrement ébauchées, pesant par pièce :	
879	500 kg. ou plus pour la fonte dure (fonte grise), 250 kg. ou plus pour la fonte d'acier, 50 kg. ou plus pour le fer forgé ou l'acier ; en outre, sans distinction de poids : les parties de chaudière grossièrement ébauchées, en fer forgé ou en acier, non rivées et sans trous pour les rivets ; tubes en fer forgé ou en acier, contournés en spirale, serpentins, etc.	1,20
880	Moins de 50 kg. pour le fer forgé ou l'acier	4

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	Hollow glass and glass ware *(continued)* :	per q.
693	Of colourless glass (white) :	
	(a) Preserve jars, whether polished or not, not combined with other meterials	15
	(a) Other	18
	Of all kinds :	
	Polished, engraved, coloured (coloured glass) gilt, etc., combined or not with other materials, except precious metals :	
ex 694 *(b)*	Watch glasses 52 mm. or more in diameter	75
694 *(c)*	Other (than those enumerated in numbers 694 *(a)* *(b)* of the tariff)	40
	Hollow glass and glass ware of the kinds mentioned in Nos. 691-693 of the tariff :	
696	Encased in coarse wood, rushes or straw	12
698	With stoppers (lids, mechanical fastenings, etc.) of common metal, stoneware, china, etc.	45
	XI. METALS.	
	A. *Iron.*	
	Railway material :	
737	Axles, springs, tyres, wheels, bodies of wheels : roughly worked .	1.20
	Pipes of all kinds not mentioned elsewhere in the tariff, with an inner diameter of less than 40 cm. :	
	Rough, tarred, primed, even if the ends are wormed or socketed :	
742	Not riveted	1
	N. B. ad 742 : Under this number shall be included tubular support posts for electric conduits or lighting apparatus, rough, tarred, or merely primed, not riveted or bolted, also plated in a single piece, narrowing off, pierced or not and strengthened with rings.	
743	Riveted	5
744	Others ; flanges for pipes.	7
	Nails, cut out, pressed, cast, wrought :	
776	Other (than nails for horse-shoes).	25
	Wares of malleable cast iron, of cast steel and wrought iron and steel, not mentioned elsewhere in the tariff : rough, coarsely wrought, tarred, primed, weighing each :	
803	100 kg. or more.	6
804	From 25 to 100 kg. exclusive	9
	XII. MACHINERY, MACHINE TOOLS AND VEHICLES.	
	A. *Machinery and machine tools.*	
	Parts of machinery, roughly shaped, weighing each :	
879	500 kg. or more, for hard (grey) cast iron, 250 kg. or more for cast steel, 50 kg or more for wrought iron or steel ; and the following articles without regard to weight : parts of boilers roughly shaped, in wrought iron or steel, not riveted and without holes for rivets ; pieces of wrought iron or steel, twisted in spirals, coils, etc.	1.20
880	Less than 50 kg. for wrought iron or steel	4.—

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	Pièces travaillées de moteurs hydrauliques, de machines à vapeur fixes, de locomobiles à vapeur, de rouleaux compresseurs à vapeur, de turbines à vapeur, de moteurs à gaz, à pétrole, à benzine, à air chaud, à air comprimé, de même que de tous autres moteurs et de machines-outils servant à travailler les métaux, pesant par pièce :	par q.
ex 895 *b)*	2500 à 10.000 kg. exclusivement	20
ex 896 *b)*	500 à 2.500 kg. exclusivement	20
ex 897 *b)*	100 à 500 kg. exclusivement	30
ex 898 *b)*	Moins de 100 kg.	35
	B. *Véhicules.*	
ex 910	Chars et traîneaux pour enfants	60
	XIV. DROGUERIES, SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES, COULEURS ET PRODUITS SIMILAIRES.	
	A. *Objets pharmaceutiques et droguerie ; parfumerie.*	
ex 968	Caramel (Zuckercouleur)	15
	N. B. ad 974 b) du tarif. Sont admises d'après le nº 974 *b)*, au droit de 20 francs par quintal, les compresses en tissu de coton contenant de la boue médicinale (terre sulfureuse provenant de sources thermales), même emballées dans des boîtes de carton avec indication de l'emploi, pour usages thérapeutiques.	
978	Eaux minérales, naturelles ou artificielles	4
	N. B. ad 979 du tarif. La boue médicinale non moulée, non emballée, pour la vente au détail, est admise au droit de 5 francs par quintal d'après ce numéro.	
980	Sel de source, sels pour bains et sels de marais, avec ou sans indication de leur action médicinale : accommodés pour la vente au détail ou dosés	10
	N. B. ad 980. Sont admis d'après le nº 980, les cubes de boue médicinale comprimée (terre sulfureuse provenant de sources thermales), pour usages thérapeutiques, même avec indication de l'emploi.	
ex 981	Essences de fruits, rentrant dans le nº 981 du tarif	100
	N. B. ad 981 du tarif. Rentrent aussi dans ce numéro les essences extraits et teintures pour la fabrication de boissons alcooliques, de biscuits et de sucreries.	
	B. *Substances et produits chimiques pour usages industriels.*	
	Matières auxiliaires préparées et produits fabriqués organiques :	
ex 1057	Poix des brasseurs, contre preuve de son emploi pour enduire les tonneaux à bière	5
	C. *Couleurs.*	
	Couleurs chimiques, sèches, en morceaux ou pulvérisées, non préparées :	
1104 *a)*	Blanc de zinc, zincolithe	2

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	Worked parts of hydraulic motors, non-portable steam engines ; steam locomobiles ; steam press-rolls ; steam turbines, motors driven by gas, petrol, benzine, hot air, compressed air and all others motors and machine tools for working metal, weighing each :	
ex 895 *(b)*	2,500 to 10,000 kg. exclusive	20
ex 896 *(b)*	500 to 2,500 kg. exclusive	20
ex 897 *(b)*	100 to 500 kg. exclusive	30
ex 898 *(b)*	Less than 100 kg.	35
	B. *Vehicles.*	
ex 910	Carts and sledges for children	60
	XIV. DRUGS, CHEMICAL SUBSTANCES AND PRODUCTS, COLOURS AND SIMILAR PRODUCTS.	
	A. *Pharmaceutical Articles and Drugs ; Perfumery.*	
ex 968	Caramel (Zuckercouleur) . . . . . *N. B. ad* 974 *(b) of the tariff :* Compresses of cotton tissue containing medicinal mud (sulphurous earth from hot springs) packed or not in cardboard boxes with instructions for use, for therapeutic purposes, are included under No. 974 *(b)* and pay a duty of 20 fr. per quintal.	15
978	Mineral waters natural or artificial . . . . . *N. B. ad* 979 *of the tariff :* Medicinal mud not moulded, not packed for retail sale, is included under this number and pays a duty of 5 fr. per quintal.	4
980	Spring Salts, salts for baths and marsh salts, with or without description of their medicinal effect : made up for retail sale or in doses . . . . . *N. B. ad* 980 : Cubes of compressed medicinal mud (sulphurous earth from hot springs) for therapeutic purposes, with or without directions for use, are included under No. 980.	10
ex 981	Fruit Essences, included in No. 981 of the tariff. . . . . *N. B. ad* 981 *of the Tariff* : Essences, extracts and tinctures for the manufacture of alcoholic beverages, biscuits and confectionery, are also included in this number.	100
	B. *Chemical substances and products for industrials uses.*	
ex 1057	Prepared auxiliary substances and organic manufactured products : Brewers' pitch, on proof that it is to be used for coating beer-barrels	5
	C. *Colours.*	
	Chemical colours, dry, in lumps or pulverised, not prepared :	
1104 *(a)*	Zinc white, zincolith.	2

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Taux du droit Fr. c.
	XV. ARTICLES NON DÉNOMMÉS AILLEURS.	par q.
	Quincaillerie et articles de fantaisie de tout genre, non dénommés ailleurs au tarif :	
1145	Autres (que ceux rentrant dans le nº 1144 du tarif) de tout genre ; mercerie non dénommée ailleurs au tarif	100
1146	Bijouterie fausse, soit objets de parure de tout genre non composés de métaux précieux, de pierres gemmes, de perles ou coraux véritables :	
	a) Bijouterie fausse en verre, aussi montée sur métaux communs : ni dorés ni argentés	200
	b) Autre	370
1155 *b)*	Crayons noirs et de couleur, avec gaine en bois ou en papier ; craies à écrire, non dénommées au nº 1155 *a)*	50

ANNEXE C.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

Ad article 2.

Si, dans des circonstances extraordinaires, l'une des Parties contractantes considérait comme nécessaire de maintenir ou d'introduire pour certaines marchandises des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, elle s'entendra à ce sujet avec l'autre Partie, à moins qu'un accord préalable ne soit intervenu.

Ad article 5.

La Suisse ne réclamera pas les faveurs concédées par la République tchécoslovaque à la Pologne dans l'article XVII de la Convention [1] de commerce conclue entre la République tchécoslovaque et la Pologne, le 23 avril 1925, même au cas où la République tchécoslovaque concéderait les mêmes faveurs à un autre État limitrophe.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend pas aux questions de tarifs en matière de transports par chemin de fer.

Ad article 7.

Pour l'identification des marchandises, il sera réciproquement ajouté foi aux signes de reconnaissance officiels apposés, à la sortie de l'un des deux pays, sur les marchandises qui font l'objet d'un passavant ou d'une annotation. Les offices douaniers des deux pays n'en ont pas moins le droit, s'ils le jugent nécessaire, d'y apposer encore leurs signes particuliers. Pour les échantillons d'articles en métaux précieux (bijouterie, orfèvrerie, horlogerie, etc.), le poinçonnage dans le pays d'importation n'est pas obligatoire, sous réserve toutefois des mesures nécessaires pour garantir la présentation de ces échantillons au poinçonnage, au cas où ils ne seraient pas réexportés dans le délai prescrit.

Dans les cas énumérés aux chiffres 2 à 7 de l'article 7, la réexportation ou la réimportation pourront se faire aussi par un bureau de douane autre que celui par lequel les marchandises ont été importées ou exportées. Le bureau de douane par lequel a lieu la réexportation doit être autorisé à rembourser de lui-même les droits et taxes versés provisoirement ou à prendre, si ces droits et ces taxes sont seulement garantis, les mesures nécessaires pour libérer l'importateur de son cautionnement.

[1] Vol. LVIII, page 9, de ce recueil.

Number in Swiss Tariff	Description of Goods	Rate of Duty Fr. c.
	XV. ARTICLES NOT OTHERWISE MENTIONED.	per q.
	Small wares and fancy articles of all kinds, not otherwise mentioned in the tariff :	
1145	Others (except those included in No. 1144 of the tariff) of all kinds ; small wares not otherwise mentioned in the tariff	100
1146	Imitation jewellery, *i.e.*, articles of personal adornment of all kinds, not composed of precious metals, precious stones, real pearls or corals :	
	(a) Imitation glass jewellery, mounted or not on non-precious metals, neither gilt nor silvered.	200
	(b) Other	370
1155 *(b)*	Black and coloured pencils with casing of wood or paper ; writing chalks not specified in No. 1155 *(a)*	50

ANNEX C.

ADDITIONAL PROVISIONS.

Ad Article 2.

If, in exceptional circumstances, one of the Contracting Parties considers it necessary to maintain or introduce, for certain commodities, import or export prohibitions or restrictions, it shall, in the absence of a previous agreement, come to an understanding on this subject with the other Party.

Ad Article 5.

Switzerland shall not claim the favours granted by the Czechoslovak Republic to Poland under Article XVII of the Commercial Convention [1] concluded between the Czechoslovak Republic and Poland on April 23rd, 1925, even if the Czechoslovak Republic should grant such favours to another neighbouring State.

It is understood that most-favoured-nation treatment shall not be extended to tariff questions with respect to railway transport.

Ad Article 7.

As regards the identification of goods, the two countries shall recognise the official identity marks affixed, on their export from one of the two countries, to goods coming under the Custom's permit of the temporary importation regulations. The Customs offices of both countries shall also be entitled, if they think fit, to affix in addition their own particular marks. Stamping in the country of importation shall not be compulsory for samples of articles in precious metals (jewellery, goldsmiths' and silversmiths' wares, clocks and watches, etc.), provided, however, that the necessary measures are taken to guarantee that such samples are submitted for stamping if they are not re-exported within the prescribed time-limit.

In the cases enumerated in Nos. 2 to 7 of Article 7, re-exportation or re-importation may also be effected through a Customs office other than that through which the goods have been imported or exported. The Customs office through which the goods are re-exported shall be authorised itself to refund the duties and taxes provisionally collected, or if such duties and taxes are only guaranteed, to take the necessary steps for releasing the security given by the importer.

[1] Vol. LVIII, page 9, of this Series.

Ad article 10.

Quant à la désignation de l'arbitre, il est convenu ce qui suit :

Les deux Parties contractantes s'entendront sur la personne de l'arbitre dans le délai de deux mois après la notification de la demande d'arbitrage.

L'arbitre ne pourra ni être ressortissant de l'un des deux Etats, ni habiter sur leur territoire, ni se trouver dans un rapport de dépendance ou dans une autre relation analogue avec l'un des deux Etats, ni être membre d'un autre tribunal d'arbitrage qui concerne l'un des deux Etats.

Si les deux Parties contractantes n'arrivent pas à s'entendre sur l'arbitre dans un délai de deux mois, sa nomination sera immédiatement confiée au président du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye.

Ad Annexe A.

(Droits d'entrée sur le territoire douanier tchécoslovaque.)

Ad n° 37 *du tarif.* — Seront traitées comme fruits de table fins, les pommes et les poires entourées de plusieurs emballages, c'est-à-dire qui, dans le simple récipient servant pour l'expédition, sont encore enveloppées pièce par pièce ou séparées par des couches protectrices de laine de papier ou de bois, de rognures, d'ouate, etc.

Ad n°s 64 *à* 67 *du tarif.* — Les animaux pour la reproduction et l'élevage, des races dénommées à l'annexe A, bénéficieront, lors de l'importation, des avantages douaniers prévus, si l'importateur présente l'attestation prescrite, émanant du Conseil de l'agriculture tchécoslovaque compétent ou du Département de l'Agriculture de l'Administration civile de Podkarpatská Rus. Cette attestation doit être confirmée par la constatation du vétérinaire officiel tchécoslovaque, chargé de la visite sanitaire à l'importation, établissant que, conformément aux indications du passavant suisse, il s'agit bien d'animaux pour la reproduction et l'élevage, des races indiquées sur l'attestation.

Ad n° 81 *du tarif.* — Pour le dédouanement de la cire à greffer, la teneur en alcool jusqu'à 8 % du poids n'entre pas en ligne de compte. La cire à greffer emballée en détail sera aussi dédouanée d'après le taux conventionnel.

Ad n° 101 *du tarif.* — En cas d'augmentation du droit du n° 101 (graisses et mélanges de graisses, non spécialement dénommés), le nouveau droit ne pourra pas dépasser 25 Kč par 100 kg.

Ad n° 114 *du tarif.* — Les biscuits, zwiebacks et cakes bénéficient du droit conventionnel de 735 Kč, même s'ils sont additionnés de sucre.

Ad n° 119 *du tarif.* — 1. Les désignations « Emmental », « Gruyère » et « Saanen » n'indiquent pas le lieu de production, mais le genre de fabrication suisse. Le droit conventionnel est donc concédé pour tous les fromages faits de cette manière, quelle que soit la région de la Suisse où ils ont été fabriqués.

2. Si la République tchécoslovaque concède à un Etat tiers quelconque, pour n'importe quelle autre sorte de fromage du n° 119 *a)*, respectivement du n° 119 *b)* du tarif , un droit plus bas que celui fixé à l'annexe A pour les sortes de fromages suisses classées sous le n° 119 *a)*, respectivement sous le n° 119 *b)*, ce même droit sera aussi appliqué aux sortes de fromages suisses dénommées à l'annexe A sous le n° 119 *a)*, respectivement sous le n° 119 *b)*.

3. Sont considérés comme fromages de table fins, outre les fromages fins par leur qualité, aussi tous les fromages importés en petites caissettes, boîtes, cartons, enveloppés de feuilles d'étain, de papier, etc. ; ces emballages intérieurs (boîtes, cartons, etc.) sont dédouanés avec la marchandise. Les fromages dénommés à l'annexe A sous le n° 119, en meules, sont dédouanés d'après le n° 119 *b)* au taux de 210 Kč.

4. Seuls les fromages fabriqués en Suisse pourront être vendus ou mis dans le commerce de quelque autre manière en Tchécoslovaquie, sous la dénomination « Emmental suisse », « Véritable Emmental » (« Original Emmentaler »), « Fromage suisse véritable » (« *Original Schweizer Käse* »), « Fromage suisse en boîte ». D'une manière générale, pour les fromages de toute espèce qui n'ont pas été fabriqués en Suisse, il est interdit d'ajouter aux désignations « Emmental », « Gruyère », « Sbrinz », qui servent à caractériser le genre de la fabrication, des dénominations quelconques qui pourraient faire croire que le fromage en question a été fabriqué en Suisse.

Ad Article 10.

As regards the appointment of the arbitrator it is agreed as follows :

The two Contracting Parties shall agree as to the appointment of the arbitrator within two months after the notification of the request for arbitration.

The arbitrator may not be a national of either of the two States, or be domiciled on the territory of either State, or be in any way dependent upon or have any similar connection with either of the two States, or be a member of any other arbitral tribunal relating to either of the two States.

If the two Contracting Parties cannot agree as to the appointment of an arbitrator within two months, such appointment shall immediately be entrusted to the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague.

Ad Annex A.

(Import duties in the Czechoslovak Customs Territory.)

Ad No. 37 *of the Tariff.* — The following shall be considered as fine table fruits : apples and pears wrapped in more than one packing ; *i.e.*, those which, in the simple receptacle used for the consignment, are further wrapped individually or separated by protective layers of paper-wool, wood-wool, shavings, cottonwool, etc.

Ad No. 64 *to* 67 *of the Tariff.* — The animals for breeding, of the breeds mentioned in Annex A, shall, on being imported, benefit by the customs privileges specified, if the importer presents the prescribed certificate issued by the competent Czechoslovak Agricultural Council, or by the Department of Agriculture of the Civil Administration of Podkarpatská Rus. This certificate must be confirmed by the statement of the Czechoslovak official veterinary surgeon who carries out the sanitary inspection on importation, establishing that, in conformity with the information contained in the Swiss permit, the animals in question are really animals for breeding and are of the breeds stated on the certificate.

Ad No. 81 *of the Tariff.* — In fixing the duty for grafting wax, alcoholic content up to 8 per cent of the weight will be disregarded. Grafting wax made up for retail sale shall also pay duty according to the conventional rate.

Ad No. 101 *of the Tariff.* — Should the duty applicable to No. 101 (fats and fatty mixtures not specially mentioned) be increased, the new duty shall not exceed 25 Czechoslovak crowns per 100 kg.

Ad No. 114 *of the Tariff.* — Biscuits, zwiebacks and cakes shall benefit by the conventional duty of 735 Czechoslovak crowns, even if sugar is added to them.

Ad No. 119 *of the Tariff.* — 1. The descriptions "Emmental", "Gruyère" and "Saanen" do not indicate the place of production but the kind of Swiss manufacture. The conventional duty shall, therefore, be granted for all cheeses made in this manner, whatever the district in Switzerland in which they are manufactured.

2. Should the Czechoslovak Republic grant to any other third State in respect of any other kind of cheese included under No. 119 *(a)* and 119 *(b)* of the Tariff, respectively, a lower duty than that fixed in Annex A for the kinds of Swiss cheese classified under Nos. 119 *(a)* and 119 *(b)*, respectively, this duty shall also be applied to the kinds of Swiss cheese enumerated in Annex A, under Nos. 119 *(a)* and 119 *(b)*, respectively.

3. All cheeses imported in small receptacles, boxes, cardboard boxes, wrapped in tin-foil, paper, etc., shall also be considered as fine cheese for the table, in addition to cheeses which are of fine quality ; these inner wrappings (boxes, carboard boxes, etc.), shall be taxed together with the goods. The cheeses specified in Annex A. under No. 119 in flat round form shall pay duty according to No. 119 *(b)* at the rate of 210 Czechoslovak crowns.

4. Only cheeses manufactured in Switzerland may be sold or otherwise dealt in Czechoslovakia under the name of "Emmental suisse", "Véritable Emmental" (Original Emmentaler), "Fromage suisse véritable" (Original Schweizer Käse), "Fromage suisse en boîte". In general, it is prohibited in the case of any kind of cheese which has not been manufactured in Switzerland, to add to the descriptions "Emmental", "Gruyère", "Sbrinz", which serve to denote the kind of manufacture, any descriptions which might give the impression that the cheese in question was manufactured in Switzerland.

Ad n° 132 du tarif. — On entend par « fromage vert de Glaris » (nommé aussi « *Schabzieger* ») un fromage maigre avec adjonction de mélilot *(Melilotus coerulea)*.

Pour le dédouanement du fromage vert de Glaris, on ne prendra pas en considération, le cas échéant, une adjonction de beurre jusqu'à concurrence de 40 % du poids.

Ad n°s 131 et 132 du tarif. — Les farines alimentaires bénéficient du droit conventionnel de 480 Kč, même si elles sont additionnées de sucre.

Le lait condensé et le lait desséché bénéficient du droit conventionnel de 200 Kč, 150 Kč ou 320 Kč, même s'ils sont additionnés de sucre.

Pour le dédouanement du lait condensé en blocs, on ne tiendra pas compte de l'enduit protecteur en beurre de cacao ou autres graisses végétales, d'une épaisseur n'excédant pas 1 mm.

Ad n° 162 du tarif. — Il est entendu que l'exemption de droits de douane, concernant aussi bien l'indigo naturel que l'indigo synthétique de composition chimique identique à celle de l'indigo naturel (bleu d'indigo, *Indigblau)*, est accordée pour la durée du présent traité, mais au maximum pour une période de trois ans. L'indigo synthétique sera admis en franchise de droit, si les envois sont accompagnés d'une attestation de la fabrique conforme au modèle ci-dessous, établissant que le bleu d'indigo *(Indigblau)* n'est additionné d'aucune autre matière. L'Administration des Douanes tchécoslovaques n'en garde pas moins le droit de vérifier l'exactitude de l'attestation.

ATTESTATION.

La soussignée (nom et siège de la fabrique) déclare, en qualité de fabrique productrice, que l'envoi ..... kg. d'indigo synthétique, livré à ..... à ..... (nom et domicile du destinataire) contient du bleu d'indigo *(Indigblau)* sans adjonction d'autres matières.

....

(Lieu où la déclaration a été établie et date.) (Signature de la fabrique.)

Ad n° 163 du tarif. — Seront traités comme extraits liquides, les extraits dont la densité est inférieure à 35° Baumé.

Les extraits naturels liquides de matières tinctoriales avec addition de mordants, préparés pour l'impression et la teinture des textiles, ne rentrent sous le n° 163 *a)* que si leur teneur en cendres par rapport à la substance sèche n'excède pas 25 % ; les extraits de matières tinctoriales d'une teneur en cendres plus élevée seront dédouanés d'après le n° 626.

Ad n°s 183, 184, 185 et 186 du tarif. — Les fils de coton gazés ou étuvés doivent être traités comme les fils de coton écrus, pourvu qu'ils présentent au reste le caractère de fils écrus.

Ad Observation après le n° 192. — Par tissus plumetis (même teints, imprimés ou tissés de fils teints, sans égard au conditionnement et à la finesse des fils employés à leur fabrication), on comprend les tissus brochés, avec motifs faisant l'effet de broderies, dans lesquels le fil brocheur, dans les limites des figures tissées, reste entièrement flottant au moins sur l'une des faces et partiellement sur l'autre. Ces tissus se distinguent des broderies du fait que, dans les premiers, le fil brocheur, à chaque répétition du motif, prend toujours exactement les mêmes fils du tissu de fond et paraît lié par eux comme par tissage, ce qui n'est pas le cas dans les broderies. Si le montant des droits qui en résulte est moins élevé que par l'application du taux de 2600 Kč par 100 kg., la taxation des tissus plumetis d'après le conditionnement du tissu de fond aura lieu sur demande de l'importateur, à condition que les fils brocheurs aient été préalablement enlevés du coupon nécessaire à la détermination du poids du tissu de fond. Dans les plumetis tissés à double largeur et qui sont partagés en deux dans le sens de la longueur pour la mise en pièce, les simples ourlets de sûreté cousus sur le bord coupé pour empêcher le tissu de s'effiler, n'entrent point en ligne de compte pour la taxation.

Ad n°s 199, 215, 254 et 260 du tarif. — Pour le dédouanement des tresses pour chapeaux, on ne prendra pas en considération le fait que plusieurs lacets sont cousus ensemble pour former une tresse ni la combinaison avec des fils de métal.

Ad n° 215 du tarif. — Pour le dédouanement de tresses pour chapeaux, il ne sera pas tenu compte d'un mélange d'autres matières textiles insignifiant, c'est-à-dire ne dépassant pas 8 %.

Ad n°s 250 et 256 du tarif. — Au cas où les tissus unis (non façonnés), en soie ou en mi-soie, seraient mis au bénéfice d'un régime douanier plus favorable que les tissus façonnés, seront considérés comme

Ad No. 132 *of the Tariff.* — By " green cheese from Glaris " (also called " *Schabzieger* ") is to be understood a thin cheese with the addition of melilot *(Melitotus cœrulea).*

In fixing the duty for green cheese from Glaris, any addition of butter, upto 40 per cent of the weight, will be disregarded.

Ad Nos. 131 *and* 132 *of the Tariff.* — Patent foods, with or without addition of sugar, shall benefit by the conventional duty of 480 Czechoslovak crowns.

Condensed milk and dried milk with or without addition of sugar shall benefit by the conventional duty of 200 Czechoslovak crowns, 150 Czechoslovak crowns or 320 Czechoslovak crowns.

In fixing the duty for condensed milk in blocks, the protective covering of cocoa-butter or other vegetable fats, of a thickness not exceeding 1 mm., will be disregarded.

Ad 162 *of the Tariff.* — It is understood that exemption from Customs duties for natural indigo as well as synthetic indigo of a chemical composition similar to that of natural indigo (indigo blue, Indigblau) shall be granted for the duration of the present Treaty, but at most for a period of three years. Synthetic indigo shall be admitted free of duty, provided that consignments are accompanied by a certificate, from the factory, drawn up in accordance with the specimen given here-under, to the effect that the indigo blue (Indigblau) contains no addition of any other substance. The Czechoslovak Customs Administration retains the right, however, to verify the accuracy of the certificate,

CERTIFICATE.

The undersigned (name and place of factory) declares, as authorised representative of a manufacturing firm, that the consignment of ..... kg. of synthetic indigo, delivered to ..... at ..... (name and address of consignee) contains indigo blue (Indigblau) without addition of any other substance.

(Place where declaration was made and date). (Signature of firm.)

....

Ad 163 *of the Tariff.* — Extracts, the density of which is less than 35° Baumé shall be treated as liquid extracts.

Natural liquid extracts of dyeing substances with addition of mordants, prepared for printing and dyeing textiles, shall only be included in No. 163 *(a)* if their ash content in relation to the dried substance does not exceed 25 per cent ; extracts of dyeing substances with a higher ash content shall pay duty according to No. 626.

Ad Nos. 183, 184, 185 *and* 186 *of the Tariff.* — Gassed or stoved cotton yarn shall be treated as unbleached cotton yarn provided that it is otherwise similar to unbleached yarn.

Ad Note to No. 192. — By " plumetis " (dyed or not, printed or woven in colours without regard to the nature and quality of the yarns used in their manufacture) is to be understood tissues " brodés " with patterns in imitation of embroidery, of which the pattern thread within the woven patterns, remains entirely loose on one side at least and partly loose on the other. These tissues differ from embroidery in that in the former the figure threads at each repetition of the pattern include every time exactly the same threads of the ground fabric and appear woven in with these threads, which is not the case with embroidery. If the resulting amount of duties is lower than it would be by applying the rate of 2,600 Czechoslovak crowns per hundred kg., duty will be levied on " plumetis " according to the nature of the ground fabric, on the importer's request, provided that the pattern threads have previously been removed from the part of the fabric serving to determine the weight of this ground fabric. In the case of " plumetis " woven in double width and longitudinally bisected to be made in the piece, the simple safety stitch sewn on the cut edge to prevent the fabric from becoming unravelled is not taken into account in fixing the duty.

Ad Nos. 199, 215, 254 *and* 260 *of the Tariff.* — In fixing the duty for hat plaits, the fact that several plaits are sewn together to form a single plait or that metal threads are combined with the plaits will be disregarded.

Ad No. 215 *of the Tariff.* — In fixing the duty for hat plaits an insignificant mixture of other textile materials, *i.e.* not exceeding 8 %, will be disregarded.

Ad Nos. 250 *and* 256 *of the Tariff.* — Should plain tissues (unfigured) of silk or half-silk be subjected to a more favourable rate of duty than the rate for figured tissues, plain tissues shall be considered to be those

tissus unis ceux qui, qu'ils soient d'une seule couleur, rayés longitudinalement ou transversalement ou quadrillés, présentent, dans leur contexture, une surface unie et régulière formée par un croisement des fils de chaîne et de trame, se répétant toujours après un nombre déterminé et limité de fils, et qui peuvent être fabriqués par l'emploi simultané de plusieurs lisses.

Au cas où les tissus unis en mi-soie du nº 256 bénéficieraient d'un traitement douanier plus favorable que ceux façonnés, les tissus mi-soie pesant plus de 200 gr. par m², même façonnés, seront dédouanés au droit des tissus unis.

Ad nºs 253 *et* 259 *du tarif.* — Seront considérés comme rubans de soie ou de mi-soie, non façonnés (unis), ceux qui, qu'ils soient d'une seule couleur, rayés longitudinalement ou transversalement ou quadrillés, présentent, dans leur contexture, une surface unie et régulière, formée par un croisement des fils de chaîne et de trame, se répétant toujours après un nombre déterminé et limité de fils, et qui peuvent être fabriqués par l'emploi simultané de plusieurs lisses.

Ad nº 281 *du tarif.* — Pour le dédouanement des tresses pour chapeaux, on ne prendra pas en considération le fait que plusieurs lacets sont cousus ensemble pour former une tresse.

Ad nº 295 *du tarif.* — Les autres tentures de papier, par exemple, les tentures Targos et Mattho, seront aussi dédouanées d'après le nº 295, comme les tentures Tekko et Salubra.

Ad nº 428 *du tarif.* — Dans le trafic conventionnel, le ferrosilicium contenant 30 à 49 % de silicium, bénéficiera également de la franchise de droit.

Ad nº 497 *du tarif.* — Le fil de cuivre recouvert d'acétate de cellulose, même pour l'électricité, sera dédouané d'après le nº 497 *b)* du tarif.

Ad nº 520 *du tarif.* — Les feuilles d'aluminium ne rentrent sous la lettre *a)* du nº 520 que si elles n'ont pas subi un travail de perfectionnement.

Ad Observations générales aux classes XXII à XXVI et ad Observations générales à la classe XXXVIII du tarif. — Pour l'application des surtaxes prévues aux observations générales aux classes XXII à XXVI du tarif et aux observations générales à la classe XXXVIII du tarif, on prendra comme base le droit le plus favorable afférent à l'article entrant en ligne de compte.

Ad nºs 532 *et* 533 *du tarif.* — Dans le cas où seraient relevés les droits du nº 532 (machines pour la préparation et la mise en œuvre du coton et machines pour la filature et le retordage du coton, ne rentrant pas sous le numéro suivant) et du nº 533 (machines pour la préparation, la mise en œuvre, la filature et le retordage des déchets ou des fils cardés de coton et de laine), les nouveaux taux ne devront pas dépasser 90 Kč par 100 kg.

Ad nº 534 *du tarif.* — Pour bénéficier des avantages douaniers stipulés en faveur des métiers à tisser et ourdissoirs pour le tissage de la soie, on devra, lors de l'importation, tout en observant les autres prescriptions, prouver au bureau de douane, au moyen de l'attestation prescrite émanant de la Chambre du Commerce et de l'Industrie compétente, l'emploi qui doit être fait des métiers et ourdissoirs et le fait que la fabrique à laquelle ces machines sont destinées travaille la soie.

Ad nº 538 *du tarif.* — Pour bénéficier des avantages douaniers stipulés en faveur des compresseurs pour installations frigorifiques et pour installations de la fabrication de la glace ou des broyeurs à cylindres pour la fabrication du chocolat et l'industrie céramique, il est nécessaire, tout en observant les autres prescriptions, de faire constater ultérieurement par la douane que ces machines, montées et prêtes à être employées dans l'établissement du destinataire, servent effectivement au but indiqué.

En ce qui concerne les compresseurs pour installations frigorifiques et pour installations de la fabrication de la glace, on renoncera à cette constatation ultérieure, si le poids total de l'installation entière importée n'excède pas 2 q., y compris, le cas échéant, le poids du moteur électrique fixé à l'installation en question.

Pour bénéficier des avantages douaniers stipulés en faveur des mélangeuses, pétrisseuses et batteuses pour boulangeries et confiseries, on devra, lors de l'importation, tout en observant les autres prescriptions, prouver au bureau de douane l'emploi de ces machines au moyen de l'attestation prescrite émanant de la Chambre du commerce et de l'industrie compétente.

Observation à la classe XL du tarif. — En prenant livraison des machines et appareils de cette classe qui, d'après l'annexe A, sont admis à l'importation à un droit réduit lorsqu'ils sont destinés à un certain usage, les marchands doivent payer le droit afférent à la machine ou à l'appareil, abstraction faite du droit réduit. La différence entre le droit payé et le droit réduit est restituée si, dans le délai d'un an,

which, without regard to the question whether they are of one colour, have stripes lengthways or crossways or are checkered and which exhibit in their texture a uniform surface formed by a crossing of warp and weft threads which is always repeated after a definite limited number of threads, and also tissues produced by the use of several threads on both sides.

Should the plain tissues of half-silk, dutiable under No. 256, be taxed at a more favourable rate than the rate for figured tissues, half-silk tissues weighing more than 200 grammes per sq. metre, figured or not, shall pay the duty applicable to plain tissues.

Ad Nos. 253 *and* 259 *of the Tariff.* — The following shall be considered as silk or half-silk ribbons, unfigured (plain) : ribbons which, without regard to the question whether they are of one colour, have stripes lengthways or crossways or are checkered and which in their texture exhibit a uniform surface due to a crossing of warp and weft threads which is always repeated after a definite limited number of threads and also ribbons produced by the use of several threads on both sides.

Ad No. 281 *of the Tariff.* — In assessing the duty for hat plaits the fact that several plaits are sewn together to form a single plait will be disregarded.

Ad No. 295 *of the Tariff.* — Other wallpaper, for example Targos and Mattho papers, shall pay duty according to No. 295 in the same way as Tekko and Salubra wallpapers.

Ad No. 428 *of the Tariff.* — In conventional traffic ferrosilicium containing 30 to 40 % of silicium shall likewise be admitted free of duty.

Ad No. 497 *of the Tariff.* — Copper wire covered with acetate of cellulose, for electricity or not, shall pay duty according to No. 497 *(b)* of the Tariff.

Ad No. 520 *of the Tariff.* — Aluminium foil is not included under *(a)* of No. 520, unless it has not undergone a process of finishing.

Ad general notes to Classes XXII to XXVI and ad general notes to Class XXXVIII of the Tariff. — In applying the surtaxes provided for in the general notes to Classes XXII to XXVI of the Tariff and in the general notes to Class XXXVIII of the Tariff, the most favourable duty applicable to the article under consideration shall be taken as a basis.

Ad Nos. 532 *and* 533 *of the Tariff.* — Should an increase be made in the duties applicable to No. 532 (machines for the preparation and manufacture of cotton and also machines for spinning and twisting it, so far as they are not included in the next number) and to No. 533 (machines for the preparation and manufacture of, and machines for spinning and twisting, waste or carded yarn of cotton and wool) the new rates shall not exceed 90 Czechoslovak crowns per 100 kg.

Ad No. 534 *of the Tariff.* — In order to benefit by the Customs privileges provided for looms and warp-mills for the weaving of silk, proof must be furnished, on importation, to the Customs office, by means of the prescribed certificate issued by the competent Chamber of Commerce and Industry — other formalities being observed — of the use to which such looms and warp-mills are to be put and that the factory for which such machinery is intended is a silk-factory.

Ad No. 538 *of the Tariff.* — In order to benefit by the Customs privileges provided for compressors for cooling apparatus and for apparatus connected with the manufacture of ice or for roller rasping machines for the manufacture of chocolate and the pottery industry, it shall be necessary — other formalities being observed — to furnish further proof to the Customs office that such machinery, assembled and ready for use in the factory of the consignee, will only be used for the object indicated.

As regards compressors for cooling apparatus and for apparatus connected with the manufacture of ice, such further proof will not be required if the total weight of the entire apparatus does not exceed two quintals, including, if need be, the weight of the electric motor affixed to the apparatus in question.

In order to benefit by the Customs privileges provided for mixing, kneading and beating machines for bakers and confectioners, proof must be furnished, on importation, to the Customs office, by means of the prescribed certificate issued by the competent Chamber of Commerce and Industry — other formalities being observed — of the use to which it is intended to put such machines.

Note on Class XL of the Tariff. — In having delivery of the machinery and apparatus included in this class, which, in accordance with Annex A, are imported at a reduced rate if they are intended for a certain use, importers must pay the duty applicable to the machine or apparatus irrespective of the reduced duty. The difference between the duty paid and the reduced duty will be refunded if, other

tout en observant les autres prescriptions, le marchand fournit la preuve que la machine ou l'appareil ont été effectivement livrés pour l'usage dont dépend l'application du droit réduit.

Ad n° 543 *du tarif.* — Seront admis comme appareils électriques pour la cuisson et le chauffage, tous les appareils électriques et dispositifs électriques, employés dans le ménage et dans l'industrie, pour cuisiner, cuire, rôtir, bouillir, chauffer, par exemple : les fourneaux de cuisine, réchauds, fours à rôtir, fours à cuire, grils, chaudières à fourrages et autres dispositifs pour cuisiner, rôtir ou cuire, marmites et autres ustensiles pour la cuisson (bouillottes et bouilloires pour l'eau, le café, le lait, le thé, etc.), coquetiers, grille-pain, chaudrons, en outre les chauffe-plats, tables et armoires chauffantes, fers à repasser, chauffe-eau, boilers, radiateurs électriques de toute espèce, y compris les radiateurs à résistances lumineuses, les calorifères de faïence ainsi que les autres dispositifs, de chauffage, comme les tubes de chauffe, etc.

Ad classe XLI. — Il est entendu que les taux fixés dans le présent traité pour les marchandises de cette classe ne sont applicables ni aux appareils Rœntgen ou autres appareils électriques de médecine ni à leurs ustensiles auxiliaires.

Ad n°s 585 *et* 586 *du tarif.* — Les montres et les boîtes de montres qui ne sont munies que d'une couronne, d'un anneau ou d'autres petites pièces similaires en or ne suivent pas le régime des montres ou boîtes de montres en or.

Les montres et boîtes de montres, galonnées or ou plaquées or, seront dédouanées comme les montres ou boîtes de montres dorées.

Ad n°s 585 *et* 587 *du tarif.* — Si le droit actuel de 4.90 Kč du n° 587 du tarif (mouvements de montres) était réduit par voie autonome ou conventionnelle, les droits du n° 585 subiraient la même réduction.

Ad n° 589 *du tarif.* — Sont considérées comme pendulettes de table et de cheminée, les petites pendules de table et de cheminée dont le cadran ne mesure pas plus de 10 cm. au plus grand diamètre.

Ad classe XLIII et ad n°s 585 *et* 586 *du tarif.* — Les articles en or blanc (alliages d'or avec nickel, cuivre, zinc, paladium, aluminium, argent, étain ou autres métaux) seront dédouanés comme les articles en or.

Ad n° 614 *du tarif.* — Les mélanges de gluten avec une addition peu importante de phosphate de sodium et de bois de santal seront dédouanés d'après le n° 614 *a)* du tarif. Les mélanges de gluten (gluten de froment excepté) avec une addition peu importante de phosphate de sodium et de bois de santal, peuvent également être dédouanés d'après l'observation ad n° 614 *a)* du tarif.

Ad n° 622 *du tarif.* — Le métaldéhyde à l'état solide (matière combustible à l'état solide « Meta ») bénéficiera du droit conventionnel de 50 Kč, même s'il est emballé pour la vente au détail.

Ad n° 625 *du tarif.* — Sont également admises d'après le n° 625, les matières colorantes dérivées du goudron de houille, additionnées de sel de cuisine, de sel de Glauber ou de dextrine, jusqu'à concurrence de 50 %.

Pour la durée du présent traité et au maximum pour une période de deux ans, la République tchécoslovaque s'engage à ne percevoir aucun droit d'entrée sur les matières colorantes basiques dérivées du goudron de houille. Afin de bénéficier de la franchise de droit, les envois de matières colorantes basiques dérivées du goudron de houille doivent être accompagnés d'une attestation de la fabrique productrice, conforme au modèle suivant :

ATTESTATION.

La soussignée (nom et siège de la fabrique) déclare, en qualité de fabrique productrice, que l'envoi ..... kg. de matières colorantes basiques dérivées du goudron de houille contient :

Poids brut de chaque colis	Désignation employée par la fabrique pour la matière colorante basique dérivée du goudron de houille

....

(Lieu où a été établie l'attestation, et date.) (Signature de la fabrique productrice.)

formalities being observed, the person concerned furnishes proof within a year that the machine or apparatus has actually been delivered for the purpose on which the granting of the reduced duty depends.

Ad No. 543 *of the Tariff.* — As electrical apparatus for cooking and heating shall be considered all electrical apparatus and electrical contrivances employed for household use or in trade for cooking, roasting, boiling, heating, for example : kitchen stoves, chafing-dishes, roasting ovens, cooking ovens, grills furnace boilers, and other contrivances for cookings or roasting, saucepans and other utensils for cooking (kettles, and receptacles for boiling water, coffee, milk, tea, etc.), egg-boilers, bread-toasters, caldrons, beside plate-warmers, hot tables and cupboards, flat-irons, geysers, boilers, electric radiators of every kind, including luminous resistance radiators, earthenware hot-air stoves, together with other heating appliances, such as hot pipes, etc.

Ad Class XLI. — It is understood that the rates fixed in the present Treaty for goods of this class shall not be applicable to Rœntgen apparatus, or to other medical electrical apparatus, or to their auxilliary utensils.

Ad Nos. 585 *and* 586 *of the Tariff.* — Watches and watch-cases which are only ornamented with a crown, ring, or other slight similar ornamentation in gold, do not pay the duty applicable to gold watches and watch-cases.

Watches and watch-cases ornamented in gold or gold-plated shall pay the same duty as gilt watches or watch-cases.

Ad Nos. 585 *and* 587 *of the Tariff.* — Should the present duty of 4.90 Czechoslovak crowns applicable to No. 587 of the Tariff (movements of watches) be reduced autonomously or conventionally, the duties applicable to No. 585 shall similarly be reduced.

Ad No. 589 *of the Tariff.* — As small table and mantlepiece clocks shall be considered small table and mantlepiece clocks of which the dial-plate does not measure more than 10 centimetres at the longest diameter.

Ad Class XLIII and ad Nos. 585 *and* 586 *of the Tariff.* — Articles in white gold (gold alloys with nickel, copper, zinc, paladium, aluminium, silver, tin or other metals) shall pay duty as gold articles.

Ad No. 614 *of the Tariff.* — Mixtures of gluten with slight admixture of phosphate of sodium and of sandal wood shall pay duty according to No. 614 *(a)* of the Tariff. Mixtures of gluten (wheat gluten excepted) with slight addition of phosphate of sodium and of sandal wood may likewise pay duty according to the Note ad No. 614 *(a)* of the Tariff.

Ad No. 622 *of the Tariff.* — Solid metaldehyde (solid fuel called " Meta ") shall benefit by the conventional duty of 50 Czechoslovak crowns, whether made up or not for retail sale.

Ad No. 625 of the *Tariff.* — Colouring matters derived from coal tar, with addition of kitchen salt, Glauber salt, or of dextrin, up to the rate of 50 %, shall also be included in No. 625.

For the duration of the present Treaty, and at most for a period of two years, the Czechoslovak Republic undertakes not to levy any import duties on basic colouring matters derived from coal tar. In order to secure exemption from duty, consignments of basic colouring matters derived from coal tar shall be accompanied by a certificate from the manufacturing firm, drawn up in accordance with the following specimen :

CERTIFICATE.

The undersigned (name and place of factory) declares, as authorised representative of a manufacturing firm, that the consignment of ..... kg. of basic colouring matters derived from coal tar contains :

Gross weight of each package	Description employed by the factory for basic colouring matter derived from coal tar

(Place at which certificate was issued and date) (Signature of manufacturing firm)

....

Ad annexe B.

(Droits d'entrée sur le territoire douanier suisse.)

1. *Ad n° 53 (houblon).* — Ne pourront être mis dans le commerce en Suisse, sous la dénomination de « houblons tchécoslovaques », notamment sous les appellations « houblon de Bohême » (« houblon de Žatec », « houblon de Roudnice », « houblon d'Uštěk », « houblon de Dubá »), « houblon de Moravie » (« houblon de Tršice »), que les houblons munis du marquage et accompagnés du certificat de vérification de l'un des offices publics de marquage tchécoslovaques, conformément aux prescriptions législatives concernant l'appellation d'origine du houblon en vigueur dans la République tchécoslovaque. Ces houblons doivent, en outre, être dans l'emballage original, c'est-à-dire dans l'emballage portant l'appellation d'origine, le cachet et le plomb, conformément auxdites prescriptions tchécoslovaques.

2. La fixation dans le traité des droits des numéros 4 (orge ni perlée ni égrugée), 15 (malt), 53 (houblon) et ex 114 *a)* (bière en fûts, contenant 2 hl. ou moins) du tarif des douanes suisses, laisse entière la faculté pour la Suisse d'imposer la bière, même par la perception de surtaxes douanières à l'importation de la bière et des matières premières destinées à sa fabrication. Ces surtaxes douanières seraient graduées judicieusement, en admettant que 133 kg. d'orge donnent 100 kg. de malt et que 18 kg. de malt sont nécessaires à la fabrication d'un hectolitre de bière.

3. Ne peut être mise dans le commerce ou débitée en Suisse, sous les appellations dans lesquelles le mot Pilsen (Plzeň) est employé dans une force ou combinaison quelconques, que la bière qui a été produite dans la ville de Plzeň (Pilsen) en Bohême.

Pour copie conforme :
Berne, le 9 juillet 1927.

Le Chancelier de la Confédération :
Kaeslin.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 1er juillet 1927.

Dr Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Ad Annex B.

(Import Duties in the Swiss Customs Territory.)

1. *Ad No.* 53 *(hops)*. There can only be admitted to commerce in Switzerland under the description of " Czechoslovak hops ", and especially under the description of " Bohemian hops ", (" Žatec hops ", " Roudnice hops ", " Uštěk hops ", " Dubá hops "), " Moravian hops " (" Tršice hops "), hops marked and accompanied by a verification certificate from one of the Czechoslovak public marking offices, in conformity with the regulations in force in the Czechoslovak Republic concerning the appellation of origin of hops. Such hops must further be contained in the original wrapping, *i.e*, in the wrapping bearing the appellation of origin, the seal and the plomb, in conformity with the said Czechoslovak regulations.

2. The determination in the Treaty of the duties applicable to Nos. 4 (barley neither pearled nor hulled), 15 (malt), 53 (hops), and ex 114 *(a)* (beer in barrels containing 2 hl. or less) of the Swiss Customs tariff, shall leave Switzerland entire liberty to tax beer, even by levying Customs surtaxes on the importation of beer and raw material intended for its manufacture. Such Customs surtaxes shall be carefully graduated, on the supposition that 133 kg. of barley give 100 kg. of malt, and that 18 kg. of malt are needed for the manufacture of one hectolitre of beer.

3. Only beer which has been produced in the town of Plzeń (Pilsen) in Bohemia may be bought or sold or retailed in Switzerland under descriptions in which the word Pilsen (Plzeň) is used in any connection whatever.

N° 1502.

ALLEMAGNE ET BULGARIE

Traité relatif à l'assistance judiciaire. Signé à Sofia, le 22 décembre 1926.

GERMANY AND BULGARIA

Treaty relating to Legal Assistance. Signed at Sofia, December, 22 1926.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

N° 1502. — ВЪЛГАРО-ГЕРМАНСКИ ДОГОВОРЪ[1] ЗА ПРАВНИ СНОШЕНИЯ.

Textes officiels allemand et bulgare communiqués par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 juillet 1927.

БЪЛГАРИЯ и ГЕРМАНИЯ, водими отъ желанието да развиятъ помежду си взаимни правни сношения, сключиха следния договоръ.

За тая цель тѣ назначиха свои Пълномощници :

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЬТЪ НА БЪЛГАРИТѢ :

Господинъ Атанасъ Д. Буровъ, Министъръ на Външнитѣ Работи и на Изповѣданията ;

ПРЕДСЕДАТЕЛЬТЪ НА ГЕРМАНИЯ :

Господинъ Д-ръ Евгений Рюмелинъ, Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ на Германия въ София,

които представиха своитѣ пълномощия, намѣрени въ добра и надлежна форма, и се споразумѣха върху следнитѣ постановления :

ОТДѢЛЪ I.

ОБЕЗПЕЧЕНИЕ ЗА РАЗНОСКИТѢ ПО ДѢЛОТО. ПРАВО НА СИРОМАШИЯ.

Членъ 1.

1. На подданицитѣ на едната Държава, които се явяватъ предъ сѫдилищата на другата Държава като истци или като встѫпили въ дѣлото трети лица, не може да имъ се налага, поради качеството имъ на чужденци или поради липса на мѣстожителство или мѣстопребиваване въ страната, представяне на обезпечение или влогъ, подъ каквото и да било наименование.

2. Сѫщото важи и за предварителното плащане, което би се изискало отъ истцитѣ или третитѣ лица, въ сѫщото имъ качество, за покриване на сѫдебнитѣ разноски.

Членъ 2.

1. Когато въ територията на едната Държава единъ ищецъ или единъ встѫпилъ като трето лице въ дѣлото, който по силата на членъ 1 или на нѣкой другъ законъ въ сила въ Държавата, дето е заведенъ искътъ, е освободенъ отъ представяне обезпечение, влогъ или предварително плащане, бѫде осѫденъ да заплати сѫдебнитѣ раноски, това решение на сѫда се обявява за изпълнимо безплатно отъ надлеж-

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 juillet 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1502. — BULGARISCH-DEUTSCHER VERTRAG[1] ÜBER DEN RECHTSVERKEHR, GEZEICHNET IN SOFIA, AM 22. DEZEMBER 1926.

German and Bulgarian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place July 13, 1927.

BULGARIEN und DAS DEUTSCHE REICH haben, von dem Wunsche geleitet, den wechselseitigen Rechtsverkehr zu fördern, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke haben sie zu Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BULGAREN :

Herrn Athanas D. BUROW, Minister der auswärtigen Angelegenheiten und des Kultus ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Eugen RÜMELIN, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Sofia,

die ihre Vollmachten vorgelegt, in guter und gehöriger Form befunden und folgende Bestimmungen vereinbart haben :

ERSTER ABSCHNITT.

SICHERHEITSLEISTUNG FÜR DIE PROZESSKOSTEN. ARMENRECHT.

Artikel 1.

1. Den Angehörigen des einen Staates, die vor den Gerichten des anderen Staates als Kläger oder Intervenienten auftreten, darf wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer oder wegen Mangels eines inländischen Wohnsitzes oder Aufenthalts keine Sicherheitsleistung oder Hinterlegung, unter welcher Benennung es auch sei, auferlegt werden.

2. Das Gleiche gilt für die Vorauszahlung, die von den Klägern oder Intervenienten zur Deckung der Gerichtskosten einzufordern wäre.

Artikel 2.

1. Ergeht im Gebiete des einen Staates eine Verurteilung in die Prozesskosten gegen einen Kläger oder Intervenienten, der von der Sicherheitsleistung, Hinterlegung oder Vorauszahlung auf Grund des Artikel 1 oder eines im Staate der Klageerhebung geltenden Gesetzes befreit ist, so ist diese Verurteilung auch im Gebiete des anderen Staates durch die zuständige Behörde kosten-

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, July 2, 1927.

ната власть и въ територията на другата Държава. Изпълнението може да се поиска или по дипломатически редъ, или непосрѣдствено при надлежната власть отъ лицето, на което се дължатъ сѫдебнитѣ разноски.

2. Сѫщото правило се прилага и върху сѫдебни решения, съ които сѫдебнитѣ разноски се опредѣлятъ отпосле.

3. Подъ думата сѫдебни решения се разбиратъ и решенията за опредѣление на разноскитѣ, издадени отъ сѫдилищнитѣ секретари въ кръга на тѣхната компетентность.

Членъ 3.

1. Споменатитѣ въ членъ 2 решения за разноски се обявяватъ за изпълняеми, безъ да се изслушватъ странитѣ, но осѫдената страна не се лишава отъ правото за обжалване, съгласно съ законитѣ на Държавата, въ която се извършва изпълнението.

2. При това само се провѣрява :

1. дали по законитѣ на страната, дето е проинесено осѫждането, сѫ изпълнени, при издаването на решението, необходимитѣ условия за неговата достовѣрность ;

2. дали по тия закони решението е влѣзло въ законна сила.

3. За доказване, че тия изисквания сѫ изпълнени, достатъчно е едно удостовѣрение отъ председателя на компетентния първоинстанционенъ сѫдъ или на ландгерихта, или пъкъ, ако сѫдътъ, който е издалъ решението, е отъ погорна степень, удостовѣрение отъ председателя на този сѫдъ, че решението е влѣзло въ законна сила.

4. Къмъ молбата за изпълнение се прибавя единъ преводъ на повелителната часть на решението, а сѫщо и на споменатото въ алинея 3 удостовѣрение, на официалния езикъ на замолената Държава. Преводитѣ трѣбва да бѫдатъ з вѣрени отъ дипломатическия или консулски представитель или отъ нѣкой заклетъ преводачъ на молящата или замолената Държава.

Членъ 4.

На подданицитѣ на едната Държава се признава въ другата Държава правото на сиромашия при сѫщитѣ условия, както на мѣстнитѣ подданици.

Членъ 5.

1. Свидетелството за сиромашия трѣбва да бѫде издадено отъ властитѣ по обикновеното мѣстопребиваване на просителя или, при липса на такова, отъ властитѣ по неговото настояще мѣстопребиваване.

2. Ако просительтъ не живѣе въ една отъ двѣтѣ Държави, достатъчно е свидетелството на дипломатическия или консулски представитель на Държавата, къмъ която принадлежи просительтъ.

Членъ 6.

1. Компетентната за издаване на свидетелство за сиромашия власть може да поиска отъ властитѣ на другата Държава сведения за имотното състояние на просителя.

2. Учреждението, което има да се произнася по молбата за признаване право на сиромашия, си запазва правото, въ границитѣ на своята служебна власть, да подложи на провѣрка удостовѣренията и сведенията.

frei für vollstreckbar zu erklären. Der Antrag kann im diplomatischen Wege oder unmittelbar bei der zuständigen Behörde durch den Kostengläubiger gestellt werden.

2. Die gleiche Regel findet Anwendung auf gerichtliche Entscheidungen, durch die die Prozesskosten später festgesetzt werden.

3. Unter gerichtlichen Entscheidungen sind auch die von Gerichtsschreibern innerhalb ihrer Zuständigkeit erlassenen Kostenfestsetzungsbeschlüsse zu verstehen.

Artikel 3.

1. Die im Artikel 2 erwähnten Kostenentscheidungen werden, unbeschadet eines späteren Rekurses der verurteilten Partei gemäss der Gesetzgebung des Staates, in dessen Gebiet die Vollstreckung betrieben wird, ohne Anhörung der Parteien für vollstreckbar erklärt.

2. Dabei ist nur zu prüfen :

1. ob nach den Gesetzen des Landes, wo die Verurteilung ausgesprochen ist, die Ausfertigung der Entscheidung die für ihre Beweiskraft erforderlichen Bedingungen erfüllt ;

2. ob nach diesen Gesetzen die Entscheidung rechtskräftig ist.

3. Zum Nachweis dieser Erfordernisse ist eine Bescheinigung des Präsidenten des zuständigen Gerichtshofs erster Instanz (Landgericht) oder, wenn das entscheidende Gericht ein Gericht höherer Ordnung ist, des Präsidenten dieses Gerichts ausreichend, dass die Entscheidung rechtskräftig ist.

4. Dem Antrage ist eine Übersetzung des entscheidenden Teils der Entscheidung sowie der in Abs. 3 erwähnten Bescheinigung in die amtliche Sprache des ersuchten Staates beizufügen. Die Übersetzungen sind durch den diplomatischen oder konsularischen Vertreter oder einen beeidigten Dolmetscher des ersuchenden oder ersuchten Staates zu beglaubigen.

Artikel 4.

Die Angehörigen des einen Staates werden im andern Staate zum Armenrecht unter denselben Bedingungen wie die Landesangehörigen zugelassen.

Artikel 5.

1. Die Bescheinigung des Unvermögens muss von den Behörden des gewöhnlichen Aufenthaltsorts des Antragstellers oder in Ermangelung eines solchen von den Behörden seines derzeitigen Aufenthaltsorts ausgestellt sein.

2. Hält sich der Antragsteller nicht in einem der beiden Staaten auf, so ist die Bescheinigung des für den Antragsteller zuständigen diplomatischen oder konsularischen Vertreters seines Staates ausreichend.

Artikel 6.

1. Die zur Ausstellung der Bescheinigung über das Unvermögen zuständige Behörde kann bei den Behörden des anderen Staates Auskünfte über die Vermögenslage des Antragstellers einziehen.

2. Die Behörde, die über den Antrag auf Bewilligung des Armenrechts zu entscheiden hat, behält in den Grenzen ihrer Amtsbefugnisse das Recht, die Bescheinigungen und Auskünfte einer Nachprüfung zu unterziehen.

3. Когато на единъ подданикъ на едната Държава бѫде признато отъ компетентната власть правото на сиромашия, това право той ще го има и при всички сѫдебни действия, включително и действията по изпълнителното производство, които се отнасятъ до сѫщия споръ и които ще бѫдатъ предприети предъ сѫдилищата на другата Държава възъ основа на отдѣли I и II на настоящия договоръ.

Членъ 7.

Висшето административно учреждение по правосѫдието — въ България Министерството на правосѫдието, въ Германия Министерството на правосѫдието на Райха — ще дава, по молба на висшето административно учреждение по правосѫдието на другата Държава, която молба се отправя по дипломатически редъ, сведения за действуващото право въ неговата страна.

ОТДѢЛЪ II.

Правна помощь по граждански дѣла.

Членъ 8.

1. По граждански и търговски дѣла, молби за врѫчване на книжа, предназначени за лица, намиращи се въ територията на другата Държава (молби за врѫчване), а сѫщо и молби на сѫдебни власти за предприемане сѫдебни действия въ територията на другата Държава (молби за правна помощь) се предаватъ чрезъ консула на молящата Страна, въ България на председателя на окрѫжния сѫдъ, въ Германия на председателя на ландгерихта.

2. Книжата, произходящи отъ изпълнението на молбитѣ за врѫчване и на молбитѣ за правна помощь, се изпращатъ на косула.

3. Въ случай на мѣстна некомпетентность на замолената власть, молбата за врѫчване или молбата за правна помощь се препраща служебно до компетентната власть, като сѫщевременно консултъ бива незабавно уведоменъ за препращането.

Членъ 9.

1. Молбитѣ за врѫчване и молбитѣ за правна помощь се съставятъ на официалния езикъ на молящата Държава. Преводъ на официалния езикъ на замолената Държава се прилага.

2. За молби за врѫчване и за тѣхнитѣ преводи ще служатъ написани на двата езика образци, които правителствата ще си съобщатъ едно на друго.

3. Приложенитѣ къмъ молбата за правна помощь преводи трѣбва да сѫ завѣрени съгласно членъ 3, алинея 4, положение 2.

4. Въ молбитѣ за врѫчване и въ молбитѣ за правна помощь ще се обозначава молящата власть, а сѫщо и името и положението на странитѣ. В молбитѣ за врѫчване трѣбва, освенъ това, да е показанъ адреса на получателя и вида на документа, който трѣбва да се врѫчи.

Членъ 10.

1. За врѫчването ще се грижи компетентната власть на замолената страна. Тази власть може, освенъ въ случаитѣ, предвидени въ алинея 2, да се ограничи да извърши врѫчването чрезъ предаване документа на получателя, ако той е готовъ да го приеме.

3. Ist einem Angehörigen des einen Staates von der zuständigen Behörde das Armenrecht bewilligt, so soll ihm dieses Recht auch in allen Prozesshandlungen einschliesslich der zur Vollstreckungsinstanz gehörigen zustehen, die sich auf denselben Rechtsstreit beziehen und vor den Gerichten des anderen Staates auf Grund des ersten und zweiten Abschnitts dieses Vertrages vorgenommen werden.

Artikel 7.

Die oberste Justizverwaltungsbehörde jedes Staates — in Bulgarien das Justizministerium — im Deutschen Reiche das Reichsjustizministerium — erteilt auf ein Ersuchen der obersten Justizverwaltungsbehörde des anderen Staates, das im diplomatischen Wege weiterzuleiten ist, Auskunft über das in ihrem Staate geltende Recht.

ZWEITER ABSCHNITT

Rechtshilfe in bürgerlichen Angelegenheiten.

Artikel 8.

1. In Zivil- und Handelssachen werden Anträge auf Zustellung von Schriftstücken, die für eine im Gebiete des anderen Staates befindliche Person bestimmt sind (Zustellungsanträge), sowie Ersuchen gerichtlicher Behörden um Vornahme gerichtlicher Handlungen im Gebiet des anderen Staates (Rechtshilfeersuchen), durch den Konsul des ersuchenden Staates, in Bulgarien dem Kreisgerichtspräsidenten, im Deutschen Reiche dem Landgerichtspräsidenten, übermittelt.

2. Die in Erledigung der Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen entstandenen Schriftstücke werden dem Konsul übersandt.

3. Im Falle der örtlichen Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist der Zustellungsantrag oder das Rechtshilfeersuchen von Amtswegen an die zuständige Behörde abzugeben und der Konsul hiervon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 9.

1. Die Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen sind in der amtlichen Sprache des ersuchenden Staates abzufassen. Eine Übersetzung in die amtliche Sprache des ersuchten Staates ist beizufügen.

2. Für Zustellungsanträge und ihre Übersetzungen sind die von den beiden Regierungen einander mitzuteilenden doppelsprachigen Vordrucke zu benutzen.

3. Die dem Rechtshilfeersuchen beizufügenden Übersetzungen sind gemäss Artikel 3 Abs 4 Satz 2 zu beglaubigen.

4. Die Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen haben die ersuchende Behörde sowie den Namen und die Stellung der Parteien anzugeben. Zustellungsanträge haben ausserdem die Anschrift des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstücks zu bezeichnen.

Artikel 10.

1. Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

2. По желанието на молящата власть, замолената власть трѣбва да врѫчи документа, ако той е написанъ на официалния езикъ на замолената Държава или има приложенъ преводъ на този езикъ, споредъ формата, предписана въ нейното вѫтрешно законодателство за извършване на подобни врѫчвания, или по особена форма, ако тя не противоречи на нейнитѣ закони.

3. Относно завѣрката на преводитѣ се прилага предписанието на членъ 3, ал. 4, положение 2.

Членъ 11.

1. Врѫчването се доказва или съ датирана и завѣрена разписка на получателя, или съ свидетелство отъ замолената власть, отъ което явствува фактъ, формата и времето на врѫчването.

2. Ако документътъ, който трѣбва да се врѫчи, е изпратенъ въ два еднакви екземпляра, разписката на получателя или свидетелството за врѫчване ще се написва на единия отъ двата екземпляра или ще се свързва съ него.

Членъ 12.

1. Сѫдебното учреждение, до което е отправена молбата за правна помощь, е длъжно да я изпълни и при това да приложи сѫщитѣ принудителни мѣрки, каквито прилага при изпълнението на подобна молба отъ своитѣ власти или на подадена за сѫщата цель молба на заинтересована страна. Принудителнитѣ мѣрки не трѣбва да се прилагатъ, когато се касае до личното явяване на спорящи страни.

2. Молящето учреждение трѣбва, ако то поиска това, да бѫде уведомено за времето и мѣстото на действието, което ще се предприеме по изпълнението на молбата, за да може заинтересованата страна да присѫтствува.

Членъ 13.

Молби за правна помощь се изпълняватъ споредъ предписаната отъ законитѣ на замолената Държава форма. Обаче, молбата на молящата власть, да се постѫпи по особена форма, се удовлетворява, ако тази форма не противоречи на законитѣ на замолената Държава.

Членъ 14.

Молби за врѫчване и молби за правна помощь могатъ да бѫдатъ отхвърлени, само когато Държавата, въ чиято територия трѣбва да се изпълнятъ, ги счита отъ естество да изложатъ на опасность нейнитѣ върховни права или нейната безопасность.

Членъ 15.

Всѣка отъ дветѣ Държави има право да разпореди да се извършатъ врѫчвания на нейни подданици, намиращи се въ територията на другата Държава, чрезъ нейнитѣ дипломатически или консклски представители, безъ да се прилага принуждение.

Сѫщото важи и за изпълнението на молби за правна помощь.

Членъ 16.

1. За изпълнението на молби за врѫчване и на молби за правна помощь нѣма да се събиратъ никакви такси и разноски, отъ какъвто видъ и да бѫдатъ, съ изключение на платенитѣ на вещи лица възнаграждения.

2. Auf Wunsch der ersuchenden Behörde hat die ersuchte Behörde das zuzustellende Schriftstück, wenn es in der amtlichen Sprache des ersuchten Staates abgefasst oder von einer Übersetzung in diese Sprache begleitet ist, in der durch ihre innere Gesetgebung für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form oder in einer besonderen Form zuzustellen, sofern diese ihrer Gesetzgebung dicht zuwiderläuft.

3. Hinsichtlich der Beglaubigung der Übersetzungen findet die Bestimmung des Artikel 3 Abs. 4 Satz 2 Anwendung.

Artikel 11.

1. Die Zustellung wird nachgewiesen entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekenntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der ersuchten Behörde, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben.

2. Ist das zuzustellende Schriftstück in zwei gleichen Stücken übermittelt worden, so soll das Empfangsbekenntnis oder das Zeugnis auf eines der beiden Stücke gesetzt oder damit verbunden werden.

Artikel 12.

1. Die Gerichtsbehörde, an die das Rechtshilfeersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden, wie bei der Erledigung eines Ersuchens der eigenen Behörden oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrages einer beteiligten Partei. Die Zwangsmittel brauchen nicht angewendet zu werden, wenn es sich um das persönliche Erscheinen streitender Parteien handelt.

2. Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte, der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen, damit die beteiligte Partei in der Lage ist, ihr beizuwohnen.

Artikel 13.

Rechtshilfeersuchen werden in der durch die Gesetzgebung des ersuchten Staates vorgeschriebenen Form erledigt. Jedoch ist dem Antrage der ersuchenden Behörde, dass nach einer besonderen Form verfahren werde, zu entsprechen, wenn diese Form der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

Artikel 14.

Zustellungsanträge und Rechtshilfeersuchen können nur abgelehnt werden, wenn der Staat, in dessen Gebiet sie erledigt werden sollen, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

Artikel 15.

Jeder der beiden Staaten hat die Befugnis, Zustellungen an eigene Staatsangehörige, die sich im Gebiete des anderen Staates befinden, durch seine diplomatischen und konsularischen Vertreter ohne Anwendung von Zwang bewirken zu lassen.

Das Gleiche gilt für die Erledigung von Rechtshilfeersuchen.

Artikel 16.

1. Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und Rechtshilfeersuchen werden Gebühren und Auslagen irgendwelcher Art mit Ausnahme der an Sachverständige gezahlten Entschädigungen nicht erhoben.

2. Замоленото учреждение е длъжно, обаче, да съобщи на молящата власть сумата на направенитѣ отъ него разноски, която сума споредъ алинея 1 не подлежи на връщане на молящата Държава, за да може тази последната да ги събере отъ лицето, което следва да ги заплати. Събранитѣ суми задържа молящата страна.

ОТДѢЛЪ III.

Завѣряване (легализация) на документи.

Членъ 17.

1. Документи, съставени, издадени или завѣрени и скрепени съ печата или щемпела отъ нѣкое българско първоинстанционно сѫдилище или отъ нѣкой германски ландгерихтъ, или отъ нѣкой български или германски сѫдъ отъ по-горна степень или отъ нѣкое по-високо или отъ найвисокото българско или германско административно учреждение, или отъ нѣкой върховенъ административенъ сѫдъ, не се нуждаятъ при използуването имъ въ територията на другата Държава отъ никаква завѣрка (легализация).

2. За документи, които сѫ съставени, издадени или завѣрени отъ нѣкое отъ неспоменатитѣ въ алинея 1 български или германски сѫдилища, отъ нѣкой сѫдия-изпълнитель, отъ нѣкой пазитель на ипотечнитѣ книги за вписване на недвижими имоти, или отъ нѣкое учреждение за депозити или отъ нѣкой български или германски нотариусъ, достатъчно е за употрѣблението имъ въ територията на другата Държава завѣрката (легализацията) на председателя на първоинстанционния сѫдъ (председателя на компетентния ландгерихтъ), скрепена съ неговия служебенъ печатъ. Сѫщото важи за документи, съставени, издадени или завѣрени отъ нѣкой български или германски сѫдилищенъ секретарь. Ако сѫдилищниятъ секретарь принадлежи къмъ нѣкое сѫдилище отъ по-горна степень, завѣрката се извършва отъ председателя на това сѫдилище.

ОТДѢЛЪ IV.

Заключителни постановления.

Членъ 18.

Затруднения, които би възникнали при изпълнението на договора, се уреждатъ по дипломатически редъ.

Членъ 19.

1. Българското и германското правителства ще си съобщаватъ взаимно разпредѣлението на своитѣ сѫдилища и подпадащи подъ членъ 17 административни сѫдилища, повисоки и най-високи административни учреждения, а сѫщо и измѣненията имъ.

2. Списъкътъ на по-високитѣ административни учреждения се допълва само съ съгласието на дветѣ правителства.

Членъ 20.

Настоящиятъ договоръ ще остане въ сила и въ случай, че България се присъедини къмъ Хагската конвенция за гражданския процесъ отъ 17 юлий 1905 година[1].

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

2. Die ersuchte Behörde hat jedoch den Betrag der ihr erwachsenen Auslagen, die nach Absatz 1 vom ersuchenden Staat nicht zu erstatten sind, der ersuchenden Behörde mitzuteilen, damit diese sie von der zur Erstattung verpflichteten Person einziehen kann. Die eingezogenen Beträge behält der ersuchende Staat.

DRITTER ABSCHNITT.

BEGLAUBIGUNG (LEGALISATION) VON URKUNDEN.

Artikel 17.

1. Urkunden, die von einem bulgarischen Gerichtshof erster Instanz oder einem deutschen Landgericht oder einem bulgarischen oder deutschen Gericht höherer Ordnung, von einer der obersten oder höheren bulgarischen oder deutschen Verwaltungsbehörde oder von einem obersten Verwaltungsgericht aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates keiner Beglaubigung (Legalisation).

2. Für Urkunden, die von einem der in Absatz 1 nicht erwähnten bulgarischen oder deutschen Gerichte, einem Gerichtsvollzieher oder einem Grundbuchamt oder einer Hinterlegungsstelle oder einem bulgarischen oder deutschen Notar aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt sind, genügt zum Gebrauch im Gebiet des anderen Staates die Beglaubigung (Legalisation) durch den zuständigen Präsidenten des Gerichtshofes erster Instanz (Landgerichtspräsidenten) unter Beifügung des Amtssiegels oder Amtsstempels. Das Gleiche gilt für die von einem Gerichtsschreiber eines bulgarischen oder deutschen Gerichts aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden. Gehört der Gerichtsschreiber einem Gericht höherer Ordnung an, so erfolgt die Beglaubigung durch den Präsidenten dieses Gerichts.

VIERTER ABSCHNITT

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 18.

Schwierigkeiten, die etwa bei Ausführung des Vertrages entstehen, werden im diplomatischen Wege geregelt.

Artikel 19.

1. Die Bulgarische und die Deutsche Regierung werden sich die örtliche Gliederung ihrer Gerichte, die unter Artikel 17 fallenden Verwaltungsgerichte, obersten Verwaltungsbehörden sowie deren Änderungen mitteilen.

2. Das Verzeichnis der höheren Verwaltungsbehörden kann nur im Einverständnis beider Regierungen ergänzt werden.

Artikel 20.

Dieser Vertrag soll auch für den Fall in Wirksamkeit bleiben, dass Bulgarien dem Haager Abkommen [1] über den Zivilprozess vom 17. Juli 1905 beitritt.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Членъ 21.

Настоящиятъ договоръ влиза въ сила два месеца следъ размѣната на ратификациитѣ и важи въ продължение на 5 години.

Ако договорътъ не се денонсира отъ никоя отъ договорящитѣ страни една година преди изтичането на петгодишния периодъ, той остава въ сила до изтичането на една година отъ деня, когато бжде денонсиранъ отъ една отъ дветѣ страни.

Въ удостовѣрение на това, пълномощницитѣ подписаха настоящия договоръ и го скрепиха съ печатитѣ си.

Съставенъ въ двоенъ оригиналъ въ София на 22 Декемврий 1926 година.

(М. П.) с. р. А. Д. Буровъ.

Artikel 21.

Der Vertrag tritt in Kraft zwei Monate nach Austausch der Ratifikationsurkunden und gilt für die Dauer von fünf Jahren.

Wird der Vertrag von keinem der vertragschliessenden Teile ein Jahr vor Ablauf des fünfjährigen Zeitraums gekündigt, so bleibt er in Geltung bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage an, wo er von einem der beiden Teile gekündigt wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Sofia am 22. Dezember 1926.

(L. S.) *m. p.* Dr. E. RÜMELIN.

---

[1] TRADUCTION.

N° 1502. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BULGARIE, RELATIF A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. SIGNÉ A SOFIA, LE 22 DÉCEMBRE 1926.

LA BULGARIE et LE REICH ALLEMAND, animés du désir de développer leurs relations judiciaires réciproques, ont conclu le traité suivant.

A cet effet, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Athanase D. BOUROW, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Docteur Eugène RÜMELIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand, à Sofia ;

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION I

CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE PROCÉDURE. ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Article premier.

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne pourra être imposé, soit en raison de leur qualité d'étrangers, soit en raison du défaut de domicile et de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'un des deux Etats, estant en justice en qualité de demandeurs principaux ou intervenant par-devant les tribunaux de l'autre Etat.

2. La même disposition s'applique au cautionnement des frais de justice de la part des demandeurs principaux ou intervenants.

Article 2.

1. Si le demandeur principal ou l'intervenant dispensé de fournir caution, d'effectuer un dépôt ou un versement anticipé, en vertu de l'article premier ou d'une loi en vigueur dans l'Etat où l'action est intentée, est condamné aux dépens du procès, l'exequatur de cette condamnation sera accordée sans frais par l'autorité compétente sur le territoire de l'autre Etat. La requête à cet effet pourra être transmise soit par la voie diplomatique, soit directement aux autorités compétentes, par la partie à laquelle les dépens ont été adjugés.

2. Les mêmes dispositions s'appliqueront aux décisions judiciaires qui fixent ultérieurement les frais de justice.

3. Le terme « décision judiciaire » comprend également les décisions concernant le montant des frais de justice, prises par les greffiers dans les limites de leurs attributions.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1502. — TREATY BETWEEN GERMANY AND BULGARIA RELATING TO LEGAL ASSISTANCE. SIGNED AT SOFIA, DECEMBER 22, 1926.

BULGARIA and THE GERMAN REICH, being desirous of facilitating their mutual judicial relations, have concluded the Treaty which follows.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS :

M. Athanase D. BOUROW, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Eugen RÜMELIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich at Sofia ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

PART I.

SECURITY FOR JUDICIAL COSTS. LEGAL AID FOR THE POOR.

Article 1.

1. Nationals of one State appearing as plaintiffs or interveners before the courts of the other State shall not be required to give any surety or make any deposit under any denomination whatsoever by reason either of their being foreigners or of their not being domiciled or resident in the country.

2. The same applies to advances which plaintiffs or interveners might be required to make to cover the costs of the case.

Article 2.

1. Where an order to pay the costs of an action is made in the territory of one State against a plaintiff or intervener who is exempted from giving surety, making a deposit or paying advances in virtue of Article 1, or of a law in force in the State in which the action was brought, such order shall without charge be made executory in the territory of the other State, also by the competent authority. The application may be made either through the diplomatic channel or directly to the competent authority by the party to whom the costs are awarded.

2. The same rule shall apply to judicial decisions subsequently fixing the costs of the action.

3. Judicial decisions shall be understood to include decisions fixing the amount of costs, when given by Clerks of Court acting within the limits of their powers.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

1. Les décisions relatives aux frais de justice mentionnées à l'article, 2 seront déclarées exécutoires, sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties. Cette disposition ne préjuge pas du droit de recours de la partie condamnée, conformément à la législation de l'Etat où l'exécution a été demandée.

2. A cet effet, il suffit d'examiner :

1° Si, conformément aux lois du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision remplit les conditions requises pour avoir force probante.

2° Si, d'après ces lois, la décision a acquis force de chose jugée.

3° Pour établir que ces conditions sont remplies, il suffira de l'attestation du président du tribunal de première instance compétent *(Landgericht)*, ou, si le tribunal qui statue est un tribunal d'une instance supérieure, de l'attestation du président de ce tribunal, indiquant que la décision a acquis force de chose jugée.

4° La requête devra être accompagnée d'une traduction du dispositif de la décision, ainsi que de l'attestation mentionnée à l'article 3, dans la langue officielle de l'Etat requis. Les traductions devront être légalisées par le représentant diplomatique ou consulaire ou un traducteur juré de l'Etat requérant ou requis.

Article 4.

L'assistance judiciaire gratuite sera accordée aux ressortissants de l'une des Parties contractantes, sur le territoire de l'autre Partie, dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants nationaux.

Article 5.

1. Les certificats d'indigence seront délivrés par les autorités du lieu où la personne qui le réclame à sa résidence ordinaire et, à défaut, par les autorités du lieu de son séjour actuel.

2. Si le requérant ne séjourne pas sur le territoire de l'une des Parties contractantes, il suffira d'un certificat délivré par le représentant diplomatique ou consulaire compétent de son pays.

Article 6.

1. L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'indigence pourra s'informer auprès des autorités de l'autre Partie contractante de la situation de fortune de celui qui le réclame.

2. L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite pourra, dans les limites de ses attributions officielles, vérifier les certificats et les renseignements fournis.

3. Lorsque l'assistance judiciaire gratuite est accordée à un ressortissant de l'une des Parties contractantes par l'autorité compétente, il bénéficiera de cette assistance pour tous les actes de procédure — y compris la procédure d'exécution — qui ont trait au même litige et auxquels il est procédé par-devant les tribunaux de l'autre Etat en vertu de la première et deuxième section du présent Traité.

Article 7.

Les autorités judiciaires suprêmes de chaque Partie contractante — en Bulgarie, le Ministère de la Justice ; en Allemagne, le Ministère de la Justice du Reich — fourniront, sur demande de l'autorité judiciaire suprême de l'autre Partie contractante, transmise par la voie diplomatique, des informations concernant le droit en vigueur sur le territoire de leur Etat.

Article 3.

1. The decisions regarding costs referred to in Article 2 shall, without prejudice to the right of the losing party to appeal in accordance with the legislation of the State in whose territory the judgment is to be executed, be made executory without the parties being heard.

2. For this purpose it need only be ascertained :

(1) Whether, according to the laws of the country in which judgment was pronounced, the copy of the decision satisfies the conditions necessary to give it the force of proof.

(2) Whether in accordance with the said laws the decision has the force of *res judicata*.

(3) As proof that these conditions have been fulfilled, a certificate given by the President of the competent court of first instance *(Landgericht)*, or, if the court giving the decision is a court of higher instance, by the President of that court, to the effect that the decision has the force of *res judicata*, shall be sufficient.

(4) The application shall be accompanied by a translation of the operative portion of the judgment and a translation of the certificate referred to in paragraph 3, in the official language of the State applied to.

These translations shall be legalised by the diplomatic or consular representative or a sworn translator of the applicant State or the State applied to.

Article 4.

Nationals of one State shall be granted free legal aid in the other State under the same conditions as nationals of the latter State.

Article 5.

1. The certificate of inadequate means must be made out by the authorities of the place in which the applicant's habitual residence is situated, or, failing such residence, by the authorities of the place in which he is resident for the time being.

2. Should the applicant not be resident in either of the two States, a certificate issued by the proper diplomatic or consular representative of the country to which the applicant belongs, shall be sufficient.

Article 6.

1. The authority competent to issue the certificate of inadequate means may make enquiries of the authorities of the other State with regard to the financial position of the applicant.

2. The authority appointed to deal with the application for free legal aid shall be entitled within the limits of its competence to verify the accuracy of the certificate and the information furnished.

3. When free legal aid has been granted to a national of one State by the competent authority, it shall continue to be granted in all judicial proceedings, including those connected with the execution of the judgment, which relate to the same section and are heard by the courts of the other State in virtue of Parts I and II of the present Treaty.

Article 7.

The highest judicial administrative authority of each State — in Bulgaria, the Ministry of Justice, and in the German Reich, the Ministry of Justice of the Reich — shall, on application through the diplomatic channel by the highest judicial administrative authority of the other State, furnish information concerning the law in force in the country in question.

SECTION II

COOPÉRATION JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE.

Article 8.

1. En matière civile et commerciale, les requêtes en signification d'actes destinés à une personne qui se trouve sur le territoire de l'autre Partie contractante (requêtes en signification d'actes) ainsi que les requêtes des autorités judiciaires aux fins de procéder à des actes judiciaires sur le territoire de l'autre partie contractante (commissions rogatoires) seront transmises par le consul de l'Etat requérant au président du tribunal d'arrondissement *(okroujnia soud)* en Bulgarie, et au président du tribunal régional *(Landgericht)*, en Allemagne.

2. Les pièces résultant de l'exécution de requêtes en signification d'actes et de commissions rogatoires seront transmises au consul.

3. Au cas où l'autorité requise ne serait pas compétente *ratione loci*, la requête en signification d'acte ou la commission rogatoire devra être transmise d'office à l'autorité compétente, et avis en devra immédiatement être donné au consul.

Article 9.

1. Les requêtes en signification d'actes et les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant. Elles seront accompagnées d'une traduction dans la langue officielle de l'Etat requis.

2. Pour les requêtes en signification d'actes et leur traduction, on se servira d'imprimés établis dans les deux langues, que les deux gouvernements se communiqueront réciproquement.

3. Les traductions jointes aux commissions rogatoires devront être légalisées conformément à l'article 3, alinéa 4, paragraphe 2.

4. Les requêtes en signification d'actes et les commissions rogatoires indiqueront l'autorité dont elles émanent, ainsi que le nom et la qualité des parties en cause. En outre, les requêtes en signification d'actes mentionneront l'adresse du destinataire et la nature de l'acte à signifier.

Article 10.

1. Les significations seront effectuées par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. A l'exception des cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se contenter de remettre simplement l'acte au destinataire, si ce dernier l'accepte.

2. Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise devra procéder à la signification dans la forme prescrite en l'espèce par sa législation intérieure, si l'acte est rédigé dans la langue officielle de l'Etat requis ou s'il est accompagné d'une traduction en cette langue. Dans les mêmes conditions, la signification pourra avoir lieu dans une forme spéciale, à condition que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

3. Les dispositions de l'article 3, alinéa 4, deuxième phrase, s'appliquent à la légalisation des traductions.

Article 11.

1. La preuve de la signification se fera au moyen d'un accusé de réception du destinataire, daté et légalisé, ou d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait, la forme et la date de la signification.

PART II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CIVIL CASES.

Article 8.

1. In civil and commercial cases, applications for the service of documents on a person in the territory of the other State (applications for service) and requests by judicial authorities for judicial proceedings to be taken in the territory of the other State ("commissions rogatoires") shall be sent through the Consul of the applicant State to the President of the district court *(okroujnia soud)* in Bulgaria and to the President of the regional court *(Landgericht)* in the German Reich.

2. Documents resulting from the execution of applications for service and "commissions rogatoires" shall be transmitted to the Consul.

3. Where the authority applied to has no legal jurisdiction, the application for service or "commissions rogatoires" shall be transmitted without further formality to the competent authority, and the Consul shall at once be notified thereof.

Article 9.

1. Applications for service and "commissions rogatoires" shall be drawn up in the official language of the applicant State. They must be accompanied by a translation in the official language of the State applied to.

2. For applications for service and translations thereof, bilingual forms, to be communicated by each Government to the other, shall be used.

3. The translations to be attached to "commissions rogatoires" shall be legalised in accordance with Article 3, paragraph 4, second sentence.

4. Applications for service and "commissions rogatoires" must indicate the authority making application, and the names and civil status of the parties. Applications for service must also state the address of the recipient and the nature of the document to be served.

Article 10.

1. The competent authority of the State applied to shall be responsible for effecting service. Except in the cases specified in paragraph 2, such authority may limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient, if he is willing to accept it.

2. If the document to be served is drawn up in the official language of the State applied to or accompanied by a translation in that language, the authority applied to shall, if the applicant authority so desires, serve the document in question in the manner prescribed by its municipal law for the service of similar documents, or in a special form which is not incompatible with such law.

3. With respect to the legalisation of translations, the provisions of Article 3, paragraph 4, second sentence, shall apply.

Article 11.

1. Proof of service shall be furnished either by a dated and legalised receipt from the recipient or by an attestation from the authority applied to certifying the fact, the manner and the time of service.

2. Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, l'accusé de réception ou l'attestation sera porté sur l'un des deux exemplaires ou y sera annexé.

Article 12.

1. L'autorité judiciaire saisie d'une demande de commission rogatoire est tenue d'y donner suite et d'appliquer les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une demande similaire des autorités de son propre Etat ou d'une requête analogue d'une des parties intéressées. La contrainte pourra ne pas être appliquée, s'il s'agit de la comparution personnelle de parties en litige.

2. L'autorité requérante sera informée, si elle le demande, de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que les parties intéressées soient en état d'y assister.

Article 13.

1. Les commissions rogatoires seront effectuées dans la forme prescrite par la législation de l'Etat requis. Néanmoins, à la demande expresse de l'autorité requérante, on pourra appliquer une forme spéciale, à condition qu'elle ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Article 14.

1. La signification des actes et les commissions rogatoires pourront être refusées seulement dans le cas où l'Etat sur le territoire duquel elles doivent être effectuées, les juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Article 15.

1. Chacune des Parties contractantes pourra signifier des actes judiciaires à ses ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Partie, par les soins de ses agents diplomatiques et consulaires, mais sans emploi de contrainte.

Il en sera de même à l'égard des commissions rogatoires.

Article 16.

1. Pour les significations d'actes et l'exécution de commissions rogatoires, il ne sera perçu aucune taxe et il n'y aura lieu à aucun remboursement de débours, quels qu'ils soient, à l'exception des indemnités payées aux experts.

2. Toutefois, l'autorité requise communiquera à l'autorité requérante le montant de ses débours, qui, conformément à l'alinéa 1 ne doivent pas être remboursés par l'Etat requérant, afin que l'autorité requérante puisse les recouvrer sur la personne tenue de les payer. Les sommes recouvrées restent acquises à l'Etat requérant.

SECTION III

LÉGALISATION DES DOCUMENTS.

Article 17.

1. Les actes dressés, délivrés ou légalisés par un tribunal bulgare de première instance ou par un tribunal régional allemand *(Landgericht)* ou par un tribunal bulgare ou allemand d'une instance

2. If the document to be served is transmitted in duplicate, the receipt or attestation should be given on one of the copies or attached thereto.

Article 12.

1. The judicial authority to which the request for judicial " commissions rogatoires " are addressed must give effect to them by the use of the same measures of coercion as in the execution of a request from the authorities of its own country or of an application made with the same object by an interested party. Measures of coercion need not be employed to secure the personal attendance of the parties to the action.

2. The applicant authority shall, if it so desires, be informed of the time when and the place where the proceedings will take place, in order that the interested party may be able to attend.

Article 13.

"Commissions rogatoires" shall be complied with in accordance with the procedure prescribed by the legislation of the State applied to. Nevertheless, the applicant authority may request that a special procedure be followed and such request shall be complied with if the procedure in question is not contrary to the legislation of the State applied to.

Article 14.

Applications for service and "commissions rogatoires" may only be refused if the State in whose territory effect is to be given to them considers them such as to endanger its sovereignty or safety.

Article 15.

Each of the two States shall be entitled to have documents served on its own nationals in the territory of the other State through its diplomatic and consular representatives, without the use of coercion.

The same applies to the execution of " commissions rogatoires ".

Article 16.

1. No fees or charges of any kind shall be payable in respect of the execution of applications for service and " commissions rogatoires ", with the exception of allowances to experts.

2. The authority applied to shall, however, inform the applicant authority of the amount of the expenditure incurred and not to be refunded by the applicant State under paragraph 1, in order that the applicant authority may recover such expenses from the person liable. Sums so recovered shall be retained by the applicant State.

PART III.

LEGALISATION OF DOCUMENTS.

Article 17.

1. Documents drawn up, issued, or legalised by a Bulgarian court of first instance or a German regional court *(Landgericht)* or a Bulgarian or German court of higher instance, or by one of the

supérieure, par une des autorités administratives suprêmes ou supérieures bulgares ou allemandes, ou par un tribunal administratif suprême, et munis du sceau ou du timbre d'une de ces autorités, n'auront pas besoin d'être légalisés pour servir sur le territoire de l'autre Etat.

2. En ce qui concerne les actes dressés, délivrés ou légalisés par un tribunal bulgare ou allemand non mentionné à l'alinéa 1, par un huissier, un bureau du livre foncier ou une caisse de dépôts, ou par un notaire bulgare ou allemand, la légalisation du président compétent du tribunal de première instance *(Landgerichtspräsident)*, accompagnée du sceau ou du timbre officiel, suffira pour qu'ils puissent servir sur le territoire de l'autre Etat. Les mêmes dispositions s'appliquent aux actes dressés, délivrés ou légalisés par le greffier d'un tribunal bulgare ou allemand. Si le greffier appartient à un tribunal d'une instance supérieure, la légalisation sera effectuée par le président de ce tribunal.

CHAPITRE IV

Dispositions finales.

Article 18.

Les difficultés qui pourraient surgir lors de l'application du présent traité, seront réglées par la voie diplomatique.

Article 19.

1. Les Gouvernements bulgare et allemand se feront connaître réciproquement la répartition territoriale de leurs tribunaux, le nom des tribunaux administratifs visés par l'article 17, des autorités administratives suprêmes, ainsi que les changements qui pourraient se produire à ce sujet.

2. La liste des autorités administratives supérieures ne pourra être complétée qu'après entente entre les deux gouvernements.

Article 20.

Le présent traité restera en vigueur, même si la Bulgarie adhérait à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile.

Article 21.

Le présent traité entrera en vigueur deux mois après l'échange des instruments de ratification et il restera valable pendant une durée de cinq ans.

S'il n'est dénoncé par aucune des Parties contractantes une année avant l'expiration du délai de cinq ans, le traité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année, à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une des deux Parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double original, à Sofia, le 22 décembre 1926.

(L. S.) *(Signé)* A. D. Bourow.
(L. S.) *(Signé)* Dr E. Rümelin.

---

higher or supreme Bulgarian or German administrative authorities, or by a supreme administrative court, and bearing the seal or stamp of the authority, shall not require legalisation in order to be used in the territory of the other State.

2. In order to be used in the territory of the other State, documents drawn up, issued, or legalised by one of the Bulgarian or German courts not mentioned in paragraph 1 or by an executive officer of the court or a land register office or a deposit office or a Bulgarian or German notary, shall only require legalisation by the competent President of the court of first instance *(Landgerichtspräsident)*, and the affixing of the official seal or stamp. The same applies to documents drawn up, issued, or legalised by the Clerk of a Bulgarian or German court. In the case of the Clerk of a court of higher instance, legalisation by the President of that court shall be required.

PART IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 18.

Difficulties which may arise in the application of the present Treaty shall be settled through the diplomatic channel.

Article 19.

1. The Bulgarian and German Governments shall inform each other of the territorial distribution of their courts of justice, the administrative courts referred to in Article 17, and the supreme administrative authorities, and of any changes therein.

2. The list of higher administrative authorities may only be supplemented by agreement between the two Governments.

Article 20.

The present Treaty shall remain in force even if Bulgaria should accede to The Hague Convention of July 17, 1905, concerning civil procedure.

Article 21.

The present Treaty shall come into force two months after the exchange of ratifications, and shall remain operative for five years.

Unless denounced by one of the Contracting Parties one year before the expiration of the five-year period, it shall remain in force until the expiration of one year after the date on which it is denounced by one of the Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have sealed it with their seals.

Done in duplicate at Sofia, December 22, 1926.

(L. S.) *(Signed)* A. D. BOUROW.
(L. S.) *(Signed)* Dr. E. RÜMELIN.

N° 1503.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE

Echange de notes concernant la liquidation de certaines demandes en dommages-intérêts résultant de la dernière guerre. Washington, le 19 mai 1927.

UNITED STATES OF AMERICA AND GREAT BRITAIN

Exchange of Notes regarding the Disposal of certain Pecuniary Claims arising out of the recent War. Washington, May 19, 1927.

No. 1503. — NOTES EXCHANGED BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA REGARDING THE DISPOSAL OF CERTAIN PECUNIARY CLAIMS ARISING OUT OF THE RECENT WAR. WASHINGTON, MAY 19, 1927.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 juillet 1927. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 29 juin 1927.

No. 1.

MR. KELLOGG TO SIR ESME HOWARD.

WASHINGTON, *May* 19, 1927.

EXCELLENCY,

I have the honour to incorporate herein the text of an arrangement for the disposal of certain pecuniary claims arising out of the recent war, in which His Majesty's Government in Great Britain and the Government of the United States are interested, either as principals or on behalf of their respective nationals. This arrangement, which has been agreed upon by representatives of both Governments, has been approved by the Government of the United States. The terms of the arrangement are as follows :

Article 1.

With the exceptions stated in Article 2 hereof His Majesty's Government in Great Britain and the Government of the United States agree :

(1) That neither will make further claim against the other on account of supplies furnished, services rendered or damages sustained by it in connection with the prosecution of the recent war, all such accounts to be regarded as definitively closed and settled.

(2) That neither will present any diplomatic claim or request international arbitration on behalf of any national alleging loss or damage through the war measures adopted by the other, any such national to be referred for remedy to the appropriate judicial or administrative tribunal of the Government against which the claim is alleged to lie, and the decision of such tribunal or of the appellate tribunal, if any, to be regarded as

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1503. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA LIQUIDATION DE CERTAINES DEMANDES EN DOMMAGES-INTÉRÊTS RÉSULTANT DE LA DERNIÈRE GUERRE. WASHINGTON, LE 19 MAI 1927.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place July 13, 1927. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America June 29, 1927.

N° 1.

M. KELLOGG A SIR ESME HOWARD.

WASHINGTON, 19 *mai* 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'incorporer dans la présente Note le texte d'un arrangement concernant la liquidation de certaines demandes en dommages-intérêts résultant de la dernière Guerre et intéressant le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, ainsi que le Gouvernement des Etats-Unis, soit directement, soit pour le compte de leurs ressortissants respectifs. Cet arrangement, dont il a été convenu par les représentants des deux gouvernements, a reçu l'approbation du Gouvernement des Etats-Unis. Les termes en sont conçus comme suit :

Article premier.

Sous réserve des exceptions formulées à l'article 2 du présent arrangement, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement des Etats-Unis sont convenus des dispositions suivantes :

1° Aucun d'eux n'adressera plus dorénavant à l'autre de demandes de dommages-intérêts pour livraisons effectuées, services rendus ou dommages encourus à l'occasion de la dernière guerre, tous les comptes de ce genre devant être considérés comme définitivement clos et liquidés.

2° Aucun d'eux ne présentera une demande en dommages-intérêts par la voie diplomatique, ou ne demandera le recours à l'arbitrage international au nom d'un ressortissant quelconque déclarant avoir subi une perte ou un préjudice du fait de mesures de guerre adoptées par l'autre ; ce ressortissant sera renvoyé, pour obtenir réparation, devant le tribunal administratif ou judiciaire compétent du gouvernement contre lequel

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

the final settlement of such claim, it being understood that each Government will use its best endeavours to secure to the nationals of the other the same rights and remedies as may be enjoyed by its own nationals in similar circumstances, and that His Majesty's Government in Great Britain agrees that fullest access to British Prize Courts shall remain open to claimants subject to the right of the British authorities to plead any defences that may be legally open to them.

(3) That the right of each Government to maintain in the future such position as it may deem appropriate with respect to the legality or illegality under international law of measures such as those giving rise to claims covered by the immediately preceding paragraph is fully reserved, it being specifically understood that the juridical position of neither Government is prejudiced by the present agreement.

Article 2.

Nothing contained in this agreement shall be construed to annul, alter, modify or in any way affect the rights of nationals of either Government or to prevent the presentation of diplomatic claims based thereon, in respect of :

(1) The user of inventions by the other Government in connection with its prosecution of the war.

(2) Damage caused by or salvage services rendered to a vessel belonging to the other Government.

It is expressly understood that the provisions of this agreement do not apply to (1) Claims by the Government of the United States, or of its nationals, against the Government of any of His Majesty's self-governing Dominions or of India, or British nationals resident therein, or to claims against the Government of the United States by the Government of any of His Majesty's self-governing Dominions or of India, or by British nationals resident therein, and (2) Claims on behalf of either Government or its nationals for the release of property held by Custodians of Enemy Property in Great Britain and Northern Ireland and all British Colonies and Protectorates, and by the Alien Property Custodian or the Treasurer of the United States.

If the foregoing arrangement is acceptable to your Government, a note from you to that effect will be considered by this Government as completing the understanding and the arrangement will thereupon be regarded by the Government of the United States as having come into force.

In order to obviate the possibility of future misunderstanding as to the purpose or interpretation of the arrangement, I desire to state that the Government of the United States regards it not as a financial settlement but as the friendly composition of conflicting points of view which seemed to lend themselves to no other form of adjustment. It is my understanding, in these circumstances, that the present agreement will be construed by both Governments with full regard for the equities of all parties concerned. The Government of the United States realises that by the terms of the agreement His Majesty's Government waive their right to receive a net cash payment on account of certain claims recognised by the United States as just and proper, and also their right to press certain other claims, liability for which has not been formally admitted by this Government, but which involve considerable amounts. I desire to record the fact that the Government of the United States will regard the net amount saved to it through the above-mentioned waiver by His Majesty's Government of outstanding claims against the Government of the United States as intended for the satisfaction of those claims of American nationals falling within the scope of paragraph (2) of Article 1 of the agreement, which the Government of the United States regards as meritorious and in which the claimants have exhausted their legal remedies in British

la demande est formée ; la décision dudit tribunal ou, le cas échéant, celle du tribunal d'appel, sera considérée comme tranchant définitivement la question ; il est bien entendu que chaque gouvernement s'emploiera de son mieux pour garantir aux ressortissants de l'autre tous les droits et moyens de recours dont peuvent jouir ses propres nationaux, dans les mêmes conditions, et que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne convient de garantir pleinement au réclamant accès aux cours de prises britanniques, sous réserve, pour les autorités britanniques, du droit de se défendre par toutes les voies qui leur sont légalement ouvertes.

3° Le droit pour chaque gouvernement de prendre dorénavant telle attitude qu'il jugera opportune à l'égard de la légalité ou de l'illégalité, en droit international, de mesures telles que celles qui ont provoqué la réclamation visée par le paragraphe immédiatement précédent, est intégralement réservé. Il est expressément entendu que le présent accord ne préjuge en aucune façon l'attitude mise au point de vue juridique par les deux gouvernements.

Article 2.

Rien, dans le présent accord, ne sera interprété comme annulant, changeant, modifiant, ou affectant d'une façon quelconque les droits des ressortissants de l'un ou de l'autre gouvernement, ni comme empêchant la présentation de revendications diplomatiques fondées sur ces droits, touchant :

1° Le droit de jouissance de certaines inventions par l'autre gouvernement au cours de la guerre ;

2° Les avaries causées, par un navire de l'autre gouvernement ou les services rendus en matière de sauvetage, à un navire de l'autre gouvernement.

Il est expressément entendu que les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas : 1° aux revendications formulées par le Gouvernement des Etats-Unis ou par ses ressortissants contre le gouvernement de l'un quelconque des territoires autonomes de Sa Majesté britannique ou de l'Inde, ou contre des ressortissants britanniques résidant dans ces pays, ou inversement, aux revendications présentées contre le Gouvernement des Etats-Unis par le gouvernement de l'un quelconque des territoires autonomes de Sa Majesté britannique ou de l'Inde, ou par des ressortissants britanniques résidant dans ces pays, ni 2° aux demandes présentées, au nom de l'un ou l'autre gouvernement ou de leurs ressortissants, en vue de la levée du séquestre des biens détenus par les administrateurs du séquestre des biens ennemis en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ainsi que dans toutes les colonies et protectorats britanniques, ou par l'administrateur du séquestre des biens ennemis ou le Trésorier des Etats-Unis.

Si l'arrangement qui précède paraît acceptable à votre gouvernement, une note de votre part à cet effet sera tenue par mon gouvernement comme parfaisant l'accord et l'arrangement sera, dès ce moment, considéré par le Gouvernement des Etats-Unis comme étant entré en vigueur.

Afin d'éviter toute possibilité de malentendu ultérieur quant à l'objet ou l'interprétation du présent arrangement, je tiens à déclarer que le Gouvernement des Etats-Unis considère ces instrument non comme un règlement d'ordre financier, mais comme un accommodement à l'amiable entre deux points de vue contradictoires, qui semblaient ne pas pouvoir se prêter à un autre mode de conciliation. A mon sens, dans ces conditions, j'estime que le présent accord devra être interprété par les deux gouvernements en tenant pleinement compte du bien-fondé en équité des revendications de toutes les parties intéressées. Le Gouvernement des Etats-Unis tient comme acquis, en vertu des termes du présent accord, que le Gouvernement de Sa Majesté renonce à son droit de recevoir une somme nette en espèces en règlement de comptes de certaines créances reconnues par les Etats-Unis comme justes et équitables et aussi à son droit de réclamer le paiement de certaines autres créances pour le règlement desquelles mon gouvernement n'a pas pris d'engagement formel, mais qui impliquent des sommes importantes.

Je tiens à déclarer que le Gouvernement des Etats-Unis considérera le montant net des sommes que lui aura économisées cet abandon par le Gouvernement de Sa Majesté des créances non encore réglées par le Gouvernement des Etats-Unis, comme destiné à compenser les demandes des ressor-

courts, in which no legal remedy is open to them, or in respect of which for other reasons the equitable construction of the present agreement calls for a settlement. Consequently, I take pleasure in assuring you that the Government of the United States will recommend such action by Congress as will ensure the utilisation for the purpose just mentioned of the sums saved to the United States under the provisions of the present agreement, and that it will also safeguard His Majesty's Government against possible double liability by exacting an assignment to the Government of the United States of all of a claimant's rights and interests in the claim in question as a condition precedent to the allowance of any compensation in respect thereof.

Furthermore, since it appears that American citizens with claims against His Majesty's Government which do not fall within the scope of the present agreement enjoy certain rights of access to the British judicial or administrative tribunals not enjoyed in similar cases by British subjects seeking remedy against the Government of the United States, I take pleasure in extending to the cases of British claimants whose claims are not covered by the present agreement, the assurance contained in paragraph (2) of Article 1 of the agreement in question, that is that the Government of the United States will use its best endeavours to secure to British nationals the same rights and remedies as may be enjoyed by its own nationals in similar circumstances, and in such cases the Department of State will be happy to give active support to a request to the Congress for appropriate remedial legislation.

Accept, Excellency, etc.

Frank B. KELLOGG.

No. 2.

SIR ESME HOWARD TO MR. KELLOGG.

BRITISH EMBASSY.

WASHINGTON, D. C., *May* 19, 1927.

SIR,

I have the honour to incorporate herein the text of an arrangement for the disposal of certain pecuniary claims arising out of the recent war, in which the Government of the United States and His Majesty's Government in Great Britain are interested either as principals or on behalf of their respective nationals. The terms of this arrangement, which has been agreed upon by representatives of both Governments, are as follows :

Article 1.

With the exceptions stated in Article 2 hereof His Majesty's Government in Great Britain and the Government of the United States agree :

(1) That neither will make further claim against the other on account of supplies furnished, services rendered or damages sustained by it in connection with the prosecution of the recent war, all such accounts to be regarded as definitively closed and settled.

(2) That neither will present any diplomatic claim or request international arbitration on behalf of any national alleging loss or damage through the war measures adopted by the other, any such national to be referred for remedy to the appropriate judicial

tissants américains auxquelles s'applique le paragraphe (2) de l'article 1 du présent accord et que le Gouvernement des Etats-Unis considère comme dignes d'intérêt, à savoir les cas dans lesquels les réclamants ont épuisé tous les moyens de recours légaux devant les cours britanniques, ceux pour lesquels il n'existe aucune voie de recours légal qui leur soit accessible, et ceux enfin qui pour d'autres motifs, semblent devoir faire l'objet de dédommagement, si l'on interprète le présent accord dans un esprit d'équité. Pour ces motifs, j'ai le plaisir de vous assurer que le Gouvernement des Etats-Unis recommandera au Congrès de prendre des dispositions garantissant que les sommes ainsi épargnées aux Etats-Unis, en vertu des dispositions du présent accord, seront utilisées pour les fins qui viennent d'être mentionnées ; en outre, le Gouvernement des Etats-Unis garantira le Gouvernement de Sa Majesté contre toute possibilité de double présentation de créances en faisant transférer obligatoirement au Gouvernement des Etats-Unis la totalité des droits et intérêts des créanciers comme condition préalable à la remise d'une indemnité quelconque concernant ces créances.

Comme il semble, en outre, que certains citoyens américains formant contre le Gouvernement de Sa Majesté des demandes qui ne tombent pas sous le coup du présent accord, jouissent de certains droits d'accès auprès des tribunaux judiciaires ou administratifs britanniques dont ne jouissent pas, en pareil cas, les sujets britanniques qui désirent exercer un recours contre le Gouvernement, des Etats-Unis j'ai le plaisir de déclarer que mon gouvernement étend également au cas des réclamants britanniques dont les réclamations ne sont pas visées par le présent accord, l'assurance formulée au paragraphe (2) de l'article 1 de cet accord, à savoir que le Gouvernement des Etats-Unis s'emploiera de son mieux pour garantir aux ressortissants britanniques tous les droits et moyens de recours dont peuvent jouir ses propres ressortissants dans des conditions analogues ; en pareil cas, le Département d'Etat se fera un plaisir de recommander instamment toute demande adressée au Congrès en vue de faire édicter des lois prévoyant des moyens de recours appropriés.

Veuillez agréer, etc.

Frank B. KELLOGG.

N° 2.

SIR ESME HOWARD A M. KELLOGG.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

WASHINGTON, D. C., *le* 19 *mai* 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'incorporer dans la présente note le texte d'un arrangement concernant la liquidation de certaines demandes en dommages-intérêts résultant de la dernière guerre et intéressant le Gouvernement des Etats-Unis, ainsi que celui de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, soit directement, soit pour le compte de leurs ressortissants respectifs. Les termes de cet arrangement, dont il a été convenu par les représentants des deux gouvernements, sont conçus comme suit :

Article premier.

Sous réserve des exceptions formulées à l'article 2 du présent arrangement, le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le Gouvernement des Etats-Unis sont convenus des dispositions suivantes :

1° Aucun d'eux n'adressera plus dorénavant à l'autre de demandes de dommages-intérêts pour livraisons effectuées, services rendus ou dommages encourus à l'occasion de la dernière guerre ; tous les comptes de ce genre seront considérés comme définitivement clos et liquidés.

2° Aucun d'eux ne présentera une demande en dommages-intérêts par la voie diplomatique, ou ne demandera le recours à l'arbitrage international au nom d'un ressortissant quelconque déclarant avoir subi une perte ou un préjudice du fait de mesures de guerre

or administrative tribunal of the Government against which the claim is alleged to lie, and the decision of such tribunal or of the appellate tribunal, if any, to be regarded as the final settlement of such claim, it being understood that each Government will use its best endeavours to secure to the nationals of the other the same rights and remedies as may be enjoyed by its own nationals in similar circumstances, and that His Majesty's Government in Great Britain agrees that fullest access to British Prize Courts shall remain open to claimants subject to the right of the British authorities to plead any defences that may be legally open to them.

(3) That the right of each Government to maintain in the future such position as it may deem appropriate with respect to the legality or illegality under international law of measures such as those giving rise to claims covered by the immediately preceding paragraph is fully reserved, it being specifically understood that the juridical position of neither Government is prejudiced by the present agreement.

Article 2.

Nothing contained in this agreement shall be construed to annul, alter, modify or in any way affect the rights of nationals of either Government or to prevent the presentation of diplomatic claims based thereon, in respect of :

(1) The user of inventions by the other Government in connection with its prosecution of the war.

(2) Damage caused by or salvage services rendered to a vessel belonging to the other Government.

It is expressly understood that the provisions of this agreement do not apply to (1) Claims by the Government of the United States, or of its nationals, against the Government of any of His Majesty's self-governing Dominions or of India, or British nationals resident therein, or to claims against the Government of the United States by the Government of any of His Majesty's self-governing Dominions or of India, or by British nationals resident therein, and (2) Claims on behalf of either Government or its nationals for the release of property held by Custodians of Enemy Property in Great Britain and Northern Ireland and all British Colonies and Protectorates, and by the Alien Property Custodian or the Treasurer of the United States.

I am authorised to inform you that the foregoing arrangement is acceptable to His Majesty's Government in Great Britain, and I hereby convey their acceptance thereof in acknowledgment of that contained in your note on behalf of the Government of the United States. The understanding is therefore regarded as having been completed and the arrangement as having come into force.

In order to obviate the possibility of future misunderstanding as to the purpose or interpretation of the arrangement, I am directed to state that His Majesty's Government in Great Britain regard it not as a financial settlement but as the friendly composition of conflicting points of view which seemed to lend themselves to no other form of adjustment. It is my understanding, in these circumstances, that the present agreement will be construed by both Governments with full regard for the equities of all parties concerned. By the terms of the agreement His Majesty's Government in Great Britain waive their right to receive a net cash payment on account of certain claims recognised by the United States as just and proper, and also their right to press certain other claims, liability for which has not been formally admitted by the Government of the United States. It is understood that the Government of the United States will regard the net amount saved to it through the above-mentioned waiver by His Majesty's Government of outstanding claims against

adoptées par l'autre ; ce ressortissant sera renvoyé, pour obtenir réparation, devant le tribunal administratif ou judiciaire compétent du gouvernement contre lequel la demande est formée ; la décision dudit tribunal ou, le cas échéant, celle du tribunal d'appel, sera considérée comme tranchant définitivement la question ; il est bien entendu que chaque gouvernement s'emploiera de son mieux pour garantir aux ressortissants de l'autre tous les droits et moyens de recours dont peuvent jouir ses propres nationaux dans les mêmes conditions, et que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne convient de garantir pleinement au réclamant accès aux cours de prises britanniques, sous réserve pour les autorités britanniques du droit de se défendre par toutes les voies qui leur sont légalement ouvertes.

3° Le droit pour chaque gouvernement de prendre dorénavant telle attitude qu'il jugera opportune à l'égard de la légalité ou de l'illégalité, en droit international, de mesures telles que celles qui ont provoqué la réclamation visée par le paragraphe immédiatement précédent, est intégralement réservé. Il est expressément entendu que le présent accord ne préjuge en aucun façon l'attitude prise, au point de vue juridique, par les deux gouvernements.

Article 2.

Rien, dans le présent accord, ne sera interprété comme annulant, changeant, modifiant, ou affectant d'une façon quelconque les droits des ressortissants de l'un ou de l'autre gouvernement, ni comme empêchant la présentation de revendications diplomatiques fondées sur ces droits, touchant :

1° Le droit de jouissance de certaines inventions par l'autre gouvernement au cours de la guerre ;

2° Les avaries causées par un navire de l'autre Gouvernement, ou les services rendus en matière de sauvetage, à un navire de l'autre gouvernement.

Il est expressément entendu que les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas : 1° aux revendications formulées par le Gouvernement des Etats-Unis ou par ses ressortissants contre le gouvernement de l'un quelconque des territoires autonomes de Sa Majesté britannique ou de l'Inde, ou contre les ressortissants britanniques résidant dans ces pays, ou inversement, aux revendications présentées contre le Gouvernement des Etats-Unis par le gouvernement de l'un quelconque des territoires autonomes de Sa Majesté britannique ou de l'Inde, ou par des ressortissants britanniques résidant dans ces pays, ni 2° aux demandes présentées, au nom de l'un ou l'autre gouvernement ou de leurs ressortissants, en vue de la levée du séquestre des biens détenus par les administrateurs du séquestre des biens ennemis en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, ainsi que dans toutes les colonies et protectorats britanniques, ou par l'administrateur du séquestre des biens ennemis ou le Trésorier des Etats-Unis.

Je suis autorisé à vous faire connaître que l'arrangement précité est acceptable au Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, et j'ai l'honneur de vous donner acte de son acceptation par la présente note, en réponse à la note du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; l'accord est donc considéré comme parfait et l'arrangement comme étant entré en vigueur.

Afin d'éviter toute possibilité de malentendu ultérieur quant à l'objet ou l'interprétation du présent arrangement, je suis chargé de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne considère cet instrument non comme un règlement d'ordre financier, mais comme un accommodement à l'amiable entre deux points de vue contradictoires, qui semblaient ne pas pouvoir se prêter à un autre mode de conciliation. A mon sens, dans ces conditions, j'estime que le présent accord devra être interprété par les deux gouvernements en tenant pleinement compte du bien-fondé en équité des revendications de toutes les parties intéressées. Aux termes du présent accord, le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne renonce à son droit de recevoir une somme nette en espèces en règlement de comptes de certaines créances reconnues par les Etats-Unis comme justes et équitables et aussi à son droit de réclamer le paiement de certaines autres créances pour le règlement desquelles le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas pris d'engagement formel.

the Government of the United States as intended for the satisfaction of those claims of American nationals falling within the scope of paragraph (2) of Article 1 of the agreement which the Government of the United States regards as meritorious and in which the claimants have exhausted their legal remedies in British courts, in which no legal remedy is open to them or in respect of which for other reasons, the equitable construction of the present agreement calls for a settlement. I take note with satisfaction of your assurance that the Government of the United States will recommend such action by Congress as will ensure the utilisation for the purpose just mentioned of the sums saved to the United States under the provisions of the present agreement and that it will also safeguard His Majesty's Government in Great Britain against possible double liability by exacting an assignment to the Government of the United States of all of a claimant's rights and interests in the claim in question as a condition precedent to the allowance of any compensation in respect thereof.

Furthermore, since it appears that British subjects with claims against the Government of the United States which do not fall within the scope of the agreement above quoted do not enjoy rights of access to American judicial or administrative tribunals as complete or effective as are enjoyed in similar cases by American citizens seeking remedy against His Majesty's Government in Great Britain, it is understood that the Government of the United States extends to British claimants whose claims are not covered by the agreement above quoted, the assurance contained in paragraph (2) of Article 1 of the said agreement, that is to say, that the Government of the United States will use its best endeavours to secure to British nationals the same rights and remedies as may be enjoyed by its own nationals in similar circumstances, and that in such cases the Department of State will give active support to a request to the Congress for appropriate remedial legislation.

I have, etc.

Esme HOWARD.

Il est entendu que le Gouvernement des Etats-Unis considérera le montant net des sommes que lui aura économisées cet abandon par le Gouvernement de Sa Majesté des créances non encore réglées par le Gouvernement des Etats-Unis comme destiné à compenser les demandes des ressortissants américains auxquelles s'applique le paragraphe (2) de l'article premier du présent accord et que le Gouvernement des Etats-Unis considère comme dignes d'intérêt, à savoir : les cas dans lesquels les réclamants ont épuisé tous les moyens de recours légaux devant les cours britanniques, ceux pour lesquels il n'existe aucune voie de recours légal qui leur soit accessible et ceux enfin qui, pour d'autres motifs, semblent devoir faire l'objet de dédommagements, si l'on interprète le présent accord dans un esprit d'équité. Je prends acte avec satisfaction de l'assurance donnée par votre gouvernement que le Gouvernement des Etats-Unis recommandera au Congrès de prendre des dispositions garantissant que les sommes épargnées aux Etats-Unis en vertu des dispositions du présent accord, seront utilisées pour les fins qui viennent d'être mentionnées ; et qu'en outre, le Gouvernement des Etats-Unis garantira le Gouvernement de Sa Majesté contre toute possibilité de double présentation de créances, en faisant transférer obligatoirement au Gouvernement des Etats-Unis la totalité des droits et intérêts des créanciers comme condition préalable à la remise d'une indemnité quelconque concernant ces créances.

Comme il semble, en outre, que certains sujets britanniques formant contre le Gouvernement des Etats-Unis des demandes qui ne tombent pas sous le coup du présent accord, ne jouissent pas pleinement de certains droits d'accès auprès des tribunaux judiciaires ou administratifs américains, dont jouissent en pareil cas les ressortissants américains qui veulent exercer un recours contre le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, il est entendu que le Gouvernement des Etats-Unis donnera aux réclamants britanniques, dont les réclamations ne sont pas visées par le présent accord, l'assurance formulée au paragraphe (2) de l'article 1 de cet accord, à savoir que le Gouvernement des Etats-Unis s'emploiera de son mieux pour garantir aux ressortissants britanniques tous les droits et moyens de recours dont peuvent jouir ses propres ressortissants dans des conditions analogues et, qu'en pareil cas, le Département d'Etat se fera un plaisir de recommander instamment toute demande adressée au Congrès en vue de faire édicter des lois prévoyant des moyens de recours appropriés.

Veuillez agréer, etc.

Esme HOWARD.

N° 1504.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Traité concernant le règlement des questions de frontière, avec annexes, protocole final et protocole additionnel. Signés à Poznan, le 27 janvier 1926.

GERMANY AND POLAND

Treaty for the Settlement of Frontier Questions, with Annexes, Final Protocol and Additional Protocol. Signed at Poznan, January 27, 1926.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 1504. — KONWENCJA [1] POLSKO-NIEMIECKA W SPRAWIE UREGULOWANIA STOSUNKÓW GRANICZNYCH, PODPISANA W POZNANIU DNIA 27 STYCZNIA 1926 r.

Textes officiels allemand, français et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 juillet 1927.

Po ukończeniu prac przez polsko-niemiecką Komisję Graniczną, powołaną na mocy ustępu 4 artykułu 87 Traktatu Pokoju między Mocarstwami Sprzymierzonemi i Stowarzyszonemi a Niemcami, podpisanego w Wersalu dnia 28 czerwca 1919 r., POLSKA z jednej strony a NIEMCY z drugiej, pragnąc uregulować stosunki graniczne związane z rozgraniczeniem, postanowiły zawrzeć Konwencję, stosując się do postanowień artykułów V, VI Protokółu Końcowego Komisji Granicznej z dnia 18 października 1924 r. Wobec tego obustronni Pełnomocnicy, a mianowicie :

ZE STRONY POLSKI :

p. Maciej KOCZOROWSKI

ZE STRONY NIEMIEC :

p. Poseł Dr. Paweł ECKARDT,

po wymianie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte co do formy, uzgodnili następujące postanowienia :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 19 mai 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1504. — POLNISCH - DEUTSCHER VERTRAG [1] ZUR REGELUNG DER GRENZVERHÄLTNISSE, GEZEICHNET IN POSEN AM 27. JANUAR 1926.

German, French and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place July 15, 1927.

Nachdem die polnisch-deutsche Grenzfestsetzungskommission, die auf Grund des Artikel 87 Absatz 4 des Vertrages von Versailles zwischen den Alliierten und Assoziierten Mächten und Deutschland vom 28. Juni 1919 zusammengetreten war, ihre Arbeiten beendet hat, sind : POLEN einerseits und DEUTSCHLAND andererseits, in dem Bestreben, die auf die Grenzziehung bezüglichen Fragen zu regeln, übereingekommen, entsprechend den Bestimmungen der Artikel V, VI des Schlussprotokolls der Grenzfestsetzungskommission vom 18. Oktober 1924 einen Vertrag zu schliessen. Demzufolge haben sich die beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich :

FÜR POLEN :

Herr Maciej KOCZOROWSKI,

FÜR DEUTSCHLAND :

der Gesandte Herr Dr. Paul ECKARDT ;

nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über die folgenden Bestimmungen geeinigt :

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, May 19, 1927.

ROZDZIAŁ I.

USTALENIE I STWIERDZENIE GRANICY PAŃSTWOWEJ.

Artykuł 1.

1 Granica Państwowa pomiędzy Rzecząpospolitą Polską a Rzeszą Niemiecką została na miejscu ustalona, oznaczona i wymierzona przez Komisję Graniczną, zwołaną na mocy ustępu 4 artykułu 87 Traktatu Pokoju między Mocarstwami Sprzymierzonemi i Stowarzyszonemi a Niemcami, podpisanego w Wersalu dnia 28 czerwca 1919 r Granica ta w myśl postanowień punktu 1 Protokółu Dodatkowego *a)* do Protokółu Końcowego Komisji Granicznej z dnia 18 października 1924 r. stanowi rozgraniczenie suwerenności państwowej pomiędzy obu Państwami kontraktującemi

2 Dokumenty, wskazujące linję graniczną, są wyszczególnione w Protokóle Końcowym, wymienionym w ustępie 1 niniejszego artykułu

3. Wymienione w ustępie 2 dokumenty wskazują również linję graniczną na mostach i szluzach granicznych.

4. Linja graniczna ustalona i wykazana w dokumentach oznacza również rozgraniczenie suwerenności państwowej pod ziemią i w powietrzu.

Zał. 1-3. — 5. Protokół Końcowy, wymieniony w ustepie 1, wraz z Protokółami Dodatkowemi *a)* i *b)* jest dołączony do niniejszej Konwencji.

ABSCHNITT I.

FESTSETZUNG UND BEURKUNDUNG DER STAATSGRENZE.

Artikel 1.

1. Die Staatsgrenze zwischen Polen und Deutschland ist von der Grenzfestsetzungskommission, die gemäss Artikel 87 Absatz 4 des Vertrages von Versailles zwischen den Allierten und Assoziierten Mächten und Deutschland vom 28. Juni 1919 zusammengetreten war, an Ort und Stelle festgesetzt, vermarkt und aufgemessen worden. Diese Grenze bildet gemäss der Bestimmung unter 1 des Zusatzprotokolls *a)* zu dem Schlussprotokoll der Grenzfestsetzungskommission vom 18. Oktober 1924 die Hoheitsgrenze zwischen den vertragschliessenden Staaten.

2. Die Grenzverlauf nachweisenden Urkunden sind in dem im Absatz 1 dieses Artikels erwähnten Schlussprotokoll aufgeführt.

3. Die im Absatz 2 bezeichneten Urkunden weisen auch den Verlauf der Grenze auf den Grenzbrücken und -schleusen nach.

4. Die festgelegte und in den Urkunden nachgewiesene Grenzlinie bestimmt auch die Abgrenzung des Hoheitsgebiets unter der Erde.

Anlage 1—3. 5. Das im Absatz 1 erwähnte Schlussprotokoll nebst den Zusatzprotokollen *a)* und *b)* ist diesem Vertrage beigefügt.

ROZDZIAŁ II.

OZNACZENIE, ZABEZPIECZENIE I UTRZYMANIE GRANICY.

Artukuł 2.

1. Granica oznaczona jest na miejscu jwspólnemi znakami granicznemi, o ile nie stanowi jej linja środkowa dróg lub o ile nie jest ona oznaczona rowami, wodami biegnącemi i innemi wodami.

2. Tam, gdzie granica państwowa oznaczona jest wspólnemi znakami granicznemi (kamienia mi, słupami, kopcami i. t. d.), biegnie ona w

ABSCHNITT II.

KENNZEICHNUNG, SICHERSTELLUNG UND UNTERHALTUNG DER GRENZE.

Artikel 2.

1. Die Grenze wird durch gemeinschaftliche Grenzzeichen örtlich gekennzeichnet, soweit sie nicht durch die Mittellinie von Wegen gebildet wird oder durch Gräben, Wasserläufe und sonstige Gewässer bezeichnet ist.

2. Wo die Grenze durch gemeinschaftliche Grenzzeichen (Steine, Pfähle, Hügel usw.) vermarkt ist, verläuft sie in gerader Linie

prostej linji od środka jednego znaku granicznego do środka następnego znaku granicznego. Kamienie graniczne i słupy graniczne. zaopatrzone w numery bieżące i początkowe litery nazw obu Państw, służą do oznaczenia granicy suwerenności państwowej obu Państw.

3. Przy drogach i biegach wodnych, wyszczególnionych w ustępie 1, zabezpieczono granicę państwową znakami, ustawionemi naprzemian na terytorjum jednej lub drugiej Strony. Kamienie graniczne lub słupy graniczne oznaczone są początkową literą tego z obu Państw, zawierających Konwencję, na którego terytorjum są ustawione.

Artykuł 3.

1. Drogi, o których mowa w ustępie 1 artykułu 2, uważa się w niniejszej Konwencji jako drogi graniczne w myśl postanowień III Protokółu Dodatkowego *a)* do Protokółu Końcowego z dnia 18 października 1924 r. Linja środkowa dróg granicznych stanowi granicę suwerenności państwowej obu Państw kontraktujących.

2. Rowy, o których mowa w ustępie 1 artykułu 2, służą tylko do oznaczenia granicy, nie zaś do odpływu wód. Określone są one w niniejszej Konwencji jako rowy graniczne. Rowy, służące równocześnie do odpływu wód, uważane są za wody bieżące w myśl następujących postanowień.

3. Wody bieżące, o których mowa w ustępie 1 artykułu 2, określa się w niniejszej Konwencji jako graniczne wody bieżące. Na granicznych żeglownych wodach bieżących granicę suwerenności państwowej tworzy środek ich głównego koryta żeglownego. Na pozostałych bieżących wodach granicznych tworzy granicę suwerenności państwowej linja środkowa biegu wody przy zwykłym jej poziomie, stosownie do postanowień punktu II wyżej wymienionego Protokółu Dodatkowego *a)*. Za zwykły poziom wody uważa się taki poziom, który w ostatnich dziesięciu latach bywał równą ilość dni przekraczany, jak i nieosiągany.

4. Inne wody, o których mowa w ustępie 1 artykułu 2, oznacza się w tej Konwencji jako wody graniczne. Bieg linji suwerenności państwowej na tych wodach został uwidoczniony w dokumentach, wymienionych w artykule 1.

von dem Mittelpunkte eines Grenzzeichens zu dem Mittelpunkte des nächstfolgenden Grenzzeichens. Die mit fortlaufenden Nummern versehenen, die Anfangsbuchstaben beider Staaten tragenden Grenzsteine oder -pfähle dienen der Bezeichnung der Grenze der Staatshoheit der beider Staaten.

3. An den im Absatz 1 erwähnten Wegen und Wasserläufen ist die Staatsgrenze durch Grenzzeichen versichert, die abwechselnd in dem Gebiete des einen oder des anderen Teiles stehen. Die Grenzsteine oder -pfähle tragen den Anfangsbuchstaben desjenigen der beiden vertragschliessenden Staate, in dessen Gebiete sie aufgestellt sind.

Artikel 3.

1. Die im Artikel 2 Absatz 1 erwähnten Wege werden in diesem Vertrage gemäss der Bestimmung unter III des Zusatzprotokolls *a)* zum Schlussprotokoll vom 18. Oktober 1924 als Grenzwege bezeichnet. Die Mittellinie der Grenzwege gilt als Hoheitsgrenze zwischen den vertragschliessenden Staaten.

2. Die im Artikel 2 Absatz 1 erwähnten Gräben sind solche, die nur zur Kennzeichnung der Grenze und nicht der Vorflut dienen. Sie werden in diesem Abkommen als Grenzgräben bezeichnet. Gräben, die zugleich der Vorflut dienen, gelten im Sinneder nach folgenden Bestimmungen als Wasserläufe.

3. Die im Artikel 2 Absatz 1 erwähnten Wasserläufe werden in diesem Vertrage als Grenzwasserläufe bezeichnet. In schiffbaren Grenzwasserläufen bildet die Mittellinie der Hauptfahrrinne die Hoheitsgrenze. In den übrigen Grenzwasserläufen bildet die Mittellinie des Wasserlaufs bei gewöhnlichem Wasserstand entsprechend der Bestimmung unter II Absatz 1 des oben erwähnten Zusatzprotokolls *a)* die Hoheitsgrenze. Als gewöhnlicher Wasserstand gilt der Wasserstand, der im Verlaufe der letzten 10 Jahre an ebenso viel Tagen überschritten wie nicht erreicht wird.

4. Die im Absatz 1 des Artikel 2 erwähnten sonstigen Gewässer werden in diesem Vertrage als Grenzgewässer bezeichnet. Der Verlauf der Hoheitsgrenze auf diesen ist aus den im Artikel 1 angeführten Urkunden ersichtlich.

Artykuł 4.

W myśl postanowienia części II ustępu 2 Protokółu Dodatkowego *a)* do Protokółu Końcowego z 18 października 1924 r., linja graniczna przystosowuje się do stopniowych i naturalnych zmian bieżących wód granicznych, w razie nagłej i znacznej zmiany biegu wody, granicę suwerenności państwowej aż do zawarcia ostatecznego porozumienia Państw kontraktujących stanowi ta linja, która była linją środkową przed zmianą. Porozumienie takie zastrzega się również na wypadek zmian przebiegu linji granicznej, spowodowanych siłą wyższą albo przez roboty górnicze.

Artykuł 5.

Zabezpieczenie i utrzymanie granicy powierza się ze strony polskiej starostom, ze strony niemieckiej pruskim landratom w obrębie ich okręgów. Władze te będą się ze sobą bezpośrednio porozumiewały celem wykonania powierzonych im zadań.

Artykuł 6.

1. O ile wyszczególnione w artykule 5 zadania nie mogą być załatwione drogą wzajemnego porozumienia się właściwych władz, rozstrzygać mają Komisje Mieszane. Składają się one z trzech polskich i trzech niemieckich członków. Członkowie Komisyj oraz równa liczba ich zastępców będą mianowani przez władze centralne obu Państw kontraktujących lub przez organa przez nie do tego powołane. Obie strony Komisyj mają prawo powoływać rzeczoznawców z głosem doradczym.

2. Biorąc pod uwagę odcinki I-V i A-O, ustalone w dokumentach Komisji Granicznej, tworzy się dla prac Komisyj Mieszanych pięć odcinków, a mianowicie :

1. odcinek, odpowiadający odcinkowi granicznemu V ;

2. odcinek, odpowiadający odcinkom granicznym I, II, III, IV ;

3. odcinek, odpowiadający odcinkom granicznym A, B, C, D ;

Artikel 4.

Gemäss der Bestimmung unter II Absatz 2 des Zusatzprotokolls *a)* zum Schlussprotokoll vom 18. Oktober 1924 folgt die Grenze den Grenzwasserläufen in ihren allmählichen und natürlichen Veränderungen ; ändert sich ein Wasserlauf plötzlich und beträchtlich, so bildet die vor der Änderung vorhanden gewesene Mittellinie die Hoheitsgrenze bis zum Abschluss einer endgültigen Vereinbarung zwischen den vertragschliessenden Staaten. Eine solche Vereinbarung bleibt auch für den Fall vorbehalten, dass in anderer Weise durch höhere Gewalt oder infolge Bergbaubetriebes eine Änderung des Grenzverlaufs eintreten sollte.

Artikel 5.

Mit der Sicherstellung und Unterhaltung der Grenze werden polnischerseits die Starosten und deutscherseits die preussischen Landräte beauftragt. Diese Behörden treten zur Ausführung ihrer Aufgaben unmittelbar miteinander in Verbindung.

Artikel 6.

1. Soweit die im Artikel 5 bezeichneten Aufgaben durch ein Einvernehmen der zuständigen Behörden ihre Erledigung nicht finden können, entscheiden gemischte Ausschüsse. Diese setzen sich aus je drei polnischen und drei deutschen Mitgliedern zusammen. Die Ausschussmitglieder sowie die gleiche Anzahl von Stellvertretern werden von den Zentralbehörden der beiden vertragschliessenden Staaten oder von den durch diese zu bestimmenden Stellen ernannt. Beide Teile der Ausschüsse haben das Recht, Sachverständige mit beratender Stimme zu berufen.

2. Für die Tätigkeit der gemischten Ausschüsse werden unter Zugrundelegung der in den Urkunden der Grenztestsetzungskommission festgelegten Grenzabschnitte I—V und A—O fünf Abschnitte gebildet, und zwar.

1. Abschnitt, bestehend aus dem Grenzabschnitt V ;

2. Abschnitt, bestehend aus den Grenzabschnitten I, II, III, IV ;

3. Abschnitt, bestehend aus den Grenzabschnitten A, B, C, D ;

4. odcinek, odpowiadający odcinkom granicznym E, F, G, H, J, K ;

5. odcinek, odpowiadający odcinkom granicznym L, M, N, O.

Dla każdego odcinka tworzy się osobną Komisję.

3. Komisje ustalają same swój regulamin, przewodnictwo w każdej Komisji obejmuje z roku na rok naprzemian delegat polski i niemiecki. W pierwszym roku rozstrzyga o przewodnictwie los.

4. Komisję zwołuje w miarę potrzeby przewodniczący, wyznaczając jednocześnie termin i miejsce zebrania. Każda Komisja winna zbierać się naprzemian raz na terytorjum jednego, raz na drugiego Państwa. Z obrad Komisyj spisuje się w obu językach protokóły, z których obydwa Rządy otrzymują po jednym egzemplarzu.

5. O ile w niniejszej Konwencji nie postanowiono inaczej, uchwały Komisji zapadają większością dwu trzecich głosów. Do powzięcia uchwał konieczna jest obecność wszystkich członków lub ich zastępców. Sprawa, co do której Komisja powzięła uchwałę, może być przedmiotem nowej uchwały tej samej Komisji tylko wtenczas, gdy wszyscy jej członkowie lub ich zastępcy zgodzą się na ponowne obrady.

6. Sprawy, co do których Komisja Mieszana nie dojdzie do porozumienia, mogą być skierowane na drogę dyplomatyczną.

Artukul 7.

1 Państwa kontraktujące zobowiązują się utrzymywać granicę na całej jej długości w stanie widocznym.

2. W odległości mniejszej niż pięć metrów po obu stronach linji granicznej, wolno wznosić nowe budowle jedynie za zgodą Komisji Mieszanej, przewidzianej w artykule 6. zgody tej nie wymaga się jednak przy wznoszeniu budowli, przeznaczonych dla urzędników lub funkcjonarjuszy, którym zlecono dozór lub utrzymanie granicy, tudzież przy stawianiu lekkich ogrodzeń. Takie budynki i ogrodzenia wolno stawiać już w odległości jednego metra od linji granicz-

4. Abschnitt, bestehend aus den Grenzabschnitten E, F, G, H, J, K ;

5. Abschnitt, bestehend aus den Grenzabschnitten L, M, N, O.

Für jeden Abschnitt wird ein besonderer Ausschuss gebildet.

3. Die Ausschüsse stellen selbst ihre Geschäftsordnung auf. Den Vorsitz in jedem Ausschuss führt abwechselnd Jahr um Jahr ein polnischer und ein deutscher Vertreter. Im ersten Jahre entscheidet über den Vorsitz das Los.

4. Die Einberufung der Ausschüsse erfolgt unter Angabe von Zeit und Ort des Zusammentretens nach Bedarf durch den Vorsitzenden. Jeder Ausschuss soll abwechselnd in dem Gebiete des einen und in dem des anderen Staates zusammentreten. Über die Sitzungen der Ausschüsse sind Verhandlungsniederschriften in beiden Sprachen zu fertigen, von denen jede der beiden Regierungen eine Ausfertigung erhält.

5. Die Entschliessungen der Ausschüsse erfolgen, soweit in diesem Vertrage nichts anderes bestimmt ist, mit zwei Drittel Stimmenmehrheit. Zur Beschlussfassung ist die Anwesenheit sämtlicher Mitglieder oder deren Stellvertreter erforderlich. Eine Angelegenheit über die ein Ausschuss entschieden hat, darf den Gegenstand einer neuen Beschlussfassung desselben Ausschusses nur dann bilden, wenn sämtliche Mitglieder oder deren Stellvertreter einer nochmaligen Beratung zustimmen.

6. Angelegenheiten, in denen ein gemischter Ausschuss zu keiner Entscheidung kommt, können auf den diplomatischen Weg geleitet werden.

Artikel 7.

1. Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, die Grenzlinie in ihrer gesamten Ausdehnung übersichtlich zu halten.

2. Neue Bauwerke dürfen in einem Abstand von weniger als fünf Meter beiderseits der Grenzlinie nur mit Zustimmung der im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse errichtet werden. Dieser Zustimmung bedarf es nicht bei der Errichtung von Gebäuden, die für die mit der Beaufsichtigung oder Unterhaltung der Grenze beauftragten Beamten und Angestellten bestimmt sind, sowie bei der Errichtung leichter Einzäunungen. Solche Gebäude und Einzäu-

nej. Przy granicznych wodach bieżących należy tę odległość liczyć od najbliższego brzegu.

3. Tam, gdzie granica biegnie lasami lub zaroślami, należy po obu stronach linji granicznej stale oczyszczać z drzew i zarośli pas ziemi szerokości jednego metra z każdej strony.

Artykuł 8.

Państwa kontraktujące zobowiązują się chronić znaki graniczne i inne urządzenia graniczne przed usunięciem lub uszkodzeniem z niedopatrzenia lub z rozmysłu. Ochronie ich podlegają również skarpy i koryta granicznych wód bieżących oraz innych wód granicznych

Artykuł 9.

Urzędnicy państwowi, pełniący służbę w pobliżu granicy, powinni baczyć na utrzymanie linji granicznej oraz donosić władzom, wymienionym w artykule 5, o uszkodzeniach granicy i brakach w jej oznaczeniu.

Artykuł 10.

1. Osoby urzędowe, którym zlecono utrzymanie granicy, oraz towarzyszący im robotnicy mają prawo swobodnego poruszania się na granicy i przekraczania jej, o ile wykonywanie ich czynności tego wymaga, przyczem wolno im zabierać ze sobą, bez obowiązku zgłaszania się w urzędzie celnym, potrzebne do wykonania czynności narzędzia oraz instrumenty z obowiązkiem zabrania ich zpowrotem, jak również potrzebną dzienną rację żywnościową. Wyżej wymienieni urzędnicy winni być zaopatrzeni w legitymacje, wystawione w obu językach, stwierdzające urzędowe stanowisko okaziciela oraz rodzaj zleconej mu czynności służbowej. Powyższe legitymacje, wystawione przez władze wymienione w artykule 5, winny być okazane na żądanie organów dozoru granicznego. W razie zatrudnienia robotników wystarcza, jeżeli w legitymacji kierownika prac podana jest liczba towarzyszących mu robotników. Robotnicy winni nosić na lewym rękawie białe opaski, zaopatrzone w bieżące numery. Postanowienia

nungen dürfen bis auf einen Meter an die Grenzlinie herangerückt werden. Bei Grenzwasserläufen sind die Abstände von dem nächstgelegenen Uferrande zu berechnen.

3. Wo die Grenze durch Waldungen oder Gebüsch verläuft, muss beiderseits der Grenzlinie ein Geländestreifen von je einem Meter Breite dauernd von Bäumen und Sträuchern ausgelichtet gehalten werden.

Artikel 8.

Die vertragschliessenden Staaten verpflichten sich, die Grenzzeichen und sonstigen Grenzeinrichtungen gegen fahrlässige oder vorsätzliche Beseitigung oder Beschädigung zu schützen. Entsprechendes gilt für die Böschungen und das Bett der Grenzwasserläufe und Grenzgewässer.

Artikel 9.

Die staatlichen Beamten, die in der Nähe der Grenze Dienst tun, haben über die Erhaltung der Grenze zu wachen, und Grenzbeschädigungen sowie Mängel der Vermarkung den im Artikel 5 bezeichneten Behörden anzuzeigen.

Artikel 10.

1. Die mit der Unterhaltung der Grenze betrauten beamteten Personen und die sie begleitenden Arbeiter dürfen die Grenze, soweit es zur Ausübung ihrer Tätigkeit erforderlich ist, frei begehen und überschreiten. Dabei dürfen sie, ohne deswegen zur Vorführung beim Zollamt verpflichtet zu sein, frei von Zöllen und Abgaben zur Ausführung ihrer Aufgaben erforderliche gebrauchte Geräte und Instrumente unter der Bedingung der Wiedermitnahme bei der Rückkehr sowie ihren Mundvorrat mit sich führen. Die oben erwähnten beamteten Personen müssen mit Ausweisen versehen sein, die in beiden Sprachen die dienstliche Stellung des Inhabers und den dienstlichen Auftrag enthalten. Diese Ausweise werden von den im Artikel 5 bezeichneten Behörden ausgestellt und sind auf Verlangen der Grenzorgane vorzuzeigen. Werden Arbeiter beschäftigt, so genügt es, wenn in dem Ausweis des Leiters der Arbeiten die Anzahl der ihn begleitenden Arbeiter angegeben ist. Die Arbeiter müssen mit weissen fortlaufend

powyższe dotyczą również osób, którym zlecono wykonanie urzędowych pomiarów na granicy.

2. Jeżeli jedna ze Stron ma wykonywać prace konserwacyjne lub pomiarowe, przy których, w myśl postanowień niniejszej Konwencji, koniecznem jest przekraczanie granicy przez urzędników lub robotników, władze wymienione w artykule 5 winny się nawzajem o tem zawiadamiać, o ile możności na sześć dni przed rozpoczęciem robót.

3. Poza osobami, wymienionemi w ustępie 1, oraz członkami Komisji, przewidzianej w artykule 6, lub ich zastępcami, jako też poza powołanymi przez tę Komisję rzeczoznawcami, wzbroniony jest dostęp do kopców, rowów i miedz granicznych.

Artykuł 11.

1. Każde z Państw kontraktujących utrzymuje znaki graniczne, znajdujące się w całości na jego terytorjum.

2. Utrzymanie wspólnych znaków granicznych oraz odcinków granicy, leżących pomiędzy temi znakami zostaje uregulowane z zastrzeżeniem postanowień artykułów 15, 16 w sposób następujący :

Polska utrzymuje znaki graniczne, oznaczone numerami parzystemi i przyległe do nich odcinki linji granicznej w kierunku znaku, zaopatrzonego w numer wyższy, Niemcy zaś utrzymują znaki graniczne o numerach nieparzystych i przyległe do nich odcinki linji granicznej aż do sąsiedniego znaku o numerze wyższym.

Artykuł 12.

1. Brakujące lub też z właściwego miejsca przesunięte znaki graniczne winny być przywrócone drogą porozumienia pomiędzy władzami, wymienionemi w artykule 5, pod kierunkiem obustronnych urzędników mierniczych zgodnie z dokumentami granicznemi. Właściwe oznaczenie przywróconego punktu granicznego musi być wykazane w specjalnym szkicu polowym.

2. Jeżeli z przyczyn szczególnych nie można znaku granicznego pozostawić na dotychczaso-

numerierten Binden am linken Arme versehen sein. Das Vorstehende gilt auch für die mit der Ausführung von amtlichen Vermessungsarbeiten an der Grenze beauftragten Personen.

2. Von der Vornahme der Arbeiten zur Unterhaltung der Grenze, sowie von Vermessungsarbeiten, bei denen ein Überschreiten der Grenze durch beamtete Personen oder Arbeiter erforderlich ist, haben sich die im Artikel 5 bezeichneten Behörden gegenseitig, und zwar möglichst sechs Tage vor dem Beginne der Arbeiten zu benachrichtigen.

3. Andere Personen als die im Absatz 1 aufgeführten oder die Mitglieder und Stellvertreter der im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse sowie die von diesen berufenen Sachverständigen dürfen die Grenzgräben sowie die Grenzhügel und Grenzraine nicht betreten

Artikel 11.

1. Jeder der vertragschliessenden Staaten unterhält die ganz auf seinem Gebiete stehenden Grenzzeichen.

2. Die Unterhaltung der gemeinsamen Grenzzeichen und der zwischen ihnen liegenden Grenzstrecken wird vorbehaltlich der Bestimmungen in den Artikeln 15, 16 wie folgt geregelt:

Polen obliegt die Unterhaltung der Grenzzeichen mit geraden Nummern und des Teiles der Grenzstrecke zwischen den Grenzzeichen mit geraden Nummern bis zu den Grenzzeichen mit den nächst höheren Nummern, Deutschland obliegt die Unterhaltung der Grenzzeichen mit ungeraden Nummern und des Teiles der Grenzstrecke zwischen den Grenzzeichen mit ungeraden Nummern bis zu den Grenzzeichen mit den nächst höheren Nummern.

Artikel 12.

1. Fehlende oder aus ihrer Lage gebrachte Grenzzeichen sind im Einvernehmen zwischen den im Artikel 5 bezeichneten Behörden unter Leitung der beiderseitigen Vermessungsbeamten nach den Grenzurkunden wieder herzustellen. Der Nachweis der zutreffenden Erfassung des wiederhergestellten Grenzpunktes ist in besonderen Feldbüchern zu erbringen.

2. Kann aus besonderen Gründen ein Grenzzeichen an seinem bisherigen Standort nicht

wem miejscu lub jeżeli w razie usunięcia znak taki nie może być przywrócony, obustronni urzędnicy mierniczy winni wybrać stosowne nowe miejsce znaku z uwzględnieniem miejscowych warunków. Pomiar nowego punktu następuje w ramach sieci poligonalnej i pomiarowej, która służyła do ustalenia granicy.

3. O ile zajdzie potrzeba uzupełnienia oznaczenia granicy przez ustawienie nowych znaków granicznych, winno to nastąpić w porozumieniu władz, wymienionych w artykule 5, i za zgodą Komisyj, przewidzianych w artykule 6.

4. Umieszczenie lub zmiana znaków, służących do rozgraniczenia własności, dozwolone jest na linji granicznej tylko za zezwoleniem władz, wymienionych w artykule 5.

Artykuł 13.

Co dziesięć lat, po raz pierwszy w roku 1935, w czasie od początku maja do końca września, po uprzedniem wzajemnem porozumieniu się władz, wymienionych w artykule 5, odbywa się w każdym obwodzie administracyjnym wspólny obchód granicy przez obustronnych państwowych urzędników mierniczych z współudziałem Komisyj, przewidzianych w artykule 6. Podczas obchodu granicy należy zarządzić albo natychmiast wykonać potrzebne roboty techniczne celem usunięcia spostrzeżonych drobnych uszkodzeń granicznych (np. umocnienie obluźnionych znaków granicznych, wstawienie nowych znaków granicznych, wykonanie przesieków na linji granicznej).

Artykuł 14.

Ze wszystkich wykonanych prac pomiarowych na granicy państwowej, jako też z uskutecznionych obchodów granicznych, winno spisywać się protokóły w dwóch egzemplarzach a obu językach. Po jednym egzemplarzu protokółu przedkłada się obustronnym właściwym władzom centralnym za pośrednictwen władz, wymienionych w artykule 5, z dołączeniem sporządzonych szkiców polowych (szkiców odręcznych).

Artykuł 15.

Roboty przy utrzymaniu rowów granicznych oraz łączących się z niemi rowów odpływowych

belassen oder im Falle der Beseitigung an derselben Stelle nicht wieder aufgestellt werden so haben die beiderseitigen Vermessungsbeamten den neuen Standort unter Berücksichtigung der Örtlichkeit auszuwählen. Der neuen Standort ist im Rahmen des bei der Grenzfestsetzung benutzen Polygon- und Liniennetzes aufzumessen.

3. Ergibt sich die Notwendigkeit einer Ergänzung der Grenzvermarkung durch Einfügung neuer Grenzzeichen, so hat dies im Einvernehmen zwischen den im Artikel 5 bezeichneten Behörden sowie mit Zustimmung der im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse zu erfolgen.

4. Auf der Grenzlinie dürfen Zeichen zur Abgrenzung der Eigentumsverhältnisse nur mit Zustimmung der im Artikel 5 bezeichneten Behörden errichtet oder verändert werden.

Artikel 13.

Alle 10 Jahre, zunächst, im Jahre 1935, findet in der Zeit von Anfang Mai bis Ende September nach vorheriger Vereinbarung zwischen den im Artikel 5 bezeichneten Behörden in jedem Verwaltungsbezirk eine gemeinsame Grenzbegehung durch die beiderseitigen staatlichen Vermessungsbeamten unter Mitwirkung der im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse statt. Bei der Grenzbesichtigung sind die zur Behebung der vorgefundenen kleinen Grenzmängel erforderlichen technischen Arbeiten (z. B. Befestigen locker gewordener, Einsetzen beschädigter oder abhanden gekommener Grenzzeichen, Auslichten der Grenzlinien) einzuleiten oder sofort auszuführen.

Artikel 14.

Über alle an der Staatsgrenze ausgeführten Vermessungsarbeiten sowie über die Grenzbegehungen sind Niederschriften in zweifacher Ausfertigung in beiden Sprachen herzustellen. Unter Anschluss der entstandenen Feldbücher (Handrisse) ist je eine Niederschrift durch Vermittelung der im Artikel 5 bezeichneten Behörden den beiderseitigen zuständigen Zentralbehörden vorzulegen.

Artikel 15.

Die Unterhaltungsarbeiten an den Grenzgräben und den mit ihnen verbundenen Abfluss-

uskutecznia się równocześnie po obu stronach granicy. Zakres robót, które mają być corocznie wykonane, ustanawiają obustronne władze, wymienione w artykule 5. Odbiór powyższych robót winien być dokonany corocznie i natychmiast po ich ukończeniu przez rzeczoznawców mianowanych przez władze wymienione w artykule 5.

Artykuł 16

Graniczne wody bieżące należy corocznie oczyszczać. Czyszczenie ma być zasadniczo w ten sposób wykonane, że każde z Państw kontraktujących bierze na siebie wykonanie tych robót, które są niezbędne dla odcinka wody bieżącej, znajdującej się na jego terytorjum. W razie, gdyby ze względu na warunki było to wskazane, Komisje przewidziane w artykule 6 mogą postanowić, aby czyszczenie wykonane zostało w całości przez jedno lub drugie z Państw kontraktujących.

Artykuł 17.

1. Przy czyszczeniu rowów granicznych i bieżących wód granicznych należy wydobytą ziemię wyrzucać co najmniej pół metra od górnej krawędzi brzegu i rozrzucać, albo w razie potrzeby usuwać

2. Skarpy rowów, wód bieżących, jako też brzegi innych wód, położonych wzdłuż granicy w całości na obszarze jednego z Państw kontraktujących winny być całkowicie utrzymywane przez to Państwo i to w taki sposób, aby sąsiadujące tereny lub też przyległe groble nie były zagrożone.

3. Państwa kontraktujące będą się starały o to, by znajdujące się na ich terytorjum rowy i wody bieżące, do których następuje spływ wód z rowów granicznych i granicznych wód bieżących, były czyszczone i to w taki sposób, aby odwodnienie rowów granicznych i granicznych wód bieżących było zapewnione.

Artykuł 18.

Koszta utrzymania znaków granicznych, tudzież czyszczenia i utrzymywania rowów granicznych, bieżących wód granicznych i innych granicę oznaczających przedmiotów ponosi Strona, której przypada wykonanie robót.

gräben sind auf beiden Seiten gleichzeitig auszuführen. Der Umfang der jährlich auszuführenden Arbeiten wird durch die beiderseitigen, im Artikel 5 bezeichneten Behörden festgesetzt. Die Abnahme dieser Arbeiten erfolgt alljährlich unmittelbar nach Beendigung durch Sachverständige, die von den im Artikel 5 bezeichneten Behörden ernannt werden.

Artikel 16.

Die Grenzwasserläufe müssen alljährlich geräumt werden. Die Räumung hat grundsätzlich in der Weise zu erfolgen, dass jeder der vertragschliessenden Staaten die Ausführung der Arbeiten übernimmt, die für den in seinem Gebiete liegenden Teil des Wasserlaufs erforderlich sind. Falls die Verhältnisse es angezeigt erscheinen lassen, können die im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse beschliessen, dass die Räumung ganz von dem einen oder dem anderen der vertragschliessenden Staaten vorgenommen wird.

Artikel 17.

1. Bei der Räumung der Grenzgräben und Grenzwasserläufe ist die ausgehobene Erde mindestens um einen halben Meter vom oberen Rande auszuwerfen, auszubreiten oder, sofern dies nötig ist, zu beseitigen.

2. Die Böschungen von Gräben und Wasserläufen sowie die Ufer von anderen Gewässern, die längs der Grenze ganz im Gebiete eines der vertragschliessenden Staaten liegen, sind von diesem Staate ganz zu unterhalten, und zwar so, dass das anschliessende Gelände oder die anliegenden Deiche in ihrem Bestande nicht gefährdet werden.

3. Die vertragschliessenden Staaten werden dafür Sorge tragen, dass die in ihrem Gebiete liegenden Gräben und Wasserläufe, die den Grenzwasserläufen die Vorflut gewähren, geräumt werden, und zwar in einer Weise die den Wasserabfluss in den Grenzgräben und den Grenzwasserläufen sichert.

Artikel 18.

Die Kosten für die Unterhaltung der Grenzzeichen und für die Räumung und Instandhaltung der Grenzgräben, Grenzwasserläufe und Grenzgewässer werden von dem Teile getragen, dem die Ausführung der Arbeiten obliegt.

ROZDZIAŁ III.

PRZEJŚCIA PRZEZ GRANICĘ.

Artykuł 19.

1. Dla ogólnego ruchu winny być otwarte te przejścia przez granicę, co do których dalszego utrzymania lub otwierania nastąpiło lub nastąpi obustronne porozumienie.

2. Przejścia, o których mowa w ustępie 1, mogą być zniesione za obopólnem porozumieniem się właściwych władz obu Państw kontraktujących, o ile w drodze porozumienia inaczej nie postanowiono.

3. Czasowe zamknięcie przejść granicznych wolno jednostronnie zarządzić tylko w razie konieczności ze względów sanitarno-policyjnych lub innych. O ile nie postanowiono inaczej, władza jednego Państwa winna zawiadomić o zamknięciu ruchu właściwą władzę drugiego Państwa co najmniej na dwadzieścia cztery godziny naprzód, a z chwilą ustania przeszkody natychmiast ruch otworzyć.

4. Postanowienia powyższe nie odnoszą się do przejść kolejowych

Artykuł 20.

W punktach, w których granica przecina drogi publiczne, należy umieścić z każdej strony specjalne znaki państwowe. O ile w miejscach tych znajdują się zapory, winny być one z nastaniem ciemności oświetlane. Pozatem przy ustawianiu i utrzymywaniu zapór granicznych należy baczyć na to, aby ruch publiczny jak najmniej był skrępowany i był zapewniony dostęp do własności, położonych po drugiej stronie granicy. Zapory graniczne należy ustawiać w odległości co najmniej jednego metra od linji granicznej.

Artykuł 21.

Należy znieść te przejścia przez granicę, których używalność nie jest zagwarantowana umową lub innem obowiązującem obie Strony postanowieniem.

ABSCHNITT III.

ÜBERGÄNGE ÜBER DIE GRENZE.

Artikel 19.

1. Für den allgemeinen Verkehr sollen diejenigen Übergänge über die Grenze offen sein, über deren Fortbestehen oder Neueinrichtung beiderseits eine Verständigung erfolgt ist oder noch erfolgen wird.

2. Die im Absatz 1 erwähnten Übergänge können, soweit die Verständigung nicht etwa anderes bestimmt, im Einvernehmen der zuständigen Behörden beider vertragschliessenden Staaten aufgehoben werden.

3. Eine vorübergehende Sperre der Übergänge über die Grenze darf einseitig nur dann angeordnet werden, wenn ein zwingender Anlass gesundheitspolizeilicher oder anderer Art vorliegt. Die Sperre ist, soweit nicht durch besondere Vereinbarungen etwas anderes bestimmt wird, mindestens vierundzwanzig Stunden vorher durch die zuständige Behörde des einen Teiles der des anderen Teiles mitzuteilen und alsbald nach Wegfall des Anlasses aufzuheben.

4. Auf Eisenbahnübergänge finden die vorstehenden Bestimmungen keine Anwendung.

Artikel 20.

An denjenigen Stellen, an denen die Grenze öffentliche Wege schneidet, sind beiderseits besondere Hoheitszeichen anzubringen. Falls an diesen Stellen Absperrungsvorrichtungen bestehen, müssen sie mit Eintritt der Dunkelheit beleuchtet sein Im übrigen ist bei der Anlegung und Unterhaltung von Absperrungsvorrichtungen an der Grenze darauf Bedacht zu nehmen, dass der öffentliche Verkehr tunlichst wenig gestört und dass der Zugang zu Grundbesitz jenseits der Grenze gesichert wird. Die Absperrungsvorrichtungen sind mindestens einen Meter von der Grenzlinie entfernt anzubringen.

Artikel 21.

Übergänge über die Grenze, deren Benutzung nicht vertragsmässig oder in anderen für beide Teile verbindlichen Bestimmungen vorgesehen ist, sind einzuziehen.

Artykul 22.

Z zastrzeżeniem zachowania przepisów celnych i policyjnych mieszkańcom obu Państw kontraktujących wolno korzystać z publicznych mostów, kładek i promów na stojących i bieżących wodach granicznych oraz brodów, przez nie wiodących, w takim zakresie, w jakim używalność ich była dozwolona w chwili podpisania niniejszej Konwencji.

Artikel 22.

Die öffentlichen Brücken, Stege und Fähren über Grenzwasserläufe und Grenzgewässer sowie Furten durch solche Gewässer dürfen, soweit die nach dem Vorstehenden dem Übergang über die Grenze dienen, vorbehaltlich der zollgesetzlichen und polizeilichen Bestimmungen von den Bewohnern der beiden vertragschliessenden Staaten in dem Umfang benutzt werden, in dem ihre Benutzung zur Zeit der Unterzeichnung dieses Vertrages zugelassen ist.

Artykul 23.

Z zastrzeżeniem innego uregulowania przez Komisje, przewidziane w artykule 6, można pobierać myto mostowe wyłącznie według jednolitej taryfy na rzecz tej Strony, która jest obowiązana most utrzymywać. O ile do utrzymywania mostu obowiązane są obie Strony, pobierać się będzie myto mostowe według taryfy, która będzie ustalona na podstawie obopólnego porozumienia, a wpływy z myt będą dzielone w stosunku do obowiązku utrzymania.

Artikel 23.

Vorbehaltlich einer abweichenden Regelung durch die im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse darf ein Brückengeld nur nach einheitlichem Tarif zu Gunsten desjenigen Teiles erhoben werden, dem die Unterhaltung der Brücke obliegt ; liegt die Unterhaltung beiden Teilen ob, so wird das Brückengeld nach einem im beiderseitigen Einvernehmen festzusetzenden Tarif erhoben, und die Einnahmen sind im Verhältnis der Unterhaltungspflicht zu verteilen.

Artykul 24.

1. Mosty, kładki i promy, wymienione w artykule 22, będą utrzymywane na podstawie odpowiednich ustaw i przepisów. Roboty przy utrzymywaniu będą wykonane przez władze, wymienione w artykule 5, we wzajemnem porozumieniu.

2. Komisje, przewidziane w artykule 6, mogą na mocy jednomyślnej uchwały uregulować w inny sposób obowiązek utrzymania mostów, kładek i promów i koszta odpowiednio rozłożyć.

Artikel 24.

1. Die Unterhaltung der im Artikel 22 bezeichneten Brücken, Stege und Fähren erfolgt nach den landesgesetzlichen Bestimmungen. Die Arbeiten für die Unterhaltung werden im Einvernehmen der im Artikel 5 bezeichneten Behörden durchgeführt.

2. Die im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse können durch einstimmigen Beschluss die Unterhaltungspflicht für die Brücken, Stege und Fähren abweichend regeln und die Kosten angemessen verteilen.

Artykul 25.

Urządzanie nowych mostów i promów, tudzież każda znaczniejsza zmiana w istniejących mostach i promach może nastąpić tylko za jednomyślną zgodą Komisyj, przewidzianych w artykule 6.

Artikel 25.

Die Errichtung neuer sowie jede wesentliche Veränderung vorhandener Brücken und Fähren darf nur mit einstimmiger Genehmigung der im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse erfolgen.

Artykul 26.

Postanowienia artykułów 22— do 25 nie dotyczą mostów kolejowych.

Artikel 26.

Auf Eisenbahnbrücken finden die Bestimmungen der Artikel 22 bis 25 keine Anwendung.

ROZDZIAŁ IV.

UŻYWALNOŚĆ BIEŻĄCYCH I STOJĄCYCH WÓD GRANICZNYCH JAKO TEŻ DOPROWADZENIE WODY I SIŁY ELEKTRYCZNEJ.

Artykuł 27.

Oba Państwa kontraktujące będą uważały granicę państwową na bieżących i stojących wodach granicznych jako granicę nadzoru policyjnego i granicę celną.

Artykuł 28.

1. Użytkowanie bieżących i stojących wód granicznych przez osoby do tego uprawnione na podstawie odpowiednich ustaw i przepisów sięga, o ile poniżej nie postanowiono inaczej, aż do granicy państwowej.

2. Żeglugę w granicznych wodach bieżących reguluje się według umów, przewidzianych dla takowej. W granicznych nieżeglownych wodach bieżących mieszkańcy obu Państw kontraktujących bez różnicy uprawnieni są, z uwzględnieniem uszczuplających przepisów obustronnych prawodawstw, do pływania łódkami i flisactwa na całej szerokości granicznej wody bieżącej.

3. Jeżeli mieszkańcom jednego z Państw kontraktujących przysługuje po drugiej stronie granicy rzeczowe lub osobowe prawo użytkowania na bieżących i stojących wodach granicznych, włączając w to stare koryta i części odcięte przy niskim stanie wody, wolno im zgodnie z postanowieniami odpowiednich ustaw i przepisów z prawa tego korzystać i, o ile posiadają przepustki, wymagane do przekraczania granicy, przedsiębrać tamże roboty niezbędne do wykonywania ich uprawnień.

Artykuł 29.

Na umacnianie brzegów, na roboty przy wodach bieżących i zmiany tych wód, jako też na przyłączenie rowów odwadniających i nawadniających wymagane jest przy stojących i bieżących wodach granicznych zezwolenie właściwej władzy tego Państwa, na którego terytorjum prace mają być wykonane. Władza ta

ABSCHNITT IV.

BENUTZUNG DER GRENZWASSERLÄUFE UND GRENZGEWÄSSER SOWIE ZULEITUNG VON WASSER UND ELEKTRISCHER KRAFT.

Artikel 27.

Als Beaufsichtungs- und als Zollgrenze in den Grenzwasserläufen und in den Grenzgewässern wird jeder der vertragschliessenden Staaten die Staatsgrenze ansehen.

Artikel 28.

1. Die Grenzwasserläufe und Grenzgewässer unterliegen, soweit im Nachstehenden nichts anderes bestimmt ist, der Benutzung durch die dazu nach den Landesgesetzen berechtigten Personen bis zur Grenze.

2. Die Schiffahrt in den Grenzwasserläufen regelt sich nach den dafür vorgesehenen Vereinbarungen. In den nicht schiffbaren Grenzwasserläufen stehen das Kahnfahren und die Flösserei den Bewohnern beider vertragschliessender Staaten ohne Unterschied unter Berücksichtigung etwaiger einschränkender Bestimmungen der beiderseitigen Landesgesetze in der vollen Breite des Wasserlaufs zu.

3. Die Bewohner jedes der vertragschliessenden Staaten dürfen, soweit ihnen an den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern mit Einschluss der Altarme und der bei Niedrigwasser abgeschnittenen Teile dingliche oder persönliche Nutzungsrechte jenseits der Grenze zustehen, nach Massgabe der Landesgesetze diese Rechte ausüben und dort, sofern sie im Besitze der zum Überschreiten der Grenze erforderlichen Ausweise sind, die zur Durchführung ihrer Berechtigungen notwendigen Arbeiten vornehmen.

Artikel 29.

Zur Uferbefestigung, zu Arbeiten und Änderungen am Wasserlauf sowie zum Anschluss von Ab- und Zuleitungsgräben ist bei den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern die Genehmigung der zuständigen Behörde des Landes, in dem die Arbeiten ausgeführt werden sollen, erforderlich. Diese Behörde wird vor Erteilung

zawiadomi przed udzieleniem zezwolenia odpowiednią władzę drugiej Strony. Wznoszenie nowych urządzeń, których działanie mogłoby się rozciągnąć na obszar drugiego Państwa, w szczególności przy budowie jazów, młynów wodnych lub jakichkolwiek innych urządzeń, przez które kierunek granicznej wody bieżącej mógłby być zmieniony lub któreby mogły wpłynąć na poziom jednej z bieżących lub stojących wód granicznych, lub któreby mogły utrudniać odpływ wielkich wód, dozwolone jest jedynie za poprzednią zgodą Mieszanych Komisyj, przewidzianych w artykule 6.

Artykul 30.

Z zastrzeżeniem wzajemności każde z Państw kontraktujących wydawać będzie zarządzenia, przewidziane w ustawach w celu zachowania w czystości wody w stojących i bieżących wodach granicznych oraz zapobieżenia niebezpieczeństwu powodzi w ich obrębie O ile pod tym względem okaże się konieczne obopólne działanie, zastrzega się porozumienie obu Państw kontraktujących.

Artykul 31.

Odpływ wody nie może być tamowany przez urządzenia do użytkowania, umieszczone przy bieżących wodach granicznych lub na nich. Wodopoje dla bydła i gęsi należy urządzać przy gruntach przybrzeżnych w ten sposób, aby nie tamowały odpływu wody. Skarpy oraz brzegi tych bieżących wód granicznych, które podlegają przepisom o ochronie przed powodzią, muszą być wolne od drzew i krzewów.

Artykul 32.

Oba Państwa kontraktujące, każde na swojem terytorjum, będą się starały, aby na bieżących wodach granicznych nie hamować ani funkcjonowania wspólnych urządzeń nawadniających i odwadniających, ani odpływu wody, ani doprowadzania ani odprowadzania jej dla młynów i aby odnośne urządzenia były utrzymywane w należytym porządku. Nie wolno na terytorjum drugiej Strony utrudniać czynności osobom, którym poruczono obsługę i nadzór nad wspólnemi urządzeniemi nawadniającemi i odwadnia-

der Genehmigung der entsprechenden Behörde des anderen Teiles Mitteilung machen. Die Neuerrichtung von Werken, die ihre Wirkung auf das Gebiet des Nachbarstaates erstrecken könnten, insbesondere von Stauwerken, von Wassermühlen oder von irgendwelchen anderen Anlagen, durch welche die Richtung eines Grenzwasserlaufes geändert oder der Wasserstand eines Grenzwasserlaufs oder eines Grenzgewässers beeinflusst oder der Abfluss des Hochwassers behindert werden könnte, ist nur mit vorheriger Zustimmung der im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüsse gestattet.

Artikel 30.

Die beiden vertragschliessenden Staaten werden unter der Bedingung der Gegenseitigkeit jeder auf seiner Seite alle in den Landesgesetzen vorgesehenen Massnahmen zur Reinhaltung des Wassers in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern sowie zur Verhütung von Hochwassergefahren im Bereiche der Grenzwasserläufe und Grenzgewässer treffen. Soweit hierzu gemeinsame Massnahmen erforderlich sind, bleibt eine Verständigung der beiden vertragschliessenden Staaten vorbehalten.

Artikel 31.

Durch Anlagen zur Wasserbenutzung an und in den Grenzwasserläufen darf der Wasserabfluss nicht gehindert werden. Die Viehtränken und Gänsetränkstellen sind an den Ufergrundstücken so herzustellen, dass sie den Wasserabfluss nicht hemmen. Die Böschung sowie der Uferrand derjenigen Grenzwasserläufe, die den Vorschriften über den Hochwasserschutz unterliegen, sind von Bäumen und Sträuchern frei zu halten.

Artikel 32.

Die beiden vertragschliessenden Staaten werden jeder auf seinem Gebiete dafür sorgen, dass bei Grenzwasserläufen der Betrieb der gemeinschaftlichen Ent- und Bewässerungsanlagen, die Vorflut sowie der Wasserzu- und -abfluss für Mühlen nicht gestört wird und dass die Anlagen ordnungsgemäss erhalten werden. Die mit der Bedienung und Beaufsichtigung gemeinschaftlicher Ent- und Bewässerungsanlagen betrauten Personen dürfen bei ihrer Tätigkeit, wenn sie im Besitze der zum Überschreiten der

jącemi, o ile mają przy sobie przepustki, wymagane dla przekraczania granicy.

Artykuł 33.

Doniesienia o wezbraniu wód i stanie lodów winny być na podstawie bliższego porozumienia obustronnych właściwych władz regularnie i natychmiast wymieniane.

Artykuł 34.

Postanowienia artykułów 30-33 stosują się odpowiednio do wód bieżących, położonych w obrębie obszaru granicznego, które nie należą do granicznych wód bieżących, jednakże wpadają do bieżących wód granicznych lub wogóle płyną z obszaru jednej Strony na obszar drugiej. Właściwe władze jednej Strony nie potrzebują zawiadamiać odpowiednich władz drugiej Strony o umacnianiu brzegów, robotach i zmianach na wodach bieżących oraz o przyłączaniu rowów odwadniających i nawadniających, jeżeli roboty te nie powodują zmian w odpływie lub stanie wody na terytorjum drugiej Strony. Jako obszar graniczny jest uważany pas w obrębie czterech kilometrów od granicy.

Artykuł 35.

1. Istniejące nadziemne i podziemne przewody wody użytkowej oraz energji elektrycznej, jako też ścieków fabrycznych, biegnące z obszaru jednej Strony do obszaru drugiej Strony, mogą być używane nadal jak dotychczas bez pobierania od nich ceł i innych opłat. Narzędzia monterskie potrzebne do utrzymania wspomnianych urządzeń, mogą być wprowadzone bez cła i opłat pod warunkiem ich wywiezienia zagranicę. Tak samo mogą być wprowadzone w potrzebnych ilościach bez cła i innych opłat materjały, które będą zużyte do usunięcia uszkodzeń przy niespodziewanych przerwach w działaniu lub uszkodzeniach urządzeń.

2. Postanowienia Tytułów V-VI piątej części Konwencji[1] Górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r. nie ulegają zmianie.

[1] Vol. IX, page 466; et vol, XIX, page 282, de ce recueil.

Grenze erforderlichen Ausweise sind, im jenseitigen Gebiete nicht gehindert werden.

Artikel 33.

Nachrichten über Hochwasser und über die Eisverhältnisse sind nach näherer Vereinbarung der beiderseitigen zuständigen Behörden regelmässig und jeweils unverzüglich auszutauschen.

Artikel 34.

Auf Wasserläufe im Grenzgebiete, die nicht zu den Grenzwasserläufen gehören, aber in einen Grenzwasserlauf münden oder sonst ihr Wasser aus dem Gebiete des einen Teiles in das Gebiet des anderen Teiles führen, finden die Bestimmungen der Artikel 30 bis 33 entsprechende Anwendung. Jedoch bedarf es bei Uferbefestigungen, bei Arbeiten oder Änderungen im Wasserlauf sowie beim Anschluss von Zu- und Ableitungsgräben der Mitteilung der zuständigen Behörde des einen Teiles an die entsprechende Behörde des anderen Teiles nicht, insoweit diese Arbeiten keine Änderung des Wasserabflusses oder des Wasserstandes in dem Gebiete des anderen Teiles herbeiführen. Als Grenzgebiet ist der Raum von innerhalb vier Kilometer von der Grenze anzusehen.

Artikel 35.

1. Die bestehenden oberirdischen und unterirdischen Leitungen von Gebrauchswasser und elektrischer Kraft sowie von industriellen Abwässern, die aus dem Gebiete des einen Teiles in das Gebiet des anderen Teiles führen, dürfen auch weiter in der bisherigen Weise benutzt werden ohne dass hierfür Zölle und sonstige Abgaben zu entrichten sind. Werkzeuge, die zur Instandhaltung der erwähnten Anlagen notwendig sind, dürfen frei von Zöllen und Abgaben unter der Bedingung ihrer Rückbringung über die Grenze gebracht werden. Ebenso dürfen in den erforderlichen Mengen Materialien, die bei unerwarteten Betriebsstörungen oder Beschädigungen der Anlagen zur Wiederherstellung verwendet werden sollen, frei von Zöllen und anderen Abgaben eingeführt werden.

2. Die Bestimmungen der Titel V, VI des fünften Teiles des Abkommens[1] über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 bleiben unberührt.

[1] Vol. IX, page 466; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

ROZDZIAŁ V.

RYBOŁÓWSTWO NA WODACH GRANICZNYCH.

Artykuł 36.

W sprawie uregulowania rybołówstwa na granicznych wodach bieżących i wodach granicznych zastrzega się osobne porozumienie.

ABSCHNITT V.

FISCHEREI IN DEN GRENZWASSERLÄUFEN UND GRENZGEWÄSSERN.

Artikel 36.

Über die Fischerei in den Grenzwasserläufen und Grenzgewässern bleibt eine besondere Vereinbarung vorbehalten.

ROZDZIAŁ VI.

UWOLNIENIE OD OPŁAT PRZY SPRZEDAŻY WŁASNOŚCI ZIEMSKIEJ, PRZECIĘTEJ GRANICĄ.

Artykuł 37.

1. W razie sprzedaży przed 1 stycznia 1928 roku części gruntów, leżących po drugiej stronie granicy, a stanowiących aż do dnia 18 czerwca 1920 r. jednostkę gospodarczą z gruntami leżącemi z tej strony granicy, nie będzie się pobierało od właścicieli sprzedających części gruntów odciętych granicą od głównej posiadłości podatków obrotowych, kosztów sądowych i opłat, które należałoby pobrać od wyżej oznaczonych części gruntów na mocy aktu sprzedaży oraz rzeczowego przeniesienia własności i wniesienia ich do akt i księgi katastralnej.

2. Jako sprzedaż w rozumieniu ustępu 1 należy również uważać zamianę gruntu a zastrzeżeniem, że uwolnienie od opłat z tytułu zamiany własności nastąpi tylko wtenczas, jeżeli zachodzą także dane, przewidziane w ustępie 1.

3. W razie wątpliwości co do istnienia danych, przewidzianych dla uwolnienia od opłat, rozstrzyga ostatecznie w Polsce — Minister Skarbu, w Niemczech — Minister Skarbu Rzeszy.

ABSCHNITT VI.

ABGABENFREIHEIT BEI DER VERÄUSSERUNG VON GRUNDBESITZ, DER DURCH DIE GRENZE DURCHSCHNITTEN WIRD.

Artikel 37.

1. Wenn Eigentümer von solchem Grundbesitz, der auf beiden Seiten der Grenze liegt und bis zum 18. Juni 1920 eine wirtschaftliche Einheit gebildet hat, vor dem 1. Januar 1928 Teilgrundstücke veräussern, die durch die Grenze vom Hauptbesitz getrennt sind, so werden Verkehrssteuern, Gerichtskosten und Gebühren nicht erhoben, die hinsichtlich dieser vorbezeichneten Teilgrundstücke auf Grund des Veräusserungsgeschäfts und der dinglichen Eigentumsübertragung sowie deren Beurkundung und Eintragung in das Grundbuch zu erheben sein würden.

2. Als Veräusserung im Sinne der Bestimmung des Absatz 1 ist auch ein Grundstückstausch anzusehen mit der Massgabe, dass die Abgabenfreiheit für das eingetauschte Grundstück nur dann eintritt, wenn auch für dieses die Voraussetzungen unter Absatz 1 vorliegen.

3. In Zweifelsfällen entscheidet über das Vorliegen der Voraussetzungen für die Abgabebefreiung endgültig in Polen der Finanzminister, in Deutschland der Reichsminister der Finanzen.

ROZDZIAŁ VII.

POSTANOWIENIA OGÓLNE I KOŃCOWE.

Artykuł 38.

O ile na mocy niniejszej Konwencji należy zwrócić koszta jednej ze Stron kontraktujących,

ABSCHNITT VII.

ALLGEMEINE UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 38.

Soweit nach diesem Vertrage dem einen der vertragschliessenden Staaten Kosten zu erstat-

nastąpi zapłata w walucie Państwa, otrzymującego tę zapłatę.

Artykuł 39.

Postanowienia Komisji Granicznej, ujęte w osobnym spisie i pozostające w związku z niniejszą Konwencją, uważają obie Strony za wiążące. Komisje, przewidziane w artykule 6, zajmą się ich wykonaniem, o ile wykonanie ich uznają za aktualne i potrzebne.

Artykuł 40.

Postanowienia niniejszej Konwencji nie będą stosowane, o ile poszczególne sprawy zostały albo zostaną uregulowane przez osobne umowy między obu Państwami kontraktującemi. Według powyższego w rachubę wchodzące, dotychczas zawarte umowy, oraz inne postanowienia, wymienione są w załącz onem zestawieniu (Załącznik 4).

Artykuł 41.

Niniejsza Konwencja będzie ratyfikowana, a dokumenty ratyfikacyjne będą jak najprędzej wymienione w Warszawie. Konwencja niniejsza staje się prawomocną po upływie czterech tygodni od dnia wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i obowiązuje tak długo, aż nie zostanie za obopólną zgodą zmieniona albo zniesiona.

Na dowód czego Pełnomocnicy podpisali niniejszą Konwencję i opatrzyli ją swemi pieczęciami.

Sporządzono w Poznaniu dnia 27 stycznia 1926 r. w dwu egzemplarzach oryginalnych, w językach polskim i niemieckim, przyczem oba teksty mają równą moc obowiązującą.

ten sind, erfolgt die Erstattung in der Währung des Staates, der die Zahlung zu erhalten hat.

Artikel 39.

Die mit diesem Vertrage im Zusammenhang stehenden, in einem besonderen Verzeichnisse zusammengestellten Beschlüsse der Grenzfestsetzungskommission werden beiderseits als verbindlich anerkannt. Ihre Durchführung ist von den im Artikel 6 vorgesehenen Ausschüssen, soweit diese es noch für erforderlich halten, in die Wege zu leiten.

Artikel 40.

Die Bestimmungen dieses Vertrages finden keine Anwendung, soweit durch Abkommen zwischen den vertragschliessenden Staaten oder in sonstiger Weise eine anderweitige Regelung getroffen worden ist oder getroffen werden wird. Die hiernach in Betracht kommenden, bisher abgeschlossenen Abkommen und sonstigen Bestimmungen sind in dem anliegenden Verzeichnis aufgeführt. (Anlage 4.)

Artikel 41

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich in Warschau ausgetauscht werden. Der Vertrag tritt vier Wochen nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt solange in Wirksamkeit, bis er im beiderseitigen Einvernehmen abgeändert oder aufgehoben wird.

Geschehen in Posen am 27. Januar 1926 in doppelter Ausfertigung in polnischer und deutscher Sprache, wobei beide Wortlaute gleiche Geltung haben sollen.

(L. S.) *(—)* Maciej Koczorowski.
(L. S.) *(—)* Paul Eckardt.

ANNEXE I.

COMMISSION DE DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES GERMANO-POLONAISES

PROTOCOLE FINAL DE DÉLIMITATION.

Article premier.

Conformément aux stipulations de l'article 87 du Traité de Paix entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne, signé à Versailles, le 28 juin 1919, les soussignés, dûment accrédités par leurs gouvernements respectifs comme membres de la commission prévue par ledit traité, pour fixer sur place les nouvelles frontières entre l'Allemagne et la Pologne, ont procédé à la délimitation de ces frontières.

Article II.

La ligne frontière a été déterminée en exécution :

1° Des articles 27 — 28 — 88 — 94 — 95 — 96 — 97 du Traité de Versailles (28 juin 1919) ;

2° Des instructions relatives aux commissions de délimitation approuvées par le Conseil suprême, le 15 octobre 1919, modifiées par la Conférence des Ambassadeurs dans sa séance du 22 juillet 1920, et des modifications apportées ultérieurement à ces instructions ;

3° De la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 12 août 1920, à la suite des plébiscites dans les territoires d'Allenstein et de Marienwerder ;

4° De la décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 20 octobre 1921, à la suite du plébiscite dans le territoire de la Haute-Silésie.

Article III.

La ligne frontière a été divisée en sections qui ont reçu les appellations ou désignations suivantes :

1° Pour la partie de la frontière allant de la mer Baltique à la frontière tchécoslovaque, les lettres : A. B. C. D. E. F. G. H. J. K. L. M. N. O ;

2° Pour la partie de la frontière dite « secteur de Prusse orientale », les numéros: I. II. III. IV. V.

La ligne frontière a été abornée et levée, et le tracé en est figuré :

a) Sur une carte au 1/100.000 ;

b) Sur une carte au 1/25.000 portant l'emplacement et le numéro des bornes ;

c) Sur un plan au 1/5.000 accompagné de croquis de détail, donnant toutes les mesures nécessaires pour le repérage des bornes (chemises et feuilletons de bornes pour les sections A à K inclusivement ; atlas, cartes et tableaux graphiques, pour les sections L à O, inclusivement, en Haute-Silésie, et les sections I à V, inclusivement, dans le secteur dit de Prusse orientale).

Nota. — En ce qui concerne le cours de la rivière Netze (Section F), il n'a pas été établi de carte au 1/5.000.

Article IV.

Les frontières sont décrites :

a) Dans la description arrêtée pour chacune des sections, lors de la décision de la commission, et dans les additifs ou rectificatifs qui règlent les modifications apportées ultérieurement à cette première description ;

b) Dans la description détaillée de borne à borne ;

c) Dans la description générale établie conformément aux prescriptions de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 21 mai 1924.

Les atlas et les feuilletons de bornes établis par la Commission constituent une description détaillée des frontières.

En cas de divergence entre le texte des descriptions des frontières et les documents cartographiques (atlas, plans, tableaux graphiques, feuilletons), les données inscrites sur ces documents cartographiques comme mesures de distances ou mesures angulaires font foi, en tant que ces données correspondent aux mesures faites de sommet à sommet de la ligne brisée constituant la ligne frontière, ou qu'elles y correspondent (angle, abcisses, ordonnées, mesures accessoires).

Dans le cas où, malgré les vérifications effectuées, il apparaîtrait des divergences entre les mesures inscrites sur les documents cartographiques et celles qui seraient à nouveau effectuées sur le terrain, les bornes (principales, normales et auxiliaires) étant à leur place réelle, les nouvelles mesures, déterminées par des techniciens des deux Parties et contrôlées par eux, seront inscrites sur un croquis annexé à la partie considérée des documents établis.

Article V.

Il a été annexé aux documents de délimitation :

a) Un protocole additionnel (cours d'eau et chemins communs) ;

b) Un protocole concernant les ponts et écluses coupés par la frontière.

Les protocoles réglant des questions juridiques soulevées par le tracé, ont fait ou feront l'objet d'accords directs entre les gouvernements intéressés.

Article VI.

L'entretien et la conservation des bornes et signaux marquant la frontière feront l'objet d'une convention spéciale à passer entre les gouvernements intéressés.

Un accord provisoire est intervenu entre l'Allemagne et la Pologne, aux termes duquel l'Allemagne a la charge et l'entretien des bornes impaires ; ainsi que des bornes ou signaux auxiliaires allant d'une borne impaire à la borne paire suivante, et la Pologne l'entretien des bornes paires et des bornes ou signaux auxiliaires allant d'une borne paire à la borne impaire suivante.

Article VII.

La Commission de délimitation, après s'être assurée :

Que le tracé sur place est conforme aux décisions de la commission ;

Que les documents cartographiques établis sont en harmonie avec le terrain ;

Que les renseignements relatifs au repérage des bornes sont exacts ;

Après avoir effectué sur place la remise de la frontière aux deux gouvernements intéressés ;

Après s'être assurée que les trois exemplaires des documents joints, destinés respectivement à la Conférence des Ambassadeurs, à l'Allemagne et à la Pologne sont identiques ;

Vu que par décision de la Conférence des Ambassadeurs, en date du 28 mars 1923, l'abstention du commissaire japonais, qui a quitté la commission en février 1923, laisse au protocole son entière valeur,

Déclare, à l'unanimité, que les frontières entre l'Allemagne et la Pologne, depuis la mer Baltique jusqu'au point commun aux trois États : Allemagne, Pologne et Tchécoslovaquie, et depuis le point commun aux trois États : Allemagne, Lithuanie, Pologne, jusqu'au point commun aux trois plans, Etats : Allemagne, Pologne, Ville libre de Dantzig, sont indiquées dans les descriptions et sur les cartes, croquis et tableaux graphiques annexés au présent protocole.

Article VIII.

Par la signature du présent protocole, les travaux de la Commission de délimitation des frontières germano-polonaises sont terminés.

Fait à Paris, en trois exemplaires originaux destinés : à la Conférence des Ambassadeurs, au Gouvernement allemand, au Gouvernement polonais.

Le 18 *octobre* 1924.

Le Major Etzel,
Commissaire allemand :
(Signé) ETZEL.

Le Comte Szembek,
Commissaire polonais :
(Signé) SZEMBEK.

Le Lieutenant-Colonel Boger,
Commissaire britannique :
(Signé) R. A. BOGER.

Le Lieutenant-Colonel Tonini,
Commissaire italien :
(Signé) TONINI.

Le Lieutenant-Colonel Gardan,
Commissaire français, Président de la Commission :
(L. S.) *(Signé)* GARDAN.

ZAŁĄCZNIK 2.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

(COURS D'EAU ET CHEMINS COMMUNS.)

I. — La ligne frontière, fixée et bornée par la Commission de délimitation, comme elle donnée par les documents officiels, est adoptée par les Etats intéressés comme frontière territoriale. Il en sera de même dans tous les cas où la ligne frontière décrite dans les procès-verbaux de frontière et bornée sur place, ne coïncide pas avec les indications données par les cadastres pour la limite des parcelles.

II. — Dans les parties de la frontière où celle-ci se trouve dans un cours d'eau, la frontière territoriale sera déterminée par la ligne médiane du cours d'eau pris à son niveau ordinaire. La frontière territoriale ainsi suivra les cours d'eau dans leurs déviations lentes et naturelles. S'il se produit dans un cours d'eau frontière une modification subite et considérable, la ligne médiane existant avant la modification formera la frontière territoriale jusqu'à la conclusion d'un arrangement définitif entre les deux Etats intéressés.

III. — Quant aux chemins frontières dits « communs aux deux Etats » dans les documents officiels, la ligne médiane de ces chemins sera comme frontière territoriale.

PARIS, *le* 16 *octobre* 1924.

Le Commissaire allemand :
(Signé) ETZEL.

Le Commissaire polonais :
(Signé) SZEMBEK.

Le Commissaire britannique :
(Signé) BOGER.

Le Commissaire français, Président :
(Signé) GARDAN.

Le Commissaire italien :
(Signé) TONINI.

ZALĄCZNIK 3.

PROTOCOLE

CONCERNANT LES PONTS ET ÉCLUSES COUPÉS PAR LA FRONTIÈRE.

En ce qui concerne les ponts de toute nature et les écluses qui se trouvent coupés par la frontière, les décisions primitivement adoptées par la commission sont annulées et remplacées par la suivante :

Le tracé de la frontière, aux points visés à l'alinéa ci-dessus, est donné par les documents cartographiques à grande échelle, qui font foi pour le partage des ponts et des écluses.

Un accord sera conclu entre les deux gouvernements intéressés pour l'entretien de ces ouvrages d'art.

PARIS, *le* 18 *octobre* 1924.

Le Commissaire allemand :
(Signé) ETZEL.

Le Commissaire polonais :
(Signé) SZEMBEK.

Le Commissaire britannique :
(Signé) R. A. BOGER.

Le Commissaire italien :
(Signé) TONINI.

Le Commissaire français, Président :
(Signé) GARDAN.

ZAŁĄCZNIK 4.

ZESTAWIENIE

POLSKO-NIEMIECKICH UKŁADÓW I INNYCH POSTANOWIEŃ, PRZEWIDZIANYCH W ARTYKULE 40 KONWENCJI W SPRAWIE UREGULOWANIA STOSUNKÓW GRANICZNYCH.

1. Porozumienie z dnia 18 lipca 1923 w sprawie utrzymania mostu przez rzekę Skotawę.

2. Układ[1] z dnia 27 stycznia 1923 w sprawie wspólnej administracji wałów ochronnych w dolinie kwidzyńskiej.

3. Postanowienie Konferencji Ambasadorów z grudnia 1924 o dostępie do Wisły i o używaniu Wisły przez ludność Prus Wschodnich.

4. Umowa[2] z dnia 6 czerwca 1921, dotyczaca używania dworca w Gardei oraz dostępu do tegoż z terytorjum niemieckiego.

5. Protokół z dnia 12 lutego 1923, dotyczący utrzymania drogi granicznej Nadole-granica-Czemanowo-Kartoszyn.

6. Tymczasowe porozumienie województwa w Poznaniu i rejencji w Pile z dnia 27 września 1921 w sprawie utrzymania odcinków granicy Noteci i Głdy, stanowiących granicę, jak również o żegludze na tych odcinkach.

7. Protokół z dnia 1 czerwca 1921 w sprawie używania drogi polnej koło Saborwitz.

8. Artykuł 11 Układu[3] z dnia 15 czerwca 1923, w sprawie górniczej i hutniczej własności fiskalnej w części Górnego Sląska, przypadającej do Polski, dotyczący prawa zamieszkania urzędników szybu Delbrücka.

ANLAGE 4.

VERZEICHNIS

DER POLNISCH-DEUTSCHEN ABKOMMEN UND SONSTIGEN IM ARTIKEL 40 DES VERTRAGES ZUR REGELUNG DER GRENZVERHÄLTNISSE VORGESEHENEN BESTIMMUNGEN.

1. Vereinbarung über Unterhaltung der Brücke über den Skottaufluss vom 18. Juli 1923.

2. Abkommen[1] über eine gemeinschaftliche Deichverwaltung in der Marienwerderer Niederung vom 27. Januar 1923.

3. Bestimmungen der Botschafterkonferenz über den Zugang der Bevölkerung von Ostpreussen zur Weichsel und die Benutzung des Stromes vom Dezember 1924.

4. Vereinbarung[2] über die Benutzung des Bahnhofs in Gardeja und des Zugangs dazu vom deutschen Gebiete her vom 6. Juni 1921.

5. Verhandlungsniederschrift über die Unterhaltung des Grenzweges Nadoller-Grenze-Rauschendorf-Kartoschin vom 12. Februar 1923.

6. Vorläufige Verständigung der Wojewodschaft in Poznań und der Regierung in Schneidemühl über die Unterhaltung der die Grenze bildenden Strecken der Netze und der Küddow vom 27. September 1921.

7. Verhandlungsniederschrift über die Benutzung eines Feldweges bei Saborwitz vom 1. Juni 1921.

8. Artikel 11 des Abkommens[3] über das berg- und hüttenfiskalische Eigentum in dem polnisch werdenden Teile Oberschlesiens vom 15. Juni 1922 wegen des Wohnrechts der Beamten der Delbrückschächte.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY

DO KONWENCJI POLSKO-NIEMIECKIEJ W SPRAWIE UREGULOWANIA STOSUNKÓW GRANICZNYCH Z DNIA 27 STYCZNIA 1926 R.

Przy rokowaniach dotyczących podpisanej dnia dzisiejszego Konwencji polsko-niemieckiej

[1] Vol. XXVI, page 461, de ce recueil.
[2] Vol. XXXIV, page 185, de ce recueil.
[3] Vol. XXI, page 433, de ce recueil.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM POLNISCH-DEUTSCHEN VERTRAGE ZUR REGELUNG DER GRENZVERHÄLTNISSE VOM 27. JANUAR 1926.

Bei den Verhandlungen über den am heutigen Tage unterzeichneten polnisch-deutschen Ver-

[1] Vol. XXVI, page 461, of this Series.
[2] Vol. XXXIV, page 185, of this Series.
[3] Vol. XXI, page 433, of this Series.

w sprawie uregulowania stosunków granicznych obustronni Pełnomocnicy uzgodnili również następujące punkty, które mają tworzyć część Konwencji i mają być równocześnie z nią ratyfikowane.

I. *Do artykułów* 3, 15, 18.

Oba Państwa kontraktujące dążyć będą do tego, aby wymienione w ustępie 1 artykułu 3 drogi graniczne według możności usunąć i w razie potrzeby zastąpić je innemi drogami. Na czas istnienia dróg granicznych ustanawia się dla ich użytkowania co następuje :

1. Postanowienia artykułów 15, 18 stosują się odpowiednio do dróg granicznych.

2. Prawo władzy policyjnej na drogach granicznych przysługuje obu Państwom kontraktującym aż do środka drogi. Mieszkańcy abu Stron mogą używać dróg granicznych na całej ich szerokości nawet bez posiadania tych przepustek, które zwykle wymagane są dla przekraczania granicy. Mieszkańcy ci mogą na drogach granicznych nosić przy sobie z uwolnieniem od cła i innych podobnych opłat przedmioty, podlegające opłacie celnej, lub dla której istnieją zakazy przywozu, wwozu i przewozu, o ile są w posiadaniu piśmiennego zezwolenia obustronnych urzędów celnych. Zwartym oddziałom wojskowym oraz pojedyńczym uzbrojonym członkom siły zbrojnej jednego z Państw kontraktujących nie wolno używać dróg granicznych.

II. *Do artykułu* 19.

Istniejące przejścia przez granicę mogą tymczasowo nadal być używane aż do chwili dojścia do skutku porozumienia, przewidzianego w ustępie 1 artykułu 19. W razie gdyby jedna ze Stron kontraktujących uznała za potrzebne zamknięcie jednego z tych przejść, winna Strona ta zawiadomić o tem Stronę drugą przynajmniej na trzy miesiące naprzód.

Postanowienia artykułu 19 ustępu 3, dotyczącego czasowego zamknięcia przejść granicznych stosują się odpowiednio do istniejących przejść granicznych.

trag zur Regelung der Grenzverhältnisse haben sich die beiderseitigen Bevollmächtigten noch über folgende Punkte, die einen Bestandteil des Vertrages bilden und mit diesem gleichzeitig ratifiziert werden sollen, geeinigt :

I. *Zu den Artikeln* 3, 15 *und* 18.

Die vertragschliessenden Staaten werden bestrebt sein, die im Artikel 3 Absatz 1 erwähnten Grenzwege nach Möglichkeit zu beseitigen und nötigenfalls durch andere Wege zu ersetzen. Solange diese Grenzwege bestehen, wird für die Benutzung folgendes vereinbart :

1. Die Bestimmungen der Artikel 15, 18 finden auf die Grenzwege entsprechende Anwendung.

2. Die polizeiliche Gewalt auf die Grenzwegen steht jedem der vertragschliessenden Staaten bis zur Mittellinie des Weges zu. Die Bewohner beider Teile dürfen die Grenzwege in ihrer gesamten Ausdehnung benutzen, auch ohne im Besitze derjenigen Ausweise zu sein, sie sonst zum Überschreiten der Grenze erforderlich sind. Sie dürfen Gegenstände, die der Zollpflicht unterliegen oder für die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote bestehen, auf den Grenzwegen frei von Zöllen und ähnlichen Abgaben sowie von beiderseitigen Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten mit sich führen, wenn sie im Besitze einer schriftlichen Genehmigung der beiderseitigen Zollbehörden sind. Von geschlossenen militärischen Abteilungen und von einzelnen bewaffneten Angehörigen der Wehrmacht eines der vertragschliessenden Staaten dürfen die Grenzwege nicht benutzt werden.

II. *Zu Artikel* 19.

Bis zum Zustandekommen der im Artikel 19 Absatz 1 vorgesehenen Verständigung können die bestehenden Übergänge über die Grenze vorläufig weiter benutzt werden. Sollte es einer der vertragschliessenden Teile für erforderlich halten, einen dieser Übergänge zu schliessen, so hat er dies mindestens drei Monate vorher dem anderen Teile anzuzeigen.

Die Bestimmungen des Artikels 19 Absatz 3 über die zeitweilige Schliessung von Übergängen finden auf die bestehenden Übergänge sinngemässe Anwendung.

III. *Do artykułu* 25.

Przewidzianego w artykule 25 zezwolenia nie wymaga się od właścicieli gruntów przeciętych graniczną wodą bieżącą na urządzenie kładek i drewnianych przejazdów w miejscach, które właścicielom tym dla zagospodarowania ich gruntów zostały zagwarantowane osobną umową.

III. *Zu Artikel* 25.

Der im Artikel 25 vorgeschriebenen Genehmigung bedarf es nicht für die Besitzer der durch Grenzwasserläufe durchschnittenen Grundstücke zur zeitweiligen Errichtung von Stegen und hölzernen Überfahrten an Stellen, an denen den Besitzern der Grenzübergang durch besondere Vereinbarungen zur Bewirtschaftung ihrer Grundstücke gestattet ist.

IV. *Do artykułu* 28 *ustęp* 2.

Postanowienia, wymienione w niniejszym Protokóle Końcowym pod I 2, ostatnie zdanie, stosują się odpowiednio do granicznych wód bieżących.

IV. *Zu Artikel* 28 *Absatz* 2.

Die Bestimmungen unter I 2, letzter Satz, dieses Schlussprotokolls finden auf Grenzwasserläufe entsprechende Anwendung.

V. *Do artykułów* 16, 28, 29.

W sprawie odcinków granicznych Odry i Warty zastrzega się osobne porozumienie.

V. *Zu den Artikeln* 16, 28 *und* 29.

Über die Grenzstrecken der Oder und der Warthe bleiben besondere Vereinbarungen vorbehalten.

VI. *Do artykułu* 40 *(załącznik* 4 *Konwencji).*

Wymienione w artykule 40 (załącznik 4 Konwencji) porozumienie, tyczące używania drogi polnej około Saborwitz, winno również pozostać w użyciu po wejściu w życie niniejszej Konwencji.

VI. *Zu Artikel* 40.

Die in dem Verzeichnis bei Artikel 40 (Anlage 4 des Vertrags) unter Nr. 7 aufgeführte Vereinbarung über die Benutzung eines Feldweges bei Saborwitz soll auch nach Inkrafttreten des Vertrags in Wirksamkeit bleiben.

POZNAŃ, *dnia* 27 *stycznia* 1926 *r.*

POSEN, *den* 27. *Januar* 1926.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Paul ECKARDT.

PROTOKÓŁ DODATKOWY

DO POLSKO-NIEMIECKIEJ KONWENCJI W SPRAWIE UREGULOWANIA STOSUNKÓW GRANICZNYCH Z DNIA 27 STYCZNIA 1926 R.

Przy podpisaniu polsko-niemieckiej Konwencji w sprawie uregulowania stosunków granicznych z dnia 27 stycznia 1926 r. stwierdzili obustronni Pełnomocnicy, że panuje jednomyślność obu Rządów co do tego, iż wspomniane w artykule 39 uchwały polsko-niemieckiej Komisji Granicznej odnoszą się do uchwał, wymienionych

ZUSATZPROTOKOLL

ZU DEM POLNISCH-DEUTSCHEN VERTRAGE ZUR REGELUNG DER GRENZVERHÄLTNISSE VOM 27. JANUAR 1926.

Bei Unterzeichnung des polnisch-deutschen Vertrages zur Regelung der Grenzverhältnisse vom 27. Januar 1926 haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das Einverständnis ihrer Regierungen dahin festgestellt, dass es sich bei den im Artikel 39 des Vertrages erwähnten Beschlüssen der polnisch-deutschen Grenzfest-

w załączniku. Właściwe urzędy otrzymują od obu Stron potrzebne instrukcje.

POZNAŃ, *dnia* 27 *stycznia* 1926 r.

setzungskommission um die in der Anlage aufgeführten Beschlüsse handelt. Die zuständigen Behörden werden von den beiden vertragschliessenden Teilen entsprechend verständigt werden.

POSEN, *den* 27. *Januar* 1926.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Paul ECKARDT

UCHWAŁY

POWZIĘTE PRZEZ POLSKO-NIEMIECKĄ KOMISJĘ GRANICZNĄ, KTÓRE WEDŁUG ARTYKŁUU 39 KONWENCJI POLSKO-NIEMIECKIEJ W SPRAWIE UREGULOWANIA STOSUNKÓW GRANICZNYCH ZOSTAJĄ OBUSTRONNIE UZNANE JAKO OBOWIĄZUJĄCE :

Lp.	Data uchwały	Treść uchwały
1.	15. 11. 1920	*a)* W sprawie utrzymania kanału pomiędzy miejscowościami Purgałki i Wola ma być zawarty układ pomiędzy interesowanymi. *b)* Ma być spisany protokół, aby właściciela parceli 103/37 Franciszka Kasprowicza z Wansen upoważnić do wolnego przywozu swego wapna do Polski. *c)* Ma być spisany protokół przez interesowane Państwa, upoważniający mieszkańców, mających interesy w Polsce a zamieszkałych na wschód od granicy, do używania drogi z Wansen do Seeben przez młyn Szczupliny, o ile droga ta leży w pobliżu granicy.
2.	2. 4. 1921	*a)* Ma być spisany protokół aby zagwarantować prawa właściciela jeziora Karaś (projekt odpowiedniego układu został zrobiony przez Komisję Graniczną i przedstawiony obydwom interesowanym Państwom).

VERZEICHNIS

DER VON DER POLNISCH-DEUTSCHEN GRENZFESTSETZUNGSKOMMISSION GEFASSTEN BESCHLÜSSE, DIE NACH ARTIKEL 39 DES POLNISCHDEUTSCHEN VERTRAGES ZUR REGELUNG DER GRENZVERHÄLTNISSE BEIDERSEITS ALS VERBINDLICH ANERKANNT WERDEN.

Lfd. Nr.	Zeitpunkt des Beschlusses	Inhalt des Beschlusses
1.	15. 11. 1920	*a)* Wegen der Unterhaltung des Kanals zwischen Wolla und Purgalken soll zwischen den Beteiligten ein Vertrag geschlossen werden. *b)* Ein Protokoll soll aufgenommen werden, um dem Besitzer der Parzelle 103/37 Franz Kasprowicz in Wansen zu gestatten, seinen Kalk frei nach Polen zu bringen. *c)* Durch die beteiligten Mächte soll ein Protokoll aufgenommen werden, das den Bewohnern östlich der Grenze, die in Polen Interessen haben, die Benutzung des Weges von Wansen nach Seeben über die Mühle von Szczupliny, soweit er in der Nähe der Grenze verläuft, gestattet.
2.	2. 4. 1921	*a)* Ein Protokoll soll aufgenommen werden, um die Rechte des Besitzers des Karaschsees sicherzustellen. (Der Entwurf einer entsprechenden Vereinbarung ist von der Grenzfestsetzungskommission aufgestellt und den beteiligten Staaten übermittelt worden).

Lp.	Data uchwały	Treść uchwały	Lfd. Nr.	Zeitpunkt des Beschlusses	Inhalt des Beschlusses
		b) Ma być spisany protokół, aby zapewnić Polsce wolny dostęp do jeziora Trupel oraz utrzymywanie rowów nawadniających aż do otwartej wody jeziora tam, gdzie brzegi jeziora Trupel tworzą granicę między Polską a Niemcami.			*b)* Ein Protokoll soll aufgenommen werden, um für Polen den freien Zugang zum Traupeler See und die Unterhaltung der Bewässerungsgräben bis zum offenen Wasser des Sees überall da zu gestatten, wo die Ufer des Traupeler Sees die Grenze zwischen Polen und Deutschland bilden.
		c) Ma być spisany protokół, aby zabezpieczyć Polsce utrzymanie rowów odpływowych, prowadzących do jeziora « Gr. Guhring ».			*c)* Ein Protokoll soll aufgenommen werden, um für Polen die Unterhaltung der Entwässerungsgräben sicherzustellen, die in den Gr. Guhringer See führen.
3.	11. 5. 1921	Dostęp do dworca w Gardei dla mieszkańców miasta Garnsee ma być wolny tak długo, dopóki wybudowanie nowego dworca po stronie niemieckiej nie stanie się możliwe.	3.	11. 5. 1921	Bis der Bau eines neuen Bahnhofs auf deutschem Gebiet möglich ist, soll der Zugang des Banhhofs in Gardeja für die Bewohner der Stadt Garnsee frei stehen.
4.	13. 3. 1922 7. 12. 1922	Dla celów administracji portu w Korzeniowie ma być oddane Państwu Polskiemu prawo własności do trzech domostw we wsi Kurzebrack.	4.	13. 3. 1922 7. 12. 1922	Für die Zwecke der Verwaltung des Hafens in Kurzeniowo soll das Eigentum an drei Baulichkeiten im Dorfe Kurzebrack dem Polnischen Staate übertragen werden.
5.	2. 9. 1920	*a)* W obrębie gmin Wierzchucin i Reckendorf ma być dozwolone używanie bez zastrzeżeń części gruntów, odciętych przez granicę, w szczególności także jako pastwiska. Właścicielom ma być dozwolony ruch na drogach wiodących przez granicę i wzdłuż granicy do celów gospodarczych dla siebie, dla ich personelu i dla bydła. Prawo pojenia i pławienia w jeziorze Zarnowieckiem może być wykorzystane. Postanowienia Traktatu Wersalskiego o likwidacji nie mają być zastosowane do właścicieli, których grunta przypadły Polsce.	5.	2. 9. 1920	*a)* In den Gemarkungen Wierzucin und Reckendorf sollen die durch die Grenze abgeschnittenen Teilgrundstücke uneingeschränkt insbesondere auch als Viehweide benutzt weredn dürfen. Den Besitzern soll auf den über die Grenze und an der Grenze entlangführenden Wegen zwecks wirtschaftlicher Benutzung ihrer Grundstücke für sich, ihr Personal und Vieh der freie Verkehr offen stehen. Das Tränk- und Schwemmrecht im Zarnowitzer See soll ausgenutzt werden dürfen. Die Liquidationsbestimmungen des Versailler Vertrages sollen auf die Besitzer der an Polen fallenden Grundstücke keine Anwendung finden.

Lp.	Data uchwały	Treść uchwały	Lfd. Nr.	Zeitpunkt des Beschlusses	Inhalt des Beschlusses
		b) W obrębie gminy Rauschendorf ma być dozwolone używanie części gruntów odciętych przez granicę bez zastrzeżeń — także jako pastwiska-a wolny ruch na drogach prowadzących przez granicę lub wzdłuż granicy ma być zapewniony dla właścicieli tych gruntów, ich personelu oraz ich bydła w celach gospodarczych. Dalej ma być wolno korzystać im z prawa kąpania, pławienia i trenowania koni i to w odległości aż do pięćdziesięciu metrów od brzegu. Dalej ma być dozwolone pranie w jeziorze oraz czerpanie wody dla potrzeb domowych i gospodarczych. Uchwały likwidacyjne zawarte w Traktacie Wersalskim nie mają być stosowane.			*b)* In der Gemarkung Rauschendorf sollen die durch die Grenze abgeschnittenen Teilgrundstücke uneingeschränkt, insbesondere auch als Viehweide benutzt werden dürfen, und es soll den Besitzern auf den über die Grenze und an der Grenze entlangführenden Wegen zwecks wirtschaftlicher Benutzung ihrer Grundstücke für sich, ihr Personal und Vieh der freie Verkehr offen stehen. Ferner soll das Tränkrecht im Zarnowitzer See ausgeübt werden dürfen, ebenso das Recht zum Baden, Schwemmen und Trainieren der Pferde bis zu einer Entfernung von 50 m. vom Ufer aus. Weiter soll das Waschen im See und die Entnahme von Wasser für haus- und landwirtschaftlichen Gebrauch frei stehen. Die Liquidationsbestimmungen des Versailler Vertrages sollen keine Anwendung finden.
		c) W obrębie gmin Wielkie Konarzyny ; Ciecholewy, Hohenkamp i Kupfermühle ma być dozwolone używanie części gruntów przeciętych przez granicę bez zastrzeżeń — także jako pastwiska — a wolny ruch na drogach prowadzących przez granicę oraz wzdłuż granicy ma być zapewniony dla właścicieli tych gruntów, ich personelu oraz ich bydła dla celów gospodarczych. Kontrakty dzierżawne, zawarte przed 1 czerwca 1920 r., nie mogą być wypowiedziane przez Państwo Polskie przed upływem terminu. Umowa pomiędzy obydwoma interesowanemi Państwami ureguluje sprawę, nawadniania, odwadniania i meljoracji łąk nad Brdą oraz sprawę uregulowania Brdy.			*c)* In den Gemarkungen Gross Konarczyn, Zechlau, Hohenkamp und Kupfermühle sollen die durch die Grenze abgeschnittenen Teilgrundstücke uneingeschränkt, insbesondere auch als Viehweide benutzt werden dürfen, und es soll den Besitzern auf den über die Grenze und an der Grenze entlangführenden Wegen zum Zwecke der wirtschaftlichen Benutzung ihrer Grundstücke für sich, ihr Personal und Vieh der freie Verkehr offen stehen. Vor dem 1. Juli 1920 abgeschlossene Pachtverträge dürfen vor Ablauf vom Polnischen Staate nicht gekündigt werden. Ein Abkommen zwischen den beteiligten Staaten wird die Be- und Entwässerung und die Melioration der Brahewiesen

Lp.	Data uchwały	Treść uchwały	Lfd. Nr.	Zeitpunkt des Beschlusses	Inhalt des Beschlusses
		Uchwały likwidacyjne Traktatu Wersalskiego nie mają być stosowane do gruntów, które do Polski przypadły.			sowie die Braheregulierung regeln. Die Liquidationsbestimmungen des Versailler Vertrages finden auf die an Polen gefallenen Grundstücke keine Anwendung.
6.	6. 7. 1920	Polska ma prawo dostępu do pozostałej na polskiem terytorjum szluzy, znajdującej się przy ujściu kanału Altkloster do południowego kanału Obrzańskiego. Niemcy mają prawo dostępu do szluzy, która przypadła Polsce przy ujściu kanału nawadniającego « Lupitz ».	6.	6. 7. 1920	Polen hat das Recht des Zugangs zu der auf polnischem Gebiete verbliebenen Schleuse bei der Einmündung des Alt-Klosterkanals in den Obra-Südkanal. Deutschland hat das Recht des Zugangs zu der an Polen gefallenen Schleuse an der Mündung des Lupitzer Bewässerungskanals.
7.	6. 7. 1921	*a)* Część drogi, położonej po obu stronach kamienia granicznego I 054, ma być uważana jako wspólna, a używanie jej dozwolone niemieckim właścicielom. *b)* Droga pomiędzy kamieniami granicznemi I 293 — I 295 ma być traktowaną jako wspólna, a używanie jej dozwolone niemieckim właścicielom. *c)* Niemiecki właściciel parceli N° 207 ma mieć dostęp do swojej posiadłości między kamieniami granicznemi I 001 i I 003 przez grunt przy kamieniu granicznym I 003 i przez polską parcelę N° 206.	7.	6. 7. 1921	*a)* Das Wegestück auf beiden Seiten des Grenzsteines J 054 soll als gemeinsam betrachtet werden und von den beteiligten deutschen Besitzern benutzt werden dürfen. *b)* Der Weg zwischen dem Grenzstein J 293 und J 295 soll als gemeinschaftlicher behandelt und durch die beteiligten deutschen Besitzer benutzt werden dürfen. *c)* Der deutsche Besitzer des Trennstücks Nr. 207 soll zwischen den Grenzsteinen J 001 und J 003 Zugang zu seinem Besitztum über das Land an dem Grenzstein J 003 und über das polnische Trennstück Nr. 206 haben.
8.	22. 7. 1921	*a)* Polska część drogi Wildbahn — Smugen i Bogday — Wildbahn aż do zejścia się z drogą graniczną Bogday — Smugen mogą być używane przez obywateli niemieckich, uprawnionych do używalności pól, położonych nad granicą, w celach gospodarczych. *b)* Interesowani niemieccy właściciele lub uprawnieni do używalności mają prawo używania polskiej drogi nad gra-	8.	22. 7. 1921	*a)* Die polnisch gewordenen Teile der Wege Wildbahn-Smugen und Wildbahn-Bogday bis zum Zusammentreffen mit dem Grenzweg Bogday-Smugen dürfen von den deutschen Nutzungsberechtigten der Felder längs der Grenze zu deren Bewirtschaftung benutzt werden. *b)* Die beteiligten deutschen Besitzer oder Nutzungsberechtigten haben das Recht, den polnischen Weg an der

Lp.	Data uchwały	Treść uchwały	Lfd. Nr.	Zeitpunkt des Beschlusses	Inhalt des Beschlusses
		nicą między kamieniami granicznemi K 233 — K 237.			Grenze zwischen den Grenzsteinen K 233 — K 237 zu benutzen.
9.	23. 6. 1922	Stwierdza się potrzebę przejścia przez grunty przyznane Niemcom przy źródle na południe od Proschau dla uprawnionych do używalności na polskiej stronie.	9.	23. 6. 1922	Auf dem Deutschland zuerkannten Gelände bei der Quelle südlich von Proschau wird die Notwendigkeit eines Durchgangs für die Nutzungsberechtigten auf polnischer Seite festgestellt.
10.	19. 8. 1922	Osobna umowa ma być zawarta w sprawie używania pozostałej przy Niemczech części drogi przy parcelach 32, 33, 123/34 katastru Gr. Hennersdorf przez dzierżawcę po polskiej stronie.	10.	19. 8. 1922	Über die Benutzung des bei Deutschland verbliebenen Wegestücks bei den Parzellen 32, 33, 123/34 des Katasters von Gr. Hennersdorf durch den Pächter auf der polnischen Seite dieses Weges soll eine besondere Vereinbarung getroffen werden.
11.	28. 9. 1923	*a)* Ma być spisany protokół, gwarantujący prawa właściciela Ballucha do koszenia trawy nad i w rowie granicznym koło Knurowa a zabezpieczający czyszczenie i utrzymywanie rowu przez właścicieli brzegów. *b)* Ma być spisany protokół, aby dozwolić dwum niemieckim właścicielom, którzy posiadają grunty po polskiej stronie, używanie mostu przez Skruptę. (Projekty odpowiednich umów zostały zrobione przez Komisję Graniczną).	11.	28. 9. 1923	*a)* Es soll ein Protokoll aufgenommen werden, wodurch die Rechte des Besitzers Balluch auf Abmähen des Grases in und an dem Grenzgraben bei Knurow gewährleistet und die Reinigung und Unterhaltung des Grabens durch die Anlieger sichergestellt wird. *b)* Es soll ein Protokoll aufgenommen werden, um zwei deutschen Besitzern, die Land in Polen besitzen, die Benutzung der Brücke über den Skruptateich zu gestatten. (Von der Grenzfestsetzungskommission sind entsprechende Vertragsentwürfe aufgestellt worden.)
12.	26. 3. 1923	Zapewnienie dopływu wody z Liszwarty; używanie polskiej drogi przez mieszkańców kolonji Dzielna, jako też dozorowanie i utrzymywanie przez Polskę sztolni Fryderyka. (Projekty odpowiednich umów zostały zestawione przez Komisję Graniczną.)	12.	26. 3. 1923	Sicherstellung des Wasserzuflusses aus der Lisswarthe; Benutzung eines polnischen Weges durch Bewohner der Kolonie Dzielna sowie Überwachung und Unterhaltung des Tiefen Friedrichstollens durch Polen. (Von der Grenzfestsetzungskommission sind entsprechende Vertragsentwürfe aufgestellt worden.)

[1] TRADUCTION.

N° 1504. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DE FRONTIÈRE. SIGNÉ A POZNAN, LE 27 JANVIER 1926.

La Commission de délimitation des frontières polono-allemandes, qui s'était réunie conformément à l'alinéa 4 de l'article 87 du Traité de Versailles, conclu le 28 juin 1919 entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne, ayant terminé ses travaux, LA POLOGNE, d'une part, et L'ALLEMAGNE, d'autre part, animées du désir de régler les questions relatives au tracé de la frontière, ont convenu de conclure un traité, conformément aux dispositions des articles V et VI du Protocole final de la Commission de délimitation des frontières, en date du 18 octobre 1924. Les plénipotentiaires des deux Parties, à savoir :

Pour la POLOGNE :

M. Maciej KOCZOROWSKI ;

Pour l'ALLEMAGNE :

M. le Dr Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ;

Après avoir présenté leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositons suivantes :

SECTION I.

FIXATION DE LA FRONTIÈRE TERRITORIALE ET DOCUMENTS RELATIFS A CETTE DERNIÈRE.

Article premier.

1. La frontière territoriale entre la Pologne et l'Allemagne a été fixée, abornée et levée sur place par la Commission de délimitation des frontières, qui s'était réunie conformément à l'alinéa 4 de l'article 87 du Traité de Versailles, conclu le 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne. Aux termes de la disposition du n° 1 du Protocole additionnel *a)* au Protocole final de la Commission de délimitation des frontières, en date du 18 octobre 1924, cette frontière constitue la frontière territoriale entre les Etats contractants.

2. Les documents décrivant le tracé de la frontière sont énumérés dans le Protocole final, mentionné au paragraphe premier du présent article.

3. Les documents visés au paragraphe 2 indiquent également le tracé de la frontière sur les ponts et écluses de frontière.

4. La ligne frontière fixée et décrite dans les documents détermine également la délimitation du domaine souterrain et aérien des deux Etats.

Annexe 1–3.

5. Le protocole final, mentionné au paragraphe premier, ainsi que les protocoles additionnels *a)* et *b)*, sont joints au présent traité.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

SECTION II.

DÉMARCATION, CONSERVATION ET ENTRETIEN DE LA FRONTIÈRE.

Article 2.

1. La frontière sera marquée sur les lieux par des signaux frontières communs, à moins qu'elle ne soit formée par la ligne médiane de chemins ou qu'elle ne soit marquée par des fossés, des cours d'eau ou d'autres eaux.

2. Partout où la frontière est abornée par des signaux frontières communs (bornes, poteaux, remblais, etc.), elle va en ligne droite du centre d'un signal frontière à celui du signal frontière suivant. Les bornes ou poteaux frontières, portant un numéro d'ordre et les lettres initiales des deux Etats, sont destinés à marquer la limite de la souveraineté des deux Etats.

3. Le long des chemins et des cours d'eau, mentionnés au paragraphe 1, la frontière territoriale est marquée au moyen de signaux frontières se trouvant alternativement sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie. Les bornes ou poteaux frontières portent la lettre initiale de celui des deux Etats contractants sur le territoire duquel ils sont établis.

Article 3.

1. Conformément à la disposition du paragraphe III du Protocole additionnel *a)* au Protocole final du 18 octobre 1924, les chemins mentionnés au paragraphe 1 de l'article 2 sont désignés dans le présent traité sous le nom de chemins de frontière. La ligne médiane des chemins de frontière est considérée comme frontière territoriale entre les Etats contractants.

2. Les fossés mentionnés au paragraphe 1 de l'article 2 sont ceux qui ne sont destinés qu'à la démarcation de la frontière, mais ne servent pas à régulariser le régime des eaux. Dans le présent traité, ils sont désignés sous le nom de fossés de frontière. Les fossés qui servent en même temps à régulariser le régime des eaux sont considérés comme cours d'eau au sens des dispositions qui suivent.

3. Les cours d'eau mentionnés au paragraphe 1 de l'article 2 sont désignés, dans le présent traité, sous le nom de cours d'eau de frontière. Dans les cours d'eau de frontière navigables, la ligne médiane du chenal principal constitue la frontière territoriale. Dans les autres cours d'eau de frontière, la frontière territoriale est déterminée par la ligne médiane du cours d'eau à son niveau ordinaire, conformément à la disposition de l'alinéa 1 du paragraphe II du Protocole additionnel *a)* susmentionné. Sera considéré comme niveau ordinaire des eaux le niveau qui, au cours des dix dernières années, aura été dépassé autant de jours qu'il n'aura pas été atteint.

4. Les autres eaux, mentionnées au paragraphe 1 de l'article 2, sont désignées dans le présent traité, sous le nom d'eaux de frontière. Le tracé de la frontière territoriale dans ces eaux ressort des documents énumérés à l'article premier.

Article 4.

Conformément à la disposition de l'alinéa 2 du paragraphe II du Protocole additionnel *a)* au Protocole final du 18 octobre 1924, la frontière suit les cours d'eau de frontière dans leurs déviations lentes et naturelles ; s'il se produit dans un cours d'eau une déviation subite et considérable, la ligne médiane qui existait avant la déviation continuera à former la frontière territoriale jusqu'à la conclusion d'un arrangement définitif entre les Etats contractants. Les Parties se réservent également le droit de conclure un arrangement de ce genre au cas où le tracé de la frontière subirait une modification d'autre manière, soit par force majeure soit par suite d'une exploitation minière.

Article 5.

La conservation et l'entretien de la frontière incombent, en Pologne, aux slarostes, et en Allemagne, aux administrateurs de cercles *(Landräte)* prussiens. En vue de l'accomplissement de leurs tâches, ces autorités entreront en communications directes.

Article 6.

1. Si les autorités compétentes ne peuvent pas s'entendre au sujet de l'accomplissement des tâches qui leur incombent en vertu de l'article 5, des comités mixtes seront appelés à décider. Ces comités seront composés de trois membres polonais et de trois membres allemands. Les membres des comités, ainsi qu'un nombre égal de suppléants, seront nommés par les autorités centrales des deux Etats contractants ou par les services que ces dernières désigneront. Les deux groupes nationaux des comités ont le droit de faire appel à des experts qui auront voix consultative.

2. Pour l'accomplissement des tâches des comités mixtes, il sera constitué, sur la base des secteurs frontières I–V et A–O, définis dans les documents de la Commission de délimitation des frontières, les cinq secteurs suivants :

1er secteur, comprenant le secteur frontière V ;
2me secteur, comprenant les secteurs frontières I, II, III, IV ;
3me secteur, comprenant les secteurs frontières A, B, C, D ;
4me secteur, comprenant les secteurs frontières E, F, G, H, J, K ;
5me secteur, comprenant les secteurs frontières L, M, N, O.

Pour chaque secteur, il sera constitué un comité spécial.

3. Les comités établissent eux-mêmes leur règlement. Dans chaque comité, la présidence appartiendra alternativement, pendant une année, à un représentant polonais et à un représentant allemand. La première année, l'attribution de la présidence fera l'objet d'un tirage au sort.

4. Les comités sont convoqués par le président, suivant les besoins ; la convocation indique la date et le lieu de la réunion. Chaque comité se réunira alternativement sur le territoire de l'un des Etats et sur celui de l'autre. Des procès-verbaux des séances des comités seront établis dans les deux langues ; chacun des deux gouvernements recevra une expédition du procès-verbal dans l'une et l'autre langue.

5. Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions des comités sont prises à la majorité des deux tiers. Pour que les comités puissent statuer valablement, il faut que tous les membres ou leurs suppléants soient présents. Toute question sur laquelle un comité a statué ne peut faire l'objet d'une nouvelle décision du même comité que si tous les membres ou leurs suppléants consentent à une nouvelle délibération.

6. Les questions sur lesquelles un comité mixte n'aboutit à aucune décision peuvent faire l'objet d'un règlement par la voie diplomatique.

Article 7.

1. Les Etats contractants s'engagent à maintenir la ligne frontière en état d'être suivie du regard sur toute son étendue.

2. De nouvelles constructions ne peuvent être érigées à une distance de moins de cinq mètres de l'un et de l'autre côté de la ligne frontière qu'avec le consentement des comités prévus à l'article 6. Le consentement de ces comités n'est requis ni pour la construction de bâtiments destinés aux fonctionnaires et employés qui sont chargés de la surveillance ou de l'entretien de la frontière, ni pour la construction de clôtures légères. Ces bâtiments et clôtures ne peuvent pas être établis à une distance de moins d'un mètre de la frontière. En ce qui concerne les cours d'eau de frontière, la distance sera calculée de la rive la plus rapprochée.

3. Lorsque la frontière passe à travers des forêts ou des taillis, les arbres et les buissons doivent être élagués, d'une façon permanente, sur une largeur d'un mètre de chaque côté de la ligne frontière.

Article 8.

Les Etats contractants s'engagent à protéger les signaux frontières et les autres installations de frontière contre toute suppression ou toute détérioration dues à la négligence ou opérées avec préméditation. La même protection s'étendra, par analogie, aux berges et au lit des cours d'eau de frontière et des eaux de frontière.

Article 9.

Les fonctionnaires d'Etat qui sont en service à proximité de la frontière, sont chargés de veiller à l'entretien de cette dernière et de signaler aux autorités désignées à l'article 5, toute détérioration des ouvrages de frontière, ainsi que tout bornage défectueux.

Article 10.

1. Les agents officiels chargés de l'entretien de la frontière et les ouvriers qui les accompagnent peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, circuler librement sur la frontière et la franchir. Ils sont autorisés à emporter à cette occasion, en franchise de droits de douane et de taxes, et sans être obligés de se présenter au bureau douanier, leurs provisions personnelles et, à la condition de les rapporter à leur retour, les outils et instruments usagés qui leur sont nécessaires pour l'accomplissement de leurs tâches. Les agents officiels susmentionnés devront être munis de pièces d'identité indiquant, dans les deux langues, la qualité et la mission officielles du titulaire. Ces pièces d'identité seront délivrées par les autorités, désignées à l'article 5, et devront être présentées sur demande aux autorités de frontière. Si des ouvriers sont occupés à ces travaux, il suffit que la pièce d'identité du conducteur des travaux indique le nombre des ouvriers qui l'accompagnent. Les ouvriers doivent avoir au bras gauche un brassard blanc, portant un numéro d'ordre. Les mêmes dispositions s'appliquent aux personnes chargées d'effectuer des opérations géodésiques officielles à la frontière.

2. Lorsqu'il y aura lieu d'exécuter des travaux d'entretien de la frontière ou des travaux géodésiques obligeant des agents officiels ou des ouvriers à franchir la frontière, les autorités désignées à l'article 5 s'adresseront réciproquement un avis à ce sujet, autant que possible six jours avant le commencement des travaux.

3. L'accès des fossés, des remblais et des lisières de frontière est interdit, sauf aux personnes désignées au paragraphe premier, aux membres des comités prévus à l'article 6 et à leurs suppléants, ainsi qu'aux experts convoqués par ces comités.

Article 11.

1. Chacun des Etats contractants entretient les signaux frontières qui sont placés entièrement sur son territoire.

2. Sous réserve des dispositions des articles 15 et 16, l'entretien des signaux frontières communs et des parties de la frontière comprises entre ces signaux, est réglé comme suit :

Il incombe à la Pologne d'entretenir les signaux frontières portant des numéros pairs et des parties de la frontière allant d'un signal frontière pair au signal frontière portant le numéro supérieur ; l'Allemagne est chargée de veiller à l'entretien des signaux frontières portant des numéros impairs et des parties de la frontière allant d'un signal frontière impair au signal frontière portant le numéro supérieur.

Article 12.

1. Les signaux frontières manquants ou déplacés seront rétablis, d'un commun accord, par les autorités désignées à l'article 5 et sous la direction des géomètres officiels des deux Parties qui consulteront à cet effet les documents relatifs au tracé de la frontière. La preuve que le signal frontière a été rétabli au point primitif devra être consignée dans des pièces cadastrales spéciales *(Feldbücher)*.

2. S'il est impossible, pour des motifs particuliers, de maintenir un signal frontière à son emplacement antérieur, ou si un signal enlevé ne peut être rétabli au même point, les géomètres des deux Parties détermineront le nouvel emplacement, en tenant compte de l'état des lieux. Le nouvel emplacement devra être levé, à l'aide du canevas polygonal et linéaire qui a été utilisé pour la démarcation de la frontière.

3. Au cas où la nécessité se ferait sentir de compléter la démarcation de la frontière par l'établissement de nouveaux signaux frontières, les mesures nécessaires seront prises d'un commun accord par les autorités désignées à l'article 5 et avec l'approbation des comités prévus à l'article 6.

4. L'établissement ou le déplacement des signaux destinés à établir les limites des propriétés ne pourra avoir lieu sur la ligne frontière qu'avec le consentement des autorités désignées à l'article 5.

Article 13.

Tous les dix ans, et pour la première fois en 1935, après accord préalable entre les autorités désignées à l'article 5, les géomètres officiels des deux Parties, assistés des comités prévus à l'article 6, procéderont, dans chaque district administratif, à partir du début de mai jusqu'à la fin de septembre, à une inspection commune de la frontière. A cette occasion, il conviendra d'entreprendre ou d'exécuter immédiatement les travaux techniques nécessaires pour remédier aux défectuosités peu importantes constatées dans la démarcation de la frontière (par exemple : consolidation des signaux frontières, remplacement des signaux endommagés ou manquants, élagage des arbres sur la ligne frontière, etc.).

Article 14.

Tous les travaux géodésiques effectués à la frontière territoriale, ainsi que les inspections de la frontière, donneront lieu à la rédaction de procès-verbaux ; ceux-ci seront établis en double exemplaire, dans les deux langues. Par l'intermédiaire des autorités désignées à l'article 5, les autorités centrales compétentes des deux Parties recevront chacune un exemplaire, accompagné des pièces cadastrales (croquis) qui auront été établies.

Article 15.

Les travaux d'entretien des fossés de frontière et des fossés d'évacuation qui y sont rattachés devront être effectués simultanément des deux côtés de la frontière. Les autorités des deux pays, désignées à l'article 5, détermineront l'importance des travaux qui devront être exécutés chaque année. Des experts nommés par les autorités désignées à l'article 5, procéderont chaque année à la réception de ces travaux, dès leur achèvement.

Article 16.

Les cours d'eau de frontière seront curés chaque année. En principe, le curage s'effectuera selon les règles suivantes : Chaque Etat contractant se chargera des travaux qu'il est nécessaire

d'effectuer dans le secteur du cours d'eau situé sur son territoire. Si les circonstances semblent le réclamer, les comités prévus à l'article 6 peuvent décider que le curage sera effectué entièrement par l'un ou l'autre des Etats contractants.

Article 17.

1. Lors du curage des fossés et des cours d'eau de frontière, la terre extraite devra être déposée à une distance de 50 centimètres au moins du bord supérieur ; elle sera étalée et, au besoin, enlevée.

2. Les talus de fossés et de cours d'eau, ainsi que les rives d'autres eaux, qui sont situés en bordure de la frontière et entièrement sur le territoire de l'un des Etats contractants, seront entretenus exclusivement par cet Etat ; les travaux d'entretien seront effectués de manière que les terrains et les digues adjacentes ne soient pas mis en danger.

3. Les Etats contractants prendront toutes mesures utiles pour qu'il soit procédé au curage des fossés et des cours d'eau situés sur leur territoire et destinés à régulariser le régime des eaux dans les cours d'eau de frontière ; le curage s'effectuera de manière à assurer l'écoulement des eaux des fossés et des cours d'eau de frontière.

Article 18.

Les frais d'entretien des signaux frontières et les dépenses afférentes au curage et à l'entretien des fossés, cours d'eau et eaux de frontière, seront supportée par la Partie à laquelle incombe l'exécution des travaux.

SECTION III.

PASSAGES DE LA FRONTIÈRE.

Article 19.

1. Pour la circulation générale, le franchissement de la frontière s'effectuera par les passages sur le maintien ou l'installation desquels un arrangement est déjà intervenu ou interviendra entre les deux Parties.

2. Sauf disposition contraire dudit arrangement, les passages mentionnés au paragraphe premier pourront être supprimés en vertu d'un accord entre les autorités compétentes des deux Etats contractants.

3. La fermeture temporaire des passages de la frontière ne peut être ordonnée unilatéralement qu'en raison de nécessité urgente d'ordre sanitaire ou d'une autre nature. Sauf dispositions contraires d'arrangements particuliers, l'autorité compétente de la Partie qui ordonnera la fermeture de la frontière devra en informer celle de l'autre Partie vingt-quatre heures au moins avant l'application de cette mesure ; la frontière devra être rouverte dès que la raison de la fermeture aura disparu.

4. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux passages des chemins de fer.

Article 20.

Des signaux frontières spéciaux seront établis par les deux Parties aux endroits où la frontière coupe des chemins publics. Les barrages qui pourraient y être installés seront éclairés dès la tombée de la nuit. En établissant et en maintenant des barrages à la frontière, les Parties devront veiller

à troubler au minimum la circulation publique et à ne pas empêcher l'accès aux propriétés foncières situées au delà de la frontière. Les barrages devront être établis à une distance d'un mètre au moins de la ligne frontière.

Article 21.

Les passages de la frontière dont l'utilisation n'est prévue ni par le présent traité ni par d'autres dispositions liant les deux Parties, seront supprimés.

Article 22.

Sous réserve des dispositions de la législation douanière et des règlements de police, les ponts, passerelles et bacs publics traversant les cours d'eau et les eaux de frontière, ainsi que les gués de ces eaux, pour autant qu'ils servent au passage de la frontière, en vertu des stipulations qui précèdent, pourront être utilisés par les habitants des deux Etats contractants dans la mesure où cette utilisation était autorisée au moment de la signature du présent traité.

Article 23.

Sous réserve d'une réglementation différente par les comités prévus à l'article 6, la perception d'un péage ne peut avoir lieu que d'après un tarif uniforme et en faveur de la Partie à laquelle incombe l'entretien du pont ; si l'entretien incombe aux deux Parties, le péage sera perçu selon un tarif fixé d'un commun accord et le produit sera réparti dans la proportion où chaque Partie est tenue de contribuer à l'entretien.

Article 24.

1. L'entretien des ponts, passerelles et bacs mentionnés à l'article 22 sera assuré d'après les dispositions de la législation nationale. Les travaux d'entretien seront effectués après accord entre les autorités désignées à l'article 5.

2. Les comités prévus à l'article 6 peuvent, par une décision unanime, réglementer d'autre manière l'obligation d'entretenir les ponts, passerelles et bacs, et procéder à une répartition équitable des frais.

Article 25.

L'installation de nouveaux ponts et bacs, ainsi que toute transformation des ponts et bacs existants ne peuvent être effectuées qu'avec le consentement unanime des comités prévus à l'article 6.

Article 26.

Les dispositions des articles 22 à 25 ne s'appliquent pas aux ponts de chemins de fer.

SECTION IV.

UTILISATION DES COURS D'EAU ET DES EAUX DE FRONTIÈRE ; ADDUCTION D'EAU ET D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

Article 27.

En ce qui concerne les cours d'eau et les eaux de frontière, chacun des Etats contractants considérera la frontière territoriale comme frontière douanière et comme limite de surveillance.

Article 28.

1. Sauf dispositions contraires mentionnées ci-dessous, les cours d'eau et les eaux de frontière peuvent être utilisés jusqu'à la frontière par les personnes qui possèdent un droit d'usage en vertu de la législation nationale.

2. La navigation dans les cours d'eau de frontière est régie par les arrangements y relatifs. Dans les cours d'eau de frontière non navigables, les habitants des deux Etats contractants ont, sans distinction, le droit de circuler en barque et de flotter leurs bois sur toute la largeur du cours d'eau, sous réserve des restrictions qui pourraient être établies par la législation nationale de l'une ou l'autre Partie.

3. Les habitants de chacun des Etats contractants, pour autant qu'ils possèdent au delà de la frontière des droits d'usage réels ou personnels sur les cours d'eau et eaux de frontière, y compris les anciens bras desdits cours d'eau et les secteurs coupés en période de basses eaux, peuvent exercer ces droits conformément à la législation nationale, et exécuter sur le territoire de l'autre Etat les travaux nécessaires pour l'exercice de leurs droits, à la condition d'être en possession des pièces d'identité requises pour franchir la frontière.

Article 29.

En ce qui concerne les cours d'eau et les eaux de frontière, les travaux de consolidation des rives, tous autres travaux dans le lit du cours d'eau et toutes modifications de celui-ci, ainsi que le raccordement des fossés d'adduction et d'écoulement, ne peuvent être effectués qu'avec le consentement de l'autorité compétente du pays dans lequel les travaux doivent être exécutés. Avant d'accorder l'autorisation, cette autorité informera l'autorité compétente de l'autre Partie. L'exécution de nouveaux travaux dont les effets pourraient se faire sentir sur le territoire de l'Etat voisin, et notamment la création de barrages, de moulins à eau ou d'autres installations quelconques susceptibles de modifier soit la direction d'un cours d'eau de frontière, soit le niveau d'un cours d'eau ou d'eaux de frontière, ou encore d'empêcher l'écoulement des eaux en période de crue, ne pourront avoir lieu qu'avec l'autorisation des comités prévus à l'article 6.

Article 30.

Sous réserve de réciprocité, les deux Etats contractants prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures prévues par la législation nationale en vue de maintenir les cours d'eau et les eaux de frontière en état de propreté et d'éviter tout danger d'inondation dans la région de ces eaux et de ces cours d'eau. Pour autant que la coopération des deux Parties est nécessaire à cet effet, cette coopération fera l'objet d'un accord entre les deux Etats contractants.

Article 31.

Il est interdit d'empêcher l'écoulement des eaux par l'établissement d'installations hydrauliques au bord des cours d'eau de frontière ou dans ces derniers. Les abreuvoirs pour le bétail et les oies doivent être établis au bord, de manière qu'ils n'empêchent pas l'écoulement des eaux. Les talus et les berges des cours d'eau de frontière qui sont soumis aux dispositions relatives à la protection contre les inondations, doivent être débarrassés entièrement d'arbres et de buissons.

Article 32.

En ce qui concerne les cours d'eau de frontière, les deux Etats contractants prendront, chacun sur son territoire, toutes les mesures utiles pour éviter que l'exploitation des installations communes de drainage et d'irrigation, des installations destinées à régulariser le régime des eaux et de celles qui assurent l'adduction et l'écoulement des eaux des moulins soit entravée, ils veilleront également à l'entretien régulier de ces installations. Les agents chargés de faire fonctionner et de surveiller les installations communes de drainage et d'irrigation, s'ils sont munis des pièces d'identité requises pour franchir la frontière, ne doivent pas être empêchés d'accomplir leur travail sur le territoire de l'autre Partie.

Article 33.

Les autorités intéressées des deux Parties concluront des arrangements plus détaillés au sujet de l'échange régulier et immédiat d'informations concernant les crues des eaux et l'état de la glace.

Article 34.

Les dispositions des articles 30 à 33 s'appliquent par analogie aux cours d'eau des régions frontières qui, sans constituer des cours d'eau de frontière, se jettent dans un de ces derniers ou coulent sur le territoire de l'une et l'autre Partie. En ce qui concerne les travaux de consolidation des rives, les autres travaux dans le lit du cours d'eau ou toute modification de ce dernier, et le raccordement des fossés d'adduction et d'écoulement, l'autorité compétente de la Partie intéressée ne sera pas tenue d'aviser l'autorité compétente de l'autre Partie, à moins que ces travaux ne modifient l'écoulement ou le niveau des eaux sur le territoire de l'autre Partie. Sera considérée comme région frontière une zone mesurant quatre kilomètres de profondeur, de part et d'autre de la frontière.

Article 35.

1. Les conduites de surface et les conduites souterraines existantes qui amènent du territoire de l'une des Parties sur le territoire de l'autre Partie les eaux destinées à la consommation courante, l'énergie électrique et les eaux résiduelles de l'industrie, continueront à être exploitées comme par le passé, sans que leur utilisation puisse donner lieu à la perception de droits de douane ou d'autres taxes. Les outils nécessaires à l'entretien des installations susmentionnées pourront être transportés au delà de la frontière en franchise de droits de douane et de taxes, à la condition qu'ils soient rapportés ultérieurement sur le territoire du premier Etat. Au cas où lesdites installations seraient subitement dérangées ou endommagées, les quantités de matériaux nécessaires pour leur réparation pourront également être importées en franchise de droits de douane et d'autres taxes.

2. Les dispositions des titres V et VI de la cinquième Partie de la Convention du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, ne sont pas modifiées.

SECTION V.

PÊCHE DANS LES COURS D'EAU ET LES EAUX DE FRONTIÈRE.

Article 36.

La pêche dans les cours d'eau et les eaux de frontière fera l'objet d'un arrangement spécial.

SECTION VI.

EXEMPTION DES TAXES EN CAS DE VENTE DE BIENS-FONDS COUPÉS PAR LA FRONTIÈRE.

Article 37.

1. Si des propriétaires de biens-fonds coupés par la frontière, mais constituant jusqu'au 18 juin 1920 une unité économique, vendent, avant le 1er janvier 1928, des parcelles de terrain séparées par la frontière du terrain principal, les intéressés seront exonérés du paiement des impôts de mutation, des frais de justice et des taxes, à la perception desquels la vente des parcelles susmentionnées, la cession des droits réels de propriété, ainsi que l'établissement des actes et l'inscription dans le livre foncier donneraient normalement lieu.

2. Tout échange de terrain sera également considéré comme vente au sens de la disposition du paragraphe premier ; toutefois, l'exemption de taxes n'est accordée pour le terrain obtenu en échange que si ce dernier remplit également toutes les conditions prévues au paragraphe premier.

3. En cas de contestation au sujet de la réunion des conditions auxquelles l'exemption de taxes est subordonnée, la décision définitive sera prise en Pologne par le ministre des Finances et en Allemagne par le ministre des Finances du Reich.

SECTION VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 38.

Pour autant que le présent traité donne à l'un des Etats contractants droit au remboursement de certains frais, celui-ci s'effectuera dans la monnaie de l'Etat qui doit recevoir le paiement.

Article 39.

Les décisions de la Commission de délimitation des frontières en rapport avec le présent traité, et énumérées dans une liste spéciale, sont reconnues comme obligatoires par les deux Parties. Il appartient aux comités prévus à l'article 6 d'assurer l'application de ces décisions pour autant qu'ils la jugeront encore nécessaire.

Article 40.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas dans les cas où une réglementation différente serait intervenue ou interviendrait, soit par voie d'accord entre les Etats contractants, soit d'une autre manière. Les accords antérieurs et les autres dispositions, visées au présent article, sont énumérés dans la liste ci-jointe (Annexe 4).

Article 41.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie, aussitôt que possible. Le traité entrera en vigueur quatre semaines après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été modifié ou abrogé d'un commun accord.

Fait à Poznan, le 27 janvier 1926, en double expédition, en langue polonaise et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (Signé) Maciej KOCZOROWSKI. *(L. S.) (Signé)* Paul ECKARDT.

ANNEXE 1.

COMMISSION DE DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES GERMANO - POLONAISES

PROTOCOLE FINAL DE DÉLIMITATION.

(Voir page 130 *de ce volume.)*

ANNEXE 2.

PROTOCOLE ADDITIONEL

(COURS D'EAU ET CHEMINS COMMUNS.)

(Voir page 132 *de ce volume.)*

ANNEXE 3.

PROTOCOLE

CONCERNANT LES PONTS ET ÉCLUSES COUPÉS PAR LA FRONTIÈRE.

(Voir page 133 *de ce volume.)*

ANNEXE 4.

LISTE

DES ACCORDS POLONO-ALLEMANDS ET DES AUTRES DISPOSITIONS VISÉS A L'ARTICLE 40 DU TRAITÉ RÉGLANT LES QUESTIONS DE FRONTIÈRE.

1° Arrangement du 18 juillet 1923, concernant l'entretien du pont sur la rivière Skottau.

2° Accord du 27 janvier 1923, au sujet d'une administration commune de la digue dans la « dépression de Marienwerder ».

3° Prescriptions édictées en décembre 1924 par la Conférence des Ambassadeurs au sujet de l'accès de la population de la Prusse orientale à la Vistule et de l'utilisation du fleuve.

4° Arrangement du 6 juin 1921, concernant l'usage de la gare de Gardeja (Garnsee) et le droit d'accès à ladite gare du côté du territoire allemand.

5° Procès-verbal du 12 février 1923, concernant l'entretien du chemin de frontière Nadoller-Grenze-Rauschendorf-Kartoschin.

6° Arrangement provisoire intervenu, le 27 septembre 1921, entre la voïvodie de Poznan et la Préfecture *(Regierung)* de Schneidemühl, au sujet de l'entretien des secteurs de la Netze et de la Küddow, qui forment la frontière.

7° Procès-verbal du 1er juin 1921, concernant l'utilisation d'un chemin vicinal près de Saborwitz.

8° Article 11 de la Convention du 15 juin 1922, relative à la propriété des mines et forges domaniales dans la partie de la Haute-Silésie attribuée à la Pologne.

Cet article règle le droit d'habitation des fonctionnaires appartenant à l'administration des puits Delbrück.

PROTOCOLE FINAL

AU TRAITÉ POLONO-ALLEMAND DU 27 JANVIER 1926, RÉGLANT LES QUESTIONS DE FRONTIÈRE.

Au cours de la négociation du Traité polono-allemand portant règlement des questions de frontière et signé ce jour, les plénipotentiaires des deux Parties sont encore convenus des dispositions suivantes, qui formeront partie intégrante du traité et seront ratifiées en même temps que ce dernier.

I. *Ad articles* 3, 15 *et* 18.

Les Etats contractants s'efforceront de supprimer, dans la mesure du possible, les chemins de frontière mentionnés au paragraphe 1er de l'article 3 et de les remplacer, au besoin, par d'autres chemins. Aussi longtemps que ces chemins de frontière existeront, leur utilisation est réglementée comme suit :

1° Les dispositions des articles 15 et 18 s'appliquent par analogie aux chemins de frontière.

2° Chacun des Etats contractants exerce les pouvoirs de police sur les chemins de frontière jusqu'à la ligne médiane desdits chemins. Les habitants des deux Etats sont autorisés à utiliser les chemins de frontière sur toute leur étendue, même s'ils ne sont pas munis des pièces d'identité généralement requises pour franchir la frontière. Moyennant possessions d'une autorisation écrite des autorités douanières des deux pays, les-

dits habitants pourront transporter avec eux, sur les chemins de frontière, en franchise de droits de douane et de taxes analogues et par dérogation aux prohibitions d'exportation, d'importation et de transit en vigueur dans les deux Etats, des objets frappés de droits de douane ou faisant l'objet de prohibitions d'exportation, d'importation et de transit. Les chemins de frontière ne peuvent être utilisés ni par des formations militaires, ni par des militaires isolés armés, de l'un des Etats contractants.

II. *Ad article* 19.

Jusqu'à la conclusion de l'arrangement prévu au paragraphe 1er de l'article 19, les passages existants de la frontière continueront provisoirement à être utilisés. Au cas où l'une des Parties contractantes jugerait nécessaire de fermer l'un de ces passages, elle en informera l'autre Partie trois mois au moins avant l'application de cette mesure.

Les dispositions du paragraphe 3 de l'article 19, concernant la fermeture provisoire des passages, s'appliqueront par analogie aux passages existants.

III. *Ad article* 25.

Les possesseurs des terrains coupés par des cours d'eau de frontière n'auront pas besoin de l'autorisation requise à l'article 25 lorsqu'ils voudront construire, à titre provisoire, des passerelles et des bacs en bois, sur les points où ils peuvent, en vertu d'arrangements particuliers, franchir la frontière pour l'exploitation de leurs terrains.

IV. *Ad paragraphe* 2 *de l'article* 28.

La disposition de la dernière phrase du paragraphe 2 du N° I du présent protocole final s'applique par analogie aux cours d'eau de frontière.

V. *Ad articles* 16, 28 *et* 29.

Des arrangements particuliers seront conclus au sujet des secteurs frontières de l'Oder et de la Warthe.

VI. *Ad article* 40.

L'arrangement concernant l'utilisation d'un chemin vicinal près de Saborwitz, mentionné au N° 7 de la liste jointe à l'article 40 (Annexe 4 du présent traité) restera valable après l'entrée en vigueur dudit traité.

POZNAN, *le* 27 *janvier* 1926.

(Signé) Paul ECKARDT. *(Signé)* Maciej KOCZOROWSKI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

AU TRAITÉ POLONO-ALLEMAND DU 27 JANVIER 1926, RÉGLANT LES QUESTIONS DE FRONTIÈRE.

En signant le Traité polono-allemand du 27 janvier 1926 réglant les questions de frontière, les plénipotentiaires des deux Etats ont constaté que leurs gouvernements sont d'accord pour reconnaître que les décisions de la Commission de délimitation des frontières visées à l'article 39 du traité, sont les décisions énumérées à l'annexe. Les deux Parties contractantes donneront à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

POZNAN, *le 27 janvier* 1926.

(Signé) Paul ECKARDT. *(Signé)* Maciej KOCZOROWSKI.

LISTE

DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION POLONO-ALLEMANDE DE DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES, QUI SONT RECONNUES COMME OBLIGATOIRES PAR LES DEUX PARTIES, CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 39 DU TRAITÉ POLONO-ALLEMAND RÉGLANT LES QUESTIONS DE FRONTIÈRE.

Numéro d'ordre	Date de la Décision	Contenu de la Décision
1.	15.11.1920	*a)* L'entretien du canal entre Wolla et Purgalken fera l'objet d'une convention entre les intéressés. *b)* Il sera établi un protocole autorisant M. Franz Kasprowicz de Wansen, propriétaire de la parcelle 103/37, à transporter librement sa chaux en Pologne. *c)* Les Puissances intéressées établiront un protocole qui permettra aux habitants, résidant à l'est de la frontière et ayant des intérêts en Pologne, d'utiliser la partie du chemin de Wansen à Seeben (par le moulin de Szczupliny) qui se trouve à proximité de la frontière.
2.	2. 4.1921	*a)* Il sera établi un protocole pour garantir les droits du propriétaire du lac de Karasch. (La Commission de délimitation des frontières a rédigé un projet de convention et l'a transmis aux Etats intéressés.) *b)* Il sera établi un protocole pour permettre à la Pologne d'accéder librement au lac de Traupel et d'entretenir les fossés d'irrigation jusqu'à leur embouchure dans le lac, partout où les rives du lac de Traupel forment la frontière entre la Pologne et l'Allemagne. *c)* Il sera établi un protocole pour garantir à la Pologne l'entretien des fossés de drainage qui aboutissent au lac de Gr. Guhring.
3.	11. 5.1921	Jusqu'au moment où il sera possible de construire une nouvelle gare sur le territoire allemand, celle de Gardeja pourra être utilisée librement par les habitants de la ville de Garnsee.
4.	13. 3.1922 7.12.1922	La propriété de trois immeubles du village de Kurzebrack sera transférée à l'Etat polonais pour lui permettre d'assurer l'administration du port de Kurzeniowo.
5.	2. 9.1920	*a)* Dans les communes de Wierzucin et de Reckendorf, les parcelles séparées du terrain principal par la frontière pourront être utilisées, sans aucune restriction, notamment aussi comme pâturages. Pour permettre aux propriétaires d'exploiter rationnellement leurs terrains, ces propriétaires

Numéro d'ordre	Date de la Décision	Contenu de la Décision
		et leur personnel sont autorisés à circuler librement, avec ou sans leur bétail, sur les chemins qui traversent ou longent la frontière. Ils ont le droit d'abreuver et d'aiguayer leur bétail dans le lac de Zarnowitz. Les dispositions du Traité de Versailles relatives à la liquidation des biens ne s'appliqueront pas aux propriétaires des terrains qui sont attribués à la Pologne. *b)* Dans la commune de Rauschendorf, les parcelles séparées du terrain principal par la frontière pourront être utilisées, sans aucune restriction, notamment comme pâturages. Pour permettre aux propriétaires d'exploiter rationnellement leurs terrains, eux et leur personnel sont autorisés à circuler librement, avec ou sans leur bétail, sur les chemins qui traversent ou longent la frontière. En outre, ils ont le droit d'abreuver leur bétail dans le lac de Zarnowitz ; il leur est également permis de baigner, d'aiguayer et d'entraîner leurs chevaux jusqu'à une distance de cinquante mètres de la rive. Enfin, les habitants sont autorisés à laver dans le lac et à y puiser de l'eau pour des usages domestiques et agricoles. Les dispositions du Traité de Versailles relatives à la liquidation des biens ne seront pas applicables. *c)* Dans les communes de Gross Konarczyn, Zechlau, Hohenkamp et Kupfermühle, les parcelles séparées par la frontière du terrain principal pourront être utilisées, sans aucune restriction, notamment comme pâturages. Pour permettre aux propriétaires d'exploiter rationnellement leurs terrains, eux et leur personnel sont autorisés à circuler librement, avec ou sans leur bétail, sur les chemins qui traversent ou longent la frontière. Les baux conclus avant le 1er juillet 1920 ne pourront être dénoncés par l'Etat polonais avant leur expiration. Un accord entre les Etats intéressés réglera les questions relatives à l'irrigation, au drainage et à l'amélioration des prés de la Braa, ainsi que la question de la régularisation de cette rivière. Les dispositions du Traité de Versailles relatives à la liquidation des biens ne s'appliqueront pas aux terrains attribués à la Pologne.
6.	6. 7.1920	La Pologne a droit d'accès à l'écluse qui est située à l'embouchure de l'« Alt-Klosterkanal » dans l'« Obra-Südkanal » et qui est restée en territoire polonais. L'Allemagne a droit d'accès à l'écluse qui est située à l'embouchure du canal d'irrigation de Lupitz et qui a été attribuée à la Pologne.
7.	6. 7.1921	*a)* Le secteur du chemin situé des deux côtés de la borne frontière J.054 sera considéré comme commun et pourra être utilisé par les propriétaires allemands intéressés. *b)* Le chemin entre les bornes frontières J.293 et J.295 sera considéré comme commun et pourra être utilisé par les propriétaires allemands intéressés. *c)* Le propriétaire allemand de la parcelle N° 207 est autorisé à passer entre les bornes frontières J.001 et J.003 pour accéder à son bien-fonds, en traversant le terrain près de la borne frontière J.003 et la parcelle intercalaire polonaise N° 206.
8.	22. 7.1921.	*a)* Pour permettre aux ressortissants allemands qui ont un droit d'usage sur les champs longeant la frontière d'exploiter lesdits champs, ils sont autorisés à utiliser, jusqu'à leur jonction avec le chemin de frontière Bogday-Smugen, les secteurs des chemins Wildbahn-Smugen et Wildbahn-Bogday qui ont été attribués à la Pologne. *b)* Les propriétaires allemands intéressés ou les personnes ayant un droit d'usage sont autorisés à utiliser, entre les bornes frontières K.233 et K.237, le chemin polonais qui longe la frontière.

Numéro d'ordre	Date de la décision	Contenu de la Décision
9.	23. 6.1922.	Il est reconnu nécessaire d'accorder aux habitants polonais ayant un droit d'usage le droit de passer sur le terrain qui est situé près de la source au sud de Proschau et qui a été attribué à l'Allemagne.
10.	19. 8.1922.	Le secteur de chemin en bordure des parcelles 32, 33, 123-34 du cadastre de Gr. Hennersdorf ayant été attribué à l'Allemagne, l'utilisation de ce secteur de chemin par le fermier des terrains situés du côté polonais du chemin, fera l'objet d'un arrangement particulier.
11.	28. 9.1923.	*a)* Il sera établi un protocole garantissant au propriétaire Balluch le droit de faucher l'herbe dans le fossé frontière près de Knurow et à proximité de celui-ci; le même protocole réglera le curage et l'entretien du fossé par les riverains. *b)* Il sera établi un protocole pour permettre à deux ressortissants allemands qui possèdent des terres en Pologne, d'utiliser le pont sur l'étang de Skrupta. (La Commission de délimitation des frontières a élaboré des projets de convention à ce sujet.)
12.	26. 3.1923.	Mesures destinées à assurer l'adduction des eaux de la Lisswarthe ; utilisation d'un chemin polonais par les habitants de la colonie de Dzielna ; surveillance et entretien du « Tiefer Friedrichstollen » par la Pologne. (La Commission de délimitation des frontières a élaboré des projets de convention à ce sujet.)

[1] TRANSLATION.

No. 1504. — TREATY BETWEEN GERMANY AND POLAND FOR THE SETTLEMENT OF FRONTIER QUESTIONS. SIGNED AT POZNAN, JANUARY 27, 1926.

The Polish-German Boundary Commission, having met in pursuance of Article 87, paragraph 4, of the Treaty of Versailles, concluded on June 28, 1919, between the Allied and Associated Powers and Germany, and having completed its work, POLAND, of the one part, and GERMANY, of the other part, being desirous of settling questions concerning the frontier line, have agreed to conclude a treaty in accordance with the provisions of Articles V and VI of the Final Protocol of the Boundary Commission, dated October 18th, 1924. Accordingly, the Plenipotentiaries of the two Parties, namely ;

FOR POLAND :

M. Maciej KOCZOROWSKI ;

FOR GERMANY :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ;

Having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

DETERMINATION OF THE FRONTIER AND DOCUMENTS RELATING TO THE FRONTIER.

Article 1.

1. The frontier between Poland and Germany has been fixed, marked and delimited on the spot by the Boundary Commission which met in pursuance of Article 87, paragraph 4, of the Treaty of Versailles, concluded between the Allied and Associated Powers and Germany on June 28, 1919. Under the provisions of No. 1 of Additional Protocol *(a)* to the Final Protocol of the Boundary Commission, dated October 18, 1924, this frontier forms the territorial boundary between the contracting States.

2. The documents describing the frontier line are enumerated in the Final Protocol referred to in paragraph 1 of this Article

3. The documents referred to in paragraph 2 also show where the frontier crosses bridges and locks.

4. The frontier line, as fixed and described in the documents, also determines the territorial boundary under the ground and in the air.

Annex 1-3.

5. The Final Protocol referred to in paragraph 1 and Additional Protocols *(a)* and *(b)* are attached to the present Treaty.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

SECTION II.

DEMARCATION, PRESERVATION AND MAINTENANCE OF THE FRONTIER.

Article 2.

1. The frontier shall be marked out on the ground by common frontier marks in so far as it is not already constituted by the median line of roads or indicated by ditches, waterways or other waters.

2. Wherever the frontier is marked by common frontier marks (stones, posts, mounds, etc.) it shall run straight from the centre of one frontier mark to the centre of the next frontier mark. The frontier stones or posts bearing serial numbers and the initial letters of the names of the two States shall mark the limits of the sovereignty of the two States.

3. On the roads and waterways referred to in paragraph 1 the frontier shall be indicated by frontier marks placed alternately in the territory of one or the other Party. The frontier stones or posts shall bear the initial letter of the name of the Contracting State on whose territory they are placed.

Article 3.

1. In accordance with the provisions of III of the Additional Protocol *(a)* to the Final Protocol of October 18, 1924, the roads mentioned in paragraph 1 of Article 2 shall be designated in the present Treaty as frontier roads. The median line of the frontier roads shall be held to be the territorial frontier between the Contracting States.

2. The ditches referred to in paragraph 1 of Article 2 are those which are intended solely for the demarcation of the frontier and not for regulation of waterways. In the present Treaty they shall be referred to as frontier ditches. Ditches which are also used for the regulation of the system of waterways shall be regarded as waterways within the meaning of the following provisions.

3. The waterways referred to in paragraph 1 of Article 2 shall be designated in the present Treaty as frontier waterways. In the case of navigable frontier waterways the median line of the main channel shall constitute the territorial frontier. In the case of other frontier waterways the territorial frontier shall be fixed by the median line of the waterways at its normal level in accordance with the provisions of paragraph 1 of II of the above-mentioned Additional Protocol *(a)*. The normal level of the waterway shall be regarded as being the level which, during the last ten years, has been exceeded on a number of days equal to that on which it has not been reached.

4. The other waters referred to in paragraph 1 of Article 2 shall be designated in the present Treaty under the name of frontier waters. The territorial frontier in the case of the said waters is indicated in the documents referred to in Article 1.

Article 4.

In accordance with the provisions of paragraph 2 of II of Additional Protocol *(a)* to the Final Protocol of October 18, 1924, the frontier shall follow the frontier waterways in the course of their gradual and natural deviations ; should there be a sudden considerable deviation of a waterway, the median line existing before the said deviation shall continue to be the territorial frontier until a final agreement has been concluded between the contracting States. The Contracting Parties also reserve the right to conclude such an agreement should the frontier line be altered in any other manner by *force majeure* or by mining operations.

Article 5.

In Poland the slarosts and in Germany the Prussian district administrators *(Landräte)* shall be responsible for the preservation and maintenance of the frontier. These authorities shall communicate direct with each other in matters concerning the carrying out of their duties.

Article 6.

1. Should the competent authorities be unable to arrive at an agreement with regard to the carrying out of the duties incumbent upon them under Article 5, Mixed Committees shall be called upon to settle the matter. These Committees shall consist of three Polish and three German members. The members of the Committees, and an equal number of substitutes, shall be appointed by the central authorities of the two Contracting States or by other departments designated by these authorities. Both national groups in the Committees shall have the right to call in experts in an advisory capacity.

2. For the purpose of carrying out the duties of the Mixed Committees, there shall be established on the basis of the frontier sectors I-V and A-O, as defined in the documents of the Boundary Commission, the following five sectors :

1st sector, consisting of frontier sector V ;
2nd sector, consisting of frontier sectors I, II, III, IV ;
3rd sector, consisting of frontier sectors A, B, C, D ;
4th sector, consisting of frontier sectors E, F, G, H, J, K ;
5th sector, consisting of frontier sectors L, M, N, O.

A special Committee shall be formed to deal with each sector.

3. The Committees shall themselves draw up their rules of procedure. The chair shall be taken in each Committee alternately year by year by a Polish and by a German representative. For the first year the chairman shall be chosen by the drawing of lots.

4. The Committees shall be convened by the chairman as required ; the letter convening the members shall state the date and place of the meeting. Each Committee shall meet alternately on the territory of the one and of the other State. The minutes of the Committees shall be drawn up in the two languages ; each of the two Governments shall receive a copy of the minutes in both languages.

5. Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Committees shall be taken by a two-thirds majority. All the members or their substitutes must be present for the decisions of the Committees to be valid. Any question in respect of which a Committee has already taken a decision cannot form the subject of a new decision of the same Committee unless all the members or their substitutes consent to reconsider the question.

6. Questions in respect of which a Mixed Committee has failed to reach a decision may be settled through the diplomatic channel.

Article 7.

1. The Contracting States undertake to maintain the frontier line so that it is clearly recognisable throughout its whole length.

2. New buildings may not be erected within less than five metres of either side of the frontier line unless the consent of the Committees, provided for in Article 6, has previously been obtained. The consent of the said Committees need not be obtained in respect of the erection of buildings intended for occupation by officials and employees responsible for the supervision or maintenance of the frontier nor for the setting up of light fences. Such buildings and fences may not be set up within one metre of the frontier line. In the case of frontier waterways the distance shall be calculated from the nearest bank.

3. When the frontier passes through woods or thickets, a strip of territory on each side of the frontier line of a width of at least one metre must be kept constantly free of trees and bushes.

Article 8.

The Contracting States undertake to ensure that frontier marks and other frontier installations are not removed or damaged, whether as a result of neglect or deliberately. The same shall apply to the banks and beds of frontier waterways and frontier waters.

Article 9.

Government officials who carry out their duties in the neighbourhood of the frontier shall be responsible for the maintenance of the frontier, and it is their duty to report to the authorities designated in Article 5 any damage occurring on the frontier and any case in which the frontier is inadequately marked.

Article 10.

1. The officials in charge of the maintenance of the frontier and the workmen accompanying them shall be entitled to move from place to place along the frontier and to cross it freely. On such occasions they shall be entitled to carry with them free of all Customs duties and other charges, and without having to pass through the Customs office, provisions for their own consumption and (on condition that they bring them back with them) all used tools and instruments necessary for the carrying out of their duties. The above-mentioned officials must be provided with identity cards stating in both languages the official position and duties of the holder. The said cards shall be made out by the authorities referred to in Article 5, and shall be shown to the authorities at the frontier when demanded. Should workmen be employed, it will be sufficient for the number of men accompanying the official to be shown on the pass of the official in charge of the work. The workmen must wear a white armband on the left arm bearing a serial number The same shall also apply to persons whose duty it is to carry out official land survey operations on the frontier.

2. The authorties referred to in Article 5 shall notify each other in the case of work for the maintenance of the frontier or land survey work in respect of which it is necessary for officials or workmen to cross the frontier ; when possible, such notification shall be made six days previous to the commencement of the work.

3. Persons other than those referred to in paragraph 1, unless they are members of the Committees provided for in Article 6 or substitute members, or experts called in by the Committees, are forbidden to trespass on the frontier ditches, frontier mounds and frontier hedges.

Article 11.

1. Each of the Contracting States shall maintain the frontier marks situated wholly on its territory.

2. The maintenance of the common frontier marks and the stretches of the frontier situated between them shall, subject to the provisions of Articles 15 and 16, be regulated as follows :

Poland shall be responsible for the maintenance of frontier marks with even numbers and of those parts of the frontier which lie between the frontier mark with an even number and the frontier mark with the next highest number. Germany shall be responsible for the maintenance of frontier marks with odd numbers, and of those parts of the frontier between the frontier mark with an odd number and the frontier mark with the next highest number.

Article 12.

1. Missing frontier marks or marks which have been displaced shall be replaced by agreement between the authorities designated in Article 5 under the direction of the official surveyors of the two Parties and in accordance with the documents relating to the frontier. The fact that the frontier mark has been replaced at the proper spot shall be put on record in special survey documents *(Feldbücher)*.

2. Should it be impossible for special reasons to keep a frontier mark in its previous position, or should a mark have been taken away and should it be impossible to replace it at the same spot, the official surveyors of the two Parties shall decide on its new position, taking account of local conditions. The new position shall be determined by means of the polygon and linear system used for the demarcation of the frontier.

3. Should it be necessary to complete the demarcation of the frontier by the establishment of new frontier marks, the necessary steps shall be taken by joint agreement between the authorities designated in Article 5 with the consent of the Committees referred to in Article 6.

4. Marks on the frontier line showing the boundaries of properties may not be set up or altered save with the permission of the authorities designated in Article 5.

Article 13.

Once every ten years commencing in 1935 during the period between the beginning of May and the end of September, there shall be a joint inspection of the frontier after previous agreement between the authorities designated in Article 5. This inspection shall be carried out in each administrative district by the Government official surveyors of both Parties with the collaboration of the Committees provided for in Article 6. The technical work necessary to remedy small defects in the demarcation of the frontier, which is found to be necessary as a result of the inspection of the frontier (for instance, fixing of loose frontier marks, replacement of damaged or missing marks, clearing of trees or shrubs on the frontier line), shall be taken in hand or immediately carried out.

Article 14.

A record drawn up in duplicate in both languages shall be kept of all survey work carried out on the territorial frontier and of inspections of the frontier. The competent central authorities of the two Parties shall each receive a copy through the authorities designated in Article 5, with the survey documents (sketches) which have been prepared.

Article 15.

Conservancy work in respect of frontier ditches and the drainage ditches connected with them shall be carried out simultaneously on both sides of the frontier. The extent of the work to be done each year shall be settled by the authorities of the two Parties designated in Article 5. Experts appointed by the authorities designated in Article 5 will proceed each year to examine such work immediately on its completion.

Article 16.

Frontier waterways must be cleared out every year. In principle this should be carried out in the following manner, namely : each of the contracting States shall execute the work which is required for the part of the waterway situated in its territory. Should circumstances seem to require it, the Committees provided for in Article 6 may decide that the clearing of the waterway shall be executed entirely by one or the other contracting State.

Article 17.

1. When frontier ditches and frontier waterways are cleared, the earth taken out shall be placed at a distance of not less than 50 centimetres from the top of the bank. It shall be spread out or, if necessary, carried away.

2. The slopes leading down into the ditches and waterways and the banks of other waters situated along the frontier and entirely in the territory of one of the contracting States, shall be wholly maintained by that State in such a manner that the adjacent land or dykes shall not be in any way endangered.

3. The contracting States shall take the necessary measures in order that the ditches and waterways situated in their territory which are intended for the regulation of the frontier waterways may be cleared in such a way as to guarantee the free flow of water from the frontier ditches and waterways.

Article 18.

The costs of maintaining the frontier marks and of clearing and maintaining the frontier ditches, waterways and other waters shall be borne by the Party responsible for the carrying out of the work.

SECTION III.

Crossing of the Frontier.

Article 19.

1. As regards general traffic, the frontier may be crossed at those places concerning the retention or creation of which an agreement already exists between the Parties or may subsequently be reached.

2. Unless otherwise provided in the said agreement, the places referred to in paragraph 1 may be done away with by agreement between the competent authorities of the two contracting States.

3. The temporary closing of frontier crossing-places may not be ordered by one of the Contracting Parties alone, save for urgent reasons connected with public health or other considerations. The closing of frontier crossing-places shall, unless otherwise provided in special agreements, be notified by the competent authorities of the one Party to the competent authorities of the other Party at least twenty-four hours beforehand, and the frontier shall be re-opened as soon as the reasons for which it was closed no longer exist.

4. The above provisions shall not apply to places at which the frontier is crossed by rail.

Article 20.

Special frontier marks shall be set up by both Parties at places at which the frontier intersects public roads. Such barriers as may be set up at these places must be lighted after dark. Moreover, when erecting and maintaining barriers at the frontier, the Parties shall endeavour to interfere as little as possible with public traffic and not to prevent access to landed property situated on the other side of the frontier. Barriers must be set up at a distance of not less than one metre from the frontier line.

Article 21.

Frontier crossing places the use of which is not provided for in the present Treaty or in other provisions binding on both Parties shall be abolished.

Article 22.

Subject to compliance with the Customs and police regulations, public bridges, foot-bridges and ferries over frontier waterways and frontier waters, and fords through such waters, may, in so far as they serve for the crossing of the frontier in accordance with the above provisions be used by the inhabitants of both contracting States to the extent allowed at the time of the signing of the present Treaty.

Article 23.

Subject to any regulations to the contrary made by the Committees provided for in Article 6, bridge-tolls may only be levied in accordance with a uniform scale of charges and on account of that Contracting Party which is responsible for the upkeep of the bridge. Should both Parties be responsible for upkeep, the bridge-tolls shall be levied according to a scale fixed by mutual agreement, and revenue therefrom shall be divided between the two Parties in proportion to their responsibilities for upkeep.

Article 24.

1. Maintenance of the bridges, foot-bridges and ferries referred to in Article 22 shall be carried out in accordance with the legislation of the country. Conservancy work shall be carried out after agreement between the authorities designated in Article 5.

2. The Committees provided for in Article 6 may by unanimous decision otherwise regulate the obligation to maintain the bridges, foot-bridges and ferries, and proceed to an equitable allocation of the costs.

Article 25.

The establishment of new bridges and ferries and any considerable alterations in those existing can only be carried out by unanimous agreement of the Committees provided for in Article 6.

Article 26.

The provisions of Articles 22 to 25 shall not apply to railway bridges.

SECTION IV.

Utilisation of Frontier Waterways and Frontier Waters and the Conveyance of Water and Electric Power.

Article 27.

As regards frontier waterways and frontier waters, both contracting States shall regard the territorial frontier as their boundary in respect of supervision and the enforcement of Customs regulations.

Article 28.

1. Unless otherwise provided in the following Articles, frontier waterways and frontier waters may be utilised up to the frontier by persons having a right of user under the laws of the country.

2. Navigation on frontier waterways shall be regulated by the agreements for that purpose. On non-navigable frontier waterways, the inhabitants of both contracting States without distinction shall be allowed to use boats and to float timber over the whole breadth of the waterway, subject to any restrictions that may be imposed by the national legislation of one or the other Party.

3. The inhabitants of each of the contracting States, in so far as they possess rights of user, whether real or personal, on the other side of the frontier over frontier waterways and frontier waters, including former branches and sectors cut off at low water, may exercise the said rights in accordance with the laws of the country and provided they are in possession of the identity cards required, for crossing the frontier, may carry out on the territory of the other State such work as is necessary for the exercise of their rights.

Article 29.

The strengthening of the banks, work on, or alterations in, the watercourse, and the linking up of inflow and outflow may, in the case of frontier waterways and frontier waters, only be carried out with the permission of the competent authorities of the country in which the work is to be executed. The said authorities shall before granting such permission notify the corresponding authorities of the other Party. The carrying out of new work, the effects of which might extend to the territory of the neighbouring State, particularly the construction of dams, watermills or other installations by which the course of a frontier waterway might be altered, or the water level of a frontier waterway or of frontier waters might be influenced, or the discharge of flood water might be impeded, shall only be allowed on permission being given by the Committees provided for in Article 6.

Article 30.

Subject to reciprocity, the two contracting States shall each on its own side take all the measures provided for by the laws of the country with a view to maintaining the frontier waterways and frontier waters in a clean condition and also for the purpose of guarding against the danger of floods in the frontier waterways and frontier waters area. In so far as joint measures may be necessary for this purpose, an agreement shall be arrived at between the two contracting States.

Article 31.

The flow of the water must not be impeded by installations set up on and in frontier waterways for the purpose of utilising the water. Places for watering cattle and geese must be situated on the banks so that they do not interfere with the flow of the water. The slopes and banks of such frontier waterways as come under the regulations concerning protection against flood must be kept free of trees and bushes.

Article 32.

The two contracting States shall ensure, each on its own territory, that in the case of frontier waterways the working of joint installations for drainage and irrigation, of installations for the purpose of regulating the water level and of mill-races and installations for the outflow of water from mills is not interfered with, and that such installations are properly kept up. The persons responsible for the working and supervision of common drainage and irrigation installations must not be interfered with in the territory of the other Party in carrying out their duties provided they are in possession of the identity cards required for crossing the frontier.

Article 33.

The competent authorities of the two Parties shall conclude more detailed arrangements with regard to the regular and immediate exchange of information concerning floods and ice conditions.

Article 34.

The provisions of Articles 30 to 33 shall apply by analogy to waterways in the frontier district which, without being frontier waterways, flow into such waterways or lead water from the territory of one Party to that of the other. As regards the strengthening of the banks, work on, or alterations in the watercourse, and the linking up of inflow and outflow ditches, the competent authorities of the one Party shall not be obliged to notify the competent authorities of the other Party in cases in which the said work does not affect the out-flow or the water level in the territory of the other Party. The area within four kilometres of the frontier shall be regarded as the frontier district.

Article 35.

1. Existing surface and underground conduits used for the conveyance of water for ordinary consumption, electric power, and industrial drainage water from the territory of the one Party into the territory of the other may continue to be used as before without Customs duties and other taxes being levied therefor. Tools necessary for the maintenance of the above-mentioned installations may be taken over the frontier free of Customs duty and other taxes on condition that they are brought back again. Similarly, should the said installations unexpectedly break down or be damaged, the quantities of material required for their repair may be imported free of Customs duty and other taxes.

2. The provisions of Chapters V and VI of Part 5 of the Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, shall not be hereby affected.

SECTION V.

Fishing in Frontier Waterways and Frontier Waters.

Article 36.

Fishing in frontier waterways and frontier waters shall be dealt with in a special agreement.

SECTION VI.

Exemption from taxation in the Case of Alienation of Landed Property intersected by the Frontier.

Article 37.

1. Should owners of landed property which is situated on both sides of the frontier and which has formed an economic unit up to June 18, 1920, alienate portions of their land before January 1, 1928, the said portions being separated by the frontier from the main part of the property, the parties concerned shall be exempted from such transfer taxes, legal expenses and fees as would

ordinarily be chargeable on these portions of land by reason of the alienation, the conveyance of the rights of property, the making out of deeds and the necessary entries in the land register.

2. The exchange of landed property shall also be regarded as alienation within the meaning of paragraph 1; nevertheless, exemption from taxation will only be granted in respect of the portion of land obtained in exchange should the said portion satisfy the conditions laid down in paragraph 1.

3. In case of doubt the Minister of Finance in Poland, and the Reich Minister of Finance in Germany shall decide finally whether the conditions necessary to obtain exemption from taxation are satisfied or not.

SECTION VII.

GENERAL AND FINAL CLAUSES.

Article 38.

Whenever under the present Treaty expenses are reimbursable to one of the contracting States, payment shall be made in the currency of the State entitled to receive the sums in question.

Article 39.

The decisions of the Boundary Commission in connection with the present Treaty are enumerated in a special list and are hereby recognised by both Parties as binding. These decisions shall be executed by the Committees provided for in Article 6 in so far as the latter still regard this as necessary.

Article 40.

The provisions of the present Treaty shall not apply to cases for which different Regulations have been made or may in future be made by means of agreements between the contracting States or in any other manner. The previous agreements and other provisions referred to in the present Article are enumerated in the attached list (Annex 4).

Article 41.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Warsaw. The Treaty shall come into force four weeks after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until modified or terminated by mutual agreement.

Done at Poznan on January 27, 1926, in duplicate in the Polish and German languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) *(Signed)* Maciej KOCZOROWSKI. *(L. S.)* *(Signed)* Paul ECKARDT.

ANNEX 1.

COMMISSION FOR DELIMITATION OF THE GERMAN-POLISH FRONTIERS.

FINAL DELIMITATION PROTOCOL.

Article I.

In accordance with the provisions of Article 87 of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany, signed at Versailles on June 28, 1919, the under-signed, being duly accredited by their respective Governments as members of the Commission provided for in the said Treaty to determine on the spot the new frontier line between Poland and Germany, have proceeded to the delimitation of the said frontiers.

Article II.

The frontier line has been settled in pursuance of :

(1) Articles 27, 28, 88, 94, 95, 96, 97 of the Treaty of Versailles (June 28, 1919) ;

(2) The instructions for the Boundary Commissions approved by the Supreme Council on October 15, 1919, and modified by the Conference of Ambassadors at its meeting on July 22, 1920, and the modifications of those instructions made later ;

(3) The decision of the Conference of Ambassadors of August 12, 1920, following on the plebiscites in the territories of Allenstein and Marienwerder ;

(4) The decision of the Conference of Ambassadors dated October 20, 1921, following on the plebiscite in the territory of Upper Silesia.

Article III.

The frontier line has been divided into sections which have received the following names or designations :

(1) For the part of the frontier from the Baltic Sea to the Czechoslovak frontier the letters A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, M, N, O ;

(2) For the part of the frontier known as the " East Prussian sector " the numbers I, II, III, IV, V.

The frontier line has been marked and surveyed and is shown :

(a) On a map, scale 1 : 100,000 ;

(b) On a map, scale 1 : 25,000, showing the position and the number of the frontier marks ;

(c) On a plan, scale 1 : 5,000, having attached to it sketches showing details, giving all the measurements required for indicating the position of the frontier marks (dossiers and papers for the frontier marks for sections A-K inclusive ; atlases, maps and diagrams for sections L-O inclusive, in Upper Silesia, and sections I to V inclusive in the so-called East Prussian sector).

Note : So far as concerns the course of the Netze river (Section F) no map on the scale 1 : 5,000 has been made.

Article IV.

The frontiers are defined :

(a) In the description agreed on for each of the sections at the moment of the taking of the decision by the Commission and in the additions or rectifications relating to the modifications subsequently made in this first description ;

(b) In the detailed description of the frontier from frontier mark to frontier mark ;

(c) In the general description drawn up in accordance with the rules laid down by the Conference of Ambassadors on May 21, 1924.

The atlases and papers for frontier marks prepared by the Commission give a detailed description of the frontiers.

Should there be any divergence between the text of the descriptions of the frontiers and the cartographical documents (atlases, plans, diagrams, papers), the particulars given on these cartographical documents as measurements of distances or of angles shall prevail in so far as the said particulars correspond to measurements made from apex to apex of the broken line constituting the frontier line or correspond to the angular measurements (angle, abscissae, ordinates, accessory measurements).

If, in spite of the verification carried out, there should be any difference between the measurements given in the cartographical documents and those subsequently made on the ground, the frontier marks (principal, normal and auxiliary) being in their correct position, the new measurements once settled by technical experts of the two Parties and checked by them shall be marked on a sketch attached to the part in question of the documents that have been drawn up.

Article V.

There have been attached to the documents in respect of the delimitation of the frontiers :

(a) An additional Protocol (common waterways and roads) ;

(b) A Protocol concerning bridges and locks intersected by the frontier.

Protocols regulating legal questions raised by the tracing of the frontier line have been or shall subsequently be dealt with in direct agreements concluded between the Governments concerned.

Article VI.

The maintenance and upkeep of marks and signs indicating the frontier shall be dealt with in a special convention to be concluded between the Governments concerned.

A provisional agreement has been arrived at between Germany and Poland under which Germany is responsible for the maintenance of the frontier marks bearing odd numbers and of auxiliary marks or signs between the frontier mark bearing an odd number and the next frontier mark bearing an even number, and Poland is responsible for the maintenance of frontier marks bearing even numbers and auxiliary marks or signs between a frontier mark bearing an even number and the next frontier mark bearing an odd number.

Article VII.

The Boundary Commission after having satisfied itself :

That the line of the frontier, as marked out on the spot, is in accordance with the decisions of the Commissions ;

That the cartographical documents which have been drawn up are in agreement with the actual lie of the land ;

That the information given in respect of the position of the frontier marks is accurate ;

And after having carried out on the spot the handing over of the territory up to the frontier to the two Governments concerned ;

And having satisfied itself that the three copies of the documents attached, intended for the Conference of Ambassadors, for Germany and for Poland, respectively, are identical ;

And whereas by a decision of the Conference of Ambassadors dated March 28, 1923, the abstention of the Japanese Commissioner, who left the Commission in February 1923, does not in any way affect the validity of the Protocol ;

Unanimously declares that the frontiers between Germany and Poland from the Baltic Sea to the point at which the three States, Germany, Poland and Czechoslovakia meet, and from the point at which the three States, Germany, Lithuania and Poland meet up to the common point at which the three States, Germany, Poland and the Free City of Danzig meet, are indicated in the descriptions and on the maps, plans, sketches and diagrams attached to the present Protocol.

Article VII1.

By the signature of the present Protocol the work of the Boundary Commission for the demarcation of the German-Polish frontiers is hereby concluded.

Done at Paris in three original copies intended for the Conference of Ambassadors, for the German Government and for the Polish Government.

October 18, 1924.

Major Etzel,
German Commissioner :
(Signed) ETZEL.

Count Szembek,
Polish Commissioner :
(Signed) SZEMBEK.

Lieut-Colonel Boger,
British Commissioner :
(Signed) R. A. BOGER.

Lieut-Colonel Tonini,
Italian Commissioner :
(Signed) TONINI.

Lieut-Colonel Gardan,
French Commissioner, President of the Commission :
(Signed) GARDAN.

ANNEX 2.

ADDITIONAL PROTOCOL

(Common waterways and roads).

I. — The frontier line, as fixed and marked by the Boundary Commission and given in the official documents, is hereby accepted by the States concerned as their territorial frontier. The same shall apply in all cases in which the frontier line described in the minutes of the negotiations

concerning the frontier and marked out on the spot, does not coincide with the information given in the land registers in respect of the boundaries of plots of land.

II. — In those parts of the frontier in which the frontier is situated in a waterway, the territorial frontier shall consist of the median line of the waterway at its normal level. The territorial frontier shall thus follow the waterways in their gradual and natural deviations. Should there be a sudden and considerable modification in the course of a frontier waterway, the median line existing previous to the modification shall constitute the territorial frontier pending the conclusion of a final agreement between the two States concerned.

III. — In the case of the frontier roads which are described as "common to both States" in the official documents, the median line of the said roads shall be regarded as the territorial frontier.

PARIS, *October* 16, 1924.

German Commissioner :
(Signed) ETZEL.

Polish Commissioner :
(Signed) SZEMBEK.

British Commissioner :
(Signed) BOGER.

French Commissioner :
President :
(Signed) GARDAN.

Italian Commissioner :
(Signed) TONINI.

ANNEX 3.

PROTOCOL

CONCERNING BRIDGES AND LOCKS INTERSECTED BY THE FRONTIER.

So far as concerns bridges of any kind and locks which are intersected by the frontier, the decisions originally taken by the Commission are hereby annulled and replaced by the following decision :

The frontier line at the points referred to in the above paragraph shall be determined by the large-scale cartographical documents which are authentic for the allocation between the two Parties of the bridges and locks.

An agreement shall be concluded between the two Governments concerned in respect of the maintenance of the said constructions.

PARIS, *October* 18, 1924.

German Commissioner :
(Signed) ETZEL.

Polish Commissioner :
(Signed) SZEMBEK.

British Commissioner :
(Signed) R. A. BOGER.

Italian Commissioner :
(Signed) TONINI.

French Commissioner :
President :
(Signed) GARDAN.

ANNEX 4.

LIST

OF THE POLISH-GERMAN AGREEMENTS AND OTHER PROVISIONS REFERRED TO IN ARTICLE 40 OF THE TREATY FOR THE REGULATION OF FRONTIER QUESTIONS.

(1) Agreement of July 18, 1923, concerning the maintenance of the bridge over the Skottau river.

(2) Agreement of January 27, 1923, regarding a common dyke administration in the "Marienwerder Plain".

(3) Regulations issued in December 1924 by the Conference of Ambassadors concerning the access of the population of East Prussia to the Vistula and the use of the river.

(4) Agreement of June 6, 1921, concerning the use of the station of Gardeja (Garnsee) and the right of access thereto from the German side.

(5) Minutes (February 12, 1923) of the negotiations which took place concerning maintenance of the frontier road Nadoller-frontier-Rauschendorf-Kartoschin.

(6) Provisional agreement of September 27, 1921, between the voivodeship at Posnan and the administrative authorities *(Regierung)* of Schneidemühl concerning the upkeep of those sections of the Netze and Küddow, which form the frontier.

(7) Minutes (June 1, 1921) of the negotiations concerning the use of a field-path in the neighbourhood of Saborwitz.

(8) Article 11 of the Agreement of June 15, 1922, regarding the property of the state mines and foundries in the part of Upper Silesia attributed to Poland, dealing with the right of residence of officials of the Delbrück pits.

FINAL PROTOCOL

OF THE POLISH-GERMAN TREATY OF JANUARY 27th, 1926, FOR THE REGULATION OF FRONTIER QUESTIONS.

During the negotiations on the Polish-German Treaty signed this day for the regulation of frontier questions, the Plenipotentiaries of the two Parties have further agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Treaty and be ratified at the same time :

I. *Ad Articles* 3, 15 *and* 18.

The Contracting States shall endeavour, whenever possible, to do away with the frontier roads mentioned in paragraph 1 of Article 3 and, if necessary, to replace them by other roads. So long as the said frontier roads exist, the use of the same shall be regulated as follows :

(1) The provisions of Articles 15 and 18 shall, when relevant, apply to frontier roads.

(2) Each of the Contracting States shall exercise police powers on frontier roads up to the median line of the said roads. The inhabitants of the territory of both Parties shall be allowed to use the whole of the frontier roads, even if they are not in possession of the identity cards required in other cases for crossing the frontier. Should they have permission in writing from the Customs authorities of both Parties, they shall be entitled to carry with them on the said frontier roads

articles subject to Customs duties, or in respect of which export, import and transit prohibitions exist, free of duty and similar charges and notwithstanding the export, import or transit prohibition in force in the two States. The frontier roads cannot be used by bodies of troops or by individual armed members of the armed forces of either of the Contracting States.

II. *Ad Article* 19.

Pending the conclusion of the agreement provided for in Article 19, paragraph 1, the existing frontier crossing places may continue to be used provisionally. Should one of the Contracting Parties regard it as desirable that one of these crossing places should be closed, the said Party shall inform the other Party at least three months in advance.

The provisions of Article 19, paragraph 3, concerning the temporary closing of crossing places shall apply by analogy to existing crossing places.

III. *Ad Article* 25.

The owners of land intersected by frontier waterways do not require the authorisation provided for in Article 25 when they desire provisionally to erect footbridges and wooden crossing places at points at which the said owners are permitted by special agreements to cross the frontier for the purpose of working on their land.

IV. *Ad Paragraph* 2 *of Article* 28.

The provisions of the last sentence of paragraph 2 of No. 1 of the present Final Protocol shall, when relevant, apply to frontier waterways.

V. *Ad Articles* 16, 28 *and* 29.

Special agreements shall be concluded with regard to the frontier sectors of the Oder and the Warthe.

VI. *Ad Article* 40.

The agreement concerning the use of a field-path in the neighbourhood of Saborwitz, mentioned in No. 7 of the List attached to Article 40 (Annex 4 of the present Treaty), shall remain in force after the coming into force of the said Treaty.

POZNAN, *January 27th,* 1926.

(Signed) Paul ECKARDT. *(Signed)* Maciej KOCZOROWSKI.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE POLISH-GERMAN TREATY OF JANUARY 27th, 1926, FOR THE REGULATION OF FRONTIER QUESTIONS.

At the moment of signing the Polish-German Treaty of January 27th, 1926, for the regulation of frontier questions, the Plenipotentiaries of the two States have put on record that their Governments agree to recognise that the decisions of the Boundary Commission referred to in Article 39 of the Treaty are the decisions enumerated in the Annex. The two Contracting Parties shall give the necessary instructions with regard to this matter to the competent authorities.

POZNAN, *January 27th,* 1926.

(Signed) Paul ECKARDT. *(Signed)* Maciej KOCZOROWSKI.

LIST

OF THE DECISIONS OF THE POLISH-GERMAN BOUNDARY COMMISSION, RECOGNISED AS BINDING BY BOTH PARTIES IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 39 OF THE POLISH-GERMAN TREATY FOR THE SETTLEMENT OF FRONTIER QUESTIONS.

Number	Date of Decision	Subject of the Decision
1.	15.11.1920	*(a)* An agreement shall be concluded between the parties concerned in respect of the maintenance of the canal between Wolla and Purgalken. *(b)* A protocol shall be drawn up authorising Franz Kasprowicz of Wansen, owner of plot No. 103/37 to carry his lime free into Poland. *(c)* The Powers concerned shall draw up a protocol authorising the inhabitants residing on the eastern side of the frontier who have interests in Poland to use that part of the road from Wansen to Seeben (passing the mill of Szczupliny) situated in the neighbourhood of the frontier.
2.	2. 4.1921.	*(a)* A protocol shall be drawn up for the purpose of guaranteeing the rights of the owner of Lake Karasch. (The Boundary Commission has prepared a draft of such an agreement and has forwarded it to the States concerned.) *(b)* A protocol shall be drawn up for the purpose of granting Poland free access to Lake Traupel and allowing her to maintain the irrigation ditches up to the point at which they join the Lake at all places at which the shores of Lake Traupel form the frontier between Poland and Germany. *(c)* A protocol shall be drawn up for the purpose of guaranteeing Poland's right of maintenance of the drainage ditches running into the Gr. Guhring Lake.
3.	11. 5.1921.	Until it is possible to build a new railway station on German territory, the inhabitants of the town of Garnsee shall have free access to the railway station of Gardeja.
4.	13. 3.1922. 7.12.1922.	The rights of ownership of three buildings in the village of Kurzebrack shall be transferred to the Polish State to enable it to make provision for the administration of the port of Kurzeniowo.
5.	2. 9.1920.	*(a)* In the communes of Wierzucin and Reckendorf those plots of land which are cut off by the frontier may be used without any restriction, particularly for the purpose of pasturage. The proprietors of the same, their employees and their livestock shall be allowed to use the roads crossing or running alongside the frontier to enable the land to be property cultivated. They shall be allowed to water and wash their livestock in Lake Zarnowitz. The provisions of the Treaty of Versailles concerning the liquidation of property shall not apply to owners of land which has been assigned to Poland. *(b)* In the commune of Rauschendorf those plots of land which are cut off by the frontier may be used without any restriction, particularly for the purpose of pasturage. The proprietors of the same, their employees and their livestock shall be allowed to use the roads crossing or running alongside the frontier to enable the land to be property cultivated. They may also water their livestock in Lake Zarnowitz. They shall also be permitted to wash, swim and exercise their horses up to a distance of 50 metres from the shore. They shall further be allowed to wash in the Lake and to take water from the same for domestic and agricultural purposes. The provisions of the Treaty of Versailles concerning the liquidation of property shall not apply in this case. *(c)* In the communes of Gross Konarczyn, Zechlau, Hohenkamp and Kupfermühle, the plots of land cut off by the frontier may be used without

Number	Date of Decision	Subject of the Decision
		any restriction, particularly for the purpose of pasturage. The proprietors of the same, their employees and their livestock shall be allowed to use the roads crossing or running alongside the frontier to enable the land to be property cultivated. Leases concluded before July 1st, 1920, cannot be terminated by the Polish State before they expire. Questions concerning drainage and improvements in the Brahe meadows and the regulation of the River Braa, shall be settled by an agreement between the States concerned. The provisions of the Treaty of Versailles concerning the liquidation of property shall not apply to the land assigned to Poland.
6.	6. 7.1920.	Poland shall have a right of access to the lock remaining on Polish territory at the point at which the " Alt-Klosterkanal " joins the " Obra-Südkanal ". Germany shall have a right of access to the lock at the outlet of the Lupitz irrigation canal which has been assigned to Poland.
7.	6. 7.1921.	*(a)* The stretch of road on both sides of frontier stone J. 054 shall be regarded as common property, and may be used by the German proprietors concerned. *(b)* The road between frontier stones J. 293 and J. 295 shall be regarded as common property and may be used by the German proprietors concerned. *(c)* The German proprietor of plot No. 207 shall be authorised, for the purpose of proceeding to his property, to cross the frontier between frontier stones J. 001 and J. 003, over the territory near frontier stone J. 003 and the Polish plot No. 206.
8.	22. 7.1921.	*(a)* Those German nationals having rights of user over the fields alongside the frontier are entitled to use those parts of the Wildbahn-Smugen and Wildbahn-Bogday roads which have become Polish up to the point at which they meet the Bogday-Smugen frontier road for the purpose of agricultural work in the said fields. *(b)* The German proprietors concerned or German nationals having a right of user may use the Polish road along the frontier between frontier stones K. 233 and K. 237.
9.	23. 6.1922.	It is recognised that Polish nationals having a right of user should be allowed to cross the territory near the spring south of Proschau which has been assigned to Germany.
10.	19. 8.1922.	A special agreement shall be concluded concerning the use of the part of the road remaining in German territory near plots No. 32, 33 and 123-34 of the Gr. Hannersdorf land register by the farmer on the Polish side of that road.
11.	28. 9.1923.	*(a)* A protocol shall be drawn up guaranteeing the landowner Balluch the right to mow the grass in and about the frontier ditch near Knurow, and the same protocol shall lay down regulations for the cleaning and maintenance of the said ditch by the owners in the neighbourhood. *(b)* A protocol shall be drawn up for the purpose of enabling two German nationals owning land in Poland to use the bridge over the Skrupta pond. (Draft agreements to this effect have been prepared by the Boundary Commission.)
12.	26. 3.1923.	Measures to ensure the flow of water from the Lisswarthe ; use of a Polish road by the inhabitants of the Dzielna colony, and supervision and maintenance of the " Tiefe Friedrichstollen " by Poland. (The Boundary Commission has prepared draft agreements to this effect.)

N° 1505.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention en vue de faciliter le trafic international sur la ligne de chemin de fer Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, avec protocole final et annexes. Signés à Varsovie, le 26 mars 1927.

GERMANY AND POLAND

Convention to facilitate International Railway Traffic on the Line Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, with Final Protocol and Annexes. Signed at Warsaw, March 26, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 1505. — UMOWA[1] O UŁATWIENIACH KOMUNIKACJI MIĘDZYNARODOWEJ NA LINJI KOLEJOWEJ FIRCHAU — CHOJNICE — TCZEW — MARIENBURG Z DNIA 26 MARCA 1927 ROKU.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 juillet 1927.

Ożywione pragnieniem ułatwienia międzynarodowej kolejowej komunikacji osobowej, bagażowej, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pośpiesznych w tranzycie przez terytorjum Rzeczypospolitej Polskiej i przez terytorjum Wolnego Miasta Gdańska na linji kolejowej Firchau—Chojnice—Tczew—Marienburg, zamianowały swymi Pełnomocnikami :

POLSKA :

pana Franciszka MOSKWĘ, wice-dyrektora w Ministerstwie Komunikacji i
pana Felicjana PROCHASKĘ, naczelnika wydziału w Ministerstwie Skarbu,

działających w myśl ustępu 6, artykułu 104, Traktatu Wersalskiego z dnia 28 czerwca 1919 także za Wolne Miasto Gdańsk, o ile ono wchodzi w rachubę jako Strona Umawiająca się,

NIEMCY :

pana Ulricha RAUSCHERA, Nadzwyczajnego Posła i Ministra Pełnomocnego Rzeszy Niemieckiej w Warszawie, i
pana Karola SCHOLZA, Tajnego Radcę Rządu, Dyrektora Kolei Rzeszy.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 20 mai 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1505. — ABKOMMEN[1] ÜBER ERLEICHTERUNGEN DES INTERNATIONALEN EISENBAHNVERKEHRS AUF DER EISENBAHNSTRECKE FIRCHAU-CHOJNICE - TCZEW - MARIENBURG VOM 26. MÄRZ 1927.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 15, 1927.

Von dem Wunsche geleitet, den internationalen Eisenbahn-Personen-, Gepäck-, Expressgut- und beschleunigten Eilgutverkehr im Durchgang durch das Gebiet der Republik Polen und durch das Gebiet der Freien Stadt Danzig auf der Eisenbahnstrecke Firchau—Chojnice—Tczew—Marienburg zu erleichtern, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt

DEUTSCHLAND :

Herrn Ulrich RAUSCHER, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in Warschau, und :
Herrn Carl SCHOLZ, Geheimen Regierungsrat, Reichsbahndirektor ;

POLEN :

Herrn Franciszek MOSKWA, Vicedirektor im Verkehrsministerium, und :
Herrn Felicjan PROCHASKA, Abteilungsvorstand im Finanzministerium,

die gemäss Artikel 104, Absatz 6 des Versailler Vertrages vom 28. Juni 1919 auch für die Freie Stadt Danzig, soweit sie als Vertragspartei in Frage kommt, handeln.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, May 20, 1927.

Pełnomocnicy po zbadaniu i wymianie pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykul 1.

Na linji kolejowej Firchau—Chojnice—Tczew — Marienburg będzie służyła codziennie jedna para pociągów pospiesznych, jako też raz w tygodniu jedna para pociągów luksusowych, obok komunikacji między Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec, międzynarodowej kolejowej komunikacji osobowej, bagażowej, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych, stosownie do oddzielnego porozumienia się między uczestniczącemi zarządami kolejowemi. O ileby zostały uruchomione pociągi bliźniacze, poprzedzające te pociągi lub następujące po nich. to do nich będą się stosowały te same postanowienia.

Artykul 2.

Pociągi wymienione w artykule 1 będą przewożone przez kraj transytowy w takim składzie, w jakim przyjechały. Poszczególne wagony będą mogły być wyłączone lub włączone z powodów ruchowych.

Artykul 3.

(1.) Przy korzystaniu z pociągów, wymienionych w artykule 1, obowiązują w kraju tranzytowym następujące przepisy :

a) podróżnym wolno wsiadać lub wysiadać tylko na stacjach Chojnice i Tczew. Jednakże podróżnym, którzy chcą tym samym pociągiem delej jechać, wysiadać nie wolno ;

b) bagaż ręczny i nadany bagaż podróżnych wsiadających i wysiadających na stacjach Chojnice lub Tczew, jako też przesyłki nadzwyczajne i przyspieszone przesyłki pospieszne nie mogą być załadowane ani wyładowane poza obrębem jednej z wymienionych dwóch stacyj :

c) innych przedmiotów nie wolno do tych pociagów ani podawać ani z nich wydawać z zastrzeżeniem postanowień, ustalonych w art. 21 do 23 dla komunikacji pocztowej.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung und Austausch ihrer als gut und richtig befundenen Vollmachten nachstehendes vereinbart :

Artikel 1.

Auf der Eisenbahnstrecke Firchau—Chojnice —Tczew—Marienburg wird täglich ein Schnellzugpaar sowie wöchentlich einmal ein Luxuszugpaar neben dem Verkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland nach Massgabe einer besonderen Vereinbarung zwischen den beteiligten Eisenbahnverwaltungen, dem internationalen Eisenbahn-Personen-, Gepäck-, Expressgut- und beschleunigten Eilgutverkehr dienen. Werden Vor- oder Nachzüge zu diesen Zügen gefahren, so finden auf sie die gleichen Bestimmungen Anwendung.

Artikel 2.

Die im Artikel 1 bezeichneten Züge sind in der Zusammensetzung, wie sie angebracht werden, durch das Durchgangsland durchzuführen. Einzelne Wagen dürfen aus betrieblichen Gründen aus- oder eingesetzt werden.

Artikel 3.

1. Für die Benutzung der im Artikel 1 bezeichneten Züge gelten im Durchgangslande folgende Vorschriften :

a) Reisende dürfen nur auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew ein- oder aussteigen. Jedoch ist den Reisenden, die denselben Zug zur Weiterfahrt benutzen wollen, das Aussteigen nicht gestattet.

b) Das Handgepäck und das aufgegebene Gepäck der auf den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew ein- und aussteigenden Reisenden sowie Expressgut und beschleunigtes Eilgut darf ausserhalb der erwähnten beiden Bahnhöfe weder ein- noch ausgeladen werden.

c) Sonstige Gegenstände dürfen vorbehaltlich der in Artikel 21 bis 23 für den Postverkehr getroffenen Bestimmungen bei diesen Zügen weder hinein- noch hinausgereicht werden.

(2.) Kraj tranzytowy będzie się starał ow ykonanie powyższych przepisów. Gdyby w celu zapewnienia wykonania niniejszych przepisów kraj tranzytowy zarządził konwojowanie pociągów, wymienionych w artykule 1, przez celnych lub innych urzędników, to urzędnicy ci mogą dojeżdżać także na linjach niemieckich do stacji Firchau i Marienburg i powracać do miejsca służbowego pobytu.

(3.) Urzędnicy wymienieni w ustępie 2, jako też funkcjonarjusze kolejowi i pocztowi, którzy konwojują pociąg w kraju tranzytowym, są uprawnieni i obowiązani starać się o zachowanie przepisów, zawartych w niniejszej umowie.

2. Das Durchgangsland wird für die Durchführung vorstehender Vorschriften sorgen. Lässt das Durchgangsland zur Sicherung der Durchführung dieser Vorschriften die im Artikel 1 bezeichneten Züge durch Zoll- oder sonstige Beamte begleiten, so dürfen diese Beamten auch auf den deutschen Strecken bis zu den Bahnhöfen Firchau und Marienburg mitfahren und an ihren Dienstort zurückkehren.

3. Die im Absatz 2 bezeichneten Beamten sowie die Eisenbahn- und Postbediensteten, die den Zug im Durchgangslande begleiten, sind befugt und verpflichtet, für die Einhaltung der in diesem Abkommen enthaltenen Vorschriften Sorge zu tragen.

Artykuł 4.

Z pociągów wymienionych w artykule 1 nie mogą korzystać podróżni, którzyby wsiedli na jednej z dwóch stacyj, Chojnice lub Tczew, aby wysiąść na drugiej z nich. To samo stosuje się do bagażu, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych mających być załadowanemi na tych stacjach.

Artikel 4.

Die im Artikel 1 bezeichneten Züge dürfen nicht benutzt werden von Reisenden, die auf einem der beiden Bahnhöfe Chojnice oder Tczew einsteigen, um in dem anderen auszusteigen. Gleiches gilt für das in diesen Bahnhöfen einzuladende Gepäck, Expressgut und beschleunigte Eilgut.

Artykuł 5.

1. Ruch tranzytowy podlegać będzie prawom kraju tranzytowego, odnoszącym się do utrzymania porządku i bezpieczeństwa publicznego, jak również ustawom i przepisom sanitarnym.

2. Podróżni, korzystający bez przerwy podróży na linji kolejowej między Firchau a Marienburgiem z pociągów wymienionych w artykule 1, mogą wraz ze swym bagażem swobodnie przejeżdżać tranzytem, z wyjątkiem wypadków, w których osoby te popełniły na obszarze suwerennym kraju tranzytowego, podczas pobytu tamże, zbrodnię lub występek. Podróżni muszą posiadać bilet bezpośredni, uprawniający co najmniej do podróży między Firchau a Marienburgiem.

3. Podróżni ci i ich bagaż będą wolni na linji kolejowej między Firchau a Marienburgiem od wszelkich formalności paszportowych i celnych oraz wolni od wszelkich opłat celnych lub opłat tym podobnych, z wyjątkiem wydatków rzeczywistych zarządu kolei żelaznej. Podróżni ci nie potrzebują na tej linji ani paszportu, ani innego dowodu tożsamości.

Artikel 5.

1. Der Durchgangsverkehr unterliegt den Gesetzen des Durchgangslandes, soweit sie sich auf die Aufrechterhaltung der Ordnung und öffentlichen Sicherheit beziehen, sowie den sanitätspolizeilichen Gesetzen und Vorschriften.

2. Reisende, die die im Artikel 1 bezeichneten Züge auf der Eisenbahnstrecke zwischen Firchau und Marienburg ohne Fahrtunterbrechung benutzen, dürfen mit ihrem Gepäck ungehindert durchreisen, es sei denn, dass sie im Hoheitsgebiet des Durchgangslandes während ihres Aufenthaltes in diesem Lande ein Verbrechen oder Vergehen begangen haben. Die Reisenden müssen mit einem durchgehenden Fahrtausweis versehen sein, der mindestens zur Fahrt zwischen Firchau und Marienburg berechtigt.

3. Diese Reisenden und ihr Gepäck sind auf der Eisenbahnstrecke zwischen Firchau und Marienburg frei von allen Pass- und Zollförmlichkeiten sowie frei von allen Zoll- oder ähnlichen Abgaben, mit Ausnahme von baren Auslagen der Eisenbahnverwaltung. Die Reisenden bedürfen auf dieser Strecke weder eines Passes noch eines sonstigen Ausweispapieres.

4. Przesyłki nadzwyczajne oraz przyspieszone przesyłki pospieszne, wiezione pociągami wymienionemi w artykule 1 na linji kolejowej między Firchau a Marienburgiem w bezpośrednim tranzycie, będą na tej linji wolne od wszelkich formalności celnych oraz wolne od wszelkich opłat celnych lub opłat tym podobnych, z wyjątkiem wydatków rzeczywistych zarządu kolei żelaznej.

5. Zakazy przywozu i wywozu, istniejące w krajach tranzytowych, nie będą stosowane do tych bagażów, przesyłek nadzwyczajnych oraz przyspieszonych przesyłek pospiesznych. Nie będą również wymagane dla tych bagażów, przesyłek nadzwyczajnych oraz przyspieszonych przesyłek pospiesznych zaświadczenia na prawo przywozu, wywozu i przewozu Wszelkie towary, których przewóz wewnątrz krajów zawierających umowę jest dozwolony, mogą być przewożone w tranzycie temi pociągami. Towary, przewożone zgodnie z przepisami niniejszej umowy, nie mogą być zajęte w drodze administracyjnej.

6. Niemieckie celne urzędy wyjściowe są uprawnione do nakładania zamknięć na pomieszczenia bagażowe, w których przewożone będą tranzytem nadane bagaże, przesyłki nadzwyczajne oraz przyspieszone .przesyłki pospieszne. Zarząd celny kraju tranzytowego zasadniczo uzna i pozostawi bez naruszenia plomby i pieczęcie, które nałożył niemiecki zarząd celny Jednak prawo kraju tranzytowego do uzupełniania plomb i pieczęci nowemi znakami celnemi pozostaje nienaruszone.

7. Zamknięcie celne będzie mogło być chwilowo zdjęte przez kraj tranzytowy tylko w wypadkach, przewidzianych w niniejszej umowie, albo z koniecznych powodów ruchu kolejowego. Przeładunek może być dokonany tylko ze względów ruchu. W tych wypadkach postępowanie celne odbędzie się według przepisów kraju tranzytowego. Przeładunek bagażu albo towarów, zdjęcie zamknięcia celnego i przyczyny, które je wywołaly, jak również i ponowne nałożenie zamknięcia winny być zaświadczone protokólarnie oraz, w danym razie, w dokumentach celnych i podatkowych.

8. Jeżeli podczas drogi zamknięcie zostało uszkodzone, rozmyślnie lub przypadkowo, albo jeżeli wagon lub towary zostały ograbione, należy postąpić w ten sam sposób, jak w razie chwilowego zdjęcia zamknięcia lub w razie przeładunku, jednakowoż fakt ten winien być wedle możności stwierdzony przy współdziałaniu urzędnikow celnych. Zarządzone kroki

4. Expressgut und beschleunigtes Eilgut, das in den im Artikel 1 bezeichneten Zügen auf der Eisenbahnstrecke zwischen Firchau und Marienburg unmittelbar hindurchgeführt wird, ist auf dieser Strecke frei von allen Zollförmlichkeiten und frei von allen Zöllen und ähnlichen Abgaben, mit Ausnahme von baren Auslagen der Eisenbahnverwaltung.

5. Die in den Durchgangsländern bestehenden Ein- und Ausfuhrverbote finden auf dieses Gepäck, Expressgut und beschleunigte Eilgut keine Anwendung. Auch ist für dieses Gepäck, Expressgut und beschleunigte Eilgut weder eine Ein- und Aus- noch Durchfuhrerlaubnis erforderlich. Alle im inneren Verkehr der Vertragsteile zur Beförderung zugelassenen Waren können im Durchgangsverkehr mit diesen Zügen befördert werden Waren, die im Einklang mit den Bestimmungen dieses Abkommens befördert werden, dürfen nicht im Verwaltungswege beschlagnahmt werden.

6. Die deutschen Ausgangszollstellen, sind befugt, dieses aufgegebene Reisegepäck, Expressgut und beschleunigte Eilgut für die Durchfuhr unter Raumverschluss zu legen. Die Zollverwaltung des Durchgangslandes wird grundsätzlich Plomben oder Siegel anerkennen und unberührt lassen, die die deutsche Zollverwaltung angelegt hat. Das Recht des Durchgangslandes, die Plomben oder Siegel durch Anbringung neuer Zollzeichen zu vervollständigen, bleibt unberührt.

7. Die vorübergehende Öffnung des Zollverschlusses durch das Durchgangsland ist nur in den durch diesen Vertrag vorgesehenen Fällen oder aus zwingenden Gründen des Eisenbahndienstes, die Umladung nur aus Betriebsrücksichten zulässig. In solchen Fällen regelt sich die zollamtliche Behandlung nach den Bestimmungen des Durchgangslandes. Die Umladung des Gepäcks oder der Güter, die Öffnung des Zollverschlusses und ihre Ursachen sowie die Erneuerung des Verschlusses sind in einem Protokoll und in etwaigen Zoll- und Steuerpapieren zu beurkunden.

8. Wird ein Verschluss unterwegs absichtlich oder durch zufällige Umstände verletzt oder liegt eine Beraubung von Wagen oder Waren vor, so ist ebenso wie bei vorübergehender Öffnung von Verschlüssen oder bei Umladung zu verfahren, jedoch hat eine Feststellung des Tatbestandes tunlichst unter Zuziehung von Zollbeamten zu erfolgen. Das Veranlasste und

i ich powody winny być zaświadczone protokólarnie oraz w znajdujących się dokumentach celnych i podatkowych.

seine Gründe sind in einem Protokoll und in vorhandenen Zoll- und Steuerpapieren zu beurkunden.

Artykuł 6.

Podróżni, którzy na stacjach kolejowych Chojnice lub Tczew wsiadają do pociągów wymienionych w artykule 1, lub z nich wysiadają, podlegają tam wspólnej polsko-niemieckiej odprawie celnej i kontroli paszportowej. Tak samo bagaże, przesyłki nadzwyczajne oraz przyspieszone przesyłki pospieszne, przeznaczone do załadowania lub wyładowania na tych stacjach, podlegają wspólnej polsko-niemieckiej odprawie celnej.

Artikel 6.

Reisende, die auf den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew in die im Artikel 1 bezeichneten Züge einsteigen oder aus ihnen aussteigen, unterliegen dort einer gemeinsamen deutsch-polnischen Zollabfertigung und Passprüfung Ebenso unterliegt das auf diesen Bahnhöfen ein- oder auszuladende Gepäck, Expressgut und beschleunigte Eilgut einer gemeinsamen deutsch-polnischen Zollabfertigung.

Artykuł 7.

1. Odprawa celna i kontrola paszportowa podróżnych, którzy na stacjach kolejowych Chojnice lub Tczew będą wsiadali lub wysiadali, oraz odprawa celna bagażu, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych, które tam będą załadowywane lub wyładowywane, będą dokonywane wspólnie przez niemieckie i polskie władze celne i paszportowe według postanowień artykułów 9 do 12, a to obok siebie, jedna po drugiej. W tym celu przyznaje Polska Niemcom prawo dokonywania odprawy celnej i kontroli paszportowej na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew.

2. Polska dostarczy bezpłatnie pomieszczeń, potrzebnych do czynności służbowych i do przebywania, jako też potrzebnego sprzętu wagonowego i starać się będzie bezpłatnie o odpowiednie urządzenie, cświetlanie, opalanie i czyszczenie pomieszczeń.

3. Niemieckie urzędy celne będą trzymały pod swem wyłącznem zamknięciem celnem przedmioty, pozostające w ich przechowaniu. Polska dostarczy bezpłatnie na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew po jednem odpowiedniem pomieszczeniu zamykanem, odpowiadającem potrzebom zabezpieczenia celnego.

4. Polska postara się w drodze odpowiednich zarządzeń :

a) aby bagaż, nadany przez podróżnych wsiadających na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew, był przez Polskie Koleje Państwowe ładowany do wagonów baga-

Artikel 7.

1. Die Zollabfertigung und Passprüfung der Reisenden, die auf den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew ein- oder aussteigen, sowie die Zollabfertigung des Gepäcks, des Expressgutes und des beschleunigten Eilgutes, das dort ein- oder ausgeladen werden soll, wird von den deutschen und den polnischen Zoll- und Passbehörden nach Massgabe der Bestimmungen der Artikel 9 bis 12 gemeinsam, und zwar räumlich nebeneinander, zeitlich nacheinander vorgenommen. Zu diesem Zweck räumt Polen Deutschland das Recht ein, die Zollabfertigung und Passprüfung auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew vorzunehmen.

2. Polen wird die hierzu erforderlichen Dienst- und Aufenthaltsräume sowie die erforderlichen Wiegegerätschaften unentgeltlich zur Verfügung stellen und für eine angemessene Ausstattung, Beleuchtung, Heizung und Reinigung der Räume unentgeltlich sorgen.

3. Die deutschen Zollstellen werden Gegenstände, die sich in ihrem Gewahrsam befinden, ausschliesslich unter ihrem eigenen Zollverschluss lagern. Polen wird auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew je einen geeigneten, zollsicher eingerichteten, verschliessbaren Raum hierzu unentgeltlich zur Verfügung stellen.

4. Polen wird durch entsprechende Massnahmen dafür sorgen,

a) dass das Reisegepäck, das auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew von den dort einsteigenden Reisenden aufgegeben wird, erst nach zollamtlicher Abfertigung

żowych właściwych pociągów dopiero po odprawie celnej i bez zmiany jego zawartości,

b) aby bagaż, przeznaczony do tranzytu przez Niemcy albo do przekazania do jednego z urzędów w Niemczech był zgłaszany przez Polskie Koleje Państwowe niemieckiej eksponowanej placówce celnej przez wręczenie spisu bagażu w trzech egzemplarzach według dołączonego wzoru (A), oraz aby dwa egzemplarze, zwrócone przez placówkę celną po zbadaniu i zanotowaniu w księdze bagażu były doręczane przy zdawaniu bagażu na odpowiedniej stacji zdawczo-odbiorczej właściwym pracownikom Kolei Rzeszy Niemieckiej,

c) aby bagaż przychodzący do stacyj kolejowych Chojnice i Tczew był dostarczany przez Polskie Koleje Państwowe eksponowanej placówce celnej do odprawy celnej bez zmiany jego zawartości, przy równoczesnem przedstawianiu dokumentów celnych, otrzymanych przy zdawaniu bagażu na stacji zdawczo-odbiorczej od Kolei Rzeszy Niemieckiej,

d) aby przesyłki nadzwyczajne i przyspieszone przesyłki pospieszne. przeznaczone do załadowania na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew, były ładowane przez Polskie Koleje Państwowe do wagonów bagażowych właściwych pociągów dopiero po odprawie celnej i bez zmiany ich zawartości,

e) aby przesyłki nadzwyczajne i przyspieszone przesyłki pospieszne, przeznączone do tranzytu przez Niemcy lub do przekazania do jednego z urzędów w Niemczech, były przez Polskie Koleje Państwowe zgłaszane niemieckiej eksponowanej placówce celnej przez wręczenie dokumentu konwojowego w trzech egzemplarzach według załączonego wzoru (B), przy równoczesnem przedstawieniu dokumentów przewozowych, oraz aby dwa egzemplarze, zwrócone przez placówkę celną po zbadaniu i zanotowaniu w księdze dokumentów konwojowych, były oddawane przy zdawaniu przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych na odpowiedniej stacji zdawczo-odbiorczej właściwym pracownikom Kolei Rzeszy Niemieckiej,

f) aby przesyłki nadzwyczajne i przyspieszone przesyłki pospieszne, przychodzące

und ohne Änderung seines Inhaltes in die Gepäckwagen der betreffenden Züge durch die Polnischen Staatsbahnen verladen wird.

b) dass das zur Durchfuhr durch Deutschland oder zur Überweisung auf ein Amt in Deutschland bestimmte Reisegepäck durch Gepäckverzeichnisse des anliegenden Musters (A) in drei Ausfertigungen seitens der Polnischen Staatsbahnen bei der deutschen exponierten Zollstelle angemeldet und die von der Zollstelle nach Prüfung und Eintragung in das Gepäckverzeichnisbuch zurückgereichten zwei Ausfertigungen bei der Gepäckübergabe auf dem betreffenden Betriebswechselbahnhof den zuständigen Bediensteten der Deutschen Reichsbahn übergeben werden.

c) dass das auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew ankommende Reisegepäck von den Polnischen Staatsbahnen der exponierten Zollstelle zur Zollabfertigung ohne Veränderung seines Inhaltes vorgeführt wird unter gleichzeitiger Vorlegung der bei der Gepäckübergabe auf dem Betriebswechselbahnhof seitens der Deutschen Reichsbahn übergebenen Zollpapiere.

d) dass das Expressgut und beschleunigte Eilgut, das auf den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew verladen werden soll, erst nach zollamtlicher Abfertigung und ohne Änderung seines Inhaltes in die Gepäckwagen der betreffenden Züge durch die Polnischen Staatsbahnen verladen wird,

e) dass das zur Durchfuhr durch Deutschland oder zur Überweisung auf ein Amt in Deutschland bestimmte Expressgut und beschleunigte Eilgut durch Begleitschein des anliegenden Musters (B) in drei Ausfertigungen seitens der Polnischen Staatsbahnen bei der deutschen exponierten Zollstelle unter gleichzeitiger Vorlegung der betreffenden Frachtpapiere angemeldet und die von der Zollstelle nach Prüfung und Eintragung in das Begleitschein- Ausfertigungsbuch zurückgereichten zwei Ausfertigungen auf dem betreffenden Betriebswechselbahnhof bei der Übergabe des Expressgutes und des beschleunigten Eilgutes den zuständigen Bediensteten der Deutschen Reichsbahn übergeben werden,

f) dass das auf den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew ankommende Expressgut und

do stacyj kolejowych Chojnice i Tczew były dostarczane przez Polskie Koleje Państwowe eksponowanej plaćowce celnej do odprawy celnej bez zmiany ich zawartości przy równoczesnem przedstawianiu dokumentów celnych, otrzymanych przy zdawaniu przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych, na stacji zdawczo-odbiorczej od Kolei Rzeszy Niemieckiej.

5. Odprawa podróżnych, którzy zamierzają ze stacyj kolejowych Chojnice i Tczew korzystać z pociągów, wymienionych w artykule 1, kończyć się będzie zawsze na 5 minut przed przybyciem pociągu według rozkładu jazdy na te stacje. W razie zapowiedzianego opóźnienia pociągu przedłuża się stosownie termin odprawy. Podróżni, którzy nie stawią się w właściwym czasie do odprawy, nie mają prawa żądać przewiezienia ich tym pociągiem.

6. Przesyłki nadzwyczajne i przyspieszone przesyłki pospieszne, które mają być przewożone w pociągach wymienionych w artykule 1, muszą być tak wcześnie dostawione do odprawy celnej, aby mogła ona być zakończona przed rozpoczęciem odprawy podróżnych i ich bagażu (ustęp 5). Przesyłki nadzwyczajne i przyspieszone przesyłki pospieszne, które nie dostawione w właściwym czasie, będą tylko w tym wypadku odprawiane, jeżeli na tem odprawa podróżnych i ich bagażu w właściwym czasie nie ucierpi.

Artykuł 8.

1. Niemieckie placówki służbowe, ustanowione w myśl art. 7 na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew, są w rozumieniu niniejszej umowy eksponowanemi placówkami służbowemi.

2. Pomieszczenia, z których korzystają eksponowane placówki służbowe (art. 14 ust. 9), mogą być oznaczane nazwą urzędu z godłami Rzeszy Niemieckiej i Państwa Pruskiego.

Artykuł 9.

1. Na eksponowanych placówkach służbowych i na linjach kolejowych między Chojnicami i Tczewem z jednej strony a niemieckiemi granicami państwowemi pod Marienburgiem i

beschleunigte Eilgut der exponierten Zollstelle von den Polnischen Staatsbahnen zur Zollabfertigung ohne Veränderung seines Inhaltes vorgeführt wird unter gleichzeitiger Vorlegung der seitens der Deutschen Reichsbahn bei der Übergabe des Expressgutes und des beschleunigten Eilgutes auf dem Betriebswechselbahnhof übergebenen Zollpapiere.

5. Die Abfertigung der Reisenden, die die im Artikel 1 bezeichneten Züge von den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew aus benutzen wollen, wird jeweils 5 Minuten vor der planmässigen Ankunft des Zuges auf diesen Bahnhöfen geschlossen. Bei gemeldeter Zugverspätung verlängert sich die Abfertigungszeit entsprechend. Reisende, die sich nicht rechtzeitig zur Abfertigung stellen, haben keinen Anspruch auf Beförderung mit diesem Zuge.

6. Expressgut und beschleunigtes Eilgut, das mit den im Artikel 1 bezeichneten Zügen befördert werden soll, muss so rechtzeitig zur Zollabfertigung gestellt werden, dass diese vor Beginn der Abfertigung der Reisenden und ihres Gepäcks [(Absatz 5)] beendet ist. Expressgut und beschleunigtes Eilgut, das nicht rechtzeitig gestellt wird, wird nur abgefertigt, wenn dadurch die rechtzeitige Abfertigung der Reisenden und ihres Gepäcks nicht beeinträchtigt wird.

Artikel 8.

1. Die nach Artikel 7 in den Bahnhöfen Chojnice und Tczew eingerichteten deutschen Dienststellen sind im Sinne dieses Abkommens exponierte Dienststellen.

2. Die von den exponierten Dienststellen benutzten Räumlichkeiten (Artikel 14 Absatz 9) dürfen durch Amtsschilder mit deutschen Reichs- und Preussischen Staatswappen kenntlich gemacht werden.

Artikel 9.

1. Auf den exponierten Dienststellen und auf den Eisenbahnstrecken zwischen Chojnice und Tczew einerseits und den deutschen Landesgrenzen bei Marienburg und Firchau anderer-

Firchau z drugiej strony obowiązują w komunikacji opisanej w ustępie 1 art. 7 obok przepisów celnych kraju tranzytowego odpowiednie przepisy niemieckie z tem, że przepisy kraju wywozowego mają pierwszeństwo.

2. Do przepisów celnych w myśl ustępu 1 należą także zakazy i ograniczenia wywozu, przywozu i przewozu, przepisy o podatkach pośrednich i tym podobnych opłatach, jako też wszystkie postanowienia wykonawcze do powyższych przepisów.

Artykuł 10.

1. Przy odprawie celnej obowiązują, obok polskich przepisów celnych, niemieckie przepisy celne przy wywozie z Niemiec do polskiego obszaru celnego aż do chwili ukończenia niemieckiej odprawy wywozovej, przy przywozie z polskiego obszaru celnego do Niemiec dopiero od chwili rozpoczęcia niemieckiej odprawy przywozowej.

2. Przedmioty, nadesłane z Niemiec do polskiego obszaru celnego a wywożone zpowrotem, zanim przestaną obowiązywać co do nich niemieckie przepisy celne, nie podlegają ani polskim opłatom przywozowym lub wywozowym, ani polskim zakazom przywozowym lub wywozowym.

3. Jażeli polski urząd celny przy wywozie z polskiego obszaru celnego uzna za konieczne z powodów podejrzenia o obejście odprawy celnej, poddać rewizji celnej jakikolwiek przedmiot oddany już niemieckiej placówce celnej do odprawy, ale znajdujący się jeszcze na stacji kolejowej pod niemieckim nadzorem celnym, to niemiecka placówka celna winna na żądanie przedmiot ów oddać w tym celu polskiemu urzędowi celnemu do rozporządzenia. W ten sam sposób i w tym samym celu winien polski urząd celny oddąć niemieckiej placówce celnej do rozporządzenia przedmiot, dostawiony polskiemu urzędowi celnemu do odprawy przywozowej, lecz znajdujący się jeszcze na stacji kolejowej pod polskim nadzorem celnym.

4. Jeżeli placówka celna wywozowa stwierdzi, że przedmiot należy zająć, to placówka celna przywozowa winna jej ten przedmiot oddać.

5. W razie wykonywania wspólnego dozoru nad przedmiotami przez polskie i niemieckie

seits gelten für den im Artikel 7 Absatz (1) bezeichneten Verkehr neben den Zollvorschriften des Durchgangslandes die entsprechenden deutschen Vorschriften in der Weise, dass diejenigen des Ausgangslandes vorgehen.

2. Zu den Zollvorschriften im Sinne des Absatz 1 gehören auch die Aus-, Ein- und Durchfuhrverbote und -beschränkungen, die Vorschriften über indirekte Steuern und ähnliche Abgaben sowie alle zur Durchführung dieser Vorschriften erlassenen Bestimmungen.

Artikel 10.

1 Bei der Zollabfertigung gelten neben den polnischen Zollvorschriften die deutschen Zollvorschriften bei der Ausfuhr aus Deutschland nach dem polnischen Zollgebiet so lange, bis die deutsche Ausgangsabfertigung beendet ist, bei der Einfuhr aus dem polnischen Zollgebiet nach Deutschland erst von dem Zeitpunkt an, zu dem die deutsche Eingangsabfertigung beginnt.

2. Gegenstände, die aus Deutschland in das polnische Zollgebiet gelangt sind und zurückgebracht werden, bevor die Geltung der deutschen Zollvorschriften für sie aufgehört hat, unterliegen weder einer polnischen Eingangs- oder Ausgangsabgabe noch einem polnischen Ein- oder Ausfuhrverbot.

3. Hält die polnische Zollstelle bei der Ausfuhr aus dem polnischen Zollgebiet wegen Verdachts der Umgebung der Zollabfertigung die Untersuchung eines Gegenstandes für erforderlich, der schon der deutschen Zollstelle zur Abfertigung gestellt wurde, sich aber noch auf dem Bahnhof unter deutscher Zollaufsicht befindet, so hat die deutsche Zollstelle den Gegenstand der polnischen Zollstelle auf Anfordern zu diesem Zweck zur Verfügung zu stellen. In gleicher Weise und zum gleichen Zweck hat die polnische Zollstelle der deutschen Zollstelle einen Gegenstand zur Verfügung zu stellen, der der polnischen Zollstelle zur Eingangsabfertigung gestellt wurde, sich aber noch unter polnischer Zollaufsicht auf dem Bahnhof befindet.

4. Stellt die Ausgangszollstelle fest, dass der Gegenstand zu beschlagnahmen ist, so hat ihr die Eingangszollstelle den Gegenstand abzugeben.

5. Werden Gegenstände gleichzeitig von den deutschen und den polnischen Zollstellen über-

placówki służbowe, uważa się jako odpowiedzialną za przechowanie wyłącznie tę placówkę służbową, z której obszaru celnego dokonany został wywóz.

6. W razie naruszenia niemieckich przepisów celnych przysługuje niemieckim eksponowanym placówkom celnym prawo, w granicach postanowień niniejszego artykułu, wkroczyć po myśli swych przepisów celnych i odesłać zpowrotem na własny obszar państwowy przedmioty zajęte lub zatrzymane jako zabezpieczenie oraz przytrzymane osoby, a te ostatnie, w razie potrzeby w asystencji funkcjonarjusza kraju tranzytowego. Odesłanie zpowrotem obywateli polskich przez niemiecką placówkę służbową jest jednak niedopuszczalne. Natomiast popełniający wykroczenie może być przymusowo przyprowadzony w celu spisania protokółu o zaszłym fakcie. Przesłuchanie odbywać się będzie w obecności polskiego funkcjonarjusza celnego lub policyjnego. Przy rewizji przymus może być stosowany w stosunku do obywateli polskich tylko w obecności jednego z wyżej wymienionych polskich funkcjonarjuszów.

Artykuł 11.

Na eksponowanych placówkach służbowych obowiązują obok przepisów paszportowych kraju tranzytowego odpowiednie przepisy niemieckie z tem, że przepisy kraju wyjściowego mają pierwszeństwo.

Artykuł 12.

1. Osoby zamierzające wyjechać z Niemiec, mogą być cofnięte przez niemieckich urzędników kontroli paszportowej, o ile nie posiadają dokumentu upoważniającego do wyjazdu.

2. Niemieckie placówki kontroli paszportowej mają prawo odesłać te osoby na swój własny obszar państwowy, w razie potrzeby w asystencji funkcjonarjuszów kraju tranzytowego Odesłanie obywateli polskich przez niemieckie placówki służbowe jest jednak niedopuszczalne. Natomiast popełniający wykroczenie może być przymusowo przyprowadzony w celu spisania protokółu o zaszłym fakcie. Przesłuchanie odbywać się będzie w obecności polskiego funkcjonarjusza policyjnego albo cel-

wacht, so gilt die Zollstelle, aus deren Zollgebiet die Ausfuhr erfolgt, allein als haftpflichtiger Verwahrer.

6. Den deutschen exponierten Zollstellen steht im Rahmen dieses Artikels das Recht zu, bei Zuwiderhandlungen gegen die deutschen Zollvorschriften nach diesen Vorschriften einzuschreiten und beschlagnahmte oder als Sicherheit einbehaltene Gegenstände oder festgenommene Personen, und zwar letztere, — wenn nötig, unter Begleitung von Beamten des Durchgangslandes — auf ihr eigenes Staatsgebiet zu überführen. Eine Überführung von polnischen Staatsangehörigen durch die deutschen Dienststellen ist jedoch unzulässig. Statt dessen kann der Zuwiderhandelnde zwecks Aufnahme einer Verhandlung über den Tatbestand zwangsweise vorgeführt werden. Die Verhandlung erfolgt im Beisein eines polnischen Zoll- oder Polizeibeamten. Bei der Untersuchung der Person darf gegenüber polnischen Staatsangehörigen körperlicher Zwang nur im Beisein eines der vorgenannten polnischen Beamten ausgeübt werden.

Artikel 11.

Auf den exponierten Dienststellen gelten neben den Passvorschriften des Durchgangslandes die entsprechenden deutschen Vorschriften in der Weise, dass diejenigen des Ausgangslandes vorgehen.

Artikel 12.

1. Personen, die aus Deutschland ausreisen wollen, können von den deutschen Passnachschaubeamten zurückgewiesen werden, wenn sie nicht mit einem für die Ausreise gültigen Ausweis versehen sind.

2. Den deutschen exponierten Passprüfungsstellen steht das Recht zu, diese Personen, wenn nötig, unter Begleitung von Beamten des Durchgangslandes auf ihr eigenes Staatsgebiet zu überführen. Eine Überführung von polnischen Staatsangehörigen durch die deutschen Dienststellen ist jedoch unzulässig. Statt dessen kann der Zuwiderhandelnde zwecks Aufnahme einer Verhandlung über den Tatbestand zwangsweise vorgeführt werden. Die Verhandlung erfolgt im Beisein eines polnischen

nego. Po ukończeniu przesłuchania niemiecka placówka służbowa ma zezwolić na dalszą podróż.

Artykuł 13.

Właściwe władze niemieckie podadzą do wiadomości odpowiednim władzom polskim w terminie właściwym przed wejściem w życie umowy nazwiska oraz stanowiska służbowe swoich funkcjonarjuszów, zajętych na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew. Zawiadomienie to będzie corocznie powtarzane przesłaniem spisów na początku każdego roku. Ewentualne zmiany osób w ciągu roku będą osobno podawane do wiadomości.

Artykuł 14.

1. W związku z wykonywaniem służby jest tak przekraczanie granicy jak i pobyt w państwie sąsiedniem dozwolony bez obowiązku posiadania paszportu i wizy na podstawie zaświadczenia wystawionego przez właściwą władzę państwa wysyłającego. Zaświadczenie należy wystawiać z terminem ważności nie dłuższym niż rok i według wzoru ustalonego w załączniku B umowy[1] o wzajemnej komunikacji kolejowej, podpisanej w Berlinie dnia 27 marca 1926 r. ze skreśleniem w formularzu słów w danym razie nieodpowiadających.

2. Do opuszczenia terenu kolejowego w kraju sąsiednim potrzeba przepustki urzędu kontroli paszportowej tego kraju. Przepustka ta będzie wystawiana za złożeniem zaświadczenia wymienionego w ustępie 1 i będzie ona ważna jedynie na obszarze tej gminy, w której ma siedzibę urząd kontroli paszportowej.

3. Funkcjonarjusze są obowiązani nosić ubranie służbowe, albo widoczne odznaki służbowe (opaskę na ramieniu, czapkę służbową i t. p.).

4. Noszenie broni dozwolone jest jedynie na służbie, noszenie broni palnej jedynie przy nocnem dozorowaniu towarów i kas.

5. Użycie broni jest dozwolone jedynie w razie koniecznej obrony.

6. Funkcjonarjusze korzystają podczas swego pobytu w kraju sąsiednim ze zwolnienia od wszelkiego rodzaju publiczno-prawnych świadczeń osobistych i rzeczowych. Opłacają oni

[1] Voir page 49 de ce volume

Polizei- oder Zollbeamten. Nach Abschluss der Verhandlung ist die Weiterreise seitens der deutschen Dienststelle zu gestatten.

Artikel 13.

Die zuständigen deutschen Behörden werden rechtzeitig vor Inkrafttreten des Abkommens Namen und Dienststellung ihrer auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew tätigen Bediensteten den zuständigen polnischen Behörden mitteilen. Diese Mitteilung wird zu Anfang eines jeden Jahres listenmässig wiederholt. Etwaige Personalveränderungen in der Zwischenzeit werden besonders mitgeteilt.

Artikel 14.

1. Der Grenzübertritt und der Aufenthalt im Nachbarlande, beide anlässlich der Ausübung des Dienstes wird unter Befreiung vom Pass- und Sichtvermerkszwange auf Grund eines von der zuständigen Behörde des Entsendestaates ausgestellten Ausweises gestattet. Der Ausweis ist nach dem Muster der Anlage B des am 27. März 1926 in Berlin unterzeichneten Abkommens[1] über den gegenseitigen Eisenbahnverkehr unter Streichung der für den Einzelfall nicht zutreffenden Worte des Vordrucks mit einer Geltungsdauer von nicht mehr als einem Jahr auszustellen.

2. Zum Verlassen des Eisenbahngeländes im Nachbarlande ist eine Bescheinigung der Passprüfungsstelle dieses Landes erforderlich, die gegen Hinterlegung des in Absatz 1 erwähnten Ausweises ausgestellt wird und lediglich für das Gebiet der Gemeinde gilt, in der die Passprüfungsstelle ihren Sitz hat.

3. Die Bediensteten sind verpflichtet, Dienstkleidung oder sichtbare Dienstabzeichen (Armbinde, Dienstmütze usw.) zu tragen.

4. Das Tragen von Waffen ist nur im Dienst zulässig, das Tragen von Schusswaffen nur bei Bewachung von Gütern und Kassen zur Nachtzeit.

5. Der Waffengebrauch ist nur in der Notwehr gestattet.

6. Die Bediensteten geniessen während der Dauer ihres Aufenthalts im Nachbarlande Freiheit von jeder Art öffentlich-rechtlicher persönlicher Dienstleistungen und Sachleistun-

[1] See page 49 of this Volume.

na rzecz kraju sąsiedniego podatki bezpośrednie i inne publiczne opłaty tylko od nieruchomego majątku, położonego na obszarze kraju sąsiedniego, oraz od wierzytelności zabezpieczonych na takim majątku i od przedsiębiorstw zarobkowych, prowadzonych na tym obszarze. Z zastrzeżeniem prawa poddania ich rewizji celnej są oni uprawnieni do przewożenia ze sobą przez granicę przedmiotów, służących bezsprzecznie do ich osobistego jednodniowego zużycia podczas służby w drodze na służbę i ze służby.

7. Funkcjonarjuszów należy również w kraju sąsiednim uważać za urzędników w rozumieniu ustawy karnej. O ile w razie zniewag lub uszkodzeń cielesnych dopuszczone jest obok skargi prywatnej pokrzywdzonego także wniesienie skargi publicznej, władze kraju sąsiedniego będą w danym razie korzystały z tej możliwości w tej samej mierze na rzecz funkcjonarjuszów drugiego kraju, zatrudnionych na ich obszarze, jak na rzecz własnych urzędników.

8. Funkcjonarjusze podlegają podczas swego pobytu w kraju sąsiednim sądownictwu i władzy policyjnej tego kraju. Pod względem odpowiedzialności dyscyplinarnej z powodu uchybień służbowych podlegają oni wyłącznie władzy dyscyplinarnej swych władz przełożonych. Osądzenie z przyczyny popełnienia przez nich w wykonywaniu służby w kraju sąsiednim czynów karalnych, pozostawia się wyłącznie, o ile nie chodzi o obywateli kraju sąsiedniego, państwu wysyłającemu, jeżeli ono tego zażąda. W razie wniesienia takiego żądania kraj sąsiedni powninien ściganego dostawić bezzwłocznie władzy, którą państwo wysyłające ma wymienić. żądanie przekazania osądzenia i dostawienia ściganego winna zgłosić właściwa do ścigania karnego władza państwa wysyłającego u właściwej do ścigania karnego władzy kraju sąsiedniego.

9. Funkcjonarjusze niemieccy powołani do wykonywania odprawy celnej i kontroli paszportowej na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew mają prawo i obowiązek utrzymywać porządek w obrębie pomieszczeń oddanych im do wyłącznego użytku i usuwać z nich osoby prywatne, które naruszają ten porządek.

10. W czasie wykonywania swej służby zarówno niemieccy jak i polscy funkcjonarjusze

gen. Sie bezahlen zugunsten des Nachbarlandes direkte Steuern und sonstige öffentliche Abgaben nur von dem auf dem Gebiete des Nachbarlandes gelegenen unbeweglichen Vermögen, von den auf solchem Vermögen gesicherten Forderungen und von den auf dessen Gebiet erwerbsmässig geführten Unternehmungen. Sie sind—unter Vorbehalt der Zollnachschau — zur zollfreien Mitnahme solcher Gegenstände über die Grenze befugt, die offenbar zu ihrem persönlichen Tagesverbrauch während des Dienstes und auf der Fahrt von und zum Dienst bestimmt sind.

7. Die Bediensteten sind auch im Nachbarlande im Sinne des Strafgesetzes als Beamte anzusehen. Soweit bei Beleidigungen und Körperverletzungen ausser der Privatklage des Verletzten auch die Erhebung der öffentlichen Klage zulässig ist, werden die Behörden des Nachbarlandes von dieser Möglichkeit vorkommendenfalls zugunsten der auf ihrem Gebiet tätigen Bediensteten des andern Staates in demselben Umfange Gebrauch machen wie zugunsten der eigenen Beamten.

8. Die Bediensteten unterstehen während ihres Aufenthaltes im Nachbarlande der Gerichtsbarkeit und Polizeigewalt dieses Landes. Für die disziplinarische Ahndung ihrer dienstlichen Verfehlungen unterstehen sie lediglich der Disziplinargewalt ihrer vorgesetzten Behörde. Wegen der in Ausübung ihres Dienstes im Nachbarlande begangenen strafbaren Handlungen wird die Aburteilung, soweit es sich nicht um Angehörige des Nachbarlandes handelt, dem Entsendestaat auf sein Verlangen ausschliesslich überlassen. Wird ein solches Verlangen gestellt, so ist der Verfolgte vom Nachbarlande unverzüglich der vom Entsendestaat namhaft zu machenden Behörde zuzuführen. Das Verlangen auf Überlassung der Aburteilung und auf Zuführung des Verfolgten ist von der zuständigen Strafverfolgungsbehörde des Entsendestaates bei der zuständigen Strafverfolgungsbehörde des Nachbarlandes zu stellen.

9. Die mit der Zollabfertigung und Passprüfung auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew beauftragten deutschen Bediensteten haben innerhalb der ihnen zum alleinigen Gebrauch zugewiesenen Räumlichkeiten das Recht und die Pflicht, die Ordnung aufrechtzuerhalten und Privatpersonen, die gegen die Ordnung verstossen, daraus zu entfernen.

10. Während der Ausübung ihres Dienstes dürfen sowohl die deutschen Bediensteten wie

mają wzajemnie wolny dostęp do pomieszczeń i urządzeń urzędowych.

11. Postanowienia niniejszego artykułu mają zastosowanie do wszystkich funkcjonarjuszów Stron zawierających umowę, którzy są zatrudnieni przy wykonywaniu niniejszej umowy oraz w wykonywaniu porozumienia zarządów kolejowych wymienionego w art. 1.

Artykuł 15.

1. Funkcjonarjusze Stron umawiających się będą się wzajemnie popierali przy wypełnianiu swych obowiązków służbowych, w szczególności mających na celu przeszkodzenie przekroczeniom i ich wykrycie.

2. Władze, placówki służbowe i funkcjonarjusze jednej Strony umawiającej się będą udzielały potrzebnej ochrony placówkom służbowym i funkcjonarjuszom drugiej Strony, znajdującym się służbowo na ich obszarze i będą w tym względzie spełniały ich wnioski w takiej samej mierze, jak wnioski tego rodzaju swoich własnych władz, placówek służbowych i funkcjonarjuszów.

Artykuł 16.

1. Właściwe władze kraju tranzytowego będą na bezpośredni wniosek właściwych władz niemieckich przy ściganiu wykroczeń przeciw niemieckim przepisom celnym i paszportowym, obowiązującym według postanowień artykułów 9 i 11, przesłuchiwały obwinionych, świadków i rzeczoznawców, przeprowadzały urzędowe stwierdzenia, dochodzenia i rewizje, jako też zarządzały doręczanie wezwań i orzeczeń. Powstałe z tego powodu rzeczywiste wydatki winny być zwrócone bezpośrednio tym władzom, które wykonały wymienioną czynność urzędową.

2. O ile na podstawie ustępu (1) odbywać się będzie obrót prawny między niemieckiemi i polskiemi sądami, będą odpowiednio zastosowane postanowienia polsko-niemieckiej umowy z dnia 16 grudnia 1925 r. o obrocie prawnym w sprawach karnych.

Artykuł 17.

1. Właściwe władze niemieckie mają prawo sprawdzać przez własnych urzędników czyn-

auch die polnischen Bediensteten die beiderseitigen Amtsräumlichkeiten und Anlagen betreten.

11. Die Bestimmungen dieses Artikels gelten für alle Bediensteten der Vertragsteile, die bei der Durchführung dieses Abkommens und der im Artikel 1 bezeichneten Eisenbahnvereinbarung tätig sind.

Artikel 15.

1. Die Bediensteten der Vertragsteile werden einander bei der Erfüllung ihrer dienstlichen Obliegenheiten, insbesondere zur Verhinderung und Aufdeckung von Zuwiderhandlungen, unterstützen.

2. Die Behörden, Dienststellen und Bediensteten des einen Vertragsteiles werden den auf seinem Gebiet dienstlich befindlichen Dienststellen und Bediensteten des anderen Teiles den erforderlichen Schutz gewähren und deren hierauf gerichteten Anträgen in gleicher Weise Folge leisten wie entsprechenden Anträgen eigener Behörden, Dienststellen und Bediensteten.

Artikel 16.

1. Die zuständigen Behörden des Durchgangslandes werden auf unmittelbaren Antrag der zuständigen deutschen Behörden bei Verfolgung von Zuwiderhandlungen gegen die nach Massgabe der Artikel 9 und 11 geltenden deutschen Zoll- und Passvorschriften Beschuldigte, Zeugen und Sachverständige vernehmen, amtliche Feststellungen, Nachforschungen und Durchsuchungen vornehmen sowie Vorladungen und Erkenntnisse behändigen lassen. Den Behörden, die solche Amtshandlungen vorgenommen haben, sind die dadurch entstandenen Barauslagen unmittelbar zu erstatten.

2. Soweit auf Grund des Absatzes 1 ein Rechtshilfeverkehr zwischen deutschen und polnischen Gerichten stattfindet, finden die Bestimmungen des deutsch-polnischen Abkommens über den Rechtshilfeverkehr in Strafsachen vom 16. Dezember 1925 entsprechende Anwendung.

Artikel 17.

1. Die zuständigen deutschen Behörden haben das Recht, die von ihren Bediensteten im

ności służbowe swych funkcjonarjuszów wykonywane w państwie tranzytowem.

2. Przy przekraczaniu granicy przez urzędników wymienionych w ustępie (1) i chwilowym ich pobycie na obszarze, kraju sąsiedniego mają odpowiednie zastosowanie postanowienia art. 14 ustęp 1, 2, 6 do 10.

Durchgangslande auszuführenden Dienstverrichtungen durch eigene Beamte nachprüfen zu lassen.

2. Auf den Grenzübertritt und den vorübergehenden Aufenthalt der im Absatz 1 bezeichneten Beamten im Gebiet des Nachbarlandes finden die Bestimmungen des Artikel 14 Absatz 1, 2, 6, bis 10 entsprechende Anwendung

Artykul 18.

Przekraczanie granicy przez pracowników prywatnych, zatrudnionych w wagonach restauracyjnych i sypialnych, odbywa się bez paszportu i wizy, na podstawie dowodów tożsamości, przewidzianych w art. 27, ustęp 3.

Artikel 18.

Der Grenzübertritt der Privatangestellten in Speise- und Schlafwagen erfolgt unter Befreiung vom Pass- und Sichtvermerkszwang auf Grund der im Artikel 27 Absatz 3 vorgesehenen Ausweise.

Artykul 19.

Przedmioty, służące do służbowego użytku placówek urzędowych, położonych na obcym obszarze i tam zajętych funkcjonarjuszów, będą mogły być przywiezione bez cła, opłat i należności za urzędowem zaświadczeniem właściwego urzędu i będą mogły być wywiezione zpowrotem bez pobrania cła, opłat i należności do kraju, z którego nadeszły.

Artikel 19.

Gegenstände, die den auf fremdem Gebiet liegenden Dienststellen und den dort beschäftigten Bediensteten zum Dienstgebrauch dienen, werden gegen eine amtliche Bescheinigung der zuständigen Dienststelle zoll-, abgaben- und gebührenfrei zur Einfuhr zugelassen und dürfen ohne Erhebung von Zöllen, Abgaben und Gebühren wieder nach dem Ausgangslande ausgeführt werden.

Artykul 20.

1. Urzędowe listy, pakiety, przesyłki pieniężne i wartościowe mogą być przewożone w obrocie między eksponowaną placówką służbową a właściwemi władzami celnemi i paszportowemi przez funkcjonarjuszów niemieckich, upoważnionych do przekraczania granicy, bez pośrednictwa zarządu pocztowego kraju tranzytowego i bez uiszczania na jego rzecz opłat pocztowych. Przesyłki te winny być zaopatrzone w pieczęć urzędową władzy wysyłającej i wymienione w osobnym, równocześnie wiezionym spisie; w tym wypadku nie podlegają one rewizji.

2. Z kolejowej sieci telegraficznej i telefonicznej na stacjach kolejowych Chojnice i Tczew mogą bezpłatnie korzystać niemieckie władze i ich eksponowane placówki celem porozumiewania się w sprawach służbowych.

Artikel 20.

1. Dienstliche Briefe, Pakete, Geld- und Wertsendungen dürfen im Verkehr zwischen einer exponierten Dienststelle und den betreffenden Zoll- und Passbehörden durch das zur Grenzüberschreitung berechtigte deutsche Dienstpersonal ohne Vermittlung der Postverwaltung des Durchgangslandes frei von deren Postgebühren befördert werden. Diese Sendungen sollen mit dem Dienstsiegel der absendenden Behörde versehen und in einem besonders mitgeführten Ausweis aufgeführt sein; in diesem Falle unterliegen sie keiner Revision.

2. Das Eisenbahntelegraphen- und Fernsprechnetz auf den Bahnhöfen Chojnice und Tczew darf für den dienstlichen Verkehr zwischen den deutschen Behörden und ihren exponierten Dienststellen gebührenfrei benutzt werden.

Artykuł 21.

1. Niemcy mogą w wymienionych w artykule 1 pociągach pospiesznych przewozić stosownie do potrzeb swej służby pocztowej wszelkiego rodzaju przesyłki pocztowe we własnych wagonach pocztowych.

2. Polski Zarząd pocztowy może, zależnie od wolnego miejsca, używać tych wagonów pocztowych do przewożenia na obszarze tranzytowym własnej poczty.

3. Oprócz niemieckiego personelu pocztowego, którego ilość nie powinna przekraczać istotnej potrzeby, może konwojować na koszt niemieckiego zarządu pocztowego każdy wagon pocztowy na polskim obszarze polski, a na gdańskim obszarze gdański funkcjonarjusz pocztowy. Jeśli gdański zarząd pocztowy tego zażąda, obejmie polski funkcjonarjusz pocztowy konwój także na obszarze gdańskim.

4. Każdy wagon pocztowy powinien być zaopatrzony przez właściwy niemiecki urząd pocztowy w spis, któryby uwidaczniał ilość personelu zajętego służbowo w wagonie pocztowym.

5. Skrzynki pocztowe niemieckiego wagonu pocztowego powinny być na obszarze tranzytowym zamknięte ; również nie mogą niemieccy urzędnicy pocztowi wchodzić w styczność na obszarze tranzytowym z polskiemi i gdańskiemi urzędami pocztowymi, jako też z publicznością.

6. Konwojujący polski lub gdański funkcjonarjusz pocztowy ma prawo czuwać nad przestrzeganiem powyższego postanowienia ; obejmuje on na obszarze tranzytowym pośrednictwo między niemieckimi urzędnikami pocztowymi i zainteresowanemi urzędami. Polski funkcjonarjusz pocztowy ma prawo wykonywać na polskim obszarze tranzytowym swoją służbę pocztową według wewnętrznych przepisów polskich oraz wymieniać poczty.

7. Przewóz personelu, potrzebnego do konwojowania niemieckich wagonów pocztowych jak również urzędników nadzorczych, potrzebnych w danym razie do kontroli służby ruchu pocztowego odbywa się bezpłatnie.

8. Niemcy mają prawo przewozić w tych wagonach pocztowych następujące przesyłki pocztowe :

a) przesyłki z Prus Wschodnich do reszty Niemiec i w kierunku odwrotnym ;

Artikel 21.

1. Deutschland kann mit den im Artikel 1 vorgesehenen Schnellzügen den Bedürfnissen seines Postdienstes entsprechend Postsendungen jeder Art in eigenen Bahnpostwagen befördern.

2. Die polnische Postverwaltung kann diese Bahnpostwagen zur Beförderung eigener Posten auf dem Durchgangsgebiete nach Massgabe des verfügbaren Raumes benutzen.

3. Jeden Bahnpostwagen kann ausser dem deutschen Postpersonal, dessen Zahl den wirklichen Bedarf nicht überschreiten soll, auf polnischem Gebiet ein polnischer Postbediensteter und auf Danziger Gebiet ein Danziger Postbediensteter auf Kosten der deutschen Postverwaltung begleiten. Falls die Danziger Postverwaltung darum ersucht, wird der polnische Postbedienstete die Begleitung auch auf dem Danziger Gebiet übernehmen.

4. Jeder Bahnpostwagen ist seitens des zuständigen deutschen Postamtes mit einem Verzeichnis auszustatten, aus welchem die Zahl des im Bahnpostwagen dienstlich beschäftigten Begleitpersonals ersichtlich ist.

5. Die Briefkasten der deutschen Bahnpostwagen sind im Durchgangslande geschlossen zu halten : auch dürfen die deutschen Postbeamten im Durchgangslande weder mit polnischen oder Danziger Postanstalten noch mit dem Publikum in Berührung treten.

6. Der mitfahrende polnische oder danziger Postbedienstete hat das Recht, auf die Einhaltung der vorstehenden Bestimmung zu achten ; er übernimmt auf dem Durchgangsgebiet die Vermittlung zwischen den deutschen Postbeamten und den beteiligten Dienststellen. Der polnische Postbeamte hat das Recht, auf dem polnischen Durchgangsgebiet seinen Postdienst nach den innerpolnischen Vorschriften auszuüben, sowie die Posten auszuwechseln.

7. Die Beförderung des zur Begleitung der deutschen Bahnpostwagen erforderlichen Personals sowie der zur Prüfung des Postbetriebes gegebenenfalls erforderlichen Aufsichtsbeamten erfolgt unentgeltlich.

8. Deutschland hat das Recht, in diesen Bahnpostwagen folgende Postsendungen zu befördern.

a) Postsendungen von Ostpreussen nach dem übrigen Deutschland und in umgekehrter Richtung ;

b) przesyłki z zagranicy do Niemiec (włączając Prusy Wschodnie) i w kierunku odwrotnym ;

c) odsyłki przechodowe wszelkiego rodzaju z zagranicy do zagranicy po poprzedniem porozumieniu się polskiego, gdańskiego i niemieckiego zarządu pocztowego.

9. Podczas przejazdu przez kraj tranzytowy mogą być przewożone w wagonie pocztowym oprócz ładunku pocztowego tylko przedmioty i środki żywności, służące do osobistego użytku personelu konwojującego.

10. Jeżeli wagony pocztowe nie zostaną włączone, mogą być worki listowe przewożone za pośrednictwem kolejowej drużyny pociągowej po porozumieniu się zainteresowanych zarządów pocztowych.

Artykuł 22.

1. Zarząd kolejowy prowadzący ruch odpowiada w razie nieszczęśliwych wypadków kolejowych za urzędników pocztowych, ładunek pocztowy i wagonny w tym samym rozmiarze, jak za podróżnych, ładunek kolejowy i wagony kolejowe.

2. Odpowiedzialność za przesyłki pocztowe, przewożone w wagonach pocztowych, konwojowanych przez niemieckich urzędników, ciąży na niemieckim zarządzie pocztowym, o ile nie zachodzi wina zarządu prowadzącego ruch kolejowy.

3. Obowiązek zarządu kolejowego kraju tranzytowego do odszkodowania wobec niemieckiego zarządu pocztowego istnieje w tym samym rozmiarze, w jakim tenże zarząd kolejowy odpowiada według własnych przepisów kolejowych wobec zarządu pocztowego kraju tranzytowego.

4. Przy przeładowaniach ładunku pocztowego wskutek wycofania niemieckiego wagonu pocztowego z konwojem, przechodzi odpowiedzialność za niemieckie przesyłki pocztowe na zarząd pocztowy kraju tranzytowego, jeśli dalszy przewóz po przekazaniu ładunku odbywa się za pośrednictwem personelu tegoż zarządu. Zarząd pocztowy kraju tranzytowego uiszcza w tym wypadku odszkodowanie w tym samym rozmiarze i według tych samych przepisów,

b) Postsendungen vom Ausland nach Deutschland (Ostpreussen inbegriffen) sowie in umgekehrter Richtung ;

c) Durchgangskartenschlüsse jeder Art vom Ausland nach dem Ausland nach vorheriger Verabredung zwischen der deutschen, der polnischen und der Danziger Postverwaltung.

9. Ausser der Postladung dürfen in den Bahnpostwagen während der Fahrt durch das Durchgangsland nur solche Gegenstände und Lebensmittel mitgeführt werden, die zum persönlichen Gebrauch des Begleitungspersonals bestimmt sind.

10. Falls Bahnpostwagen nicht eingestellt werden, können nach Verabredung zwischen den beteiligten Postverwaltungen Briefbeutel durch Vermittlung des Eisenbahn-Zugpersonals befördert werden.

Artikel 22.

1. Bei Eisenbahnunfällen haftet die betriebführende Eisenbahnverwaltung für die Postbeamten, die Postladung und die Wagen in demselben Umfange wie für Reisende, Eisenbahngüter und Eisenbahnwagen.

2. Die Verantwortung für die Postsendungen, die in den von deutschen Beamten begleiteten Bahnpostwagen befördert werden, liegt der deutschen Postverwaltung ob, soweit nicht ein Verschulden der den Eisenbahnbetrieb führenden Verwaltung vorliegt.

3. Die Ersatzpflicht der Eisenbahnverwaltung des Durchgangslandes gegenüber der deutschen Postverwaltung für die in den deutschen Bahnpostwagen beförderten Postsendungen tritt in demselben Umfange ein, in dem diese Eisenbahnverwaltung nach ihren Eisenbahnvorschriften der Postverwaltung des Durchgangslandes gegenüber Ersatz leistet.

4. Bei Umladungen der Postladung infolge Aussetzens des deutschen Bahnpostwagens mit Begleitung geht die Verantwortung für die deutschen Postsendungen auf die Postverwaltung des Durchgangslandes über, wenn die Weiterbeförderung nach Übergabe durch Personal dieser Verwaltung erfolgt. Die Postverwaltung des Durchgangslandes leistet in diesem Falle Ersatz in demselben Umfange und nach denselben Vorschriften, wie die deutsche Post-

w jakich niemiecki zarząd pocztowy musi płacić odszkodowanie wysyłającym.

5. Jeśli niemiecki wagon pocztowy stanie się podczas przejazdu niezdatnym do biegu, postarają się zainteresowane zarządy o pomoc i spieszne dalsze wysłanie przesyłek pocztowych.

Artykuł 23.

1. Niemiecki zarząd pocztowy płaci polskiemu zarządowi pocztowemu :

a) za przewóz wagonów pocztowych z ładunkiem pocztowym, za każdy osiokilometr przejechany niemieckiemi wagonami po linjach polskich kwotę, obliczoną przez polski zarząd kolejowy na podstawie kosztów własnych ;

b) za przewóz worków listowych przez kolejową drużynę pociągową należności, jakie płaci zarząd pocztowy kraju tranzytowego zarządowi kolejowemu za przewóz worków listowych.

Wyżej wymienione należności będą płacone polskiemu zarządowi pocztowemu również i za przewóz na polskich linjach kolejowych, leżących na obszarze W. M. Gdańska. Polski zarząd kolejowy obejmuje i na tych linjach odpowiedzialność, ustaloną w artykule 22.

2. Niemiecki zarząd pocztowy płaci polskiemu i gdańskiemu zarządowi pocztowemu :

a) koszta konwojowania niemieckich wagonów pocztowych przez polski względnie gdański personel pocztowy w wysokości rzeczywistych wydatków ;

b) tytułem premji asekuracyjnej 0,015 centa waluty Stanów Zjednoczonych Ameryki za każdy osiokilometr linji tranzytowej.

3. Przy obliczaniu należności za osiokilometr nie będą uwzględniane ułamki kilometra poniżej ½ : ułamki ½ i wyższe będą zaliczane jako całe kilometry.

4. Rozrachunek z powyższych należności odbywać się będzie w tych samych czasokresach i w związku z innemi rozrachunkami za wagony pocztowe, przebiegające przez obszar polski i gdański między Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec.

verwaltung den Absendern Ersatz leisten muss.

5. Wird der deutsche Bahnpostwagen bei der Durchfahrt laufunfähig, so sorgen die beteiligten Verwaltungen des Durchgangslandes für Hilfe und beschleunigte Weiterbeförderung der Postsendungen.

Artikel 23.

1. Die deutsche Postverwaltung vergütet der polnischen Postverwaltung :

a) für die Beförderung von Bahnpostwagen mit Postgütern für jedes Achskilometer der durch deutsche Wagen durchlaufenen polnischen Strecken den von der polnischen Eisenbahnverwaltung auf Grund ihrer Selbstkosten errechneten Betrag :

b) für die Beförderung von Briefbeuteln durch das Eisenbahn-Zugpersonal die Gebühren, die von der Postverwaltung des Durchgangslandes an die Eisenbahnverwaltung für die Beförderung von Briefbeuteln gezahlt werden.

Die obigen Gebühren werden der polnischen Postverwaltung auch für die Beförderung auf den im Gebiete der Freien Stadt Danzig gelegenen polnischen Eisenbahnstrecken bezahlt. Die polnische Eisenbahnverwaltung übernimmt auch für diese Strecken die im Artikel 22 festgesetzte Haftpflicht.

2. Die deutsche Postverwaltung vergütet der polnischen und der Danziger Postverwaltung :

a) die Kosten der Begleitung der deutschen Bahnposten durch polnisches bzw. Danziger Postpersonal in Höhe der tatsächlichen Ausgaben.,

b) an Gefahrenprämie 0,015 Cent der Währung der Vereinigten Staaten von Amerika für jedes Achskilometer der Durchgangsstrecke.

3. Bei der Berechnung der Gebühren für das Achskilometer werden Bruchteile von Kilometern unter ½ nicht berücksichtigt, von ½ und mehr als volle Kilometer angerechnet.

4. Die Abrechnung über obige Gebühren erfolgt in gleichen Zeitabschnitten und im Zusammenhange mit den übrigen Abrechnungen, welche über die zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland durch das polnische und Danziger Gebiet verkehrenden Postwagen stattfinden.

Artykuł 24.

1. Odpowiedzialność za szkody i wypadki kolejowe w związku z ruchem pociągów wymienionych w artykule 1 będzie regulowaną według ustaw, rozporządzeń i przepisów, obowiązujących w miejscowości, w której wypadek się zdarzy, o ile odnośnie do bagażu, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych nie wchodzą w zastosowanie odmienne postanowienia według artykułu 25.

2. Każda ze Stron umawiających się odpowiadać będzie za swoich funkcjonarjuszów i za inne osoby (siły pomocnicze), któremi się posługuje w komunikacji tranzytowej.

3. Za wypadki i szkody, powstałe wskutek złego stanu stacji, linji, albo parowozów, ponosi odpowiedzialność ten zarząd, do którego należy utrzymanie odnośnej stacji, odnośnej linji lub parowozu.

4. Za wypadki i szkody, powstałe z powodu złego stanu wagonów, albo innych pojazdów, ponosi odpowiedzialność ten zarząd, który jako ostatni przyjął te pojazdy pod względem technicznym.

5. Za szkody, wynikłe wskutek siły wyższej, zarządy kolejowe nie będą wzajemnie odpowiedzialne. Jeżeli szkoda powstanie wskutek przypadku, który nie może być uważany za siłę wyższą, ponosi odpowiedzialność ten zarząd kolejowy, na którego linji szkoda powstała.

6. W razie, gdyby dochodzenie przedwstępne zarządu prowadzącego ruch wskazywało na to, że odpowiedzialność drugiego zarządu może w grę wchodzić, to należy dalsze dochodzenie, celem ostatecznego ustalenia przyczyny wypadku, prowadzić wspólnie przez delegatów obu zarządów.

7. Każdy zarząd ma prawo regresu do drugiego zarządu, jeżeli został zobowiązany prawomocnym wyrokiem sądowym do zwrócenia szkody, za którą drugi zarząd w myśl poprzednich postanowień ma odpowiadać w całości lub w części. Prawo regresu przysługuje również wtedy, jeżeli oba zarządy umówiły się, że jeden z nich ma załatwiać roszczenia odszkodowawcze, chociaż drugi zarząd ponosi odpowiedzialność za szkody w całości lub w części. Ugody, uznania lub wyroki zaoczne mają, jednak moc obowiązującą względem drugiego zarządu tylko wtedy,

Artikel 24.

1. Die Haftung für Unfälle und Schäden im Eisenbahnbetriebe bei den im Artikel 1 bezeichneten Zügen regelt sich nach den Gesetzen, Verordnungen und Bestimmungen, die am Orte des Unfalls Geltung haben, soweit nicht für Gepäck, Expressgut und beschleunigtes Eilgut gemäss Artikel 25 abweichende Bestimmungen eingreifen.

2. Jeder der Vertragsteile haftet für seine Bediensteten und andere Personen (Erfüllungsgehilfen), deren er sich im Durchgangsverkehre bedient.

3. Für die durch schlechten Zustand von Bahnhöfen, Strecken oder Lokomotiven entstandenen Unfälle und Schäden haftet die Verwaltung, der die Unterhaltung des betreffenden Bahnhofs, der betreffenden Strecke oder Lokomotive obliegt.

4. Für die durch schlechten Zustand von Wagen oder anderen Fahrbetriebsmitteln entstandenen Unfälle und Schäden haftet die Verwaltung, die diese Betriebsmittel zuletzt technisch übernommen hat.

5. Für den durch höhere Gewalt entstandenen Schaden haften die Eisenbahnverwaltungen einander nicht. Ist der Schaden durch einen Zufall entstanden, der nicht als höhere Gewalt anzusehen ist, so haftet die Eisenbahnverwaltung, auf deren Strecke der Schaden entstanden ist.

6. Wenn nach vorläufiger Feststellung der betriebführenden Verwaltung die Haftung der anderen Verwaltung in Frage kommt, sind die weiteren Erhebungen zur endgültigen Feststellung der Ursache des Unfalles durch Beauftragte beider Verwaltungen gemeinsam durchzuführen.

7. Jede Verwaltung hat das Rückgriffsrecht gegen die andere, falls sie durch rechtskräftiges Gerichtsurteil zur Erstattung eines Schadens verpflichtet worden ist, für den die andere Verwaltung nach vorstehenden Bestimmungen ganz oder zum Teil zu haften hat. Ebenso besteht das Rückgriffsrecht, wenn beide Verwaltungen übereingekommen sind, dass eine von ihnen die Entschädigungsansprüche zu erledigen hat, obwohl die andere Verwaltung für den Schaden ganz oder zum Teil haftet. Vergleiche, Anerkenntnisse oder Versäumnis-

jeżeli on się na nie zgodził, lub jeżeli na zapytanie, mimo upomnienia, nie złożył w terminie odpowiednio wyznaczonym oświadczenia.

8. Niezależnie od przysługującego mu prawa regresu, będzie zarząd prowadzący ruch odpowiedzialny w stosunku do osób, które poniosły jakąkolwiek szkodę z powodu wypadku kolejowego. Do nadanego bagażu, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych ma zastosowanie zastrzeżenie zrobione w ustępie (1).

9. Odpowiedzialność za uszkodzone przesyłki pocztowe jest uregulowana w artykule 22 niniejszej umowy.

Artykuł 25.

Do komunikacji osobowej, bagażowej, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych mają zastosowanie taryfy i umowy, miarodajne dla odnośnej komunikacji, o ile niniejsza umowa albo układ między zarządami kolejowemi, wspomniany w artykule 1, nie zawierają odmiennych przepisów.

Artykuł 26.

Postanowienia umowy o wzajemnej komunikacji kolejowej, podpisanej w Berlinie dnia 27 marca 1926 r., mają zastosowanie do pociągów wspomnianych w artykule 1, o ile umowa niniejsza nie zawiera odmiennych postanowień.

Artykuł 27.

1. W razie wojny w Europie lub gdyby w kraju tranzytowym został ogłoszony stan wyjątkowy na obszarze, przez który przejeżdżają pociągi wspomniane w artykule 1, kraj tranzytowy zastrzega sobie prawo na czas wojny lub stanu wyjątkowego tymczasowo zarządzić :

a) że podróżni, wspomniani w artykule 5, o ile są obywatelami Państwa Niemieckiego,

urteile sind jedoch der anderen Verwaltung gegenüber nur verbindlich, wenn sie ihnen zugestimmt hat oder wenn sie sich auf Anfrage trotz Mahnung nicht in angemessen festgesetzter Frist geäussert hat.

8. Unbeschadet der bestehenden Rückgriffsrechte übernimmt die betriebführende Verwaltung die Haftung gegenüber Personen, die durch einen Betriebsunfall irgendwelchen Schaden erlitten haben Für das aufgegebene Gepäck, Expressgut und beschleunigte Eilgut gilt der im Absatz 1 gemachte Vorbehalt.

9. Die Haftung für beschädigte Postsendungen ist im Artikel 22 dieses Abkommens geregelt.

Artikel 25.

Für den Personen-, Gepäck-, Expressgut- und beschleunigten Eilgutverkehr gelten die für den betreffenden Verkehr massgebenden Tarife und Übereinkommen, soweit dieses Abkommen oder die im Artikel 1 bezeichnete Eisenbahnvereinbarung nicht abändernde Vorschriften enthält.

Artikel 26.

Die Bestimmungen des am 27. März 1926 in Berlin unterzeichneten Abkommens über den gegenseitigen Eisenbahnverkehr finden auf die im Artikel 1 bezeichneten Züge Anwendung, soweit das vorliegende Abkommen nicht abweichende Bestimmungen enthält.

Artikel 27.

1. Im Falle eines Krieges in Europa oder wenn im Durchgangsland ein Ausnahmezustand über ein von den im Artikel 1 bezeichneten Zügen berührtes Gebiet verhängt wird, behält sich das Durchgangsland das Recht vor, als vorübergehende Massnahme für die Dauer des Krieges oder des Ausnahmezustandes anzuordnen :

a) Dass die im Artikel 5 bezeichneten Reisenden, soweit sie Angehörige des

muszą być zaopatrzeni w dowód tożsamości bez wizy kraju tranzytowego,

b) że podróżni, wspomniani w artykule 5, o ile są obywatelami innych Państw, podlegają ogólnym przepisom paszportowym, obowiązującym w kraju tranzytowym.

2. Przed zastosowaniem zarządzeń, wyżej wymienionych, Rząd kraju tranzytowego zawiadomi o tem w drodze dyplomatycznej inne Strony umawiające się. Zarządzenia te będą mogły być zastosowane nie wcześniej niż w 10 dni po tem zawiadomieniu.

3. Dowód tożsamości wymieniony w ustępie 1 pod *a)* ma wskazywać nazwisko, imię, miejsce zamieszkania i obywatelstwo posiadacza i ponadto zawierać podpis posiadacza, jego fotografję, przepieczętowaną pieczęcią władzy wystawiającej, jako też podpis i pieczęć tej władzy. Jeżeli posiadacz jest niepiśmienny, to znak odręczny, poświadczony urzędowo przez władzę wystawiającą, zastępuje podpis.

4. Kontrola dowodów, wymienionych w ustępie 1 pod *a)* i *b)* odbywać się będzie w pociągu w czasie jazdy, albo podczas przewidzianego postoju. W żadnym razie podróżni w pociągach wymienionych w artykule 1 nie będą podlegali pod względem paszportowym innym formalnościom prócz wymienionych w niniejszym artykule.

Artykuł 28.

O sporach, wynikających z interpretacji lub zastosowania niniejszej umowy i ewentualnego protokółu końcowego, jako też oddzielnego układu między uczestniczącemi zarządami kolejowemi, wymienionego w artykule 1, rozstrzygać będzie Sąd Rozjemczy, którego skład pozostawia się osobnemu porozumieniu. Sąd Rozjemczy sam ustali swoje postępowanie i ustanowi swój porządek czynności.

Artykuł 29.

1. Umowa niniejsza podlega ratyfikacji. Dokumenty ratyfikacyjne mają być wymienione

Deutschen Reiches sind, mit einem Ausweis ohne Sichtvermerk des Durchgangslandes versehen sein müssen,

b) dass die im Artikel 5 bezeichneten Reisenden, soweit sie Angehörige anderer Staaten sind, den allgemeinen im Durchgangslande gültigen Passvorschriften unterliegen.

2. Die Regierung des Durchgangslandes wird vor Anwendung der vorerwähnten Massnahmen die anderen Vertragsteile hiervon auf diplomatischem Wege verständigen. Die Durchführung der Massnahme darf nicht früher als 10 Tage nach dieser Benachrichtigung stattfinden.

3. Der im Absatz 1 unter *a)* vorgesehene Ausweis muss Namen, Vornamen, Wohnsitz und Staatsangehörigkeit des Inhabers angeben und ferner versehen sein mit der Unterschrift des Inhabers, mit einem von der ausstellenden Behörde abzustempelnden Lichtbilde des Inhabers sowie mit Unterschrift und Dienststempel dieser Behörde. Ist der Inhaber schreibunkundig, so tritt an die Stelle seiner Unterschrift sein von der ausstellenden Behörde amtlich zu bescheinigendes Handzeichen.

4. Eine etwaige Nachschau der im Absatz 1 unter *a)* und *b)* genannten Ausweispapiere findet im Zuge während der Fahrt oder während der vorgesehenen Aufenthalte statt. In keinem Falle unterliegen die Reisenden der im Artikel 1 bezeichneten Züge in passtechnischer Beziehung anderen als den in diesem Artikel vorgesehenen Förmlichkeiten.

Artikel 28.

Über Streitigkeiten, die sich aus der Auslegung oder Anwendung des vorliegenden Abkommens und eines etwaigen Schlussprotokolls sowie der im Artikel 1 bezeichneten besonderen Vereinbarung der beteiligten Eisenbahnverwaltungen ergeben, entscheidet ein Schiedsgericht, über dessen Zusammensetzung besondere Vereinbarungen vorbehalten bleiben.

Das Schiedsgericht regelt sein Verfahren selbst und stellt seine Geschäftsordnung auf.

Artikel 29.

1. Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst

możliwie najprędzej w Berlinie. Umowa zyska moc prawną w 15-tym dniu po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych. Będzie ważną do końca 14 maja 1928. Jeżeli nie zostanie na ten termin na pół roku naprzód wypowiedzianą, uważa się ją jako milcząco przedłużoną po tym terminie z tem, że w takim razie może być wypowiedzianą przez każdą ze Stron umawiających się z końcem 14 listopada i z końcem 14 maja każdego roku, na pół roku naprzód.

2. Każda ze Stron umawiających się ma prawo w każdym czasie postawić wniosek na rewizję postanowień niniejszej umowy.

Spisano w Warszawie, dnia dwudziestego szóstego marca tysiąc dziewięćset dwudziestego siódmego roku w trzech egzemplarzach, a mianowicie każdy w języku polskim i niemieckim, z których to egzemplarzy każda umawiająca się Strona otrzymuje jeden egzemplarz. Teksty polski i niemiecki są zgodne co do treści i jednakowo obowiązujące.

(L. S.) Franciszek MOSKWA.
(L. S.) Felicjan PROCHASKA.

in Berlin ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt am 15. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es gilt bis zum Ablauf des 14. Mai 1928. Wird es nicht auf diesen Zeitpunkt mit halbjähriger Frist gekündigt, so gilt es von diesem Zeitpunkt an als stillschweigend verlängert mit der Massgabe, dass es dann von jedem der Vertragsteile mit halbjähriger Frist zum Ablauf des 14. November und des 14. Mai eines jeden Jahres gekündigt werden kann.

2. Jeder der Vertragsteile hat das Recht, jederzeit eine Nachprüfung der Bestimmungen dieses Abkommens zu beantragen.

Geschehen in Warschau, am Sechsundzwanzigsten März Neunzehnhundertsiebenundzwanzig.

In drei Urschriften, und zwar jede in deutscher und in polnischer Sprache, von denen jeder Vertragsteil eine erhält. Der deutsche und der polnische Wortlaut stimmen inhaltlich überein und haben gleiche Geltung.

(L. S.) RAUSCHER.
(L. S.) SCHOLZ.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisaniu niniejszej umowy zgodziły się Strony umawiające się na następujące postanowienia :

I. *Do Artykułu* 1.

A. Strony umawiające się zastrzegają sobie prawo porozumienia się w drodze administracyjnej co do tego, aby na linji kolejowej Firchau —Chojnice—Tczew—Marienburg postanowienia, objęte niniejszą umową, miały zastosowanie do innych pociągów, niż wymienione w artykule 1.

B. Pod pojęcie « przesyłki nadzwyczajne » podpadają także przesyłki drobnicowe (colis messageries), które przyjęła do przewozu koleją na podstawie specjalnej taryfy i odrębnego układu osoba trzecia.

C. W razie, gdyby uprzywilejowana komunikacja kolejowa między Polską i Wolnem Mias-

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Unterzeichnung des vorstehenden Abkommens bestand Einverständnis zwischen den Vertragsteilen über nachstehende Bestimmungen :

I. *Zu Artikel* 1.

A. Die Vertragsteile behalten sich vor, im Verwaltungswege zu vereinbaren, dass auf der Eisenbahnstrecke Firchau—Chojnice—Tczew—Marienburg die in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen auf andere als die im Artikel 1 bezeichneten Züge Anwendung finden sollen.

B. Unter den Begriff "Expressgut" fallen auch Kleinwarensendungen (colis messageries), die auf Grund eines besonderen Tarifs und einer besonderen Vereinbarung zur Beförderung mit der Eisenbahn von Dritten übernommen werden.

C. Für den Fall, dass der privilegierte Eisenbahnverkehr zwischen Polen und der Freien

tem Gdańskiem na linji kolejowej Deutsch Eylau — Marienburg miała być wznowiona, Strony umawiające się wyrażają już obecnie zgodę na to, aby jedna para pociągów pospiesznych codziennie służyła na linji kolejowej Rakowice — Deutsch Eylau — Marienburg — Tczew, obok komunikacji między Polską i Wolnem Miastem Gdańskiem, do międzynarodowej komunikacji osobowej, bagażowej, przesyłek nadzwyczajnych i przyspieszonych przesyłek pospiesznych. Dla komunikacji między Marienburgiem albo Deutsch Eylau z jednej strony, a zagranicą z drugiej strony, zostanie w takim razie na stacjach Marienburg i Deutsch Eylau ustanowiona wspólna odprawa celna i kontrola paszportowa. Korzystanie z wymienionych pociągów zostanie uregulowane oddzielną umową stosownie do postanowień umowy niniejszej.

II. *Do artykułu* 1 *i* 21.

Przewóz przesyłek pocztowych w pociągu luksusowym, wymienionym w artykule 1, pozostawia się odrębnemu porozumieniu zarządów interesowanych.

III. *Do artykułu* 1 *i* 26.

Przez niniejszą umowę nie zostaje naruszony stan prawny, jaki wynika z Konwencji [1] z dnia 21 kwietnia 1921 między Polską a Niemcami i Wolnem Miastem Gdańskiem w sprawie wolności tranzytu pomiędzy Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec. Podpisania niniejszej umowy nie można w ten sposób rozumieć, jakoby ono przesądzało na rzecz jednej ze Stron umawiających się interpretację Konwencji z dnia 21 kwietnia 1921. Konwencja z 21-go kwietnia 1921 niema zastosowania do pociągów wymienionych w artykule 1.

IV. *Do artykułu* 1 *i* 29.

Na wypadek przerwy ruchu lub trudności ruchowych, porozumienie co do drogi okólnej pozostawia się uczestniczącym zarządom kolejowym. O ileby się okazały potrzebnemi drogi

[1] Vol. XII, page 61, et vol. XIX, page 301, de ce recueil.

Stadt Danzig auf der Eisenbahnstrecke Deutsch Eylau—Marienburg wiederaufgenommen werden sollte, erklären sich die Vertragsteile schon jetzt damit einverstanden, dass täglich ein Schnellzugpaar auf der Eisenbahnstrecke Rakowice — Deutsch Eylau — Marienburg — Tczew neben dem Verkehr zwischen Polen und der Freien Stadt Danzig dem internationalen Eisenbahnpersonen-, Gepäck-, Expressgut- und beschleunigten Eilgutverkehr dient. Für den Verkehr zwischen Marienburg oder Deutsch Eylau einerseits und dem Auslande andererseits wird in diesem Falle auf den Bahnhöfen Marienburg und Deutsch Eylau gemeinsame Zollabfertigung und Passprüfung eingerichtet werden. Die Benutzung dieser Züge wird durch ein besonderes Abkommen entsprechend den Bestimmungen des vorliegenden Abkommens geregelt werden.

II. *Zu Artikel* 1 *und* 21.

Die Beförderung von Postsendungen mit dem im Artikel 1 vorgesehenen Luxuszug bleibt einer besonderen Vereinbarung zwischen den beteiligten Verwaltungen vorbehalten.

III. *Zu Artikel* 1 *und* 26.

Durch dieses Abkommen wird die Rechtslage, wie sie sich aus dem Abkommen [1] vom 21. April 1921 zwischen Deutschland, Polen und der Freien Stadt Danzig über den freien Durchgangsverkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland ergibt, nicht berührt. Die Unterzeichnung des gegenwärtigen Abkommens kann nicht so ausgelegt werden, als ob sie für einen der Vertragsteile ein Präjudiz hinsichtlich der Auslegung des Abkommens vom 21. April 1921 mit sich brächte. Das Abkommen vom 21. April 1921 findet auf die im Artikel 1 bezeichneten Züge keine Anwendung.

IV. *Zu Artikel* 1 *und* 29.

Für den Fall von Betriebsstörungen oder -schwierigkeiten bleibt die Vereinbarung von Umleitungen den beteiligten Eisenbahnverwaltungen überlassen. Werden Umleitungen erfor-

[1] Vol. XII, page 61, and Vol. XIX. page 301, of this Series.

okólne, nieprowadzące przez stacje Chojnice albo Tczew to, do czasu odmiennego uregulowania w drodze mającego nastąpić porozumienia się, należy pociągi przewozić jako zamknięte (uprzywilejowane) przez obszar tranzytowy. W razie, gdyby para pociągów pospiesznych, wymienionych w artykule 1 nie kursowała codziennie z jakiegokolwiek powodu, a w szczególności z powodu wygaśnięcia niniejszej umowy, to należy zamiast niej przeprowadzać między Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec w komunikacji uprzywilejowanej parę pociągów pospiesznych według takiego samego rozkładu jazdy z zastosowaniem postanowień Paryskiej Konwencji z 21 kwietnia 1921.

V. *Do artykułu* 2.

Eksploatacja wagonów restauracyjnych i sypialnych nie podlega w kraju tranzytowym żadnym ograniczeniom.

VI. *Do artykułu* 5.

A. Wyjście z pociągu na stacjach Chojnice lub Tczew uważa się w rozumieniu ustępu 2-go niniejszego artykułu za przerwę podróży.

B. Za podróżnych w rozumieniu niniejszej umowy uważa się także wojskowych t. j. członków siły zbrojnej, będących w czynnej służbie bez względu na to, czy są umundurowani, czy w ubraniu cywilnem. Co się tyczy broni, to ci wojskowi, podróżujący pojedynczo będą mogli mieć przy sobie tylko broń białą (szablę, bagnet).

VII. *Do ustępu* 2 *i* 3 *artykułu* 7.

Strony umawiające się są zgodne pod tym względem, że będą dostarczone pomieszczenia, wymienione w protokółach dotyczących konferencji z dnia 7 lutego 1927 r. w sprawie wspólnej polsko-niemieckiej odprawy celnej na stacjach Tczew i Chojnice. W razie, gdyby te pomieszczenia stały się ze względów służbowo-kolejowych nierozporządzalnemi, to Polskie Koleje Państwowe postarają się w porozumieniu z odnośnemi władzami niemieckiemi o dostarczenie innych pomieszczeń, równie odpowiednich.

derlich, die nicht über die Bahnhöfe Chojnice oder Tczew führen, so sind die Züge bis zum Eintritt einer anderweitig zu vereinbarenden Regelung geschlossen (privilegiert) durch das Durchgangsgebiet hindurchzuführen. Wird das im Artikel 1 erwähnte Schnellzugpaar aus irgendeinem Grunde, insbesondere im Falle des Erlöschens des vorliegenden Abkommens, nicht täglich gefahren, so ist an seiner Stelle ein Schnellzugpaar im gleichen Fahrplan nach den Bestimmungen des Pariser Abkommens vom 21. April 1921 im privilegierten Verkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland durchzuführen.

V. *Zu Artikel* 2.

Der Betrieb der Speise- und Schlafwagen unterliegt im Durchgangslande keiner Beschränkung.

VI. *Zu Artikel* 5.

A. Das Aussteigen aus dem Zuge in den Bahnhöfen Chojnice oder Tczew wird als Fahrtunterbrechung im Sinne des Absatz 2 dieses Artikels angesehen.

B. Unter Reisenden im Sinne des vorliegenden Abkommens werden auch Militärpersonen verstanden, d. h. die im aktiven Dienst stehenden Angehörigen der bewaffneten Macht, ohne Rücksicht darauf, ob sie sich in Uniform oder in Zivil befinden. An Waffen dürfen diese einzelreisenden Militärpersonen nur ihre blanken Waffen (Säbel, Seitengewehr) mitführen.

VII. *Zu Artikel* 7 *Absatz* 2 *und* 3.

Die Vertragsteile sind darüber einig, dass die in den Niederschriften, betreffend die Besprechung über gemeinsame deutsch-polnische Zollabfertigung auf den Bahnhöfen in Tczew und Chojnice vom 7. Februar 1927, bezeichneten Räumlichkeiten zur Verfügung gestellt werden. Sollten diese Räume aus eisenbahndienstlichen Gründen nicht verfügbar werden, so werden die Polnischen Staatsbahnen im Einvernehmen mit den beteiligten deutschen Behörden für die Bereitstellung gleichwertiger Ersatzräume sorgen.

VIII. *Do artykułu* 10 *i* 12.

Polscy funkcjonarjusze celni i paszportowi mają w granicach artykułow 10 ustęp 6 i 12 ustęp 2 uczynić zadość prośbie niemieckich placówek do nich skierowanej, odnoszącej się do odesłania podróżnego nie będącego obywatelem polskim do Niemiec, albo do asystencji przy rewizji osoby, będącej obywatelem polskim.

VIII. *Zu Artikel* 10 *und* 12.

Im Rahmen der Artikel 10 Absatz 6 und Artikel 12 Absatz 2 haben die polnischen Zoll- und Passbeamten einem Ersuchen der deutschen Stellen zu entsprechen, das auf Überführung eines nicht polnischen Staatangehörigen nach Deutschland oder auf Beteiligung an der Untersuchung der Person eines polnischen Staatsangehörigen gerichtet ist.

IX. *Do artykułu* 14.

A. Zarząd kolejowy polski i niemiecki uprawnią na podstawie zaświadczeń, wspomnianych w ustępie 1, posiadaczy zaświadczeń do bezpłatnego przejazdu wszystkiemi pociągami osobowemi i towarowemi na linji między stacją polską i najbliższą stacją niemiecką.

B. W razie, gdyby zaszła potrzeba, żeby funkcjonarjusze eksponowanych placówek, czynni na stacji Tczew, musieli mieszkać w miejscowości ich czynności służbowych, to nastąpi w tym względzie oddzielne porozumienie.

C. W razie wdrożenia postępowania karnego przeciw funkcjonarjuszowi, zajętemu wykonaniem niniejszej umowy, albo porozumienia się kolejowego, wspomnianego w artykule 1, za czyn popełniony w czasie jego pobytu służbowego na obszarze Państwa sąsiedniego należy przełożoną władzę ściganego niezwłocznie o tem uwiadomić.

IX. *Zu Artikel* 14.

A. Auf Grund der im Absatz 1 vorgesehenen Ausweise werden die deutsche und die polnische Eisenbahnverwaltung den Ausweisinhabern das Recht zugestehen, auf der Strecke zwischen dem polnischen Bahnhof und dem nächsten deutschen Bahnhof alle Personen- und Güterzüge zur freien Fahrt zu benutzen.

B. Falls sich die Notwendigkeit erweisen sollte, dass die auf dem Bahnhof Tczew beschäftigten Bediensteten der exponierten Dienststellen am Dienstort wohnen müssen, wird hierüber eine besondere Vereinbarung getroffen werden.

C. Wird gegen einen Bediensteten, der bei der Durchführung dieses Abkommens oder der im Artikel 1 bezeichneten Eisenbahnvereinbarung tätig ist, eine Strafverfolgung wegen einer während seines dienstlichen Aufenthaltes im Gebiete des Nachbarstaates begangenen Handlung eingeleitet, so ist die vorgesetzte Dienstbehörde des Verfolgten unverzüglich zu benachrichtigen.

X. *Do artykułu* 28.

Strony umawiające się są zgodne co do tego, że Sąd Rozjemczy winien się składać z tych samych osób, co Sąd Rozjemczy, przewidziany w Konwencji z 21 kwietnia 1921 r. między Polską, Niemcami i Wolnem Miastem Gdańskiem w sprawie wolności tranzytu pomiędzy Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec. W razie, gdyby załatwienie sprawy, wszczętej przed Sądem Rozjemczym, było opóźnione przez to, że jeden z sędziów nie bierze udziału w pracach Sądu Rozjemczego i nie każe się zastąpić przez swego zastępcę, to Prezes obowiązany będzie, na wniosek drugiego powołanego sędziego, zamianować osobę zastępczą

X. *Zu Artikel* 28.

Die Vertragstellen sind sich darüber einig, dass das Schiedsgericht aus den gleichen Personen zusammengesetzt sein soll, wie das im Abkommen vom 21. April 1921 zwischen Deutschland, Polen und der Freien Stadt Danzig über den freien Durchgangsverkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland vorgesehene Schiedsgericht. Wenn die Erledigung einer beim Schiedsgericht anhängigen Sache dadurch verzögert wird, dass einer der Richter sich nicht an den Arbeiten des Schiedsgerichts beteiligt und sich nicht durch seinen Stellvertreter vertreten lässt, so muss auf Antrag des anderen einberufenen Richters der Vorsitzende

w miejsce sędziego nieobecnego. Osoba ta powinna być, o ile to będzie możliwe, obywatelem innego Państwa niż sędzia działający. Ta osoba zastępcza będzie miała te same prawa i obowiązki, co sędzia stały. Będzie brała udział w pracach Sądu Rozjemczego aż do chwili, w której sędzia stały, lub jego zastępca, wyrazi gotowość przystąpienia do pracy.

einen Ersatzmann für den nicht erscheinenden Richter bestellen. Dieser muss, wenn irgend möglich, einer anderen Nationalität angehören als der mit ihm tätige Richter. Dieser Ersatzmann hat dieselben Rechte und Pflichten wie der ständige Richter. Er nimmt an den Arbeiten des Schiedsgerichts teil, bis der ständige Richter oder sein Stellvertreter sich bereit erklärt, dieses zu tun.

W dowód czego Pełnomocnicy podpisali niniejszy protokól końcowy.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Schlussprotokoll unterzeichnet.

Spisano w Warszawie dnia dwudziestego szóstego marca tysiąc dziewięćset dwudziestego siódmego roku w trzech egzemplarzach, a mianowicie każdy w języku polskim i niemieckim, z których to egzemplarzy każda umawiająca się Strona otrzymuje jeden egrzemplarz. Teksty polski i niemiecki są zgodne co do treści i jednakowo obowiązujące.

Geschehen in Warschau am Sechsundzwanzigsten März Neunzehnhundertsiebenundzwanzig in drei Urschriften, und zwar jede in deutscher und in polnischer Sprache, von denen jeder Vertragsteil eine erhält. Der deutsche und der polnische Wortlaut stimmen inhaltlich überein und haben gleiche Geltung.

(L. S.) Franciszek MOSKWA.
(L. S.) Felicjan PROCHASKA.

(L. S.) RAUSCHER.
(L. S.) SCHOLZ.

WZÓR A — ANLAGE A
zu Artikel 7 Abs. (4), b.

VERZEICHNIS ÜBER REISEGEPÄCK,
SPIS BAGAŻU

das ohne besondere Beschau und ohne Verschluss zur Durchfuhr durch Deutschland
przeznaczonego do tranzytu przez Niemcy albo do przekazania do jednego z urzędów celnych
oder zur Überweisung auf eine Zollstelle im Innern des deutschen Zollgebiets bestimmt ist.
wewnątrz niemieckiego obszaru celnego bez specjalnej rewizji i bez zamknięcia.

Nr. .....

Ausfertigungsamt ..... Erledigungsamt .....

Gestellungsfrist bis zum ..... 19.....
Termin dostawy aż do

ANMELDUNG UND VERPFLICHTUNG DES POLNISCHEN WARENFÜHRERS.
DEKLARACJA I ZOBOWIĄZANIE SIĘ POLSKIEGO PRZEWOŹNIKA TOWARU.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte der Polnischen Staatsbahnen meldet hiermit die umstehend
Podpisany pełnomocnik Polskich Kolei Państwowych deklaruje niniejszem bagaż wyszczególniony na
verzeichneten Gepäckstücke zur Durchfuhr durch / Überweisung auf eine Zollstelle in Deutschland an und verpflichtet
odwrotnej stronie do tranzytu przez Niemcy / przekazania do jednego z urzędów celnych w Niemczech i tem się zobowiązuje oddać ten
sich hierdurch, diese Gepäckstücke vor Ablauf der Gestellungsfrist auf dem Betriebswechselbahnhof
bagaż, bez otwierania go, przed upływem terminu dostawy, na stacji zdawczo-odbiorczej pełnomocnikowi Kolei
dem Bevollmächtigten der Deutschen Reichsbahn uneröffnet zu übergeben, andernfalls aber für die
Rzeszy Niemieckiej, w przeciwnym razie, ręczy za uiszczenie według taryfy najwyższego cła przywozowego.
Entrichtung des höchsten tarifmässigen Eingangszolls zu haften.

den
....., ... 19.....
dnia
.....

ANNAHMEERKLÄRUNG UND VERPFLICHTUNG DES DEUTSCHEN WARENFÜHRERS.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte der Deutschen Reichsbahn übernimmt hiermit dieses Gepäckverzeichnis und verpflichtet sich hierdurch, die darin verzeichneten Gepäckstücke vor Ablauf der Gestellungsfrist uneröffnet dem Erledigungsamte zu gestellen, andernfalls aber für die Entrichtung des höchsten tarifmässigen Eingangszolls zu haften.

....., den ..... 19.....
.....

Abgegeben an den Stationsbeamten zu ..... am ..... 19.....
.....

VERPFLICHTUNG DES STATIONSBEAMTEN.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte der Deutschen Reichsbahn verpflichtet sich hierdurch, die umstehend verzeichneten Gepäckstücke spätestens am nächsten Vormittag uneröffnet dem .....
Zollamt zu ..... zu gestellen, andernfalls aber für die Entrichtung des höchsten tarifmässigen Eingangszolls zu haften.

....., den ..... 19.....
.....

Laufende Nummer *Pozycja bieżąca*	Nummer desGepäck-scheins *Numer kwitu bagażowego*	Aufgabestation *Stacja nadawcza*	Bestimmungsstation *Stacja przeznaczenia*	Zahl der Gepäck-stücke *Ilość sztuk bagażu*	Bemerkungen *Uwagi*
1	2	3	4	5	6

....., den ..... 19.....
Deutsche Zollabfertigungsstelle am Bahnhof

(Stempel)

.....

Die Spalten 1 bis 5 sind von dem Bevollmächtigten der Polnischen Staatsbahn in deutscher oder französischer Sprache auszufüllen.

Kolumny 1 do 5 ma wypełnić w języku niemieckim lub francuskim pełnomocnik Polskich Kolei Państwowych.

WZÓR B — ANLAGE B
zu Art. 7 Abs. (4), e.

DEUTSCHES ZOLLGEBIET

BEGLEITSCHEIN I
KARTA KONWOJOWA I

Nr. .....

AUSFERTIGUNGSAMT : ..... EMPFANGSAMT : .....
Gestellungsfrist : Bis zum ..... Überwiesen auf .....
Termin dostawy aż do
Verlängert bis zum .....
Przedłużony aż do

....., den ..... 19.....

DEUTSCHE ZOLLABFERTIGUNGSSTELLE AM BAHNHOF

(Stempel)

.....

ANMELDUNG UND VERPFLICHTUNG DES POLNISCHEN WARENFÜHRERS.
DEKLARACJA I ZOBOWIĄZANIE SIĘ POLSKIEGO PRZEWOŹNIKA TOWARU.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte der Polnischen Staatsbahnen meldet hiermit die umstehend
Podpisany pełnomocnik Polskich Kolei Państwowych deklaruje niniejszem towary wyszczególnione na
verzeichneten Waren an und haftet für die Richtigkeit der Angaben hinsichtlich der Zahl und Art
odwrotnej stronie i ręczy za prawdziwość zgłoszenia pod względem liczby i rodzaju pakunków. Zarazem
der Packstücke. Zugleich versichert er, dass die Warenerklärung mit der .... Expressgutkarte .... / Frachtbrief....
zapewnia, że deklaracja towarowa zgadza się z kart..... przesyłek nadzwyczajnych. / list..... przewozów.....
übereinstimmt.

Der Unterzeichnete beantragt für diese Waren Abfertigung mit Zollbegleitschein I und übernimmt
Podpisany prosi o odprawę tych towarów za pomocą karty konwojowej I i przyjmuje zobowiązanie
die Verpflichtung, sie vor Ablauf der Gestellungsfrist auf dem Betriebswechselbahnhof dem Bevoll-
oddania jej przed upływem terminu dostawy na stacji zdawczo-odbiorczej pełnomocnikowi Kolei Rzeszy
mächtigten der Deutschen Reichsbahn in unverändertem Zustande zu übergeben, andernfalls aber
Niemieckiej w stanie niezmienionym, w przeciwnym razie ręczy za najwyższe cło według taryfy przywozowej
für die Entrichtung des höchsten tarifmässigen Eingangszolls von den in der Warenerklärung ange-
od ilości towaru, podanej w deklaracji towarowej.
gebenen Warenmengen zu haften.

Mit de.... Expressgutkarte.... / Frachtbrief.... übereinstimmend. ..... (Unterschrift des deutschen Zollbeamten)	....., den ..... 19..... *dnia* .....

ANNAHMEERKLÄRUNG UND VERPFLICHTUNG DES DEUTSCHEN WARENFÜHRERS.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte der Deutschen Reichsbahn übernimmt hiermit diesen Begleitschein mit den daraus nach §§ 44 und 46 des Vereinszollgesetzes sich ergebenden Verpflichtungen.

....., den ..... 19.....

.....

Abgegeben am ..... 19.....

I. Warenerklärung [1] *I. Deklaracja towarowa* [1]									II. Anträge des Warenführers oder des Warenempfängers
		Der Packstücke *Pakunków*		Gattung und Menge der Waren *Rodzaj i ilość towaru*				*a)* Herstellungsland *b)* Bestimmungsland (nur im Falle der unmittelbaren Durchfuhr anzugeben) a) *Kraj pochodzenia* b) *Kraj przeznaczenia (podawać tylko przy bezpośrednim tranzycie)*	Angabe, welche Abfertigungsweise begehrt wird, und im Falle der Veredelung-Angabe, ob zur oder nach Veredelung im 1. Inland, für inländische oder für ausländische Rechnung 2. Ausland
Lfde. Nr. *Pozycja bieżąca*	Name und Wohnort des Empfängers *Nazwisko i miejsce zamieszkania odbiorcy*	Zeichen und Nummer *Znaki i numery*	Zahl und Art *Ilość i rodzaj*	Gattung der Waren nach den Benennungen und Unterscheidungen des deutschen Zolltarifs *Rodzaj towarów według nazw i podziału niemieckiej taryfy celnej*	Rohgewicht [2] *Waga brutto* [2] kg. | 1/100		Reingewicht (nur bei Packstücken anzugeben, die verschiedenen Zollsätzen unterliegende Waren enthalten) *Waga netto (podawać tylko przy pakunkach, zawierajacych towary, które podlegają różnym stawkom celnym)* kg. | 1/100		
1	2	3	4	5	6		7		8	9

[1] Die Spalten 1 bis 8 sind von dem Bevollmächtigten der Polnischen Staatsbahn in deutscher oder französischer Sprache auszufüllen.

[1] *Kolumny 1 do 8 ma wypełnić w języku niemieckim lub francuskim pełnomocnik Polskich Kolei Państwowych.*

[2] Zu Spalte 6 und 13. Bei Waren, die nicht nach dem Gewicht verzollt werden, ist die Menge unter entsprechender Bezeichnung der Mengeneinheit (Tonne, Stück usw.) in die für die Angabe des Rohgewichts vorgesehene Spalte einzutragen.

[2] *Do kolumny 6 i 13. Przy towarach, które nie są clone według wagi, ma być w kolumnie, przeznaczonej dla wskazania wagi brutto, podana ilość z właściwem oznaczeniem jednostki (beczka, sztuki i t. d.).*

III. Beschaubefund							IV. Zollberechnung					V. Weiterer Nachweis der Waren oder der Vereinnahmung des Zolles			VI. Bemerkungen über vorhandenen, beibehaltenen oder angelegten Verschluss, Zahl der Bleie usw.
Der Packstücke		Der Waren													
			Menge Durch Verwiegung ermitteltes Gewicht												
Zeichen und Nummer	Zahl und Art	Tarifmässige Benennung mit Angabe der Tarifnummer und der Nummer des Statistischen Warenverzeichnisses	roh [2]		rein		Reingewicht durch Abrechnung der tarifmässigen Tara mit Angabe des Tarasatzes		Tarifsatz	Zollbetrag		Buch	Blatt Nr.	Der Verkehrsnachweisung Nummer, Blatt / Laufende Nr.	
			kg.	1/100	kg.	1/100	kg.	1/100	RM	RM	Rpf				
10	11	12	13		14		15		16	17		18	19	20	21

VERMERKE ÜBER VERÄNDERTE BESTIMMUNG DER WAREN USW.

(Vereinszollgesetz §§ 46, 49, 50 und 96).

1. ..... beantrage..... den Begleitschein hier zu erledigen.

.....,, den ..... 19.....

2. ..... beantrage..... diesen Begleitschein zum Zweck der Weitersendung der Waren an ..... in ..... auf das ..... Zollamt... ..... zu überweisen, indem ..... in Beziehung auf den weiteren Transport die Verpflichtungen des Begleitscheinnehmers übernehme.....

..... ,den ..... 19.....

Genehmigt.

....., den ..... 19.....

ZOLLAMT.

Eingetragen unter Nr. ..... des Begleitscheinausfertigungsbuchs ..... und auf das ..... Zollamt ..... mit Gültigkeitsfrist bis zum ..... überwiesen.

Verschluss : .....

....., den ..... 19.....

ZOLLAMT.

ERLEDIGUNGSBESCHEINIGUNGEN.

1. Der Begleitschein ist abgegeben am .....

2. Derselbe ist eingetragen im Begleitscheinempfangsbuch .... unter Nr. .....

3. Prüfungsbefund

a) in betreff des Verschlusses :

b) in bezug auf Gattung und Menge der Waren :

Die Richtigkeit dieser Angaben bescheinigen :

4. Nachweis des Ausgangs über die Grenze [1].

A. Umstehend genannte Waren wurden nach Abnahme des unverletzt befundenen Verschlusses

a) in den Eisenbahngüterwagen Nr. ..... der ..... Eisenbahn verladen und nach Verschliessung des Wagens mit ..... Schlössern der Reihe ..... dem ..... amte in ..... überwiesen.

....., den ..... 19....

ZOLLAMT.

b) auf das ..... des ..... verladen und den Ansageposten in ..... unter { Begleitung durch d..... Zollbetriebsassistenten / Verschluss mittelst ..... } überwiesen.

....., den ..... 19....

ZOLLAMT.

c) unter unsern Augen in das Ausland geführt.

....., den ..... 19....

ZOLLAMT.

B. D..... oben bezeichnete ..... wurde nach Abnahme des unverletzt befundenen Verschlusses

a) d..... Zollbetriebsassistenten zur Begleitung über die Grenze übergeben.

....., den ..... 19....

b) unter unsern Augen in das Ausland ausgeführt.

....., den ..... 19....

Die Erledigung des Begleitscheins bescheinigt.

....., den ..... 19.....

ZOLLAMT.

[1] Der Vordruck unter Nr. 4 der Erledigungsbescheinigungen (Nachweis des Ausgangs über die Grenze) kann den örtlichen Bedürfnissen entsprechend geändert werden.

[1] TRADUCTION.

N° 1505. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE EN VUE DE FACILITER LE TRAFIC INTERNATIONAL SUR LA LIGNE DE CHEMIN DE FER FIRCHAU-CHOJNICE-TCZEW-MARIENBURG. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 26 MARS 1927.

LA POLOGNE et L'ALLEMAGNE, animées du désir de faciliter le trafic international des personnes, des bagages, des envois express et des envois en grande vitesse accélérée, passant en transit par le territoire de la République polonaise et le territoire de la Ville libre de Dantzig sur la ligne de chemin de fer Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA POLOGNE :

M. Franciszek MOSKWA, sous-directeur au Ministère des Communications; et
M. Felicjan PROCHASKA, chef de service au Ministère des Finances,

Lesquels, conformément à l'article 104 alinéa 6, du Traité de Versailles du 28 juin 1919, agissent également au nom de la Ville libre de Dantzig, dans la mesure où celle-ci entre en ligne de compte comme Partie contractante; et

L'ALLEMAGNE :

M. Ulrich RAUSCHER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand à Varsovie; et
M. Carl SCHOLZ, conseiller intime du Gouvernement, directeur des chemins de fer du Reich.

Les plénipotentiaires, après examen et échange de leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sur le secteur de chemin de fer Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, en sus du service entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, deux trains rapides quotidiens (un dans chaque sens) et deux trains de luxe hebdomadaires (un dans chaque sens) serviront au trafic ferroviaire international des personnes, des bagages, des envois express et des envois en grande vitesse accélérée, conformément à un arrangement spécial conclu entre les administrations de chemins de fer intéressées. Si les trains en questions sont dédoublés, les mêmes dispositions s'appliqueront aux trains supplémentaires mis en marche avant ou après le train régulier.

Article 2.

Les trains mentionnés à l'article premier traverseront le pays de transit tels qu'ils ont été composés. Des wagons isolés pourront être détachés ou rattachés pour des raisons techniques intéressant la traction.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1505. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND POLAND TO FACILITATE INTERNATIONAL RAILWAY TRAFFIC ON THE LINE FIRCHAU-CHOJNICE-TCZEW-MARIENBURG. SIGNED AT WARSAW, MARCH 26, 1927.

POLAND and GERMANY, being desirous of facilitating the international traffic in passengers, luggage, " express " freight and special fast freight in transit through the territories of the Polish Republic and of the Free City of Danzig on the line Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, have appointed respectively as their Plenipotentiaries :

POLAND :

M. Franciszek MOSKWA, Vice-Director in the Ministry of Transport ; and
M. Felicjan PROCHASKA, Chief of Section in the Finance Ministry,

Who, in accordance with Article 104, paragraph 6, of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, also act for the Free City of Danzig in so far as the latter is involved as a Contracting Party ; and

GERMANY :

M. Ulrich RAUSCHER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich at Warsaw, and
M. Carl SCHOLZ, Government Privy Councillor, Managing Director of the Reich Railways.

The Plenipotentiaries, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

In addition to the regular traffic between East Prussia and the rest of Germany on the line Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, an express train shall be run daily and a " train de luxe " weekly, in each direction, in accordance with a special agreement between the Railway Administrations concerned, to deal with the international traffic in passengers, luggage, " express " freight and special fast freight. If extra trains are required, and run before or after the regular trains, the same conditions shall apply.

Article 2.

The trains mentioned in Article 1 shall traverse the country of transit in the form in which they were made up. Individual wagons may be put on or taken off for technical reasons.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

L'utilisation des trains visés à l'article 1 sera régie, dans le pays de transit, par les dispositions suivantes :

a) Les voyageurs ne seront autorisés à monter dans le train ou à en descendre qu'aux gares de Chojnice et de Tczew. Toutefois, les voyageurs qui se proposent de continuer leur voyage par le même train ne pourront pas en descendre.

b) Les bagages à main et les bagages enregistrés des voyageurs qui prennent ou quittent le train aux gares de Chojnice et de Tczew, ainsi que les envois express et les envois en grande vitesse accélérée ne devront pas être chargés ni déchargés en dehors des deux gares ci-dessus mentionnées ;

c) Sous réserve des dispositions établies aux articles 21 à 23, concernant le service postal, aucun autre objet ne devra être pris ou laissé en cours de route.

2. Le pays de transit veillera à l'application des dispositions ci-dessus indiquées. Au cas où, en vue d'assurer l'application de ces dispositions, le pays de transit ferait convoyer les trains mentionnés à l'article premier par des fonctionnaires des douanes ou autres, ces fonctionnaires pourront rester dans les trains sur les parcours allemands jusqu'aux gares de Firchau et de Marienburg, et retourner ensuite à leur poste.

3. Les fonctionnaires mentionnés à l'alinéa 2, ainsi que les employés des chemins de fer et des postes qui accompagnent les trains dans le pays de transit, ont le droit et le devoir de veiller à l'application des dispositions de la présente convention.

Article 4.

Les trains mentionnés à l'article premier ne prennent pas les voyageurs qui désirent se rendre de Chojnice à Tczew, ou vice versa. Cette disposition s'applique également aux bagages, aux envois express et aux envois en grande vitesse accélérée, à charger dans ces gares.

Article 5.

1. Le trafic en transit sera soumis aux lois du pays de transit, concernant le maintien de l'ordre et de la sûreté publique, ainsi qu'aux lois et règlements d'hygiène.

2. Les voyageurs qui, sans interrompre leur voyage, utilisent entre Firchau et Marienburg les trains mentionnés à l'article premier, pourront passer librement en transit avec leurs bagages, à moins qu'ils n'aient commis un crime ou délit sur le territoire soumis à la souveraineté du pays de transit, lors de leur séjour sur ledit territoire. Les voyageurs devront être en possession d'un billet direct correspondant au moins au parcours entre Firchau et Marienburg.

3. Sur le secteur de chemin de fer compris entre Firchau et Marienburg, ces voyageurs et leurs bagages seront exempts de toutes formalités de passeport et de douane, ainsi que de tous droits de douane ou droits analogues, à l'exception des redevances correspondant à des débours effectifs de l'administration des chemins de fer. Dans ce secteur, les voyageurs n'ont besoin ni de passeports, ni d'autres pièces d'identité.

4. Les envois express et les envois en grande vitesse accélérée, transportés en transit direct entre Firchau et Marienburg par les trains mentionnés à l'article premier, seront exempts sur ce parcours, de formalités douanières de toutes nature et de tous droits de douane ou droits analogues, à l'exception de redevances correspondant à des débours effectifs de l'administration des chemins de fer.

5. Les interdictions d'importation et d'exportation en vigueur dans le pays de transit ne sont pas applicables auxdits bagages, envois express et envois en grande vitesse accélérée, et il ne sera pas exigé pour ceux-ci d'autorisations d'importation, d'exportation et de transit. Toutes les

Article 3.

1. The use of the trains mentioned in Article 1 shall be governed in the country of transit by the following regulations :

(a) Passengers may only enter or leave the train at the stations of Chojnice and Tczew. Passengers intending to continue their journey on the same train shall not, however, be allowed to alight;

(b) The hand luggage and registered luggage of passengers entering or leaving the train at the stations of Chojnice or Tczew may not be put in or taken out except at the two aforesaid stations. The same applies to " express " freight and special fast freight;

(c) Subject to the provisions laid down in Articles 21–23 for the Postal service, no other object may be put on or taken off these trains.

2. The country of transit shall take the necessary steps to carry out the above regulations. If, in order to ensure the observance of these regulations, the country of transit causes the trains mentioned in Article 1 to be accompanied by Customs or other officials, such officials shall be allowed to remain on the train on the German sections as far as the stations of Firchau and Marienburg and there to return to their posts.

3. The officials mentioned in paragraph 2, as well as the railway and postal servants who accompany the train in the country of transit, are authorised and bound to enforce the regulations contained in the present Convention.

Article 4.

The trains mentioned in Article 1 may not be used by passengers travelling from Chojnice to Tczew or *vice versa*. The same applies to luggage, " express " freight and special fast freight loaded at these stations.

Article 5.

1. Traffic in transit shall be subject to the laws of the country of transit as regards the maintenance of order and public safety and all public health laws and regulations.

2. Passengers who travel between Firchau and Marienburg in the trains mentioned in Article 1 without breaking their journey will be allowed to pass without hindrance with their luggage unless they have committed a crime or other offence in the territory under the sovereignty of the country of transit during their stay in that country. Passengers must be provided with a through ticket covering at least the Firchau-Marienburg section.

3. On the line between Firchau and Marienburg such travellers and their luggage shall be exempt from all passport and Customs formalities and from all Customs duties or similar charges, other than those imposed to cover the actual expenses of the railway administration. Passengers on this line require no passport or other identity papers.

4. " Express " freight and special fast freight carried in through transit on the trains mentioned in Article 1 on the line between Firchau and Marienburg shall be exempt on that line from all Customs formalities and from all Customs duties and similar charges, other than those imposed to cover the actual expenses of the railway administration.

5. The import and export prohibitions ruling in the countries of transit shall not apply to such luggage " express " freight and special fast freight, nor shall any import, export or transit licences be necessary for such goods. All goods admitted for carriage in inland traffic by the

marchandises dont le transport est libre sur le territoire des Parties contractantes pourront être transportées en transit par lesdits trains. Les marchandises transportées conformément aux dispositions de la présente convention ne pourront pas être saisies par mesure administrative.

6. Les bureaux de douane allemands de sortie sont autorisés à apposer des plombs sur les fourgons qui transportent en transit les bagages enregistrés, les envois express et les envois en grande vitesse accélérée. En principe, l'autorité douanière du pays de transit reconnaîtra comme valables et respectera les plombs ou les scellés apposés par l'Administration douanière allemande. Toutefois, le pays de transit conserve le droit de compléter ces plombs et scellés au moyen de nouvelles marques douanières.

7. Les plombs ne pourront être momentanément enlevés par les autorités du pays de transit que dans les cas prévus dans la présente convention ou pour des raisons impérieuses de service ; le transbordement des marchandises ne pourra avoir lieu que pour des raisons techniques intéressant la traction. Dans ces cas, les formalités douanières seront accomplies conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de transit. Le transbordement des bagages ou des marchandises, l'enlèvement des plombs, les motifs de cet acte, ainsi que le rétablissement des plombs devront être consignés dans un procès-verbal et, le cas échéant, dans les documents émanant du service des douanes ou des contributions.

8. Au cas ou les plombs seraient endommagés intentionnellement ou par accident, en cours de route, ou si les wagons ou les marchandises étaient pillés, on procédera de la même façon que lorsque les plombs ont été momentanément enlevés ou qu'il y a eu transbordement des marchandises ou des bagages. Il y aura, toutefois, lieu de procéder à un constat des faits, si possible avec le concours de fonctionnaires des douanes. Les mesures prises et les motifs de ces mesures devront être consignées dans un procès-verbal et, le cas échéant, dans les documents émanant du Service des douanes et des contributions.

Article 6.

Les voyageurs qui montent dans les trains visés à l'article 1 ou en descendent aux gares de Chojnice ou de Tczew, y seront soumis aux formalités de la visite douanière et du contrôle des passeports assurés conjointement par les agents des administrations allemandes et polonaises. Il en sera de même en ce qui concerne le dédouanement des bagages, des envois express et des envois en grande vitesse accélérée ou à décharger dans ces gares.

Article 7.

1. La visite douanière et le contrôle des passeports des voyageurs qui montent ou qui descendent aux gares de Chojnice et de Tczew, ainsi que le dédouanement des bagages, des envois express ou des envois en grande vitesse accélérée, qui y seront chargés ou déchargés, seront effectués conjointement par les agents des Administrations allemandes et polonaises des douanes et du contrôle des passeports, conformément aux dispositions des articles 9 à 12, les opérations devant avoir lieu dans des locaux avoisinants et successivement. A cette fin, la Pologne reconnaît à l'Allemagne le droit d'effectuer le dédouanement et le contrôle des passeports dans les gares de Chojnice et de Tczew.

2. La Pologne fournira gratuitement les locaux de service et d'attente nécessaires, ainsi que les balances et accessoires, et prendra gratuitement soin de l'aménagement, de l'éclairage, du chauffage et du nettoyage des locaux.

3. Les objets pris en garde par les services de douane allemands seront exclusivement entreposés sous la fermeture douanière de ces services. A cet effet, la Pologne fournira gratuitement à l'Allemagne, dans chacune des gares de Chojnice et de Tczew, un local approprié, muni de serrures et présentant toute garantie contre les fraudes douanières.

4. La Pologne prendra les dispositions nécessaires :

a) Pour que les bagages enregistrés par les voyageurs prenant le train aux gares de Chojnice ou de Tczew, soient chargés dans les fourgons des trains en question par

Contracting Parties may be carried in transit on these trains. Goods carried in accordance with the provisions of the present Convention may not be seized under an administrative order.

6. The German Customs offices of exit are authorised to place in bond during transit such luggage " express " freight and special fast freight by sealing the vehicles in which they are carried. The Customs authorities of the country of transit shall, as a rule, respect and leave untouched leads or seals which have been affixed by the German Customs authorities. This shall not affect the right of the country of transit to affix further Customs marks in addition to such leads or seals.

7. The temporary removal of the Customs seal by the country of transit is only permissible in the cases provided for in the present Agreement or for urgent reasons connected with the railway service ; transshipment shall only be allowed for technical reasons connected with the working. In such cases, the Customs formalities shall be completed according to the regulations of the country of transit. The transshipment of luggage or goods, the removal of the Customs seal with reasons therefor and the replacement of the seal, must be recorded in an official minute as well as in all Customs or revenue documents relating to the goods.

8. If a seal is damaged *en route* either intentionally or by accident, or in the case of the theft of wagons or merchandise, the procedure shall be the same as that followed in the case of the temporary removal of seals or transshipment, except that a statement of the facts should be drawn up, if possible with the assistance of the Customs officials. The action taken with the grounds therefor shall be recorded in an official minute as well as in all the Customs or revenue documents relating to the goods.

Article 6.

Passengers entering or leaving the trains mentioned in Article 1 at the stations of Chojnice or Tczew must there undergo a joint German-Polish Customs examination and inspection of passport. Luggage " express " freight and special fast freight loaded or unloaded at these stations shall likewise undergo a joint German-Polish Customs examination.

Article 7.

1. The Customs examination and inspection of passports of passengers entering or leaving the trains at the stations of Chojnice or Tczew, as also the clearance of luggage " express " freight and special fast freight loaded or unloaded at these stations, shall be carried out by the German and Polish Customs and passport authorities jointly in accordance with the provisions of Articles 9–12, in adjoining premises and successively. For this purpose, Poland shall grant Germany the right to proceed to Customs examinations and the inspection of passports at the stations of Chojnice and Tczew.

2. Poland shall place at Germany's disposal free of charge, the necessary accommodation and premises, together with the necessary weighing appliances, and shall arrange free of charge for the suitable installation, lighting, heating and cleaning of the premises.

3. The German Customs offices shall warehouse objects which they hold in bond exclusively under their own Customs seal. For this purpose, Poland shall place at their disposal free of charge at each of the stations of Chojnice and Tczew appropriate and safe bonding premises, equipped with proper locks.

4. Poland shall take the necessares measures to ensure :

(a) That luggage registered at the stations of Chojnice and Tczew by passengers entering the train there shall be placed in the luggage vans of the trains in question by

les employés des chemins de fer d'Etat polonais seulement après dédouanement et sans modification de leur contenu ;

b) Pour que les chemins de fer d'Etat polonais avisent le poste de douane allemand détaché en territoire polonais des bagages destinés à traverser l'Allemagne en transit ou à être délivrés à un bureau de douane en Allemagne, en lui remettant une liste desdits bagages, en trois expéditions, établie conformément au modèle (A) ci-joint, et que les deux expéditions, retournées par ledit poste de douane après vérification et inscription dans le registre des bagages, soient remis aux agents compétents des chemins de fer du Reich allemand lors du transfert des bagages à la gare d'échange ;

c) Pour que les bagages arrivant aux gares de Chojnice et de Tczew soient, en vue de leur dédouanement, présentés, sans modification du contenu, par les chemins de fer d'Etat polonais au poste de douane allemand détaché en territoire polonais, et que l'on soumette en même temps à ce dernier les papiers de douane remis par les chemins de fer du Reich allemand lors du transfert des bagages à la gare d'échange ;

d) Pour que les envois express et les envois en grande vitesse accélérée expédiés des gares de Chojnice ou de Tczew soient chargés par les employés des chemins de fer d'Etat polonais dans les fourgons des trains en question seulement après dédouanement et sans modification de leur contenu ;

e) Afin que les chemins de fer d'Etat polonais avisent le poste de douane allemand détaché en territoire polonais des envois express et des envois en grande vitesse accélérée destinés à traverser l'Allemagne en transit ou à être délivrés à un bureau de douane en Allemagne, en lui remettant en même temps que les lettres de voiture un bordereau d'accompagnement, en trois expéditions, établi conformément au modèle (B) ci-joint, et que les deux expéditions retournées par ledit poste de douane, après vérification et inscription dans le registre des bordereaux d'accompagnement, soient remis aux agents compétents des chemins de fer du Reich allemand, lors du transfert des envois express et des envois en grande vitesse accélérée à la gare d'échange ;

f) Pour que les envois express et les envois en grande vitesse accélérée arrivant aux gares de Chojnice et de Tczew soient, en vue de leur dédouanement, présentés sans modification de leur contenu par les chemins de fer d'Etat polonais au poste de douane allemand détaché en territoire polonais, et que l'on soumette en même temps à ce dernier les papiers de douane remis par les chemins de fer du Reich allemand lors du transfert des envois express et des envois en grande vitesse accélérée à la gare d'échange.

5. La visite douanière des voyageurs qui voudraient utiliser les trains visés à l'article premier, en les prenant aux gares de Chojnice et de Tczew, devra être terminée cinq minutes avant l'heure prévue par l'horaire pour l'arrivée du train.

En cas de retard annoncé, le délai fixé pour la visite sera prolongé dans la même mesure. Les voyageurs qui ne se présenteront pas à la visite en temps voulu, n'auront pas le droit d'exiger d'être transportés par ce train.

6. Les envois express et les envois en grande vitesse accélérée destinés à être transportés dans les trains visés à l'article premier, devront être présentés au dédouanement suffisamment à temps pour que les opérations de dédouanement puissent être terminées avant que commence la visite douanière des voyageurs et de leurs bagages (Alinéa 5). Les envois express et les envois en grande vitesse accélérée qui ne seront pas présentés à temps, ne seront dédouanés qu'à condition que la visite douanière des voyageurs et de leurs bagages n'en souffre pas et puisse être terminée à temps.

Article 8.

1. Les services allemands installés dans les gares de Chojnice et de Tczew, conformément à l'article 7, sont, au sens de la présente convention, des « postes détachés » *(« eksponowane placówki służbowe » — « exponierte Dienststellen »)* ;

2. Les locaux utilisés par les postes détachés (Article 14, alinéa 9) pourront être rendus reconnaissables au moyen d'un écusson portant le nom du service intéressé, et les armes du Reich allemand et de l'Etat prussien.

the Polish State Railways only after Customs clearance and without alteration of the contents;

(b) That luggage for transit through Germany or for delivery to a German office shall be notified by the Polish State Railways to the outlying German Customs office on luggage schedules made out in triplicate on the model of the annexed Form (A), and that the two copies returned by the German Customs office, after checking and entry in the luggage register, shall be handed over to the proper officials of the German Railways when the transfer of luggage takes place at the station of exchange;

(c) That luggage arriving at the stations of Chojnice and Tczew shall be presented by the Polish State Railways, without alteration of the contents, to the outlying Customs Office for clearance, together with the Customs documents handed over by the German Railways, on the transfer of luggage at the station of exchange;

(d) That " express " freight and special fast freight to be loaded at the stations of Chojnice and Tczew shall be put into the vans of the trains concerned by the Polish State Railways only after Customs clearance, and without alteration of the contents;

(e) That " express " freight and special fast freight for transit through Germany or for delivery to a German Customs Office shall be notified by the Polish State Railways to the German outlying Customs Offices by means of an accompanying certificate made out in triplicate on the model of the annexed Form (B), which shall be presented with the relevant way-bills, and that the two copies returned by the Customs Office, after checking and entry in the register of accompanying certificates, shall be handed over to the proper officials of the German Railways when the transfer of " express " freight and special fast freight takes place at the station of exchange;

(f) That " express " freight and special fast freight arriving at the stations of Chojnice or Tczew shall be submitted by the Polish State Railways, without alteration of the contents, to the outlying Customs Office for inspection, together with the Customs documents handed over by the German Railways, on the transfer of the " express " freight and special fast freight at the station of exchange.

5. The Customs examination of passengers wishing to travel by the trains mentioned in Article 1 from the stations of Chojnice or Tczew shall cease five minutes before the scheduled arrival of the train at those stations. If the train is signalled late, the time for examination shall be extended accordingly. Passengers not presenting themselves for Customs examination in good time shall not be admitted to that train.

6. " Express " freight and special fast freight for conveyance in the trains mentioned in Article 1 must be submitted to the Customs in good time so as to be cleared before the examination of passengers and their luggage begins (Paragraph 5). " Express " freight and special fast freight not submitted in good time will be cleared only provided that the punctual examination of passengers and their luggage is not thereby interfered with.

Article 8.

1. The German offices established in pursuance of Article 7 at the stations of Chojnice and Tczew are outlying offices within the meaning of the present Convention. *(" eksponowane placówki służbowe " — " exponierte Dienststellen ").*

2. The premises used by the outlying offices (Article 14, paragraph 9) may be indicated to the public by means of sign-boards bearing the arms of the German Reich and Prussia.

Article 9.

1. Dans les postes détachés et sur les secteurs de chemin de fer compris entre Chojnice et Tczew d'une part et les frontières territoriales allemandes près de Marienburg et de Firchau, d'autre part, le trafic visé au paragraphe 1 de l'article 7 sera régi à la fois par les règlements douaniers du pays de transit et par les règlements allemands correspondants, les règlements du pays de sortie ayant la priorité sur ceux du pays d'entrée.

2. Les interdictions et restrictions d'exportation, d'importation et de transit, les dispositions concernant les contributions indirectes et taxes analogues, ainsi que tous les règlements d'exécution qui s'y rapportent, sont considérés comme règlements douaniers au sens du paragraphe premier.

Article 10.

1. En ce qui concerne l'exportation de marchandises d'Allemagne en territoire douanier polonais, les règlements douaniers allemands sont applicables, à côté des règlements douaniers polonais, jusqu'au moment où les formalités d'exportation allemandes sont terminées ; en ce qui concerne l'importation de marchandises du territoire douanier polonais en Allemagne, ils ne sont applicables qu'à partir du moment où commencent les formalités d'importation allemandes.

2. Les objets, introduits d'Allemagne en territoire douanier polonais et réexportés en Allemagne avant que les règlements douaniers allemands aient cessé de leur être applicables, ne sont pas soumis aux droits d'entrée ou de sortie polonais ni aux interdictions d'importation ou d'exportation polonaises.

3. Au cas où le bureau de douane polonais soupçonnerait une fraude et jugerait nécessaire, lors de l'exportation de marchandises du territoire douanier polonais, d'examiner un objet quelconque qui lui a été déjà remis au bureau de douane allemand en vue du dédouanement, mais qui se trouve encore en gare sous la surveillance douanière allemande, le bureau de douane allemand devra mettre cet objet à la disposition du bureau de douane polonais, s'il en est requis. Dans des circonstances identiques, le bureau de douane polonais devra mettre à la disposition du bureau de douane allemand l'objet qui lui a été remis en vue du dédouanement d'entrée, mais qui se trouvera encore en gare sous la surveillance douanière polonaise

4. Si le bureau de douane de sortie constate que l'objet doit être saisi, le bureau de douane d'entrée devra lui céder l'objet.

5. Si les objets sont surveillés en même temps par les services douaniers allemand et polonais, la responsabilité de cette surveillance incombe exclusivement au service hors du territoire douanier duquel lesdits objets sont exportés.

6. En cas d'infraction aux règlements douaniers allemands, les postes de douane allemands détachés en territoire polonais auront, dans le cadre du présent article, le droit d'intervenir, conformément aux dispositions de ces règlements et de transférer en Allemagne les objets saisis ou servés en gage, ainsi que les personnes arrêtées, en faisant, s'il est nécessaire, accompagner ces dernières par des fonctionnaires du pays de transit. Les ressortissants polonais ne pourront toutefois être ainsi transférés par les services allemands. Par contre, le délinquant pourra être conduit de force devant le fonctionnaire compétent en vue de l'établissement d'un procès-verbal des faits. La procédure en question aura lieu en présence d'un fonctionnaire polonais de la douane ou de la police. Les ressortissants polonais ne pourront être fouillés qu'en présence de l'un des fonctionnaires polonais ci-dessus mentionnés.

Article 11.

Dans les postes détachés, les règlements du pays de transit relatifs aux passeports et les règlements allemands correspondants sont conjointement applicables, les règlements du pays de sortie ayant toutefois la priorité.

Article 9.

1. For the traffic mentioned in Article 7, paragraph 1, the German Customs regulations shall apply, as well as those of the country of transit, to the outlying offices and to the sections between Chojnice and Tczew, on the one hand, and to the German territorial frontiers at Marienburg and Firchau, on the other hand, the regulations of the country of exit taking priority over those of the country of entry.

2. Customs regulations within the meaning of paragraph 1 shall include all export, import and transit prohibitions and restrictions, regulations concerning indirect taxes and similar charges, and any orders issued for the enforcement of such regulations.

Article 10.

1. As regard Customs examination, the German Customs regulations shall apply as well as the Polish Customs regulations, to exports from Germany into the Polish Customs area, until the German exit Customs examination is over ; the German regulations shall apply to imports from the Polish Customs area into Germany only as from the beginning of the German entrance Customs examination.

2. Articles brought from Germany into the Polish Customs area and re-entering Germany while still subject to the German Customs regulations shall not be liable to any Polish import or export duty, nor to any Polish import or export prohibition.

3. If the Polish Customs office suspects smuggling in connection with an export from the Polish Customs area and considers it necessary to examine an article which has already been submitted for clearance to the German Customs office but still remains at the station under German Customs custody, the German Customs office shall be bound, on demand, to hand over the article to the Polish Customs office for that purpose. In similar circumstances, the Polish Customs office shall be bound to hand over to the German Customs office an article which was submitted to the Polish Customs office for clearance, but still remains at the station under Polish Customs custody.

4. If the exit Customs Office finds that the article is liable to seizure, the Customs Office of entry shall be bound to hand it over.

5. In the case of articles under the joint custody of the German and Polish Customs Offices, the Service from whose Customs area the export came shall be deemed the sole responsible custodian.

6. In the event of contraventions of the German Customs regulations, the German outlying Customs Offices shall be entitled, under the present Article, to take action in accordance with those regulations, and to convey across the frontier articles seized or kept in bond or persons detained, the latter if necessary under the conduct of officials of the country of transit. Polish nationals may not be so conveyed by the German Offices. The offender may, however, be brought compulsorily before the authorities for the purpose of obtaining evidence of the facts. A Polish police or Customs official must be present at these proceedings. If a Polish national is searched, physical force may not be used except in the presence of one of the aforesaid Polish officials.

Article 11.

In addition to the passport regulations of the country of transit, the German regulations shall apply as regards the outlying Customs Offices, the regulations of the country of exit taking priority.

Article 12.

1. Les personnes qui ont l'intention de quitter l'Allemagne peuvent être refoulées par les fonctionnaires allemands préposés aux contrôle de passeports, si elles ne sont pas en possession des papiers exigés pour quitter le pays.

2. Les postes de contrôle des passeports allemands, détachés en territoires polonais, ont le droit d'opérer le transfert de ces personnes sur leur territoire national, en les faisant accompagner, s'il est nécessaire, par des fonctionnaires du pays de transit. Les ressortissants polonais ne pourront toutefois être ainsi transférés par les services allemands. Par contre, le délinquant pourra être conduit de force devant le fonctionnaire compétent en vue de l'établissement d'un procès-verbal des faits. La procédure en question aura lieu en présence d'un fonctionnaire polonais de la douane ou de la police. Le procès-verbal établi, le poste allemand devra autoriser la continuation du voyage.

Article 13.

Dans un délai suffisant avant l'entrée en vigueur de la présente convention, les autorités compétentes allemandes porteront à la connaissance des autorités compétentes polonaises le nom et les fonctions de leurs employés détachés aux gares de Chojnice et de Tczew. Une liste complète de ces employés sera transmise au début de chaque année. Il sera donné avis, séparément, des changements éventuels de personnel survenus au cours de l'année.

Article 14.

1. Moyennant production d'une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat qui les envoie, les fonctionnaires des deux Parties contractantes seront autorisés à franchir la frontière et à séjourner dans le pays voisin, pour les besoins du service dans l'un et l'autre cas, sans être soumis à l'obligation du passeport et du visa. L'attestation devra être rédigée conformément au modèle figurant dans l'annexe B de la Convention sur le trafic ferroviaire réciproque, signée à Berlin, le 27 mars 1926, en omettant les mots du formulaire qui ne conviennent pas dans le cas présent ; sa durée de validité ne pourra dépasser une année.

2. Un certificat du poste de contrôle des passeports du pays voisin est nécessaire pour sortir, dans ledit pays, du terrain du chemin de fer. Ce certificat sera délivré contre dépôt de l'attestation mentionnée à l'alinéa 1 et ne sera valable que pour le territoire de la commune où le poste de contrôle des passeports est établi.

3. Les employés sont tenus de porter un uniforme ou des insignes de services visibles (brassard, casquette d'uniforme, etc.).

4. Le port d'armes est autorisé en service seulement ; le port d'armes à feu, seulement pour la surveillance nocturne des marchandises et des caisses.

5. L'usage des armes n'est autorisé que dans le cas de légitime défense.

6. Pendant leur séjour dans le pays voisin, les employés sont exempts de toutes prestations personnelles et réelles de droit public. Ils n'y acquitttent d'impôts directs et autres taxes publiques que sur leurs biens immeubles situés dans le territoire dudit pays, sur les créances gagées sur ces biens et sur les entreprises exploitées dans ce territoire en vue d'un profit. Sous réserve du contrôle de la douane, ils sont autorisés à transporter avec eux, au delà de la frontière, en franchise, les objets manifestement destinés à leur usage quotidien personnel pendant le service et en cours de route pour prendre le service ou pour rentrer.

7. Les employés doivent, dans le pays voisin également, être considérés comme des fonctionnaires dans l'acception que donne à ce terme la loi pénale. En cas d'injures ou de blessures, lorsque des poursuites peuvent être engagées directement par le ministère public, outre l'action privée de

Article 12.

1. Persons desiring to leave Germany may be turned back by the German passport inspection officials if they are not provided with the proper exit permit.

2. The German outlying passport inspection offices shall be entitled to convey such persons back to their own country, if necessary under the conduct of officials of the country of transit. Polish nationals may not be so conveyed by the German Offices. The offender may, however, be forcibly brought before the authorities for the purpose of obtaining evidence of the facts. A Polish police or Customs official must be present at the proceedings, at the close of which the German Customs Office shall allow the passenger to proceed on his journey.

Article 13.

The German authorities concerned shall communicate to the Polish authorities concerned, within a reasonable time before the entry into force of the present Convention, the names and functions of their employees on duty at the stations of Chojnice and Tczew. A list shall be sent at the beginning of each year. Any changes in the staff which have taken place during the year shall be specially notified.

Article 14.

1. Employees shall be allowed to cross the frontier and to stay in the neighbouring country for the performance of their duties without any passport or visa, on showing a permit issued by the competent authority of the State that sent them. This permit must be made out on the model of Annex B of the Convention on Reciprocal Railway Traffic, signed at Berlin on March 27, 1926, the words of the official form which do not apply to the case in question being struck out. It shall be valid for not more than one year.

2. In order to leave the railway zone of the neighbouring country, a warrant of the Passport Inspection Office of that country will be required, which shall be issued against the deposit of the permit mentioned in paragraph 1 and shall be available only in the area of the commune in which the Passport Inspection Office in question is established.

3. Employees must wear a uniform or some conspicuous badge of service (armlet, cap, etc.).

4. The carrying of arms is permitted only when on service and the carrying of fire-arms only while guarding goods or moneys at night.

5. The use of arms is allowed only in self-defence.

6. During their stay in the neighbouring country the employees shall be exempt from all personal services or material contributions of any kind. They shall pay direct taxes and other public imposts in the neighbouring country only on their immovable property situated within its territory, on claims secured on such property and on undertakings carried on for profit within that territory. Subject to Customs inspection, they shall be entitled to take with them duty-free such effects as are obviously intended for their daily personal use on service and on the journey to and from.

7. Employees shall be considered, in the neighbouring country also, as officials within the meaning of the Penal Code. In the event of insult or bodily injuries, in so far as public action may legitimately be taken in addition to private action by the injured party, the authorities of the

l'offensé, les autorités du pays voisin feront, le cas échéant, usage de cette faculté au profit des employés de l'autre pays occupés sur leur territoire, dans la même mesure qu'elles le feraient au profit de leurs propres fonctionnaires.

8. Pendant leur séjour dans le pays voisin, les employés sont justiciables des tribunaux et de la police de ce pays. En ce qui concerne la punition disciplinaire des fautes de service commises par eux, ils relèvent exclusivement des pouvoirs disciplinaires de leurs chefs hiérarchiques Le jugement des faits punissables commis dans l'exercice de leurs fonctions dans le pays voisin est laisse à l'Etat qui les a envoyés, s'il le demande, à moins qu'il ne s'agisse de ressortissants du pays voisin. Au cas où une demande de ce genre est présentée, le pays voisin doit livrer immédiatement l'inculpé aux autorités indiquées par l'Etat qui a envoyé ledit fonctionnaire. La demande de dessaisissement et de livraison de l'inculpé devra être transmise par l'autorité compétente en matière de poursuite pénales de l'Etat qui a envoyé ledit fonctionnaire à l'autorité correspondante du pays voisin.

9. Les employés allemands chargés du dédouanement et du contrôle des passeports aux gares de Chojnice et de Tczew ont le droit et le devoir de veiller au maintien de l'ordre dans les limites des locaux assignés à leur usage exclusif et d'en expulser les particuliers qui troubleraient cet ordre.

10. Aux heures de service et dans l'exercice de leurs fonctions, les employés allemands aussi bien que polonais ont libre accès aux locaux de service, installations des deux Parties.

11. Les dispositions du présent article se rapportent à tous les employés des Parties contractantes que leurs occupations appellent à appliquer la présente convention, ainsi que l'arrangement spécial conclu entre les administrations des chemins de fer et mentionné à l'article premier.

Article 15.

1. Les employés des Parties contractantes se prêteront mutuellement assistance dans l'exercice de leurs fonctions, et particulièrement en vue d'empêcher ou de découvrir les fraudes éventuelles.

2. Les autorités, services et employés de l'une des Parties contractantes accorderont toute la protection nécessaire aux services et aux employés de l'autre Partie exerçant leurs fonctions sur le territoire de la première et donneront la même suite à leurs demandes de protection que si ces demandes émanaient de leurs propres autorités, services ou employés.

Article 16.

1. Sur une demande émanant directement des autorités compétentes allemandes et concernant des infractions aux règlements douaniers allemands ou aux règlements allemands relatifs aux passeports, applicables en vertu des dispositions des articles 9 et 11, les autorités compétentes du pays de transit procéderont à l'interrogatoire des inculpés, à l'audition des témoins et des experts, aux constatations, enquêtes et perquisitions officielles, ainsi qu'à la signification des citations et des décisions. Les débours effectifs qui résulteraient de ces actes, devront être remboursés directement aux autorités qui y auront procédé.

2. Les dispositions de la Convention polono-allemande du 16 décembre 1925, concernant l'assistance judiciaire réciproque en matière pénale, seront applicables aux actes d'assistance réciproque entre tribunaux allemands et tribunaux polonais, accomplis en vertu des dispositions de l'alinéa 1.

Article 17.

1 Les autorités allemandes compétentes ont le droit de faire contrôler par leurs propres fonctionnaires le fonctionnement des services assurés par leurs employés dans le pays de transit.

neighbouring country shall exercise their powers in favour of employees of the other State working on their territory to the same extent as in favour of their own officials.

8. During their stay in the neighbouring country, employees shall be amenable to the Law Courts and police of that country. As regards the disciplinary punishment for administrative offences, they shall be under the sole jurisdiction of their own Superiors. As regards punishable offences committed in the performances of their duties in the neighbouring country, provided that nationals of the latter country are not concerned, the right of sentence shall be left to the State that sent them if it so requests. On such request, the accused must be surrendered by the neighbouring country without delay to whatever authority the State that sent him shall designate. The request for the transfer of the case and for the surrender of the accused shall be made by the competent department of the Public Prosecutor's Office in the State employing him to the competent department of the Public Prosecutor's Office in the neighbouring country.

9. The German employees entrusted with Customs examination and passport inspection at the stations of Chojnice and Tczew shall be entitled and in duty bound to maintain order within the premises placed at their disposal for their sole use and to eject private individuals creating a disturbance therein.

10. German employees may enter the official premises and installations of the Polish employees in the performance of their duties, and *vice versa*.

11. The provisions of this Article shall apply to all employees of the Contracting Parties engaged in the application of the present Convention and of the special railway Agreement mentioned in Article 1.

Article 15.

1. The employees of the Contracting Parties shall assist each other in the performance of their official duties, and particularly in the prevention and detection of contraventions.

2. The authorities, offices and employees of each Contracting Party shall afford all the necessary protection to the offices and employees of the other Party working in its territory and shall give the same effect to requests to that end as to similar requests from their own authorities, offices and employees.

Article 16.

1. In connection with the prosecution of offences against the German Customs and passport regulations which are applicable under Articles 9 and 11, the authorities concerned in the country of transit shall, at the direct request of the German authorities concerned, hear accused persons, witnesses and experts, carry out official investigations, enquiries and perquisitions and serve writs and judgments. Authorities who have carried out such official proceedings shall be directly refunded for the actual outlay so incurred.

2. In the event of an interchange of legal assistance under paragraph 1 taking place between the German and Polish Courts, the provisions of the German-Polish Convention of December 16, 1925, on Legal Assistance in Penal Action shall apply *mutatis mutandis*.

Article 17.

1. The German authorities concerned are entitled to have the work of their employees in the country of transit inspected by their own officials.

2. Les dispositions de l'article 14, alinéas 1, 2 et 6 à 10, sont applicables au passage de la frontière par les fonctionnaires mentionnée à l'alinéa 1, et à leur séjour sur le territoire du pays voisin.

Article 18

Les employés privés des wagons-restaurants et des wagons-lits, franchiront la frontière sans passeports ni visa, moyennant production des pièces d'identité prévues à l'article 27, alinéa 3.

Article 19.

Les fournitures officielles nécessaires aux services situés en territoire étranger, ainsi qu'aux employés qui y sont occupés, seront importées en franchise de tous droits, taxes et redevances, sur le vu d'une attestation officielle de l'autorité compétente, et pourront être réexportés, également en franchise, dans le pays de provenance.

Article 20.

1. Les lettres, colis, envois d'argent et de valeurs officiels, expédiés par un poste détaché aux autorités douanières ou du contrôle des passeports dont il relève, ou vice versa, pourront être transportés, sans l'intervention de l'administration postale du pays de transit et en franchises de ses taxes postales, par le personnel de service allemand autorisé à franchir la frontière. Ces envois devront être munis du timbre officiel de l'autorité expéditrice et portés sur une liste spéciale y attachée ; dans ce cas, ils ne seront soumis à aucune vérification douanière.

2. Pour les besoins du service, les autorités allemandes et leurs postes détachés pourront utiliser gratuitement le réseau télégraphique et téléphonique du chemin de fer aux gares de Chojnice et de Tczew.

Article 21.

1. Par les trains rapides visés à l'article premier, l'Allemagne pourra transporter, suivant les besoins de son service postal, des envois postaux de toute nature dans ses propres wagons-poste.

2. Dans la mesure de la place disponible, l'Administration des postes polonaises pourra utiliser ces wagons-poste au transport de sa propre poste dans le territoire de transit.

3. Outre le personnel postal allemand dont l'effectif ne devra pas dépasser les besoins réels, chaque wagon-poste pourra être convoyé, en territoire polonais, par un employé des postes polonais, et en territoire dantzikois par un employé des postes dantzikois, aux frais de l'Administration des postes allemande. Sur demande de l'Administration des postes dantzikoise, l'employé des postes polonais pourra se charger du convoyage également sur le territoire dantzikois.

4. Le bureau de poste allemand compétent devra munir chaque wagon-poste d'une liste indiquant le nombre des employés chargés d'assurer le service dudit wagon.

5. Les boîtes postales du wagon-poste allemand devront rester fermées en territoire de transit ; de même, les fonctionnaires des postes allemands ne pourront entrer en contact, en territoire de transit, ni avec des bureaux de postes polonais ou dantzikois, ni avec le public.

6. L'employé des postes polonais ou dantzikois qui accompagne le wagon a le droit de veiller à l'application de la disposition susmentionnée ; en territoire de transit, il sert d'intermédiaire entre les fonctionnaires postaux allemands et les services intéressés. L'employé des postes polonais a le droit d'effectuer son service postal dans le territoire de transit polonais en se conformant aux règlements intérieurs polonais, et de procéder aux échanges postaux.

2. As regards crossing the frontier and temporary stays in the territory of the neighbouring country by the officials mentioned in paragraph 1, the provisions of Article 14, paragraphs 1, 2 and 6 to 10 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 18.

Attendants employed in the restaurant and sleeping cars may cross the frontier without passport or visa on showing the permit provided for in Article 27, paragraph 3.

Article 19.

Supplies required for the services situated in foreign territory and employees working there shall be allowed to enter free of all duties, taxes or charges on production of an official warrant of the service concerned and may be taken back into the country from which they came duty free.

Article 20.

1. Official letters, parcels and remittances of money or securities may be carried between an outlying Customs Office and the Customs and passport authorities concerned by the German staff authorised to cross the frontier without the intermediary of the postal administration of the country of transit and free of its postal charges. Such consignments must bear the official stamp of the despatching authority and be described in a special warrant accompanying them, in which case they shall not be subject to inspection.

2. The railway telegraph and telephone system at the stations of Chojnice and Tczew may be used for official communication between the German authorities and their outlying Customs Offices free of charge.

Article 21.

1. Germany may carry mails of every kind in her own mail vans by the express trains provided for in Article 1 according to the exigencies of her mail service.

2. The Polish postal administration may use these mail vans to carry its own mails in the transit area according as room is available.

3. In addition to the German postal staff, whose number must not exceed the actual requirements, a Polish postal official in Polish territory, and a Dantzig postal official in Danzig territory, may accompany each mail van at the expense of the German postal administration. If the Danzig postal administration so requests, the Polish postal employee shall undertake this duty in the Danzig area also.

4. Every mail van must be provided by the German post office concerned with a list showing the number of employees accompanying the van.

5. The letter-boxes in the German mail vans must be kept closed while in the country of transit; further, the German postal officials in the country of transit shall not be allowed to have any dealings either with Polish or Danzig post offices or with the public.

6. The Polish or Danzig postal employee accompanying the van shall be entitled to see that the above provision is observed; in the transit area he shall act as intermediary between the German postal officials and the services concerned. The Polish postal official shall be entitled, in the Polish area of transit, to perform his duties in accordance with the Polish internal regulations and to conduct the exchange of mails.

7. Le transport du personnel nécessaire pour accompagner le wagon-poste allemand et, éventuellement, celui des fonctionnaires chargés de contrôler le fonctionnement du service postal, a lieu gratuitement.

8. L'Allemagne a le droit de transporter dans ces wagons-poste les envois postaux suivants :

a) Les envois de Prusse orientale à destination du reste de l'Allemagne, et vice versa ;

b) Les envois de l'étranger à destination de l'Allemagne (y compris la Prusse orientale), et vice versa ;

c) Les envois de tous genres en transit, de l'étranger à l'étranger, après entente préalable entre les Administrations des postes polonaises, dantzikoises et allemandes.

9. Outre la poste, ne pourront être transportés dans le wagon-poste, en territoire de transit, que les objets et aliments destinés à l'usage personnel des employés qui accompagnent le wagon.

10. Au cas où des wagons-poste ne seraient pas attachés aux trains, des sacs postaux pourront après entente entre les administrations postales intéressées, être transportées par l'intermédiaire du personnel des trains.

Article 22.

1. En cas d'accident de chemin de fer, l'administration qui assure l'exploitation technique de la ligne est responsable des dommages survenus aux fonctionnaires postaux, aux envois postaux et aux wagons-poste, dans la même mesure que des dommages survenus aux voyageurs, aux marchandises et aux voitures ou wagons.

2. La responsabilité pour les envois postaux transportés dans les wagons-poste accompagnés par des employés allemands, incombe à l'Administration des postes allemandes, à moins qu'il n'y ait eu faute de l'administration qui assure l'exploitation technique de la ligne.

3. En ce qui concerne les envois postaux transportés dans les wagons-poste allemands, l'administration des chemins de fer du pays de transit a les mêmes obligations, en matière d'indemnisation à l'égard de l'Administration des postes allemande, que celles qui lui incombent en vertu de ses propres règlements de service, à l'égard de l'administration postale du pays de transit.

4. En cas de transbordement des envois postaux allemands par suite du retrait du wagon-poste allemand avec son personnel, la responsabilité pour les dommages subis par ces envois incombe à l'administration postale du pays de transit, si le transport ultérieur a lieu par les soins des agents de ladite administration. L'indemnité accordée, le cas échéant, par l'administration des postes du pays de transit, sera égale au montant que l'Administration des postes allemandes devra verser aux expéditeurs, et elle sera fixée conformément aux règlements postaux allemands.

5. Si, en cours de route, le wagon-poste allemand subit des dommages qui l'empêchent de poursuivre sa route, les administrations intéressées du pays de transit feront le nécessaire pour le remettre en état et pour assurer entre temps l'expédition rapide des envois postaux.

Article 23.

1. L'Administration des postes allemandes versera à l'Administration des postes polonaises :

a) Pour le transport des wagons-poste avec chargement postal et par kilomètre-essieu parcouru sur les lignes polonaises par les wagons allemands : une somme calculée par l'Administration des chemins de fer polonais sur la base de ses propres dépenses ;

b) Pour le transport de sacs postaux par le personnel des trains : les redevances que paie l'administration postale du pays de transit à l'administration des chemins de fer pour le même transport.

7. The staff required to accompany the German mail van as well as any officials who may be needed for the purpose of inspection shall be carried free of charge.

8. Germany shall be entitled to carry the following mails in these vans :

(a) Mails from East Prussia to the rest of Germany and *vice versa ;*

(b) Mails from abroad to Germany (including East Prussia) and *vice versa ;*

(c) Postal matter of every kind in transit from places abroad to other places abroad, after previous arrangement between the German, Polish and Danzig postal administrations.

9. Besides the mails only such objects and articles of food may be carried in the mail vans during passage through the country of transit as are required for the personal use of the accompanying staff.

10. If no mail vans are put on, mail bags may be entrusted to the train officials by arrangement between the postal administrations concerned.

Article 22.

1. In the event of railway accidents, the operating railway administration is responsible for the postal officials, mails and vans to the same extent as for passengers, goods and coaches.

2. The responsibility for the mails carried in the vans accompanied by German officials rests with the German postal administration, in so far as the railway management is not at fault.

3. The railway administration of the country of transit is liable for compensation to the German postal administration, in respect of the mails carried in German mail vans, to the same extent as it is liable for compensation to the postal administration of its own country under its own regulations.

4. If the mails are transshipped in consequence of the German mail van being taken off, together with its staff, the postal administration of the country of transit shall become responsible for the Germany mails if they are forwarded thereafter by the staff of that administration. In such cases, the postal administration of the country of transit shall pay compensation to the same extent, and under the same conditions, as the German postal administration has to pay to the senders.

5. If the German mail van breaks down in transit the administrations of the countries concerned shall render assistance and see that the mails are despatched on their way with all speed.

Article 23.

1. The German Postal Administration shall pay the Polish Postal Administration :

(a) In respect of the conveyance of mail vans with postal packages, for each axle kilometre travelled on the Polish lines by German wagons, the amount computed by the Polish Railway Administration on the basis of working costs ;

(b) In respect of the carriage of mail bags by the train staff, the charges paid by the Postal Administration of the country of transit to the Railway Administration for the carriage of mail bags.

Les redevances ci-dessus mentionnées seront également payées à l'Administration des postes polonaises pour le transport effectué sur les voies ferrées polonaises situées sur le territoire de la Ville libre de Dantzig. L'Administration des chemins de fer polonais accepte également sur ces lignes la responsabilité déterminée à l'article 22.

2. L'Administration des postes allemandes versera à l'Administration des postes polonaises et dantzikoises :

a) Les frais de convoyage des wagons-poste allemands par le personnel postal polonais ou dantzikois, correspondant aux dépenses effectives ;

b) A titre de prime d'assurance, la somme de 0,015 cent, en monnaie des Etats-Unis d'Amérique, par kilomètre-essieu de parcours en transit.

3. Les fractions inférieures à ½ kilomètre seront négligées dans le calcul des redevances par kilomètres essieu ; les fractions d'un demi-kilomètre et au-dessus seront comptées comme kilomètre entier.

4. La liquidation des susdites redevances se fera périodiquement et conjointement avec le règlement des autres comptes concernant les wagons-poste traversant le territoire polonais et dantzikois entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne.

Article 24.

1. La responsabilité pour les dommages et accidents résultant du trafic des trains mentionnés à l'article premier, sera réglée conformément aux lois, ordonnances et règlements en vigueur dans la localité où l'accident se sera produit, sous réserve de l'application de dispositions contraires, conformément à l'article 25, en ce qui concerne les bagages, les envois express et les envois en grande vitesse accélérée.

2. Chaque Partie contractante sera responsable des accidents survenus à ses employés et autres personnes (personnel auxiliaire) qu'elle emploie dans le trafic de transit.

3. En cas d'accident ou de dommage résultant du mauvais état des gares, des voies ou des locomotives, la responsabilité incombe à l'administration qui assure l'entretien de la gare, de la voie ou de la locomotive en question.

4. La responsabilité pour les accidents ou les dommages résultant du mauvais état des voitures, wagons et autre matériel de transport incombe à l'administration qui a pris la dernière le matériel de transport en charge au point de vue technique.

5. Les administrations de chemin de fer ne seront pas responsables l'une à l'égard de l'autre des dommages résultant d'un cas de force majeure. Si le dommage est dû à un incident fortuit qui ne peut être considéré comme un cas de force majeure, la responsabilité incombe à l'administration sur le secteur de laquelle le dommage s'est produit.

6. Au cas où les premières constatations de l'administration qui assure l'exploitation technique de la ligne mettraient en jeu la responsabilité de l'autre administration, les constatations ultérieures devront être effectuées conjointement par des délégués des deux administrations, en vue d'établir définitivement les raisons de l'accident.

7. Chaque administration a un droit de recours contre l'autre, lorsque, en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, elle a été tenue de payer une indemnité dont l'autre administration est responsable en totalité ou en partie, conformément aux dispositions susindiquées. Le droit de recours existe également, lorsque les deux administrations ont convenu que l'une d'elles se chargera de liquider toutes les demandes d'indemnité, même si l'autre administration était responsable des dommages en totalité ou en partie. Cependant, les règlements transactionnels, les reconnaissances et les jugements par défaut ne lient cette dernière que si elle les a acceptés, ou si, bien qu'interrogée et avertie, elle n'a fait aucune déclaration dans un délai approprié et dûment fixé.

8. Indépendamment du droit de recours qui lui appartient, l'administration qui assure l'exploitation technique de la ligne sera responsable à l'égard des personnes qui auraient souffert un

The Polish Postal Administration shall be paid the above charges also for carriage on the Polish Railway lines situated in the territory of the Free City of Danzig. For these sections also the Polish Railway Administration shall assume the liability laid down in Article 22.

2. The German Postal Administration shall pay the Polish and Danzig Postal Administrations :

(a) The costs of having the German mails accompanied by the Polish or Danzig postal staff, to the amount of the actual outlay,

(b) As insurance, 0.015 cents in United States currency for each axle-kilometre of the transit section.

3. In computing the charges per axle-kilometre, fractions of kilometres below one half will not be reckoned, and fractions of over one half will be reckoned as full kilometres.

4. The accounts in respect of the above charges shall be settled at regular intervals simultaneously with the other accounts in respect of mail vans running through the Polish and Danzig area between East Prussia and the rest of Germany.

Article 24.

1. As regards the trains mentioned in Article 1, the liability for accidents and damage occurring in the operation thereof shall be governed by the laws, ordinances and regulations ruling at the place of the accident, in so far as Article 25 does not provide otherwise for luggage, " express " freight and special fast freight.

2. Each of the Contracting Parties shall be liable for its employees and other persons in its service (auxiliary workers) in the transit area.

3. The liability for accidents and damage caused by the bad condition of stations, lines, or engines rests with the administration responsible for the upkeep of the station, line, or engine in question.

4. The liability for accidents and damage caused by the bad condition of wagons or other rolling stock rests with the administration that last took over the material in question.

5. The Railway Administrations are not liable to each other for damage caused by *force majeure*. If the damage is due to some event which cannot be regarded as *force majeure*, the Railway Administration on whose line the damage was incurred is liable.

6. If according to the provisional findings of the operating Administration, the other Administration's responsibility is involved, the further enquiries with a view to finally ascertaining the cause of the accident shall be jointly conducted by representatives of both Administrations.

7. Each Administration has the right of recourse against the other in the event of its being ordered by a judicial decision having the force of law to make compensation for damage for which the other Administration is wholly or partially liable under the above provisions. The right of recourse also exists when two Administrations are agreed that one of them is to pay the compensation claims even though the other Administration is wholly or partially liable for the damage. Agreed settlements, acknowledgments or judgments by default are, however, only binding on the other Administration provided it has accepted them, or has failed to make any reply to them within a reasonable fixed period and after having been duly notified.

8. Without prejudice to the aforesaid right of recourse, the operating Administration shall assume liability towards persons who have suffered any sort of damage through a railway accident.

dommage quelconque à la suite d'un accident de chemin de fer. La réserve mentionnée au premier alinéa est applicable aux bagages enregistrés, aux envois express et aux envois en grande vitesse accélérée.

9. La responsabilité des dommages survenus aux envois postaux est réglée par l'article 22 de la présente convention.

Article 25.

Le trafic des personnes, des bagages, des envois express et des envois en grande vitesse accélérée est régi par les tarifs et conventions applicables à ce trafic, sauf dispositions contraires de la présente convention ou de l'arrangement conclu entre les administrations des chemins de fer et mentionné à l'article premier.

Article 26.

Les dispositions de la Convention sur le trafic ferroviaire réciproque, signée à Berlin, le 27 mars 1926, sont applicables aux trains mentionnés à l'article premier, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Article 27.

1. En cas de guerre en Europe ou si l'état d'exception *(stan wyjatkowy — Ausnahmezustand)* était proclamé dans un territoire touché par les trains mentionnés à l'article premier, le pays de transit se réserve le droit de prendre temporairement les dispositions suivantes, pour la durée de la guerre ou de l'état d'exception :

a) Les voyageurs visés à l'article 5, qui seraient ressortissants du Reich allemand, devront être munis de pièces d'identité sans visa du pays de transit ;

b) Les voyageurs visés à l'article 5, qui seraient ressortissants d'autres Etats, seront soumis aux règlements généraux relatifs aux passeports en vigueur dans le pays de transit.

2. Avant d'appliquer les dispositions susindiquées, le gouvernement du pays de transit en avisera les autres Parties contractantes par la voie diplomatique ; ces dispositions ne pourront entrer en vigueur que dans un délai de dix jours après cet avertissement.

3. La pièce d'identité prévue au premier alinéa, *a)*, devra indiquer le nom, le prénom, le domicile et la nationalité du porteur, et devra, en outre, porter sa signature, sa photographie, estampillée par l'autorité dont émane cette pièce, ainsi que la signature et le timbre de cette autorité. Si le porteur ne sait pas écrire, la signature sera remplacée par un signe fait à la main, officiellement certifié par l'autorité dont émane la pièce.

4. Le contrôle des pièces d'identité énoncée au premier alinéa, *a)* et *b)*, aura lieu dans le train, en cours de route ou bien aux arrêts prévus. En aucun cas, les voyageurs des trains mentionnés à l'article premier ne seront soumis à des formalités de passeport autres que celles prévues au présent article.

Article 28.

Un tribunal arbitral dont la composition sera fixée par une convention spéciale, décidera des litiges relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et, le cas échéant, du protocole final, ainsi que de l'arrangement spécial conclu entre les administrations des chemins de fer, mentionné à l'article premier.

Le tribunal arbitral établira lui-même sa procédure et fixera son ordre du jour.

In the case of registered luggage or " express " freight and special fast freight the reservation contained in paragraph 1 shall apply.

9. The liability for damaged mails is determined in Article 22.

Article 25.

For passenger, luggage, " express " freight and special fast freight traffic, the tariffs and agreements ruling for the traffic concerned shall apply, in so far as the present Convention or the railway Agreements mentioned in Article 1 do not provide otherwise.

Article 26.

The provisions of the Convention on Reciprocal Railway Traffic, signed at Berlin on March 27, 1926, shall apply to the trains mentioned in Article 1, in so far as the present Convention does not provide otherwise.

Article 27.

1. In the event of an European war, or if a state of emergency *(stan wyjatkowy — Ausnahme zustand)* has been declared by the country of transit in the territory traversed by the trains mentioned in Article 1, the country of transit shall have the right, as a provisional measure for the duration of the war or of the state of emergency, to exact :

(a) That the passengers mentioned in Article 5, if they are nationals of the German Reich, must be provided with a permit or visa of the country of transit ;

(b) That the passengers mentioned in Article 5, if they are nationals of other States, shall be subject to the general passport regulations ruling in the country of transit.

2. The Government of the country of transit shall, before applying the aforesaid measures, advise the other Contracting Parties thereof through diplomatic channels. The measure may not be put into effect earlier than ten days after such notification.

3. The permit provided for in paragraph 1 *(a)* must indicate the name, Christian names, residence and nationality of the holder and must bear the holder's signature and his photograph stamped by the issuing authority' together with the signature and official stamp of that authority. If the holder cannot write, the signature may be replaced by his mark, officially certified by the issuing authority.

4. Any inspection of the permits mentioned in paragraph 1, *(a)* and *(b)* must take place in the train between or at the regular stops. In no case will passengers using the trains mentioned in Article 1 be subject to any passport formalities other than those provided for in this Article.

Article 28.

Disputes arising out of the interpretation or application of the present Convention, of the Final Protocol (if any), or of the separate agreement mentioned in Article 1, between the Railway Administrations concerned, shall be decided by an arbitral tribunal the composition of which shall be determined by special arrangement.

The arbitral tribunal shall settle its procedure itself and shall draw up its own standing orders.

Article 29.

1. La présente convention devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible à Berlin. La convention entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, et elle restera en vigueur jusqu'au 14 mai 1928 inclus. Si elle n'est pas dénoncée pour cette date moyennant préavis de six mois, elle sera considérée comme tacitement prolongée à partir de cette date, étant entendu que chacune des Parties contractantes aura la faculté de la dénoncer, moyennant préavis de six mois, pour le 14 novembre et le 14 mai, minuit, de chaque année.

2. Chaque Partie contractante aura le droit, à tout moment, de proposer un nouvel examen des dispositions de la présente convention.

Fait à Varsovie, le vingt-six mars mil neuf cent vingt-sept, en trois originaux, établis en langues polonaise et allemande, chaque Partie contractante en recevant un.

Les textes polonais et allemand sont concordants et font également foi.

(L. S.) Franciszek MOSKWA. *(L. S.)* RAUSCHER.
(L. S.) Felicjan PROCHASKA. *(L. S.)* SCHOLZ.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la présente convention, les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

I. *Ad Article premier.*

A. Les Parties contractantes se réservent de convenir par la voie administrative que les dispositions de la présente convention s'appliqueront sur le secteur de chemin de fer Firchau-Chojnice-Tczew-Marienburg, à d'autres trains que les trains désignés à l'article premier.

B. Le terme « envois express » comprend également les colis messageries acceptés par un tiers pour être transportés par chemin de fer suivant un tarif spécial et conformément à un arrangement particulier.

C. Au cas où le trafic ferroviaire privilégié entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig serait rétabli sur la ligne de chemin de fer Deutsch Eylau-Marienburg, les Parties contractantes expriment dès à présent leur accord en vue de la mise en marche quotidienne de deux trains rapides (un dans chaque sens) sur le secteur Rakowice-Deutch Eylau-Marienburg-Tczew, pour assurer, en sus du service ordinaire entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, le trafic international des personnes, des bagages, des envois express et des envois en grande vitesse accélérée. Dans ce cas, un service de douane et un contrôle des passeports communs seront établis aux gares de Marienburg et de Deutsch Eylau, pour le trafic entre Marienburg et Deutsch Eylau, d'une part, et l'étranger, d'autre part. Un accord séparé réglera l'admission dans ces trains, conformément aux dispositions de la présente convention.

II. *Ad Articles* 1 *et* 21.

Il appartiendra aux administrations intéressées de conclure un arrangement particulier concernant le transport des envois postaux par le train de luxe prévu à l'article premier.

Article 29.

1. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible. The Convention shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification. It shall have effect up to May 14, 1928, inclusive. If it is not denounced as from that date at six months notice, it shall be prolonged by tacit agreement for a further six months on the understanding that it may be denounced by either of the Contracting Parties as from November 14 and May 14 of each year at six months' notice.

2. Each of the Contracting Parties shall have the right at any time to apply for a revision of the provisions of the present Convention.

Done at Warsaw on the twenty-sixth day of March, one thousand nine hundred and twenty-seven, in triplicate, in German and Polish texts, each Contracting Party retaining one copy. The German and Polish texts are in complete concordance, and are equally authentic.

(L. S.) Franciszek MOSKWA. *(L. S.)* RAUSCHER.
(L. S.) Felicjan PROCHASKA. *(L. S.)* SCHOLZ.

FINAL PROTOCOL.

On signing the above Convention the Contracting Parties agreed on the following provisions:

I. *Ad Article* 1.

A. The Contracting Parties reserve the right to arrange between themselves through their respective administrations that on the railway line Firchau–Chojnice–Tczew–Marienburg the provisions of this Convention shall apply to trains other than those mentioned in Article 1.

B. The term "express" freight includes trade parcels *(colis messageries)* which are accepted by third parties for carriage by rail at special rates and on the basis of a special agreement.

C. In the event of the privileged railway traffic between Poland and the Free City of Danzig on the line Deutsch Eylau-Marienburg being resumed, the Contracting Parties agree that in addition to the traffic between Poland and the Free City of Danzig, an express train shall be run daily in each direction to deal with the international railway traffic in passengers, luggage "express" freight and special fast freight on the line Rakowice-Deutsch Eylau-Marienburg-Tczew. In that event, a joint Customs clearance and passport inspection shall be instituted at the stations of Marienburg and Deutsch Eylau for the traffic between Marienburg or Deutsch Eylau and abroad. The use of these trains shall be governed by a special convention, in conformity with the provisions of the present Convention.

II. *Ad Articles* 1 *and* 21.

Mails may be carried on the train de luxe provided for in Article 1, subject to a special Agreement between the administrations concerned.

III. *Ad Articles* 1 *et* 26.

La présente convention ne porte pas atteinte à l'état de droit établi par la Convention du 21 avril 1921 entre l'Allemagne, la Pologne et la Ville libre de Dantzig, au sujet de la liberté de transit, entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne. La signature de la présente convention ne préjuge pas, au profit de l'une des Parties contractantes, de l'interprétation de la Convention du 21 avril 1921. La Convention du 21 avril 1921 n'est pas applicable aux trains mentionnés à l'article premier.

IV. *Ad Articles* 1 *et* 29.

En cas d'interruption du trafic ou de difficultés d'exploitation, les administrations des chemins de fer intéressés s'entendront en vue d'établir des itinéraires détournés. S'il paraissait nécessaire d'établir des itinéraires détournés ne passant pas par les gares de Chojnice et de Tczew, les trains devront, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord réglant autrement la question, rester fermés *(privilegiert-uprzywilejowane)* sur tout le parcours à travers le territoire de transit. Au cas où, pour des raisons quelconques, les deux trains rapides mentionnés à l'article premier ne seraient pas mis quotidiennement en marche, notamment par suite de l'expiration de la présente convention, ils devront être remplacés par deux trains rapides circulant suivant le même horaire, en trafic privilégié, entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, conformément aux dispositions de la Convention de Paris du 21 avril 1921.

V. *Ad Article* 2.

L'exploitation des wagons-restaurants et des wagons-lits n'est soumise à aucune limitation dans le pays de transit.

VI. *Ad Article* 5.

A. Les voyageurs qui quitteraient les trains aux gares de Chojnice et de Tczew, seront considérés comme ayant interrompu leur voyage au sens de l'alinéa 2 de cet article.

B. Au sens de la présente convention, sont également considérés comme voyageurs les militaires, c'est-à-dire les membres des forces armées en service actif, qu'ils portent l'uniforme ou le vêtement civil. Ces militaires, voyageant séparément, ne pourront porter que des armes blanches (sabres, baïonnettes).

VII. *Ad Article* 7, *alinéas* 2 *et* 3.

Les Parties contractantes sont d'accord sur l'affectation, aux fins en question, des locaux spécifiés dans les procès-verbaux de la Conférence du 7 février 1927 concernant le règlement du service commun de douane polono-allemand aux gares de Tczew et de Chojnice. Si, pour des raisons de service, ces locaux devenaient indisponibles, les chemins de fer d'Etat polonais feront le nécessaire, d'accord avec les autorités allemandes intéressées, pour fournir d'autres locaux équivalents.

VIII. *Ad Articles* 10 *et* 12.

Dans les limites des dispositions des articles 10, alinéas 6, et 12, alinéa 2, les fonctionnaires des douanes et du Service des passeports polonais devront accéder aux demandes qui leur seraient adressées par les services allemands aux fins de reconduire en Allemagne des voyageurs ne possédant pas la nationalité polonaise, ou d'assister à la visite personnelle d'un ressortissant polonais.

III. *Ad Articles* 1 *and* 26.

The legal position resulting from the Convention of April 21, 1921, between Germany, Poland and the Free City of Danzig concerning freedom of traffic in transit between East Prussia and the rest of Germany shall not be affected by the present Convention. The signing of the present Convention may not be so interpreted as to prejudice either of the Contracting Parties in respect of the interpretation of the Convention of April 21, 1921. The Convention of April 21, 1921, shall not apply to the trains mentioned in Article 1.

IV. *Ad Articles* 1 *and* 29.

In the event of an interruption of traffic or other difficulties, the respective railway administrations shall be free to arrange for the trains to run by different routes. If it is necessary to select routes not passing the stations of Chojnice or Tczew, the trains shall be run closed (" privileged ": *privilegiert — uprzywile jovane)* through the transit area until some other arrangement has been agreed upon. If for any reason, particularly the expiration of the present Convention, the express trains mentioned in Article 1 are not run daily, they shall be replaced by express trains run on the same schedule in accordance with the provisions of the Paris Convention of April 21, 1921, in privileged traffic between East Prussia and the rest of Germany.

V. *Ad Article* 2.

No restrictions shall be imposed on restaurant and sleeping-cars in the country of transit.

VI. *Ad Article* 5.

A. To leave the train at the stations of Chojnice or Tczew will be considered as breaking the journey within the meaning of paragraph (2) of this Article.

B. Members of the armed forces serving with the colours will be considered as travellers within the meaning of the present Convention, whether they are in uniform or not. Such persons travelling independently shall carry no weapons other than *armes blanches* (swords, side-arms).

VII. *Ad Article* 7, *paragraphs* 2 *and* 3.

The Contracting Parties are agreed that the premises mentioned in the minutes of the negotiations which took place on February 7, 1927, regarding the joint German-Polish Customs examination at the Tczew and Chojnice stations shall be placed at their disposal for the purpose in question. If for technical reasons these premises should not be available, the Polish State railways shall arrange for the preparation of other equally suitable premises in agreement with the German authorities concerned.

VIII. *Ad Articles* 10 *and* 12.

Under Article 10, paragraph 6, and Article 12, paragraph 2, the Polish Customs and passport authorities must accede to any request made by the German authorities for the conveyance to Germany of a national of any country other than Poland or for attendance at the searching of a Polish national.

IX. *Ad Article* 14.

A. Sur production des attestations prévues à l'alinéa premier, les administrations de chemins de fer polonaises et allemandes autoriseront les porteurs de ces attestations à utiliser gratuitement tous les trains de voyageurs et de marchandises circulant entre la gare polonaise et la gare allemande la plus proche.

B. Un accord séparé interviendra au cas où il apparaîtrait indispensable que les employés des postes allemands détachés, en service à la gare de Tczew, habitassent cette localité.

C. Au cas où des poursuites viendraient à être intentées contre un employé exerçant des fonctions en vertu de la présente convention ou de l'arrangement spécial conclu entre les administrations de chemins de fer et mentionné à l'article premier, en raison d'un acte commis par cet employé sur le territoire de l'Etat voisin, alors qu'il s'y trouvait pour les besoins du service, les autorités hiérarchiques dont relève l'intéressé devront être immédiatement avisées.

X. *Ad Article* 28.

Les Parties contractantes conviennent que le tribunal arbitral devra avoir la même composition que le Tribunal arbitral prévu dans la Convention du 21 avril 1921 entre la Pologne, l'Allemagne et la Ville libre de Dantzig, relative à la liberté du transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne. Au cas où la liquidation d'une affaire pendante devant le tribunal arbitral se trouverait retardée du fait que l'un des juges s'abstient de participer aux travaux dudit tribunal ou ne s'y fait pas représenter par son suppléant, le président devra sur la proposition de l'autre juge, désigner un remplaçant pour le juge défaillant. Autant que possible, ce remplaçant devra être d'une nationalité différente de celle de l'autre juge en fonction. Ce remplaçant aura les mêmes droits et les mêmes devoirs que le juge permanent. Il prendra part aux travaux du tribunal arbitral jusqu'au moment où le juge permanent ou son suppléant déclare qu'il est disposé à y participer lui-même.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole final.

Fait à Varsovie, le vingt-six mars mil neuf cent vingt-sept, en trois originaux, établis en langues polonaise et allemande, chaque Partie contractante en recevant un. Les textes polonais et allemand sont concordants et font également foi.

(L. S.) Franciszek MOSKWA

(L. S.) Felicjan PROCHASKA.

(L. S.) RAUSCHER.

(L. S.) SCHOLZ.

IX. *Ad Article* 14.

A. On production of the permit provided for in paragraph 1, the German and Polish railway administrations shall allow the holder to travel free on any passenger or goods trains on the line between the Polish station and the next German station.

B. If it should be found necessary for employees of the outlying Customs offices at the station of Tczew to live there, a special agreement shall be concluded on this matter.

C. If a criminal action is instituted against an employee engaged in the aplication of the present Convention or of the special railway agreement mentioned in Article 1, on account of an act committed during his official stay in the territory of the neighbouring State, the administrative superiors of the accused person shall be notified immediately.

X. *Ad Article* 28.

The Contracting Parties are agreed that the arbitral tribunal shall be composed of the same persons as the tribunal provided for in the Convention of April 21, 1921, between Germany, Poland and the Free City of Danzig regarding freedom of traffic in transit between East Prussia and the rest of Germany. If the settlement of a case under the jurisdiction of the tribunal is delayed because one of the arbitrators fails to attend the deliberations of the tribunal or to send his deputy in his place, the President shall, at the request of the other regular arbitrator, appoint a substitute for the defaulting arbitrator. The substitute must, whenever possible, be of a different nationality from the arbitrator with whom he is acting. He shall have the same rights and duties as the permanent arbitrator, and shall take part in the deliberations of the tribunal until the regular arbitrator or his representative announces his readiness to attend.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Final Protocol.

Done at Warsaw on the twenty-sixth day of March, one thousand nine hundred and twenty-seven, in triplicate, in German and Polish texts, each Contracting Party retaining one copy. The German and Polish texts are in complete concordance and are equally authentic.

(L. S.) Franciszek MOSKWA.
(L. S.) Felicjan PROCHASKA.
(L. S.) RAUSCHER.
(L. S.) SCHOLZ.

ANNEXE A

ad Art. 7, alinéa (4), b.

LISTE DES BAGAGES

destinés à traverser l'Allemagne en transit ou à être délivrés à un bureau de douane à l'intérieur du territoire douanier allemand, sans vérification spéciale et non plombés.

N° .....

Bureau d'expédition ..... Bureau de réception .....

Délai de livraison jusqu'au ..... 19.....

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DU CONVOYEUR POLONAIS

Le soussigné, représentant autorisé des Chemins de fer d'Etat polonais, déclare par la présente les bagages énumérés ci-contre en vue de leur $\frac{\text{transit par l'}}{\text{transmission à un bureau de douane en}}$ } Allemagne et s'engage, par la présente, à remettre ces bagages au représentant autorisé des Chemins de fer du Reich allemand, à la gare d'échange, sans qu'ils aient été ouverts et avant l'expiration du délai de livraison, faute de quoi il se rend responsable du paiement des droits de douane au taux le plus élevé du tarif.

....., le ..... 19.....

.....

RÉCÉPISSÉ ET ENGAGEMENT DU CONVOYEUR ALLEMAND

Le soussigné, représentant autorisé des Chemins de fer du Reich allemand, donne par la présente récépissé de la présente liste de bagages et s'engage à délivrer les bagages qui y sont énumérés au bureau de réception, sans qu'ils aient été ouverts et avant l'expiration du délai de livraison, faute de quoi, il se rend responsable du paiement des droits de douane au taux le plus élevé du tarif.

....., le ..... 19.....

.....

Remis au fonctionnaire de la gare de ....., le ..... 19.....

ENGAGEMENT DU FONCTIONNAIRE DE LA GARE

Le soussigné, représentant autorisé des Chemins de fer du Reich allemand, s'engage à livrer les bagages dont liste ci-contre, sans qu'ils aient été ouverts, au bureau de douane de ..... demain avant midi au plus tard, faute de quoi il se rend responsable du paiement des droits de douane au taux le plus élevé du tarif.

....., le ..... 19.....

.....

INDICATIONS ET ATTESTATIONS OFFICIELLES.

ANNEX A.

ad Article 7, paragraph (4), b.

LUGGAGE SCHEDULE

for transit through Germany or for forwarding to a Customs Office within the German Customs area without special inspection and without being sealed.

No. .....

Office of receipt ..... Office of dispatch .....

Period for delivery up to ..... 19.....

DECLARATION AND UNDERTAKING OF THE POLISH CARRIER.

The undersigned, being the authorized representative of the Polish State Railways, hereby declares the luggage indicated overleaf for $\left.\frac{\text{transit through}}{\text{forwarding to a Customs Office in}}\right\}$ Germany and undertakes to hand over the said luggage unopened at the station of exchange, before the expiration of the period of delivery to the authorized representative of the German Railways, failing which he renders himself liable for the maximum import duty under the tariff.

..... the ..... 19.....

.....

RECEIPT AND UNDERTAKING OF THE GERMAN CARRIER.

The undersigned being the authorised representative of the German Railways, hereby takes delivery of this luggage schedule and undertakes to present the luggage indicated therein unopened, before the expiration of the period of delivery, to the Office of receipt, failing which he renders himself liable for the maximum import duty under the tariff.

..... the ....., 19.....

.....

Handed to the station official at ..... on ..... 19.....

UNDERTAKING OF THE STATION OFFICIAL.

The undersigned being the authorised representative of the German Railways, hereby undertakes to present luggage indicated overleaf unopened and at latest before noon to-morrow to the Customs Office at ..... failing which he renders himself liable for the maximum import duty under the tariff.

..... the ..... 19.....

.....

PARTICULARS AND OFFICIAL NOTES.

Numéro d'ordre	Numéro du bulletin de bagage	Gare expéditrice	Gare de destination	Nombre de colis	Remarques
1	2	3	4	5	6

....., le..... 19.....

Bureau de douane allemand de la gare de :

(Cachet)

.....

Les colonnes 1 à 5 devront être remplies en langue allemande ou française par le représentant autorisé des Chemins de fer d'Etat polonais.

Serial No.	Number of luggage slip	Despatching Station	Station of Destination	Number of Packages	Remarks
1	2	3	4	5	6

..... the ..... 19.....

German Customs Clearing Office at the station of

(Stamp)

.....

Columns 1 to 5 must be filled in by the representative of the Polish State Railways either in German or in French.

ANNEXE B

ad Art. 7, alinéa (4), e.

TERRITOIRE DOUANIER ALLEMAND

BORDEREAU D'ACCOMPAGNEMENT I

N° .....

Bureau d'expédition : ..... Bureau de réception .....

Délai de livraison : jusqu'au ..... Transmis à .....

Prolongé jusqu'au .....

....., le ..... 19.....

Bureau de douane allemand de la gare de :

(Timbre)

.....

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DU CONVOYEUR POLONAIS

Le soussigné, représentant autorisé des chemins de fer d'Etat polonais, déclare par la présente les marchandises énumérées ci-contre, et garantit l'exactitude de la déclaration en ce qui concerne le nombre et la nature des colis. Il garantit également que la déclaration des marchandises concorde avec le Bordereau d'envois express.

Lettre de voiture.

Le soussigné demande l'expédition de ces marchandises sur bordereau d'accompagnement et il s'engage à les remettre telles quelles au représentant autorisé des chemins de fer du Reich allemand à la gare d'échange, avant l'expiration du délai de livraison, faute de quoi il se rend responsable du paiement des droits d'entrée au taux le plus élevé du tarif grevant les quantités de marchandises indiquées.

Conforme au Bordereau d'envoi express / Lettre de voiture

.....

(Signature du fonctionnaire de douane allemand)

....., le ..... 19...

.....

RÉCÉPISSÉ ET ENGAGEMENT DU CONVOYEUR ALLEMAND

Le soussigné, représentant autorisé des Chemins de fer du Reich allemand, donne par la présente récépissé de ce bordereau d'accompagnement et accepte les obligations qui en résultent, en vertu des articles 44 et 46 de la loi du *Vereinszollgesetz*.

....., le ..... 19.....

.....

ANNEX B.

ad Article 7. Paragraph (4), e.

GERMAN CUSTOMS AREA.

ACCOMPANYING CERTIFICATE I.

No. .....

Issuing Office ..... Receiving Office .....

Period for delivery : up to ..... Forwarded to .....

Extended up to .....

.... the ..... 19.....

(Stamp) German Customs Clearing Office at the station of :

....

DECLARATION AND UNDERTAKING OF THE POLISH CARRIER.

The undersigned, being the authorised representative of the Polish State Railways, hereby declares the goods indicated overleaf and vouches for the correctness of the particulars as to the number and description of the packages. He also certifies that the declaration tallies with the Express freight slip.
Way-bill.

The undersigned requests that these goods be despatched with the accompanying certificate I, and undertakes to hand them over as they stand at the station of exchange, before the expiration of the period for delivery to the representative of the German Railways, failing which he renders himself liable for the maximum import duty payable on the quantities of goods indicated in the declaration.

Certified to tally with the { Express freight slip / Way-bill

.....

(Signature of the German Customs Official)

..... the ..... 19...

.....

RECEIPT AND UNDERTAKING OF THE GERMAN CARRIER.

The undersigned, being the authorised representative of the German Railways, hereby takes delivery of this accompanying certificate and assumes the obligations arising therefrom under sections 44 and 46 of the Customs Union Law *(Vereinszollgesetz)*.

..... the ..... 19.....

.....

Remis le ..... 19.....

I. Déclaration des marchandises [1]										II. Indication du convoyeur ou du réceptionnaire
		Colis		Nature et quantité des marchandises						
N° d'ordre	Nom et domicile du destinataire	Marques et numéros	Nombre et genre	Nature des marchandises, suivant les dénominations et les discriminations du tarif douanier allemand	Poids brut [2] kg.	1/100	Poids net, à indiquer seulement pour les colis qui contiennent des marchandises soumises à divers taux du tarif kg.	1/100	*a)* Pays d'origine *b)* Pays de destination (à indiquer seulement en cas de transit direct)	Indiquer le mode de dédouanement désiré, et en cas de perfectionnement, indiquer s'il doit être effectué avant ou après le perfectionnement: 1° à l'intérieur, pour le compte d'intéressés nationaux ou étrangers; 2° à l'étranger
1	2	3	4	5	6		7		8	9

[1] Les colonnes 1 à 8 doivent être remplies en langue allemande ou française par le représentant autorisé des Chemins de fer d'Etat polonais.

[2] *Ad colonnes* 6 *et* 13. — Lorsqu'il s'agit de marchandises qui ne sont pas dédouanées au poids, on devra mentionner, à la colonne réservée à l'indication du poids brut, la quantité et l'unité de mesure employée (barriques, pièces, etc.).

III. Résultats de la vérification							IV. Décompte de la douane					V. Autres indications relatives aux marchandises ou à la perception des droits			VI. Remarques concernant les plombs existants, conservés ou apposés. Nombre de plombs, etc.
Colis		Marchandises													
Marque et numéro	Nombre et nature	Dénomination conforme au tarif et indication des numéros du tarif et des numéros de la nomenclature statistique	Quantité Poids obtenu à la pesée: brut [2]		net		Poids net obtenu, déduction faite de la tare prévue par le tarif et indication du taux de la tare		Taux du tarif	Montant des droits		livre	N° de la feuille	N° et feuille du registre de trafic / N° Ct.	
			kg.	1/100	kg.	1/100	kg.	1/000	RM	RM	R.pfn				
10	11	12	13		14		15		16	17		18	19	20	21

Delivered on ..... 19.....

I. Declaration of Goods [1]										II. Indication of the carrier or the consignee
Serial No.	Name and address of consignee	Packages		Description and Quantity of goods					(a) Country of origin (b) Country of destination (to be given only for goods in through transit)	Indicate the kind of clearing desired, and in the case of goods in the finishing trade whether before or after finishing : (1) Inland, for inland or foreign account; (2) Abroad
		Mark and No.	Number and description	Designation of goods according to the nomenclature and classification in the German Customs tariff	Gross weight [2] Kg.	1/100	Net weight (to be given only in the case of packages containing goods liable to different duties) Kg.	1/100		
1	2	3	4	5	6		7		8	9

[1] Columns 1 to 8 must be filled in by the representative of the Polish Railways either in German or French.

[2] Ad columns 6 and 13. — In the case of goods not dutiable according to weight, the quantity and unit of measurement (cask, piece, etc.), must be entered in the gross weight column.

III. Results of Inspection							IV. Customs Account					V. Furthers particulars concerning the goods or the payment of duty			VI. Remarks as to seals retained or affixed, number of leads, etc.
Packages		Goods													
Mark and No.	Number and description	Designation according to the tariff, with tariff No. and No. in the statistical index	Quantity Weight obtained by weighing: Gross [2]		Quantity Weight obtained by weighing: Net		Net weight obtained by deduction of the tare laid down in the tariff, and rate of tare		Rate of Tariff	Amount of Duty		Book	Page No.	No. and page in traffic register / Serial No.	
			Kg.	1/100	Kg.	1/100	Kg.	1/100	RM	RM	Rpf				
10	11	12	13		14		15		16	17		18	19	20	21

REMARQUES CONCERNANT LE CHANGEMENT DE DESTINATION DES MARCHANDISES, ETC.

(Articles 46, 49, 50 et 96 du *Vereinszollgesetz*).

1. ..... demande..... que le règlement de bordereau d'accompagnement ait lieu ici.
..... , le ..... 19.....
2. ..... demande..... la remise de ce bordereau d'accompagnement au bureau de douane de .....
en vue de l'expédition des marchandises à .....
au bureau de douane de .....
et accepte..... les obligations qui incombent au preneur du bordereau d'accompagnement en ce qui concerne le transport ultérieur des marchandises.
..... , le ..... 19.....

Accepté.

..... , le ..... 19.....

BUREAU DE DOUANE

Inscrit sous le N° ..... dans le livre d'expédition des bordereaux d'accompagnement et transmis au bureau de douane de ..... Valable... jusqu'au .....

Plombage : .....

..... , le ..... 19.....

BUREAU DE DOUANE.

RÉCÉPISSÉS

1. Le bordereau d'accompagnement a été remis le .....

2. Ledit bordereau a été inscrit au livre de réception des bordereaux d'accompagnement sous le N° .....

3. Résultats de la vérification :

a) En ce qui concerne le plombage :

b) En ce qui concerne la nature et la quantité des marchandises :

Certifié exact :

4. Attestation de l'exportation effective. [1]

A. Le plombage enlevé a été trouvé intact et les marchandises désignées ci-contre ont été :

a) Chargées sur le wagon N° ..... des chemins de fer de ..... et adressées au bureau de ..... à ..... après verrouillage du wagon au moyen de..... cadenas de la ..... série.
..... , le ..... 19...
BUREAU DE DOUANE

b) Chargées sur le..... du ..... et adressées au bureau de ....., où la déclaration doit être faite
{ accompagnées de ..... employé(s) de douane.
{ plombées ou .....
..... , le ..... 19....
BUREAU DE DOUANE

c) Transportées au delà de la frontière en notre présence.
..... , le ..... 19....
BUREAU DE DOUANE

B. Le plombage enlevé a été trouvé intact et l..... ci-dessus désigné... $\frac{\text{a}}{\text{ont}}$ été

a) Remis à..... employé(s).... de douane pour être convoyé.... au delà de la frontière ;
..... , le ..... 19....

b) Transporté.....au delà de la frontière en notre présence.

Le présent bordereau d'accompagnement a été dressé
..... , le ..... 19 .....

BUREAU DE DOUANE

[1] Le libellé de l'alinéa 4 du récépissé (attestation de l'exportation effective) pourra être modifié conformément aux besoins locaux.

NOTICES AS TO ALTERED DESTINATION OF THE GOODS, ETC.

(Sections 46, 49, 50 and 96 of the *Vereinszollgesetz.*)

1. ..... request ..... that this accompanying certificate be discharged here.

..... the ..... 19.....

2. ..... request ..... that this accompanying certificate be forwarded for further despatch of the goods to ..... at .... at ..... the Customs office of ..... and ..... assume the obligations of the taker of said certificate with respect to further carriage of the goods.

..... the ..... 19.....

Approved.

..... the ..... 19.....

CUSTOMS OFFICE.

Entered under No. : ..... in the accompanying certificates register and forwarded to the Customs Office of ..... Available up to .....

Seal .....

..... the ..... 19.....

CUSTOMS OFFICE.

RECEIPTS.

1. The accompanying certificate was delivered on .....

2. It was entered in the register under No. .....

3. Result of inspection :

(a) as to sealing :

(b) as to description and quantity of the goods :

Certified correct :

4. Record of exportation across the frontier.[1]

A. The seal having been found intact was broken and the goods mentioned overleaf were

(a) Loaded in goods wagon No. ..... of the ..... railway and after closing the wagon with padlocks of series ..... were forwarded to the ..... office at .....

..... the ..... 19...

CUSTOMS OFFICE.

(b) Loaded on the ..... of ..... and forwarded to the notification office at .....

{ in the charge of the Customs employee(s).
{ sealed by means of .....

..... the ..... 19....

CUSTOMS OFFICE.

(c) Exported across the frontier in our presence.

..... the ..... 19....

CUSTOMS OFFICE.

B. The seal having been found intact and broken the abovementioned ..... was

(a) Handed over to the Customs employee(s) for conveyance across the frontier.

..... the ..... 19....

(b) Exported across the frontier in our presence.

..... the ..... 19.....

This accompanying certificate has been drawn up

..... the ..... 19....

CUSTOMS OFFICE

[1] The wording of No. 4 of the receipt (record of exportation across the frontier) may be altered to suit local requirements.

N° 1506.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention concernant le trafic ferroviaire entre les deux Etats. Signée à Berlin, le 27 mars 1926.

GERMANY AND POLAND

Convention concerning reciprocal Railway Traffic. Signed at Berlin, March 27, 1926.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 1506. — UMOWA [1] O WZAJEMNEJ KOMUNIKACJI KOLEJOWEJ Z DNIA 27 MARCA 1926 ROKU.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 juillet 1927.

Celem uregulowania komunikacji kolejowej między POLSKĄ i WOLNEM MIASTEM GDAŃSKIEM z jednej strony a Niemcami z drugiej strony, zamianowały swymi Pełnomocnikami :

POLSKA :

Pana D-ra Witolda PRĄDZYŃSKIEGO, członka Komisji Kodyfikacyjnej Rzeczypospolitej Polskiej, działającego według artykułu 104, ustęp 6 Wersalskiego Traktatu Pokoju także za Wolne Miasto Gdańsk, o ile ono wchodzi w rachubę jako strona umowna.

NIEMCY :

Pana Dr. jur. Theodor LEWALD, Rzeczywistego Tajnego Radcę, Sekretarza Stanu w st. spocz.

Pełnomocnicy po zbadaniu i wymianie pełnomocnictw, uznanych za dobre i należyte, ugodzili się co do następujących postanowień :

Artykul 1.

USTAWY I PRZEPISY.

1. W kolejowej komunikacji osobowej, bagażowej i towarowej między Polską i Wolnem Miastem Gdanskiem z jednej strony a Niemcami

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 19 mai 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1506. — ABKOMMEN[1] ÜBER DEN GEGENSEITIGEN EISENBAHNVERKEHR VOM 27. MÄRZ 1926.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 15, 1927.

Zum Zwecke der Regelung des Eisenbahnverkehrs zwischen DEUTSCHLAND einerseits, POLEN und DER FREIEN STADT DANZIG andererseits, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

POLEN :

Herrn Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Mitglied der Kodifikationskommission der Republik Polen, der gemäss Artikel 104 Absatz 6 des Versailler Friedensvertrages auch für die Freie Stadt Danzig, soweit sie als Vertragspartei in Frage kommt, handelt ;

DEUTSCHLAND :

Herrn Dr. jur. Theodor LEWALD, Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär a. D.,

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung um Austausch ihrer als gut und richtig befundenen Vollmachten Nachstehendes vereinbart :

Artikel 1.

GESETZE UND VORSCHRIFTEN.

1. Der Eisenbahnpersonen-, Gepäck- und Güterverkehr zwischen Deutschland einerseits, Polen und der Freien Stadt Danzig andererseits

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, May 19, 1927.

z drugiej strony obowiązują na szlaku między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą postanowienia niniejszej Umowy. Nadto, o ile niniejsza Umowa nie zawiera odmiennych postanowień, należy stosować każdocześnie obowiązujące postanowienia umów i taryf, zawartych między umawiającemi się Stronami lub między polskimi i niemieckimi Zarządami kolejowemi, oraz postanowienia tych międzynarodowych Konwencyj, do których przystąpiły umawiające się Strony, wreszcie ustawy i przepisy każdego Państwa na jego obszarze.

2. Postanowienia Konwencji [1] z dnia 21 kwietnia 1921 r., zawartej między Polską i Wolnem Miastem Gdańskiem a Niemcami w sprawie wolności tranzytu pomiędzy Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec oraz postanowienia polsko-niemieckiej Konwencji [2] górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 pozostają w zakresie swej mocy obowiązującej nadal nienaruszone. Dopóki trwać będzie moc obowiązująca ostatnio wymienionej Konwencji, należy postanowienia, zawarte w tytule VIII, dział I-szy, rozdział III-ci części piątej tej Konwencji, wraz z ich postanowieniami wykonawczemi, odpowiednio stosować również w komunikacji kolejowej, sięgającej poza górnośląskie koleje poprzez przejścia kolejowe między polskim a niemieckim Górnym Śląskiem. O ileby wcześniej zgasła moc obowiązująca górnośląskiej Konwencji niż Umowy niniejszej, wszystkie postanowienia niniejszej Umowy wchodzą odnośnie do tych przejść kolejowych natychmiast w życie.

3. Osoby trzecie nie mogą wysnuwać żadnych praw z niniejszej Umowy.

Artykuł 2.

SPRAWNOŚĆ KOMUNIKACJI.

Strony umawiające się dołożą starań, aby komunikacja kolejowa między ich obszarami odbywała się odpowiednio do potrzeb sąsiedniego i tranzytowego ruchu kolejowego. W szczególności służba kolejowa, pocztowa, celna, paszportowa i inna będzie tak wykonywana, by przewóz osób, bagażów i towaru odbywał się możliwie najszybciej.

[1] Vol. XII, page 61; et vol. XIX, page 301, de ce recueil.

[2] Vol. IX, page 465; et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

auf der Strecke zwischen Staatsgrenze und Betriebswechselbahnhof regelt sich nach den Bestimmungen dieses Abkommens. Ausserdem finden Anwendung die jeweils gültigen Bestimmungen der zwischen den Vertragsteilen oder den deutschen und den politischen Eisenbahnverwaltungen abgeschlossenen Abkommen und Tarife sowie derjenigen internationalen Übereinkommen, denen die Vertragsteile beigetreten sind, und schliesslich die Gesetze und Vorschriften eines jeden Staates auf seinem Gebiete, soweit dieses Abkommen nicht abweichende Bestimmungen enthält.

2. Die Bestimmungen des Abkommens [1] vom 21. April 1921 zwischen Deutschland, Polen und der Freien Stadt Danzig über den freien Durchgangsverkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland und des deutsch-polnischen Abkommens [2] über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 bleiben für ihren Geltungsbereich unberührt. Während der Geltungsdauer des letztgenannten Abkommens finden die Bestimmungen des Titels VIII, Kapitel I, Abschnitt III aus dem fünften Teile dieses Abkommens nebst den zugehörigen Ausführungsbestimmungen auch auf den über die Oberschlesischen Eisenbahnen hinausgehenden Eisenbahnverkehr über die Übergänge zwischen Deutsch-Oberschlesien und Polnisch-Oberschlesien entsprechende Anwendung. Sofern das Abkommen über Oberschlesien früher erlischt als dieses Abkommen, treten für diese Übergänge ohne weiteres sämtliche Bestimmungen dieses Abkommens in Kraft.

3. Dritte Personen können aus diesem Abkommen Rechte nicht herleiten.

Artikel 2.

VERKEHRSABWICKELUNG.

Die Vertragsteile werden dafür sorgen, dass der Eisenbahnverkehr zwischen ihren Gebieten den Bedürfnissen des Wechsel- und Durchgangsverkehrs entsprechend abgewickelt wird. Insbesondere wird der Eisenbahn-, Post-, Zoll-, Pass- und andere Dienst derart durchgeführt, dass die Beförderung von Personen, Gepäck und Gütern mit tunlichster Beschleunigung bewerkstelligt wird.

[1] Vol. XII, page 61; and Vol. XIX, page 301, of this Series.

[2] Vol. IX, page 465; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

Postanowienia wykonawcze.

1. Zarządy kolejowe będą na perjodycznych konferencjach w sprawie rozkładów jazdy uwzględniały potrzeby sąsiedzkiego i tranzytowego ruchu kolejowego. W szczególności należy wzajemnie uzależnić czas przyjazdu i odjazdu pociągów na stacjach zdawczo-odbiorczych i uzgodnić czas oczekiwania pociągów.

2. Władzom pocztowym, celnym i paszportowym należy zawczasu podawać do wiadomości rozkłady jazdy pociągów i ich ewentualne zmiany.

3. Co do przebiegu wagonów sypialnych, restauracyjnych i pocztowych należy się osobno porozumieć.

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Eisenbahnverwaltungen werden die Erfordernisse des Wechsel-, und Durchgangsverkehrs gelegentlich der regelmässigen Fahrplanbesprechungen berücksichtigen. Insbesondere sind Ankunfts- und Abfahrtszeiten der Züge auf den Betriebswechselbahnhöfen in Zusammenhang zu bringen und Wartezeiten zu vereinbaren.

2. Den Post-, Zoll- und Passbehörden sind die Fahrpläne der Züge und ihre etwaigen Abänderungen rechtzeitig bekanntzugeben.

3. Über den Lauf von Schlaf-, Speise- und Postwagen sind besondere Vereinbarungen zu treffen.

Artykuł 3.

PRZEJŚCIA KOLEJOWE I STACJE ZDAWCZO-ODBIORCZE.

1. Do komunikacji kolejowej między Polską i Wolnem Miastem Gdańskiem z jednej strony a Niemcami z drugiej strony będą służyły poniżej wymienione przejścia kolejowe, dla których wyznaczone zostały następujące stacje zdawczo-odbiorcze :

przejście kolejowe	stacja zdawczo-odbiorcza
Strzebielino—Gr. Boschpol	Gr. Boschpol
Chojnice—Firchau	Chojnice
Kaczory—Schneidemühl	Schneidemühl
Drawski Młyn—Kreuz	Kreuz
Zbąszyń—Neu Bentschen	Zbąszyń
Leszno—Fraustadt	Fraustadt
Rawicz—Wehrse	Rawicz
Rawicz—Korsenz	Rawicz
Zduny—Freyhan	Zduny
Pawłów—Neumittelwalde	Neumittelwalde
Łęka—Costau	Hanulin
Tczew—Simonsdorf—Marienburg	Marienburg
Gardeja—Dianenberg	Gardeja
Jamielnik—Deutsch Eylau	Deutsch Eylau
Rakowice—Deutsch Eylau	Deutsch Eylau
Grajewo—Prostken	Grajewo
Raczki—Czymochen	Raczki

Artikel 3.

ÜBERGÄNGE UND BETRIEBSWECHSELBAHNHÖFE.

1. Dem Eisenbahnverkehr zwischen Deutschland einerseits, Polen und der Freien Stadt Danzig andererseits dienen die nachstehend genannten Übergänge, für die folgende Betriebswechselbahnhöfe bestimmt werden, und zwar :

Übergang	Betriebswechselbahnhof
Gross Boschpol—Strzebielino	Gross Boschpol
Firchau—Chojnice	Chojnice
Schneidemühl—Kaczory	Schneidemühl
Kreuz—Drawski Młyn	Kreuz
Neu Bentschen—Zbąszyń	Zbąszyń
Fraustadt—Leszno	Fraustadt
Wehrse—Rawicz	Rawicz
Korsenz—Rawicz	Rawicz
Freyhan—Zduny	Zduny
Neumittelwalde—Pawłów	Neumittelwalde
Kostau—Łęka	Hanulin
Marienburg—Simonsdorf—Tczew	Marienburg
Dianenberg—Gardeja	Gardeja
Deutsch Eylau—Jamielnik	Deutsch Eylau
Deutsch Eylau-Rakowice	Deutsch Eylau
Prostken—Grajewo	Grajewo
Czymochen—Raczki	Raczki

2. Dla komunikacji kolejowej między Polską a Niemcami służą pozatem przejścia kolejowe, wymienione w artykule 411 polsko-niemieckiej Konwencji górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r. i w odpowiednich postanowieniach wykonawczych (patrz ustęp (2) artykułu 1).

3. Wymienione przejścia kolejowe służą także do tranzytowego ruchu kolejowego, o ile nie zostały przez Zarządy kolejowe za obopólnem porozumieniem z tego ruchu wyłączone.

4. Zamiast wyżej wymienionych stacyj zdawczo-odbiorczych mogą być za wzajemnem porozumieniem się Rządów wyznaczone inne bliżej granicy państwowej leżące stacje, jako stacje zdawczo-odbiorcze.

5. Co do przejścia kolejowego Praszka-Zawisna i przejść kolejowych na górnośląskich kolejach wąskotorowych zastrzega się osobne porozumienie się do protokółu końcowego.

Artykuł 4.

PAŃSTWOWA WŁADZA ZWIERZCHNICZA.

O ile niniejsza Umowa lub inne międzypaństwowe umowy nie zawierają odmiennych postanowień, państwowe prawa zwierzchnicze na stacjach zdawczoodbiorczych i na szlakach kolejowych między niemi a granicą państwową przysługują nadal temu Państwu, na którego obszarze owe stacje i szlaki są położone.

Artykuł 5.

UŻYWANIE I UTRZYMANIE BUDOWLI I URZĄDZEŃ

1. Polskie i niemieckie Zarządy kolejowe przyznają sobie wzajemnie używanie budowli i urządzeń, potrzebnych dla komunikacji kolejowej w myśl postanowień niniejszej Umowy.

2. Będą one, każdy w swoim okręgu, utrzymywały w stanie odpowiadającym przepisom wszystkie budowle i urządzenia, znajdujące się na stacjach zdawczo-odbiorczych oraz na szlakach między stacją zdawczo-odbiorczą a granicą państwową.

3. Bliższe warunki, w szczególności ewentualne zmiany odnośnie do budowli i urządzeń przeciętych granicą państwową, należy zgodnie ustalić w miejscowych umowach dodatkowych (art. 7).

2. Für den Eisenbahnverkehr zwischen Deutschland und Polen dienen ferner die im Artikel 411 des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 und den zugehörigen Ausführungsbestimmungen genannten Übergänge (siehe Absatz (2) des Artikels 1).

3. Die genannten Übergänge dienen auch für den Durchgangsverkehr, soweit sie nicht von Eisenbahnverwaltungen im beiderseitigen Einvernehmen von diesem Verkehre ausgeschlossen werden.

4. Anstatt der vorbezeichneten Betriebswechselbahnhöfe können andere näher der Staatsgrenze liegende Bahnhöfe als Betriebswechselbahnhöfe im gegenseitigen Einvernehmen der Regierungen bestimmt werden.

5. Wegen des Überganges Zawisna-Praszka und der Übergänge der oberschlesischen Schmalspurbahnen werden besondere Vereinbarungen in einem Schlussprotokoll vorbehalten.

Artikel 4.

STAATSHOHEIT.

Die Staatshoheitsrechte auf den Betriebswechselbahnhöfen einschliesslich der Eisenbahnstrecken zwischen ihnen und der Staatsgrenze verbleiben, soweit in diesem Abkommen oder in anderen Staatsverträgen keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, dem Staate, auf dessen Gebiet sie liegen.

Artikel 5.

BENUTZUNG UND UNTERHALTUNG DER ANLAGEN.

1. Die deutschen und die polnischen Eisenbahnverwaltungen werden sich gegenseitig die Benutzung der für den Eisenbahnverkehr nötigen Anlagen und Einrichtungen nach den Bestimmungen dieses Abkommens gestatten.

2. Sie werden, jede für ihren Bezirk, die gesamten Anlagen in den Betriebswechselbahnhöfen sowie auf den zwischen Betriebswechselbahnhof und Staatsgrenze liegenden Strecken in vorschriftsmässigem Zustande unterhalten.

3. Die näheren Bedingungen, insbesondere etwaige Abweichungen bei den von der Staatsgrenze durchschnittenen Anlagen und Bauwerken, sind in den örtlichen Zusatzübereinkommen (Artikel 7) zu vereinbaren.

Postanowienia wykonawcze

1. Przecięte granicą państwową mosty kolejowe i wiadukty łącznie z przyczółkami i filarami, będą w całości nadzorowane i utrzymywane przez jeden z obu interesowanych Zarządów kolejowych według jego przepisów, bez uszczerbku dla praw własności sąsiedniego Zarządu (patrz załącznik A).

2. Interesowane Dyrekcje kolejowe winny się porozumieć co do robót, wychodzących poza ramy bieżącego utrzymania, lub co do ewentualnej przebudowy mostów. Prac tych nie wolno rozpoczynać bez zgody Centralnych Zarządów kolejowych. Gdyby zwłoka groziła niebezpieczeństwem winien Zarząd, do którego należy utrzymanie, zarządzić potrzebne roboty i powiadomić o tem bezzwłocznie sąsiedni Zarząd.

3. Zarząd, do którego należy utrzymanie, liczyć będzie sąsiedniemu Zarządowi koszty utrzymania wraz z 10-cio procentowym dodatkiem na administrację, a to w stosunku do długości mostu po obu stronach granicy.

4. Wykaz mostów przeciętych granicą państwową jest dołączony (załącznik A).

Artykuł 6.

PRAWA WŁASNOŚCI.

1. Wszystkie budowle i urządzenia, wymienione w artykule 5, pozostają o ile się znajdują na obszarze Polski lub Wolnego Miasta Gdańska, własnością polską, a o ile się znajdują na niemieckim obszarze — własnością niemiecką.

2. To samo odnosi się do nowych budowli i urządzeń.

Artykuł 7.

MIEJSCOWE UMOWY DODATKOWE.

Zarządy kolejowe winny zawrzeć dla każdego przejścia granicznego umowę dodatkową, regulującą specjalne stosunki tego przejścia (miejscowa umowa dodatkowa).

Postanowienie wykonawcze.

Do każdej umowy dodatkowej należy dołączyć plan szlaku od granicy państwowej aż do

Ausführungsbestimmungen.

1. Die von der Staatsgrenze durchschnittenen Eisenbahnbrücken und Wege - Überführungen einschliesslich der Widerlager und Pfeiler werden, unbeschadet des Eigentumsrechtes der Nachbarverwaltung, im ganzen von einer der beiden beteiligten Eisenbahnverwaltungen nach deren Vorschriften beaufsichtigt und unterhalten (siehe Anl. A).

2. Über Arbeiten, die über die laufende Unterhaltung hinausgehen, oder über etwaigen Umbau der Brücken, haben sich die beteiligten Eisenbahndirektionen zu verständigen. Diese Arbeiten dürfen ohne Genehmigung der Eisenbahnhauptverwaltungen nicht in Angriff genommen werden. Bei Gefahr im Verzuge hat die unterhaltende Verwaltung die nötigen Arbeiten zu veranlassen und die Nachbarverwaltung unverzüglich zu verständigen.

3. Die Kosten der Unterhaltung nebst einem Verwaltungskostenzuschlag von 10 v. H. sind seitens der unterhaltenden Verwaltung der Nachbarverwaltung im Verhältnis der beiderseits der Grenze liegenden Brückenlängen in Rechnung zu stellen.

4. Die Liste der von der Staatsgrenze durchschnittenen Brücken liegt bei (Anlage A).

Artikel 6.

EIGENTUMSRECHT.

1. Sämtliche im Artikel 5 bezeichneten Anlagen und Einrichtungen bleiben, soweit sie auf deutschem Gebiet liegen, deutsches Eigentum, soweit sie auf polnischem Gebiet oder auf dem Gebiet der Freien Stadt Danzig liegen, polnisches Eigentum.

2. Dasselbe gilt für Neuanlagen.

Artikel 7.

ÖRTLICHE ZUSATZÜBEREINKOMMEN.

Für jeden Grenzübergang ist durch die Eisenbahnverwaltungen ein Zusatzübereinkommen abzuschliessen, das die besonderen Verhältnisse des Grenzübergangs regelt (örtliches Zusatzübereinkommen).

Ausführungsbestimmung.

Jedem Zusatzübereinkommen ist ein Plan der Strecke von der Staatsgrenze bis in den

stacji zdawczo-odbiorczej oraz plan tej stacji zdawczo-odbiorczej, na którym należy oznaczyć różnokolorowo budowle i urządzenia, służące do wspólnego używania i te, które przekazano sąsiedniemu Zarządowi do wyłącznego używania. Do planu należy dołączyć wykaz budowli i urządzeń, mających służyć do wspólnego używania i tych, które przekazano sąsiedniemu Zarządowi do wyłącznego używania.

Betriebswechselbahnhof sowie ein Plan des Betriebswechselbahnhofs beizuheften, in dem die der gemeinsamen Benutzung dienenden und die der Nachbarverwaltung zur alleinigen Benutzung überwiesenen Anlagen verschiedenfarbig zu kennzeichnen sind. Dem Plane ist ein Verzeichnis der gemeinsam zu benutzenden und der Nachbarverwaltung zur alleinigen Benutzung überwiesenen Anlagen beizufügen.

Artykuł 8.

KWESTJE JĘZYKOWE.

1. Ustne i piśmienne porozumiewanie się służbowe na stacjach zdawczo-odbiorczych i na szlaku miedzy niemi a granicą państwową będzie się odbywało w tym języku, który tam jest urzędowym. Wyjątek patrz artykuł 26.

2. Pracownikom tego samego Państwa wolno jednak na obszarze sąsiedniego Państwa porozumiewać się między sobą w ich języku także w stosunkach służbowych.

3. Korespondencja służbowa, telegraficzna i piśmienna między Urzędami Stron będzie się odbywać w języku urzędowym Urzędu wysyłającego.

Postanowienia wykonawcze.

1. Tłumaczenie telegramów i pism jest rzeczą Zarządu, który je otrzymuje.

2. Interesowane Zarządy kolejowe wprowadzą dla zawiadomień stale powtarzających się w komunikacji kolejowej wzory dwujęzyczne, obopólnie omówione.

3. Pomieszczenia urzędowe, udzielone na stacji zdawczo-odbiorczej sąsiednim Zarządom do wyłącznego używania, powinny być zaopatrzone dwujęzycznemi napisami, przyczem napis w języku urzędowym miejscowego Zarządu należy umieścić na czele.

4 Stacje zdawczo-odbiorcze i graniczne winny wywieszać na odpowiedniem miejscu przesłane im przez sąsiednią kolej, w jej języku urzędowym obwieszczenia urzędowe i rozkłady jazdy, mające istotne znaczenie dla ruchu przez odnośne przejście kolejowe

Artikel 8.

SPRACHENFRAGE.

1. Der mündliche und schriftliche Dienstverkehr auf den Betriebswechselbahnhöfen und auf der Strecke zwischen diesem und der Staatsgrenze geschieht in der Sprache, die dort Amtssprache ist, Ausnahme siehe Artikel 26.

2. Bedienstete desselben Staates dürfen jedoch auf dem Gebiete des Nachbarstaates auch im dienstlichen Verkehr sich untereinander ihrer Sprache bedienen.

3. Der telegraphische und schriftliche Dienstverkehr zwischen Dienststellen der Vertragsteile geschieht in der Sprache, die für die absendende Stelle Amtssprache ist.

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Übersetzung der Telegramme und Schriftstücke ist Sache der Empfangsverwaltung.

2. Für Mitteilungen, die im Eisenbahnverkehr regelmässig wiederkehren, werden die beteiligten Eisenbahnverwaltungen zu vereinbarende doppelsprachige Muster auflegen lassen.

3. Die den Nachbarverwaltungen im Betriebswechselbahnhof zur ausschliesslichen Benutzung überlassenen Amtsräume sollen mit doppelsprachigen Anschriften versehen werden, wobei stets die Amtssprache der Eigentumsverwaltung voranzustellen ist.

4. Die Betriebswechsel-und Grenzbahnhöfe haben an geeigneter Stelle die ihnen von der Nachbarbahn in ihrer Amtssprache übermittelten, für den Verkehr auf dem betreffenden Übergang wesentlichen amtlichen Kundmachungen und Fahrpläne auszuhängen.

Artykuł 9.

PRACOWNICY SĄSIEDNIEGO PAŃSTWA NA STACJI ZDAWCZO ODBIORCZEJ I NA SZLAKU MIĘDZY NIĄ A GRANICĄ PAŃSTWA.

1. Przy wykonywaniu na stacji zdawczo-odbiorczej i na szlaku między nią a granicą państwową specjalnych czynności służbowych, które ze względu na swą istotę wymagają wykonania przez własne organy każdego Zarządu, może sąsiedni Zarząd posługiwać się własnymi pracownikami. Pracownicy ci winni wykonywać czynności stużbowe według ustaw i przepisów, obowiązujących Zarząd wysyłający.

2. Na obszar sąsiedniego Państwa mogą być wysyłani pracownicy tylko w ilości niezbędnie potrzebnej.

3. Personel, używany na stacjach granicznych i zdawczo-odbiorczych oraz na szlakach między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą, winien być obznajmiony z poszczególnemi postanowieniami i przepisami odnoszącemi się do stużby na przejściach kolejowych i powinien, o ile jest czynny służbowo na stacji zdawczo-odbiorczej sąsiedniego Zarządu, umieć w zakresie potrzeb służbowych porozumieć się w języku urzędowym sąsiedniego Państwa.

Postanowienia wykonawcze.

1. Przy ocenie kwalifikacyj personelu, używanego na obszarze sąsiedniego Państwa, będą uznawane przepisy i egzaminy tego Zarządu, do którego należy ten personel.

2. Personel w czasie pobytu służbowego na obszarze sąsiedniego Państwa podlega przy wykonywaniu swojej służby zarządzeniom właściwych organów sąsiedniego Zarządu, o ile one w myśl postanowień miejscowej umowy dodatkowej są uprawnione do wydawania takich zarządzeń.

3. Personel w czasie służbowego pobytu na obszarze sąsiedniego Państwa może być w wyjątkowych wypadkach wezwany także do wykonywania służbowych czynności sąsiedniego Zarządu, o ile na to pozwala służba dla własnego Zarządu.

4. Czy i którzy pracownicy mają mieszkać w sąsiedniem Państwie będzie umówione dla każdego przejścia kolejowego zosobna w miejscowej umowie dodatkowej.

Artikel 9.

BEDIENSTETE DES NACHBARSTAATES IM BETRIEBSWECHSELBAHNHOF UND AUF DER STRECKE ZWISCHEN IHM UND DER STAATSGRENZE.

1. Für besondere Dienstverrichtungen im Betriebswechselbahnhof und auf der Strecke zwischen ihm und der Staatsgrenze, die ihrer Natur nach die Ausführung durch eigene Organe jeder Verwaltung erfordern, kann die Nachbarverwaltung ihre eigenen Bediensteten verwenden. Diese haben ihre Diensthandlungen nach den für die entsendende Verwaltung geltenden Gesetzen und Vorschriften auszuüben.

2. In das Gebiet des Nachbarstaates dürfen Bedienstete nur in unbedingt notwendiger Anzahl entsendet werden.

3. Das auf den Grenz- und Betriebswechselbahnhöfen sowie auf den Strecken zwischen Staatsgrenze und Betriebswechselbahnhof verwendete Personal muss mit den einschlägigen Bestimmungen und Vorschriften des Eisenbahnübergangsdienstes vertraut sein und soll sich, sofern es auf dem Betriebswechselbahnhof der Nachbarverwaltung dienstlich tätig ist, in dem dienstlich erforderlichen Umfange in der Amtssprache des Nachbarstaates verständigen können.

Ausführungsbestimmungen.

1. Für die Eignung des Personals, das auf dem Gebiete des Nachbarstaates verwendet wird, werden die Vorschriften und Prüfungen der Verwaltung anerkannt, der es angehört.

2. Das Personal ist während seiner dienstlichen Anwesenheit auf dem Gebiete des Nachbarstaates bei der Ausübung seines Dienstes den Anordnungen der zuständigen Organe der Nachbarverwaltung unterworfen, soweit diese nach den Bestimmungen des örtlichen Zusatzübereinkommens zu solchen Anordnungen berechtigt sind.

3. Das Personal darf während seiner dienstlichen Anwesenheit auf dem Gebiete des Nachbarstaates in Ausnahmefällen auch zu Dienstverrichtungen für die Nachbarverwaltung herangezogen werden, soweit sein Dienst für die Heimatverwaltung es zulässt.

4. Ob und welche Bedienstete im Nachbarstaat wohnen sollen, wird für jeden Grenzübergang durch die örtlichen Zusatzübereinkommen vereinbart.

Artykuł 10.

OCHRONA PRACOWNIKÓW SĄSIEDNIEGO PAŃSTWA.

1. Pracownicy zajęci na obszarze sąsiedniego Państwa i posiadający przynależność państwową Państwa wysyłającego, zatrzymują swoją przynależność państwową. To samo stosuje się do członków rodziny i służby domowej, żyjących z nimi we wspólnem gospodarstwie domowem na obszarze sąsiedniego Państwa. W takim wypadku przez zamieszkanie, pobyt lub przez urodzenie nie nabywa się przynależności państwowej sąsiedniego Państwa.

2. Osobom, wymienionym w ustępie 1-ym, w czasie ich pobytu na obszarze sąsiedniego Państwa (patrz art. 16 i 17) poręcza się potrzebną ochronę. Pracowników należy uważać także w Państwie sąsiedniem za urzędników w myśl ustawy karnej. O ile w wypadkach zniewag i urazów cielesnych jest obok skargi prywatnej pokrzywdzonego dopuszczalne także wniesienie skargi publicznej, Strony umawiające się będą w danym razie korzystały z tej możliwości na rzecz czynnych na ich obszarze urzędników sąsiednich Zarządów w takiej samej mierze, jak na rzecz własnych urzędników.

3. Osoby, wymienione w ustępie 1, korzystają podczas pobytu na obszarze sąsiedniego Państwa :

a) z uwolnienia od wszelkiego rodzaju publicznoprawnych świadczeń osobistych i rzeczowych,

b) z uwolnienia od pobieranych tam opłat publicznych w takiej mierze, jakaby im przysługiwała, gdyby w sąsiedniem Państwie nie mieli ani miejsca zamieszkania ani miejsca pobytu.

4. Dzieci osób wymienionych w ustępie 1, nie podlegają w sąsiedniem Państwie przymusowi szkolnemu.

5. Pracownicy zajęci na obszarze sąsiedniego Państwa, podlegają pod względem dyscyplinarnego karania ich uchybień służbowych jedynie władzy dyscyplinarnej swych przełożonych władz w Państwie wysyłającem. Osądzenie z przyczyny popełnienia przez nich w wykonywaniu służby w Państwie przyjmującem czynów karalnych pozostawia się wyłącznie, o ile nie chodzi o obywateli Państwa przyjmującego, ojczystym władzom, gdy one tego zażądają.

Artikel 10.

SCHUTZ DER BEDIENSTETEN DES NACHBARSTAATES.

1. Die Bediensteten, die im Gebiete des Nachbarstaates beschäftigt werden und die Staatsangehörigkeit des Entsendestaates besitzen, behalten ihre Staatsangehörigkeit. Das gleiche gilt für die mit ihnen auf dem Gebiete des Nachbarstaates in häuslicher Gemeinschaft lebenden Angehörigen und Hausbediensteten. Ein Erwerb der Staatsangehörigkeit des Nachbarstaates durch Wohnsitz, Aufenthalt oder Geburt findet hierbei nicht statt.

2. Den im Absatz 1 bezeichneten Personen wird bei ihrem Aufenthalt im Gebiete des Nachbarstaates (siehe Artikel 16 und 17) der erforderliche Schutz gewährleistet. Die Bediensteten sind auch im Nachbarstaate im Sinne des Strafgesetzes als Beamte anzusehen. Soweit bei Beleidigungen und Körperverletzungen ausser der Privatklage des Verletzten auch die Erhebung der öffentlichen Klage zulässig ist, werden die Vertragsteile von dieser Möglichkeit vorkommendenfalls zugunsten der auf ihrem Staatsgebiet tätigen Beamten der Nachbarverwaltungen in demselben Umfange Gebrauch machen wie zugunsten der eigenen Beamten.

3. Die im Absatz 1 bezeichneten Personen geniessen während der Dauer ihres Aufenthalts in dem Gebiete des Nachbarstaates

a) Freiheit von jeder Art öffentlichrechtlicher persönlicher Leistungen und Sachleistungen.

b) Freiheit von den dort erhobenen öffentlichen Abgaben in demselben Umfange, wie sie ihnen zustehen würde, wenn sie im Nachbarstaat weder Wohnsitz noch Aufenthalt hätten.

4. Die Kinder der im Absatz 1 bezeichneten Personen sind im Nachbarstaate nicht schulpflichtig.

5. Die im Gebiete des Nachbarstaates beschäftigten Bediensteten unterstehen für die disziplinarische Ahndung ihrer dienstlichen Verfehlungen lediglich der Disziplinargewalt ihrer vorgesetzten Behörden im Entsendestaat. Wegen der in Ausübung ihres Dienstes im Empfangsstaate begangenen strafbaren Handlungen wird die Aburteilung, soweit es sich nicht um Angehörige des Empfangsstaates handelt, den Heimatsbehörden auf ihr Verlangen ausschliesslich

Gdy takie żądanie zostanie przedstawione, Państwo przyjmujące powinno bezzwłocznie dostawić ściganego wyżej wymienionej władzy ojczystej. Żądanie o przekazanie osądzenia i o dostawienie ściganego powinna ojczysta władza ściganego, właściwa do ścigania karnego, przedstawić władzy Państwa przyjmującego, właściwej do ścigania karnego.

überlassen. Wird ein solches Verlangen gestellt, so ist der Verfolgte vom Empfangsstaat unverzüglich der namhaft gemachten Heimatsbehörde zuzuführen. Das Verlangen auf Überlassung der Aburteilung und auf Zuführung des Verfolgten ist von der für die Strafverfolgung zuständigen Heimatsbehörde des Verfolgten bei der zuständigen Strafverfolgungsbehörde des Empfangsstaates zu stellen.

Artykuł 11.

POMOC PRZY WYKONYWANIU SŁUŻBY.

1. Urzędy i pracownicy Stron umawiających się, czynni na stacjach zdawczo-odbiorczych i na szlakach kolejowych między niemi a granicą państwową, będą się wzajemnie popierać przy wypełnianiu swych obowiązków służbowych, w szczególności w celu przeszkadzania przekroczeniom i ich wykrycia.

2. Władze i Urzędy jednej Strony umawiającej się będą udzielały potrzebnej ochrony Urzędom i pracownikom drugiej Strony, czynnym służbowo na obszarze oznaczonym w ustępie 1, i będą spełniały ich wezwania w tym względzie w takiej samej mierze, jak podobne wezwania swoich własnych Urzędów i pracowników.

3. Właściwe Urzędy Zarządów, biorących udział w komunikacji kolejowej, będą na bezpośrednie wezwanie Urzędów drugiej Strony dochodziły w odpowiedni sposób, jakim jest stan faktyczny przekroczeń przepisów tej Strony, dotyczących dziedziny kolejowej, pocztowej, celnej, paszportowej lub służbowej, a popełnionych na obszarze oznaczonym w ustępie 1 tego artykułu, tudzież będą doręczały wezwania, potrzebne do wdrożenia i przeprowadzenia postępowania dyscyplinarnego.

4. Wydatki w gotówce, powstałe wskutek załatwiania takich wezwań, winny być przez Urząd wzywający, bezpośrednio zwrócone Urzędowi wezwanemu.

Artikel 11.

UNTERSTÜTZUNG BEI DER DIENSTAUSÜBUNG.

1. Die auf den Betriebswechselbahnhöfen einschliesslich der Eisenbahnstrecken zwischen ihnen und der Staatsgrenze tätigen Dienststellen und Bediensteten der Vertragsteile werden sich in der Erfüllung ihrer dienstlichen Obliegenheiten insbesondere zur Verhinderung und Aufdeckung von Zuwiderhandlungen, gegenseitig unterstützen.

2. Die Behörden und Dienststellen des einen Vertragsteiles werden den auf den im Absatz 1 bezeichneten Gebieten dienstlich tätigen Dienststellen und Bediensteten des anderen Teiles den erforderlichen Schutz gewähren und ihren hierauf gerichteten Ersuchen in gleicher Weise Folge leisten wie entsprechenden Ersuchen eigener Dienststellen und Bediensteten.

3. Die zuständigen Dienststellen der am Eisenbahnverkehr beteiligten Verwaltungen werden auf unmittelbares Ersuchen der Dienststellen des anderen Teiles wegen Zuwiderhandlungen gegen die das Eisenbahn-, Post-, Zoll-, Passwesen oder das Dienststrafrecht betreffenden Vorschriften des letztgenannten Teiles, die auf den in Absatz 1 dieses Artikels bezeichneten Gebieten begangen sind, den Tatbestand in geeigneter Weise ermitteln sowie die zur Einleitung und Durchführung eines Dienststrafverfahrens erforderlichen Zustellungen bewirken.

4. Die durch die Erledigung solcher Ersuchen entstehenden baren Auslagen sind der ersuchten Dienststelle von der ersuchenden Dienststelle unmittelbar zu erstatten.

Artykuł 12.

URZĘDNICY SPRAWUJĄCY NADZÓR.

1. Każdy z interesowanych Zarządów ma prawo wykonywać przez własnych urzędników

Artikel 12.

AUFSICHTSBEAMTE.

1. Jede der beteiligten Verwaltungen hat das Recht, die von ihren eigenen Bediensteten auf

nadzór nad czynnościami służbowemi swoich własnych pracowników, dokonywanemi na obszarze sąsiedniego Państwa.

2. Urzędnicy ci winni się wstrzymywać od wszelkiego bezpośredniego mieszania się do służby eksploatacji.

3. Przy przekraczaniu granicy i przy czasowym pobycie tych urzędników na obszarze sąsiedniego Państwa należy odpowiednio stosować postanowienia artykułu 16.

Postanowienie wykonawcze.

Sąsiednie Zarządy będą sobie wzajemnie podawać do wiadomości nazwiska tych urzędników.

dem Gebiete des Nachbarstaates auszuführenden Dienstverrichtungen durch eigene Beamte nachprüfen zu lassen.

2. Diese Beamten haben sich jeden Eingriffs in den Betrieb zu enthalten.

3. Auf den Grenzübertritt und vorübergehenden Aufenthalt dieser Beamten im Gebiete des Nachbarstaates finden die Bestimmungen des Artikels 16 entsprechende Anwendung.

Ausführungsbestimmung.

Die Namen dieser Beamten werden sich die Nachbarverwaltungen gegenseitig mitteilen.

Artykuł 13.

WYSTĘPKI SŁUŻBOWE.

1. Przy uchybieniach służbowych, dotyczących komunikacji kolejowej, Zarząd kolejowy, w którego okręgu leży miejsce czynu, w razie potrzeby w porozumieniu i z pomocą interesowanego Zarządu sąsiedniego Państwa dochodzi stanu faktycznego. Zarząd kolejowy poda go do wiadomości sąsiedniemu Zarządowi, który wyda bezzwłocznie dalsze zarządzenia i powiadomi o ich wyniku drugi Zarząd. Pracownicy nie władający, wedle ich oświadczenia, dostatecznie językiem urzędowym sąsiedniego Państwa, będą przesłuchiwani na ich żądanie w języku urzędowym Państwa wysyłającego.

2. W razie znaczniejszego występku służbowego pracownika, Zarząd przełożony wycofa go na żądanie właściwego Zarządu sąsiedniego Państwa ze służby na obszarze tego Państwa.

Artikel 13.

DIENSTVERGEHEN.

1. Bei dienstlichen Verfehlungen in bezug auf den Eisenbahnverkehr ermittelt die Eisenbahnverwaltung, in deren Bezirk der Tatort liegt, nötigenfalls im Benehmen und mit Unterstützung der beteiligten Verwaltung des Nachbarstaates den Tatbestand. Diesen wird die Eisenbahnverwaltung der Nachbarverwaltung mitteilen, die unverzüglich das weitere veranlassen und die andere Verwaltung von dem Ergebnis benachrichtigen wird. Bedienstete, die nach ihrer Erklärung der Amtssprache des Nachbarstaates nicht hinreichend mächtig sind, werden auf ihr Verlangen in der Amtssprache des Entsendestaates vernommen.

2. Bei einem erheblichen Dienstvergehen eines Bediensteten wird die vorgesetzte Verwaltung diesen auf Verlangen der zuständigen Verwaltung des Nachbarstaates vom Dienst auf dessen Gebiet zurückziehen.

Artykuł 14.

UBEZPIECZENIA SOCJALNE I UBEZPIECZENIA OD WYPADKÓW.

1. Dla ubezpieczeń socjalnych i ubezpieczenia od wypadków pracowników kolejowych, których używa się stale lub czasowo na obszarze sąsiedniego Państwa, są miarodajne wyłącznie przepisy prawne tego Państwa, na którego obszarze ma swą siedzibę Zarząd, przez który ci pracownicy zostali ustanowieni. To samo stosuje się także wówczas, gdy personel jednego

Artikel 14.

SOZIALVERSICHERUNG UND UNFALLFÜRSORGE.

1. Für die Sozialversicherung und Unfallfürsorge der dauernd oder vorübergehend auf dem Gebiete des Nachbarstaates verwendeten Eisenbahnbediensteten sind ausschliesslich die Rechtsvorschriften des Staates massgebend, in dessen Gebiet die Verwaltung, bei der diese Bediensteten angestellt sind, ihren Sitz hat. Dies gilt auch dann, wenn Personal der einen Verwaltung

Zarządu będzie używany przez drugi Zarząd do wykonywania służbowych czynności.

2. Do przeprowadzenia ubezpieczeń socjalnych i ubezpieczenia od wypadków tudzież do rozstrzygania sporów są właściwymi ubezpieczający, władze administracyjne lub sądy tego Państwa, którego przepisy prawne w myśl poprzedniego ustępu stosować należy.

3. Zaopatrzenie, przeprowadzone w myśl powyższych postanowień według przepisów prawnych drugiego Państwa, ma pod względem prawno-cywilnej odpowiedzialności przedsiębiorcy taki sam skutek prawny, jak zaopatrzenie przeprowadzone według własnych przepisów prawnych. Z ewentualnem prawem regresu może wystąpić wyłącznie jeden Zarząd kolejowy wobec drugiego.

von der anderen Verwaltung zu Dienstverrichtungen verwendet wird.

2. Zur Durchführung der Sozialversicherung und Unfallfürsorge sowie zur Entscheidung von Streitfällen sind zuständig die Versicherungsträger, Verwaltungsbehörden oder Gerichte des Staates, dessen Rechtsvorschriften nach dem vorstehenden Absatz anzuwenden sind.

3. Eine entsprechend den vorstehenden Bestimmungen nach den Rechtsvorschriften des anderen Staates durchgeführte Versorgung hat hinsichtlich der zivilrechtlichen Haftung des Betriebsunternehmers die gleiche Rechtswirkung wie die nach den inländischen Rechtsvorschriften durchgeführte Versorgung. Ein etwa bestehendes Rückgriffsrecht darf nur von einer Eisenbahnverwaltung gegenüber der andern geltend gemacht werden.

Artykuł 15.

OPIEKA W RAZIE CHOROBY.

1. W wypadkach choroby i w innej nagłej potrzebie należy dbać o personel sąsiedniego Zarządu i członków rodziny, żyjących z tym personelem we wspólnem gospodarstwie i przez niego utrzymywanych, tak jako swój własny personel i jego członków rodziny.

2. Koszty z tego wynikłe wróci Zarząd, do którego należy personel, Zarządowi udzielającemu pomocy.

Postanowienie wykonawcze.

Dla zwrotu kosztów, w myśl ustępu 2 jest potrzebne zaświadczenie lekarza konsultującego, że pomoc lekarska była potrzebna i odpowiadała chorobie lub urazowi, tudzież stosunkom chorego.

Artikel 15.

KRANKENFÜRSORGE.

1. In Erkrankungs- und sonstigen Notfällen ist für das Personal der Nachbarverwaltung und für die mit ihm in häuslicher Gemeinschaft lebenden und von ihm zu unterhaltenden Familienangehörigen ebenso wie für das eigene Personal und seine Familienangehörigen zu sorgen.

2. Die dabei aufgewendeten Kosten werden der hilfeleistenden Verwaltung von der Verwaltung, der das Personal angehört, ersetzt.

Ausführungsbestimmung.

Voraussetzung für den Kostenersatz nach Absatz 2 ist eine Bestätigung des behandelnden Arztes, dass die Krankenhilfe notwendig und der Erkrankung oder Verletzung sowie den Verhältnissen des Erkrankten entsprechend war.

Artykuł 16.

PRZEKRACZANIE GRANICY I CZASOWY POBYT W SĄSIEDNIEM PAŃSTWIE

1. Pracownikom Stron, czynnym w służbie na przejściach kolejowych między Polską i Wolnem Miastem Gdańskiem z jednej strony a Niemcami z drugiej strony, dozwala się na podstawie zaświadczenia, wystawionego przez właściwy Urząd, na przekraczanie granicy w wykonywaniu i celem wykonywania służby

Artikel 16.

GRENZÜBERTRITT UND VORÜBERGEHENDER AUFENTHALT IM NACHBARSTAATE.

1. Den im Übergangsdienst zwischen Deutschland einerseits, Polen und der Freien Stadt Danzig andererseits tätigen Bediensteten wird der Grenzübertritt in und zur Ausübung ihres Dienstes und der Aufenthalt auf dem Eisenbahngelände im Gebiete des Nachbarstaates während des Dienstes und der Dienst-

oraz na pobyt na terenie kolejowym, położonym w obrębie sąsiedniego Państwa w czasie służby i w czasie przerw służbowych, i to bez paszportu i wizy. Zaświadczenie należy wystawić według umówionego wzoru na okres czasu dostosowany do okoliczności poszczególnego wypadku nie na dłużej jednak niż na jeden rok. Aby móc wyjść poza teren kolejowy, potrzeba zaświadczenia stacyjnego Urzędu paszportowego, które będzie wystawiane tylko za złożeniem zaświadczenia, wymienionego w zdaniu pierwszem, i będzie ono ważne jedynie na obszarze gminy, do której należy stacja zdawczo-odbiorcza, lub która leży najbliżej tej stacji.

2. Personel winien nosić na obcym obszarze ubranie służbowe lub widoczne służbowe odznaki, o ile jest obowiązany je nosić w myśl przepisów w Państwie wysyłającem, lub o ile wchodzi w styczność z publicznością w wykonywaniu służby w sąsiedniem Państwie. Broń należy złożyć przed opuszczeniem terenu kolejowego.

3. Z zastrzeżeniem rewizji celnej personel ma prawo zabierać ze sobą przez granicę bez opłaty cła takie przedmioty, które oczywiście są przeznaczone do osobistego użytku jednodniowego podczas służby i podczas jazdy do i ze służby.

4 Personel czynny w służbie na przejściach kolejowych będzie przewożony bezpłatnie między stacją zdawczo-odbiorczą a granicą.

Postanowienia wykonawcze.

1. Wzór zaświadczenia, wymienionego w zdaniu 2 ustępu 1 niniejszego artykułu, podaje załącznik B. Zarządy obu Stron będą sobie podawały do wiadomości Urzędy właściwe do wystawiania takich zaświadczeń.

2. Pracownicy gdańskiego Zarządu paszportowego, pocztowego i celnego, czynni w służbie na przejściach kolejowych, mogą używać służbowych legitymacyj, ważnych dla tych pracowników, zamiast zaświadczeń objętych załącznikiem B.

3. Zaświadczenia te upoważniają także do wolnej jazdy w myśl ustępu 4 tego artykułu.

pausen unter Befreiung vom Pass- und Sichtvermerkzwang auf Grund eines von der zuständigen Dienststelle ausgestellten Ausweises gestattet. Der Ausweis ist nach vereinbartem Muster mit einer den Umständen des Einzelfalles anzupassenden Geltungsdauer, die jedoch ein Jahr nicht übersteigen darf, auszustellen. Zum Verlassen des Eisenbahngeländes ist eine Bescheinigung der Bahnhofpasstelle erforderlich, die nur gegen Hinterlegung des in Satz 1 erwähnten Ausweises ausgestellt wird und lediglich für das Gebiet der Gemeinde gilt, zu der der Betriebswechselbahnhof gehört, oder die diesem Bahnhof am nächsten liegt.

2. Das Personal hat auf fremdem Gebiet Dienstkleidung oder sichtbare Dienstabzeichen zu tragen, soweit es nach den Vorschriften im Entsendestaat zum Tragen von Dienstkleidung oder von Dienstabzeichen verpflichtet ist oder soweit es im Dienst im Nachbarstaat mit dem Publikum in Berührung tritt. Waffen sind vor Verlassen des Eisenbahngeländes abzulegen.

3. Das Personal ist — unter Vorbehalt der Zollnachschau — zur zollfreien Mitnahme solcher Gegenstände über die Grenze berechtigt, die offenbar zum persönlichen Tagesgebrauch des Personals während des Dienstes und auf der Fahrt von und zum Dienst bestimmt sind.

4. Das im Übergangsdienst tätige Personal wird zwischen Betriebswechselbahnhof und Grenze frei befördert.

Ausführungsbestimmungen.

1. Der im Absatz 1, Satz 2 dieses Artikels erwähnte Ausweis hat das Muster nach Anlage B. Die zur Ausstellung dieser Ausweise zuständigen Dienststellen werden sich die beiderseitigen Verwaltungen mitteilen.

2. Für die im Eisenbahnübergangsdienst tätigen Bediensteten der Danziger Pass, Post- und Zollverwaltung können anstatt der in der Anlage B. vorgesehenen Ausweise die für diese Bediensteten geltenden dienstlichen Ausweise verwendet werden.

3. Diese Ausweise berechtigen auch zur freien Fahrt nach Absatz 4 dieses Artikels.

Artykuł 17.

PRZEKRACZANIE GRANICY I STAŁY POBYT W SĄSIEDNIEM PAŃSTWIE.

1. Pracownikom, czynnym służbowo na obszarze w sąsiedniem Państwie i tam mieszkającym

Artikel 17.

GRENZÜBERTRITT UND DAUERNDER AUFENTHALT IM NACHBARSTAATE.

1. Den Bediensteten, die auf dem Gebiete des Nachbarstaates dienstlich tätig sind und

oraz członkom ich rodzin tudzież ich służbie domowej, żyjącym z nimi we wspólnem gospodarstwie, dozwala się na podstawie dowodu tożsamości, wystawionego według umówionego wzoru przez przełożoną władzę pracownika, na przekraczanie granicy do i z własnego kraju oraz na pobyt w miejscu pełnienia służby, i to bez paszportu i wizy. Za miejsce pełnienia służby będzie uważany obszar gminy, do której należy stacja zdawczo-odbiorcza lub która leży najbliżej tej stacji, o ile w razie wyjątkowej potrzeby nie zostaną inaczej oznaczone w miejscowej umowie dodatkowej granice miejsca pełnienia służby.

2. Do tych pracowników należy odpowiednio stosować postanowienia ustępów 2 i 4 artykułu 16 z tą zmianą, że wolno im będzie nosić broń służbową także na drodze do i ze służby.

Postanowienie wykonawcze.

Wzory dowodów tożsamości, wymienionych w ustępie 1 tego artykułu, podają załączniki C i D.

Artykul 18.

DOWODY TOŻSAMOŚCI DLA PRACOWNIKÓW ZATRUDNIONYCH W WAGONACH RESTAURACYJNYCH I SYPIALNYCH.

1. Prywatni pracownicy, zatrudnieni w wagonach restauracyjnych i sypialnych, winni być zaopatrzeni w dowody tożsamości miejscowej władzy policyjnej, właściwej dla ich miejsca zamieszkania. Te dowody tożsamości winny zawierać imię i nazwisko, miejsce zamieszkania, przynależność państwową, podpis i fotografję właściciela zaopatrzoną w pieczęć urzędową, pieczęć i podpis władzy wystawiającej a zarazem winny być zaopatrzone w zaświadczenie właściwej Dyrekcji kolejowej co do rodzaju zajęcia pracownika w służbie wagonów restauracyjnych i sypialnych.

2. Wizy obcego Państwa nie wymaga się.

Artykul 19.

SZCZEGÓLNE POSTANOWIENIA CELNE.

1. Zarząd celny każdej Strony umawiającej się będzie, z wyjątkiem wypadków podejrzenia

dort wohnen, sowie den mit ihnen in häuslicher Gemeinschaft lebenden Angehörigen und Hausbediensteten wird der Grenzübertritt im Verkehr mit dem Heimatstaat und der Aufenthalt im Dienstort unter Befreiung vom Pass- und Sichtvermerkzwang auf Grund eines von der vorgesetzten Behörde des Bediensteten nach vereinbartem Muster ausgestellten Ausweises gestattet. Als Dienstort gilt das Gebiet der Gemeinde, zu der der Betriebswechselbahnhof gehört oder die diesem Bahnhof am nächsten liegt, soweit nicht im Falle besonderen Bedürfnisses im örtlichen Zusatzübereinkommen der Bereich des Dienstortes anderweit bestimmt ist.

2. Die Bestimmungen der Absätze 2 und 4 des Artikels 16 finden auf diese Bediensteten entsprechende Anwendung mit der Massgabe, dass Dienstwaffen auch auf dem Wege zum und vom Dienst getragen werden dürfen.

Ausführungsbestimmung.

Die im Absatz 1 dieses Artikels erwähnten Ausweise haben das Muster nach den Anlagen C und D.

Artikel 18.

AUSWEISE FÜR ANGESTELLTE IN SPEISE- UND SCHLAFWAGEN.

1. Die Privatangestellten in Speise- und Schlafwagen müssen mit Ausweisen der für ihren Wohnsitz zuständigen Ortspolizeibehörde versehen sein. Diese Ausweise müssen Vor- und Zunamen, Wohnort, Staatsangehörigkeit, Unterschrift und amtlich abgestempeltes Lichtbild des Inhabers, Siegel und Unterschrift der ausstellenden Behörde enthalten sowie mit einer Bescheinigung der zuständigen Eisenbahndirektion über die Art der Beschäftigung des Angestellten im Dienste der Speise- und Schlafwagen versehen sein.

2. Ein Sichtvermerk des fremden Staates wird nicht verlangt.

Artikel 19.

BESONDERE ZOLLBESTIMMUNGEN.

1. Die Zollverwaltung jedes Vertragsteils wird, ausser bei Verdacht von Missbrauch und

o nadużycia i bez uszczerbku dla praw, które opiera na ustawodawstwie własnego Państwa, uznawał i pozostawi w stanie nienaruszonym plomby i pieczęcie, założone przez Zarząd celny drugiej Strony na takich towarach, które wysyłane bywają pod dozorem celnym ; zastrzega się mu jednak prawo uzupełnienia plomb lub pieczęci przez nałożenie nowych znaków celnych.

2. Przedmioty służące do służbowego użytku Urzędów, położonych na obcym obszarze, i tam zajętych pracowników będą mogły być wwiezione bez cła, opłat i należności za urzędowem zaświadczeniem właściwego Urzędu i będą mogły być wywiezione zpowrotem do kraju wyjścia bez pobrania cła, opłat i należności.

3. To samo dotyczy przedmiotów przesiedlenia, o ile chodzi o przedmioty używane, przeznaczone do własnego użytku pracowników oraz ich członków rodziny i służby, żyjących z nimi we wspólnem gospodarstwie.

4. Części zapasowe, zażądane od obcego Zarządu kolejowego w myśl międzynarodowych konwencyj o wzajemnem używaniu wagonów celem ich wymiany na uszkodzonym taborze, jako też zwracane uszkodzone części wolne są od cła, opłat i należności, o ile istnieje co do ich przeznaczenia urzędowe zaświadczenie wysyłającego Urzędu.

unbeschadet der Rechte, die sie aus der Gesetzgebung ihres Staates herleitet, Plomben oder Siegel anerkennen und unberührt lassen, die die Zollverwaltung des anderen Teiles an solche Waren angelegt hat, die unter Zollaufsicht versandt werden ; das Recht, die Plomben oder Siegel durch Anbringen neuer Zollzeichen zu vervollständigen, bleibt ihr jedoch vorbehalten.

2. Gegenstände, die den auf fremdem Gebiet liegenden Dienststellen und den dort beschäftigten Bediensteten zum Dienstgebrauch dienen, werden gegen eine amtliche Bescheinigung der zuständigen Dienststelle zoll-, abgaben- und gebührenfrei zur Einfuhr zugelassen und dürfen ohne Erhebung von Zöllen, Abgaben und Gebühren wieder nach dem Ausgangsland ausgeführt werden.

3. Dasselbe gilt für das zur eigenen Benutzung der Bediensteten sowie der mit ihnen im gemeinsamen Haushalte lebenden Angehörigen und Hausbediensteten bestimmte Umzugsgut, soweit es sich um gebrauchte Gegenstände handelt.

4. Die gemäss der internationalen Übereinkommen über die gegenseitige Wagenbenutzung zur Auswechselung an beschädigten Fahrbetriebsmitteln bei den fremden Eisenbahnverwaltungen angeforderten Ersatzteile wie auch die zurückgesendeten beschädigten Teile sind von Zöllen, Abgaben und Gebühren befreit, sofern eine amtliche Bescheinigung der absendenden Dienststelle über die Bestimmung des Gutes vorliegt.

Artykuł 20.

ODPOWIEDZIALNOŚĆ W WYPADKACH SZKODY.

1. Odpowiedzialność za szkody i wypadki w komunikacji kolejowej między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą, z wyłączeniem uszkodzenia tudzież całkowitego lub częściowego ubytku przewożonych towarów i bagażów podróżnych (patrz ustęp 7), określa się według ustaw i przepisów, obowiązujących w miejscu powstania szkody lub wypadku. W komunikacji przez przejścia kolejowe górnośląskie pozostają w mocy postanowienia artykułów 426, 427 i 486 polsko-niemieckiej Konwencji górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r. a to przez czas trwania mocy obowiązującej tej Konwencji.

Artikel 20.

HAFTUNG IN SCHADENSFÄLLEN.

1. Die Haftung für Schäden und Unfälle beim Eisenbahnverkehr zwischen Staatsgrenze und Betriebswechselbahnhof, mit Ausnahme der Beschädigung sowie des Gesamt- oder Teilverlustes von beförderten Gütern und von Reisegepäck (siehe Absatz 7), richtet sich nach den Gesetzen und Vorschriften, die an dem Orte der Schadenszufügung oder des Unfalls gelten. Im Verkehr über die oberschlesischen Übergänge verbleibt es bei den Abmachungen des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922, Artikel 426, 427 und 486, für die Dauer der Geltung dieses Abkommens.

2. Za szkody, spowodowane działaniem sprzecznem z prawem lub zaniedbaniem personelu kolejowego, czynnego w służbie na przejściach kolejowych, odpowiada ten Zarząd kolejowy, który dostarczył personelu. Za personel jednego Zarządu, którego użył drugi Zarząd do wykonywania czynności służbowych, odpowiada jednak ten drugi Zarząd. Jeżeli szkoda została spowodowana przez pracowników obu Stron, lub jeżeli nie da się ustalić kto spowodował szkodę, oba Zarządy odpowiadają wówczas w równych częściach.

3. Za wypadki powstałe wskutek złego stanu stacyj, szlaków, znajdujących się w stanie czynnym parowozów i wagonów silnikowych, odpowiada ten Zarząd, do którego należy utrzymanie stacji, szlaku, parowozu, lub wagonu silnikowego.

4. Za wypadki powstałe wskutek złego stanu wagonów, lub innego wyżej niewymienionego taboru kolejowego, odpowiada Zarząd, który jako ostatni przejął technicznie ten tabor.

5. Zarządy kolejowe nie odpowiadają względem siebie za szkodę, powstałą wskutek siły wyższej. Jeżeli szkoda powstala wskutek przypadku, który nie może być uważany za siłę wyższą, odpowiada za nią ten Zarząd kolejowy, na którego szlaku szkoda powstała. Każdy Zarząd ponosi jednak sam szkodę, dotyczącą personelu lub materjału kolejowego, która powstała wskutek przypadku przy prowadzeniu pociągu między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą.

6. Każdy Zarząd ma prawo regresu do drugiego Zarządu, jeżeli został zobowiązany prawomocnym wyrokiem sądowym do zwrócenia szkody, za którą drugi Zarząd w myśl poprzednich postanowień ma odpowiadać w całości lub w części. Prawo regresu służy również wtedy, gdy oba Zarządy umówiły się, że jeden z nich ma załatwiać roszczenia odszkodowawcze, chociaż drugi Zarząd odpowiada za szkody w całości lub w części. Ugody, uznania, lub wyroki zaoczne mają jednak moc obowiązującą względem drugiego Zarządu tylko wtedy, gdy on się na nie zgodził lub gdy na zapytanie mimo upomnienia nie złożył w terminie odpowiednio oznaczonym oświadczenia.

7. Odmienne postanowienia kolejowego prawa przewozowego o odszkodowaniach z umowy o przewóz pozostają nienaruszone.

2. Für Schäden, die durch rechtswidrige Handlungen oder Unterlassungen des im Übergangsdienste tätigen Eisenbahnpersonals verursacht sind, haftet die Eisenbahnverwaltung, die es gestellt hat. Für Personal der einen Verwaltung, das von der anderen Verwaltung zu Dienstverrichtungen herangezogen wird, haftet jedoch diese Verwaltung. Ist der Schaden von beiderseitigen Bediensteten verursacht worden oder lässt sich nicht feststellen, wer den Schaden verursacht hat, so haften beide Verwaltungen zu gleichen Teilen.

3. Für die durch schlechten Zustand von Bahnhöfen, Strecken, im Betrieb befindlichen Lokomotiven oder Triebwagen entstandenen Unfälle haftet die Verwaltung, der die Unterhaltung des Bahnhofs, der Strecke, der Lokomotive oder des Triebwagens obliegt.

4. Für die durch schlechten Zustand von Wagen oder anderen oben nicht angeführten Fahrbetriebsmitteln entstandenen Unfälle haftet die Verwaltung, die diese Betriebsmittel zuletzt technisch übernommen hat.

5. Für den durch höhere Gewalt entstandenen Schaden haften die Eisenbahnverwaltungen einander nicht. Ist der Schaden durch einen Zufall entstanden, der nicht als höhere Gewalt anzusehen ist, so haftet die Eisenbahnverwaltung, auf deren Strecke der Schaden entstanden ist. Jedoch trägt den bei der Zugbeförderung zwischen Staatsgrenze und Betriebswechselbahnhof durch Zufall entstandenen Schaden an Personal und Material jede Verwaltung selbst.

6. Jede Verwaltung hat das Rückgriffsrecht gegen die andere, falls sie durch rechtskräftiges Gerichtsurteil zur Erstattung eines Schadens verpflichtet worden ist, für den die andere Verwaltung nach vorstehenden Bestimmungen ganz oder zum Teil zu haften hat. Ebenso besteht das Rückgriffsrecht, wenn beide Verwaltungen übereingekommen sind, dass eine von ihnen die Entschädigungsansprüche zu erledigen hat, obwohl die andere Verwaltung für den Schaden ganz oder zum Teil haftet. Vergleiche, Anerkenntnisse oder Versäumnisurteile sind jedoch der anderen Verwaltung gegenüber nur verbindlich, wenn sie ihnen zugestimmt hat oder wenn sie sich auf Anfrage trotz Mahnung nicht in angemessen festgesetzter Frist geäussert hat.

7. Die abweichenden Bestimmungen des Eisenbahnverkehrsrechts über Entschädigungen aus dem Beförderungsvertrage bleiben unberührt.

Postanowienie wykonawcze.

Dochodzenia w sprawie szkód i wypadków, wymienionych w ustępach 1 do 6 będzie wdrażał zawsze ten Zarząd, na którego szlaku lub stacji zdarzył się wypadek lub szkoda. Jeżeli według tymczasowego ustalenia tego Zarządu może być mowa o odpowiedzialności lub współodpowiedzialności drugiego Zarządu, należy ten drugi Zarząd o tem bezzwłocznie zawiadomić. Dalsze dochodzenia celem ostatecznego ustalenia przyczyny wypadku lub szkody, będą wówczas przedsięwzięte przez delegatów obu Zarządów za obopólnem porozumieniem się. Jeżeli chodzi o stwierdzenie szkody przy przesyłkach pocztowych, przewożonych w wagonach pocztowych, lub w wagonach towarowych, należy zaprosić do wzięcia udziału w dochodzeniach Zarząd pocztowy, co jednak nie przesądza ostatecznego ustalenia wysokości szkody.

Ausführungsbestimmung.

Die Erhebungen über die in den Absätzen 1 bis 6 behandelten Schäden und Unfälle werden jeweils von derjenigen Eisenbahnverwaltung angestellt, auf deren Strecke oder Bahnhof sich der Vorfall ereignet hat. Wenn nach der vorläufigen Feststellung dieser Verwaltung die Haftung oder Mithaftung der anderen Verwaltung in Frage kommt, so ist die andere Verwaltung unverzüglich zu benachrichtigen. Die weiteren Erhebungen zur endgültigen Feststellung der Ursache des Unfalls oder Schadens werden alsdann durch Beauftragte beider Verwaltungen nach gegenseitiger Verabredung vorgenommen. Wenn ein Schaden bei Postsendungen, die entweder in Postwagen oder in Güterwagen befördert werden, festzustellen ist, ist die Postverwaltung zu den Erhebungen einzuladen, was der endgültigen Feststellung der Höhe des Schadens nicht vorgreift.

Artykuł 21.

STACJE ODPRAWY CELNEJ I REWIZJI PASZPORTÓW.

1. Dla odprawy celnej i rewizji paszportów będą przeznaczone następujące stacje :

Na przejściu kolejowem	Odprawa celna i rewizja paszportów	
	polska	niemiecka
Strzebielino-Gr. Boschpol	Strzebielino	Gr. Boschpol
Chojnice-Firchau	Chojnice	Firchau
Kaczory-Schneidemühl	Kaczory	Schneidemühl
Drawski Młyn-Kreuz	Drawski Młyn	Kreuz
Zbąszyń-Neu Bentschen	Zbąszyń	Neu Bentschen
Leszno-Fraustadt	Leszno	Fraustadt
Rawicz-Wehrse	Rawicz	Wehrse
Rawicz-Korsenz	Rawicz	Korsenz
Zduny-Freyhan	Zduny	Freyhan
Pawłów-Neumittelwalde	Pawłów	Neumittelwalde
Łęka-Costau	Hanulin—dla ruchu towarowego, Kępno—dla ruchu osobowego i bagażowego	Costau—dla miejscowego ruchu osobowego i bagażowego, z reszt— Pitschen

Artikel 21.

BAHNHÖFE FÜR ZOLLABFERTIGUNG UND PASSPRÜFUNG.

1. Für die Zollabfertigung und Passprüfung werden nachstehende Bahnhöfe bestimmt :

Auf dem Übergang	Deutsche Zollabfertigung und Passnachprüfung	Polnische Zollabfertigung und Passnachprüfung
Gross Boschpol-Strzebielino	Gross Boschpol	Strzebielino
Firchau-Chojnice	Firchau	Chojnice
Schneidemühl-Kaczory	Schneidemühl	Kaczory
Kreuz-Drawski Młyn	Kreuz	Drawski Młyn
Neu Bentschen-Zbąszyń	Neu Bentschen	Zbąszyń
Fraustadt-Leszno	Fraustadt	Leszno
Wehrse-Rawicz	Wehrse	Rawicz
Korsenz-Rawicz	Korsenz	Rawicz
Freyhan-Zduny	Freyhan	Zduny
Neumittelwalde-Pawłów	Neumittelwalde	Pawłów
Costau-Łęka	Costau für den örtlichen Personen- und Gepäckverkehr, sonst Pitschen	Hanulin für Güterverkehr, Kępno für Personen- und Gepäckverkehr

Na przejściu kolejowem	Odprawa celna i rewizja paszportów	
	polska	niemiecka
Tczew-Simonsdorf-Marienburg	Tczew (polska) Simonsdorf (gdańska)	Marienburg
Gardeja-Dianenberg	Gardeja	Gardeja
Jamielnik-Dt. Eylau	Jamielnik	Dt. Eylau
Rakowice-Dt. Eylau	Rakowice	Dt. Eylau
Grajewo-Prostken	Grajewo	Prostken
Raczki-Czymochen	Raczki	Czymochen

2. Co do odprawy celnej i rewizji paszportów na przejściach kolejowych między polskim i niemieckim Górnym Sląskiem patrz ustęp 2 artykułu 1.

3. Szczególne postanowienia co do odprawy celnej i rewizji paszportów na stacji Gardeja zawarte są w załączniku E.

4. Co do odprawy celnej i rewizji paszportów na przejściu kolejowem Praszka-Zawisna zastrzega się osobne porozumienie się do protokółu końcowego.

5. Zamiast wyżej wymienionych stacyj odprawy celnej i rewizji paszportów mogą być, za wzajemnem porozumieniem się Rządów, wyznaczone inne (patrz ustęp 4 artykułu 3).

6. Każda Strona umawiająca się ma prawo posyłać swych pracowników w pociągach przechodzących granicę do najbliższej stacji postoju na obszarze drugiej Strony i zpowrotem, w celu wykonywania na własnym obszarze aż do granicy nadzoru celnego i policji paszportowej. Do pracowników tych należy odpowiednio stosować postanowienia artykułu 16.

Auf dem Übergang	Deutsche Zollabfertigung und Passnachprüfung	Polnische Zollabfertigung und Passnachprüfung
Marienburg-Simonsdorf-Tczew	Marienburg	Simonsdorf (durch Danzig) Tczew
Dianenberg-Gardeja	Gardeja	Gardeja
Deutsch Eylau-Jamielnik	Deutsch Eylau	Jamielnik
Deutsch Eylau-Rakowice	Deutsch Eylau	Rakowice
Prostken-Grajewo	Prostken	Grajewo
Czymochen-Raczki	Czymochen	Raczki

2. Wegen der Zollabfertigung und Passprüfung auf den Übergängen zwischen Deutsch-Oberschlesien und Polnisch-Oberschlesien siehe Absatz 2 des Artikels 1.

3. Wegen der Zollabfertigung und Passprüfung in Gardeja sind besondere Vereinbarungen in der Anlage E getroffen.

4. Wegen der Zollabfertigung und Passprüfung bei Übergang Zawisna-Praszka werden besondere Vereinbarungen in einem Schlussprotokoll vorbehalten.

5. Anstatt der vorbezeichneten Bahnhöfe für Zollabfertigung und Passprüfung können andere im gegenseitigen Einvernehmen der Regierungen bestimmt werden (siehe Absatz 4 des Artikels 3).

6. Jeder Vertragsteil hat das Recht, zum Zwecke der auf seinem Gebiet bis zur Grenze auszuübenden Zollaufsicht und Passpolizei seine Bediensteten in den über die Grenze verkehrenden Eisenbahnzügen bis zur ersten Haltestelle auf dem Gebiet des anderen Teiles und zurück mitfahren zu lassen. Auf diese Bediensteten finden die Bestimmungen des Artikels 16 entsprechende Anwendung.

Artykuł 22.

WYKONYWANIE SŁUŻBY RUCHU MIĘDZY GRANICĄ PAŃSTWOWĄ A STACJĄ ZDAWCZO-ODBIORCZĄ ORAZ NA STACJI ZDAWCZO-ODBIORCZEJ.

1. Między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą prowadzić będzie ruch pociągów, służących do wzajemnej komunikacji kolejowej, Zarząd sąsiedni za zwrotem kosztów prowadzenia pociągu (patrz artykuł 31).

Artikel 22.

BETRIEBSDIENST ZWISCHEN STAATSGRENZE UND BETRIEBSWECHSELBAHNHOF UND AUF DEM BETRIEBSWECHSELBAHNHOF.

1. Die Beförderung der dem gegenseitigen Eisenbahnverkehr dienenden Züge wird von der Staatsgrenze bis in den Betriebswechselbahnhof seitens der Nachbarverwaltung gegen Vergütung der Zugförderungskosten besorgt (siehe Artikel 31).

2. Pozatem służbę na szlaku między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą, jak również całą służbę na stacji zdawczo-odbiorczej, wykonywać będzie zasadniczo Zarząd miejscowy. Wyjątek stanowi służba związana ze zdawaniem wagonów i towarów oraz o ile nie nastąpi osobne w tym względzie porozumienie, służba ekspedycyjna (patrz artykuł 9).

Postanowienia wykonawcze.

1. Zestawianie, oczyszczanie, oświetlanie i ogrzewanie pociągów będzie ustalane dla każdego przejścia kolejowego na naradach interesowanych Zarządów kolejowych nad rozkładami jazdy pociągów.

2. Dla ustawienia pociągu miarodajne są przepisy ruchu Zarządu, prowadzącego ruch pociągu.

3. Szczegóły używania stacji zdawczo-odbiorczej pod względem ruchu oraz szczegóły zdawania i przejmowania wagonów, bagażu i towarów, wykonywania służby przetokowej i zatrudniania obcego personelu, jak również szczegóły prowadzenia ruchu pociągów na szlaku między granicą państwową a stacją zdawczo-odbiorczą i na samej stacji zdawczo-odbiorczej zostaną uregulowane w miejscowej umowie dodatkowej. Sporządzanie i używanie dokumentów zdawczych (wykazy pociągowe, wykazy ładunkowe, wykazy zdawcze, bagażowe i towarowe itd.) zostanie oddzielnie omówione.

4. W jakiej mierze wolno będzie w drodze wyjątku używać parowozów pociągowych Zarządu sąsiedniego do przetaczania wagonów na stacji zdawczo-odbiorczej, zostanie uregulowane w miejscowej umowie dodatkowej.

5. Parowozy, które będą używane na obcej kolei, winny odpowiadać urządzeniom technicznym tej kolei.

6. Zarządy kolejowe dostarczą sobie wzajemnie zawczasu i bezpłatnie przepisów, okólników i podręczników, potrzebnych dla wykonywania służby na przejściach kolejowych. W nagłych wypadkach może zawiadowca stacji zdawczo-odbiorczej zwrócić się w tym wzgldzie bezpośrednio do zawiadowcy sąsiedniej stacji drugiego Zarządu.

7. Zarząd sąsiedni należy zawiadamiać zawczasu o wszystkich zmianach, dotyczących wykonywania służby na przejściach kolejowych i to tak, aby Zarząd ten miał możność pouczyć swój personel. W szczególności należy podawać

2. Im übrigen wird der Dienst auf der Strecke zwischen Staatsgrenze und Betriebswechselbahnhof, ebenso der gesamte Dienst auf dem Betriebswechselbahnhof selbst grundsätzlich von der Eigentumsverwaltung ausgeführt. Ausgenommen ist der mit der Übergabe der Wagen und Güter zusammenhängende Dienst und, soweit es nicht besonders vereinbart wird, der Abfertigungsdienst (siehe Artikel 9).

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Zusammensetzung, Reinigung, Beleuchtung und Heizung der Züge wird bei den Fahrplanbesprechungen zwischen den beteiligten Eisenbahnverwaltungen für jeden Übergang festgelegt.

2. Für die Bildung der Züge sind die Fahrdienstvorschriften der zugfördernden Verwaltung massgebend.

3. Die Einzelheiten der betrieblichen Benutzung des Betriebswechselbahnhofes, der Übergabe und Übernahme von Wagen, Gepäck und Gütern, des Rangierdienstes und der Heranziehung des fremden Personals sowie die Einzelheiten des Zugförderungsdienstes auf der Strecke zwischen der Staatsgrenze und dem Betriebswechselbahnhof und im Betriebswechselbahnhof selbst werden durch das örtliche Zusatzübereinkommen geregelt. Die Aufstellung und Verwendung der Übergabepapiere (Zuglisten, Ladelisten, Gepäck- und Güterübergabelisten usw.) wird besonders vereinbart.

4. Inwieweit Zuglokomotiven der Nachbarverwaltung ausnahmsweise zum Rangieren im Betriebswechselbahnhof herangezogen werden dürfen, wird durch das örtliche Zusatzübereinkommen geregelt.

5. Die Lokomotiven, die auf fremder Bahn verwendet werden, müssen den technischen Einrichtungen dieser Bahn entsprechen.

6. Die Eisenbahnverwaltungen werden einander unentgeltlich und rechtzeitig die für die Ausführung des Übergangsdienstes erforderlichen Vorschriften, Anweisungen und Behelfe zur Verfügung stellen. In dringenden Fällen kann der Vorstand des Betriebswechselbahnhofs sich unmittelbar an den Vorstand des Nachbarbahnhofs der anderen Verwaltung wenden.

7. Der Nachbarverwaltung sind sämtliche die Ausführung des Übergangsdienstes betreffenden Veränderungen rechtzeitig bekanntzugeben, und zwar so, dass die Nachbarverwaltung in die Lage versetzt wird, ihr Personal zu

do wiadomości zmiany przepisów ruchu, jako też zmiany w urządzeniach na stacji zdawczo-odbiorczej i na szlaku między tą stacją a granicą państwowa, o ile zmiany te mają znaczenie dla wykonywania służby.

unterrichten. Insbesondere sind bekanntzugeben Abänderungen der Betriebsvorschriften sowie Abänderungen an den Einrichtungen im Bahnhofsbetriebswechsel und auf den Strecken zwischen Betriebswechselbahnhof und Staatsgrenze, insofern diese Änderungen für die Ausführung des Dienstes von Wichtigkeit sind

Artykuł 23.

OGRZEWANIE, OCZYSZCZANIE I OŚWIETLANIE BUDOWLI I URZĄDZEŃ.

Ogrzewanie, oczyszczanie, oświetlanie itp. budynków i innych urządzeń, służących do komunikacji przez przejścia kolejowe, należy do Zarządu miejscowego.

Postanowienie wykonawcze.

Ewentualne odchylenia będą uzgadniane w miejscowych umowach dodatkowych.

Artikel 23.

HEIZUNG, REINIGUNG UND BELEUCHTUNG DER ANLAGEN.

Heizung, Reinigung, Beleuchtung usw. der Gebäude und sonstiger Einrichtungen, die dem Übergangsverkehr dienen, ist Sache der Eigentumsverwaltung.

Ausführungsbestimmung.

Etwaige Abweichungen werden in den örtlichen Zusatzübereinkommen vereinbart.

Artykuł 24.

PRZESZKODY W RUCHU I PRZEWOZACH.

Interesowane Zarządy kolejowe winny się wzajemnie zawiadamiać o wszystkich przeszkodach w ruchu i w przewozach, które utrudniałyby komunikację przez przejścia kolejowe, lub ją uniemożliwiały. W razie potrzeby mają się one porozumieć jak należy przeszkody te usunąć.

Postanowienia wykonawcze.

1. Urzędy sąsiedniego Zarządu, do których należy w razie przeszkód w ruchu wysyłać przepisane zawiadomienia, wyznaczone zostaną w miejscowej umowie dodatkowej.

2. Interesowane Zarządy kolejowe uzgodnią dla każdego okresu rozkładu jazdy środki zaradcze, mające zapobiec zatorom na ich sieci kolejowej w razie przeszkód lub trudności w ruchu.

Artikel 24.

BETRIEBS- UND VERKEHRSSTÖRUNGEN.

Von allen Störungen in Betrieb und Verkehr, die den Übergangsverkehr erschweren oder unmöglich machen, haben sich die beteiligten Eisenbahnverwaltungen gegenseitig zu benachrichtigen. Sie haben sich nötigenfalls darüber zu verständigen, wie die Störungen zu beseitigen sind.

Ausführungsbestimmungen.

1. Durch das örtliche Zusatzübereinkommen wird bestimmt, an welche Stellen der Nachbarverwaltung die für den Fall von Betriebsstörungen vorgeschriebenen Benachrichtigungen zu richten sind.

2. Die beteiligten Eisenbahnverwaltungen werden für jede Fahrplanperiode die Massnahmen vereinbaren, die bei Betriebsstörungen und -schwierigkeiten Stockungen in ihren Eisenbahnnetzen verhindern sollen.

Artykuł 25.

UDZIELANIE POMOCY W RAZIE WYPADKÓW I PRZESZKÓD RUCHU.

1. Zarządy kolejowe będą sobie udzielały nawzajem na żądanie pomocy w razie wypadków

Artikel 25.

HILFELEISTUNG BEI UNFÄLLEN UND BETRIEBSSTÖRUNGEN.

1. Die Eisenbahnverwaltungen werden sich bei Betriebsunfällen und Betriebsstörungen auf

kolejowych i przeszkód w ruchu na ich szlakach i stacjach.

2. Pociagi ratownicze i ich załoga przechodzą granicę bez formalności celnych i paszportowych, i winny wrócić niezwłocznie po ukzieleniu pomocy.

Postanowienia wykonawcze.

1. Interesowane Zarządy kolejowe uzgodnią w miejscowych umowach dodatkowych miejsce, do którego mają sobie udzielać pomocy oraz dalsze szczegóły udzielania pomocy.

2. Pociąg ratowniczy będzie zasadniczo konwojowany aż do miejsca wypadku przez urzędnika Zarządu, w którego okręgu wypadek się zdarzył. O ile zwłoka groziłaby niebezpieczeństwem, może objąć konwojowanie również urzędnik Zarządu udzielającego pomocy. Urzędnik taki odpowiada za zachowanie przepisów bezpieczeństwa ruchu ; w tym względzie personel pociągu ratowniczego ma stosować się do jego zarządzeń służbowych.

3. Kierownik załogi pociągu ratowniczego winien przy pracach ratunkowych i uprzątaniu toru działać wedle wskazówek kierownika prac ratunkowych na miejscu wypadku.

4. Parowóz Zarządu sąsiedniego może być użyty przez Zarząd miejscowy do udzielania pomocy jedynie wtedy, gdy to jest możliwe bez ujmy dla ruchu pociągów Zarządu sąsiedniego.

ihren Strecken und Bahnhöfen auf Anfordern gegenseitig Hilfe leisten.

2. Hilfszüge und deren Bemannung überschreiten die Grenze ohne Zoll- und Passförmlichkeiten und müssen nach beendeter Hilfeleistung sofort zurückkehren.

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Stelle, bis zu der die Hilfeleistung zu geschehen hat, und die weiteren Einzelheiten der Hilfeleistung werden zwischen den beteiligten Eisenbahnverwaltungen in den örtlichen Zusatzübereinkommen vereinbart werden.

2. Der Hilfszug wird in der Regel bis zur Unfallstelle von einem Beamten der Verwaltung begleitet, auf deren Gebiet der Unfall sich ereignet hat. Liegt Gefahr im Verzuge vor, so kann auch ein Beamter der hilfeleistenden Verwaltung die Begleitung übernehmen. Dieser Beamte hat die Verantwortung für die Innehaltung der Vorschriften über die Betriebssicherheit, insoweit hat das Begleitpersonal des Hilfszuges seinen dienstlichen Anordnungen zu folgen.

3. Bei den Rettungs- und Aufräumungsarbeiten hat der Führer der Mannschaft des Hilfszuges nach den Weisungen des Leiters der Rettungsarbeiten am Unfallorte zu handeln.

4. Eine Lokomotive der Nachbarverwaltung darf von der einheimischen Verwaltung zur Hilfeleistung nur dann verwendet werden, wenn dies ohne Beeinträchtigung für den Verkehr der Züge der Nachbarverwaltung geschehen kann.

Artykuł 26.

ZGŁASZANIE POCIĄGÓW.

Zgłaszanie pociągów między posterunkami, które są położone po obu stronach granicy i które będą wskazane w miejscowych umowach dodatkowych, winno odbywać się według przepisów Zarządu prowadzącego ruch pociagu i w jego języku urzędowym. To samo stosuje się przy wydawaniu personelowi pociągu piśmiennych wskazówek i rozkazów.

Postanowienie wykonawcze.

Odchylenia od powyższego należy ustalić w miejscowych umowach dodatkowych.

Artikel 26.

ZUGMELDEVERFAHREN.

Das Zugmeldeverfahren zwischen den beiderseits der Grenze gelegenen und im örtlichen Zusatzübereinkommen anzugebenden Zugmeldestellen richtet sich nach den Vorschriften der zugfördernden Verwaltung und wird in deren Sprache ausgeführt. Das gleiche gilt für die dem Zugpersonal zu erteilenden schriftlichen Weisungen und schriftlichen Befehle.

Ausführungsbestimmung.

Abweichungen hiervon sind in den örtlichen Zusatzübereinkommen festzulegen.

Artykuł 27.

PRZEWODY TELEGRAFICZNE, TELEFONICZNE I BLOKOWE.

1. Wszystkie kolejowe przewody telegraficzne, telefoniczne i inne tym podobne, o ile nie podpadają pod artykuł 37 Konwencji z dnia 21 kwietnia 1921 r. zawartej między Polską i Wolnem Miastem Gdańskiem a Niemcami w sprawie wolności tranzytu pomiędzy Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec, kończą się na stacji granicznej lub na stacji zdawczo-odbiorczej.

2. Personel zarządu sąsiedniego, pełniący służbę na stacji zdawczo-odbiorczej, ma prawo między stacjami zdawczo-odbiorczemi a stacjami granicznemi sąsiedniego Państwa korzystać bezpłatnie w celach służbowych z kolejowych urządzeń telegraficznych i telefonicznych dla komunikacji przez przejścia kolejowe.

Postanowienia wykonawcze.

1. Pomiędzy obustronnemi stacjami granicznemi powinny w zasadzie znajdować się :

a) przewód telegraficzny dla ogólnej wymiany telegramów służbowych,
b) przewód dla zgłaszania pociągów,
c) w razie potrzeby przewód telefoniczny międzystacyjny, przewód dzwonkowy, oraz, gdzie urządzona jest blokada linjowa, przewody blokowe.

Odchylenia mogą być uzgodnione w miejscowych umowach dodatkowych.

2. W miejscowej umowie dodatkowej należy uregulować okresy czasu, w których są obsadzone aparaty telegraficzne i telefoniczne, postępowanie przy podawaniu telegramów służbowych oraz postępowanie przy zgłaszaniu i usuwaniu przeszkód w działaniu przewodów.

Artikel 27.

TELEGRAPHEN-, FERNSPRECH- UND BLOCKLEITUNGEN.

1. Alle nicht unter Artikel 37 des Abkommens vom 21. April 1921 zwischen Deutschland, Polen und der Freien Stadt Danzig über den freien Durchgangsverkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland fallenden Eisenbahntelegraphen-, fernsprech- und sonstige Eisenbahnleitungen enden an den Grenz- oder Betriebswechselbahnhöfen.

2. Das im Betriebswechselbahnhof diensttuende Personal der Nachbarverwaltungen ist berechtigt, die Eisenbahn, telegraphen- und fernsprecheinrichtungen für den Übergangsverkehr zwischen dem Betriebswechselbahnhof und dem Grenzbahnhof des Nachbarstaates für dienstliche Zwecke unentgeltlich zu benutzen.

Ausführungsbestimmungen.

1. Zwischen den beiderseitigen Grenzbahnhöfen sollen in der Regel vorhanden sein :

a) eine Telegraphenleitung für den allgemeinen Diensttelegrammverkehr,
b) eine Zugmeldeleitung,
c) wenn nötig, eine Streckenfernsprechleitung, eine Läuteleitung und, wo Streckenblockung vorhanden ist, die Blockleitungen.

Abweichungen können in den örtlichen Zusatzübereinkommen vereinbart werden.

2. In dem örtlichen Zusatzübereinkommen sind die Dienstzeiten, während deren die Telegraphen- und Fernsprechapparate besetzt sind, das Verfahren bei der Beförderung von Diensttelegrammen sowie das Verfahren für Meldung und Beseitigung von Störungen in den Leitungen zu regeln.

Artykuł 28.

POMIESZCZENIA SŁUŻBOWE I DYŻURNE. PAROWOZOWNIE.

Zarząd miejscowy udziela Urzędom Państwa sąsiedniego pomieszczeń służbowych, dyżurnych i noclegowych, potrzebnych dla personelu oraz parowozowni potrzebnych do umieszczenia parowozów. Co do dostarczenia mieszkań winny

Artikel 28.

DIENST- UND AUFENTHALTSRÄUME. SCHUPPENANLAGEN.

Die Eigentumsverwaltung stellt für die Dienststellen des Nachbarstaates die zur Unterbringung des Personals nötigen Dienst-, Aufenthalts- und Übernachtungsräume und die zum Unterbringen von Lokomotiven nötigen Schuppen-

mieć odpowiednie zastosowanie postanowienia artykułu 35.

Postanowienie wykonawcze.

Pomieszczenia służbowe, dyżurne i noclegowe winny być dostatecznie oświetlone, ogrzane i urządzone oraz zapewniać odpowiednie warunki zdrowotne. W pomieszczeniach lub w ich bezpośredniej bliskości należy umożliwić personelowi gotowanie i mycie się i urządzić ustępy. Szczegóły co do pomieszczeń i ich urządzenia należy uzgodnić w miejscowych umowach dodatkowych.

anlagen zur Verfügung. Bezüglich Schaffung von Wohngelegenheiten haben die Bestimmungen des Artikels 35 sinngemäss Anwendung zu finden.

Ausführungsbestimmung.

Die Dienst-, Aufenthalts- und Übernachtungsräume müssen ausreichend beleuchtet, geheizt und ausgestattet sein sowie eine Gewähr für gesunde Unterbringung bieten. In den Unterkunftsräumen oder in deren unmittelbarer Nähe ist dem Personal Koch-, Wasch- und Austrittsgelegenheit zu geben. Einzelheiten über die Räume und deren Ausstattung sind in den örtlichen Zusatzübereinkommen zu regeln.

Artykuł 29.

GODZINY URZĘDOWE ZAŁATWIANIA CZYNNOŚCI ZDAWCZO-ODBIORCZYCH.

Dla każdej stacji zdawczo-odbiorczej należy uzgodnić godziny urzędowe dla zdawania i przejmowania pociągów towarowych z uwzględnieniem potrzeb komunikacji, sprawności urządzeń kolejowych i rozkładu jazdy pociągów.

Postanowienia wykonawcze.

1. Zdawanie i przyjmowanie pociągów towarowych nie będzie się odbywało w następujące dnie świąteczne : Nowy Rok i pierwsze dnie Wielkiej Nocy, Zesłania Ducha Swiętego i Bożego Narodzenia.

2. Wyjątki od powyższego, jak również ruch pociągów towarowych w niedziele i inne dnie świąteczne uregulują zgodnie z potrzebą Zarządy sąsiednie dla każdego przejścia kolejowego. Uregulowanie to nie narusza postanowień ustępu 3 § 3 Umowy o wzajemnem używaniu wagonów towarowych w komunikacji międzynarodowej (R. J. V.).

Artikel 29.

ÜBERGABE UND ÜBERNAHMEZEITEN.

Für jeden Betriebswechselbahnhof sind die Amtsstunden für die Übergabe und Übernahme von Güterzügen mit Rücksicht auf das Verkehrsbedürfnis und die Leistungsfähigkeit der Bahnlagen und den Fahrplan zu vereinbaren.

Ausführungsbestimmungen.

1. Übergabe und Übernahme der Güterzüge findet nicht statt an folgenden Festtagen : Neujahr, erster Oster-, Pfingst- und Weihnachtsfeiertag.

2. Ausnahmen werden für jeden Grenzübergang nach Bedarf durch die Nachbarverwaltungen geregelt, ebenso der Güterzugdienst an Sonntagen und sonstigen Feiertagen. Durch diese Regelung werden die Bestimmungen des Übereinkommens für die gegenseitige Benutzung der Güterwagen im internationalen Verkehr (R. J. V.) § 3 Absatz 3 nicht berührt.

Artykuł 30.

PRZESYŁANIE KOLEJOWYCH TELEGRAMÓW SŁUŻBOWYCH ITD.

Przesyłanie wzajemnej kolejowej korespondencji służbowej, telegraficznej, telefonicznej i listowej, jak również przewóz druków kolejowych (bilety, taryfy i t. p.) jest dozwolony i wolny od opłaty, o ile użyte będą do tego urządzenia kolejowe. To samo stosuje się do

Artikel 30.

BEFÖRDERUNG VON EISENBAHN-DIENSTTELEGRAMMEN USW.

Der gegenseitige Eisenbahn-Diensttelegramm-Fernsprech- und Dienstbriefverkehr sowie die Beförderung von Eisenbahndrucksachen (Fahrkarten, Tarifen u. dgl.) sind gestattet und, insofern eisenbahnseitige Einrichtungen dazu benutzt werden, unentgeltlich. Das gleiche gilt

pieniędzy służbowych celem wywozu dochodów, uzyskanych na stacji zdawczo-odbiorczej dla sąsiednich Zarządów.

Postanowienie wykonawcze.

Służbową korespondencję Zarządów kolejowych będzie Zarząd sąsiedni na stacji zdawczo-odbiorczej za wykazem zdawczym przyjmował i dalej ją przesyłał.

Artykuł 31.

ODSZKODOWANIE ZA ŚWIADCZENIA PRZY PROWADZENIU POCIĄGÓW.

Zarząd miejscowy winien uiszczać Zarządowi sąsiedniemu za świadczenia przy prowadzeniu pociągów odszkodowanie, obliczane na podstawie wykonanych pociągo-kilometrów.

Postanowienia wykonawcze.

1. Stawki kosztów pociągo-kilometra pociągów pasażerskich i pociągów towarowych uzgodnione zostaną między Centralnymi Zarządami kolejowymi i będą badane w miarę potrzeby co pół roku.

2. Przy obliczaniu pociągo-kilometrów miarodajną jest długość szlaku od granicy państwowej do środka stacji zdawczo-odbiorczej.

3. Pociągo-kilometry wszystkich polskich stacyj zdawczo-odbiorczych należy rachunkowo przeciwstawić pociągo-kilometrom wszystkich niemieckich stacyj zdawczo-odbiorczych. Wyłączone od takiego przeciwstawienia są pociągo-kilometry, wykonane przez pociągi i wagony ratownicze, parowozy pomocnicze i pługi śnieżne (patrz artykuł 25) oraz pociągo-kilometry, wykonane na przejściach kolejowych między polskim a niemieckim Górnym Sląskiem.

4. Koszty pociągu ratowniczego ponosi Zarząd, którego urzędnicy zażądali tego pociągu. Liczyć się będzie koszty własne wraz z kosztami za materjał ratunkowy oraz za personel ratowniczy za okres czasu od wysłania pociągu ze stacji macierzystej aż do powrotu na tę stację, z doliczeniem 10-cio procentowego dodatku na administrację. To samo stosuje się przy wysyłaniu parowozów pomocniczych i pługów snieżnych.

für den Dienstgeldverkehr zwecks Ausfuhr der im Betriebswechselbahnhof für die Nachbarverwaltungen erzielten Einnahmen.

Ausführungsbestimmung.

Der dienstliche Schriftwechsel der Eisenbahnverwaltungen wird in dem Betriebswechselbahnhof auf Grund eines Nachweises durch die Nachbarverwaltung übernommen und weiterbefördert.

Artikel 31.

ENTSCHÄDIGUNG FÜR LEISTUNGEN IM ZUGFÖRDERUNGSDIENST.

Für die Leistung des Zugförderungsdienstes hat die Eigentumsverwaltung die Nachbarverwaltung durch Zahlung eines für die geleisteten Zugkilometer zu errechnenden Beitrages zu entschädigen.

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Einheitssätze für die Kosten des Zugkilometers für Personen führende Züge und für Güterzüge werden zwischen den Eisenbahnhauptverwaltungen vereinbart und nötigenfalls halbjährlich nachgeprüft werden.

2. Für die Berechnung der Zugkilometer ist die Strecke von der Staatsgrenze bis zur Mitte des Betriebswechselbahnhofs massgebend.

3. Die Zugkilometer aller deutschen Betriebswechselbahnhöfe sind gegen die Zugkilometer aller polnischen Betriebswechselbahnhöfe aufzurechnen. Ausgenommen von der Aufrechnung sind die Zugkilometer der Hilfszüge, Hilfsgerätewagen, Hilfslokomotiven und Schneepflüge (siehe Artikel 25) und die zwischen Deutsch-Oberschlesien und Polnisch-Oberschlesien geleisteten Zugkilometer.

4. Die Kosten eines Hilfszuges trägt die Verwaltung, deren Beamten den Hilfszug angefordert haben. Berechnet werden die Selbstkosten einschliesslich der Kosten für Hilfsmaterial und Hilfspersonal für die Zeit von der Entsendung des Zuges von der Heimatstation bis zur Rückkehr dorthin zuzüglich eines Verwaltungskostenzuschlages von zehn v. H. Das gleiche gilt für die Entsendung von Hilfslokomotiven oder Schneepflügen.

Artykuł 32.

WYNAGRODZENIE ZA POMIESZCZENIA SŁUŻBOWE I ZA SZCZEGÓLNE ŚWIADCZENIA ZARZĄDU SĄSIEDNIEGO.

1. Zarząd sąsiedni winien płacić wynagrodzenie tylko za używanie tych urządzeń, budowli, mieszkań, pomieszczeń służbowych i dyżurnych, stanowisk dla parowozów i t. d. na stacji zdawczo-odbiorczej, ktore służą wyłącznie dla jego celu (patrz artykuły 7 i 35).

2. To samo stosuje się do wynagrodzenia za świadczenia personalne.

Postanowienia wykonawcze.

1. Wynagrodzenie wedle ustępu 1 artykułu niniejszego należy wypłacać w formie czynszów najmu. Czynsze te zostaną uzgodnione między Centralnemi Zarządami kolejowemi obu Stron i będą badane w miarę potrzeby co roku.

2. Koszty własne za oświetlanie, ogrzewanie i oczyszczanie, dokonane dla wyłącznych celów służbowych Zarządu sąsiedniego, będą obliczane z doliczeniem 10-cio procentowego dodatku na administrację.

3. W razie potrzeby dokonania na stacji zdawczo-odbiorczej małych napraw parowozów i narzędzi Zarządu sąsiedniego, wykona je Zarząd stacji zdawczo-odbiorczej. Za naprawy należy obliczać Zarządowi sąsiedniemu koszty własne z doliczeniem stuprocentowego dodatku na administrację.

4. W miejscowych umowach dodatkowych należy ustalić czy i na jakich warunkach wydawane będą Zarządowi sąsiedniemu na stacji zdawczo-odbiorczej materjały eksploatacyjne (paliwo, świetliwo, smary i t. p.). Należy za nie liczyć koszty własne z 10-cio procentowym dodatkiem na administrację.

5. Wynagrodzenie należne według ustępu 2 artykułu niniejszego zostanie również ustalone w miejscowych umowach dodatkowych.

Artikel 32.

VERGÜTUNG FÜR DIENSTRÄUME UND FÜR BESONDERE LEISTUNGEN DER NACHBARVERWALTUNG.

1. Die Nachbarverwaltung hat in dem Betriebswechselbahnhof nur für Benutzung der Einrichtungen, Bauten, Wohnungen, Dienst- und Unterkunftsräume, Lokomotivstände usw. Vergütung zu leisten, die ausschliesslich ihren Zwecken dienen (siehe Artikel 7 und 35).

2. Dasselbe gilt für die Vergütung von Personalleistungen.

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Vergütung nach Absatz 1 dieses Artikels ist nach Mitsätzen zu leisten. Diese werden zwischen den beiderseitigen Eisenbahnhauptverwaltungen vereinbart und nötigenfalls von Jahr zu Jahr nachgeprüft.

2. Die Selbstkosten der Beleuchtung, Beheizung und Reinigung für ausschliessliche Dienstzwecke der Nachbarverwaltung werden mit einem Verwaltungskostenzuschlag von zehn v. H. berechnet.

3. Sind kleine Ausbesserungen von Lokomotiven und Geräten der Nachbarverwaltung auf den Betriebswechselbahnhöfen nötig, so werden sie von der Verwaltung des Betriebswechselbahnhofes ausgeführt. Hierfür sind der Nachbarverwaltung die Selbstkosten einschliesslich eines Verwaltungskostenzuschlages von hundert v. H. zu berechnen.

4. In den örtlichen Zusatzübereinkommen ist zu bestimmen, ob und unter welchen Bedingungen an die Nachbarverwaltung Betriebsstoffe (Heiz- und Beleuchtungsstoffe, Schmiermittel u. dgl.) im Betriebswechselbahnhof abgegeben werden. Sie sind nach den Selbstkosten mit einem Verwaltungskostenzuschlag von zehn v. H. zu berechnen.

5. Die Vergütung gemäss Absatz 2, dieses Artikels wird ebenfalls in den örtlichen Zusatzübereinkommen geregelt.

Artykuł 33.

KOSZTY PRZY PRZERWACH RUCHU.

W razie czasowej przerwy komunikacji przez przejście kolejowe, nie ustaje obowiązek po-

Artikel 33.

KOSTEN BEI BETRIEBSUNTERBRECHUNG.

Ist der Übergangsverkehr vorübergehend unterbrochen, so hört die Verpflichtung zur

noszenia tych kosztów, które powstały także podczas trwania przerwy.

Artykuł 34.

WYNAGRODZENIE ZA INNE ŚWIADCZENIA.

1. Za świadczenia Zarządu miejscowego dla Zarządu sąsiedniego niewyszczególnione w Umowie niniejszej, Zarząd sąsiedni zwróci Zarządowi miejscowemu jego koszty własne.

2. O ile w Umowie niniejszej nie uzgodniono wyraźnie zapłaty dodatku na administrację, zrzekają się go obie strony.

Artykuł 35.

NOWE BUDOWLE I URZĄDZENIA.

1. Zarządy kolejowe Stron umawiających się winny od wypadku do wypadku porozumieć się co do wznoszenia nowych budowli i urządzeń jak również co do zmian, uzupełnień i rozwoju istniejących budowli wraz z urządzeniami, potrzebnych Zarządowi sąsiedniemu do wyłącznego używania.

2. Jednocześnie należy się ułożyć co do czynszu najmu. Koszty wykonania ponosi w każdym wypadku Zarząd miejscowy.

3. Dla oceny stosunku własności miarodajnym jest artykuł 6.

Artykuł 36.

WYRÓWNANIE RACHUNKÓW.

1. Rachunki na sumy, przypadające do zapłaty na podstawie Umowy niniejszej, należy wzajemnie sobie przedkładać kwartalnie i to najpóźniej do połowy następnego kwartału. Wypłatę należy uskuteczniać w przeciągu 30 dni po otrzymaniu rachunku. W razie zwłoki w zapłacie należy płacić 6 od sta rocznie tytułem odsetek zwłoki.

2. Obrachunki, dotyczące należności wagonowych, przewozowych oraz innych należności, które są lub będą osobno umówione, nie podpadają pod niniejsze postanowienie.

3. Kwestjonowanie rachunków nie może opóźniać wypłaty. Wynikające z zakwestjonowania

Tragung derjenigen Kosten, die auch während der Unterbrechung entstehen, nicht auf.

Artikel 34.

VERGÜTUNG FÜR SONSTIGE LEISTUNGEN.

1. Für die in diesem Abkommen nicht besonders erwähnten für die Nachbarverwaltung ausgeführten Leistungen der Eigentumsverwaltung, sind dieser von der Nachbarverwaltung die Selbstkosten zu erstatten.

2. Soweit nicht die Zahlung von Verwaltungskostenzuschlägen ausdrücklich vereinbart ist, wird auf diese gegenseitig verzichtet.

Artikel 35.

NEUANLAGEN.

1. Über Neuanlagen sowie über Änderungen, Ergänzungen und Erweiterungen der bestehenden Anlagen nebst Einrichtungen, die für den ausschliesslichen Gebrauch der Nachbarverwaltungen notwendig werden, haben sich die Eisenbahnverwaltungen der Vertragsteile von Fall zu Fall zu verständigen.

2. Gleichzeitig ist über die Miete zu bestimmen. Die Herstellungskosten trägt in jedem Falle die Eigentumsverwaltung.

3. Für die Eigentumsverhältnisse ist Artikel 6 massgebend.

Artikel 36.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

1. Die Rechnungen über die auf Grund dieses Abkommens zu vergütenden Beträge sind vierteljährlich gegenseitig vorzulegen, und zwar spätestens bis zur Mitte des nächsten Vierteljahres. Die Zahlung ist innerhalb 30 Tagen nach Eingang der Rechnungen zu leisten. Im Falle der Verzögerung der Zahlung sind sechs v. H. jährliche Verzugszinsen zu zahlen.

2. Die Abrechnungen über Wagen-, Transport- und andere Gebühren, die besonders geregelt sind oder werden, fallen nicht unter diese Bestimmung.

3. Beanstandungen der Rechnungen dürfen den Geldausgleich nicht verzögern. Aus Be-

rachunku obciążenia i zapisanie na dobro, należy przeprowadzić w następnym rachunku. Zapłata rachunku nie stanowi uznania jego słuszności. Prawo do badania na miejscu załączników do rachunków i do podnoszenia dalszych roszczeń pozostaje nienaruszone. W przedmiocie tego badania należy sporządzić protokół, który podpiszą zastępcy obu Zarządów kolejowych.

4. Prawo do badania gaśnie w ciągu 6 miesięcy po otrzymaniu rachunku przez Zarząd obowiązany do zapłaty. Prawo naczelnych Władz obu Zarządów do podnoszenia zarzutów i po tym terminie pozostaje nienaruszone.

5. Zarząd, obowiązany do zapłaty, winien wypłacać nie później niż dnia 15 pierwszego miesiąca każdego kwartału zaliczkę na poczet swych zobowiązań za ubiegły kwartał. Zaliczka ta ma być wypłacaną w zaokrąglonej sumie w wysokości siedemdziesięciu procentów sumy, należnej z ostatniego zamknięcia obrachunku.

Centralne Zarządy kolejowe obu Stron mogą jednak umówić się co do czasowego zawieszenia wypłaty zaliczek.

6. Zarządy kolejowe ręczą za wypłatę wynagrodzeń, należnych od innych Urzędów, wykonujących służbę na przejściach kolejowych, i pośredniczą w wypełnianiu takich zobowiązań.

Artykuł 37.

WYRÓWNANIE KOSZTÓW NA PRZEJŚCIACH KOLEJOWYCH GÓRNOŚLĄSKICH.

1. Wyrównanie kosztów na przejściach kolejowych między polskim a niemieckim Górnym Śląskiem jest uregulowane polsko-niemiecką Konwencją górnośląską z dnia 15 maja 1922 r.

2. Na wypadek wygaśnięcia mocy obowiązującej tej Konwencji patrz ustęp 2 artykułu 1.

Artykuł 38.

ROZRACHUNEK Z WPŁYWÓW PRZEWOZOWYCH.

Wpływy z przewozów będą obliczane na podstawie osobnych umów, zawrzeć się mających przez interesowane Zarządy kolejowe.

anstandungen sich ergebende Belastungen oder Gutschriften werden in der nächstfolgenden Rechnung durchgeführt. Die Bezahlung der Rechnung bedeutet nicht das Anerkenntnis ihrer Richtigkeit. Das Recht zur Prüfung der Rechnungsbelege an Ort und Stelle und zur Geltendmachung von weiteren Ansprüchen bleibt vorbehalten. Über diese Prüfung ist eine Verhandlung aufzunehmen, die von den Vertretern beider Eisenbahnverwaltungen zu unterschreiben ist.

4. Dieses Nachprüfungsrecht erlischt 6 Monate nach Eingang der Rechnungen bei der zahlungspflichtigen Verwaltung. Das Recht der den beiden Verwaltungen vorgesetzten Stellen, auch später Bemängelungen geltend zu machen, bleibt unberührt.

5. Die zahlungspflichtige Verwaltung hat auf ihre Verbindlichkeiten bis zum 15. des ersten Monats in jedem Vierteljahr für das verflossene Vierteljahr Abschlagszahlungen zu leisten. Diese sind auf Grund der letzten abgeschlossenen Abrechnung in abgerundeten Beträgen in der Höhe von siebzig v. H. zu erledigen.

Die beiderseitigen Eisenbahnhauptverwaltungen können jedoch vorübergehende Aufhebung der Abschlagszahlungen vereinbaren.

6. Die Eisenbahnverwaltungen leisten Gewähr für die Vergütungen, die von anderen Dienstzweigen des Übergangsdienstes zu leisten sind, und vermitteln die Erfüllung dieser Verpflichtungen.

Artikel 37.

KOSTENAUSGLEICH FÜR OBERSCHLESISCHE ÜBERGÄNGE.

1. Der Kostenausgleich für die Übergänge zwischen Deutsch-Oberschlesien und Polnisch Oberschlesien ist durch das deutsch-polnische Abkommen über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 geregelt.

2. Für den Fall des Erlöschens dieses Abkommens siehe Absatz 2 des Artikels 1.

Artikel 38.

ABRECHNUNG DER VERKEHRSEINNAHMEN.

Die Verkehrseinnahmen werden auf Grund besonderer Vereinbarungen abgerechnet, die zwischen den beteiligten Eisenbahnverwaltungen zu treffen sind.

Artykuł 39.

WYRÓWNANIE WYPŁAT.

Wszystkie wypłaty dokonywać się mające na podstawie niniejszej Umowy, winny być wyrównywane wzajemnie w ten sposób, żeby do wypłacenia pozostała tylko nadwyżka.

Postanowienia wykonawcze.

1. Wypłaty należy dokonywać w walucie, w której powstało roszczenie, mające być wyrównane.

2. Centralne Zarządy kolejowe obu Stron w razie potrzeby porozumieją się w celu możliwego uniezależnienia wypłat od ewentualnych wahań walutowych.

Artikel 39.

ZAHLUNGSAUSGLEICH.

Sämtliche auf Grund dieses Vertrages zu leistenden Zahlungen sind in der Weise gegeneinander auszugleichen, dass nur der überschiessende Spitzenbetrag zu zahlen ist.

Ausführungsbestimmungen.

1. Die Zahlungen sind in der Währung zu entrichten, in der die zu begleichende Forderung entstanden ist.

2. Die beiderseitigen Eisenbahnhauptverwaltungen werden nötigenfalls Vereinbarungen treffen mit dem Ziele, die Zahlungen von etwaigen Währungsschwankungen möglichst unabhängig zu machen.

Artykuł 40.

PODATKI I DANINY.

Podatki i daniny, obciążające przedmioty, których wyłączne używanie przysługuje Zarządowi obcemu, należy zwrócić Zarządowi miejscowemu w całości z doliczeniem 10-cio procentowego dodatku na administrację.

Artikel 40.

STEUERN UND ABGABEN.

Steuern und Abgaben, die auf Gegenständen ruhen, deren ausschliessliche Benutzung der fremden Verwaltung zusteht, sind der Eigentumsverwaltung voll unter Zuschlag von zehn v. H. Verwaltungskosten zu vergüten.

Artykuł 41.

REWIZJA ORAZ ZMIANY UMOWY I POSTANOWIEŃ WYKONAWCZYCH.

1. Każda ze Stron umawiających się może raz w roku kalendarzowym przedstawić drugiej Stronie wniosek o rewizję Umowy.

2. Rząd polski w imieniu własnem oraz Wolnego Miasta Gdańska i Rząd niemiecki mają prawo każdego czasu zażądać rewizji postanowień wykonawczych.

3. Pozatem postanowienia wykonawcze z dziedziny kolejowej mogą być zmienione za obopólnem porozumieniem się polskiego i niemieckiego Centralnego Zarządu kolejowego.

4. Strona, która przedstawiła wniosek o zmianę winna drugiej Stronie przedłożyć odpowiedni projekt. Strona przeciwna winna najpóźniej w przeciągu dwóch miesięcy zająć co do tego stanowisko i może przedłożyć w

Artikel 41.

NACHPRÜFUNG UND ÄNDERUNG DES ABKOMMENS UND DER AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN.

1. Jeder der Vertragsteile kann einmal im Kalenderjahr bei dem anderen Vertragsteil eine Nachprüfung des Abkommens beantragen.

2. Die deutsche und die polnische Regierung, diese auch im Namen der Freien Stadt Danzig, haben jederzeit das Recht, eine Nachprüfung der Ausführungsbestimmungen zu verlangen.

3. Die das Eisenbahnwesen betreffenden Ausführungsbestimmungen können überdies im gegenseitigen Einvernehmen zwischen der deutschen und polnischen Eisenbahnhauptverwaltung geändert werden.

4. Die Partei, die einen Abänderungsantrag stellt, muss der anderen einen entsprechenden Vorschlag unterbreiten. Die Gegenpartei muss spätestens innerhalb zweier Monate dazu Stellung nehmen und kann gegebenenfalls einen

danym wypadku projekt przeciwny. Następnie winny być rozpoczęte rokowania.

Artykuł 42.

SĄD ROZJEMCZY.

1. Spory, wynikające z Umowy niniejszej lub miejscowych umów dodatkowych rozstrzyga Sąd rozjemczy. W skład Sądu wchodzą: Przewodniczący, mianowany przez Rządy obu Stron i po jednym Sędziu rozjemczym, mianowanym przez każdą ze Stron umawiających się. Sędziowie rozjemczy i Przewodniczący zostają wyznaczeni zgóry na jeden rok. W nastepnych latach będą Sędziowie rozjemczy i Przewodniczący mianowani zawsze przed upływem okresu urzędowania poprzednich Sędziów rozjemczych. W razie ustąpienia Sędziego rozjemczego lub Przewodniczącego należy bezzwłocznie wyznaczyć nowego Sędziego rozjemczego względnie ustanowić nowego Przewodniczącego. Sąd rozjemczy zbiera się tylko od wypadku do wypadku. Gdyby Rządy nie mogły się zgodzić na osobę Przewodniczącego, uproszą Prezydenta Szwajcarskich Kolei Związkowych, by wyznaczył zawodowca swojej narodowości. Kwestje sporne, które dotyczą tak wschodniopruskiej komunikacji tranzytowej jak i wzajemnej komunikacji kolejowej, rozstrzyga Sąd rozjemczy, przewidziany w artykule 11 Konwencji Paryskiej z dnia 21 kwietnia 1921 r. w sprawie wolności tranzytu pomiędzy Prusami Wschodniemi a resztą Niemiec.

2. O ileby jedna ze Stron umawiających się wyraziła powątpiewanie czy Sąd rozjemczy, przewidziany w artykule 11 Konwencji Paryskiej z dnia 21 kwietnia 1921 r., jest właściwy, rozstrzyga o właściwości wyłącznie i ostatecznie Sąd rozjemczy, przewidziany w Konwencji Paryskiej.

3. Każda Strona umawiająca się zapłaci ewentualne należytości zamianowanego przez nią Sędziego rozjemczego. Należytości Przewodniczącego i koszty ogólne Sądu rozjemczego pokryją obie Strony po połowie.

4. W sporach, które z umowy niniejszej wynikną jedynie między Wolnem Miastem Gdańskiem a Niemcami, Wolne Miasto Gdańsk wyznaczy Sędziego rozjemczego, który będzie czynnym zamiast Sędziego rozjemczego, zamianowanego przez Polskę.

5. O procedurze i miejscu rozprawy Sądu rozjemczego rozstrzyga Przewodniczący.

Gegenvorschlag vorlegen. Die Verhandlungen müssen daraufhin aufgenommen werden.

Artikel 42.

SCHIEDSGERICHT.

1. Streitigkeiten, die sich aus diesem Abkommen oder aus den örtlichen Zusatzübereinkommen ergeben, entscheidet ein Schiedsgericht. Es besteht aus einem von den beiderseitigen Regierungen zu ernennenden Obmann und je einem von jedem Vertragsteil zu ernennenden Schiedsrichter. Die Schiedsrichter und der Obmann sind im voraus auf ein Jahr zu benennen. Für die folgenden Jahre werden die Schiedsrichter und der Obmann jeweils vor Ablauf der Amtsdauer der bisherigen Schiedsrichter ernannt. Scheidet ein Schiedsrichter oder der Obmann aus, so ist alsbald ein neuer Schiedsrichter zu benennen oder ein neuer Obmann zu bestellen. Das Schiedsgericht tritt nur von Fall zu Fall zusammen. Können sich die Regierungen über die Person des Obmanns nicht einigen, so wird der Präsident der Schweizerischen Bundesbahnen gebeten werden, einen Fachmann seiner Nationalität zu bestimmen. Streitfragen, die sowohl den Durchgangsverkehr Ostpreussen wie den Wechselverkehr berühren, entscheidet das im Artikel 11 des Pariser Staatsvertrages vom 21. April 1921 über den freien Durchgangsverkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland vorgesehene Schiedsgericht.

2. Werden von einem der Vertragsteile Zweifel darüber geäussert, ob das im Artikel 11 des Pariser Staatsvertrages vorgesehene Schiedsgericht zuständig ist, so entscheidet über die Zuständigkeit ausschliesslich und endgültig das im Pariser Staatsvertrag vorgesehene Schiedsgericht.

3. Jeder Vertragsteil bezahlt etwaige Gebührnisse des von ihm ernannten Schiedsrichters. Die Gebühren des Obmanns und die allgemeinen Kosten des Schiedsgerichts werden von den Parteien je zur Hälfte bezahlt.

4. Bei Streitigkeiten, die sich aus diesem Abkommen lediglich zwischen Deutschland und der Freien Stadt Danzig ergeben, wird die Freie Stadt Danzig einen Schiedsrichter bestellen, der an Stelle des von Polen ernannten Schiedsrichters in Tätigkeit treten wird.

5. Über Art und Ort der Verhandlung des Schiedsgerichts entscheidet der Obmann.

Artykuł 43.

JĘZYK UMOWY.

Umowę niniejszą spisano w języku polskim i niemieckim w dwu egzemplarzach, z których każda Strona umawiająca się otrzymuje po jednym egzemplarzu w polskim i niemieckim języku. Tekst polski i niemiecki są ze sobą zgodne i jednoznaczne.

Artykuł 44.

WEJŚCIE W ŻYCIE I CZAS TRWANIA UMOWY

Umowa niniejsza podlega ratyfikacji. Dokumenty ratyfikacyjne powinny być wymienione jaknajrychlej w Warszawie. Umowa wejdzie w życie w pierwszym dniu miesiąca następującego po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych i będzie obowiązywać tak długo, dopóki jej jedna ze Stron nie wypowie na sześć miesięcy naprzód. Z chwilą wejścia w życie tej Umowy gaśnie moc obowiązująca tymczasowej Umowy z dnia 31 sierpnia 1922 r. o polsko-niemieckiej komunikacji sąsiedzkiej.

BERLIN, *dnia 27 marca* 1926 r.

(L. S.) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
(L. S.) Dr. Theodor LEWALD.

Artikel 43.

SPRACHE FÜR DAS ABKOMMEN.

Das vorstehende Abkommen ist in deutscher und in polnischer Sprache, und zwar in zwei Stücken, ausgefertigt, von denen jeder Vertragsteil ein Stück in deutscher und in polnischer Sprache erhält. Der deutsche und der polnische Wortlaut stimmen überein und sind gleichwertig.

Artikel 44.

INKRAFTTRETEN UND GELTUNGSDAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen wird ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Warszawa ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt am ersten Tage des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Monats in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als es nicht von einem der Vertragsteile mit sechsmonatiger Frist gekündigt wird. Mit dem Zeitpunkte seines Inkrafttretens erlischt das Abkommen über die vorläufige Eröffnung des deutsch-polnischen Wechselverkehrs vom 31. August 1922.

BERLIN, *den 27. März* 1926.

(L. S.) Dr. Theodor LEWALD.
(L. S.) Dr. Witold PRADZYŃSKI.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY

Przy podpisaniu niniejszej Umowy Pełnomocnicy obu Stron ugodzili się co do następujących postanowień :

A. *Do artykułu* 1 *ustep* 1.

W komunikacji kolejowej polsko-niemieckiej stosuje się odpowiednio artykuły 2, 3, 8 ustęp 3, 21, 24, 25, 30 i 34 także i poza szlakami wymienionemi w ustępie 1 artykułu 1.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung des vorstehenden Abkommens sind die beiderseitigen Bevollmächtigten über folgendes übereingekommen :

A. *Zu Artikel* 1 *Absatz* 1.

Die Artikel 2, 3, 8 Absatz 3, 21, 24, 25, 30 und 34 finden auf den deutsch-polnischen Eisenbahnverkehr auch über die im Artikel 1 Absatz 1 bezeichneten Strecken hinaus entsprechende Anwendung.

B. *Do artykułu* 1 *ustęp* 2 *i do artykułu* 21 *ustęp* 2.

Przed wygaśnięciem mocy obowiązującej polsko-niemieckiej Konwencji górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r. i Układu [1] w przedmiocie granicznych dworców przejściowych z obustronną rewizją celną i paszportową, Strony umawiające się przeprowadzą zawczasu rokowania co do uregulowania odprawy celnej i rewizji paszportowej na tych granicznych stacjach przejściowych.

C. *Do artykułu* 1 *ustęp* 3.

Rzeczą władzy państwowej każdej ze Strom umawiających się jest postarać się, aby niniejsza Umowa była wykonywaną przez Zarządy kolejowe, biorące udział w polsko-niemieckiej komunikacji kolejowej. Wymienione Zarządy kolejowe mogą bezpośrednio dochodzić jeden u drugiego praw, przyznanych kolejom w niniejszej Umowie.

D. *Do artykułu* 3 *i do artykułu* 41.

a) Przejścia kolejowe, które mają być jeszcze otwarte na podstawie artykułu 3, należy na mocy niniejszej Umowy otworzyć dla ruchu kolejowego, skoro tylko dla każdego z nich zawartą zostanie umowa dodatkowa, regulująca specjalne stosunki miejscowe (patrz artykuł 7).

b) Rokowania o zawarcie umów dodatkowych powinny się rozpocząć natychmiast po podpisaniu niniejszej Umowy.

c) Przejścia kolejowe, które mają być jeszcze otwarte, powinny być otwarte najpóźniej do roku po ratyfikacji niniejszej Umowy.

d) Do czasu ukończenia budowy stacji Neu Bentschen pozostają czynne przejścia kolejowe Zbąszyń—Stentsch i Zbąszyń—Bomst.

Jak długo stacja Grajewo nie będzie urządzoną jako stacja zdawczo-odbiorcza dla pełnego ruchu osobowego, pozostaje Prostken stacją zdawczo-odbiorczą dla ruchu osobowego w kierunku do Niemiec.

Do czasu ukończenia przebudowy stacji Raczki będą Suwałki stacją zdawczo-odbiorczą.

Już obecnie się uznaje, że po wybudowaniu projektowanej linji kolejowej Perżów—Lublin należy otworzyć dla polsko-niemieckiej komu-

[1] Vol. X, page 37, de ce recueil.

B. *Zu Artikel* 1 *Absatz* 2 *und Artikel* 21 *Absatz* 2.

Vor Erlöschen der deutsch-polnischen Abkommen vom 15. Mai 1922 über Oberschlesien und über die Grenzübergangsbahnhöfe mit beiderseitiger Zoll- oder Passabfertigung [1] werden die vertragschliessenden Teile über die Regelung der Zollabfertigung und Passprüfung auf diesen Grenzübergangsbahnhöfen rechtzeitig verhandeln.

C. *Zu Artikel* 1 *Absatz* 3.

Die Durchführung dieses Abkommens bei den am deutsch-polnischen Eisenbahnverkehr beteiligten Eisenbahnverwaltungen ist Sache der Staatsgewalt jedes der beiden Vertragsteile. Die genannten Eisenbahnverwaltungen können die in diesem Abkommen für die Eisenbahnen festgelegten Rechte unmittelbar gegeneinander geltend machen.

D. *Zu Artikel* 3 *und Artikel* 41.

a) Die nach Artikel 3 noch zu eröffnenden Übergänge sind auf Grund dieses Abkommens für den Verkehr zu eröffnen, sobald für jeden Übergang ein Zusatzübereinkommen, das die besonderen örtlichen Verhältnisse regelt, getroffen sein wird (siehe Artikel 7).

b) Die Verhandlungen zum Abschluss der Zusatzübereinkommen sollen sofort nach Unterzeichnung dieses Abkommens beginnen.

c) Die noch zu eröffnenden Übergänge sollen spätestens ein Jahr nach Ratifikation dieses Abkommens eröffnet sein.

d) Bis zur Fertigstellung des Bahnhofs Neu Bentschen bleiben die Übergänge Stentsch—Zbąszyń und Bomst—Zbąszyń bestehen.

Solange der Bahnhof Grajewo als Betriebswechselbahnhof für den gesamten Personenverkehr nicht eingerichtet ist, bleibt Prostken Betriebswechselbahnhof für den Personenverkehr in der Richtung nach Deutschland.

Bis zur Fertigstellung des Bahnhofsumbaus in Raczki wird der Bahnhof Suwałki als Betriebswechselbahnhof bestimmt.

Schon jetzt wird anerkannt, dass nach Fertigstellung der geplanten Verbindungsstrecke von Perzów nach Lublin auch der

[1] Vol. X, page 37, of this Series.

nikacji kolejowej także przejście kolejowe Perżów—Gross Wartenberg, oraz że potrzebom komunikacji co do stworzenia bezpośredniego połączenia Poznania z Schneidemuhl należy uczynić zadość przez wybudowanie łącznicy z Dziembówka do Kaczor.

Strony umawiające się są zgodne co do tego, że oprócz wymienionych w artykule 3 ustęp 1 także inne przejścia kolejowe mają być z biegiem czasu otwierane w miarę potrzeb ruchowych. Strony umawiające się będą swe wnioski traktowały w sposób najbardziej przychylny na drodze, przepisanej w artykule 41.

e) Przejście kolejowe Praszka—Zawisna pozostaje nadal otwarte dla polsko-niemieckiej komunikacji przejściowej. Stacją zdawczo-odbiorczą jest Zawisna.

Przez to przejście kolejowe niema narazie bezpośredniej odprawy między stacjami polskiemi a stacjami niemieckich Kolei Rzeszy.

Zresztą stosuje się odpowiednio postanowienia niniejszej Umowy i na tem przejściu kolejowem.

f) Przejścia kolejowe na górnośląskich kolejkach wąskotorowych, wymienione w art. 433 polsko-niemieckiej Konwencji górnośląskiej z dnia 15 maja 1922 r., pozostają otwarte dla komunikacji kolejowej między Polską a Niemcami (patrz ustęp 2 artykułu 1 niniejszej Umowy).

g) Mając na uwadze, że « Regulamin dostępu do Wisły i jej używania przez ludność Prus Wschodnich », ułożony w wykonaniu artykułu 97 ustęp 5 Traktatu Wersalskiego, w nocie Konferencji Ambasadorów z dnia 21 listopada 1924 r. zapewnia wolny dostęp do Wisły także drogą kolejową dla komunikacji z przystanią w Korzeniowie (Kurzebrack) i przez Polskę— Strony umawiające się zgodne są co do tego, że dla uregulowania ruchu kolejowego na wąskotorowym szlaku między przystanią w Korzeniowie (Kurzebrack) a Kurzebrack po winna być zawarta osobna umowa.

E. *Do artykułu 7.*

Istniejące umowy dodatkowe dla przejść kolejowych już otwartych należy na podstawie niniejszej Umowy wspólnie zbadać za pośrednictwem właściwych miejscowych Zarządów

Übergang Gross Wartenberg—Perzów für den deutsch-polnischen Eisenbahnverkehr zu öffnen ist, ebenso, dass dem Verkehrsbedürfnisse nach Schaffung einer direkten Verbindung Schneidemühl—Poznań durch den Ausbau einer Verbindungskurve von Dziembówka nach Kaczory Rechnung zu tragen ist.

Die Vertragsteile sind darüber einig, dass ausser den in Artikel 3 Absatz 1 genannten nach und nach auch andere Übergänge nach Massgabe des Verkehrsbedürfnisses eröffnet werden sollen. Die Vertragsteile werden ihre Vorschläge in dem durch Artikel 41 vorgeschriebenen Wege in entgegenkommendster Weise behandeln.

e) Der Übergang Zawisna—Praszka bleibt für den deutsch-polnischen Übergangsverkehr geöffnet. Betriebswechselbahnhof ist Zawisna.

Eine unmittelbare Abfertigung zwischen polnischen Bahnhöfen und Bahnhöfen der Deutschen Reichsbahn findet zur Zeit über diesem Übergang nicht statt.

Im übrigen gelten auch für diesen Übergang sinngemäss die Bestimmungen des vorstehenden Abkommens.

f) Für den Eisenbahnverkehr zwischen Deutschland und Polen bleiben die im Artikel 433 des deutschpolnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 genannten Übergänge der oberschlesischen Schmalspurbahnen geöffnet (siehe Absatz 2 des Artikels 1 des vorstehenden Abkommens).

g) In Anbetracht dessen, dass die gemäss Artikel 97 Absatz 5 des Vertrages von Versailles durch Note der Botschafterkonferenz vom 21. November 1924 getroffene „Regelung für den Zugang zur Weichsel und die Benutzung der Weichsel durch die Bevölkerung von Ostpreussen" den freien Zugang zur Weichsel auch mittels der Eisenbahn im Verkehr mit dem Deckwerk von Korzeniowo (Kurzebrack) und durch Polen sicherstellt, sind die Vertragsteile darüber einig, dass zur Regelung des Eisenbahnverkehrs auf der Kleinbahnstrecke zwischen Kurzebrack und dem Deckwerk von Korzeniowo (Kurzebrack) ein besonderes Übereinkommen abgeschlossen werden soll.

E. *Zu Artikel 7.*

Die bestehenden Zusatzübereinkommen über die bereits geöffneten Übergänge sind auf Grund des vorstehenden Abkommens durch die zuständigen örtlichen Eisenbahnverwaltungen

kolejowych i przystosować je do postanowień niniejszej Umowy.

F. *Do artykułu* 10.

Istnieje zgoda co do następujących punktów :

a) Zwolnienie od danin publicznych nie odnosi się do opłat celnych (patrz jednak artykuł 19), obrotowych, monopolowych i innych opłat spożywczych.

b) Naruszeń ustaw celnych i podatkowych, tudzież postanowień zakazujących lub ograniczających wwóz lub wywóz, nie należy nigdy uważać za czyny popełnione w wykonywaniu służby.

c) Zastrzega się udzielanie prawa azylu według ogólnych zasad prawnych.

d) O wdrożeniu ścigania karnego przeciw pracownikowi zajętemu na obszarze sąsiedniego Państwa należy bezzwłocznie zawiadamiać przełożoną władzę służbową ściganego.

e) Uregulowanie kwestji, która władza ma rozstrzygać o wniosku na przekazanie zasądzenia i na dostawienie ściganego, pozostawia się każdej umawiającej się Stronie.

G. *Do artykułu* 21.

a) Do czasu ukończenia przebudowy stacji Kaczory odbywa się polska odprawa celna i rewizja paszportów na stacji Miasteczko.

b) Jak długo nie będzie wykończoną stacja Neu Bentschen, odbywa się niemiecka odprawa celna i rewizja paszportów na przejściu kolejowem Zbąszyń—Stentsch na stacji Stentsch, a na przejściu kolejowem Zbąszyń—Bomst na stacji Bomst (patrz protokół końcowy D, *d)*.

c) Do czasu ukończenia przebudowy stacji Korsenz odbywa się niemiecka odprawa celna i rewizja paszportów na stacji Trachenberg.

d) Do czasu ukończenia przebudowy stacji Freyhan odbywa się niemiecka odprawa celna i rewizja paszportów na stacji Militsch.

e) Do czasu ukończenia przebudowy stacji Pawłów odbywa się polska odprawa celna i rewizja paszportów na stacji Sośnie.

gemeinschaftlich nachzuprüfen und den Bestimmungen des Abkommens anzupassen.

F. *Zu Artikel* 10.

Es besteht Einverständnis über folgende Punkte :

a) Die Befreiung von den öffentlichen Abgaben bezieht sich nicht auf die Zollabgaben (siehe jedoch Artikel 19), Verkehrs-, Monopol- und andere Verbrauchsabgaben.

b) Verstösse gegen Zoll- und Steuergesetze sowie gegen Bestimmungen, welche die Ein- oder Ausfuhr verbieten oder beschränken, sind niemals als in Ausübung des Dienstes begangene Handlungen anzusehen.

c) Die Gewährung des Asylrechts nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen bleibt vorbehalten.

d) Von der Einleitung einer Strafverfolgung gegen einen Bediensteten, der im Gebiete des Nachbarstaates beschäftigt ist, ist die vorgesetzte Dienstbehörde des Verfolgten unverzüglich zu benachrichtigen.

e) Die Regelung der Frage, welche Behörde über den Antrag auf Überlassung der Aburteilung und auf Zuführung des Verfolgten zu entscheiden hat, bleibt jedem Vertragsteil überlassen.

G. *Zu Artikel* 21.

a) Bis zur Fertigstellung des Bahnhofsumbaus in Kaczory findet die polnische Zollabfertigung und Passprüfung im Bahnhof Miasteczko statt.

b) Solange der Bahnhof Neu Bentschen noch nicht fertiggestellt ist, findet die deutsche Zollabfertigung und Passprüfung für den Übergang Stentsch—Zbąszyń auf dem Bahnhof in Stentsch und für den Übergang Bomst—Zbąszyń auf dem Bahnhof in Bomst statt (siehe Schlussprotokoll D, *d)*.

c) Bis zur Fertigstellung des Bahnhofsumbaus in Korsenz findet die deutsche Zollabfertigung und Passprüfung im Bahnhof Trachenberg statt.

d) Bis zur Fertigstellung des Bahnhofsumbaus in Freyhan findet die deutsche Zollabfertigung und Passprüfung im Bahnhof Militsch statt.

e) Bis zur Fertigstellung des Bahnhofsumbaus in Pawłów findet die polnische Zollabfertigung und Passprüfung im Bahnhof Sośnie statt.

f) Do czasu ukończenia przebudowy stacji Paczki odbywa się polska odprawa celna i rewizja paszportów na stacji Suwałki.

g) Na przejściu kolejowem Praszka—Zawisna odbywa się odprawa celna i rewizja paszportów po stronie polskiej w Praszce a po stronie niemieckiej w Zawisnie.

BERLIN, *dnia* 27 *marca* 1926 r.

(L. S.) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
(L. S.) Dr. Theodor LEWALD.

f) Bis zur Fertigstellung des Bahnhofsumbaus in Raczki findet die polnische Zollabfertigung und Passprüfung im Bahnhof Suwałki statt.

g) Auf dem Übergang Zawisna—Praszka findet die Zollabfertigung und Passprüfung auf deutscher Seite in Zawisna, auf polnischer Seite in Praszka statt.

BERLIN, *den* 27. *März* 1926.

(L. S.) Dr. Theodor LEWALD.
(L. S.) Dr. Witold PRADZYNSKI.

ZAŁĄCZNIK A.

Do artykułu 5.

WYKAZ MOSTÓW PRZECIĘTYCH GRANICĄ PAŃSTWOWĄ.

N° p.	Szlak	Rzeki it. d.	Konstrukcja	Ma utrzymywać	Uwaga
		A. *Na przejściach kolejowych* :			
1	Drawski Młyn—Kreuz	Noteć (Netze)	murowany	Niemcy	
2	Leszno—Fraustadt	Wiadukt	żelazny	Polska	
3	Zduny—Freyhan	Rów graniczny	murowany	Polska	
4	Pawłów—Neumittelwalde	Rów graniczny	murowany	Polska	
5	Rakowice—Dt. Eylau	Drwęca (Drewenz)	murowany	Niemcy	
		B. *Między stacjami* :			
				Do uregulowania w miejscowej umowie dodatkowej	
6	Więcborg—Flatow	Nica (Nitze)	żelazny	Chojnice—Firchau	
7	Czarnków—Schneidemühl	Noteć (Netze)	żelazny	Kaczory—Schneidemühl	
8	Perzów—Gross Wartenberg	Rów graniczny	murowany	Zduny—Freyhan	
9	Działdowo—Neidenburg	Skotawa (Skottau)	żelazny	Rakowice—Deutsch Eylau	
	C. *Utrzymywanie wymienionych poniżej mostów granicznych na górnośląskich przejściach kolejowych reguluje się w wykonaniu polsko-niemieckiej Konwencji górnośląskiej z dnia* 15 *maja* 1922 *r. następująco:*				
10	Olza—Annaberg	Odra (Oder)	żelazny	Polska	
11	Przyszowice—Sosnitza	Czarnawka (Scharnafka)	żelazny	Niemcy	
12	Makoszowy—Sosnitza	Czarnawka (Scharnafka)	murowany	Niemcy	
13	Wolfgang—Poręba	Czarnawka (Scharnafka)	murowany	Niemcy	
14	*a)* Chebzie—Borsigwerk *b)* Chebzie—Karf *c)* Chebzie—Bobrek	Woda Bytomska (Beuthener Wasser)	murowany	Polska	wąskotorowy
15	Piekary Rudne-Dombrowa	Rów graniczny	murowany	Polska	
	D. *Na kolejowem przejściu wąskotowem :*				
16	Praszka—Zawisna	Prosna	drewiang	Polska	

ANLAGE A.

Zu Artikel 5.

LISTE DER VON DER STAATSGRENZE DURCHSCHNITTENEN BRÜCKEN.

Lfde. No	Strecke	Wasserlauf usw.	Bauweise	Zu unterhalten durch	Bemerkungen
		A. *Auf den Eisenbahnübergängen* :			
1	Kreuz—Drawski Młyn	Netze (Noteć)	Mauerwerk	Deutschland	
2	Fraustadt—Leszno	Wegeüberführung	Eisen	Polen	
3	Freyhan—Zduny	Grenzgraben	Mauerwerk	Polen	
4	Neumittelwalde—Pawłów	Grenzgraben	Mauerwerk	Polen	
5	Deutsch Eylau—Rakowice	Drewenz (Drwęca)	Mauerwerk	Deutschland	
		B. *Zwischen den Bahnhöfen* :			
				Zu regeln im örtlichen Zusatzübereinkommen	
6	Flatow—Więcbork	Nitza (Nica)	Eisen	Firchau—Chojnice	
7	Schneidemühl—Czarnków	Netze (Noteć)	Eisen	Schneidemühl—Kaczory	
8	Gross Wartenberg—Perzów	Grenzgraben	Mauerwerk	Freyhan—Zduny	
9	Neidenburg—Działdowo	Skottau (Skotawa)	Eisen	Deutsch Eylau—Rakowice	
	C. *Die Unterhaltung der nachstehenden Grenzbrücken auf den oberschlesischen Eisenbahnübergängen wird in Ausführung des deutsch-polnischen Abkommens über Oberschlesien vom 15. Mai 1922 geregelt* :				
10	Annaberg—Olza	Oder (Odra)	Eisen	Polen	
11	Sosnitza—Przyszowice	Scharnafka (Czarnawka)	Eisen	Deutschland	
12	Sosnitza—Makoszowy	Scharnafka (Czarnawka)	Mauerwerk	Deutschland	
13	Poremba—Wolfgang	Scharnafka (Czarnawka)	Mauerwerk	Deutschland	
14	*a)* Borsigwerk—Chebzie *b)* Karf—Chebzie *c)* Bobrek—Chebzie	Beuthener Wasser (Woda Bytomska)	Mauerwerk	Polen	
15	Dombrowa-Piekary Rudne	Grenzgraben	Mauerwerk	Polen	schmalspurig
		D. *Auf dem schmalspurigen Übergang* :			
16	Zawisna—Praszka	Prosna	Holz	Polen	

ZAŁĄCZNIK B.
Do artykułu 16.

STRONA PRZEDNIA.

Barwy państwowe

ZAŚWIADCZENIE No.....
AUSWEIS

Ważne do..... 192... r.
Gültig bis zum

P .....
Der (Nazwisko) (stanowisko służbowe)
(*Name*) (*Dienststellung*)

jest czynny służbowo w ruchu sąsiedzkim między Polską a Niemcami na szlaku (ach) .....
ist im Wechselverkehr zwischen Polen und Deutschland auf der (den) Strecke(n)

.....i na stacji .....
und auf dem Bahnhof amtlich tätig

Pieczęć urzędowa
Dienststempel

....., dnia ..... 192... r.
den

Urząd : .....
Dienststelle

.....
Podpis posiadacza
Unterschrift des Inhabers

.....
Podpis urzędnika wystawiającego zaświadczenie
Unterschrift des ausstellenden Beamten

STRONA ODWROTNA.

UWAGA !

Zaświadczenie należy zwrócić Urzędowi, który je wydał, gdy posiadacz nie jest już czynny w ruchu sąsiedzkim, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

ZUR BEACHTUNG !

Der Ausweis ist der Dientsstelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald der Ausweisinhaber nicht mehr im Wechselverkehr verwendet wird, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA. — Zaświadczenie należy sporządzić na bronzowym kartonie.

ANLAGE B.
Zu Artikel 16.

VORDERSEITE.

Reichsfarben

AUSWEIS No.....
ZAŚWIADCZENIE

Gültig bis zum ..... 192...
Ważne do

Der .....
P
(Dienststellung) (Name)
(stanowisko służbowe) *(nazwisko)*

ist im Wechselverkehr zwischen Deutschland und Polen amtlich tätig auf der (den Strecke(n)
jest czynny służbowo w ruchu sąsiedzkim między Niemcami a Polską na szlaku (ach)

..... und auf dem Bahnhof.....
i na stacji

Dienststempel
Pieczęć urzędowa

....., den ..... 192 ...
dnia

Dienststelle : .....
Urząd

.....
Unterschrift des Inhabers
Podpis posiadacza

.....
Unterschrift des ausstellenden Beamten
Podpis urzędnika wystawiającego zaświadczenie

RÜCKSEITE.

ZUR BEACHTUNG !

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald der Ausweisinhaber nicht mehr im Wechselverkehr verwendet wird, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA !

Zaświadczenie należy zwrócić Urzędowi, który je wydał, gdy posiadacz nie jest już czynny w ruchu sąsiedzkim, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

ANMERKUNG. — Der Ausweis ist aus braunem Karton herzustellen.

ZAŁĄCZNIK C.
Do artykułu 17.

STRONA PRZEDNIA.

Barwy państwowe

Pieczęć urzędowa
Dienststempel

Fotografja
Lichtbild

.....
Podpis posiadacza
Unterschrift des Inhabers

DOWÓD TOŻSAMOŚCI No.....
AUSWEIS No.

Ważny do..... 192... r.
Gültig bis zum

P .....
(stanowisko służbowe) (nazwisko)
(Dienststellung) *(Name)*

zamieszkały w .....
Wohnhaft in

jest czynny służbowo jako .....
ist in der Eigenschaft als

na stacji .....
auf dem Bahnhof *amtlich tätig*

....., dnia ..... 192... r.
den

Pieczęć urzędowa
Dienststempel

Urząd .....
Dienststelle

.....

Podpis urzędnika wystawiającego dowód tożsamości
Unterschrift des ausstellenden Beamten

STRONA ODWROTNA.

Data urodzenia : .....
Geburtstag

Miejsce urodzenia : .....
Geburtsort

Wzrost : .....
Gestalt

Włosy : .....
Haare

Oczy : .....
Augen

Twarz : .....
Gesichtsform

Szczególne oznaki : .....
Besondere Kennzeichen

.....

UWAGA !

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy posiadacz niema już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

ZUR BEACHTUNG !

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald der Ausweisinhaber nicht mehr im Nachbarstaate seinen dienstlichen Wohnsitz hat, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA. — Dowód należy sporządzać na zielonym kartonie.

ANLAGE C.
Zu artikel 17.

VORDERSEITE.

Reichsfarben

Dienststempel
Pieczęć urzędowa

Lichtbild
Fotografja

AUSWEIS No.....
Dowód tożsamości No.

Gültig bis zum ..... 192...
Ważny do

Der .....
Pan (Dienststellung) (Name)
(stanowisko służbowe) *(nazwisko)*

wohnhaft in .....
zamieszkały w

ist in der Eigenschaft als .....
jest czynny służbowo jako

auf dem Bahnhof ..... amtlich tätig.
na stacji

....., den ..... 192...
dnia

Dienststempel
Pieczęć urzędowa

Dienststelle .....
Urząd

.....
Unterschrift des Inhabers
Podpis posiadacza

Unterschrift des ausstellenden Beamten
Podpis urzędnika wystawiającego dowód tożsamości

RÜCKSEITE.

Geburtstag : .....
Data urodzenia

Geburtsort .....
Miejsce urodzenia

Gestalt : .....
Wzrost

Haare : .....
Włosy

Augen : .....
Oczy

Gesichtsform : .....
Twarz

Besondere Kennzeichen : .....
Szczególne oznaki

.....

ZUR BEACHTUNG !

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald der Ausweisinhaber nicht mehr im Nachbarstaate seinen dienstlichen Wohnsitz hat, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA !

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy posiadacz niema już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

ANMERKUNG. — Der Ausweis ist aus grünem Karton herzustellen.

ZAŁĄCZNIK D.
Do artykułu 17.

STRONA PRZEDNIA.

Barwy państwowe

Pieczęć urzędowa
Dienststempel

Fotografja
Lichtbild

.....
Podpis posiadacza
Unterschrift des Inhabers

[1]) Niepotrzebne wykreślić
Das Nichtzutreffende ist zu streichen.

DOWÓD TOŻSAMOŚCI No.....
AUSWEIS No.

Ważny do ..... 192... r.
Gültig bis zum

Dla żony, syna, córki, służącego, służącej[1])
für die Ehefrau, den Sohn, die Tochter, den (die) Hausangestellte[1])

.....
.....
P.....
des (stanowisko służbowe) *(Dienststellung)* (nazwisko) *(Name)*

czynnego służbowo, jako .....
der in der Eigenschaft als

na stacji .....
auf dem Bahnhof *amtlich tätig ist*

....., dnia ..... 192... r.
den

Pieczęć urzędowa
Dienststempel

Urząd : .....
Dienststelle

.....
Podpis urzędnika wystawiającego dowód tożsamości
Unterschrift des ausstellenden Beamten

STRONA ODWROTNA.

Data urodzenia .....
Geburtstag .....

Miejsce urodzenia : .....
Geburtsort

Wzrost : .....
Gestalt

Włosy : .....
Haare

Oczy : .....
Augen

Twarz : .....
Gesichtsform

Szczególne oznaki : .....
Besondere Kennzeichen

.....

Zamieszkały w .....
Wohnhaft in

UWAGA !

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy pracownik, z którym posiadacz dowodu żyje we wspólnem gospodarstwie, niema już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie lub gdy posiadacz dowodu przestanie z tym pracownikiem żyć we wspólnem gospodarstwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

ZUR BEACHTUNG !

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald der Bedienstete, zu dessen Haushalt der Ausweisinhaber gehört, nicht mehr im Nachbarstaat seinen dienstlichen Wohnsitz hat oder sobald der Ausweisinhaber aus dem Haushalt ausscheidet, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA. — Dowód należy sporządzać na zielonym kartonie.

ANLAGE D.
Zu Artikel 17.

VORDERSEITE.

Reichsfarben

Dienststempel
Pieczęć urzędowa

Lichtbild
Fotografja

.....
Unterschrift des Inhabers
Podpis posiadacza

[1] Das Nichtzutreffende ist zu streichen
Niepotrzetne wykreślić

AUSWEIS No.....
DOWÓD TOŻSAMOŚCI

Gültig bis zum ..... 192...
Ważny do

für die Ehefrau, den Sohn, die Tochter, den (die) Hausangestellte[1])
dla żony, syna, córki, służącego, służącej[1])

.....

.....

des .....
Pana (Dienststellung) (Name)
(stanowisko służbowe) *(nazwisko)*

der in der Eigenschaft als .....
czynnego służbowo, jako

auf dem Bahnhof .....
na stacji
amtlich tätig ist.

....., den..... 192...
dnia

Dienststempel
Pieczęć urzędowa

Dienststelle .....
Urząd

.....
Unterschrift des ausstellenden Beamten
Podpis urzędnika wystawiającego dowód tożsamości

RÜCKSEITE.

Geburstag : .....
Data urodzenia

Geburtsort : .....
Miejsce urodzenia

Gestalt : .....
Wzrost

Haare : .....
Włosy

Augen : .....
Oczy

Gesichtsform : .....
Twarz .

Besondere Kennzeichen : .....
Szczególne oznaki

.....

Wohnhaft in : .....
Zamieszkały w :

ZUR BEACHTUNG !

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald der Bedienstete, zu dessen Haushalt der Ausweisinhaber gehört, nicht mehr im Nachbarstaat seinen dienstlichen Wohnsitz hat oder sobald der Ausweisinhaber aus dem Haushalt ausscheidet, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA !

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy pracownik, z którym posiadacz dowodu żyje we wspólnem gospodarstwie, niema już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie, lub gdy posiadacz dowodu tożsamości przestanie z tym pracownikiem żyć we wspólnem gospodarstwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

ANMERKUNG. — Der Ausweis ist aus grünem Karton herzustellen.

ZAŁĄCZNIK E.

Do ustępu 3 artykułu 21.

SZCZEGÓLNE POSTANOWIENIA DLA ODPRAWY CELNEJ I REWIZJI PASZPORTOWEJ W GARDEJI.

1. Przy wywozie i przywozie przedmiotów oraz w ruchu osobowym przez stację Gardeję tudzież na szlaku kolejowym między nią a granicą państwową stosuje się następujące postanowienia :

a) Obok polskich przepisów celnych, obowiązują również i niemieckie przepisy celne, a to przy wywozie z Niemiec do Polski aż do chwili ukończenia niemieckiej odprawy wywozowej, przy przywozie z Polski do Niemiec dopiero od chwili rozpoczęcia niemieckiej odprawy przywozowej.

b) Jeżeli polska władza celna przy wywozie z Polski uzna za konieczne z powodów podejrzenia o obejście odprawy celnej poddać rewizji celnej jakikolwiek przedmiot oddany już niemieckiej władzy celnej do odprawy, ale znajdujący się jeszcze na stacji granicznej pod niemieckim nadzorem celnym, to niemiecka władza celna winna na żądanie przedmiot ów oddać w tym celu polskiej władzy celnej do rozporządzenia. W ten sam sposób i w tym samyn celu winna polska władza celna oddać niemieckiej władzy celnej do rozporządzenia przedmiot, dostawiony polskiej władzy celnej do odprawy przywozowej, lecz znajdujący się jeszcze na stacji granicznej pod polskim nadzorem celnym.

Jeżeli Państwo wywozowe stwierdzi, że towar należy zająć, to Państwo przywozowe winno go oddać na rzecz Państwa wywozowego.

c) Od przedmiotów, nadesłanych z Niemiec do Polski i wywożonych zpowrotem, zanim odnośnie do nich przestaną obowiązywać niemieckie przepisy, nie mogą być pobierane ani należności przywozowe ani wywozowe.

d) W razie naruszenia niemieckich przepisów celnych przysługuje niemieckim władzom celnym prawo w granicach wyżej podanych postanowień wkroczyć w myśl swych przepisów celnych i przewieźć na własny obszar przedmioty, zajęte lub zatrzymane na zabezpieczenie oraz przytrzymane osoby, te ostatnie w razie potrzeby w asyście polskiego urzędnika. Przytrzymanie obywateli polskich przez władzę niemiecką jest jednak niedopuszczalne. Natomiast dopuszczający się

ANLAGE E.

Zu Artikel 21 Abs. 3.

BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR ZOLLABFERTIGUNG UND PASSPRÜFUNG IN GARDEJA.

1. Für die Aus- und Einfuhr von Gegenständen sowie für den Personenverkehr auf dem Bahnhof Gardeja und der Eisenbahnstrecke zwischen ihm und der Staatsgrenze finden die nachstehenden Bestimmungen Anwendung :

a) Neben den polnischen Zollvorschriften gelten auch die deutschen Zollvorschriften, und zwar bei der Ausfuhr aus Deutschland nach Polen so lange, bis die deutsche Ausgangsabfertigung beendet ist, bei der Einfuhr aus Polen nach Deutschland erst von dem Zeitpunkt an, zu dem die deutsche Eingangsabfertigung beginnt.

b) Hält die polnische Zollbehörde bei der Ausfuhr aus Polen wegen Verdachts der Umgehung der Zollabfertigung die Untersuchung eines Gegenstandes für erforderlich, der schon der deutschen Zollbehörde zur Abfertigung gestellt wurde, sich aber noch auf dem Grenzbahnhof unter deutscher Zollaufsicht befindet, so hat die deutsche Zollbehörde den Gegenstand der polnischen Zollbehörde auf Anfordern zu diesem Zweck zur Verfügung zu stellen. In gleicher Weise und zum gleichen Zweck hat die polnische Zollbehörde der deutschen Zollbehörde einen Gegenstand zur Verfügung zu stellen, der der polnischen Zollbehörde zur Eingangsabfertigung gestellt wurde, sich aber noch unter polnischer Zollaufsicht auf dem Grenzbahnhof befindet.

Stellt der Ausfuhrstaat fest, dass die Ware zu beschlagnahmen ist, so hat sie der Einfuhrstaat zu gunsten des Ausfuhrstaates abzugeben.

c) Von Gegenständen, die aus Deutschland nach Polen gelangt sind und zurückgebracht werden, bevor die Geltung der deutschen Vorschriften für sie aufgehört hat, dürfen Ein- und Ausfuhrabgaben nicht erhoben werden.

d) Den deutschen Zollbehörden steht im Rahmen der oben angeführten Bestimmungen das Recht zu, bei Zuwiderhandlungen gegen die deutschen Zollvorschriften nach diesen Vorschriften einzuschreiten und beschlagnahmte oder als Sicherheit einbehaltene Gegenstände oder festgenommene Personen—diese, wenn nötig, unter Begleitung von polnischen Beamten — auf ihr eigenes Gebiet zu überführen. Eine Festnahme von polnischen Staatsangehörigen durch die deutsche Dienst-

wykroczenia może być przymusowo przyprowadzony w celu spisania protokółu o zaszłym fakcie. Do spisywania protokółu należy przybrać polskiego urzędnika. Przy rewizji może być stosowany przymus wobec obywateli polskich tylko za przybraniem polskiego urzędnika.

e) Obok polskich przepisów paszportowych obowiązują również i niemieckie przepisy paszportowe z tem zastrzeżeniem, że przepisy paszportowe Państwa wyjściowego mają pierwszeństwo.

Osoby, zamierzające wyjechać z Niemiec, mogą być odesłane zpowrotem przez urzędników niemieckiej kontroli paszportowej, o ile nie posiadają ważnej legitymacji, wymaganej do wyjazdu. Należy je spowodować do powrotu do Niemiec. W razie oporu mogą być one przymusowo odesłane zpowrotem.

Stosowanie przymusu w celu odesłania zpowrotem obywateli polskich jest niedopuszczalne ; natomiast podróżni polscy mogą być przymusowo przyprowadzeni w celu spisania protokółu o zaszłym fakcie. Do spisywania protokółu należy przybrać polskiego urzędnika. Po ukończeniu protokółu należy zezwolić na dalszą podróż.

f) Niemieckie władze mogą wysyłać do swych Urzędów czynnych na stacji Gardeji, przy pomocy własnego personelu kolejowego lub służbowego, uprawnionego do przekraczania granicy, urzędowe listy, pakiety, przesyłki pieniężne i wartościowe, bez pośrednictwa poczty polskiej i bez uiszczania na jej rzecz opłat pocztowych. W ten sam sposób mogą niemieckie Urzędy, ustanowione na stacji Gardeji, wysyłać wymienione wyżej przesyłki do swoich władz.

Przesyłki te należy zaopatrzyć w pieczęć urzędową władzy wysyłającej i wymienić je w osobnym, równocześnie wiezionym wykazie ; w tym wypadku nie podlegają one rewizji.

2. Właściwe władze niemieckie winny podawać do wiadomości właściwych władz polskich nazwiska oraz stanowiska służbowe swych pracowników czynnych na stacji Gardeji.

3. Władze niemieckie mają prawo w obrębie pomieszczeń, pryznanych im do wyłącznego użytku utrzymywać porządek i wydalać osoby prywatne, które naruszają ten porządek.

4. Postanowienia artykułu 16 niniejszej Umowy, z wyjątkiem zdania 3 ustępu 1, oraz przepisy wykonawcze do artykułu 16 należy odpowiednio stosować rówież i do tych pracowników czynnych w Gardeji, którzy nie mieszkają na polskim

stelle ist jedoch unzulässig. Staat dessen kann der Zuwiderhandelnde zwecks Aufnahme einer Verhandlung über den Tatbestand zwangsweise vorgeführt werden. Zu der Verhandlung ist ein polnischer Beamter hinzuzuziehen. Bei der Untersuchung darf gegenüber polnischen Staatsangehörigen körperlicher Zwang nur unter Hinzuziehung eines polnischen Beamten ausgeübt werden.

e) Neben den polnischen Passvorschriften gelten die deutschen Passvorschriften mit der Massgabe, dass die Passvorschriften des Ausganggsstaates vorgehen.

Personen, die aus Deutschland ausreisen wollen, können von den deutschen Passnachschaubeamten zurückgewiesen werden, wenn sie nicht mit einem für die Ausreise gültigen Ausweis versehen sind. Sie sollen veranlasst werden, nach Deutschland zurückzukehren. Im Weigerungsfalle können sie zwangsweise zurückgeführt werden.

Die Anwendung von Zwang zur Zurückführung von polnischen Staatsangehörigen ist unzulässig. Statt dessen können polnische Reisende zur Aufnahme einer Verhandlung über den Tatbestand zwangsweise vorgeführt werden. Zu der Verhandlung ist ein polnischer Beamter hinzuzuziehen. Nach Abschluss der Verhandlungen ist die Weiterreise zu gestatten.

f) Die deutschen Behörden dürfen an ihre auf dem Bahnhof Gardeja tätigen Dienststellen dienstliche Briefe, Pakete, Geld und Wertsendungen durch eigenes Bahn- oder durch das zur Grenzüberschreitung berechtigte Dienstpersonal ohne Vermittlung der polnischen Postverwaltung und frei von deren Postgebühren befördern. Ebenso dürfen die auf dem Bahnhofe in Gardeja errichteten deutschen Dienststellen die oben erwähnten Sendungen an ihre Behörden befördern.

Diese Sendungen sollen mit dem Dienstsiegel der absendenden Behörde versehen und in einem besonderen mitgeführten Ausweis aufgeführt sein ; in diesem Fall unterliegen sie keiner Revision.

2. Die zuständigen deutschen Behörden haben Namen und Dienststellung ihrer auf dem Bahnhof Gardeja tätigen Bediensteten den zuständigen polnischen Behörden mitzuteilen.

3. Die deutschen Behörden haben innerhalb der ihnen zum Alleingebrauch zugewiesenen Räumlichkeiten das Recht, die Ordnung aufrechtzuerhalten und Privatpersonen, die gegen die Ordnung verstossen, zu entfernen.

4. Die Bestimmungen des Artikels 16 dieses Abkommens mit Ausnahme des Absatzes 1 Satz 3, sowie die Ausführungsbestimmungen zu Artikel 16 finden auch auf die in Gardeja tätigen Bediensteten, die nicht auf polnischem Gebiet

obszarze z tą zmianą, że wolno im nosić broń służbową także na drodze do i ze służby. We wzorze zaświadczenia według załącznika B należy słowa « w ruchu sąsiedzkim » zastąpić odręcznie słówami « ruchu sąsiedzkim i przejściowym ».

5. Pozatem należy stosować do niemieckich Urzędów, urządzonych w Gardeji, ogólne postanowienia niniejszej Umowy.

wohnen, mit der Massgabe entsprechende Anwendung, dass Dienstwaffen auch auf dem Wege zum und vom Dienste getragen werden dürfen. Im Ausweismuster nach Anlage B ist das Wort « Wechselverkehr » durch die Worte « Wechsel- und Übergangsverkehr » handschriftlich zu ersetzen.

5. Im übrigen gelten für die in Gardeja errichteten deutschen Dienststellen die allgemeinen Bestimmungen dieses Abkommens.

TRADUCTIONS — TRANSLATIONS

[1] TRADUCTION.

N° 1506. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE CONCERNANT LE TRAFIC FERROVIAIRE ENTRE LES DEUX ÉTATS. SIGNÉE A BERLIN, LE 27 MARS 1926.

En vue de régler le service des communications ferroviaires entre LA POLOGNE et LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, d'une part, et L'ALLEMAGNE, d'autre part, ont été désignés comme plénipotentiaires :

Par LA POLOGNE :

M. le Dr Witold PRĄDZYŃSKI, membre de la Commission de codification de la République polonaise, agissant également au nom de la Ville libre de Dantzig, en vertu de l'article 104, alinéa 6, du Traité de Versailles, dans la mesure où celle-ci entre en ligne de compte comme Partie contractante ;

et par l'ALLEMAGNE :

M. Theodor LEWALD, docteur en droit, conseiller intime réel, ancien secrétaire d'Etat ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

LOIS ET RÈGLEMENTS.

1. Les dispositions de la présente convention seront applicables au trafic ferroviaire des personnes, des bagages et des marchandises entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, sur les secteurs de chemin de fer compris entre la frontière et la gare d'échange. En outre, et sauf dispositions contraires de la présente convention, on appliquera dans chaque cas particulier les dispositions en vigueur des arrangements et des tarifs convenus entre les Parties contractantes ou entre les administrations des chemins de fer polonais et allemands qui s'y rapportent, ainsi que les dispositions des conventions internationales auxquelles les Parties contractantes ont adhéré, et enfin, les lois et règlements de chaque Etat sur son propre territoire.

2. Les dispositions de la Convention du 21 avril 1921, conclue entre la Pologne, la Ville libre de Dantzig et l'Allemagne au sujet de la liberté de transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, ainsi que les dispositions de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie signée le 15 mai 1922, restent en vigueur dans les limites de leur sphère d'application. Aussi longtemps que cette convention restera en vigueur, les dispositions contenues au Titre VIII, Chapitre I, section III, de la cinquième Partie de ladite convention, ainsi que les règlements d'exécution y afférents, seront également applicables au trafic ferroviaire acheminé par le réseau des chemins de fer de Haute-Silésie et traversant la frontière par les points de passage situés entre la Haute-Silésie polonaise et la Haute-Silésie allemande. Si la convention relative à la Haute-Silésie vient à expirer avant la présente convention, toutes les dispositions de la présente convention deviendront *ipso facto* applicables à ces points de passage.

3. Des tiers ne pourront pas se prévaloir de droits fondés sur la présente convention.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1506. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING RECIPROCAL RAILWAY TRAFFIC. SIGNED AT BERLIN, MARCH 27, 1926.

Being desirous of regulating railway traffic between GERMANY, of the one part, and POLAND and THE FREE CITY OF DANZIG, of the other part, the Parties have appointed as their Plenipotentiaries :

POLAND :

Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Member of the Codification Committee of the Polish Republic, who, in accordance with Article 104, Paragraph 6, of the Treaty of Versailles, also represents the Free City of Danzig in so far as the latter is concerned as a Contracting Party ;

GERMANY :

Dr. Theodor LEWALD, Geheimrat, former Secretary of State ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

LAWS AND REGULATIONS.

1. The provisions of the present Convention shall apply to passenger, luggage and goods traffic between Poland and the Free City of Danzig, of the one part, and Germany, of the other part, on the sections between the frontier and the exchange station. The provisions of agreements and tariffs already concluded between the Contracting Parties or the German and Polish railway administrations shall also be applicable, as well as the provisions of international agreements to which the Contracting Parties have acceded, and the laws and regulations of either State in its own territory, in so far as the present Convention contains no provisions to the contrary.

2. The provisions of the Convention of April 21, 1921, between Germany, Poland and the Free City of Danzig, relating to free transit between East Prussia and the remainder of Germany, and those of the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, shall remain in force within their respective spheres. As long as the last-named Convention remains in force, the provisions of Title VIII, Chapter 1, Section III, of Part V of the said Convention and of the executive regulations pertaining thereto shall also be applicable to traffic on the Upper Silesian Railways across the frontier between German and Polish Upper Silesia. Should the Convention on Upper Silesia expire before the present Convention, all the provisions of the present Convention shall *ipso facto* become applicable to these frontier-crossings.

3. The present Convention confers no rights on any third party.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE.

Les Parties contractantes veilleront à ce que le trafic ferroviaire entre leurs territoires respectifs, fonctionne d'une manière conforme aux besoins du trafic ordinaire entre les deux pays et du trafic de transit. En particulier, les services des chemins de fer, des postes, des douanes et des passeports seront réglés de manière que le transport des personnes, des bagages et des marchandises ait lieu le plus rapidement possible.

Dispositions d'exécution.

1. Lors des conférences périodiques nécessitées par l'établissement des horaires, les administrations des chemins de fer tiendront compte des besoins du trafic ordinaire entre les deux pays et du trafic de transit. On devra, en particulier, faire concorder le temps d'arrivée et de départ des trains aux gares d'échange, et fixer la durée d'arrêt des trains.

2. Les autorités postales, douanières et les autorités chargées du contrôle des passeports devront être informés à l'avance des horaires des trains, ainsi que des modifications éventuelles qui seraient apportées à ces horaires.

3. Des arrangements spéciaux interviendront en ce qui concerne la circulation des wagons-lits, des wagons-restaurants et des wagons-poste.

Article 3.

POINTS DE PASSAGE ET GARES D'ÉCHANGE.

1. Les points de passage ci-dessous désignés serviront au trafic ferroviaire entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part. Les gares d'échange sont indiquées en regard.

Points de passage	Gare d'échanges
Strzebielino-Gr. Boschpol	Gross Boschpol
Chojnice-Firchau	Chojnice
Kaczory-Schneidemühl	Schneidemühl.
Drawski Młyn-Kreuz	Kreuz
Ząszyń-Neu Bentschen	Zbąszyń
Leszno-Fraustadt	Fraustadt
Rawicz-Wehrse	Rawicz
Rawicz-Korsenz	Rawicz
Zduny-Freyhan	Zduny
Pawłów-Neumittelwalde	Neumittelwalde
Łeka-Kostau	Hanulin
Tczew-Simonsdorf-Marienburg	Marienburg
Gardeja-Dianenberg	Gardeja
Jamielnik-Deutsch-Eylau	Deutsch Eylau
Rakowice-Deutsch Eylau	Deutsch Eylau
Grajewo-Prostken	Grajewo
Raczki-Czymochen	Raczki.

2. Les points de passage mentionnés à l'article 411 de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, signée le 15 mai 1922, et dans le règlement d'exécution y afférent (voir alinéa 2 de l'article 1) serviront également au trafic ferroviaire entre la Pologne et l'Allemagne.

3. Les points de passage susmentionnés serviront également au trafic de transit, pour autant qu'ils n'en ont pas été exclus, d'un commun accord, par les administrations de chemins de fer.

Article 2.

TRAFFIC ORGANISATION.

The Contracting Parties shall arrange that the railway traffic between the two countries is organised with due regard to the needs of ordinary and transit traffic. In particular, the Railway, Postal, Customs, Passport and other services shall be operated in such a way that the conveyance of passengers, luggage and goods is effected as rapidly as possible.

Regulations of Execution.

1. In their periodical discussions of time-tables, the railway administrations shall consider the requirements of ordinary and transit traffic. In particular, the times of arrival and departure of trains at exchange stations shall be co-ordinated and the time of the stops arranged.

2. The postal, Customs and passport authorities shall be given punctual information regarding time-tables and any changes made therein.

3. Special agreements shall be concluded with regard to the running of sleeping-cars, dining-cars and mail vans.

Article 3.

FRONTIER-CROSSINGS AND EXCHANGE STATIONS.

1. The following frontier-crossings with the exchange stations named shall be used for railway traffic between, Poland and the Free City of Danzig, of the one part, and Germany, of the other part :

Frontier Section	Exchange Station
Strzebielino - Gross Boschpol	Gross Boschpol
Chojnice - Firchau	Chojnice
Kaczory - Schneidemühl	Schneidemühl
Drawski Młyn - Kreuz	Kreuz
Zbąszyń - Neu Bentschen	Zbąsyń
Leszno - Fraustadt	Fraustadt
Rawicz - Wehrse	Rawicz
Rawicz Korsenz	Rawicz
Zduny - Freyhan	Zduny
Pawłów - Neumittelwalde	Neumittelwalde
Łeka - Kostau	Hanulin
Tczew - Simonsdorf - Marienburg	Marienburg
Gardeja - Dianenberg	Gardeja
Jamielnik - Deutsch Eylau	Deutsch Eylau
Rakowice - Deutsch Eylau	Deutsch Eylau
Grajewo - Prostken	Grajewo
Raczki - Czymochen	Raczki

2. The frontier-crossings mentioned in Article 411 of the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, and in the executive provisions pertaining thereto, may in addition be used for railway traffic between Germany and Poland (see Article 1, paragraph 2).

3. The above-mentioned frontier-crossings may also be used for transit traffic provided no other arrangement has been made by mutual agreement between the railway administrations.

4. Après accord entre les deux gouvernements, les gares plus proches de la frontière pourront être désignées comme gares d'échange au lieu des gares ci-dessus mentionnées.

5. La question du point de passage Praszka-Zawisna et des points de passage des chemins de fer haut-silésiens à voie étroite, fera l'objet d'arrangements particuliers qui seront insérés dans le protocole final.

Article 4.

SOUVERAINETÉ NATIONALE.

Sauf dispositions contraires de la présente convention ou d'autres conventions internationales, les droits de souveraineté nationale, aux gares d'échange et sur les tronçons de voie ferrée, situés entre celles-ci et les frontières d'Etat restent à l'Etat sur le territoire duquel ces gares et ces tronçons de voie sont situés.

Article 5.

USAGE ET ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DES INSTALLATIONS.

1. Les administrations des chemins de fer polonaises et allemandes s'accordent réciproquement le libre usage des bâtiments et installations nécessaires au trafic ferroviaire, conformément aux dispositions de la présente convention.

2. Dans leurs districts respectifs, elles entretiendront tout les bâtiments et installations situés aux gares d'échange et sur les tronçons de voie ferrée entre les gares d'échange et la frontière, dans l'état prescrit par les règlements.

3. Les détails et, en particulier, les dérogations éventuelles concernant les bâtiments et installations coupés par la frontière, seront réglés dans les arrangements locaux additionnels. (Article 7.)

Dispositions d'exécution.

1. Les ponts de chemins de fer et les viaducs coupés par la frontière, ainsi que leurs culées et piliers seront surveillés et entretenus en totalité par l'une des administrations ferroviaires intéressées et conformément à ses propres règlements, sans que ce fait porte atteinte d'une manière quelconque au droit de propriété de l'administration voisine. (Voir Annexe A.)

2. Les directions de chemins de fer intéressées s'entendront au sujet des travaux dont l'importance dépasse celle d'un entretien courant, ou au sujet d'une réfection éventuelle des ponts. Ces travaux ne pourront pas être commencés sans autorisation des administrations centrales. S'il y avait péril en la demeure, l'administration chargée de l'entretien devra faire exécuter les travaux indispensables et prévenir immédiatement l'administration voisine.

3. L'administration chargée de l'entretien d'un pont, portera au compte de l'administration voisine sa quote-part des frais, établie proportionnellement à la longueur du pont, de chaque côté de la frontière, avec une majoration de 10 % pour les frais de gestion.

4. La liste des ponts coupés par la frontière est jointe à la présente convention. (Annexe A.)

Article 6.

DROIT DE PROPRIÉTÉ.

1. Tous les bâtiments et installations mentionnés à l'article 5 restent propriété polonaise s'ils se trouvent sur le territoire polonais ou dantzikois, et propriété allemande, s'ils sont situés sur le territoire allemand.

2. Il en sera de même des nouveaux bâtiments et installations.

4. By mutual agreement between the respective Governments, other stations closer to the frontier may be used as exchange stations instead of those already named.

5. With regard to the Zawisna-Praszka frontier-crossing and the frontier crossings of the Upper Silesian narrow gauge railways, special provisions will be included in a Final Protocol.

Article 4.

SOVEREIGNTY.

Sovereign rights over the exchange stations, including the section of the line between the latter and the frontier, shall belong, so far as no provisions to the contrary occur in this or any other international Conventions, to the State in whose territory they are situated.

Article 5.

USE AND UPKEEP OF RAILWAY INSTALLATIONS.

1. The Polish and German railway administrations shall allow each other the use of the necessary installations and premises according to the provisions of the present Convention.

2. They shall, each in its own area, maintain the installations at the exchange stations and on the line between the exchange station and the frontier, in the condition prescribed by the regulations.

3. More detailed provisions, especially those involving alterations to installations and buildings intersected by the frontier, shall be the subject of supplementary local agreements. (Article 7.)

Regulations of execution.

1. Railway bridges and viaducts, including their buttresses and pillars, intersected by the frontier, shall, without prejudice to the property rights of the neighbouring administration, be inspected and maintained exclusively by one of the two local administrations concerned, in accordance with its own regulations. (See Annex A.)

2. As regards work in excess of the normal upkeep requirements, and as regards the rebuilding of bridges, an agreement must be reached between the two railway administrations concerned. This work may not be undertaken without the previous consent of the central railway administration. In urgent cases the administration responsible for upkeep shall put the necessary work in hand and notify the neighbouring administration immediately.

3. The administration responsible for the upkeep of a bridge shall render an account to the neighbouring administration for its share of the upkeep, based on the relative lengths of the bridges on either side of the frontier, plus an additional 10 % for administrative expenses.

4. A list of bridges intersected by the frontier is annexed. (Annex A.)

Article 6.

RIGHT OF PROPERTY.

1. All the installations and buildings mentioned in Article 5 which are situated on Polish territory or on that of the Free City of Danzig shall remain the property of Poland, and those on German territory shall remain the property of Germany.

2. The same applies to new installations.

Article 7.

ARRANGEMENTS ADDITIONNELS LOCAUX.

Les administrations des chemins de fer devront conclure un arrangement additionnel pour chaque point de passage de la frontière en vue d'en régler les conditions particulières (arrangement additionnel local).

Disposition d'exécution.

On devra joindre à chaque arrangement additionnel le plan du secteur de voie situé entre la frontière et la gare d'échange, ainsi que le plan de cette gare d'échange. Sur ce dernier plan, les bâtiments et les installations servant à l'usage commun et ceux qui seront assignés à l'administration voisine pour son usage exclusif, seront teints en couleurs différentes. On joindra à ce plan une liste des installations et des bâtiments communs aux deux administrations et des installations et bâtiments assignés à l'administration voisine pour son usage exclusif.

Article 8.

QUESTIONS DE LANGUE.

1. Les communications de service, orales et écrites, aux gares d'échange et dans le secteur qui s'étend entre ces gares et la frontière, auront lieu dans la langue qui est langue officielle dans ces gares et sur ces secteurs. Exception, voir article 26.

2. Toutefois, même pour le service, les employés d'un même Etat se trouvant sur le territoire de l'Etat voisin, pourront communiquer entre eux dans leur langue.

3. La correspondance officielle, échangée par la voie télégraphique ou par note écrite entre des services des Parties contractantes sera rédigée dans la langue officielle du service expéditeur.

Dispositions d'exécution.

1. La traduction des télégrammes et des notes écrites incombe à l'administration qui les reçoit.

2. Pour les avis réguliers et périodiques du trafic ferroviaire, les administrations des chemins de fer intéressées utiliseront des formulaires rédigés dans les deux langues et établis d'un commun accord.

3. Les locaux officiels assignés à l'usage exclusif de l'administration voisine dans les gares d'échange, seront munis d'écriteaux rédigés dans les deux langues, le texte rédigé dans la langue officielle de l'administration propriétaire devant toujours être placé en premier lieu.

4. Les gares d'échange et les gares frontières afficheront, dans des endroits appropriés, les avis officiels et les horaires transmis par l'administration des chemins de fer voisine dans sa langue officielle et présentant un intérêt réel pour le trafic au point de passage en question.

Article 9.

EMPLOYÉS DE L'ETAT VOISIN A LA GARE D'ÉCHANGE ET SUR LE SECTEUR DE CHEMIN DE FER COMPRIS ENTRE CETTE GARE ET LA FRONTIÈRE.

1. A la gare d'échange et sur le secteur de chemin de fer compris entre celle-ci et la frontière, l'administration voisine pourra faire exécuter certaines opérations de service par ses propres employés, lorsque la nature de ces opérations l'exige. Ces employés devront effectuer lesdites opérations en se conformant aux lois et règlements de l'administration qui les envoie.

Article 7.

SUPPLEMENTARY LOCAL AGREEMENTS.

The railway administrations shall conclude a supplementary agreement governing the particular conditions of each frontier-crossing (Supplementary Local Agreement).

Regulation of Execution.

A plan of the line from the frontier to the exchange station and a plan of the exchange station shall be attached to every supplementary agreement. The plans shall show in different colours the installations used jointly by both administrations and those handed over to the neighbouring administration for its exclusive use, and a list shall be attached to the plan indicating the installations for joint use and installations for the sole use of the neighbouring administration.

Article 8.

LANGUAGE.

1. Oral and written official communications at the exchange stations and on the section between the latter and the frontier shall be made in the official language of the particular station and section. Exception : See Article 26.

2. Employees of the same State may, however, even for official purposes, communicate with one another in their own language in the territory of the other State.

3. Telegraphic and written official correspondence between the administrative offices of the two Contracting Parties shall be in the official language of the sending office.

Regulations of Execution.

1. The receiving administration shall be responsible for the translation of telegrams and written communications.

2. Periodical communications relating to railway traffic shall be issued in both languages in a form to be agreed upon between the two railway administrations.

3. Premises at the exchange station used exclusively by the neighbouring administration shall be provided with bilingual notices in which the official language of the owner-administration shall always be placed first.

4. The exchange and frontier stations shall display in appropriate places official notices and time-tables concerning the traffic of the frontier-crossing in question transmitted by the neighbouring railway administration in its official language.

Article 9.

EMPLOYEES OF THE NEIGHBOURING STATE AT THE EXCHANGE STATION AND ON THE SECTION BETWEEN THE LATTER AND THE FRONTIER.

1. At the exchange station and on the section between the latter and the frontier, the neighbouring administration may use its own employees to perform certain service duties when the nature of these duties so requires. These employees must discharge their duties in accordance with the laws and regulations of the administration which sent them.

2. Le nombre des employés envoyés sur le territoire de l'Etat voisin ne devra pas dépasser le chiffre strictement nécessaire.

3. Le personnel employé aux gares frontières et aux gares d'échange, ainsi que sur les secteurs de chemin de fer compris entre la frontière et les gares d'échange, devra être au courant de tous les règlements et instructions concernant le service aux points de passage, et, s'il exerce ses fonctions dans une gare d'échange de l'administration voisine, devra être en mesure de s'exprimer et de se faire comprendre dans la langue officielle de l'Etat voisin pour tout ce qui concerne les besoins du service.

Dispositions d'exécution.

1. Le personnel employé sur le territoire de l'Etat voisin sera considéré comme possédant les qualités requises s'il a satisfait aux règlements et aux examens de l'administration dont il dépend.

2. Pendant sa présence sur le territoire de l'Etat voisin, le personnel en service doit se conformer aux instructions des organes compétents de l'administration voisine, pour autant que l'arrangement local additionnel confère à ces derniers le droit de donner ces instructions.

3. Dans des cas exceptionnels, le personnel en service sur le territoire de l'Etat voisin, pourra être appelé à prêter son concours à l'administration voisine, dans la mesure où les nécessités de service de sa propre administration le permettent.

4. Les arrangements additionnels locaux établiront, pour chaque point de passage, si des employés sont autorisés à résider dans le pays voisin et, le cas échéant, quels sont ces employés.

Article 10.

PROTECTION DES EMPLOYÉS DE L'ETAT VOISIN.

1. Les employés occupés sur le territoire de l'Etat voisin et ressortissants de l'Etat qui les envoie, conservent leur nationalité. Il en est de même des membres de leur famille et de leurs domestiques vivant à leur foyer sur le territoire de l'Etat voisin. Dans ce cas, le domicile, la résidence ou la naissance ne confèrent pas la nationalité de l'Etat voisin.

2. Toute protection est garantie aux personnes mentionnées à l'alinéa 1, pendant leur séjour sur le territoire de l'Etat voisin. (Voir articles 16 et 17.) Les employés doivent, dans l'Etat voisin, être considérés également comme des fonctionnaires, dans l'acception que donne à ce terme la loi pénale. En cas d'injures ou de blessures, lorsque des poursuites peuvent être engagées directement par le ministère public en dehors de l'action privée de l'offensé, les Parties contractantes feront, le cas échéant, usage de cette faculté en faveur des fonctionnaires des administrations voisines employés sur leur territoire, dans la même mesure qu'elles le feraient en faveur de leurs propres fonctionnaires.

3. Les personnes mentionnées à l'alinéa 1 jouissent, pendant leur séjour sur le territoire de l'Etat voisin :

a) De l'exemption de toutes prestations personnelles et réelles de droit public ;

b) De l'exemption des impôts publics perçus sur ce territoire, dans la même mesure que s'ils n'y avaient ni domicile ni résidence.

4. Les enfants des personnes mentionnées à l'alinéa 1 ne sont pas soumis, dans l'Etat voisin, à l'obligation scolaire.

5. La punition disciplinaire des fautes de service commises par les employés occupés sur le territoire de l'Etat voisin relève exclusivement des pouvoirs disciplinaires de leurs chefs hiérarchiques dans l'Etat qui les a envoyés. Le jugement des faits punissables commis dans l'exercice

2. The number of employees despatched to the territory of the neighbouring State must not exceed the number strictly required.

3. The members of the personnel employed at frontier and exchange stations, and also on the section between the frontier and the exchange station, must be acquainted with the relevant rules and regulations of the frontier railway service, and, if employed at the exchange station of the neighbouring administration, must be capable of making themselves understood, to the extent required by their duties, in the official language of the neighbouring State.

Regulations of Execution.

1. The qualifications of the members of the personnel employed on the territory of the neighbouring State shall be those recognised by the rules and examinations of the administration to which they belong.

2. When acting in the territory of the neighbouring State, the personnel shall be subject to the regulations of the competent organs of the neighbouring administration, in so far as such regulations are in keeping with the provisions of the supplementary local agreement.

3. In exceptional circumstances, a member of the personnel may, while acting in the territory of the neighbouring State, be called upon to perform service duties for the neighbouring administration, so far as his duties for his own administration permit.

4. The supplementary local agreements shall decide in respect of each frontier-crossing whether employees are to reside in the neighbouring State and, if so, which employees.

Article 10.

PROTECTION OF EMPLOYEES OF THE NEIGHBOURING STATE.

1. Employees working in the territory of the neighbouring State who are subjects of the State responsible for sending them shall retain their nationality. The same applies to the members of their families and to the servants living in their households in the territory of the neighbouring State. In such cases the fact of domicile, residence or birth does not involve acquisition of the nationality of the neighbouring State.

2. All necessary protection is guaranteed to the persons indicated in paragraph 1 during their stay in the territory of the neighbouring State. (See Articles 16 and 17). Employees when in the neighbouring State shall continue to be regarded as officials for the purposes of penal law. In cases of insult or bodily injury, in so far as public action may legitimately be taken in addition to private action by the injured party, the Contracting Parties shall exercise their powers in favour of the employees of the neighbouring administration working on their territory to the same extent as in favour of their own officials.

3. During the period of their stay in the territory of the neighbouring State, the persons indicated in paragraph 1 shall enjoy :

(a) Exemption from all personal services and contributions under public law;

(b) Exemption from public taxation in this territory to the same extent as if they possessed neither domicile nor residence in the neighbouring State.

4. The children of the persons indicated in paragraph 1 shall be exempt from compulsory school attendance.

5. As regards disciplinary punishment of administrative offences, employees working in the territory of the neighbouring State shall be under the sole jurisdiction of their own superiors. As regards punishable offences committed in the performance of their duties in the territory of

de leurs fonctions sur le territoire de l'Etat qui les reçoit, est, à moins qu'il ne s'agisse de ressortissants de ce dernier Etat, exclusivement laissé aux autorités du pays d'origine, si elles le demandent.

Lorsqu'une demande de ce genre est présentée, l'Etat requis devra immédiatement livrer l'inculpé à l'autorité du pays d'origine désignée. La demande de dessaisissement et de livraison de l'inculpé devra être transmise par l'autorité nationale de l'inculpé, compétente en matière de poursuites pénales, à l'autorité correspondante de l'Etat requis.

Article 11.

ASSISTANCE DANS LE SERVICE.

1. Les services et les employés des Parties contractantes occupés dans les gares d'échange et sur les secteurs situés entre celles-ci et la frontière, se prêteront mutuellement assistance dans l'accomplissement des tâches qui leur incombent, notamment en vue d'empêcher ou de découvrir les infractions.

2. Les autorités et les services de l'une des Parties contractantes accorderont toute la protection nécessaire aux services et aux employés de l'autre Partie exerçant leurs fonctions sur le territoire indiqué à l'alinéa 1, et donneront la même suite à leurs demandes de protection que si ces demandes émanaient de leurs propres services ou employés.

3. Sur une demande émanant directement des services de l'autre Partie, les services compétents des administrations intéressées au trafic ferroviaire procéderont d'une manière appropriée aux constatations concernant les infractions aux règlements de service de la Partie requérante en matière ferroviaire, postale, douanière, disciplinaire ou au sujet des passeports, commises sur le territoire indiqué à l'alinéa 1 du présent article, et signifieront les citations nécessaires pour instituer et exercer les poursuites disciplinaires.

4. Les débours effectifs résultant de la signification de ces citations, seront remboursés directement par le service requérant au service requis.

Article 12.

FONCTIONNAIRES CHARGÉS DU CONTROLE.

1. Chaque administration intéressée a le droit de faire contrôler par ses propres fonctionnaires le fonctionnement des services assurés par ses employés sur le territoire de l'Etat voisin.

2. Ces fonctionnaires devront s'abstenir de toute intervention dans le service d'exploitation.

3. Les dispositions de l'article 16 sont applicables au passage de la frontière et au séjour temporaire de ces fonctionnaires sur le territoire de l'Etat voisin.

Disposition d'exécution.

Les administrations voisines se feront connaître réciproquement le nom de ces fonctionnaires.

Article 13.

FAUTES DE SERVICE

1. En cas de fautes de service concernant le trafic ferroviaire, la direction des chemins de fer dans le district de laquelle le fait a eu lieu, procède aux constatations, d'accord et avec l'assistance de l'administration intéressée de l'Etat voisin, s'il y a lieu. La direction en question communiquera le procès-verbal des faits à l'administration voisine qui prendra immédiatement les mesures ultérieures nécessaires et informera l'autre administration du résultat. Les employés qui décla-

the other country, provided the offender is not a subject of the latter, the right of sentence shall be left to the home authorities if they so request.

On such request, the accused must be surrendered by the other country without delay to the home authority designated. The request for the transfer of the case and for the surrender of the accused shall be made by the latter's home authority to the competent prosecuting authority of the other country.

Article 11.

MUTUAL ASSISTANCE IN SERVICE MATTERS.

1. The administrative offices and employees of the Contracting Parties at the exchange stations and on the sections between them and the frontier shall assist one another in the performance of their official duties, particularly those in connection with the prevention and detection of contraventions.

2. The authorities and offices of each of the Contracting Parties shall afford all the necessary protection to the offices and employees of the other Party working in the territories indicated in paragraph 1, and shall give the same effect to requests to that end as to similar requests from their own offices and employees.

3. The competent offices of the administrations concerned with railway traffic shall, upon the direct request of one of the offices of the other Party, take suitable steps to ascertain the facts regarding infringements of the provisions of the latter's railway, postal, Customs, passport or service regulations occurring in the territories mentioned in paragraph 1 of the present Article, and shall issue the necessary summonses for initiating and executing disciplinary measures.

4. The expenses incurred in dealing with such requests shall be reimbursed by the office making the request to the office receiving the same.

Article 12.

SUPERVISORY STAFF.

1. Each of the administrations concerned has the right to have the work of its own employees in the territory of the neighbouring State inspected by its own officials.

2. These officials shall refrain from any interference in the working of the service.

3. The provisions of Article 16 shall apply *mutatis mutandis* to the crossing of the frontier by these officials and their temporary stay in the territory of the neighbouring State.

Regulation of Execution.

The names of these officials shall be communicated to each other by the neighbouring administrations.

Article 13.

ADMINISTRATIVE OFFENCES.

1. In cases of administrative offences in connection with railway traffic, the railway administration of the district in which the offence was committed shall proceed to an investigation into the facts, if necessary in agreement with, and with the help of, the administration of the neighbouring State concerned. The railway administration shall communicate these facts to the neighbouring administration, which shall take immediate action and shall inform the other admin-

reront ne pas connaître suffisamment la langue officielle de l'Etat voisin, seront interrogés, sur leur demande, dans la langue officielle de l'Etat qui les envoie.

2. L'employé qui aura commis une faute de service grave, sera rappelé par les autorités supérieures du territoire de l'Etat voisin à la demande de l'administration compétente de ce dernier Etat.

Article 14.

ASSURANCES SOCIALES ET ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

1. En matière d'assurances sociales et d'assurance contre les accidents concernant les employés des chemins de fer occupés d'une manière permanente ou temporaire sur le territoire de l'Etat voisin, sont exclusivement applicables les dispositions légales de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège de l'administration qui a nommé ces employés. Il en est de même lorsque le personnel d'une administration est employé par l'autre administration pour les besoins du service.

2. Sont compétents pour assurer l'exécution des assurances sociales et de l'assurance contre les accidents et pour décider des litiges les organes d'assurance, les autorités administratives ou les tribunaux de l'Etat dont les dispositions légales sont applicables en vertu de l'alinéa précédent.

3. Une assurance dont l'exécution, en vertu des dispositions qui précèdent, est assurée conformément aux dispositions légales de l'autre Etat, aura le même effet légal, en ce qui concerne la responsabilité civile de l'employeur, qu'une assurance exécutée conformément aux dispositions de la législation nationale. Un droit de recours ne pourra, le cas échéant, être exercé que par l'une des administrations à l'égard de l'autre.

Article 15.

ASSISTANCE EN CAS DE MALADIE.

1. En cas de maladie ou en cas d'accident, la même assistance sera prêtée aux employés de l'administration voisine et aux membres de leur famille vivant à leur foyer et à leur charge qu'aux propres employés de l'administration intéressée et aux membres de leur famille.

2. Les frais qui en résulteront seront remboursés par l'administration dont ce personnel dépend à l'administration qui a prêté assistance.

Disposition d'exécution.

La demande de remboursement des frais visés à l'alinéa 2, devra être accompagnée d'un certificat du médecin consultant, attestant que le secours médical était nécessaire et correspondait à la nature de la maladie ou de la blessure, ainsi qu'à la situation du malade.

Article 16.

PASSAGE DE LA FRONTIÈRE ET SÉJOUR TEMPORAIRE DANS L'ETAT VOISIN.

1. Moyennant production d'une attestation délivrée par le service compétent, les employés des Parties contractantes en service aux points de passage ferroviaires entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, seront autorisés à franchir la frontière dans l'exercice de leurs fonctions ou pour se rendre à leur poste, ainsi qu'à séjourner dans les limites du terrain du chemin de fer sur le territoire de l'Etat voisin, pendant le service et dans les intervalles de repos, sans être soumis à l'obligation du passeport et du visa. L'attestation devra être rédigée conformément au modèle convenu et pour une durée de temps fixée suivant les conditions propres à chaque cas d'espèce ; cependant, sa durée de validité ne pourra dépasser une année. Les employés

istration of the result. Employees who, according to their own statement, are insufficiently acquainted with the official language of the neighbouring State shall be interrogated at their own request in the official language of the State responsible for sending them.

2. An employee who has committed a serious administrative offence shall, at the request of the competent administration of the neighbouring State, be withdrawn by his superiors from service in its territory.

Article 14.

SOCIAL INSURANCE AND ACCIDENT BENEFITS.

1. As regards social insurance and accident benefits in the case of members of the railway staffs permanently or temporarily employed in the territory of the neighbouring State, only the legal provisions of the State in whose territory the administration employing the persons is situated shall be applicable. The same shall apply when the personnel of one administration is employed for service purposes by the other administration.

2. The bodies liable for insurance, administrative authorities or courts of the State whose legal provisions are applicable in virtue of the preceding paragraph shall be competent to deal with social insurance, the payment of accident benefits and the settlement of disputes.

3. Insurance complying with the foregoing provisions effected in accordance with the legal provisions of the other State shall have the same legal validity from the point of view of employers' civil liability as insurance effected according to the legal provisions of the home country. The right of appeal may only be exercised by one railway administration against the other.

Article 15.

SICK BENEFIT.

1. In the case of sickness and accidents, the same assistance shall be accorded to the personnel of the neighbouring State and to members of their families dependent upon them and living in their households as is extended to the personnel and dependents of the home State.

2. The expenses incurred in this connection shall be reimbursed to the administration which provided relief by the administration to which the personnel concerned belongs.

Regulation of Execution.

Reimbursement as provided by paragraph 2 will only be made upon a certificate from the doctor attending the case to the effect that medical assistance was necessary and was in keeping with the nature of the sickness or injury and also with the circumstances of the patient.

Article 16.

CROSSING OF THE FRONTIER AND TEMPORARY STAY IN THE NEIGHBOURING STATE.

1. Employees engaged in the frontier service between Poland and the Free City of Danzig, on the one hand, and Germany, on the other hand, shall be allowed to cross the frontier in, and with a view to, the exercise of their duties, and to remain upon the railway premises in the territory of the neighbouring State during and between working hours without obligation to obtain a passport or visa, in virtue of a warrant issued by one of the competent offices. This warrant must be drawn up according to an agreed form and for a period depending upon the circumstances ; the validity may not, however, exceed one year. To go outside the railway premises, a permit from the Railway Passport Office is required and will only be issued on deposit of the document referred to in the

qui voudraient quitter le terrain du chemin de fer devront être munis d'un certificat du poste de contrôle des passeports de gare, qui ne leur sera délivré que contre dépôt de l'attestation mentionnée dans la première phrase et ne sera valable que pour le territoire de la commune dans laquelle la gare d'échange est située ou de la commune la plus proche de cette gare.

2. Les employés qui se trouvent en territoire étranger devront porter un uniforme ou des insignes de service apparents, s'ils y sont tenus en vertu des règlements de l'Etat qui les envoie, ou si, dans l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de l'Etat voisin, ils entrent en contact avec le public. Ils devront déposer leurs armes avant de quitter le terrain du chemin de fer.

3. Sous réserve du contrôle de la douane, les employés sont autorisés à transporter avec eux en franchise au delà de la frontière les objets manifestement destinés à leur usage quotidien personnel pendant le service et pendant leur trajet pour prendre le service ou pour rentrer.

4. Le personnel en fonctions aux points de passage ferroviaires sera transporté gratuitement entre la gare d'échange et la frontière.

Dispositions d'exécution.

1. Le modèle de l'attestation mentionnée à la phrase 2 de l'alinéa 1 du présent article figure à l'annexe B. Les administrations des Parties contractantes se feront connaître réciproquement les services compétents pour délivrer ces attestations.

2. Les employés de l'administration dantzikoise des postes, des douanes et du contrôle des passeports en service aux points de passage ferroviaires, pourront se servir de leurs cartes de légitimation officielles, au lieu des attestations prévues à l'annexe B.

3. Ces attestations confèrent également le droit au transport gratuit visé à l'alinéa 4 du présent article.

Article 17.

PASSAGE DE LA FRONTIÈRE ET SÉJOUR PERMANENT DANS L'ETAT VOISIN.

Les employés en service sur le territoire de l'Etat voisin et qui y résident, ainsi que les membres de leur famille et leurs domestiques vivant à leur foyer, sont autorisés à franchir la frontière entre les deux pays et à séjourner dans la localité où ils exercent leurs fonctions sans être soumis à l'obligation du passeport et du visa, moyennant production d'une carte d'identité établie conformément au modèle convenu et délivrée par les autorités hiérarchiques dont ils relèvent. Le territoire de la commune dans laquelle se trouve la gare d'échange ou celui de la commune la plus proche de cette gare sera considéré comme la localité où l'intéressé exerce ses fonctions, à moins que l'arrangement local additionnel ne détermine d'une autre manière les limites de cette localité.

2. Les dispositions des alinéas 2 et 4 de l'article 16, seront applicables à ces employés, étant entendu qu'ils seront également autorisés à porter leurs armes réglementaires pendant le trajet pour prendre le service et pour en revenir.

Disposition d'exécution.

Les modèles des cartes d'identité mentionnées à l'alinéa 1 du présent article figurent aux annexes C et D.

Article 18.

CARTES D'IDENTITÉ DES EMPLOYÉS DES WAGONS-RESTAURANTS ET DES WAGONS-LITS.

1. Les employés privés occupés dans les wagons-restaurants et dans les wagons-lits devront être munis d'une carte d'identité délivrée par les autorités de police compétentes du lieu de leur domicile. Ces pièces comporteront l'indication du nom et du prénom, de la résidence et de la nationalité, et porteront la signature et la photographie du porteur munie du timbre officiel, ainsi que le

first sentence. It shall be valid only for the territory of the commune in which the exchange station is situated or to which the station is nearest.

2. In foreign territory employees shall wear uniform or conspicuous service badges in so far as they are obliged to wear uniform or service badges by the regulations of the State to which they belong, or in so far as, in the course of their duties, they come into contact with the public in the neighbouring State. Before quitting the railway premises they must leave their arms.

3. Subject to Customs inspection, employees shall be entitled to take with them free of duty such articles as are obviously required for daily use in the course of service and on the journey to and from work.

4. The staff employed in the frontier service shall be conveyed free between the exchange station and the frontier.

Regulations of Execution.

1. The warrant mentioned in paragraph 1, sentence 2 of this Article shall be in the form given in Annex B. The offices competent to issue this warrant shall be notified to each other by the two administrations.

2. Employees of the Danzig passport, postal and Customs administrations employed in the railway frontier service may, in place of the warrant given in Annex B, make use of their official identity certificates.

3. These certificates also entitle the bearer to free conveyance in accordance with paragraph 4 of this Article.

Article 17.

CROSSING OF THE FRONTIER AND PERMANENT RESIDENCE IN THE NEIGHBOURING STATE.

1. Employees working in the territory of the neighbouring State and residing there, and also members of their family and household, shall be permitted to cross the frontier between their home country and their residence in their place of employment without obligation to obtain a passport or visa, in virtue of a warrant in a form to be agreed upon, issued by their superior authority. The territory of the commune to which the exchange station belongs, or which lies nearest that station, shall be regarded as the place of employment, unless, owing to special circumstances, the place of employment is otherwise defined in the supplementary local agreements.

2. The provisions of paragraphs 2 and 4 of Article 16 shall apply to these employees, it being understood that they may also carry their regulation weapons with them both to and from their work.

Regulation of Execution.

The warrants mentioned in paragraph 1 of this Article shall be in the forms specified in Annexes C and D.

Article 18.

IDENTITY CARDS FOR DINING AND SLEEPING CAR ATTENDANTS.

1. Private employees in dining and sleeping cars must be provided with identity cards issued by the competent police authority of their place of residence. These cards must bear the Christian names and surname, address, nationality, signature and an officially certified photograph of the holder, the seal and signature of the authority issuing the permit, and also an attestation by the

cachet et la signature de l'autorité qui délivre la pièce. Elles devront également être munies d'une attestation de la direction des chemins de fer compétente, indiquant la nature de l'occupation du porteur dans le service des wagons-restaurants et des wagons-lits.

2. Le visa de l'autre Partie contractante ne sera pas exigé.

Article 19.

RÈGLEMENTS DOUANIERS SPÉCIAUX.

1. L'administration douanière de chaque Partie contractante reconnaîtra comme valables et respectera les plombs et les scellés apposés par l'administration douanière de l'autre Partie contractante sur les marchandises qui sont expédiées sous la surveillance de la douane, à moins que des abus ne soient soupçonnés et sans préjudice des droits qui lui sont conférés par la législation nationale. Elle pourra compléter les plombs ou les scellés au moyen de nouvelles marques douanières.

2. Les fournitures officielles nécessaires aux services situés en territoire étranger, ainsi qu'aux employés qui y sont occupés seront importées en franchise de tous droits d'entrée, taxes et redevances, moyennant production d'une attestation officielle du service compétent. Elles pourront être également réexportées en franchise dans leur pays de provenance.

3. Les mêmes dispositions s'appliquent aux objets déménagés, destinés à l'usage personnel des employés ainsi que des membres de leur famille et des domestiques vivant à leur foyer, à condition qu'il s'agisse d'objets usagés.

4. Les pièces de rechange demandées à l'administration des chemins de fer étrangère, conformément aux termes des conventions internationales concernant l'usage réciproque des wagons, en vue de réparer le matériel roulant endommagé, ainsi que les pièces endommagées retournées, seront exemptes de tous droits de douane, taxes et redevances, si leur destination est officiellement attestée par le service qui effectue l'envoi.

Article 20.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGES.

1. La responsabilité pour les dommages et les accidents survenus dans le trafic ferroviaire entre la frontière et la gare d'échange sera déterminée conformément aux lois et règlements en vigueur au lieu où le dommage ou l'accident se sont produits. Cette disposition ne s'applique pas aux dommages subis par les marchandises transportées et par les bagages des voyageurs ni à leur perte totale ou partielle. (Voir alinéa 7.)

Le trafic par les points de passage ferroviaires de la Haute-Silésie continuera d'être régi par les articles 426, 427 et 486 de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie du 15 mai 1922, pendant toute la durée de validité de cette convention.

2. La responsabilité pour les dommages résultant d'actes illégaux ou de la négligence du personnel ferroviaire en service aux points de passage incombe à l'administration des chemins de fer qui a fourni ce personnel. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'employés dont les services ont été requis par l'autre administration, la responsabilité incombe à cette dernière. Lorsque le dommage a été occasionné par des employés des deux Parties contractantes, ou bien lorsqu'il ne sera pas possible d'en déterminer l'auteur, les deux administrations seront responsables par parties égales.

3. La responsabilité pour des dommages résultant d'accidents causés par le mauvais état des gares, des voies, des locomotives en service ou des automotrices, incombe à l'administration qui assure l'entretien de la gare, de la voie, de la locomotive ou de l'automotrice en question.

4. La responsabilité pour les accidents résultant du mauvais état des wagons ou autre matériel de traction non mentionné précédemment, incombe à l'administration qui a pris la dernière ce matériel en charge au point de vue technique.

5. Les administrations ferroviaires ne seront pas responsables l'une envers l'autre des dommages résultant d'un cas de force majeure. Lorsque le dommage est causé par un accident qui

competent railway directorate of the nature of the bearer's employment in the dining and sleeping car service.

2. A visa from the other Contracting Party is not required.

Article 19.

SPECIAL CUSTOMS PROVISIONS.

1. The Customs administration of each Contracting Party shall, except in cases of suspected abuse, and without prejudice to the rights derived from their national legislation, accept as valid and leave intact the leads or seals which the Customs administration of the other Party has affixed to goods which were despatched under Customs supervision. It retains, however, the right to supplement the leads or seals by an additional Customs mark.

2. Objects used for service purposes by offices and employees in foreign territory may be imported free of all Customs duties, charges and fees on production of an attestation by the competent office ; such objects may be conveyed back to the country of origin free of duties, charges and fees.

3. The same applies to property in course of removal intended for the personal use of employees and the members of their families and households, provided the objects in question have already been used.

4. Spare parts applied for from foreign railway administrations, in accordance with the international agreement on the reciprocal use of wagons, to repair damages, and also damaged parts in course of return, shall be exempt from Customs duties, charges and fees, provided they are accompanied by an official attestation from the office of despatch regarding the destination of the material.

Article 20.

RESPONSIBILITY FOR DAMAGE.

1. Responsibility for damage and accidents in railway traffic between the frontier and the exchange station, but not for damage to or total or partial loss of goods despatched and passengers' luggage (see paragraph 7), shall be determined by the laws and regulations in force in the locality where the damage or accident occurs.

Traffic by the Upper Silesian frontier crossings shall continue to be governed by the provisions of Articles 426, 427 and 486 of the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, as long as this Convention remains in force.

2. Responsibility for damage due to irregular procedure or neglect on the part of the railway personnel employed in the frontier service shall be borne by the railway administration to which the personnel in question belongs. Nevertheless, in the case of personnel belonging to one administration whose services have been requisitioned by the other, the latter administration shall be responsible. If the damage is caused by employees of both administrations, or if it cannot be ascertained who caused the damage, the two parties shall be equally responsible.

3. Where the accident is due to the bad condition of the station, track, engines in service or rail motors, the railway administration whose duty it is to maintain the station, track, engine or rail motor in good condition shall be held responsible.

4. Where the accident is due to a defect in a coach or other rolling-stock not mentioned above, the administration which last took over the technical charge of the rolling-stock in question shall be held responsible.

5. In case of damages caused by *vis major*, the railway administrations shall not be liable to each other. If the damage was caused by an occurrence which cannot be regarded as *vis major*,

ne peut être considéré comme résultant d'un cas de force majeure, la responsabilité en incombe à l'administration ferroviaire sur le réseau de laquelle le dommage s'est produit. Toutefois, chaque administration supporte elle-même les dommages subis par le personnel ou le matériel ferroviaire qui résultent d'un accident fortuit survenu à un train en marche entre la frontière d'Etat et la gare d'échange.

6. Chaque administration a un droit de recours contre l'autre, lorsqu'en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, elle a été tenue de payer une indemnité dont l'autre administration est responsable en totalité ou en partie conformément aux dispositions susindiquées. Le droit de recours existe également lorsque les deux administrations ont convenu que l'une d'elles se chargera de liquider toutes les demandes d'indemnité, même si l'autre administration était responsable des dommages en totalité ou en partie. Cependant, les règlements transactionnels, les reconnaissances et les jugements par défaut ne lient cette dernière que si elle les a acceptés ou si, bien qu'interrogée et avertie, elle n'a fait aucune déclaration dans un délai approprié et dûment fixé.

7. Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux dispositions différentes de la législation ferroviaire concernant les indemnités réclamées en vertu du contrat de transport.

Disposition d'exécution.

L'enquête sur les dommages et les accidents mentionnés aux alinéas 1 à 6 sera toujours faite par l'administration dont dépend le secteur ou la gare où l'accident ou le dommage se sont produits. Si les résultats provisoires de cette enquête mettent en cause la responsabilité ou la co-responsabilité de l'autre administration, celle-ci devra en être immédiatement informée. Dans ce cas, des délégués des deux administrations procéderont, d'un commun accord, aux constatations ultérieures, en vue de fixer définitivement les causes de l'accident ou des dommages. L'administration des postes sera invitée à participer à l'enquête, s'il s'agit de dommages subis par des envois postaux transportés dans un wagon-poste ou dans un fourgon. Toutefois cette invitation, ne préjuge pas de l'évaluation définitive du montant des dommages.

Article 21.

GARES DE DÉDOUANEMENT ET DU CONTRÔLE DES PASSEPORTS.

1. Le dédouanement et le contrôle des passeports seront effectués aux gares désignées ci-après :

Au point de passage ferroviaire	Dédouanement et contrôle des passeports	
	Polonais	Allemands
Strzebielino-Gross Boschpol	Strzebielino	Gross Boschpol
Chojnice-Firchau	Chojnice	Firchau
Kaczory-Schneidemühl	Kaczory	Schneidemühl
Drawski Młyn-Kreuz	Drawski Młyn	Kreuz
Zbąszyń-Neu Bentschen	Zbąszyń	Neu-Bentschen
Leszno-Fraustadt	Leszno	Fraustadt
Rawicz-Wehrse	Rawicz	Wehrse
Rawicz-Korsenz	Rawicz	Korsenz
Zduny-Freyhan	Zduny	Freyhan
Pawłów-Neumittelwalde	Pawłów	Neumittelwalde
Łęka-Costau	Hanulin, pour le trafic des marchandises.	Costau, pour le trafic local des voyageurs et des bagages.
	Kępno, pour le trafic des voyageurs et des bagages.	Autrement : Pitschen.
Tczew-Simonsdorf-Marienburg	Tczew (Pologne) Simonsdorf (Dantzig)	Marienburg
Gardeja-Dianenberg	Gardeja	Gardeja
Jamelnik-Deutsch Eylau	Jamielnik	Dt. Eylau
Rakowice-Deutsch Eylau	Rakowice	Dt. Eylau
Grajewo-Prostken	Grajewo	Prostken
Raczki-Czymochen	Raczki	Czymochen

the railway administration on whose line the damage occurred shall be held responsible. Nevertheless, each administration shall itself be responsible for injury to personnel and material occurring by accident between the frontier and the exchange station.

6. Each administration has the right of appeal against the other if it has been sentenced by a judgment having legal force to pay compensation for damage for which the other administration is wholly or partly liable in pursuance of the above provisions. Appeal may also be made if both administrations have agreed that one of them is to settle claims for compensation, even when the other administration is wholly or partly liable for the damage. Nevertheless, compromises, acknowledgments or judgments by default are only binding on the other administration if it has given its consent thereto, or if, on being requested to do so, it has not stated its attitude within the proper time-limit after due warning.

7. The provisions of the present Article shall not affect any contrary provisions of the railway traffic legislation concerning compensation claimed in virtue of transport contracts.

Regulation of Execution.

Investigations regarding the damage and accidents dealt with in paragraphs 1 to 6 shall always be carried out by the railway administration on whose line or at whose station the accident or damage took place. In cases when the preliminary enquiries of this administration appear to show that the other administration is wholly or partly liable, the latter administration shall be immediately notified. The further enquiries with a view to the final determination of the cause of the accident or damage shall then be prosecuted jointly by the representatives of both administrations. When damage has occurred to postal matter despatched either in mail vans or in goods waggons, the postal administration shall be invited to take part in the investigations, without prejudice to the final valuation of the damage.

Article 21.

CUSTOMS AND PASSPORT INSPECTION STATIONS.

1. Customs and passport inspections shall take place at the following stations :

Frontier Crossing	Polish	German
	Customs and Passport inspection	
Strzebielino-Gross Boschpol	Strzebielino	Gross Boschpol
Chojnice-Firchau	Chojnice	Firchau
Kaczory-Schneidemühl	Kaczory	Schneidemhlü
Drawski Młyn-Kreuz	Drawski Młyn	Kreuz
Zbąszyń-Neu Bentschen	Zbąszyń	Neu Bentschen
Leszno-Fraustadt	Leszno	Fraustadt
Rawicz-Wehrse	Rawicz	Wehrse
Rawicz-Korsenz	Rawicz	Korsenz
Zduny-Freyhan	Zduny	Freyhan
Pawłów-Neumittelwalde	Pawłow	Neumittelwalde
Lęka-Costau	Hanulin, for goods traffic, Kępno for passenger and luggage traffic.	Costau, for local passenger and luggage traffic. Pitschen for other traffic.
Tczew-Simonsdorf-Marienburg	Simonsdorf (for Danzig), Tczew (for Poland)	Marienburg
Gardeja-Dianenberg	Gardeja	Gardeja
Jamielnik-Deutsch Eylau	Jamielnik	Deutsch Eylau
Rakowice-Deutsch Eylau	Rakowice	Deutsch Eylau
Grajewo-Prostken	Grajewo	Prostken
Raczki-Czymochen	Raczki	Czymochen

2. En ce qui concerne le dédouanement et le contrôle des passeports aux points de passage ferroviaire entre la Haute-Silésie polonaise et allemande, voir l'alinéa 2 de l'article premier.

3. Les dispositions spéciales concernant le dédouanement et le contrôle des passeports à la gare de Gardeja, figurent à l'annexe E.

4. Un arrangement spécial concernant le dédouanement et le contrôle des passeports au point de passage ferroviaire Praszka-Zawisna, sera stipulé dans le protocole final.

5. Les deux gouvernements pourront, d'un commun accord, désigner d'autres gares au lieu des gares de dédouanement et de contrôle des passeports ci-dessus mentionnées. (Voir alinéa 4 de l'article 3.)

6. En vue du contrôle douanier et de la police des passeports sur son propre territoire, chaque Partie contractante aura le droit de faire voyager ses employés dans les trains franchissant la frontière jusqu'à la première station du territoire de l'autre Partie contractante et, de cette station au retour. Les dispositions de l'article 16 seront applicables *mutatis mutandis* à ces employés.

Article 22.

SERVICE DE L'EXPLOITATION ENTRE LA FRONTIÈRE ET LA GARE D'ÉCHANGE ET A LA GARE D'ÉCHANGE.

1. La marche des trains employés au trafic ferroviaire réciproque entre la frontière d'Etat et la gare d'échange sera assurée par l'administration voisine, contre remboursement des frais. (Voir article 31.)

2. Au reste, le service sur le secteur compris entre la frontière d'Etat et la gare d'échange, ainsi que tout le service de la gare d'échange, sera assuré en principe par l'administration propriétaire. Sont exceptés de cette disposition le service de transfert des wagons et des marchandises et, à défaut d'arrangement spécial, le service d'expédition. (Voir article 9.)

Dispositions d'exécution.

1. Les prescriptions relatives à la composition, au nettoyage, à l'éclairage et au chauffage des trains seront fixées pour chaque point de passage ferroviaire séparément, lors des conférences tenues entre les administrations des chemins de fer intéressées au sujet des horaires.

2. La formation des trains s'effectuera conformément aux règlements de service de l'administration qui en assure la marche.

3. Les détails relatifs à l'usage de la gare d'échange aux fins de l'exploitation, ainsi que les détails concernant le transfert et la réception des wagons, des bagages et des marchandises, la manœuvre des wagons et l'emploi du personnel étranger, ainsi que les détails concernant le service de traction dans le secteur compris entre la frontière d'Etat et la gare d'échange, seront réglés par l'arrangement additionnel local. Une entente séparée interviendra au sujet de l'établissement et de l'emploi des documents de transfert (bordereaux des trains, bordereaux de chargement, bordereaux de transfert des bagages et des marchandises, etc.).

4. L'arrangement additionnel local réglera les modalités de l'emploi exceptionnel des locomotives appartenant aux trains de l'administration voisine pour le service de manœuvre et de triage à la gare d'échange.

5. Les locomotives employées sur le réseau étranger devront correspondre aux installations techniques de ce dernier.

6. Les administrations ferroviaires se transmettront l'une à l'autre, gratuitement et en temps utile, les règlements, instructions et autres documents nécessaires pour assurer le service aux points de passage. Dans les cas urgents, le chef de la gare d'échange pourra s'adresser directement à ce sujet au chef de la gare voisine de l'autre administration.

2. As regards Customs and passport inspection at the frontier crossings between German and Polish Upper Silesia, see Article 1, paragraph 2.

3. As regards Customs and passport inspection at Gardeja, special arrangements are laid down in Annex E.

4. As regards Customs and passport inspection at the frontier crossing between Praszka and Zawisna, special arrangements are laid down in a final protocol.

5. Other stations for Customs and passport inspection may be designated instead of those mentioned above by agreement between the Governments. (See Article 3, paragraph. 4.)

6. Each Contracting Party shall be entitled, for purposes of Customs and passport inspection, in its own territory up to the frontier, to send employees in trains crossing the frontier as far as the first stop in the territory of the other Party and back. The provisions of Article 16 shall apply *mutatis mutandis* to these employees.

Article 22.

WORKING REGULATIONS BETWEEN THE FRONTIER AND THE EXCHANGE STATION, AND AT THE EXCHANGE STATION.

1. Trains employed in the railway traffic between the two countries shall be driven from the frontier to the exchange station by the neighbouring administration, subject to repayment of the costs incurred. (See Article 31.)

2. Otherwise the service on the section between the frontier and the exchange station, as well as the entire service at the exchange station, shall in principle be in the hands of the owner administration. This does not apply, however, to the service in connection with the handing over of waggons and goods, nor, in the absence of an agreement to the contrary, to the service for the despatch of goods. (See Article 9.)

Regulations of Execution.

1. The composition, cleaning, lighting and heating of trains shall be determined for each frontier crossing in the course of the negotiations between the administrations concerned regarding time-tables.

2. Trains shall be made up in accordance with the service regulations of the administration responsible for their despatch.

3. The details regarding the use of the exchange station for service purposes, the handing-over and taking-over of wagons, luggage and goods, the shunting arrangements and the employment of foreign personnel, as well as the details concerning the movement of trains on the section between the frontier and the exchange station and at the exchange station itself, shall be settled in the supplementary local agreement. A separate agreement shall be concluded regarding the drawing-up and use of the transfer papers (train lists, load lists, luggage and goods transfer lists, etc).

4. The extent to which train locomotives belonging to the neighbouring administration may exceptionally be used for shunting at the exchange station shall be determined in the supplementary local agreement.

5. Locomotives used on foreign lines must conform to the technical arrangements of these lines.

6. The railway administrations shall communicate to each other free of charge and in good time the regulations, notices and other documents necessary for the carrying out of the transfer service. In urgent cases the station master of the exchange station may apply direct to the station-master of the nearest station of the other administration.

7. L'administration voisine devra être avisée à temps de toutes les modifications concernant le service aux points de passage, afin d'être en mesure d'en informer son personnel. Il conviendra, en particulier, de notifier les modifications des règlements d'exploitation, ainsi que les modifications apportées aux installations de la gare d'échange et du secteur compris entre cette gare et la frontière si ces modifications peuvent avoir une répercussion sur l'exécution du service.

Article 23.

CHAUFFAGE, NETTOYAGE ET ÉCLAIRAGE DES BATIMENTS ET DES INSTALLATIONS.

Le chauffage, le nettoyage et l'éclairage, etc., des bâtiments et des installations servant au trafic de passage incombent à l'administration propriétaire.

Disposition d'exécution.

Les arrangements additionnels locaux pourront convenir de dérogation à cette règle.

Article 24.

PERTURBATIONS DANS L'EXPLOITATION ET LE TRAFIC.

Les administrations ferroviaires intéressées devront s'aviser réciproquement de toutes les perturbations dans l'exploitation et le trafic qui viendraient à gêner ou à arrêter les communications aux points de passage ferroviaires. Au besoin, elles devront s'entendre sur la manière d'y porter remède.

Dispositions d'exécution.

1. Les arrangements additionnels locaux indiqueront les services de l'administration voisine auxquels devront être adressés les avis prescrits en cas de perturbation du trafic.

2. Pour chaque période de validité des horaires, les administrations intéressées s'entendront au sujet des mesures à prendre en vue d'empêcher les engorgements sur leurs réseaux respectifs en cas de perturbations ou de difficultés dans le trafic.

Article 25.

SECOURS EN CAS D'ACCIDENTS OU DE PERTURBATIONS DANS LE TRAFIC.

1. Sur demande, les administrations ferroviaires se prêteront mutuellement secours en cas d'accidents d'exploitation et de perturbations du trafic sur leurs secteurs et dans leurs gares.

2. Les trains de secours et leurs équipes seront exemptés des formalités de douane et de contrôle des passeports au passage de la frontière ; ils devront retourner immédiatement sur leur territoire après avoir porté secours.

Dispositions d'exécution.

1. Les administrations ferroviaires intéressées conviendront dans les arrangements additionnels locaux du point jusqu'auquel elles se porteront mutuellement secours, ainsi que des modalités de cette action.

2. En principe, le train de secours sera convoyé jusqu'au lieu de l'accident par un fonctionnaire de l'administration sur le territoire de laquelle l'accident est survenu. S'il y a péril en la demeure, le train pourra être également convoyé par un fonctionnaire de l'administration qui porte secours. Ce fonctionnaire sera responsable de l'application des règlements concernant la sécurité du trafic ; à cet égard, le personnel du train de secours devra se conformer aux ordres de service qu'il donnera.

7. The neighbouring administration shall be notified in good time of all changes affecting the frontier crossing service, so as to be able to inform its personnel of such changes. In particular, notice shall be given of changes in the working regulations, as well as changes in the installation of the exchange station and on the sections between the exchange station and the frontier, so far as these changes are of importance to the working of the service.

Article 23.

HEATING, CLEANING AND LIGHTING OF THE INSTALLATIONS.

The heating, cleaning, lighting, etc., of buildings and other installations used in frontier traffic shall be in the hands of the administration owning them.

Regulations of Execution.

Such exceptions as may be necessary to the above clause shall be determined in the supplementary local agreements.

Article 24.

DISTURBANCES IN OPERATION AND TRAFFIC.

The railway administrations concerned shall mutually notify each other of all disturbances in operation and traffic which may hinder or interrupt the frontier traffic. If necessary, they shall come to an agreement as to how these disturbances are to be dealt with.

Regulations of Execution.

1. The supplementary local agreement shall determine to which office of the neighbouring administration the notifications prescribed in the event of disturbances in operation are to be addressed.

2. In respect of each period for which the time-tables are valid the railway administrations concerned shall agree upon the measures to be taken to prevent congestion on their lines in the event of traffic disturbances and difficulties.

Article 25.

ASSISTANCE IN CASE OF ACCIDENT OR TRAFFIC DISTURBANCES.

1. The railway administrations shall render each other assistance on request in the case of accidents and traffic disturbances on their lines and at their stations.

2. Breakdown trains and train breakdown gangs may cross the frontier without Customs or passport formalities, but must return immediately the work of assistance is concluded.

Regulations of Execution.

1. The railway administrations concerned shall fix in the supplementary local agreements the furthest point up to which assistance shall be given and the other details of assistance.

2. The breakdown train shall as a rule be accompanied to the place of the accident by an official of the administration on whose territory the accident has occurred. In urgent cases an official of the administration rendering assistance may conduct the train. This official shall be responsible for the observance of the regulations concerning the safety of traffic ; and in this respect the personnel of the breakdown train shall be under his orders.

3. En ce qui concerne les travaux de secours et le déblaiement de la voie, le chef de l'équipe du train de secours devra se conformer aux instructions du conducteur des travaux de secours au lieu de l'accident.

4. Une locomotive appartenant à l'administration voisine ne pourra être employée par l'administration locale pour coopérer aux secours que si cet emploi ne gêne pas le service des trains de l'administration voisine.

Article 26.

ANNONCE DES TRAINS.

L'annonce du passage des trains entre les postes d'annonce situés de part et d'autre de la frontière sera effectuée conformément aux règlements de l'administration qui assure la marche du train et dans sa langue officielle. Ces postes seront mentionnés dans les arrangements additionnels locaux. Les mêmes dispositions s'appliquent aux instructions et ordres écrits donnés aux agents du train.

Disposition d'exécution.

Les dérogations à cette règle devront être mentionnées dans les arrangements additionnels locaux.

Article 27.

CONDUITES TÉLÉGRAPHIQUES, TÉLÉPHONIQUES ET CONDUITES DE BLOCK-SYSTEM.

1. Toutes les conduites télégraphiques, téléphoniques et autres appartenant aux chemins de fer s'arrêtent à la gare frontière ou à la gare d'échange, à l'exception des conduites visées par l'article 37 de la Convention en date du 21 avril 1921, entre la Pologne, la Ville libre de Dantzig et l'Allemagne, concernant la liberté de transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne.

2. Le personnel des administrations voisines en fonction à la gare d'échange, aura le droit d'utiliser gratuitement, pour les besoins du service, les installations télégraphiques et téléphoniques du chemin de fer en vue d'assurer le trafic de passage entre la gare d'échange et la gare frontière de l'Etat voisin.

Dispositions d'exécution.

1. Entre les gares frontières des deux Parties contractantes, il y aura, en règle générale :

a) Une conduite télégraphique pour l'échange des télégrammes de service d'ordre général ;

b) Une conduite télégraphique pour annoncer les trains ;

c) Si le besoin s'en fait sentir, une conduite téléphonique entre les gares, une conduite de sonnerie, ainsi que des conduites de block-system aux endroits où ce système est appliqué.

Des dérogations à cette règle pourront être convenues dans les arrangements additionnels locaux.

2. Les arrangements locaux additionnels devront fixer les heures de service auxquelles les appareils téléphoniques sont occupés et déterminer la procédure d'envoi des télégrammes officiels, ainsi que la marche à suivre pour annoncer les troubles dans le fonctionnement des conduites et pour les réparer.

3. As regards rescue and clearance work, the foreman of the train breakdown gang shall act on the instructions of the director of the rescue work at the place of the accident.

4. A locomotive belonging to the neighbouring administration may only be employed by the home administration for purposes of assistance if this can be done without prejudice to the running of the trains of the neighbouring administration.

Article 26.

TRAIN-SIGNALLING.

The announcement of trains between the signalling-points situated on either side of the frontier and to be designated in the supplementary local agreement shall be governed by the regulations of the administration forwarding the train, and shall be in that administration's language. The same applies to the written directions and orders communicated to the train personnel.

Regulations of Execution.

Exceptions to this rule must be specified in the supplementary local agreements.

Article 27.

TELEGRAPH, TELEPHONE AND BLOCK-SYSTEM WIRES.

1. All railway telegraph, telephone and other wires not covered by Article 37 of the Convention of April 21, 1921, between Poland, Germany and the Free City of Danzig regarding free transit between East Prussia and the rest of Germany, end at the frontier stations or exchange stations.

2. The personnel of the neighbouring administrations performing official duties at the exchange station shall be entitled to use the railway telegraph and telephone apparatus free of charge for official purposes for frontier traffic between the exchange station and the frontier station of the neighbouring State.

Regulations of Execution.

1. Between the stations on either side of the frontier, there should, as a rule, be :

(a) A telegraph wire for ordinary official telegraphic correspondence ;

(b) A wire for the announcement of trains, ;

(c) When necessary, a section telephone wire, a bell conductor wire, and block-system wires where this system is employed.

Exceptions to this rule may be specified in the supplementary local agreements.

2. The supplementary local agreements shall specify the official hours during which the telegraph and telephone apparatus is occupied, the procedure to be followed in the despatch of official telegrams, and the procedure for the notification and repair of breaks in the wires.

Article 28.

LOCAUX DE SERVICE ET DE SÉJOUR. — DÉPÔTS DE LOCOMOTIVES.

L'administration propriétaire met à la disposition des services de l'Etat voisin les locaux de service et de séjour, et les dortoirs nécessaires au personnel, ainsi que les dépôts nécessaires pour garer les locomotives.

Les dispositions de l'article 35 sont applicables par analogie en ce qui concerne l'assignation des locaux d'habitation.

Disposition d'exécution.

Les locaux de service, de séjour et les dortoirs devront être convenablement éclairés, chauffés et aménagés et présenter toutes garanties sous le rapport de l'hygiène.

Une cuisine, des lavabos et des cabinets d'aisance devront être mis à la disposition du personnel dans ces locaux ou dans leur voisinage immédiat. Les détails concernant les locaux et leur aménagement seront réglés dans les accords additionnels locaux.

Article 29.

HEURES DE TRANSFERT ET DE PRISE EN CHARGE.

Les heures de service pour le transfert et la prise en charge des trains de marchandises dans chaque gare d'échange devront être fixés en tenant compte des nécessités du trafic, de la capacité de rendement des installations ferroviaires et des horaires.

Disposition d'exécution.

1. Le transfert et la prise en charge des trains de marchandises n'auront pas lieu les jours fériés suivants : Nouvel An et le jour de Pâques, de la Pentecôte et de Noël.

2. Les exceptions à ces dispositions ainsi que la circulation des trains de marchandises le dimanche et les autres jours fériés, seront réglés par les administrations voisines suivant les besoins pour chaque point de passage ferroviaire en particulier. Ce règlement ne portera pas atteinte aux dispositions du paragraphe 3 du chapitre III de la Convention concernant l'usage réciproque des fourgons de marchandises dans le trafic international (R. J. V.).

Article 30.

EXPÉDITION DES TÉLÉGRAMMES PAR LA VOIE DE SERVICE, ETC.

La correspondance de service par la voie télégraphique, téléphonique et par écrit, ainsi que le transport d'imprimés destinés au service des chemins de fer (billets, tarifs, etc.), sont autorisés et gratuits, dans la mesure où l'on utilise à cet effet les installations et moyens des chemins de fer. La même disposition s'applique aux transferts d'argent de l'administration, lorsqu'il s'agit de l'envoi de la recette encaissée à la gare d'échange pour le compte de l'administration voisine.

Disposition d'exécution.

L'administration voisine recevra à la gare d'échange et acheminera à destination la correspondance de service des administrations ferroviaires conformément à un bordereau d'envoi.

Article 28.

SERVICE AND RECREATION ROOMS. ENGINE SHEDS.

The administration owning the station shall place at the disposal of the personnel of the neighbouring State the necessary service, recreation and sleeping premises, and the necessary sheds for the housing of engines.

As regards the provision of housing accommodation, the stipulations of Article 35 shall apply.

Regulations of Execution.

The service, recreation and sleeping rooms must be adequately lighted, heated and fitted out, and be in a hygienic condition. In the recreation rooms or in their immediate vicinity the personnel must have cooking and washing facilities and lavatories at their disposal. Details regarding the rooms and their fitting-out shall be settled in the supplementary local agreements.

Article 29.

TIMES OF HANDING-OVER AND TAKING-OVER.

As regards each exchange station, the official hours for the handing-over and taking-over of goods trains shall be agreed upon with reference to the exigencies of traffic, the capacities of the railway installations, and the time-tables.

Regulations of Execution.

1. Goods trains shall not be handed over or taken over on the following holidays : New Year's Day, Easter Sunday, Whitsunday and Christmas Day.

2. Exceptions shall be agreed upon regarding each frontier crossing according to requirements by the neighbouring administrations, as well as regarding the goods train service on Sundays and other holidays. These measures shall not, however, affect the provisions of the Regulations for the Reciprocal Use of Wagons in International Traffic (R. J. V.), paragraph 3, Chapter III.

Article 30.

DESPATCH OF RAILWAY SERVICE TELEGRAMS, ETC.

Service communications by telegram, telephone and letter, as well as the forwarding of printed matter for the railway service (tickets, tariffs, etc.), are authorised, and, in so far as railway installations are employed, they shall be free of charge. The same applies to the remittance of money in payment of the sums collected in the exchange stations on behalf of the neighbouring administration.

Regulations of Execution.

The official correspondence of the railway administrations shall be taken over at the exchange station and forwarded by the neighbouring administration in accordance with a certified list.

Article 31.

INDEMNITÉS DUES A L'ADMINISTRATION QUI ASSURE LE SERVICE DE LA TRACTION.

L'administration propriétaire devra verser une indemnité à l'administration voisine qui assure un service de traction sur son réseau. Cette indemnité sera calculée d'après le nombre de kilomètres-train effectués.

Dispositions d'exécution.

1. Les bases de taxe *(Einheitssätze)* des frais d'un kilomètre-train pour les trains de voyageurs et les trains de marchandises seront établies d'un commun accord par les administrations centrales des chemins de fer et revisées tous les six mois, s'il y a lieu.

2. Le calcul des kilomètres-train sera établi sur la base de la longueur du secteur compris entre la frontière et le milieu de la gare d'échange.

3. Les kilomètres-train de toutes les gares d'échange polonaises seront compensés par les kilomètres-train de toutes les gares d'échange allemandes. Seront exclus de ce calcul de compensation les kilomètres-train effectués par les trains de secours et les fourgons de matériel de secours, les locomotives de secours et les chasse-neige (voir article 25) ainsi que les kilomètres-train effectués entre la Haute-Silésie polonaise et la Haute-Silésie allemande.

4. Les frais d'un train de secours incombent à l'administration dont les fonctionnaires ont demandé l'envoi dudit train. Seront portées en compte les dépenses effectivement encourues (y compris les frais afférents au matériel et au personnel de secours) pendant la période de temps qui s'est écoulée depuis le départ du train de sa gare d'attache jusqu'à son retour dans cette gare, plus une majoration de 10 pour cent pour frais d'administration. Les mêmes dispositions s'appliquent à l'envoi des locomotives de secours et des chasse-neige.

Article 32.

INDEMNITÉS DUES POUR LES LOCAUX DE SERVICE ET POUR DES PRESTATIONS SPÉCIALES DE L'ADMINISTRATION VOISINE.

1. L'administration voisine ne payera une indemnité que pour l'usage des installations, bâtiments, logements, locaux de service, de séjour, emplacements pour locomotives, etc., de la gare d'échange affectés à son usage exclusif (voir article 7 et 35.)

2. Les mêmes dispositions s'appliquent aux indemnités dues pour des prestations personnelles.

Dispositions d'exécution.

1. L'indemnité visée à l'alinéa 1 du présent article sera payée sous forme de loyers. Le montant de ces loyers sera convenu entre les administrations centrales des chemins de fer des deux Parties contractantes et revisé tous les ans s'il y a lieu.

2. Dix pour cent pour frais d'administration seront ajoutés au prix coûtant de l'éclairage, du chauffage et du nettoyage des locaux affectés exclusivement au service de l'administration voisine.

3. Le cas échéant, l'administration de la gare d'échange effectuera les petites réparations nécessaires aux locomotives et au matériel de l'administration voisine. Celle-ci devra rembourser dans ce cas le prix coûtant de ces réparations majoré de cent pour cent pour frais d'administration.

4. Les arrangements additionnels locaux fixeront les conditions auxquelles des matériaux d'exploitation (combustibles, matériaux d'éclairage et de graissage, etc.) seront fournis à l'administration voisine. La somme à rembourser de ce fait sera le prix coûtant desdits matériaux majoré de 10 % pour frais d'administration.

5. L'indemnité visée à l'alinéa 2 du présent article sera également fixée par les arrangements additionnels locaux.

Article 31.

PAYMENT FOR SERVICES RENDERED IN THE RUNNING OF TRAINS.

For services rendered in the running of trains, the owner administration must indemnity the neighbouring administration by the payment of a sum reckoned on the basis of the number of train-kilometres run.

Regulations of Execution.

1. The unit rates *(Einheitssätze)* for the cost per train-kilometre of passenger and goods trains shall be fixed by agreement between the central railway administrations and shall, if necessary, be revised half- yearly.

2. In reckoning the number of train-kilometres, the distance from the frontier to the middle of the exchange station shall be taken.

3. The train-kilometres of all the Polish exchange stations shall be balanced against those of all the German exchange stations. This reckoning shall not include the train-kilometres of breakdown trains, waggons and engines and of snow-ploughs (see Article 25), nor the train-kilometres run between German and Polish Upper Silesia.

4. The cost of a breakdown train shall be borne by the administration whose officials applied for the said train. The reckoning shall comprise actual costs, including the costs of breakdown material and gangs, from the time of the despatch of the train from the home station until its return thither, with the addition of 10 % for administrative expenses. The same applies to the despatch of breakdown engines or snow-ploughs.

Article 32.

PAYMENT FOR OFFICIAL PREMISES AND FOR SPECIAL SERVICES RENDERED BY THE NEIGHBOURING ADMINISTRATION.

1. The neighbouring administration shall only pay for the use of the installations, buildings, dwellings, service and recreation rooms, engine bays, etc., in the exchange station which are assigned to it for its exclusive use (see Articles 7 and 35).

2. The same applies in regard to payment for personal services.

Regulations of Execution.

1. Payment under paragraph 1 of the present Article shall be made in the form of rents. These rents shall be fixed by agreement between the central railway administrations and shall if necessary be revised annually.

2. The costs of lighting, heating and cleaning for exclusively official purposes on behalf of the neighbouring administration shall be reckoned with the addition of 10 % for administrative expenses.

3. If small repairs are required by the engines and appliances of the neighbouring administration in the exchange stations, they shall be carried out by the administration of the station concerned. The cost of such repairs shall be charged to the neighbouring administration with the addition of 100 % for administrative expenses.

4. The supplementary local agreements shall determine whether and under what conditions working materials (heating and lighting material, lubricants, etc.), shall be supplied to the neighbouring administration at the exchange station. The costs of these materials shall be charged with the addition of 10 % for administrative expenses.

5. The payments due under paragraph 2 of the present Article shall also be fixed in the supplementary local agreements.

Article 33.

FRAIS ENCOURUS PENDANT L'INTERRUPTION DU SERVICE.

L'interruption temporaire du trafic aux points de passage ferroviaire ne suspend pas l'obligation de rembourser les frais encourus pendant la durée de l'interruption.

Article 34.

INDEMNITÉ POUR PRESTATIONS NON PRÉVUES EXPRESSÉMENT DANS LE PRÉSENT ACCORD.

1. En dehors des cas spécialement visés dans la présente convention, les prestations effectuées par l'administration propriétaire au profit de l'administration voisine donneront lieu au remboursement des débours effectifs.

2. Les deux Parties contractantes renoncent à la majoration pour frais d'administration, à moins qu'elle n'ait été expressément stipulée dans la présente convention.

Article 35.

INSTALLATIONS ET BATIMENTS NOUVEAUX.

1. Les administrations ferroviaires des Parties contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier, au sujet de la construction de nouveaux bâtiments et installations, ainsi qu'au sujet des travaux à exécuter pour modifier, compléter ou agrandir les installations et les bâtiments existants destinés à l'usage exclusif de l'administration voisine.

2. Le montant du loyer devra être fixé en même temps. Les frais d'exécution des travaux incombent dans tous les cas à l'administration propriétaire.

3. Les questions de propriété sont régies par les dispositions de l'article 6.

Article 36.

LIQUIDATION DES COMPTES.

1. Les deux administrations se présenteront réciproquement tous les trois mois — et au plus tard jusqu'au milieu du trimestre suivant — les comptes des sommes dues en vertu de la présente convention. Le règlement devra être effectué au cours des trente jours qui suivent la remise des comptes. Au cas où le paiement serait différé, l'administration retardataire devra payer des intérêts, moratoires à raison de 6 % par an.

2. Les relevés de comptes relatifs aux redevances pour les wagons, les transports et autres matières qui font ou feront l'objet d'un régime spécial, ne sont pas visés par la présente disposition.

3. Les règlements ne pourront pas être différés en raison de réclamations élevées au sujet des comptes. Les rectifications à apporter, comme suite à ces réclamations, au compte créditeur ou débiteur des administrations intéressées seront effectuées dans le compte suivant. Le paiement d'un compte ne signifie pas la reconnaissance formelle de son exactitude.

Le droit de vérifier sur place les pièces justificatives des comptes et de soulever des réclamations ultérieures reste entièrement réservé. Cette vérification donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal, qui sera signé par les représentants des deux administrations ferroviaires.

4. Ce droit de vérification s'éteint six mois après que l'administration débitrice a été mise en possession des comptes. Les autorités centrales des deux administrations conserveront le droit de formuler des réclamations même après ce délai.

Article 33.

EXPENSES INCURRED DURING AN INTERRUPTION OF THE SERVICE.

If the frontier traffic is temporarily interrupted, the liability for expenses arising during the interruption remains unaffected.

Article 34.

PAYMENT FOR OTHER SERVICES.

1. As regards the services not specially mentioned in the present Convention which the owner administration performs on behalf of the neighbouring administration, the latter shall refund the actual cost.

2. So far as the payment of additional charges for administrative expenses has not been expressly agreed upon in the present Convention, both Parties shall refrain from claiming them.

Article 35.

NEW INSTALLATIONS.

1. As regards new installations, and changes, completions and extensions of the existing buildings and installations which may prove necessary for the exclusive use of the neighbouring administration, the railway administrations of the Contracting Parties shall come to an agreement in each case.

2. At the same time the rents payable shall be fixed. The cost of construction shall in all cases be borne by the owner administration.

3. As regards ownership, the provisions of Article 6 shall apply.

Article 36.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Accounts in respect of the sums payable under the present Convention shall be sent in quarterly, not later than the middle of the following quarter. Payment must be made within thirty days of receipt of the accounts. In the event of payments being delayed, interest at the rate of 6 % per annum shall be charged.

2. Accounts for waggon, transport, and other charges which are or may hereafter be the subject of special provisions are not covered by the present Article.

3. Payment shall not be delayed owing to the raising of objections to the accounts. Additions or deductions arising out of such objections shall be entered in the following account. The payment of the account does not imply recognition of its accuracy.

The administrations shall be entitled to inspect the accountancy documents on the spot and put forward any further claims. In case of such inspection, a record of the proceedings shall be drawn up and signed by the representatives of both railway administrations.

4. This right of verification shall lapse six months after the receipt of the accounts by the administration liable for payment. The superior authorities of the two administrations shall nevertheless remain entitled to put forward claims at a later date.

5. Le quinzième jour du premier mois de chaque trimestre, l'administration débitrice devra verser un acompte sur les sommes dont elle est redevable au titre du trimestre échu. Le montant de cet acompte sera établi en chiffres ronds et sera égal à 70 % de la somme résultant du dernier arrêté de compte.

Cependant, les administrations ferroviaires centrales des deux Parties contractantes pourront convenir de suspendre temporairement le versement d'acomptes.

6. Les administrations ferroviaires garantissent le paiement des indemnités dues par les autres administrations qui assurent un service aux points de passage ferroviaires, et servent d'intermédiaires pour le règlement de ces indemnités.

Article 37.

COMPENSATION DES FRAIS AUX POINTS DE PASSAGE FERROVIAIRE DE LA HAUTE-SILÉSIE.

1. La compensation des frais aux points de passage ferroviaire entre la Haute-Silésie polonaise et allemande est réglée par la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, en date du 15 mai 1922.

2. Pour le cas où cette convention viendrait à expiration, voir alinéa 2 de l'article premier.

Article 38.

DÉCOMPTE DES RECETTES D'EXPLOITATION.

Les recettes d'exploitation seront décomptées conformément à des accords spéciaux, qui devront être conclus par les administrations ferroviaires intéressées.

Article 39.

COMPENSATION DES VERSEMENTS.

Tous les paiements à effectuer en vertu de la présente convention devront être compensés, de manière qu'il ne reste à verser que le solde.

Dispositions d'exécution.

1° Les versements devront être effectués dans la monnaie qui est à l'origine de la créance à régler.

2. Au besoin, les administrations ferroviaires centrales des deux Parties contractantes s'entendront en vue de rendre, dans toute la mesure du possible, les paiements indépendants des variations éventuelles des changes.

Article 40.

IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS.

Les impôts et contributions grevant les objets destinés à l'usage exclusif de l'administration étrangère devront être remboursés à l'administration propriétaire en totalité, avec une majoration de 10 % pour frais d'administration.

5. The administration liable shall make a payment on account of its liabilities for the previous quarter not later than the 15th of the first month of each quarter. This payment shall amount to 70 % in round numbers of the last closed account.

Nevertheless, the two central railway administrations may agree upon the provisional suspension of payments on account.

6. The railway administrations shall guarantee the payments due by the other branches of the frontier service, and shall act as intermediaries for the discharge of these obligations.

Article 37.

BALANCING OF COSTS FOR THE UPPER SILESIA FRONTIER CROSSINGS.

1. The balancing of costs for the crossings between Polish and German Upper Silesia is governed by the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922.

2. The eventuality of this Convention's expiry is provided for in Article 1, paragraph 2.

Article 38.

RECKONING OF TRAFFIC RECEIPTS.

The traffic receipts shall be reckoned in accordance with special agreements to be concluded between the railway administrations concerned.

Article 39.

BALANCING OF PAYMENTS.

All the payments due in virtue of the present Treaty shall be balanced against each other in such a way that only the difference has to be paid.

Regulations of Execution:

1. Payments shall be made in the currency in which the claim to be settled is expressed.

2. The two central railway administrations shall, if necessary, conclude agreements with a view to making the payments as far as possible independent of fluctuations in the rate of exchange.

Article 40.

TAXES AND DUTIES

Taxes and duties imposed on articles employed for the exclusive use of the administration of the other country shall be refunded to the owner administration in full with the addition of 10% for administrative expenses.

Article 41.

REVISION ET MODIFICATIONS DE LA CONVENTION ET DES DISPOSITIONS D'EXÉCUTION.

1. Une fois par an, chacune des Parties contractantes aura le droit de proposer à l'autre la revision de la convention.

2. Le Gouvernement polonais, agissant également au nom de la Ville libre de Dantzig, et le Gouvernement allemand, auront, en tout temps, le droit de demander la revision des dispositions d'exécution.

3. En outre, les dispositions d'exécution concernant les chemins de fer pourront être modifiés d'un commun accord par les administrations ferroviaires centrales polonaise et allemande.

4. La Partie qui propose la revision devra soumettre un projet approprié à l'autre Partie. Dans un délai de deux mois au plus, cette dernière devra faire connaître son opinion à ce sujet et, pourra, le cas échéant, présenter un contre-projet. Les négociations devront être ensuite engagées.

Article 42.

TRIBUNAL D'ARBITRAGE.

1. Les litiges qui pourraient sugir au sujet de la présente convention ou des arrangements additionnels locaux, seront tranchés par un tribunal d'arbitrage. Ce tribunal sera composé d'un président, nommé par les gouvernements des deux Parties, et de deux arbitres, chacune des deux Parties contractantes en désignant un. Les arbitres et le président seront nommés à l'avance pour la durée d'un an. Au cours des années suivantes les arbitres et le président seront toujours nommés avant l'expiration du mandat des arbitres précédents. En cas de démission ou de décès d'un arbitre, ou du président, il devra être immédiatement procédé à la nomination d'un nouvel arbitre, ou à la désignation d'un nouveau président. Le tribunal se réunit seulement en cas de besoin. Si les gouvernements ne pouvaient s'entendre sur le choix du président, le président des Chemins de fer fédéraux suisses sera prié de désigner un spécialiste de sa nationalité. Les questions litigieuses concernant aussi bien le trafic de transit de la Prusse orientale que le trafic germano-polonais seront jugées par le tribunal arbitral prévu à l'article 11 de la Convention de Paris du 21 avril 1921, relative à la liberté de transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne.

2. Au cas où l'une des Parties contractantes mettrait en doute la compétence du tribunal arbitral prévu à l'article 11 de la Convention de Paris du 21 avril 1921, la question sera tranchée exclusivement et d'une manière définitive par le tribunal arbitral prévu dans la Convention de Paris.

3. Chaque Partie contractante prendra à sa charge les honoraires éventuels de l'arbitre qu'elle aura nommé. Les honoraires du président et les frais généraux du tribunal arbitral seront à la charge des deux Parties, qui en paieront chacune la moitié.

4. Dans les litiges qui pourraient surgir, au sujet de la présente convention uniquement entre la Ville libre de Dantzig et l'Allemagne, la Ville libre de Dantzig désignera un arbitre, qui prendra la place de l'arbitre nommé par la Pologne.

5. Le président fixera la procédure et le siège tribunal arbitral.

Article 43.

LANGUE DE LA CONVENTION.

La présente convention a été établie en langues polonaise et allemande, en deux exemplaires, chaque Partie contractante en recevant un, en langue polonaise et en langue allemande. Les textes polonais et allemand concordent et font également foi.

Article 41.

REVISION AND AMENDMENT OF THE CONVENTION AND OF THE REGULATIONS OF EXECUTION.

1. Each of the Contracting Parties may once in each calendar year propose a revision of the Convention to the other Contracting Party.

2. The Polish and the German Governments, the former also in the name of the Free City of Danzig, shall at any time be entitled to demand a revision of the regulations of execution.

3. In addition, the regulations of execution relating to the railways may be modified by mutual agreement between the German and Polish central railway administrations.

4. The Party proposing a revision must communicate an appropriate draft to the other Party. The other Party must state its opinion within two months and may submit counter-proposals if it so desires. Negotiations shall then take place.

Article 42.

COURT OF ARBITRATION.

1. Disputes arising out of the present Convention or out of the supplementary local agreements shall be settled by a Court of Arbitration. This Court shall consist of a Chairman appointed jointly by the two Governments and one arbitrator appointed by each of the Contracting Parties. The arbitrators and the Chairman shall be appointed in advance for one year. For subsequent years the arbitrators and the Chairman shall in each case be appointed before the expiration of the terms of office of the arbitrators in office. In case of the resignation or decease of an arbitrator or of the Chairman a new arbitrator or Chairman shall immediately be appointed. The Court of Arbitration shall only meet when it has a case to consider. If the Governments fail to agree on a Chairman, the President of the Swiss Federal Railways shall be requested to designate an expert of Swiss nationality. Disputes relating to the East Prussian transit traffic and exchange traffic shall be decided by the Tribunal of Arbitration provided for in Article 11 of the Convention concerning freedom of transit between East Prussia and the rest of Germany signed at Paris on April 21, 1921.

2. Should one of the Contracting Parties express a doubt as to the competence of the Tribunal of Arbitration provided for in Article 11 of the Paris Convention, this Tribunal alone shall take a final decision on its competence.

3. Each of the Contracting Parties shall pay the salary of the arbitrator appointed by it. The salary of the Chairman and the general expenses of the Court shall be shared equally by the two Parties.

4. In disputes arising out of the present Convention between Germany and the Free City of Danzig, exclusively, the Free City of Danzig shall appoint an arbitrator to take the place of the arbitrator appointed by Poland.

5. The procedure and meeting-place of the Court shall be decided by the Chairman.

Article 43.

LANGUAGES OF THE CONVENTION.

The present Convention is drafted in duplicate Polish and German texts, one of each to be retained by each of the Contracting Parties. The Polish and German texts are in concordance and are equally authentic.

Article 44.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE VALIDITÉ DE LA CONVENTION.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification devront être échangés à Varsovie aussitôt que possible. La convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des instruments de ratification, et restera en vigueur aussi longtemps que l'une des Parties contractantes ne l'aura pas dénoncée moyennant préavis de six mois. La validité de la Convention temporaire du 31 août 1922, concernant le trafic entre la Pologne et l'Allemagne, expirera au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention.

BERLIN, *le* 27 *mars* 1926.

(L. S.) Dr Witold PRĄDZYŃSKI.
(L. S.) Dr Theodor LEWALD.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la présente convention, les plénipotentiaires des deux Parties sont convenus des dispositions suivantes :

A. *Ad article* 1, *alinéa* 1.

Les article 2, 3, 8 (alinéa 3) 21, 24, 25, 30 et 34, sont également applicables par analogie au trafic ferroviaire germano-polonais au delà des secteurs mentionnés à l'alinéa 1 de l'article premier.

B. *Ad article* 1, *alinéa* 2, *et ad article* 21, *alinéa* 2.

Avant l'expiration de la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie et de la Convention signée le même jour et relative aux gares frontières où se passent la visite douanière et le contrôle des passeports pour le compte des deux Etats, les Parties contractantes engageront, suffisamment à temps, des négociations en vue de régler la question de la visite de la douane et du contrôle des passeports à ces gares frontières.

C. *Ad article* 1, *alinéa* 3.

Il appartiendra aux pouvoirs publics de chaque Partie contractante de veiller à ce que la présente convention soit appliquée par les administrations des chemins de fer intéressées aux communications ferroviaires entre la Pologne et l'Allemagne. Ces administrations pourront revendiquer directement l'une contre l'autre les droits qui leur sont reconnus par la présente convention.

D. *Ad article* 3 *et article* 41.

a) Les points de passage ferroviaire qui restent à ouvrir en vertu de l'article 3, devront être ouverts au trafic, conformément à la présente convention, dès qu'aura été conclu, pour chacun d'eux, un arrangement additionnel réglant les conditions locales spéciales (Voir article 7).

b) Les négociations en vue de la conclusion des arrangements additionnels devront commencer aussitôt après la signature de la présente convention.

c) Les points de passage ferroviaire qui restent à ouvrir devront être ouverts une année au plus tard après la ratification de la présente convention.

d) Les points de passage ferroviaire Zbąszyń-Stentsch et Zbąszyń-Bomst resteront ouverts jusqu'à l'achèvement de la gare de Neu-Bentschen.

Article 44.

ENTRY INTO FORCE AND VALIDITY OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Warsaw. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force as long as it has not been denounced at six months' notice by one of the Contracting Parties. On the day of the entry into force of the present Convention, the Convention of August 31, 1922, regarding the provisional opening of the traffic between Poland and Germany shall be abrogated.

BERLIN, *March* 27, 1926.

(L. S.) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
(L. S.) Dr. Theodor LEWALD.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the foregoing Convention, the respective Plenipotentiaries have agreed upon the following :

A. *Ad Article* 1, *paragraph* 1.

Articles 2, 3, 8 (paragraph 3), 21, 24, 25, 30 and 34 shall also apply *mutatis mutandis* to the German-Polish railway traffic on the sections specified in Article 1, paragraph 1.

B. *Ad Article* 1, *paragraph* 2, *and Article* 21, *paragraph* 2.

Before the expiration of the German-Polish Convention of May 15, 1922, on Upper Silesia and the frontier stations at which Customs or passport inspection is carried out by both States, the Contracting Parties shall negotiate in good time regarding the regulation of Customs and passport inspection at these frontier stations.

C. *Ad Article* 1, *paragraph* 3.

The Government authorities of each of the Contracting Parties shall be responsible foı the application of the present Convention by the railway administrations concerned in the Polish-German railway traffic. The said railway administrations may claim from one another direct the rights conferred by the present Convention in regard to railways.

D. *Ad Article* 3, *and Article* 41.

(a) The frontier crossings to be opened under Article 3 shall be opened for traffic in accordance with the present Convention as soon as the supplementary agreement answering to the special local requirements has been concluded in respect of each frontier crossing (see Article 7).

(b) The negotiations with a view to the conclusion of supplementary agreements shall be begun immediately upon the signature of the present Convention.

(c) The crossings which have still to be opened shall be opened not later than one year after the ratification of the present Convention.

(d) Until the completion of the station of Neu Bentschen, the Zbąszyń-Stentsch and Zbąszyń-Bomst crossings shall remain in use.

Prostken restera gare d'échange pour le trafic des voyageurs en direction de l'Allemagne aussi longtemps que la gare de Grajewo ne sera pas aménagée comme gare d'échange et en mesure d'assurer la totalité du trafic des voyageurs.

La gare de Suwałki servira comme gare d'échange jusqu'à l'achèvement des travaux de reconstruction de la gare de Raczki.

Il est dès à présent convenu qu'après la construction de la ligne Perzów-Lublin, actuellement projetée, le point de passage Perzów-Gross Wartenberg devra être ouvert au trafic ferroviaire germano-polonais et qu'après la création d'une ligne reliant directement Schneidemühl et Poznań, il conviendra de satisfaire aux besoins du trafic, en construisant une courbe de raccordement de Dziembówka à Kaczory.

Les Parties contractantes conviennent d'ouvrir, au fur et à mesure des besoins, d'autres points de passage en sus de ceux qui sont mentionnés à l'article 3, alinéa 1. Les Parties contractantes feront le meilleur accueil aux propositions qu'elles se soumettront l'une à l'autre à cet effet, en suivant la procédure prévue à l'article 41.

e) Les points de passage Praszka-Zawisna reste ouvert au trafic entre la Pologne et l'Allemagne. La gare d'échange se trouve à Zawisna.

Pour le moment, les marchandises et les bagages ne sont pas expédiés directement d'une gare polonaise à une gare des chemins de fer du Reich allemand, ou vice versa, par ce point de passage.

Au reste, les dispositions de la présente convention sont également applicables à ce point de passage.

f) Les points de passage (gares frontières de jonction) des chemins de fer hauts-silésiens à voie étroite, mentionnés à l'article 433 de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, en date du 15 mai 1922, restent ouverts au trafic ferroviaire entre la Pologne et l'Allemagne. (Voir alinéa 2 de l'article 1 de la convention qui précède.)

g) Etant donné que le « Règlement d'accès à la Vistule et à l'utilisation de la Vistule par la population de la Prusse orientale » établi par la note de la Conférence des Ambassadeurs du 21 novembre 1924, conformément à l'article 97, alinéa 5, du Traité de Versailles, garantit le libre accès à la Vistule également par chemin de fer dans les communications avec le port de Korzeniowo (Kurzebrack) et à travers le territoire polonais, les Parties contractantes sont d'accord pour admettre qu'une convention spéciale devra être conclue en vue de régler le trafic sur la ligne de chemin de fer à voie étroite reliant le port de Korzeniowo (Kurzebrack).

E. *Ad Article* 7.

En vertu de la présente convention, les arrangements additionnels actuellement en vigueur et relatifs aux points de passage ferroviaire déjà ouverts, devront être revisées en commun par les administrations ferroviaires locales compétentes et adaptées aux dispositions de ladite convention.

F. *Ad article* 10.

Les Parties contractantes sont d'accord en ce qui concerne les points suivants :

a) L'exemption des impôts publics ne s'applique pas aux droits de douane (Voir cependant l'article 19), de circulation *(Verkehrsabgaben)*, de monopole et autres taxes de consommation ;

b) Les infractions aux lois de douane et d'impôts, ainsi qu'aux règlements qui interdisent ou restreignent l'importation ou l'exportation, ne seront jamais considérées comme actes commis dans l'exercice des fonctions ;

c) L'exercice du droit d'asile est réservé, conformément aux principes généraux du droit ;

d) Au cas où des poursuites pénales seraient intentées contre un employé occupé sur le territoire de l'Etat voisin, les autorités dont il dépend devront en être immédiatement informées ;

e) Chaque Partie contractante désignera, chacune en ce qui la concerne, l'autorité compétente pour se prononcer sur les demandes du dessaisissement et livraison de l'inculpé.

As long as the station of Grajewo has not been fitted out as an exchange station for passenger traffic, Prostken shall continue to be the exchange station for passenger traffic in the direction of Germany.

Until the station of Raczki has been reconstructed, Suwałki shall be used as exchange station.

It is understood that upon the completion of the proposed loop line from Perzów to Lublin, the Perzów-Gross Wartenberg crossing shall also be open for German-Polish railway traffic ; and further that, after the construction of a direct connection between Schneidemühl and Poznań, the requirements of traffic shall be met by the construction of a loop line from Dziembówka to Kaczory.

The Contracting Parties are agreed that, in addition to those named in Article 3, paragraph 1, other crossings shall from time to time be opened according to the requirements of traffic. The Contracting Parties shall give their most favourable consideration to the proposals submitted by each to the other by the method prescribed in Article 41.

(e) The Praszka-Zawisna crossing shall remain open for the Polish-German frontier traffic. The exchange station shall be Zawisna.

At present there is no direct handing over of traffic from the Polish stations to the stations of the German Railways at this crossing.

Otherwise the provisions of the foregoing Convention shall also be applicable to this crossing.

(f) The frontier crossings of the Upper Silesian narrow-gauge railways mentioned in Article 433 of the German-Polish Convention on Upper Silesia of May 15, 1922, shall remain open for railway traffic between Poland and Germany. (See Article 1, paragraph 2 of the foregoing Convention.)

(g) In view of the fact that the " Regulations regarding access to the Vistula and the use of the Vistula by the population of East Prussia " prescribed in the Note of the Conference of Ambassadors dated November 21, 1924, in pursuance of Article 97, paragraph 5, of the Treaty of Versailles, also provide for free access to the Vistula by rail in traffic with the port of Korzeniowo (Kurzebrack) and through Poland, the Contracting Parties are agreed that a special convention shall be concluded for the regulation of railway traffic on the narrow-gauge line between Kurzebrack and the port of Korzeniowo (Kurzebrack).

E. *Ad Article* 7.

The existing supplementary agreements relating to the frontier crossings already opened shall be jointly revised by the competent local railway administrations on the basis of the foregoing Convention and shall be brought into line with the provisions of the said Convention.

F. *Ad Article* 10.

The Contracting Parties are agreed on the following points :

(a) Exemption from public taxation does not refer to Customs duties (but see Article 19) or traffic *(Verkehrsabgaben)*, monopoly, and other commodity duties ;

(b) Breaches of the Customs and fiscal laws and of the provisions forbidding or restricting imports or exports shall never be regarded as acts committed in the performance of official duties;

(c) The right of asylum according to the ordinary principles of law is reserved;

(d) When penal proceedings are taken against an official employed in the territory of the neighbouring State, the superior authority of the official shall be notified immediately;

(e) Each Contracting Party shall designate the authority which is competent to decide on a request for the transfer or jurisdiction and the handing over of the accused.

G. *Ad Article* 21.

a) Jusqu'à la reconstruction complète de la gare de Kaczory, la visite de douane et le contrôle des passeports polonais auront lieu à la gare de Miasteczko.

b) Aussi longtemps que la gare de Neu-Bentschen ne sera pas achevée, la visite de douane et le contrôle des passeports allemands auront lieu à la gare de Stentsch pour le point de passage ferroviaire de Zbąszyń-Stentsch, et à la gare de Bomst pour le point de passage ferroviaire Zbąszyń-Bomst (voir Protocole final D, d.)

c) Jusqu'à la reconstruction complète de la gare de Korsenz, la visite de douane et le contrôle des passeports allemands auront lieu à la gare de Trachenberg.

d) Jusqu'à la reconstruction complète de la gare de Freyhan, la visite de douane et le contrôle des passeports allemands auront lieu à la gare de Militsch.

e) Jusqu'à la reconstruction complète de la gare de Pawłów, la visite de douane et le contrôle des passeports polonais auront lieu à la gare de Sośnie.

f) Jusqu'à la reconstruction complète de la gare de Raczki, la visite de douane et le contrôle des passeports polonais auront lieu à la gare de Suwałki.

g) Au point de passage ferroviaire Praszka-Zawisna, la visite de douane et le contrôle des passeports auront lieu à Praszka du côté polonais, et à Zawisna, du côté allemand.

BERLIN, *le* 27 *mars* 1926.

(L. S.) Dr Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) Dr Theodor LEWALD.

G. *Ad Article* 21.

(a) Until the station of Kaczory has been reconstructed the Polish Customs and passport inspection shall take place at the station of Miasteczko.

(b) As long as the station of Neu Bentschen has not been completed the German Customs and passport inspection for the Zbąszyń-Stentsch frontier crossing shall take place at the station of Stentsch, and for the Zbąszyń-Bomst frontier crossing at the station of Bomst (see Final Protocol D, *d*).

(c) Until the station of Korsenz has been reconstructed the German Customs and passport inspection shall take place at the station of Trachenberg.

(d) Until the station of Freyhan has been reconstructed the German Customs and passport inspection shall take place at the station of Militsch.

(e) Until the station of Pawłów has been reconstructed the Polish Customs and passport inspection shall take place at the station of Sośnie.

(f) Until the station of Raczki has been reconstructed the Polish Customs and passport inspection shall take place at the station of Suwałki.

(g) As regards the Praszka-Zawisna frontier crossing, the Polish Customs and passport inspection shall take place at Praszka, and the German Customs passport inspection at Zawisna.

BERLIN, *March* 27, 1926.

(L. S.) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) Dr. Theodor LEWALD.

ANNEXE A

Ad article 5.

LISTE DES PONTS COUPÉS PAR LA FRONTIÈRE.

N°	Secteur	Cours d'eau	Constructions	L'entretien incombe à	Remarques
		A. *Aux points de passage.*			
1	Drawski Młyn-Kreuz	Noteć (Netze)	en maçonnerie	l'Allemagne	
2	Leszno-Fraustadt	Viaduc	en fer	la Pologne	
3	Zduny-Freyhan	Fossé frontière	en maçonnerie	la Pologne	
4	Pawłów-Neumittelwalde	Fossé frontière	en maçonnerie	la Pologne	
5	Rakowice-Deutsch Eylau	Drwęca (Drewenz)	en maçonnerie	l'Allemagne	
		B. *Entre les gares de :*			
6	Wiecborg-Flatow	Nica (Nitze)	en fer	La charge de l'entretien sera réglé dans l'arrangement local additionnel) Chojnice-Firchau	
7	Czarnków-Schneidemühl	Noteć (Netze)	en fer	Kaczory - Schneidemühl	
8	Perzow-Gross Wartenberg	Fossé frontière	en maçonnerie	Zduny-Freyhan	
9	Dzialdowo-Neidenburg	Skotawa (Skottau)	en fer	Rakowice-Deutsch Eylau	

C. *Conformément à la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie en date du* 15 *mai* 1922, *l'entretien des ponts frontières suivants aux passages frontières de la Haute-Silésie est réglé comme suit :*

10	Olza-Annaberg	Odra (Oder)	en fer	la Pologne	
11	Przyszowice-Sosnitza	Czarnawka (Scharnafka)	en fer	l'Allemagne	
12	Makoszowy-Sosnitza	Czarnawka (Scharnafka)	en maçonnerie	l'Allemagne	
13	Wolfgang-Poręba	Czarnawka (Scharnafka)	en maçonnerie	l'Allemagne	
14	*a)* Chebzie-Borsigwerk *b)* Chebzie-Karf *c)* Chebzie-Bobrek	Woda Bytomska (Beuthener Wasser)	en maçonnerie	la Pologne	
15	Piekary Rudne-Dombrowa	Fossé frontière	en fer	la Pologne	à voie étroite
		D. *Aux points de passage du chemin de fer à voie étroite.*			
16	Praszka-Zawisna	Prosna	en bois	la Pologne	

ANNEX A.

Ad Article 5.

LIST OF BRIDGES INTERSECTED BY THE FRONTIER

No.	Section	Watercourse, etc.	Material	Country responsible for upkeep	Remarks
	A. *At the railway frontier crossings of :*				
1	Drawski Młyn-Kreuz	Noteć (Netze)	Masonry	Germany	
2	Leszno-Fraustadt	Viaduct	Iron	Poland	
3	Zduny-Freyhan	Frontier ditch	Masonry	Poland	
4	Pawłów-Neumittelwalde	Frontier ditch	Masonry	Poland	
5	Rakowice-Deutsch Eylau	Drwęca (Drewenz)	Masonry	Germany	
	B. *Between the stations of :*				
6	Wiecborg-Flatow	Nica (Nitze)	Iron	To be settled in the local supplementary agreement Firchau-Chojnice	
7	Czarnków-Schneidemühl	Noteć (Netze)	Iron	Schneidemühl-Kaczory	
8	Perzów-Gross Wartenberg	Frontier ditch	Masonry	Freyhan-Zduny	
9	Dzialdowo-Neidenburg	Skotawa (Skottau)	Iron	Deutsch Eylau-Rakowice	
	C. *The upkeep of the following frontier bridges at the Upper Silesian railway crossings is governed by the German-Polish Convention on Upper Silesia of May* 15, 1922 :				
10	Olza-Annaberg	Odra (Oder)	Iron	Poland	
11	Pryszowice-Sosnitza	Czarnawka (Scharnafka)	Iron	Germany	
12	Makoszowy-Sosnitza	Czarnawka (Scharnafka)	Masonry	Germany	
13	Wolfgang-Poręba	Czarnawka (Scharnafka)	Masonry	Germany	
14	*a)* Chebzie-Borsigwerk *b)* Chebzie-Karf *c)* Chebzie-Bobrek	Woda Bytomska (Beuthener Wasser)	Masonry	Poland	
15	Piekary-Rudne Dombrowa	Frontier ditch	Iron	Poland	Narrow Gauge
	D. *On the narrow-gauge crossing of :*				
16	Praska-Zawisna	Prosna	Wood	Poland	

ANNEXE B.
Ad article 16.

RECTO.

Couleurs nationales

ATTESTATION N°

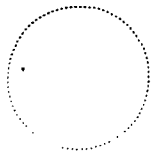
valable jusqu'au .....

M. .....
(nom) (emploi)

est employé officiellement dans le trafic d'échange entre la Pologne et l'Allemagne sur le (ou les) secteur (s) .....

et à la gare de .....

Timbre officiel



....., le ..... 19.....

Service de .....

.....

(Signature du fonctionnaire qui a établi l'attestation.)

.....
(Signature du titulaire)

VERSO.

AVIS

Cette attestation doit être rendue au service qui l'a établie dès que le porteur aura cessé d'être employé au service du trafic d'échange et, en tout cas, à l'expiration de la durée de sa validité.

REMARQUE. — Cette attestation devra être établie sur un carton de couleur brune.

ANNEX B.
Ad Article 16.

FRONT

National Colours

WARRANT No.....

Valid until 192

M .....
(Name) (Employment)

is officially employed in the exchange traffic between Poland and Germany on the .....
section(s) and at the station of .....

Official stamp

..... 192...

Office : .....

.....
Signature of Holder

.....
Signature of Issuing Official.

BACK

NOTICE

This warrant is to be returned to the issuing office as soon as the holder ceases to be employed in the exchange traffic and in any case as soon as its validity has expired.

NOTE. — This warrant is to be printed on brown cardboard.

ANNEXE C.
Ad Article 17.

RECTO

Couleurs nationales

Timbre officiel

Photographie

.....
Signature du titulaire

CARTE D'IDENTITÉ N° .....
Valable jusqu'au ..... 192...

M.....
(Nom) (Emploi)

demeurant à .....

est employé officiellement, en qualité de.....

à la gare de .....

..... le ..... 192...

Timbre officiel

Service .....

.....
Signature du fonctionnaire qui a établi la carte.

VERSO.

Date de naissance .....

Lieu de naissance .....

Taille .....

Cheveux .....

Yeux .....

Visage .....

Signes particuliers .....

.....

AVIS.

Cette carte d'identité devra être rendue au service qui l'a établie lorsque le titulaire n'a plus son domicile de service dans l'Etat voisin. En tout cas, la carte devra être rendue à l'expiration de sa validité.

REMARQUE. — Cette carte d'identité devra être établie sur un carton de couleur verte.

ANNEX C.

Ad Article 17.

FRONT

National colours

Official stamp

Photograph

.....

Signature of Holder

WARRANT No.....

Valid until ..... 192...

M.....

(Name) (Employment)

residing at .....

is officially employed in the capacity of.....

at the station of .....

..... 192.....

Official Stamp

Office.....

.....

Signature of Issuing Officer.

BACK

Date of Birth .....

Place of birth .....

Height .....

Hair .....

Eyes .....

Face .....

Special Peculiarities .....

.....

NOTICE

This warrant is to be returned to the issuing office as soon as the holder ceases to have his official residence in the neighbouring State and in any case as soon as its validity has expired.

NOTE. — This warrant is to be printed on green cardboard.

ANNEXE D

Ad article 17.

RECTO.

Couleurs nationales

Timbre officiel

Photographie

.....

Signature du porteur

CARTE D'IDENTITÉ N° .....

Valable jusqu'au ..... 192...

Pour la femme, le fils, la fille, le (la) domestique [1]

.....

.....

de M. .....

(Nom) (Emploi)

employé officiellement, en qualité de .....

à la gare de .....

....., le ..... 192...

Timbre officiel

Service .....

.....

Signature du fonctionnaire qui a établi la carte.

[1] Rayer ce qui ne convient pas.

VERSO.

Date de naissance .....

Lieu de naissance .....

Taille .....

Cheveux .....

Yeux .....

Visage .....

Signes particuliers .....

Demeurant à .....

AVIS.

Cette carte d'identité devra être rendue au service qui l'a établie, lorsque l'employé au foyer duquel le titulaire de la carte vit, n'a plus son domicile de service dans l'Etat voisin ou bien lorsque le titulaire aura cessé de vivre au foyer de cet employé. En tout cas, la carte devra être rendue à l'expiration de sa validité.

REMARQUE. — Cette carte d'identité devra être établie sur un carton de couleur verte.

ANNEX D.
Ad Article 17.

FRONT

National Colours

Official stamp

Photograph

.....
Signature of Holder

WARRANT No. .....

Valid till ..... 192...

for the wife, son, daughter, domestic servant(s) [1]

.....

.....

of
(Name) (Employment)

who is officially employed in the capacity of .....

at the station of .....

The ..... of..... 192...

Official stamp

Office .....

.....
Signature of Issuing Authority.

[1] Strike out what does not apply.

BACK

Date of Birth .....

Place of Birth .....

Height .....

Hair .....

Eyes .....

Face .....

Special Peculiarities .....

Living at .....

NOTICE :

This warrant is to be returned to the issuing office as soon as the employee to whose household the holder belongs ceases to have his official residence in the neighbouring country, or as soon as the holder leaves that household, and in any case upon the termination of the warrant's validity.

NOTE. — This warrant is to be printed on green cardboard.

ANNEXE E.

Ad alinéa 3 de l'article 21.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LA VISITE DE LA DOUANE ET LE CONTRÔLE DES PASSEPORTS A GARDEJA.

1. Les dispositions suivantes seront appliquées à l'exportation et à l'importation d'objets, ainsi qu'au trafic des voyageurs à la gare de Gardeja et sur le secteur de chemin de fer compris entre cette gare et la frontière :

a) En ce qui concerne l'exportation de marchandises d'Allemagne en Pologne, les règlements douaniers allemands sont applicables à côté des règlements douaniers polonais jusqu'au moment ou les formalités d'exportation allemandes sont terminées ; en ce qui concerne l'importation des marchandises de Pologne en Allemagne, elles ne sont applicables qu'à partir du moment ou commencent les formalités d'importation allemandes ;

b) Au cas où le service de douane polonais soupçonnerait une fraude et jugerait nécessaire, lors de l'exportation de marchandises de Pologne, d'examiner un objet quelconque qui déjà a été remis au bureau de douane allemand en vue du dédouanement, mais qui se trouve encore en gare sous la surveillance douanière allemande, le service de douane allemand devra mettre cet objet à la disposition du bureau de douane polonais, s'il en est requis. Dans des circonstances identiques, le bureau de douane polonais devra mettre à la disposition du bureau de douane allemand l'objet qui lui a été remis, en vue du dédouanement d'entrée, mais qui se trouvera encore en gare, sous la surveillance douanière polonaise.

Si le bureau de douane du pays de sortie constate que l'objet doit être saisi, le bureau de douane du pays d'entrée devra lui céder l'objet.

c) Les objets introduits d'Allemagne en Pologne et ramenés avant que les règlements douaniers allemands aient cessé de leur être applicables, ne sont pas soumis aux droits d'entrée ou de sortie.

d) En cas d'infraction aux règlements douaniers allemands, les autorités douanières allemandes auront, dans le cadre du présent article, le droit d'intervenir conformément aux dispositions de leurs règlements et de transférer en Allemagne les objets saisis ou conservés en gage, ainsi que les personnes arrêtées, en faisant, s'il est nécessaire, accompagner ces dernières par des fonctionnaires polonais. Les ressortissants polonais ne pourront toutefois être arrêtés par le service allemand. Par contre, le délinquant pourra être conduit de force devant le fonctionnaire, en vue de l'établissement d'un procès-verbal de constat. La procédure en question aura lieu en présence d'un fonctionnaire polonais. Les ressortissants polonais ne pourront être fouillés qu'en présence d'un fonctionnaire polonais.

e) Les règlements allemands relatifs aux passeports sont applicables à côté des règlements polonais, étant entendu toutefois que les règlements du pays de sortie auront la priorité.

Les personnes qui ont l'intention de quitter l'Allemagne pourront être refoulées par les fonctionnaires allemands préposés au contrôle des passeports si elles ne sont pas en possession des papiers exigés pour quitter le pays. Dans ce cas, elles seront mises en demeure de retourner en Allemagne. En cas de refus, elles pourront y être contraintes par la force.

Les ressortissants polonais ne pourront pas être refoulés de force. Par contre, les voyageurs polonais pourront être conduits de force devant le fontionnaire compétent en vue de l'établissement d'un procès-verbal de constat. La procédure en question aura lieu en présence d'un fonctionnaire polonais. Le procès-verbal une fois établi, on devra donner l'autorisation de continuer le voyage.

f) Les autorités allemandes pourront expédier à leurs services établis à la gare de Gardeja, par l'intermédiaire de leur propre personnel ferroviaire ou autre, autorisé à franchir la frontière, des lettres officielles, colis, envois d'argent et de valeurs, sans avoir recours à l'entremise de la poste polonaise et en franchise de redevances postales polonaises. Les services allemands établis à la gare de Gardeja pourront expédier de la même manière les envois susmentionnés à leurs autorités.

Ces envois doivent être munis du timbre officiel de l'autorité qui effectue l'envoi et être inscrits sur un bordereau d'accompagnement spécial ; dans ce cas, il ne sont soumis à aucune revision.

ANNEX E

Ad Article 21, paragraph 3.

Special Provisions for Customs and Passports Inspection at Gardeja.

1. As regards the exportation and importation of articles and passenger traffic at the station of Gardeja and on the railway section between it and the frontier, the following provisions shall apply :

(a) The German Customs regulations shall apply as well as the Polish Customs regulations to exports from Germany into Poland until the German exit Customs examination is over ; the German regulations shall apply to imports from Poland into Germany only as from the beginning of the German entrance Customs examination.

(b) If the Polish Customs authorities suspect smuggling in connection with an export from Poland and consider it necessary to examine an article which has already been presented for inspection to the German Customs authorities, but still remains at the frontier station in German Customs custody, the German Customs authorities shall be bound on demand to hand over the article to the Polish Customs authorities for that purpose. In similar circumstances the Polish Customs authorities shall be bound to hand over to the German Customs authorities an article which was presented to the Polish Customs authorities for entrance inspection, but still remains at the frontier station in Polish Customs custody.

If the country of egress finds that the article is liable to confiscation, the country of entry shall be bound to hand it over.

(c) Articles brought from Germany into Poland and re-entering Germany while still subject to the German Customs regulations shall not be liable to any import or export duty.

(d) In the event of infringements of the German Customs regulations, the German Customs authorities shall be entitled under the above provisions to take action in accordance with those regulations and to convey across the frontier articles seized or kept in bond, or persons detained, the latter if necessary under the escort of Polish officials. Polish nationals may not be so conveyed by the German offices. The offender may, however, be forcibly brought before the authorities for the institution of proceedings. A Polish official must be present at these proceedings. A Polish national may not be searched except in the presence of a Polish official.

(e) In addition to the Polish passport regulations the German regulations shall hold good, the regulations of the country of egress taking priority.

Persons desiring to leave Germany may be turned back by the German passport inspection officials if they are not provided with the proper exit permit. They shall be instructed to return to Germany. If they refuse to do so they may be conducted back by force.

Force may not be employed in so conducting Polish nationals. The offender may, however, be forcibly brought before the authorities for the institution of proceedings. A Polish official must be present at the proceedings, at the close of which the passenger shall be allowed to continue his journey.

(f) Official letters, parcels and remittances of money or securities may be carried between the German authorities and their offices at the station of Gardeja by the German railway personnel, or by the German staff authorised to cross the frontier, without the intermediary of the Polish postal administration and free of its postal charges. Similarly, the German offices at the station of Gardeja may forward the above-mentioned postal matter to their authorities.

Such consignments must bear the official stamp of the despatching authority and be described in a special warrant accompanying them, in which case they shall not be subject to inspection.

2. Les autorités compétentes allemandes devront communiquer aux autorités compétentes polonaises le nom et les fonctions de leurs employés en service à la gare de Gardeja.

3. Les autorités allemandes auront le droit de maintenir l'ordre dans les limites de locaux assignés à leur usage exclusif, et d'en expulser toute personne contrevenant à l'ordre public.

4. Les dispositions de l'article 16 de la présente convention, à l'exception de la troisième phrase de l'alinéa 1, ainsi que les dispositions d'exécution de l'article 16, seront également applicables aux employés en service à Gardeja qui n'habitent pas en territoire polonais, étant entendu qu'ils seront autorisés à porter leurs armes réglementaires lorsqu'ils se rendent à leur service, et lorsqu'ils en reviennent. Dans le formulaire d'attestation indiqué à l'annexe B, les mots « ... dans le trafic d'échange... » devront être remplacés à la main par les mots « ... dans le trafic d'échange et de passage... ».

5. Au reste, on appliquera aux services allemands établis à Gardeja les dispositions générales de la présente convention.

---

2. The German authorities concerned shall communicate to the Polish authorities concerned the names and ranks of their employees on duty at the station of Gardeja.

3. The German authorities shall be entitled to maintain order within the premises assigned to them for their exclusive use and to eject private individuals creating a disturbance therein.

4. The provisons of Article 16 of the present Convention, with the exception of paragraph 1, sentence 3, as well as the regulations of execution of Article 16, shall apply *mutatis mutandis* to the employees working at Gardeja who do not live in Polish territory, with the exception that service weapons may also be carried to and from work. In the warrant form given in Annex B, the words " exchange traffic " shall be replaced by the words " exchange and frontier traffic " in writing.

5. Apart from the above, the general provisions of the present Convention shall apply to the German offices at Gardeja.

N° 1507.

ALBANIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Echange de notes comportant un arrangement provisoire réglant les relations commerciales entre les deux pays. Tirana, le 19 janvier 1926.

ALBANIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating the Commercial Relations between the two Countries. Tirana, January 19, 1926.

N° 1507. — ÉCHANGE DE NOTES[1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALBANAIS ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. TIRANA, LE 19 JANVIER 1926.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 juillet 1927.

TIRANA, *le* 19 *janvier* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux pays, j'ai l'honneur, dûment autorisé à cet effet, de confirmer à Votre Excellence que, jusqu'à la conclusion du traité de commerce définitif, le Gouvernement de la République tchécoslovaque est tombé d'accord avec le Gouvernement de l'Albanie pour régler les relations commerciales entre les deux pays sur la base de l'application mutuelle de la clause de la nation la plus favorisée.

Toutefois, les dispositions du présent arrangement ne sont pas applicables au régime spécial établi pour le trafic de la frontière ne dépassant pas une étendue moyenne de quinze kilomètres de chaque côté de la frontière.

Il est convenu qu'en cas de besoin, l'arrangement spécial, concernant l'application des restrictions et prohibitions d'importation ou d'exportation, sera conclu entre les deux pays pour faciliter le trafic réciproque même dans la période où l'une ou l'autre Partie contractante serait encore obligée de maintenir les prohibitions ou restrictions précitées.

Cet arrangement entrera en vigueur vingt jours à partir de la date de cette note et pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

J. M. KADLEC, *m. p.*
Consul,
en qualité de plénipotentiaire
de la République tchécoslovaque.

A Son Excellence
Monsieur Hussein Vrioni,
Ministre des Affaires étrangères
de la République albanaise,
à Tirana.

[1] Entré en vigueur par échange de notes du 24 mars 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1507. — EXCHANGE OF NOTES [2] BETWEEN THE ALBANIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT REGULATING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TIRANA, JANUARY 19, 1926.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place July 16, 1927.

TIRANA, *January* 19, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

Being sincerely desirous of encouraging and developing the economic relations between our respective countries, and being duly authorised for this purpose, I have the honour to assure Your Excellency that, pending the conclusion of the definitive commercial Treaty, the Government of the Czechoslovak Republic agrees with the Albanian Government to regulate the commercial relations between the two countries on the basis of the mutual application of the most-favoured-nation clause.

The provisions of the present Arrangement shall not, however, be applicable to the special régime established for frontier traffic over an area not exceeding, on an average, fifteen kilometres on either side of the frontier.

It is agreed that, if necessary, the special arrangement with regard to the application of import or export restrictions and prohibitions shall be concluded between the two countries to facilitate reciprocal trade even during the period when one of the two Contracting Parties may still be obliged to maintain the above-mentioned prohibitions or restrictions.

The present Arrangement shall come into force twenty days after the date of this Note and may be denounced by either of the Contracting Parties, subject to three months' notice.

I have, etc.,

(Signed) J. M. KADLEC,
Consul,
in his capacity as Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic.

To His Excellency
M. Hussein Vrioni,
Minister for Foreign Affairs
of the Albanian Republic,
Tirana.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Came into force by Exchange of Notes of March 24, 1927.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ALBANIE.
N° 280.

TIRANA, *le* 19 *janvier* 1926.

MONSIEUR LE CONSUL,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux pays, j'ai l'honneur, dûment autorisé à cet effet, de vous confirmer, que, jusqu'à la conclusion du traité de commerce définitif, le Gouvernement de la République albanaise est tombé d'accord avec le Gouvernement de la République tchécoslovaque pour régler les relations commerciales entre les deux pays sur la base de l'application mutuelle de la clause de la nation la plus favorisée.

Toutefois, les dispositions du présent arrangement ne sont pas applicables au régime spécial établi pour le trafic de frontière ne dépassant pas une étendue moyenne de quinze kilomètres de chaque côté de la frontière.

Il est convenu qu'en cas de besoin, l'arrangement spécial, concernant l'application des restrictions et prohibitions d'importation ou d'exportation, sera conclu entre les deux pays pour faciliter le trafic réciproque même dans la période où l'une ou l'autre Partie contractante serait encore obligée de maintenir les prohibitions ou restrictions précitées.

Cet arrangement entrera en vigueur vingt jours à partir de la date de cette note et pourra être dénoncé par chacune des Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

H. VRIONI, *m. p.*,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur
Joseph Kadlec,
Consul de la République tchécoslovaque,
à Tirana.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 28 juin 1927.

Dr Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

ALBANIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
No 280.

TIRANA, *January* 19, 1926.

SIR,

Being sincerely desirous of encouraging and developing the economic relations between our respective countries, and being duly authorised for this purpose, I have the honour to assure you that pending the conclusion of the definitive commercial Treaty, the Albanian Government agrees with the Government of the Czechoslovak Republic to regulate the commercial relations between the two countries on the basis of the mutual application of the most-favoured-nation clause.

The provisions of the present Arrangement shall not, however, be applicable to the special régime established for frontier traffic over an area not exceeding, on an average, fifteen kilometres on either side of the frontier.

It is agreed that, if necessary, the special arrangement with regard to the application of import or export restrictions and prohibitions shall be concluded between the two countries to facilitate reciprocal trade even during the period when one of the two Contracting Parties may still be obliged to maintain the above-mentioned prohibitions or restrictions.

The present Arrangement shall come into force twenty days after the date of this Note and may be denounced by either of the Contracting Parties, subject to three months' notice.

I have the honour, etc.

(Signed) H. VRIONI,
Minister for Foreign Affairs.

M. Joseph Kadlec,
Consul of the Czechoslovak Republic,
Tirana.

N° 1508.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Accord relatif à l'importation, l'exportation et la réexportation des substances narcotiques. Signé à Tallinn (Reval), le 5 avril 1927.

GERMANY AND ESTONIA

Agreement concerning the Importation, Exportation and Re-exportation of Narcotics. Signed at Tallinn (Reval), April 5, 1927.

N° 1508. — ABKOMMEN[1] ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND ESTLAND BETREFFEND DIE EINFUHR, DIE AUSFUHR UND DIE WIEDER-AUSFUHR VON BETÄUBUNGSMITTELN, GEZEICHNET IN TALLINN (REVAL), DEN 5. APRIL 1927.

Textes officiels allemand et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 juillet 1927.

German and Estonian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 18, 1927.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

EESTI VABARIIGI VALITSUS,

esindatud Välisministri Dr. Friedrich AKEL'IGA,

SAKSA VALITSUS,

esindatud Erakorralise Saadiku ja Täisvolilise Ministri Wolfgang FRANK'IGA,

leppisid kokku järgmiste eeskirjade kohta :

Artikkel 1

Saksa Valitsus kohustub uimastavate ainete väljaveoloa andmist Eestisse 23. jaanuari 1912. aasta rahvusvahelise oopiumikonventsiooni [2] kohaselt teha igal üksikul juhtumisel olenevaks Eesti Vabariigi Tervishoiu Peavalitsuse sisseveoloa eelkäivast ettenäitamisest.

[1] Entré en vigueur le 9 juillet 1927.

[2] Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes ; vol. XI, page 414 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 167, et vol, LIX, page 346, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DIE ESTNISCHE REGIERUNG,

vertreten durch den Minister des Auswärtigen Dr. Friedrich AKEL,

DIE DEUTSCHE REGIERUNG,

vertreten durch den Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister Wolfgang FRANK,

sind über nachstehende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, die Erteilung der Erlaubnis zur Ausfuhr von Betäubungsmitteln im Sinne des Internationalen Opiumabkommens [2] vom 23. Januar 1912 nach Estland in jedem Falle von der vorherigen Beibringung einer Einfuhrerlaubnis der Hauptsanitätsverwaltung der Republik Estland abhängig zu machen.

[1] Came into force July 9, 1927.

[2] Vol. VIII, pages 187, 236 and following ; Vol. XI, page 414 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 167, and Vol. LIX, page 346, of this Series.

Artikkel 2.

Eesti Valitsus kohustub teiselt poolt lubama niisuguste uimastavate ainete väljavedu Saksamaale üksi neil juhtumistel, kui enne seda on esitatud Saksa Tervishoiuameti sisseveoluba, väljaarvatud juhtumised, kui on tegemist niisuguste uimastavate ainetega, mis originaaldokumentide järele on Saksamaalt Eestisse sisseveetud, on veel Eesti tollivõimude käsutuses ja saadetakse vahenditult Saksamaale tagasi. Niisugustel erandilistel juhtumistel teatatakse Saksa Saatkonnale Tallinnas (Reval) viibimata tagasiveost.

Artikkel 3.

Sihtmaa sisseveoloa esitamist ei nõuta juhtumisel, kui uimastavaid aineid saadetakse originaaldokumentide järele transiidina läbi ühe lepinguosalise territooriumi teise lepinguosalise territooriumile.

Artikkel 4.

See kokkulepe astub jõusse kaks nädalat pärast selle päeva möödumist, mil Eesti valitsus esitab Saksa valitsusele teadaande kokkuleppe kinnitamisest Eesti Riigikogu poolt.

Valmistatud kahes, eesti- ja saksakeelses algkirjas Tallinnas (Reval), 5. aprillil 1927.

Artikel 2.

Andererseits verpflichtet sich die Estnische Regierung, die Ausfuhr solcher Betäubungsmittel nach Deutschland in jedem Falle nur dann zu gestatten, wenn zuvor eine vom deutschen Reichsgesundheitsamte ausgestellte Einfuhrgenehmigung vorgelegt worden ist, ausgenommen die Fälle, wo es sich um Betäubungsmittel handelt, die laut Originaldokumenten aus Deutschland nach Estland eingeführt worden sind, nich zur Verfügung der estnischen Zollbehörden stehen und unmittelbar nach Deutschland wieder ausgeführt werden. In derartigen Ausnahmefällen wird die deutsche Gesandtschaft in Tallinn (Reval) unverzüglich von der Wiederausfuhr benachrichtigt.

Artikel 3.

Der Vorlegung einer Einfuhrgenehmigung des Bestimmungslandes bedarf es nicht, wenn die Betäubungsmittel laut Originaldokumenten im Transit durch eines der beiden Länder nach dem anderen geleitet werden.

Artikel 4.

Diese Vereinbarung tritt zwei Wochen nach Ablauf des Tages in Kraft, an dem die Estnische Regierung der Deutschen Regierung Mitteilung über die Bestätigung des Abkommens durch die Estnische Staatsversammlung gemacht hat.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in estnischer und deutscher Sprache in Tallinn (Reval), am 5. April 1927.

FR. AKEL.
FRANK.

[1] TRADUCTION.

N° 1508. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESTONIE RELATIF A L'IMPORTATION, L'EXPORTATION ET LA RÉ-EXPORTATION DES SUBSTANCES NARCOTIQUES. SIGNÉ A TALLINN (REVAL), LE 5 AVRIL 1927.

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN,

Représenté par M. le docteur Friedrich AKEL, ministre des Affaires étrangères ; et

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND,

Représenté par M. Wolfgang FRANK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement allemand s'engage à subordonner, dans chaque cas, l'octroi de l'autorisation d'exporter en Estonie des substances narcotiques, au sens de la Convention internationale de l'opium du 23 janvier 1912, à la production préalable d'un permis d'importation émanant de l'Administration sanitaire centrale de la République d'Estonie.

Article 2.

D'autre part, le Gouvernement estonien s'engage à n'autoriser, dans chaque cas, l'exportation desdites substances narcotiques à destination de l'Allemagne, que s'il a été produit, au préalable, un permis d'importation émanant de l'Office d'Hygiène du Reich allemand, sauf

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1508. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND ESTONIA CONCERNING THE IMPORTATION, EXPORTATION AND RE-EXPORTATION OF NARCOTICS. SIGNED AT TALLINN (REVAL), APRIL 5, 1927.

THE ESTONIAN GOVERNMENT,

Represented by Dr. Friedrich AKEL, Minister for Foreign Affairs; and

THE GERMAN GOVERNMENT,

Represented by Herr Wolfgang FRANK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

Have agreed upon the following provisions:

Article 1.

The German Government undertakes only to issue licences for the exportation of narcotics, in the sense of the International Opium Convention of January 23, 1912, to Estonia, after production in each case of an import licence issued by the Central Health Office of the Estonian Republic.

Article 2.

The Estonian Government, for its part, undertakes only to authorise the exportation of such narcotics to Germany after production in each case of an import licence issued by the Reich Health Office, except in the case of narcotics which are shown by original docu-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dans les cas où il s'agit de substances narcotiques qui, d'après les documents originaux, ont été importées d'Allemagne en Estonie, se trouvent encore à la disposition de l'Administration douanière estonienne et doivent être directement réexportées en Allemagne. Dans ces cas exceptionnels, la Légation d'Allemagne à Tallinn (Reval) sera immédiatement avisée de la réexportation.

Article 3.

La production d'un permis d'importation émanant du pays de destination ne sera pas nécessaire lorsqu'il s'agira de substances narcotiques qui, d'après les documents originaux, sont transportées en transit à travers l'un des pays, à destination de l'autre.

Article 4.

Le présent arrangement entrera en vigueur deux semaines après l'expiration du jour où le Gouvernement estonien aura notifié au Gouvernement allemand la ratification de l'Arrangement par le Parlement estonien.

Fait en double exemplaire, en langue estonienne et en langue allemande, à Tallinn (Reval), le 5 avril 1927.

ments to have been imported from Germany to Estonia, are still under the control of the Estonian Customs Authorities and are to be re-exported direct to Germany. In these exceptional cases the German Legation in Tallinn (Reval) shall be notified of such re-exportation forthwith.

Article 3.

The production of an import licence issued by the country of destination shall not be required when the narcotics are shown by original documents to be passing in transit through one of the contracting countries on their way to the other country.

Article 4.

The present Arrangement shall come into force two weeks after the expiration of the day on which the Estonian Government shall have notified the German Government that the Agreement has been ratified by the Estonian National Assembly.

Done in duplicate in Estonian and German at Tallinn (Reval), April 5, 1927.

Fr. Akel.
Frank.

N° 1509.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord réglant le flottage du bois sur les rivières limitrophes des deux Etats. Signé à Tallinn, le 5 février 1926.

ESTONIA AND LATVIA

Agreement regulating the Floating of Timber on the Frontier Rivers of the two States. Signed at Tallinn, February 5, 1926.

N° 1509. — ACCORD [1] ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE RÉGLANT LE FLOTTAGE DU BOIS SUR LES RIVIÈRES LIMITROPHES DES DEUX ÉTATS. SIGNÉ A TALLINN, LE 5 FÉVRIER 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 juillet 1927.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et de LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, désirant régler, selon les intérêts des deux pays, la question du flottage du bois dans les secteurs limitrophes des rivières des deux Etats contractants, ont jugé nécessaire de conclure un accord spécial à ce sujet et, dans ce but, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE :

Monsieur Ants PIIP, ministre des Affaires étrangères ; et

LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE :

Monsieur Janis SESKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie à Tallinn ;

Qui, s'étant réunis dans la ville de Tallinn, après la présentation de leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Pour le flottage du bois, ainsi que pour les travaux s'y rapportant, sur les rivières limitrophes de l'Estonie et de la Lettonie, savoir : les rivières Vaidva (Vaidava), Peetrijõgi (Peteroupé), Mustjõgi (Melnoupé), Koiva (Gauja), les citoyens de l'une des Parties contractantes ont le droit d'utiliser dans les limites du territoire de l'autre Partie le lit même des rivières précitées, de même que le chemin de halage, à condition d'observer les lois en vigueur quant au flottage et à la jouissance du chemin de halage dans chacune de ces Parties (Statut des voies et communications et Code des lois civiles des Gouvernements de la Baltique), les règlements et statuts publiés à cet égard par le gouvernement du pays sur le territoire duquel le flottage a lieu, ainsi que les conditions spéciales fixées dans le présent accord.

Le présent accord s'étend de même au flottage du bois en transit, si, toutefois, cette liberté de passage, les conditions particulières à chaque année étant prises en considération, n'a point un effet préjudiciable au flottage des bois préparés sur le territoire de l'Estonie. La décision

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 15 juillet 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1509. — AGREEMENT[2] BETWEEN ESTONIA AND LATVIA REGULATING THE FLOATING OF TIMBER ON THE FRONTIER RIVERS OF THE TWO STATES. SIGNED AT TALLINN, FEBRUARY 5, 1926.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 21, 1927.

THE GOVERNMENTS OF THE ESTONIAN REPUBLIC and of THE LATVIAN REPUBLIC, desiring in the interests of the two countries to settle the question of timber floating in the sectors of the rivers forming part of the frontier between the two Contracting States, have deemed it necessary to conclude a special Agreement on the subject, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF ESTONIA :

M. Ants PIIP, Minister for Foreign Affairs; and

THE GOVERNMENT OF LATVIA :

M. Janis SESKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Tallinn;

Who, having met at Tallinn and communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

With regard to timber-floating and operations connected therewith on the rivers forming part of the boundary between Estonia and Latvia, namely : the Rivers Vaidva (Vaidava) Peetrijõgi (Peteroupé), Mustjõgi (Melnoupé), Koiva (Gauja), the nationals of one Contracting Party shall be entitled to utilise, within the territory of the other Party, the beds of the foregoing rivers, as well as the tow-paths, subject to compliance with the laws in force in each country relating to timber-floating and to the use of the tow-path (Statute of Ways and Communications and Civil Law Code of the Baltic Governments), the regulations and statutes published in this respect by the Government of the country on whose territory the timber is floated, as well as the special conditions laid down in the present Agreement.

The present Agreement shall also apply to timber-floating in transit provided that this right of passage does not prejudicially affect the floating of timber prepared on Estonian territory, due account being taken of the circumstances peculiar to each year. The final settlement of

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Tallinn, July 15, 1927.

définitive de cette question relève de la compétence de la réunion, prévue au paragraphe 5 du présent accord.

Remarque : Suivant le présent accord, la largeur du chemin de halage est fixée à 10 mètres pour la rivière Koiva (Gauja) et à 4 mètres pour les rivières Vaidva (Vaidava), Peetri (Péteroupé) et Mustjõgi (Melnoupé). (Code des lois vol. XII, p. 1, Statut des voies et communications.)

Article 2.

Sur les affluents de la rivière Mustjõgi (Melnoupé), qui prennent leur source dans les limites du territoire de Lettonie, savoir sur les rivières Vaidva (Vaidava) et Peetri (Péteroupé), le bois de flottage provenant de Lettonie doit être flotté, autant que possible, « en trains » ou « à bûches perdues » jusqu'à l'embouchure desdites rivières et y attendre la possibilité d'un flottage ultérieur sur la rivière Mustjõgi (Melnoupé). Le flottage sur la rivière Mustjõgi (Melnoupé) ne doit pas commencer plus tard que le jour où le passage des eaux les plus abondantes a mis à découvert les prairies avoisinant l'embouchure de la rivière Peetri (Péteroupé) et où la rivière Mustjõgi est rentrée dans son lit audit endroit.

La fixation de ce terme se fait d'un commun accord entre le représentant du Gouvernement estonien chargé de la direction du flottage et les représentants des ordonnateurs du flottage désignés par la réunion.

A partir de ce moment, le bois de flottage venant de Lettonie doit passer la rivière Mustjõgi (Melnoupé) dans un délai de sept jours et arriver jusqu'au point où elle se jette dans la rivière Koiva (Gauja). Ce délai de sept jours pourra être augmenté ou diminué par décision, adoptée à la majorité des voix, par la réunion prévue à l'article 5 du présent accord. Après le passage du bois venant de Lettonie, commence le flottage du bois d'Estonie.

Article 3.

Si le second terme indiqué ci-dessus le permet, le flottage du bois sur la rivière Mustjõgi (Melnoupé) doit se faire en trains. Dans le cas où il serait impossible de former des trains à temps, les matériaux venant de Lettonie peuvent être flottés à bûches perdues.

Article 4.

Les propriétaires ayant du bois préparé pour le flottage sur l'un des affluents de la rivière Koiva (Gauja) doivent présenter chaque année, le 15 février au plus tard, à la Direction centrale de Navigation d'Estonie à Tallinn (Mereasjanduse Peavalitsus) une déclaration faisant connaître :

1° La quantité probable de bois destiné au flottage ;

2° Sa répartition en espèces ;

3° Les marques adoptées par le forestier industriel et la description du timbre commercial (marque du bois) ;

4° Le nom de la rivière sur laquelle le propriétaire a l'intention d'effectuer le flottage avec désignation des points de départ et d'arrivée du bois flotté.

Article 5.

Dans le cas où de telles déclarations sont présentées par une ou plusieurs personnes, il sera convoqué chaque année à Walk-Estonie, entre le 1er et le 10 mars, une réunion, où prendront part, outre les personnes intéressées au flottage, un représentant du Gouvernement letton et un

this question shall come within the competence of the meeting provided for in Article 5 of the present Agreement.

Note : According to the present Agreement, the width of the tow-path shall be fixed at 10 metres for the River Koiva (Gauja) and at 4 metres for the Rivers Vaidva (Vaidava), Peetri (Péteroupé) and Mustjõgi (Melnoupé). (Law Code Volume XII, page 1, Statute of Ways and Communications.)

Article 2.

On the tributaries of the River Mustjõgi (Melnoupé) which rise in Latvian territory, that is to say, the Rivers Vaidva (Vaidava) and Peetri (Péteroupé), timber from Latvia must be floated as far as possible on "floats" or separately up to the mouth of the said rivers and there wait to be floated down the River Mustjõgi (Melnoupé). Floating on the River Mustjõgi (Melnoupé) must not begin later than the date when the deepest floods have retreated from the meadows round the mouth of the River Peetri (Péteroupé) and when the River Mustjõgi has returned to its bed at the place in question.

This term shall be fixed by agreement between the representative of the Estonian Government directing the floating operations, and the representatives of the timber-floating supervisors appointed by the meeting.

As from that date, timber from Latvia must pass the River Mustjõgi (Melnoupé) within seven days and arrive at the place where this river flows into the River Koiva (Gauja). This seven-day period may be prolonged or shortened by a majority vote of the meeting provided for in Article 5 of the present Agreement. After the passage of timber from Latvia, the floating of Estonian timber shall begin.

Article 3.

Timber-floating on the River Mustjõgi (Melnoupé) must be carried out on "floats" if this can be done within the second period mentioned above. Should it be impossible to form "floats" in time, timber from Latvia may be floated separately.

Article 4.

Owners having timber prepared for floating on one of the tributaries of the River Koiva (Gauja) must submit each year, not later than February 15, to the Estonian Central Department for Navigation at Tallinn (Mereasjanduse Peavalitsus) a declaration containing the following information :

(1) The probable quantity of timber for floating ;

(2) Its division into kinds ;

(3) The marks adopted by the timber-dealer and the description of the trade stamp (timber mark) ;

(4) The name of the river on which the owner intends to effect the floating, with the designation of the points of departure and arrival of the timber floated.

Article 5.

Should such declarations be submitted by one or more persons, there shall be convened yearly at Walk in Estonia, between March 1 and 10, a meeting at which, in addition to persons interested in timber-floating, a representative of the Latvian Government and a representative of the Estonian

représentant du Gouvernement estonien. L'initiative de la convocation de ces réunions appartient aux gouvernements des deux Parties contractantes. La convocation de ces réunions, dont la date sera fixée d'un commun accord entre les deux gouvernements, se fait au nom de la Direction centrale de Navigation d'Estonie par voie de publication dans le *Riigi Teataja* et au moins dans deux journaux publiés sur le territoire de l'Estonie. Le texte de la publication est communiqué à la Légation de Lettonie à Tallinn par les soins de qui elle est insérée dans le *Valdibas Vestnesis* et au moins dans deux journaux paraissant sur le territoire de la Lettonie. La publication doit avoir lieu au moins huit jours avant la convocation de la réunion. A ladite réunion prennent part avec voix délibérative un représentant de chacun des gouvernements des deux Parties contractantes et, sur une base de parité, deux représentants au plus des forestiers industriels intéressés pour chaque partie et, avec voix consultative, *a)* les autres flotteurs ou leurs mandataires, *b)* les représentants des propriétaires fonciers riverains, *c)* les représentants des administrations communales et d'arrondissement.

La présidence de ces réunions appartient alternativement au représentant du Gouvernement d'Estonie et au représentant du Gouvernement de Lettonie.

La résolution des questions soulevées à la réunion se fait à la majorité des voix ; à voix égales, la voix du président est prépondérante.

Remarque : La réunion tenue au cours de la première année après la conclusion du présent accord, sera présidée par le représentant du Gouvernement estonien.

Article 6.

La dite réunion a pour objet d'examiner et d'établir, dans les limites des conditions exposées dans le présent accord, les règlements du flottage obligatoires pour tous les intéressés pendant la prochaine saison de flottage et ayant trait aux questions suivantes :

a) Fixation de la quantité de bois que chacun des intéressés compte flotter ;

b) Détermination détaillée de l'ordre du flottage conformément à l'article 2 du présent accord ;

c) Modification du délai de sept jours, prévue dans l'article 2 du présent accord ;

d) Fixation des points d'arrêt des trains et de construction des barrages ;

e) Fixation du nombre d'ouvriers que chacun des intéressés est obligé d'avoir auprès de son bois ;

f) Election d'un ou de plusieurs ordonnateurs du flottage et de leurs suppléants ;

g) Fixation du montant des sommes qui doivent être mises à la disposition de l'ordonnateur du flottage pour le règlement de toutes les dépenses, le versement des garanties et tous autres frais semblables se rapportant au flottage du bois ;

h) Discussion des modifications désirables aux dispositions du présent accord.

Au sujet des décisions adoptées par ladite réunion des flotteurs, un procès-verbal est dressé en langues estonienne et lettone, accompagné d'une traduction légalisée par les représentants des deux gouvernements et faite dans la langue choisie d'un commun accord par les représentants des deux gouvernements. Un exemplaire du procès-verbal est conservé par le Gouvernement estonien, l'autre par le Gouvernement letton. Les personnes intéressées ont droit à une copie de ce document.

Les ordonnateurs du flottage ou leurs suppléants sont obligés d'être toujours présents au flottage et d'avoir sur eux la liste des ouvriers, afin de pouvoir la présenter à la première réquisition aux agents chargés de la surveillance de la navigation et du flottage, de la police et de la garde frontière.

L'assemblée est reconnue valable si, outre le président, y ont pris part, soit le représentant du Gouvernement de l'autre Partie contractante, soit les flotteurs ayant déclaré au moins 10 % de la quantité totale du bois à flotter.

Government shall be present. These meetings shall be convened by the Governments of the two Contracting Parties. The summoning of the said meetings, the date of which shall be fixed by agreement between the two Governments, shall be effected on behalf of the Estonian Central Department for Navigation by publication in the *Riigi Teataja* and in at least two newspapers published on Estonian territory. The text of the publication shall be communicated to the Latvian Legation at Tallinn, which shall insert it in the *Valdības Vēstnesis* and in at least two newspapers issued on Latvian territory. Such publication must be made at least eight days before the meeting. At the said meeting there shall take part, with power to vote, a representative of the Governments of each of the two Contracting Parties and, on terms of equality, two representatives at most, for each Party, of the timber-dealers concerned, and, without power to vote, *(a)* other floaters or their agents ; *(b)* the representatives of riparian landowners ; *(c)* the representatives of communal and district administrations.

At these meetings the chair shall be taken alternately by the representative of the Estonian Government and the representative of the Latvian Government.

Decisions on the questions raised at the meeting shall be taken by a majority vote ; should the votes be equally divided, the President shall have a casting vote.

Note : The meeting held during the first year after the conclusion of the present Agreement shall be presided over by the representative of the Estonian Government.

Article 6.

The aim of the said meeting shall be to examine and establish, within the limits of the conditions mentioned in the present Agreement, timber-floating regulations which shall be binding during the next floating season upon all the persons concerned and which deal with the following questions :

(a) The determination of the quantity of wood which each person concerned reckons to float ;

(b) The detailed determination of the order of floating in conformity with Article 2 of the present Agreement ;

(c) The alteration of the seven-day period provided for by Article 2 of the present Agreement ;

(d) The settlement of stopping-places for "floats" and construction of dams ;

(e) The determination of the number of workmen which each person concerned is obliged to employ for the manipulation of his timber ;

(f) The election of one or more timber-floating supervisors and their substitutes ;

(g) The determination of the amount of money which must be placed at the disposal of the timber-floating supervisor for the payment of expenses, guarantees and other similar costs of timber-floating ;

(h) The discussion of any alterations which it may be found desirable to make in the provisions of the present Agreement.

As regards the decisions adopted by the said meeting of floaters, minutes shall be drawn up in Estonian and Latvian, accompanied by a translation legalised by the representatives of the two Governments and made in a language to be chosen by agreement between the representatives of the two Governments. One copy of the minutes shall be kept by the Estonian Government and another by the Latvian Government. Persons concerned shall be entitled to a copy of the minutes.

Timber-floating supervisors or their substitutes shall be obliged to be present at all floating operations and to have with them a list of the workmen taking part therein, in order to be able to present it immediately on request to the police or frontier-guard agents supervising navigation and floating.

The proceedings of the meeting shall be recognised as valid if, in addition to the President, either the representative of the Government of the other Contracting Party or floaters who have declared at least 10 % of the total quantity of timber to be floated, have been present.

Les flotteurs qui n'ont pas envoyé leurs représentants à la réunion sont obligés de se soumettre aux conditions qui ont été établies par la réunion des flotteurs.

Article 7.

Dans le cas où, au cours du flottage, des entassements de bois viendraient à se produire, la circulation devra être rétablie aussi vite que possible, et dans les délais fixés par les ordonnateurs du flottage suivant les conditions locales. Les ouvriers du flottage ne doivent pas dépasser les limites du chemin de halage.

Article 8.

Le flottage en transit par trains ou à bûches perdues doit se faire, selon le présent accord, conformément aux règlements douaniers des deux Etats contractants, en observant toutefois les facilités prévues aux articles 9-15 du présent accord.

Article 9.

Pour le flottage du bois en transit (Article premier du présent accord) les Gouvernements d'Estonie et de Lettonie s'engagent à reconnaître réciproquement les certificats et documents relatifs au flottage, délivrés par les services de la douane ou de la garde frontière de chacune des deux Parties contractantes.

Article 10.

Les employés des douanes et de la garde frontière de l'une des Parties contractantes délivrent au propriétaire des matériaux un « laissez-passer » en deux exemplaires, rédigé dans la langue de leur pays et destiné à être remis aux services correspondants de l'inspection douanière ou frontière de l'autre Partie, établis à l'endroit où les matériaux à flotter sont réunis en trains. Outre les indications habituelles, le laissez-passer doit indiquer la dénomination détaillée du bois de flottage par espèces et quantité, ainsi que les marques commerciales et la description du timbre dont le bois est marqué.

Les services des douanes ou de la garde frontière de cette dernière Partie contractante, après avoir contrôlé les matériaux de flottage, font sur les deux exemplaires du laissez-passer les inscriptions correspondantes dans la langue de leur pays et en remettent au propriétaire un exemplaire pour être présenté au service correspondant de l'inspection douanière ou frontière de la première Partie contractante.

Article 11.

Si, pendant le flottage en transit les matériaux d'une des Parties contractantes restent, par suite d'une nécessité extrême ou de l'ensablement de la rivière, sur le territoire de l'autre Partie, le reste des matériaux peut être flotté ou transporté hors des frontières de cette dernière Partie, par toute autre voie, librement et en franchise de douane, autant que possible durant la saison de navigation en cours et, en tout cas, pas plus tard qu'à la fin de la saison de navigation de l'année suivante, à partir du jour où le laissez-passer a été délivré par l'inspection douanière ou frontière.

Dans ces cas, la spécification exacte par espèces et quantité du bois avarié en transit sera établie par l'inspection douanière ou frontière de celle des Parties contractantes sur le territoire de laquelle l'avarie a eu lieu.

Article 12.

Si, dans le total général des sommes des lettres de voiture, relativement à la dénomination des matériaux de bois du même propriétaire des marchandises et pour le flottage en transit de la

Floaters who have not sent representatives to the meeting shall be obliged to submit to the conditions established by the meeting of floaters.

Article 7.

If, during floating operations, timber becomes jammed, the obstruction must be removed as soon as possible within the time-limits fixed by the timber-floating supervisors according to local conditions. Timber-floating workmen must not leave the tow-path.

Article 8.

Floating in transit by "floats" or by separate logs must, under the present Agreement, be carried out in conformity with the Customs regulations in force in the two Contracting States, the facilities provided under Articles 9-15 of the present Agreement being, however, observed.

Article 9.

With respect to timber-floating in transit (Article 1 of the present Agreement) the Governments of Estonia and Latvia undertake to recognise reciprocally the certificates and documents relating to floating which are issued by the Customs or frontier-guard services of the two Contracting Parties.

Article 10.

The Customs and frontier-guard officials of one of the Contracting Parties shall issue to the owner of the timber a permit made out in two copies in their own language, which shall be submitted to the corresponding Customs or frontier inspectors of the other Party at the place where the timber to be floated is collected on "floats". In addition to the customary indications, the permit must give a detailed description of the timber for floating according to kind and quantity as well as the commercial marks and description of the stamp with which the timber is marked.

The Customs or frontier-guard services of the latter Contracting Party, having verified the timber for floating, shall make on the two copies of the permit corresponding entries in their own language and shall deliver a copy to the owner to be presented to the corresponding frontier or Customs inspectors of the first Contracting Party.

Article 11.

If, during floating in transit, the timber of one of the Contracting Parties remains in the territory of the other Party owing to unavoidable circumstances or to sandbanks, the remainder of the timber may be floated or transported outside the frontiers of the latter Party by any other way, without hindrance and free of Customs duties, as far as possible during the current navigation season, and in any case, not later than the end of the next year's navigation season, reckoned from the date when the permit was issued by the Customs or frontier inspectors.

In these cases, an accurate description according to kind and quantity of the timber damaged in transit shall be drawn up by the Customs or frontier inspectors of the Contracting Party on whose territory the damage occurred.

Article 12.

If, in the total entered upon the way-bills relating to the description of the timber belonging to the same owner and being conveyed in transit in the same consignment, a difference is discovered

même navigation, une différence est découverte quant à la quantité effective des matériaux de flottage en transit, l'insuffisance, ou le surplus de ces matériaux, d'après leur dénomination commerciale par espèces, sera admis dans les proportions suivantes : poutres, bois de mâture, voliges (planches minces) et autres gros matériaux, 1 % au plus, et boisage (pour usines), bois de sapin et autres menus matériaux, 3 % au plus de chaque dénomination et espèce de matériaux de bois, à condition toutefois qu'il ne s'agisse pas de fraude intentionnelle.

Article 13.

Le bois de l'une des Parties contractantes qui est flotté conformément aux termes du présent accord en transit par le territoire de l'autre Partie est exempt des taxes de douane, telles que : droits, taxes supplémentaires, droits de chancellerie, droits de statistique, établis par chacune des Parties contractantes pour l'importation, l'exportation et le transit du bois.

Article 14.

Les cas d'avarie où le bois de l'une des Parties contractantes serait emporté le long de la rivière dans les limites du territoire de l'autre Partie, ne seront pas considérés réciproquement comme délits de contrebande, à défaut, toutefois, de circonstances pouvant être interprétées comme intention frauduleuse.

Article 15.

Les agents de douane ou de la surveillance des frontières des deux Parties contractantes, ainsi que les employés et les ouvriers de flottage du bois en transit jouiront réciproquement pendant toute la durée du flottage, en ce qui concerne le passage de la frontière pour les affaires du flottage, de toutes les facilités accordées aux habitants de la zone limitrophe esto-lettone en vertu de l'Accord[1] concernant le passage de la frontière esto-lettone du 10 janvier 1924.

Article 16.

Les flotteurs coupables d'infraction aux dispositions du présent accord seront poursuivis et tenus à réparer les dommages et pertes qu'ils ont causés d'après les lois de l'Etat sur le territoire duquel se fait le flottage.

Article 17.

Le présent accord est sujet à ratification et l'échange des actes de ratification aura lieu à Tallinn dans le plus bref délai possible.

Article 18.

Le présent accord entrera en vigueur le jour qui suivra celui de l'échange des actes de ratification et le restera pendant toute l'année civile au cours de laquelle il sera entré en vigueur. Il sera considéré comme automatiquement prolongé pour la suivante année civile si, au cours de l'année précédente, aucune des Parties contractantes n'a fait savoir son intention de dénoncer le présent accord.

Les Parties contractantes sont convenues que le présent accord sera mis en vigueur sous réserve de ratification le jour qui suivra celui de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

L'original a été établi en langue française en deux exemplaires, dans la ville de Tallinn, le cinq février de l'année mil neuf cent vingt-six.

A. Piip.
J. Seskis.

[1] Vol. XXXVIII, page 103, de ce recueil.

in the actual quantity of the timber being floated in transit, the deficiency or surplus of the said timber according to its trade description by kind, shall be admitted in the following proportions : beams, mast wood, battens (thin planks) and other heavy timber, 1 % at most, and planking (for factories), deal and other light timber, 3 % at most, of each description and kind of timber, provided however that there is no question of intent to defraud.

Article 13.

The timber of one Contracting Party whcih, in conformity with the terms of the present Agreement, is floated in transit through the territory of the other Party shall be exempt from Customs charges such as duties, additional taxes, administrative fees, statistical duties, which are levied by each of the Contracting Parties on the importation, exportation and transit of timber.

Article 14.

Cases of damage in which the timber of one Contracting Party is carried down the river into the territory of the other Party shall not be considered by either Party as acts of contraband unless, however, circumstances point to fraudulent intent.

Article 15.

The Customs and frontier-guard agents of the two Contracting Parties, together with officials and workmen engaged in timber-floating in transit, shall, while floating operations are in progress, mutually benefit, as regards crossing the frontier for purposes of floating, by all the facilities granted to the inhabitants of the frontier zone of Estonia and Latvia in virtue of the Agreement[1] of January 10, 1924, concerning the Crossing of the Latvian-Estonian Frontier by the Inhabitants of the Frontier Zone.

Article 16.

Floaters infringing the provisions of the present Agreement shall be prosecuted and required to repair any damage and losses which they may have caused under the laws of the State on whose territory the floating is being carried out.

Article 17.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Tallinn as soon as possible.

Article 18.

The present Agreement shall come into force on the day following the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid for the whole civil year during which it comes into force. It shall be considered to be automatically prolonged for the following civil year if, during the previous year, neither Contracting Party has signified its intention of denouncing it.

The Contracting Parties have agreed that the present Agreement shall come into force, subject to ratification, on the day following the date of signature.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

The original has been drawn up in French in two copies at Tallinn on February the fifth, one thousand nine hundred and twenty-six.

A. Piip.
J. Seskis.

[1] Vol. XXXVIII, page 103, of this Series.

N° 1510.

PORTUGAL ET SUÈDE

Accord sur la reconnaissance réciproque des certificats de franc bord. Signé à Lisbonne, le 17 mai 1927.

PORTUGAL AND SWEDEN

Agreement regarding the mutual Recognition of Freeboard Certificates. Signed at Lisbon, May 17, 1927.

N° 1510. — ACCORD ENTRE LE PORTUGAL ET LA SUÈDE SUR LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE FRANC BORD. SIGNÉ A LISBONNE, LE 17 MAI 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 juillet 1927.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et LE GOUVERNEMENT DE SUÈDE,

Considérant que les navires de commerce portugais, depuis la publication du décret-loi N° 11210 du 18 juillet 1925, sont pourvus de marques du franc-bord qui correspondent à un certificat à bord passé par les autorités maritimes portugaises, et déterminées par une société de classification reconnue par le gouvernement, ou par des experts officiels d'après des règles donnant pleine satisfaction aux exigences du contrôle sur le chargement des navires ;

Considérant d'autre part que les navires suédois doivent être pourvus de marques du franc-bord qui correspondent à un certificat existant à bord passé par le Board of Commerce, ou par l'une des sociétés de classification suivantes : British Corporation, Bureau Veritas, Det Norske Veritas, Germanischer Lloyds Register of Shipping et American Bureau of Shipping ;

Considérant que ces institutions ont été reconnues par le Gouvernement portugais ;

Considérant, en outre, que les lois en vigueur en Suède et en Portugal, bien que permettant que ces sociétés marquent le franc-bord sur les navires respectifs, font cependant dépendre son emploi de l'autorisation des autorités publiques compétentes ;

Ont résolu d'établir un accord pour la reconnaissance réciproque des certificats du franc-bord et sont convenus à cet effet, des dispositions suivantes :

Article premier.

Les autorités portugaises reconnaîtront les marques du franc-bord des navires suédois correspondantes à un certificat existant à bord, passé par le Board of Commerce *(Kommerskollegium)* ou par une Société de classification et approuvé par le Board of Commerce et les autorités suédoises reconnaîtront les marques du franc-bord des navires portugais, correspondantes à un certificat passé par les autorités maritimes portugaises.

Article 2.

Des autorités de chacun des deux pays signataires, dès que les stipulations de l'article premier auront été observées, se limiteront, par rapport au contrôle du chargement des navires de l'autre pays, à vérifier l'existence à bord du certificat du franc-bord, obligatoire d'après les lois nationales du navire et à constater qu'il est encore valable, et que les limites de charge ne sont pas dépassées.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1510. — AGREEMENT BETWEEN PORTUGAL AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF FREEBOARD CERTIFICATES. SIGNED AT LISBON, MAY 17, 1927.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 23, 1927.

THE PORTUGUESE GOVERNMENT and THE SWEDISH GOVERNMENT,

Whereas, since the publication of Legislative Degree No. 11 210 of July 18, 1925, Portuguese merchant vessels are provided with freeboard marks corresponding to a certificate issued by the Portuguese maritime authorities and carried on board, such marks being assigned by a Classification corporation recognised by the Government, or by official experts, in accordance with rules which ensure adequate supervision in regard to the loading of vessels ;

Whereas, further, Swedish vessels must be provided with freeboard marks corresponding to a certificate, carried on board and issued by the Board of Commerce or by one of the following Classification corporations : The British Corporation, Bureau Veritas, Det Norske Veritas, Germanischer Lloyds Register of Shipping, or the American Bureau of Shipping ;

Whereas these institutions have been recognised by the Portuguese Government ;

Whereas, further, the laws in force in Sweden and Portugal, while permitting these corporations to mark the freeboard on vessels belonging to their respective States, make such action conditional on authorisation from the competent public authorities ;

Have resolved to conclude an Agreement for the mutual recognition of freeboard certificates and with this object have agreed as follows :

Article 1.

The Portuguese authorities will recognise the freeboard marks on Swedish vessels if they correspond to a certificate carried on board and issued either by the Board of Commerce *(Kommerskollegium)*, or by a Classification corporation with the approval of the Board of Commerce ; and the Swedish authorities will recognise the freeboard marks on Portuguese vessels if they correspond to a certificate issued by the Portuguese maritime authorities.

Article 2.

When the provisions of Article 1 are fulfilled, the authorities of the respective Signatory States will confine their supervision in the matter of the loading of vessels of the other country, to satisfying themselves that the freeboard certificate required under the national laws of the vessels is on board and to ascertaining that the certificate is still valid and that the proper load has not been exceeded.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les Etats signataires pourront, en tout temps, apporter au présent accord, par voie diplomatique, les améliorations qui seraient reconnues désirables ou nécessaires.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur immédiatement après sa publication.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire, à Lisbonne, le 17 mai 1927.

Ivan DANIELSSON.
DE BETTENCOURT RODRIGUES.

Certifié pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 20 juillet 1927.

Le Chef p. i. des Archives :
Cte Lewenhaupt.

Article 3.

The Signatory States may at any time introduce into the present Agreement, by the diplomatic channel, such improvements as may be considered desirable or necessary.

Article 4.

The present Agreement shall come into force immediately on publication.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Lisbon, May 17, 1927.

Ivan DANIELSSON.
DE BETTENCOURT RODRIGUES.

N° 1511.

ROYAUME-UNI ET IRAK ET TURQUIE

Traité relatif à l'établissement de la frontière entre la Turquie et l'Irak, signé à Angora, le 5 juin 1926, avec échange de notes de la même date relatif à l'article 14 de ce traité, et échange de notes, en date du 28 avril 1927, portant modification à l'annexe à l'article premier de ce traité.

UNITED KINGDOM AND IRAQ AND TURKEY

Treaty regarding the Settlement of the Frontier between Turkey and Iraq, signed at Angora, June 5, 1926, with Exchange of Notes of the same Date relating to Article 14 of this Treaty, and Exchange of Notes dated April 28, 1927, rectifying the Annex to Article 1 of this Treaty.

N° 1511. — TRAITÉ [1] ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'IRAK ET LA TURQUIE RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT DE LA FRONTIERE ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK. SIGNÉ A ANGORA, LE 5 JUIN 1926.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 juillet 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK, d'une part, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, d'autre part, ayant en vue les dispositions du Traité [2] signé à Lausanne, le 24 juillet 1923, concernant le règlement de la frontière entre la Turquie et l'Irak ;

Reconnaissant l'Irak comme un Etat indépendant et les relations spéciales découlant des Traités conclus entre lui et la Grande-Bretagne, le 10 octobre 1922 [3] et le 13 janvier 1926 [4] ;

Désireux d'éviter tout incident dans la zone frontière susceptible de troubler l'harmonie et la bonne entente entre eux,

Ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le très honorable Sir Ronald Charles LINDSAY, K.C.M.G., C.B., C.V.O., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté britannique auprès de la République turque ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE L'IRAK :

Le colonel NOURY SAID, C.M.G., D.S.O., ministre de la défense nationale par intérim de l'Irak ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence le docteur Tewfik ROUCHDI bey, ministre des Affaires étrangères de la République turque, député de Smyrne ;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes :

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Angora, le 18 juin 1926.

[2] Vol. XXVIII, page 11, de ce recueil.

[3] Vol. XXXV, page 13, de ce recueil.

[4] Vol. XLVII, page 419, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1511. — TREATY [2] BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND IRAQ AND TURKEY REGARDING THE SETTLEMENT OF THE FRONTIER BETWEEN TURKEY AND IRAQ. SIGNED AT ANGORA, JUNE 5, 1926.

French official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Treaty took place July 27, 1927

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ, of the one part, and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, having regard to the provisions of the Treaty [3] signed at Lausanne on July 24, 1923, regarding the settlement of the frontier between Turkey and Iraq ;

Recognising Iraq as an independent State and the special relations resulting from the Treaties concluded between Iraq and Great Britain on October 10, 1922, [4] and January 13, 1926 [5];

Anxious to avoid all incidents on the frontier which might disturb the peace and harmony of their relations ;

Have decided to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Sir Ronald Charles LINDSAY, K.C.M.G., C.B., C.V.O., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Britannic Majesty to the Turkish Republic ;

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

Colonel NOURY SAID, C M.G., D.S.O., Acting Minister of National Defence of Iraq ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency Doctor Tewfik ROUCHDI Bey, Minister for Foreign Affairs of the Turkish Republic, Deputy for Smyrna ;

Who, having produced their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

---

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] The exchange of ratifications took place at Angora, June 18, 1926.

[3] Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

[4] Vol. XXXV, page 13, of this Series.

[5] Vol. XLVII, page 419, of this Series.

CHAPITRE PREMIER

FRONTIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK.

Article premier.

La ligne frontière entre la Turquie et l'Irak est fixée définitivement suivant le tracé adopté par le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 29 octobre 1924, et indiqué ci-dessous :

(Description de la ligne de Bruxelles annexée.)

Toutefois la ligne ci-dessus est modifiée au sud d'Alamun et Ashuta, de manière à comprendre dans le territoire turc la partie de la route qui relie ces deux endroits et qui traverse le territoire irakien.

Article 2.

Sous réserve du dernier alinéa de l'article premier, la ligne frontière décrite au susdit article constitue la frontière entre la Turquie et l'Irak ; elle est tracée sur la carte (au $\frac{1}{250\,000}$me) annexée au présent traité. En cas de divergence entre le texte et la carte, le texte fera foi.

Article 3.

Une commission de délimitation sera chargée de tracer, sur le terrain, la frontière décrite à l'article premier. Cette commission sera composée de deux représentants nommés par le Gouvernement turc, deux représentants nommés conjointement par le Gouvernement britannique et le Gouvernement de l'Irak, et un président nommé par le président de la Confédération helvétique, s'il veut bien y consentir, parmi les ressortissants suisses.

La commission se réunira aussitôt que possible, et, dans tous les cas, dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du présent traité.

Les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix et seront obligatoires pour toutes les Hautes Parties contractantes.

La commission de délimitation s'efforcera, dans tous les cas, de suivre au plus près les définitions données dans le présent traité.

Les dépenses de la commission seront partagées également entre la Turquie et l'Irak.

Les Etats intéressés s'engagent à prêter assistance à la Commission de délimitation, soit directement, soit par l'entremise des autorités locales, pour tout ce qui concerne le logement, la main-d'œuvre, les matériaux (poteaux, bornes) nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Ils s'engagent, en outre, à faire respecter les repères trigonométriques, signaux, poteaux, ou bornes frontières placées par la commission.

Les bornes seront placées à distance de vue l'une de l'autre ; elles seront numérotées ; leur emplacement et leur numéro seront portés sur un document cartographique.

Le procès-verbal définitif de délimitation, les cartes et documents annexés seront établis en triple original, dont deux seront transmis aux gouvernements des Etats limitrophes, le troisième sera transmis au Gouvernement de la République française, afin que des expéditions authentiques en soient délivrées aux Puissances signataires du Traité de Lausanne.

Article 4.

La nationalité des habitants des territoires cédés à l'Irak, en vertu des dispositions de l'article premier, est réglée par les articles 30-36 du Traité de Lausanne. Les Hautes Parties contractantes

CHAPTER I.

FRONTIER BETWEEN TURKEY AND IRAQ.

Article 1.

The frontier line between Turkey and Iraq is definitively laid down following the line adopted by the Council of the League of Nations at its session on October 29, 1924, and set forth hereunder :

(For description of the Brussels line, see annex.)

Nevertheless, the above-mentioned line is modified to the South of Alamun and Ashuta so as to include in Turkish territory that part of the road which connects these two places and which crosses Iraq territory.

Article 2.

Subject to the last paragraph of article 1, the frontier line described in the above-mentioned article constitutes the frontier between Turkey and Iraq, and is traced on the map Scale $\frac{1}{250\,000}$ annexed to the present Treaty. In case of divergence between the text and the map the text will prevail.

Article 3.

A boundary commission shall be appointed to trace on the ground the frontier defined in article 1. This commission shall be composed of two representatives appointed by the Turkish Government, two representatives appointed by His Majesty's Government and the Government of Iraq, and a president, who shall be a Swiss national, to be nominated by the President of the Swiss Confederation, if he is willing to do so.

The Commission shall meet as soon as possible, and in any case within six months from the coming into force of the present Treaty.

The decisions of the commission shall be taken by a majority and shall be binding on all the High Contracting Parties.

The boundary commission shall endeavour in all cases to follow as nearly as may be possible the definitions given in the present Treaty.

The expenses of the commission shall be divided equally between Turkey and Iraq.

The States concerned undertake to give assistance to the boundary commission, either directly or through local authorities, in everything that concerns the accommodation, labour, materials (sign posts, boundary marks) necessary for the accomplishment of its task.

They undertake further to safeguard the trigonometrical points, signs, posts or frontier marks erected by the commission.

The boundary marks shall be placed so as to be visible from each other. They shall be numbered, and their position and their number shall be noted on a cartographic document.

The definitive record of the boundary laid down, and the maps and documents attached thereto shall be made out in triplicate, of which two copies shall be forwarded to the Governments of the two interested States, and the third to the Government of the French Republic, in order that authentic copies may be delivered to the Powers signatory of the Treaty of Lausanne.

Article 4.

The nationality of the inhabitants of the territories ceded to Iraq in virtue of the provisions of article 1 is regulated by Articles 30–36 of the Treaty of Lausanne. The High Contracting

conviennent que le droit d'option prévu aux articles 31, 32 et 34 dudit traité pourra s'exercer pendant un délai de douze mois à partir de l'entrée en vigueur du présent traité.

La Turquie réserve toutefois, sa liberté d'action en ce qui concerne la reconnaissance de l'option de ceux des habitants susmentionnés qui opteraient pour la nationalité turque.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes accepte comme définitive et inviolable la ligne frontière fixée par l'article premier, et s'engage à s'abstenir de toute tentative de la modifier.

CHAPITRE II.

Bon voisinage.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à s'opposer, par tous les moyens en leur pouvoir, aux préparatifs d'un ou de plusieurs individus armés dans le but de se livrer à des actes de pillage ou de banditisme dans la zone frontière voisine et à les empêcher de franchir la frontière.

Article 7.

Quand les autorités compétentes désignées à l'article 11 apprendront que des préparatifs sont faits par un ou plusieurs individus armés dans le but de se livrer à des actes de pillage ou de banditisme dans la zone frontière voisine, elles devront s'en aviser réciproquement et sans délai.

Article 8.

Les autorités compétentes désignées à l'article 11 s'avertiront réciproquement et le plus vite possible de tout acte de pillage et de brigandage qui serait commis sur leur territoire. Les autorités de la Partie avisée s'efforceront par tous les moyens en leur pouvoir d'empêcher leurs auteurs de franchir la frontière.

Article 9.

Au cas où un ou plusieurs individus armés ayant accompli un crime ou un délit dans la zone frontière voisine réussiraient à se réfugier dans l'autre zone frontière, les autorités de cette dernière zone sont tenues d'arrêter ces individus pour les mettre, conformément à la loi, à la disposition des autorités de l'autre Partie dont ils sont les ressortissants, avec leur butin et leurs armes.

Article 10.

La zone frontière dans laquelle ce chapitre du traité s'appliquera sera toute la frontière qui sépare la Turquie de l'Irak, ainsi qu'une zone de 75 kilomètres en profondeur de part et d'autre de cette frontière.

Parties agree that the right of option provided for in Articles 31, 32 and 34 of the said Treaty may be exercised during a period of twelve months from the coming into force of the present Treaty.

Turkey reserves nevertheless her liberty of action in so far as concerns the recognition of the option of such of the above-mentioned inhabitants as may opt for Turkish nationality.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties accepts as definitive and inviolable the frontier line fixed by article 1 and undertakes to make no attempt to alter it.

CHAPTER II.

NEIGHBOURLY RELATIONS.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake reciprocally to oppose by all means in their power any preparations made by one or more armed individuals with the object of committing acts of pillage or brigandage in the neighbouring frontier zone and to prevent them from crossing the frontier.

Article 7.

Whenever the competent authorities designated in article 11 learn that preparations are being made by one or more armed individuals with the object of committing acts of pillage or brigandage in the neighbouring frontier zone they shall reciprocally inform each other without delay.

Article 8.

The competent authorities designated in article 11 shall reciprocally inform each other as quickly as possible of any act of pillage or brigandage which may have been perpetrated on their territory. The authorities of the party receiving the notice shall make every effort in their power to prevent the authors of such acts from crossing the frontier.

Article 9.

In the event of one or more armed individuals, guilty of a crime or misdemeanour in the neighbouring frontier zone, succeeding in taking refuge in the other frontier zone, the authorities of the latter zone are bound to arrest such individuals in order to deliver them, in conformity with the law, to the authorities of the other party whose nationals they are, together with their booty and their arms.

Article 10.

The frontier zone to which this chapter of the present Treaty shall apply is the whole of the frontier which separates Turkey from Irak and a zone 75 kilometres in width on each side of that frontier.

Article 11.

Les autorités compétentes chargées de l'application de ce chapitre du Traité sont les suivantes :

Pour l'organisation de la collaboration générale et la responsabilité des mesures à prendre :
Du côté turc : le commandant militaire de la frontière ;
Du côté irakien : les mutessarifs de Mossoul et d'Arbil ;
Pour l'échange des renseignements locaux et de communications urgentes :
Du côté turc : les autorités désignées avec le consentement des valis ;
Du côté irakien : les kaïmakams de Zakho, Amadia, Zibar et Rovandouz.

Les Gouvernements turc et irakien pourront, pour des raisons administratives, modifier la liste de leurs autorités compétentes en donnant avis soit par la Commission permanente de frontière prévue à l'article 13, soit par la voie diplomatique.

Article 12.

Les autorités turques et les autorités irakiennes s'abstiendront de toute correspondance de nature officielle ou politique avec des chefs ou cheiks ou autres membres de tribus ressortissants de l'autre Etat et qui se trouvent effectivement sur le territoire de celui-ci.

Elles ne permettront dans la zone frontière aucune organisation de propagande, ni réunion dirigées contre l'un ou l'autre Etat.

Article 13.

Afin de faciliter l'exécution des dispositions du présent chapitre de ce traité et, en général, le maintien de relations de bon voisinage à la frontière, il sera constitué une Commission permanente de frontière composée d'un nombre égal de fonctionnaires nommés de temps en temps à cette fin par le Gouvernements turc et irakien respectivement. Cette commission se réunira au moins une fois tous les six mois, ou plus souvent, si les circonstances le demandent.

Il sera du devoir de cette commission, qui se réunira alternativement en Turquie et en Irak, de s'efforcer de régler à l'amiable toute question concernant l'exécution des dispositions de ce chapitre du traité, et toute autre question de frontière sur laquelle un accord ne sera pas intervenu entre les fonctionnaires régionaux de frontière qu'elle intéresse.

La commission se réunira pour la première fois à Zakho dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

CHAPITRE III.

Dispositions générales.

Article 14.

Dans le but d'élargir le champ d'intérêts communs entre les deux pays, le Gouvernement de l'Irak paiera au Gouvernement turc, pendant une période de vingt-cinq ans à partir de l'entrée en vigueur du présent traité, 10 % sur toutes redevances qui lui reviendront :

a) De la Turkish Petroleum Company en vertu de l'article 10 de sa concession du 14 mars 1925 ;

b) Des compagnies ou personnes qui pourront exploiter le pétrole en vertu des termes de l'article 6 de la concession susindiquée ;

c) Des compagnies subsidiaires qui pourraient être constituées en vertu des termes de l'article 33 de la concession susindiquée.

Article 11.

The competent authorities to whom the execution of this chapter of the Treaty is entrusted are the following :

For the organisation of general co-operation and responsibility for the measures to be taken :

On the Turkish side : the military commandant of the frontier ;

On the Iraq side : the mutessarifs of Mosul and of Arbil.

For the exchange of local information and urgent communications :

On the Turkish side : the authorities appointed with the consent of the Valis ;

On the Iraq side : the kaimakams of Zakho, Amadia, Zibar and Rowanduz.

The Turkish and Iraq Governments may, for administrative reasons, modify the list of their competent authorities, giving notice of such modification either through the permanent frontier commission provided for in article 13 or through the diplomatic channel.

Article 12.

The Turkish and Irak authorities shall refrain from all correspondence of an official or political nature with the chiefs, sheikhs, or other members of tribes which are nationals of the other State and which are actually in the territory of that State.

They shall not permit in the frontier zone any organisation for propaganda or meeting directed against either State.

Article 13.

In order to facilitate the execution of the provisions of the present chapter of the Treaty, and, in general, the maintenance of good neighbourly relations on the frontier, there shall be set up a permament Frontier Commission composed of an equal number of officials appointed from time to time for this purpose by the Turkish and Iraq Governments, respectively. This Commission shall meet at least once every six months or more often if circumstances require it.

It shall be the duty of this commission, which shall meet alternately in Turkey and in Irak, to endeavour to settle amicably all questions concerning the execution of the provisions of this chapter of the Treaty, and any other frontier question on which an agreement shall not have been reached between the local frontier officials concerned.

The commission shall meet for the first time at Zakho within two months from the coming into force of the present Treaty.

CHAPTER III.

General Provisions.

Article 14.

With the object of enlarging the field of common interests between the two countries, the Iraq Government shall pay to the Turkish Government for a period of twenty-five years from the coming into force of the present Treaty, 10 per cent. on all royalties which it shall receive :

(a) From the Turkish Petroleum Company under Article 10 of its concession of the March 14, 1925 ;

(b) From such companies or persons as may exploit oil under the provisions of Article 6 of the above-mentioned concession ;

(c) From such subsidiary companies as may be constituted under the provisions of Article 33 of the above-mentioned concession.

Article 15.

Le Gouvernement turc et le Gouvernement irakien conviennent d'entrer en négociations aussitôt que possible en vue de la conclusion d'un traité d'extradition conforme aux usages reconnus entre Etats amis.

Article 16.

Le Gouvernement de l'Irak s'engage à n'inquiéter ni molester les personnes établies sur son territoire en raison de leur opinion et conduite politiques en faveur de la Turquie jusqu'à la signature du présent traité et à leur accorder amnistie pleine et entière.

Toutes condamnations prononcées de ce chef seront annulées et toutes poursuites en cours seront arrêtées.

Article 17.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Le chapitre II du présent traité restera en vigueur pour une période de dix ans à partir de la mise en vigueur du présent traité.

A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la mise en vigueur du présent traité, chacune des Parties contractantes aura le droit de dénoncer ce chapitre, pour autant qu'il la concerne, la dénonciation devant produire son effet un an après que préavis en serait donné.

Article 18.

Le présent traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes et les ratifications seront échangées à Angora aussitôt que possible. Des copies certifiées du traité seront communiquées à chacun des Etats signataires des traités de Lausanne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Angora, le 5 juin 1926, en triple exemplaire.

(L. S.) R. C. LINDSAY.
(L. S.) Dr T. ROUCHDI.
(L. S.) NOURY SAID.

ANNEXE.

DESCRIPTION DE LA LIGNE DE BRUXELLES.

Du confluent du fleuve Tigre et de la rivière Khabur, la ligne médiane ou le thalweg de la rivière Khabur jusqu'à son confluent avec la rivière Hazil ; la ligne médiane ou le thalweg de la rivière Hazil, jusqu'en un point situé à trois kilomètres en amont du confluent de la rivière passant par Sirnez. De ce point une ligne droite vers l'est jusqu'à la crête nord du bassin de l'affluent passant par Sirnez. La crête nord de ce bassin jusqu'au mont Bilakish. Une droite de ce point jusqu'à la source de la rivière affluent du Baijo à Robozak. Cette rivière jusqu'à son confluent situé au sud de Robozak avec une rivière descendant de la cote 6834 à l'est-sud-est de Robozak. Une droite jusqu'au col du nord-nord-est de la cote 6834. Le thalweg de la petite rivière descendant de ce col dans la direction de l'est jusqu'à son confluent avec la rivière Khabur. La rivière Khabur en aval sur une longueur d'environ un kilomètre et demi jusqu'à son confluent avec une rivière descendant de la région d'Arush et de Geramus. Cette rivière (en laissant au nord la rivière venant

Article 15.

The Turkish and Iraq Governments agree to enter into negotiations as soon as possible for the purpose of concluding an extradition treaty in accordance with the usages prevailing among friendly States.

Article 16.

The Iraq Government undertakes not to disturb or molest any persons established on its territory on account of their political opinions or conduct in favour of Turkey up to the time of the signature of the present Treaty, and to grant them full and complete amnesty.

All sentences pronounced under the above heading shall be annulled, and all proceedings already instituted shall be stayed.

Article 17.

The present Treaty shall come into force on the date of exchange of ratifications.

Chapter II of the present Treaty shall remain in force for a period of ten years from the date of the coming into force of the present Treaty.

After the termination of a period of two years from the coming into force of the present Treaty each of the Contracting Parties shall have the right to denounce this chapter in so far as its provisions concern that party, the denunciation taking effect one year after the date on which notice thereof shall have been given.

Article 18.

The present Treaty shall be ratified by each of the High Contracting Parties, and the ratifications shall be exchanged at Angora as soon as possible. Certified copies of the Treaty shall be communicated to each of the States signatory of the Treaties of Lausanne.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and affixed thereto their seals.

Done at Angora, the 5th day of June, 1926, in triplicate.

(L. S.) R. C. LINDSAY.
(L. S.) Dr. T. ROUCHDI.
(L. S.) NOURY SAID.

ANNEX.

DESCRIPTION OF THE BRUSSELS LINE.

From the junction of the River Tigris and the River Khabur, along the River Khabur in midstream, up to its junction with the river Hazil : in mid-stream, along the river Hazil to a point three kilometres upstream from the junction of that river with the side-stream which passes by Sirnez. From this point in a direct line eastwards to the northern crest of the valley of the side-stream which passes by Sirnez. The northern crest bordering this valley up to Mount Bilakish, and in a straight line from this point to the source of the tributary of the Baijo at Robozak. Along this tributary to its junction south of Robozak with a river coming down from point 6834 east-south-east of Robozak, then following a straight line to the col north-north-east of point 6834. Along the small river in mid-stream which comes down in an easterly direction from this col to its junction with the river Khabur. The river Khabur downstream for about a kilometre and a half to its junction with the river coming from the Arush and Geramus district. Along this river

de Qashura) jusqu'à la réunion des deux branches importantes, la première descendant de Geramus, la seconde d'Arush. De ce confluent, le thalweg d'une vallée aboutissant vers l'est à la cote 6571 sur la crête de partage des eaux entre les deux branches dont il est question ci-dessus. Cette crête de partage jusqu'à la cote 9063, située à l'est de la précédente, puis la crête du bassin de la branche passant par Geramus jusqu'à son point de rencontre avec la crête sud du bassin de la rivière Lizan. Cette dernière crête prolongée le long de la crête nord du bassin de l'affluent de la rivière Zab qui descend d'Ora jusqu'au sommet à l'ouest-nord-ouest et à deux kilomètres et demi environ de Duskia. Une droite de ce sommet jusqu'à la source de l'affluent du Zab, situé à proximité et au nord-est de Duskia. Le cours de cet affluent jusqu'à la rivière Zab. La rivière Zab en aval jusqu'en un point situé à un kilomètre au sud de Baishuka. Une ligne droite dans la direction de l'est jusqu'à la crête sud du bassin de la rivière qui passe au sud de Bayhi et au nord de Chal, prolongée le long de la crête sud de l'affluent du Zab qui passe à Borijan jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'Ave Marek à l'ouest-sud-ouest de Shiluk. Une droite jusqu'à cette source. La branche occidentale de l'Ave Marek de cette source, jusqu'au confluent de la petite rivière qui descend du col entre Quasrik et Nervek. Cette petite rivière jusqu'à sa source. La plus courte distance de cette source à l'affluent de la branche orientale de l'Ave Marek dont le confluent est au nord de Nervek. Cet affluent jusqu'à son embouchure. La plus courte distance de ce confluent à la crête de séparation des eaux de l'Ave Marek et du Rudbar i Shin. Cette crête jusqu'au point le plus rapproché de la source de l'affluent du Rudbar i Shin, qui se jette dans cette rivière à proximité et au nord de Shaikh Momar. Une droite jusqu'à cette source (l'affluent mentionné ci-dessus est le Rudbar i Shin, qui passe en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière un peu au sud de Deh). Cette rivière jusqu'à sa source. La plus courte distance de cette source à la crête de séparation des eaux de Rudbar i Shin, et de l'affluent du Shemsdinan Su qui passe à proximité et à l'est de Herki. La plus courte distance de ce point au tributaire le plus rapproché dudit affluent. Ce tributaire, puis l'affluent susmentionné jusqu'au Shemsdinan Su. La plus courte distance de ce confluent à la crête sud du bassin du Shemsdinan Su. Cette crête jusqu'à son point de rencontre avec la ligne de faîte entre les bassins de la rivière Haji Beg et de son affluent qui passe à proximité et à l'est de Upah. Cette ligne de faîte prolongée jusqu'à la rivière Haji Beg par la droite la plus courte. La rivière Haji Beg en amont jusqu'à la frontière persane.

R. C. L.
T. R.
N. S.

ECHANGE DE NOTES

I.

SIR R. LINDSAY ET NOURY SAID A TEWFIK ROUCHDI BEY.

ANGORA, *le* 5 *juin* 1926.

EXCELLENCE,

En nous référant à l'article 14 du traité signé aujourd'hui entre nous, nous avons l'honneur de déclarer que si, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de ce traité, le Gouvernement turc désirerait capitaliser sa part des redevances dont il est question dans ledit article, il avisera le Gouvernement irakien de son désir et celui-ci, dans les trente jours qui suivront réception de cet avis, paiera au Gouvernement turc, en pleine satisfaction sous le chef de cet article, la somme de cinq cent mille livres sterling.

D'autre part, il est entendu que le Gouvernement turc s'engage à ne pas se dessaisir de ses intérêts dans lesdites redevances sans donner au préalable au Gouvernement de l'Irak l'occasion

(leaving to the north the river coming from Qashura) to the junction of its two large branches, the first coming from Geramus and the second from Arush. From this junction along the bottom of a valley eastwards to point 6571 on the watershed between the two tributaries mentioned above. Following this watershed to point 9063 east of point 6571, (then along the crest bordering the valley of the tributary, which passes by Geramus up to its junction with the crest on the south side of the valley of Lizan). From the latter crest along the crest on the north side of the valley of the tributary of the river Zab which comes down from Ora, then up to the height west-north-west of Duskia and about two-and-a-half kilometres from that place. A straight line from this height to the source of this tributary of the Zab, a little north-east of Duskia — the course of the tributary to the river Zab — downstream along the river Zab to a point one kilometre south of Baishuka — a straight line eastwards up to the southern crest of the river valley which runs south of Bayhi and north of Chal — along the southern crest of the valley of the tributary of the Zab which passes by Borijan, up to the point nearest to the source of the Ave Marek west-south west of Shiluk — a straight line to that source — the western arm of the Ave Marek from this source to the junction of the small river which comes down from the col between Quasrik and Nervek — along this small river up to its source — the shortest distance between this source and the tributary of the eastern arm of the Ave Marek which flows into the Ave Marek north of Nervek — along this tributary to its junction — the shortest distance from this junction to the watershed between the Ave Marek and the Rudbar i Shin — along this watershed to the point nearest to the source of the tributary which joins the Rudbar i Shin close to and north of Shaikh Momar — in a straight line to the source of that tributary — down that tributary and down the Rudbar i Shin to the mouth of the river which flows just south of Deh [1] — along this river to its source— the shortest distance from the source of that river to the watershed between the Rudbar i Shin and the tributary of the Shemsdinan Su which flows just east of Herki — the shortest distance thence to the nearest feeder to this tributary — along this feeder and thence along the tributary to the Shemsdinan Su — the shortest distance from the junction of these two streams to the southern crest of the valley of the Shemsdinan Su — along this crest to the point where it meets the watershed between the River Haji Beg and its tributary which runs just east of Upah — along the line of this watershed direct to the River Haji Beg — up the River Haji Beg to the Persian frontier.

R. C. L.
T. R.
N. S.

EXCHANGE OF NOTES

I.

SIR R. LINDSAY AND NOURY SAID TO TEWFIK RUSHDI BEY.

ANGORA, *June* 5, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to article 14 of the Treaty signed by us to-day, we have the honour to declare that if, within twelve months from the coming into force of this Treaty, the Turkish Government desires to capitalise its share or the royalties mentioned in the said article, it shall notify the Iraq Government of its desire, and the latter, within thirty days after the receipt of this notice, shall pay to the Turkish Government in full satisfaction on account of this article the sum of £500,000 sterling.

On the other hand, it is understood that the Turkish Government undertakes not to divest itself of its interest in the said royalties without previously giving the Iraq Government the oppor-

[1] Cette traduction tient compte de modification prévue à l'échange de notes du 28 avril 1927.

[1] In this translation the amendment provided for in the exchange of Notes of April 28, 1927, has been taken into account.

de s'en acquérir à un prix pas plus élevé que celui qu'une tierce partie quelconque pourrait être prête à payer.

Il est convenu que le présent échange de notes constitue partie intégrante du traité signé aujourd'hui.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de notre haute considération.

R. C. LINDSAY.
NOURY SAID.

II.

TEWFIK ROUCHDI BEY A SIR R. LINDSAY ET AU COLONEL NOURY SAID.

ANGORA, *le* 5 *juin* 1926.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à la note de Votre Excellence en date d'aujourd'hui dont je prends acte, et par laquelle Votre Excellence, en se référant à l'article 14 du traité signé entre nous aujourd'hui, a bien voulu déclarer que :

« Si, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de ce traité le Gouvernement turc désirerait capitaliser sa part des redevances dont il est question dans ledit article, il avisera le Gouvernement irakien de son désir, et celui-ci, dans les trente jours qui suivront réception de cet avis, paiera au Gouvernement turc, en pleine satisfaction, sous le chef de cet article, la somme de cinq cent mille livres sterling.

» D'autre part il est entendu que le Gouvernement turc s'engage à ne pas se dessaisir de ses intérêts dans lesdites redevances sans donner au préalable au Gouvernement de l'Irak l'occasion de s'en acquérir à un prix pas plus élevé que celui qu'une tierce partie quelconque pourrait être prête à payer.

» Il est convenu que le présent échange de notes constitue partie intégrante du traité signé aujourd'hui. »

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Dr T. ROUCHDI.

ÉCHANGE DE NOTES

PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE A L'ARTICLE PREMIER DU TRAITÉ DU 5 JUIN 1926.

I.

AMBASSADE D'ANGLETERRE.
(E 2103/84/65)
No 69.
(1119/33/1927).

ANGORA, *le* 28 *avril* 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de confirmer à Votre Excellence l'adhésion du Gouvernement de Sa Majesté britannique ainsi que du Gouvernement de l'Irak à la rectification suivante d'un passage erroné du texte de l'annexe à l'article premier du Traité conclu entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Irak et de la Turquie, qui fut signé à Angora le 5 juin 1926 :

tunity of acquiring those interests at a price not higher than that which any third party may be ready to pay.

It is agreed that the persent Exchange of Notes constitutes an integral part of the Treaty signed to-day.

We avail, etc.

R. C. LINDSAY.
NOURY SAID.

II

TEWFIK RUSHDI BEY TO SIR R. LINDSAY AND COLONEL NOURY SAID.

ANGORA, *June* 5, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-days date of which I take note, and by which your Excellency, referring to Article 14 of the Treaty signed between us to-day, has been so good as to declare that :

> " If, within twelve months from the coming into force of this Treaty, the Turkish Government desires to capitalise its share of the royalties mentioned in the said article, it shall notify the Iraq Government of its desire and the latter, within thirty days after the receipt of this notice, shall pay to the Turkish Government in full satisfaction on account of this article the sum of £500,000 sterling.
>
> " On the other hand, it is understood that the Turkish Government undertakes not to divest itself of its interests in the said royalties without previously giving the Iraq Government the opportunity of acquiring those interests at a price not higher than that which any third party may be ready to pay.
>
> " It is agreed that the present Exchange of Notes constitutes an integral part of the Treaty signed to-day. "

I avail, etc.

Dr T. RUSHDI.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

RECTIFYING THE ANNEX TO ARTICLE ONE OF THE TREATY OF JUNE 5, 1926.

I.

BRITISH EMBASSY.
(E 2103/84/65)
No. 69.
(1119/33/1927)

ANGORA, *April* 28, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to send you confirmation of the acceptance by His Britannic Majesty's Government and by the Iraq Government of the following correction of an erroneous passage in the Annex to Article 1 of the Treaty concluded between the Governments of Great Britain, Iraq and Turkey and signed at Angora on June 5, 1926 :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Le passage en question dans le texte du traité tel qu'il a été signé et ratifié est ainsi conçu :

« Une droite jusqu'à cette source (l'affluent mentionné ci-dessus est le Rudbar i Shin, qui passe en aval, jusqu'à l'embouchure de la rivière un peu au sud de Deh). »

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement de l'Irak acceptent qu'il lui soit substitué le texte suivant :

« Une droite jusqu'à cette source. L'affluent mentionné ci-dessus et le Rudbar i Shin en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière qui passe un peu au sud de Deh. »

Les Gouvernements de Sa Majesté britannique et de l'Irak considéreront la rectification du texte effectuée par le présent échange de Notes comme faisant partie du Traité d'Angora et le Gouvernement de Sa Majesté britannique la communiquera aux Etats signataires du Traité de Lausanne conformément aux dispositions de l'article 18 du Traité d'Angora.

Je saisis, etc.

(Signé) George R. CLERK.

Son Excellence
Docteur Tewfik Rouchdi bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement de la République turque,
Angora.

II.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANGORA, *le* 28 *avril* 1927.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'adhésion du Gouvernement turc à la rectification suivante d'un passage erroné du texte de l'annexe à l'article premier du Traité conclu entre les Gouvernements de Turquie, de Grande-Bretagne et d'Irak, qui fut signé à Angora le 5 juin 1926.

Le passage en question dans le texte du traité, tel qu'il a été signé et ratifié est ainsi conçu :

« Une droite jusqu'à cette source (l'affluent mentionné ci-dessus est le Rudbar i Shin qui passe en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière un peu au sud de Deh). »

Le Gouvernement de la République turque accepte qu'il lui soit substitué le texte suivant :

« Une droite jusqu'à cette source. L'affluent mentionné ci-dessus et le Rudbar i Shin en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière qui passe un peu au sud de Deh. »

Le Gouvernement turc considère la rectification du texte éffectué par le présent échange de Notes comme faisant partie du Traité d'Angora et la communiquera aux Etats signataires du Traité de Lausanne conformément aux dispositions de l'article 18 du Traité d'Angora.

(Signé) Dr T. ROUCHDI.

Son Excellence Sir George R. Clerk,
Ambassadeur plénipotentiaire et extraordinaire
de Sa Majesté britannique,
En Ville.

The passage in the text of the Treaty as signed and ratified reads as follows :

" Une droite jusqu'à cette source (l'affluent mentionné ci-dessus est le Rudbar i Shin qui passe en aval, jusqu'à l'embouchure de la rivière un peu au sud de Deh). "[1]

His Britannic Majesty's Government and the Government of Iraq agree that this text should be replaced by the following :

" Une droite jusqu'à cette source. L'affluent mentionné ci-dessus et le Rudbar i Shin en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière qui passe un peu au sud de Deh. "[2]

The Governments of His Britannic Majesty and of Iraq will regard the correction of the text effected by the present exchange of Notes as forming part of the Treaty of Angora, and His Britannic Majesty's Government will communicate it to the Signatory States of the Treaty of Lausanne in accordance with the provisions of Article 18 of the Treaty of Angora.

I am, etc.

(Signed) George R. CLERK.

To His Excellency
Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Government of the Turkish Republic,
Angora.

II.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

ANGORA, *April* 28, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to send you confirmation of the acceptance by the Turkish Government of the following correction of an erroneous passage in the Annex to Article 1 of the Treaty concluded between the Governments of Turkey, Great Britain and Iraq and signed at Angora on June 5, 1926 :

The passage in the text of the Treaty as signed and ratified reads as follows :

" Une droite jusqu'à cette source (l'affluent mentionné ci-dessus est le Rudbar i Shin qui passe en aval, jusqu'à l'embouchure de la rivière un peu au sud de Deh.). "[1]

The Government of the Turkish Republic agrees that this text should be replaced by the following :

Une droite jusqu'à cette source. L'affluent mentionné ci-dessus et le Rudbar i Shin en aval jusqu'à l'embouchure de la rivière qui passe un peu au sud de Deh.[2]

The Turkish Government regards the correction of the text effected by the present exchange of Notes as forming part of the Treaty of Angora, and will communicate it to the Signatory States of the Treaty of Lausanne in accordance with the provisions of Article 18 of the Treaty of Angora.

I am, etc.,

(Signed) Dr. T. RUSHDI.

To His Excellency Sir George R. Clerk,
His Britannic Majesty's Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary,
Angora.

[1] " In a straight line up to the source of that river (the above-mentioned tributary is the Rudbar i Shin, which descends to the mouth of the river just south of Deh). "

[2] " In a straight line to the source of that tributary. Down that tributary and down the Rudbar i Shin, to the mouth of the river which flows just south of Deh ".

N° 1512.

GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE

Accord prolongeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.

GREAT BRITAIN AND MUSCAT

Agreement renewing for a further Period of one Year from February 11, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19, 1891. Signed at Mascate, February 11, 1927.

ان تنفصلا عن المعاهدة المذكوره فى اى وقت ما عقب اعلان من مندوب جلالة
الملك بمسقط وكذالك من المفهوم ان حكومة استراليا الحره قد انفصلت
عن الدخول فى المعاهده المذكوره بموجب الاعلان المعطى من قبل مندوب جلالة الملك
بمسقط فى كتابه نمره ٦ المورخ ٣ دسمبر ١٩٢٣ء

فتصديقاً لذالك نحن يعنى السيد محمد بن احمد ومستر بى اليس طامس اولبى اى
والشيخ راشد بن عزيز والحاج زبير بن على اعضاء مجلس الحكومه مسقط عن سمو
سيد سر تيمور بن فيصل ك سى آى اى - سى اليس آى - سلطان مسقط وعمان و انا
ميجر جى بى مرفى آى اى - وكيل مفوض فى هذا الخصوص من طرف الدوله الفخيمه البريطانيه
قد امضينا هذا التحرير وحمس نسخات واختمناها بخواتمنا
جرى فى مسقط يوم ١١ فبرورى ١٩٢٧ء مطابق ٨ شعبان

١٣٤٥

١٣٤٥

No. 1512

N° 1512.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet accord[1] *a eu lieu le 27 juillet* 1927.

لائحه

نحن الممضون ادناه اتفقنا على ما ياتي ان المعاهده الوداديه والتجاريه وفيما يختص باسفار
السفن البحريه الكائنه بين بريطانيه العظمى ومسقط الممضاه في يوم ثامن من شعبان ١٣٠٨هـ
مطابق ١٩ مارچ ١٨٩١ء ستطول بهذا التحرير ولو قد جرت في الماضي من المخاطبات كلها
او لبعضها بين المرحوم سمو السيد فيصل بن تركي والدوله الفخيمه البريطانيه في امر اعلام
لتجديد تلك المعاهده فانها لا تزال معموله عليها لمده سنه واحده من اليوم ١١ فروري
١٩٢٧ء الموافق ٨ شعبان ١٣٤٥هـ الا اذ صارة معاهده مناسبه باتفاق حضره سعاده
سلطان مسقط وعمان والدوله الفخيمه البريطانيه لتكون بدلاً من تلك المعاهده
القديمه المذكوره ويكون ايضاً من المفهوم ان يتسنى لمملكه كنادا وولايه آيرلنده الحره

[1] Vol. V, page 59 ; vol. VIII, page 261 ; vol. X, page 459 ; vol. XVII, page 163 ; vol. XXV, page 387 ; vol. XXXV, page 233, et vol. LVII, page 13, de ce recueil.

N° 1512. — AGREEMENT[1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND MUSCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR, FROM FEBRUARY 11, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19, 1891. SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 11, 1927.

English and Arabic official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place July 27, 1927.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows :

That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Maskat, signed on the eighth day of Shaban 1308–H. corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Sayid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February, 1927, corresponding to the 8th Shaban 1345–H. unless a suitable Treaty by agreement between His Highness the Sultan of Maskat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and the Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Maskat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notice given by His Majesty's Representative at Maskat in his letter No. 6 dated 3rd December 1923.

In confirmation thereof, we that is, we, Sayid Muhammad bin Ahmad, Mr. B. S. Thomas, O.B.E., Sheikh Rashid bin Uzaiz and Haji Zuber bin Ali, Members of the Council of State, Maskat, on behalf of His Highness Sayid Sir Taimur bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan of Maskat and Oman, and I, Major G. P. Murphy, I.A., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government have signed this writing and five copies and have affixed our seals thereto.

Done at Maskat, this eleventh day of February 1927, corresponding to eighth Shaban 1345–H.

(Signed) G. P. MURPHY,
Political agent, Maskat.

[1] Vol. V, page 59 ; Vol. VIII, page 261 ; Vol. X, page 459 ; Vol. XVII, page 163 ; Vol. XXV, page 387 ; Vol. XXXV, page 233, and Vol. LVII, page 13, of this Series.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1512. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE, PROLONGEANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

NOTE

Nous, soussignés, sommes convenus de ce qui suit :

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu entre la Grande-Bretagne et Mascate, et signé le huitième jour de Shaban de l'an 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prolongé, par le présent écrit, nonobstant toute correspondance échangée entre feu Son Altesse Sayid Faisal bin Turki et le glorieux Gouvernement britannique, au sujet de la revision de ce traité. Il restera en vigueur pendant une période d'un an à partir de ce onzième jour de février 1927, correspondant au huitième jour de Shaban de l'an 1345 de l'Hégire, à moins qu'un traité approprié, conclu entre Son Altesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le glorieux Gouvernement britannique, ne soit substitué à l'ancien traité susmentionné. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté, en tout temps, de cesser d'être parties audit traité, moyennant un avis à cet effet qui sera notifié par le Représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie a cessé de participer au traité ci-dessus mentionné en vertu de l'avis notifié par le représentant de Sa Majesté à Mascate dans sa lettre N° 6, en date du 3 décembre 1923.

En foi de quoi, nous, Sayid Muhammad bin Ahmad, M.B.S. Thomas, O.B.E., Sheikh Rashid bin Uzaiz et Haji Zuber bin Ali, membres du Conseil d'Etat, Mascate, au nom de Son Altesse Sayid Sir Taimur bin Faisal, K.C.I.E., C.S.I., Sultan de Mascate et d'Oman, et nous, Major G. P. Murphy, I.A., agent dûment autorisé à cet effet, au nom du glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit, ainsi que cinq exemplaires dudit, et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Mascate, ce onzième jour de février 1927, correspondant au huitième jour de Shaban de l'an 1345 de l'Hégire.

(Signé) G. P. MURPHY,
agent politique, Mascate.

(Signé) Sayid Muhammad bin Ahmad.
(Signé) B. S. Thomas.
(Signé) Sheikh Rashid bin Uzaiz.
(Signé) Haji Zuber bin Ali.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1513.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET PAYS-BAS

Accord réglant le service téléphonique entre les deux pays. Signé à Londres, le 3 mars, et à La Haye, le 11 mars 1927.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS

Agreement regulating the Telephone Service between the two Countries. Signed at London, March 3, and at The Hague, March 11, 1927.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N° 1513. — AGREEMENT REGULATING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT LONDON, MARCH 3 AND AT THE HAGUE, MARCH 11, 1927.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique et par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 juillet 1927.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE DIRECTOR GENERAL OF POSTS AND TELEGRAPHS OF THE NETHERLANDS have agreed as follows :

Article I.

For this service there are used submarine cables between the British and the Netherlands coasts connected with suitable land lines.

The provision of these cables between the cable huts in which the cables are terminated in each country, and also the maintenance of the cables, excluding the shore ends between the low water tidal marks and the cable huts are carried out at the joint cost of the two Administrations.

Each Administration carries out at its own cost the protection and maintenance of the submarine cables between the low water tidal marks and the cable huts on its own territory.

Each Administration carries out at its own cost the construction and maintenance of the land lines, including the cable huts and their fittings on its own territory.

N° 1513. — OVEREENKOMST TOT REGELING VAN DE TELEFOONGEMEENSCHAP TUSSCHEN GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND EN NEDERLAND, GETEEKEND TE LONDEN, DEN 3DEN MAART EN 'S-GRAVENHAGE DEN 11DEN MAART, 1927.

English and Dutch official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office and by The Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place July 27, 1927.

DE DIRECTEUR-GENERAAL DER POSTERIJEN EN TELEGRAFIE DER NEDERLANDEN en DE POSTMASTER GENERAL VAN GROOT BRITANNIE EN NOORD-IERLAND zyn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel I.

Voor dezen dienst worden gebruikt onderzeesche kabels tusschen de Engelsche en de Nederlandsche kust, welke zijn verbonden met geschikte landlijnen.

De kosten van aanschaffen en leggen van die kabels tusschen de kabelhutten, waarin de kabels in elk land eindigen, en evenzoo van de instandhouding van de kabels, met uitsluiting van de kustgedeelten tusschen de laagwaterlijnen en de kabelhutten, zijn voor gezamenlijke rekening van de beide Administratiën.

Elke Administratie zorgt op haar eigen kosten voor de bescherming en instandhouding van de onderzeesche kabels tusschen de laagwaterlijnen en de kabelhutten op eigen gebied.

Elke Administratie zorgt op haar eigen kosten voor den bouw en de instandhouding van de landlijnen met inbegrip van de kabelhutten en de montage op haar eigen gebied.

The submarine cables for telephonic communication between the two countries are maintained in accordance with the conditions which apply for the time being to the maintenance of the submarine cables for telegraphic communication between the two countries under the Agreement to that effect between the two Administrations.

Article II.

As laid down in Article 8 of the International Convention [1] of St. Petersburg, each of the contracting parties retains the right where necessary of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article III.

The British and Netherlands Administrations are not subject to any responsibility to subscribers and other members of the public on account of the international telephone service between England and Holland and for other countries.

Article IV.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris 1925) [1] annexed to the International Telegraph Convention of St. Petersburg are applied to the telephonic services between Great Britain and the Netherlands as amplified and modified by the following conditions :

B. Duration of Service.

(1) The exchanges at the terminal points of the Anglo-Dutch Circuits shall be open always.

E. Urgent Private Calls.

§ 1. Urgent private calls are not admitted.

F. Lightning Calls.

§ 1. Lightning calls are not admitted.

[1] Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

De onderzeesche kabels voor telefonische gemeenschap tusschen de twee landen worden in stand gehouden, overeenkomstig de voorwaarden, welke alsdan toepassing vinden voor de instandhouding van de onderzeesche kabels voor de telegrafische gemeenschap tusschen de twee landen, krachtens de overeenkomst, voor dat doel tusschen de beide Administratiën gesloten.

Artikel II.

Overeenkomstig het bepaalde in artikel 8 van de Internationale Overeenkomst [1] van *St. Petersburg* behoudt elke der contracteerende partijen het recht zoo noodig den telefoondienst geheel of gedeeltelijk te staken, zonder tot eenige schadevergoeding gehouden te zijn.

Artikel III.

De Engelsche en Nederlandsche Administratie dragen geenerlei verantwoordelijkheid tegenover geabonneerden en het overige publiek betreffende den internationalen telefoondienst tusschen Engeland en Nederland en (of) andere landen.

Artikel IV.

De bepalingen in hoofdstuk XXIV (Telefoondienst) van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs 1925) [1] behoorende bij de Internationale Telegraafovereenkomst van *St. Petersburg*, gelden voor den telefoondienst tusschen Groot Britannië en Nederland, behoudens de volgende verduidelijkingen en aanvullingen :

B. Duur van den dienst.

1. De bureelen op de eindpunten van de Engelsch-Nederlandsche geleidingen zijn doorloopend opengesteld.

E. Dringende particuliere gesprekken.

§ 1. Dringende particuliere gesprekken worden niet toegelaten.

F. Bliksemgesprekken.

§ 1. Bliksemgesprekken worden niet toegelaten.

[1] Vol. LVII, page 201, of this Series.

G. Government Calls.

§ 2. Urgent State calls are not admitted.

H Subscription Calls.

§ 1. (1) Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods of light traffic and are subject to one half the unit charge.

§ 3. During the hours of light traffic subscription calls of more than six minutes duration may be admitted by the Offices interested if the traffic upon the circuits to be employed permits.

The minimum duration of a subscription call is fixed at six minutes.

§ 6. (2) The supplementary conversation is considered as a new call (Sec. L § 1 (1)) and charged for during the hours of light traffic at three-fifths ($^3/_5$) of the unit charge.

K. Tariffs. Collection of Charges.

§ 3. For the fixing of terminal charges :

The territory of Great Britain is divided into three zones.

The territory of the Netherlands comprises a single zone.

Limits of Zones.

Great Britain.

The first zone comprises the following counties : Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire and Worcester.

The second zone comprises the following counties : Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland and York.

The third zone comprises : Scotland and Northern Ireland.

G. Regeeringsgesprekken.

§ 2. Dringende Regeeringsgesprekken worden niet toegelaten.

H. Abonnementsgesprekken.

§ 1. (1) Abonnementsgesprekken op vaste uren worden toegelaten gedurende de perioden van gering verkeer en tegen betaling van de helft van de takseenheid.

§ 3. In de perioden van gering verkeer kunnen abonnementsgesprekken van langeren duur dan zes minuten door de betrokken kantoren worden toegelaten, wanneer de belasting der te gebruiken geleidingen zulks toelaat.

De minimum-duur van een abonnementsgesprek is bepaald op zes minuten.

§ 6. (2) Het aanvullingsgesprek wordt beschouwd als een nieuw gesprek (Afdeeling L § 1 (1), terwijl daarvoor verschuldigd is gedurende de uren van gering verkeer drie vijfden ($^3/_5$) van de takseenheid.

K. Tarieven. Inning van de taksen.

§ 3. Voor de vaststelling van de eindtaksen :

Is het grondgebied van Groot Britannië verdeeld in drie zonen.

Omvat het grondgebied van Nederland een enkele zone.

Grenzen der zonen.

Groot Britannië

De eerste zone omvat de volgende graafschappen : Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire, en Worcester.

De tweede zone omvat de volgende graafschappen : Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland en York.

De derde zone omvat : Schotland en Noord-Ierland.

Terminal Charges.

The charge accruing to each terminal administration per unit call is fixed in the unit defined in Article 24 (Ch. VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Paris 1925) as follows :

Great Britain.

6.25 francs (gold) for each call originating in or destined for the first zone ;
8.75 francs (gold) for each call originating in or destined for the second zone ;
10.75 francs (gold) for each call originating in or destined for the third zone.
The Netherlands : 6.25 francs.

These charges comprise the quota of each of the two Administrations accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charge in the relations between the different zones :

The total of the unit charge for each relation is indicated by the following table :

Relations between The Netherlands and		British share	Dutch share
	Francs (gold)	Francs (gold)	Francs (gold)
Great Britain, 1st zone	12.50	6.25	6.25
Great Britain, 2nd zone	15.00	8.75	6.25
Great Britain, 3rd zone	17.00	10.75	6.25

§ 6. The hours of light traffic are as follows : From 19.0 h. to 8 h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned, the country of origin is hat in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic, the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($^3/_5$) of the unit charge.

L. Method of application of charge.

A special charge in the case of non-reply from subscribers shall not be levied.

M. Demands for Calls.

§ 3. The number is limited to one in the Anglo-Dutch service.

N. « Avis d'appel » and « préavis ».

§ 1. (4) Calls with *avis d'appel* and *préavis* are not admitted.

Eindtaksen.

De aan elke eind Administratie per gesprek seenheid toekomende taks is vastgesteld in de munteenheid, welke is aangegeven in artikel 24 (Hoofdstuk VIII) van het Internationaal dienstreglement (Herziening van Parijs 1925), en is als volgt :

Groot Britannië.

6.25 goudfranken voor elk gesprek afkomstig van of bestemd voor de eerste zone ;
8.75 goudfranken voor elk gesprek afkomstig van of bestemd voor de tweede zone ;
10.75 goudfranken voor elk gesprek afkomstig van of bestemd voor de derde zone.
Nederland : 6.25 goudfranken.

In deze taksen is voor elke Administratie mede begrepen de vergoeding voor het gebruik van onderzeesche kabels.

Totaal van de takseenheid in het verkeer tusschen de verschillende zonen :

Het totaal van de takseenheid voor elk verkeer is aangegeven in de volgende tabel :

Verkeer tusschen Nederland en		Aandeel Engeland	Aandeel Nederland
	Goud franken	Goud franken	Goud franken
Groot Britannie, 1e zone	12,50	6,25	6.25
Groot Britannie, 2e zone	15,00	8,75	6.25
Groot Britannie, 3e zone	17,00	10,75	6,25

§ 6. De uren van gering verkeer zijn de volgende : van 19 uur (7 uur namiddag) tot 8 uur (wettelijke tijd van het land van oorsprong). Bij abonnementsgesprekken is het land van oorsprong dat, waar het abonnement is aangevraagd.

In de uren van gering verkeer wordt de taks voor een gewoon particulier gesprek op drie vijfden ($^3/_5$) van de takseenheid bepaald.

L. Wijze van toepassing der tarieven.

Een bijzondere taks wordt ingeval de geabonneerden niet antwoorden niet geheven.

M. Gespreksaanvragen.

§ 3. In het Engelsch-Nederlandsche verkeer wordt het aantal gespreksaanvragen beperkt tot een.

N. Telefoonoproepberichten en voorberichten.

§ 1. (4) Gesprekken met oproepberichten en voorberichten zijn niet toegelaten.

Article V.

The present Agreement which supersedes all previous agreements relating to the Anglo-Dutch telephone service will take effect at the date which shall be fixed by the contracting Administrations as soon as it becomes definitive in accordance with the special legislation of the States interested.

It shall remain in force for one year after notice of termination is given by either of the Administrations.

Done at London, 3rd March, 1927.

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.
His Majesty's Postmaster General.

Artikel V.

Deze overeenkomst, welke alle vorige overeenkomsten betreffende den Engelsch-Nederlandschen telefoondienst vervangt, zal in werking treden op den dag, welke door de contracteerende Administratiën zal worden bepaald, zoodra zij volgens de bijzondere wetgeving van de betrokken Staten van kracht zal zijn geworden.

Zij blijft van kracht gedurende een jaar nadat opzegging daarvan door één der Administratiën zal zijn geschied.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 11den Maart, 1927.

De Directeur-General, der Posterijen en Telegrafie der Nederlanden.
(L. S.) DAMME,

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1513. — ACCORD RÉGLANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LONDRES, LE 3 MARS, ET A LA HAYE, LE 11 MARS 1927.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DES PAYS-BAS sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Ce service est assuré au moyen de câbles sous-marins entre les côtes britanniques et néerlandaises, reliés à des lignes terrestres appropriées.

La fourniture de la portion de ces câbles, entre les guérites de câbles où aboutissent les câbles dans chacun des pays, ainsi que l'entretien des câbles, à l'exception des extrémités situées sur le rivage, entre les limites de basse mer et les guérites de câbles, sera effectuée à frais communs par les deux administrations.

Chaque administration assurera à ses frais la protection et l'entretien des câbles sous-marins entre les limites de basse mer et les guérites de câbles, sur son propre territoire.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Chaque administration assurera à ses frais la construction et l'entretien des lignes terrestres, y compris les guérites de câbles et leurs aménagements, sur son propre territoire.

Les câbles sous-marins affectés aux communications téléphoniques entre les deux pays, seront entretenus conformément aux conditions qui, à l'époque en question, seront applicables à l'entretien des câbles sous-marins affectés aux communications télégraphiques entre les deux pays, conformément à l'accord intervenu à cet effet entre les deux administrations.

Article II.

Conformément à l'article 8 de la Convention internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, en cas de nécessité, de suspendre en totalité ou en partie, le service téléphonique, sans être tenue au paiement d'aucune indemnité.

Article III.

Les Administrations britannique et néerlandaise n'assumeront aucune responsabilité envers les abonnés et autres particuliers, en ce qui concerne le service téléphonique international entre l'Angleterre et les Pays-Bas et/ou les autres pays.

Article IV.

Les dispositions du chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement de service international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention internationale télégraphique de Saint-Pétersbourg, s'appliquent au service téléphonique entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, avec les additions et modifications suivantes :

B. Durée du service.

1. Les bureaux tête de ligne des circuits anglo-néerlandais seront ouverts en permanence.

E. Communications privées urgentes.

§ 1. Les communications privées urgentes ne seront pas admises.

F. Communications, dites « Eclairs ».

§ 1. Les communication « éclairs » ne seront pas admises.

G. Communications d'Etat.

§ 2. Les communications d'Etat urgentes ne seront pas admises.

H. Communications par abonnement.

§ 1. (1) Des communications par abonnement, à heures fixes, seront autorisées pendant les périodes de faible trafic ; ces conversations seront soumises à une taxe équivalente à la moitié de l'unité de taxe.

§ 3. Pendant les heures de faible trafic, des conversations par abonnement, d'une durée supérieure à six minutes, pourront être autorisées par les Bureaux intéressés si le trafic des circuits à utiliser le permet.

La durée minimum d'une conversation par abonnement est fixée à six minutes.

§ 6. (2) La conversation supplémentaire sera considérée comme une nouvelle conversation (Section L, § 1 (1) et soumise, pendant les heures de faible trafic, à une taxe équivalant aux trois cinquièmes ($^3/_5$) de l'unité de taxe.

K. Tarifs. Perception des taxes.

§ 3. Au point de vue de la fixation des taxes terminales :

Le territoire de la Grande-Bretagne sera divisé en trois zones.
Le territoire des Pays-Bas formera une zone unique.

Limites de zones.

Grande-Bretagne.

La première zone comprendre les comtés suivants : Bedford, Berkshire, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, Londres, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wiltshire et Worcester.

La seconde zone comprendra les comtés suivants : Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland et York.

La troisième zone comprendra : l'Ecosse et l'Irlande du Nord.

Taxes terminales.

Les taxes terminales revenant à chaque Administration extrême par unité de communication sont fixées comme suit, sur la base de l'unité monétaire définie à l'article 24 (Chapitre VIII) du Règlement de service international (Revision de Paris 1925) :

Grande-Bretagne :

6,25 francs (or) pour chaque demande de communication en provenance ou à destination de la première zone ;

8,75 francs (or) pour chaque demande de communication en provenance ou à destination de la deuxième zone ;

10,75 francs (or) pour chaque demande de communication en provenance ou à destination de la troisième zone.

Pays-Bas : 6,25 francs (or).

Ces taxes comprennent la part revenant à chacune des deux Administrations sur le transit par les câbles sous-marins.

Total de l'unité de taxe applicable au trafic entre les différentes zones :

Le total de l'unité de taxe applicable au trafic avec cha zone est indiqué dans le tableau suivant :

Trafic entre les Pays-Bas et la		Part de la Grande-Bretagne	Part des Pays-Bas
	francs (or)	francs (or)	francs (or).
Grande-Bretagne, 1re zone	12,50	6,25	6,25
Grande-Bretagne, 2me zone	15,00	8,75	6,25
Grande-Bretagne, 3me zone	17,00	10,75	6,25

§ 6. Les heures de faible trafic sont les suivantes : de 19 heures à 8 heures (heure légale du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays où a été acquitté le prix de l'abonnement sera considéré comme pays d'origine.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à chaque communication privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($^3/_5$) de l'unité de taxe.

L. Mode d'application des tarifs.

Il ne sera pas perçu de taxe spéciale en cas de non-réponse des abonnés.

M. Demandes de communication.

§ 3. Dans le trafic anglo-néerlandais, le nombre des demandes de communications est limité à une seule.

N. Avis d'appel et préavis téléphoniques.

§ 1. (4) Les conversations avec avis d'appel et préavis ne sont pas admises.

Article V.

Le présent arrangement, qui remplace tous les arrangements antérieurs relatifs au service téléphonique anglo-néerlandais, entrera en vigueur à la date qui sera fixée par les administrations contractantes, dès que l'arrangement deviendra définitif conformément à la législation particulière des Etats intéressés.

L'arrangement restera en vigueur pendant un an à partir du moment où sa dénonciation aura été notifiée par l'une des deux administrations.

Fait à :

Londres, le 3 mars 1927.

Le directeur général des Postes de Sa Majesté britannique :

(L. S.) W. MITCHELL-THOMSON.

La Haye, le 11 mars 1927.

Le directeur général des Postes et Télégraphes néerlandais :

(L. S.) DAMME.

N° 1514.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord sur le recouvrement des amendes imposées aux ressortissants des deux Etats voyageant sans billet dans les trains des chemins de fer ou commettant d'autres contraventions aux règlements des chemins de fer. Signé à Riga, le 2 février 1926.

ESTONIA AND LATVIA

Agreement regarding the Recovery of Fines imposed on Nationals of the two States travelling without Tickets in Railway Trains, or otherwise infringing the Railway Regulations. Signed at Riga, February 2, 1926.

N° 1514. — ACCORD[1] ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE SUR LE RECOUVREMENT DES AMENDES IMPOSÉES AUX RESSORTISSANTS DES DEUX ÉTATS VOYAGEANT SANS BILLET DANS LES TRAINS DES CHEMINS DE FER OU COMMETTANT D'AUTRES CONTRAVENTIONS AUX RÈGLEMENTS DES CHEMINS DE FER. SIGNÉ A RIGA, LE 2 FÉVRIER 1926.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1er août 1927.

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE ayant désigné pour le représenter

M. Julius SELJAMAA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et

LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE,

M. Peters ARONIETS, ministre des voies et communications,

Les deux plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à faire recouvrer, dans l'ordre des demandes incontestables, toutes les amendes qui ont été infligées dans l'ordre administratif pour le voyage sans billet en chemin de fer, ainsi que pour d'autres contraventions aux règlements des chemins de fer.

Article 2.

Si une personne dont le domicile permanent est sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, a voyagé sans billet sur le territoire de l'autre Partie contractante ou a commis une autre contravention aux règlements des chemins de fer, pour laquelle, selon les lois y étant en vigueur, est infligée une amende dans l'ordre administratif, et refuse de payer l'amende imposée, un procès-verbal est dressé et est envoyé par l'administration des chemins de fer de l'Etat auquel l'amende devrait être payée, à l'administration du chemin de fer de l'autre Etat qui de son côté envoie le procès-verbal aux autorités compétentes pour recouvrement de l'amende par voie prévue dans l'article premier.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 25 juillet 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1514. — AGREEMENT [2] BETWEEN ESTONIA AND LATVIA REGARDING THE RECOVERY OF FINES IMPOSED ON NATIONALS OF THE TWO STATES TRAVELLING WITHOUT TICKETS IN RAILWAY TRAINS, OR OHTERWISE INFRINGING THE RAILWAY REGULATIONS. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 2, 1926.

French official text communicated by the Estonian and Latvian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place August 1st, 1927.

THE GOVERNMENT OF ESTONIA having appointed as its Representative

M. Julius SELJAMAA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and

THE GOVERNMENT OF LATVIA,

M. Peters ARONIETS, Minister of Roads and Communications,

The two Plenipotentiaries, after having communicated their full powers which were found in good and due form, agreed on the following provisions :

Article 1.

The two High Contracting Parties undertake to regard as not subject to appeal and to recover all administrative fines imposed on persons travelling by rail without tickets or otherwise contravening the railway regulations.

Article 2.

Should a person permanently domiciled on the territory of one of the High Contracting Parties have travelled without a ticket in the territory of the other Contracting Party or committed any other offence against the railway regulations which, under the legislation in force, renders him liable to an administrative fine, and should the said person refuse to pay such fine, a report of the case shall be drawn up and transmitted by the Railway Administration of the State to which the fine is payable to the Railway Administration of the other State. The latter shall, in its turn, forward the report to the authorities competent to recover the fine as laid down in Article 1.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Riga, July 25, 1927.

Article 3.

Après exécution de la demande de remboursement, les autorités respectives remettent la somme remboursée à l'administration des chemins de fer de leur Etat.

Article 4.

Le règlement des comptes des amendes remboursées s'effectue par les administrations des chemins de fer des deux Hautes Parties contractantes selon les dispositions prévues dans les règlements concernant le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises par communications directes.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Riga.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux

Fait en double exemplaire, à Riga, le 2 février 1926.

Jul. SELJAMAA. P. ARONIETS.

Article 3.

Upon execution of the request for repayment, the respective authorities shall forward the sum in question to the Railway Administration of their State.

Article 4.

Accounts in respect of fines recovered shall be settled by the Railway Administrations of the two High Contracting Parties in accordance with the provisions laid down in the regulations for the through transport of passengers, baggage and goods.

Article 5.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Riga.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, February 2, 1926.

Jul. SELJAMAA. P. ARONIETS.

N° 1515.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Convention concernant l'administration du tronçon de l'Oder constituant la frontière entre les deux Etats, avec règlement d'exécution et protocole final. Signés à Kożle, le 19 août 1926.

GERMANY AND POLAND

Convention concerning the Administration of the Portion of the Oder constituting the Frontier between the two States, with Detailed Regulations and Final Protocol. Signed at Kożle, August 19, 1926.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 1515. — UKŁAD[1] MIĘDZY POLSKĄ A NIEMCAMI O ADMINISTRACJI ODCINKA ODRY, STANOWIĄCEGO GRANICĘ, PODPISANY W KOŹLU DNIA 19 SIERPNIA 1926r.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 août 1927.

POLSKA z jednej strony a NIEMCY z drugiej strony w celu uregulowania zarządu odcinka granicznego Odry postanowiły zawrzeć odpowiedni Układ. Mianowani w tym celu Pełnomocnicy, a mianowicie :

za POLSKĘ :

Delegat Rządu do rokowań granicznych polsko-niemieckich Maciej KOCZOROWSKI

Naczelnik Wydziału Ministerstwa Robót Publicznych inżynier Alfred KONOPKA,

za NIEMCY :

Poseł Dr. Paul ECKARDT,

zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł 1.

Odra, o ile stanowi granicę między Polską a Niemcami, to jest od kilometra rzeki 27,47 powyżej ujscia Olszy do kilometra rzeki 42,55 poniżej Nieboczowy, będzie, w celu utrzymania odpływu, zarządzana wedle jednolitych zasad, ustalanych przez władze kompetentne w obopólnem porozumieniu.

Artukuł 2.

1. Każde Państwo wykonywa policję rzeczną w obrębie swej suwerenności.

2. Zabezpieczenie istniejących praw, nadania i wodno-policyjne zezwolenia w myśl obustronnych ustaw wodnych będą na odcinku granicznym wydawane przez władze właściwego Państwa w porozumieniu z władzami drugiego Państwa. Właściwem jest to Państwo, na którego obszarze istnieją lub będą utworzone zakłady, do których odnoszą się zabezpieczenia istniejących praw nadania lub zezwolenia. Obustronne władze mają sobie przytem komunikować wzajemnie przedłożone wnioski i formalne sprzeciwy.

---

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 8 juin 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1515. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN POLEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DIE VERWALTUNG DER DIE GRENZE BILDENDEN STREKKE DER ODER, GEZEICHNET IN COSEL, AM 19. AUGUST, 1926.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place August 2, 1927.

POLEN einerseits und DEUTSCHLAND andererseits haben in der Absicht, die Verwaltung der Grenzstrecke der Oder zu regeln, beschlossen, ein dahingehendes Abkommen zu treffen. Die zu diesem Zwecke ernannten Bevollmächtigten, nämlich :

für POLEN :

der Delegierte der Polnischen Regierung für die polnisch-deutschen Grenzverhandlungen Maciej KOCZOROWSKI und
der Sektionschef im Ministerium für öffentliche Arbeiten, Diplomingenieur Alfred KONOPKA ;

für DEUTSCHLAND :

der Gesandte Dr. Paul ECKARDT,

haben sich über folgende Bestimmungen geeinigt :

Artikel 1.

Die Oder, soweit sie die Grenze zwischen Polen und Deutschland bildet, das ist von Stromkilometer 27,47 oberhalb der Olsza (Olsa)- Mündung bis Stromkilometer 42,55 unterhalb Nieboczowy (Niebotschau), soll zur Erhaltung der Vorflut nach einheitlichen, von den zuständigen Behörden im gegenseitigen Einvernehmen aufzustellenden Grundsätzen verwaltet werden.

Artikel 2.

1. Die Wasserpolizei übt jeder Staat innerhalb seines Hoheitsgebiets aus.

2. Sicherstellungen bestehenden Rechte, Verleihungen und wasserpolizeiliche Genehmigungen im Sinne der beiderseitigen Wassergesetze werden an der Grenzstrecke durch die Behörden des zuständigen Staates im Einverständnis mit den Behörden des anderen Staates erteilt. Zuständig ist der Staat, in dessen Gebiete die für die Sicherstellung bestehender Rechte, Verleihung oder Genehmigung in Betracht kommenden Anlagen bestehen oder geschaffen werden sollen. Die beiderseitigen Behörden haben sich dabei die gestellten Anträge und förmlichen Einsprüche gegenseitig mitzuteilen.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, June 8, 1927.

3. Zezwolenia na pobór piasku i żwiru z koryta rzeki mogą być udzielane tylko w porozumieniu obu Umawiających się Stron.

4. Przepisy ustępu drugiego stosują się również do utrzymywania obszaru zalewowego.

Obustronne władze będą się starały, ażeby na odcinku granicznym otwory mostowe, których wymiary zostaną wspólnie ustalone, były stale utrzymywane w stanie wymaganym dla odpływu wielkiej wody.

Artykuł 3.

1. Materjały do budowli wodnych, potrzebne do utrzymywania odcinka granicznego, są, przy przewozie przez granicę rzeczną pomiędzy obszarami obu Umawiających się Stron, wolne od wszelkich opłat, jak cła wwozowego lub wywozowego. Wwóz i wywóz dokonywany będzie po zgłoszeniu we właściwym urzędzie celnym na zasadzie poświadczenia, wydanego przez Zarząd Wodny, któremu podlega utrzymywanie odcinka rzecznego. Przedstawianie w urzędzie celnym materjałów, przeznaczonych do budowli wodnych, nie jest wymagane. Materjały do budowli wodnych, wwiezione na obszar jednej z Umawiających się Stron, mogą być przed ich zużyciem złożone na skład. Wymagane zarządzenia nadzorcze będą obustronne Władze Celne stosowały według własnego uznania, a w razie potrzeby w obopólnem porozumieniu.

2. To samo odnosi się do przyrządów, narzędzi i zwierząt pociągowych, jako też do instrumentów i przyrządów mierniczych, przewożonych w celach utrzymywania rzeki przez granicę, jednakże z zastrzeżeniem zabrania zpowrotem.

Artykuł 4.

O ileby istniały zobowiązania łącznego utrzymywania odcinka granicznego, Strony Umawiające się zapewniają sobie wzajemnie pomoc dla wykonania tych zobowiązań.

Artykuł 5.

W celu wykonania niniejszego Układu załączone są do niego postanowienia wykonawcze.

Artykuł 6.

Niniejszy Układ, sporządzony w polskim i niemieckim oryginale, ma być ratyfikowany łacznie zpostanowieniami wykonawczemi i protokółem końcowym. Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych ma nastąpić w Berlinie. Układ wejdzie w życie 30-go dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych. Jest on zawarty na czas nieokreślony, jednakże może być przez każde z obu Państw wymówiony przed końcem roku kalendarzowego na koniec roku następnego.

Na dowód czego obustronni Pełnomocnicy podpisali niniejszy Układ i zaopatrzyli go swemi pieczęciami.

Sporządzono w Koźlu, 19 sierpnia 1926 r.

(—) Maciej Koczorowski.
(—) Alfred Konopka.
(—) Dr. Paul Eckardt.

3. Genehmigungen zur Entnahme von Sand und Kies aus dem Flussbett dürfen nur im Einvernehmen beider vertragschliessenden Staaten erteilt werden.

4. Die Vorschriften unter 2 beziehen sich auch auf die Freihaltung des Überschwemmungsgebiets.

Die beiderseitigen Behörden werden dafür Sorge tragen, dass auf der Grenzstrecke die Brückenöffnungen, deren Abmessungen gemeinsam festzustellen sind, dauernd in dem für den Abfluss des Hochwassers erforderlichen Stande erhalten werden.

Artikel 3.

1. Die für die Unterhaltung der Grenzstrecke erforderlichen Strombaustoffe sind bei der Beförderung über die Stromgrenze zwischen den Gebieten der beiden vertragschliessenden Teile frei von allen Abgaben, wie Eingangszöllen und Ausfuhrabgaben.

Die Ein- und Ausfuhr erfolgt nach Anmeldung bei dem zuständigen Zollamt auf Grund einer Bescheinigung, die von dem mit der Unterhaltung der Stromstrecke betrauten Wasserbauamt ausgestellt wird. Einer Vorführung der Strombaustoffe bei dem Zollamt bedarf es nicht. Die Lagerung der in das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile eingeführten Strombaustoffe vor ihrer Verwendung ist gestattet. Die notwendigen Aufsichtsmassnahmen werden von den beiderseitigen Zollbehörden nach eigenem Ermessen getroffen, erforderlichenfalls im gegenseitigen Benehmen.

2. Entsprechendes gilt unter der Bedingung der Rückführung für die zum Zwecke der Stromunterhaltung über die Grenze gebrachten Geräte, Werkzeuge und Tiere, sowie für Messinstrumente und -geräte.

Artikel 4.

Soweit Verpflichtungen zur Mitunterhaltung der Grenzstrecke bestehen sollten, sichern sich die vertragschliessenden Teile zur Durchführung dieser Verpflichtungen gegenseitigen Beistand zu.

Artikel 5.

Zur Durchführung dieses Abkommens sind ihm Ausführungsbestimmungen beigefügt.

Artikel 6.

Das gegenwärtige Abkommen, das in polnischer und in deutscher Urschrift abgefasst ist, soll mit den Ausführungsbestimmungen und dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin stattfinden. Das Abkommen soll am 30. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Es wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen, kann jedoch von jedem der beiden Staaten vor Ablauf eines Kalenderjahres für das Ende des nachfolgenden Jahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Cosel am 19. August 1926.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Alfred KONOPKA.
(—) Dr. Paul ECKARDT.

POSTANOWIENIA WYKONAWCZE

DO UKŁADU POLSKO-NIEMIECKIEGO O ADMINISTRACJI ODCINKA ODRY, STANOWIACEGO GRANICĘ.

§ 1.

1. W sprawach, związanych z wykonaniem Układu o administracji odcinka Odry, stanowiącego granicę, mogą obustronne kompetentne władze porozumiewać się z sobą bezpośrednio.

2. Urzędnicy i inne osoby, którym właściwe władze jednej z Układających się Stron poruczyły odbiór materjałow budowlanych do robót zachowawczych na odcinku granicznym oraz wykonywanie zdjęć i pomiarów wodnych, mogą po porozumieniu się z kompetentnemi władzami drugiej Strony przybijać statkami do brzegu przeciwległego, wstępować na ten brzeg poza urzędowo dozwolonemi przejściami granicznemi, jak również przechodzić przez mosty, znajdujące się na odcinku granicznym. Przy wykonywaniu tych robót mogą oni potrzebne narzędzia przewozić przez granicę bez przedstawiania ich w urzędzie celnym, jednak pod warunkiem zabrania ich zpowrotem. O zamiarze przekroczenia granicy należy właściwy urząd celny drugiej Strony zawiadomić przynajmniej na trzy dni przed podjęciem robót. Równocześnie należy podać dokładny czas i miejsce zamierzonego przekroczenia granicy, miejsce wykonania robót i przypuszczalny czas ich trwania, oraz podać ilość osób, przeznaczonych do wykonania tych robót ; również należy dołączyć wykaz tych narzędzi, jakie mają być zabrane. Kierownik robót ma posiadać przy sobie i okazywać na żądanie zaświadczenie służbowe oraz dowód osobisty i imienny wykaz zatrudnionych robotników, poświadczony przez naczelnika właściwego Zarządu Wodnego.

§ 2.

Każda z Umawiających się Stron może na granicznym odcinku przewozić statkami materjały budowlane i narzędzia potrzebne do utrzymania tegoż odcinka. Materjały i narzędzia są wolne od formalności celnych, o ile statki nie wchodzą w kontakt z brzegiem przeciwległym. Statki muszą być zaopatrzone w znaki, które właściwe władze obu Stron będą sobie wzajemnie podawały do wiadności.

§ 3.

1. W celu wyznaczenia robót, potrzebnych do utrzymania odcinka granicznego, będą się odbywały co roku, z reguły na wiosnę i w jesieni, po porozumieniu się właściwych władz, wspólne oględziny odcinka granicznego.

2. W razie nadzwyczajnych wydarzeń odbywać się mogą dalsze oględziny.

§ 4.

Rządy obu Umawiających się Stron będą sobie wzajemnie komunikowały władze właściwe do wykonania niniejszego Układu.

§ 5.

Artykuł 2, ustęp 2 zastosowany będzie i w tym wypadku, jeżeli do ujęcia podziemnej wody nadanie jest potrzebne z tego powodu, że przez to stan wody na Odrze zmieni się do tego stopnia iż inne osoby będą zagrożone w wykonaniu swych praw na Odrze.

AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN

ZU DEM POLNISCH-DEUTSCHEN ABKOMMEN ÜBER DIE VERWALTUNG DER DIE GRENZE BILDENDEN STRECKE DER ODER.

§ 1.

1. In den Angelegenheiten, die mit der Ausführung des Abkommens über die Verwaltung der die Grenze bildenden Strecke der Oder im Zusammenhang stehen, können die beiderseitigen zuständigen Behörden unmittelbar miteinander verhandeln.

2. Zur Abholung von Baustoffen für Unterhaltungsarbeiten an der Grenzstrecke sowie zwecks Ausführung von Vermessungen und von Wassermessungen dürfen Beamte und andere Personen, die von den zuständigen Behörden des einen der vertragschliessenden Teile damit betraut sind, nach Verständigung mit den zuständigen Behörden des anderen Teiles an dem jenseitigen Ufer mit Fahrzeugen anlegen und dieses auch ausserhalb der amtlich zugelassenen Grenzübergänge betreten, sowie die auf der Grenzstrecke befindlichen Brücken überschreiten. Sie dürfen dabei die zur Ausführung ihrer Arbeiten erforderlichen Geräte unter der Bedingung ihrer Rückführung ohne Vorführung beim Zollamt über die Grenze bringen. Von der Absicht, die Grenze zu überschreiten, ist das zuständige Zollamt des anderen Teiles mindestens 3 Tage vor Vornahme der Arbeiten zu benachrichtigen. Gleichzeitig ist der genaue Zeitpunkt und der Ort des beabsichtigten Grenzübertritts, der Ort der Ausführung der Arbeiten und die voraussichtliche Dauer sowie die Zahl der für die Ausführung der Arbeiten bestimmten Personen anzugeben ; auch ist ein Verzeichnis der zur Ausführung der Arbeiten mitzunehmenden Geräte beizufügen. Der Leiter der Arbeiten hat eine Dienstbescheinigung sowie ein persönliches Ausweispapier und ein durch den Vorstand des zuständigen Wasserbauamts beglaubigtes namentliches Verzeichnis der beschäftigten Arbeiter bei sich zu führen und auf Verlangen vorzuzeigen.

§ 2.

Jeder der vertragschliessenden Teile kann auf der Grenzstrecke auf Fahrzeugen Baustoffe und Geräte, die für die Unterhaltung der Strecke erforderlich sind, befördern. Die Baustoffe und Geräte sind von Zollförmlichkeiten befreit, soweit die Fahrzeuge nicht mit dem jenseitigen Ufer in Verbindung treten. Die Fahrzeuge müssen Kennzeichen tragen, die sich die zuständigen Behörden beider Teile gegenseitig mitteilen werden.

§ 3.

1. Zur Bestimmung der zur Unterhaltung der Grenzstrecke erforderlichen Arbeiten sollen jährlich, der Regel nach im Frühjahr und Herbst, im Einvernehmen der zuständigen Behörden gemeinsame Besichtigungen der Grenzstrecke stattfinden.

2. Im Falle aussergewöhnlicher Ereignisse sind weitere Besichtigungen vorzunehmen.

§ 4.

Die Regierungen der beiden vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig die für die Durchführung des Abkommens zuständigen Behörden mitteilen.

§ 5.

Artikel 2 Nr. 2 findet auch dann Anwendung, wenn für die Entnahme von unterirdischem Wasser eine Verleihung deshalb notwendig wird, weil dadurch der Wasserstand der Oder derart verändert wird, dass andere in der Ausübung ihrer Rechte an der Oder beeinträchtigt werden.

§ 6.

Obustronne władze będą sobie komunikowały wzajemnie za zwrotem ewentualnych kosztów telegraficznych i telefonicznych te wiadomości o stanach wody, stosunkach lodowych, wysokości opadów i ilości przepływu, które mają znaczenie dla zapobieżenia niebezpieczeństwom powodzi i pochodu lodów, jako też dla przygotowania planów rozbudowy i dla wykonywania robót, związanych z utrzymaniem odcinka granicznego. Również będą one sobie podawać za zwrotem kosztów ważne dla tych samych celów wyniki technicznych pomiarów lądowych i wodnych.

§ 7.

Powyższe postanowienia wykonawcze stanowią część składową Układu. Na życzenie jednej ze Stron Umawiających się ma być zbadana sprawa, w jakim stopniu przepisy te wymagają zmiany. Zmiany przeprowadza się we wzajemnem porozumieniu właściwych władz obu Stron.

Sporządzono w Koźlu, 19 sierpnia 1926 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI. j
(—) Alfred KONOPKA.
(—) Dr. Paul ECKHARDT.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przy podpisywaniu polsko-niemieckiego Układu o administracji odcinka Odry, stanowiącego granicę, zgodzili się obustronni Pełnomocnicy na to, że postanowienia Układu nie przeszkadzają ewentualnemu innemu uregulowaniu sprawy przez inne międzypaństwowe porozumienia.

Sporządzono w Koźlu, 19 sierpnia 1926 r

(—) Maciej KOCZOROWSKI.
(—) Alfred KONOPKA.
(—) Dr. Paul ECKHARDT.

§ 6.

Die beiderseitigen Behörden werden sich gegenseitig gegen Erstattung etwaiger Kosten für Draht- und Fernsprechnachrichten diejenigen Angaben über Wasserstände und Eisverhältnisse, sowie über Niederschlagshöhen und Abflussmengen machen, die für die Abwendung von Hochwasser und Eisgefahren, für die Vorbereitung von Ausbauplänen und für die Durchführung der Arbeiten zur Unterhaltung der Grenzstrecke von Wert sind. Auch werden sie sich gegen Erstattung der Kosten die für die gleichen Zwecke wertvollen Ergebnisse von erd- und wassertechnischen Vermessungen mitteilen.

§ 7.

Die vorstehenden Ausführungsbestimmungen sollen einen Bestandteil des Abkommens bilden. Auf Wunsch eines der vertragschliessenden Teile soll in eine Prüfung der Frage eingetreten werden, inwieweit diese Bestimmungen abänderungsbedürftig sind. Die Abänderungen sind im gemeinschaftlichen Einvernehmen der zuständigen Behörden beider Teile vorzunehmen.

Geschehen in Cosel, am 19. August 1926.

(—) Maciej KOCZOROWSKI. *(—)* Dr. Paul ECKARDT.
(—) Alfred KONOPKA.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei Unterzeichnung des polnisch-deutschen Abkommens über die Verwaltung der die Grenze bildenden Strecke der Oder haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihr Einverständnis darüber erklärt, dass die Bestimmungen des Abkommens einer etwaigen abweichenden Regelung durch anderweitige zwischenstaatliche Vereinbarungen nicht im Wege stehen sollen.

Geschehen in Cosel, am 19. August 1926.

(—) Maciej KOCZOROWSKI. *(—)* Dr. Paul ECKARDT.
(—) Alfred KONOPKA.

[1] TRADUCTION.

N° 1515. — CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE CONCERNANT L'ADMINISTRATION DU TRONÇON DE L'ODER CONSTITUANT LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX ÉTATS. SIGNÉE A KOŻLE, LE 19 AOUT 1926.

LA POLOGNE, d'une part, et L'ALLEMAGNE, d'autre part, ont résolu de conclure une convention ayant pour objet de régler l'administration du tronçon de l'Oder constituant la frontière.

Les plénipotentiaires nommés à cet effet, à savoir :

Pour LA POLOGNE :

M. Maciej KOCZOROWSKI, délégué du gouvernement aux négociations polono-allemandes concernant les questions de frontière; et

M. Alfred KONOPKA, ingénieur diplômé, chef de section au Ministère des Travaux publics;

Et pour L'ALLEMAGNE :

M. le Dr Paul EKHARDT, ministre plénipotentiaire,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En vue de maintenir l'écoulement régulier des eaux, le tronçon de l'Oder constituant la frontière entre la Pologne et l'Allemagne, soit la partie du fleuve à partir du kilomètre 27,47, en amont de l'embouchure de l'Olsza, jusqu'au kilomètre 42,55, en aval de Nieboczowy, sera administré suivant des règles uniformes, fixées d'un commun accord par les autorités compétentes.

Article 2.

1. Chaque Etat exerce la police fluviale dans les limites de son territoire national.

2. Les confirmations de droits existants, les concessions et autorisations de police fluviale, prévues par les lois allemandes et polonaises relatives au régime des eaux, seront accordées, sur le tronçon de l'Oder formant la frontière, par les autorités de l'Etat compétent, d'accord avec les autorités de l'autre Etat. L'Etat compétent est celui sur le territoire duquel existent ou doivent être créées les installations auxquelles se rapportent les confirmations de droits existants, les concessions ou les autorisations demandées. Les autorités des deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement les requêtes présentées, ainsi que les oppositions en bonne et due forme auxquelles ces requêtes ont donné lieu.

3. L'enlèvement du sable et du gravier du lit du fleuve ne pourra être autorisé que si les deux Etats contractants sont d'accord à ce sujet.

4. Les dispositions de l'alinéa 2 s'appliquent également au maintien libre des terrains d'inondation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1515. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE ADMINISTRATION OF THE PORTION OF THE ODER CONSTITUTING THE FRONTIER BETWEEN THE TWO STATES. SIGNED AT KOŹLE, AUGUST 19, 1926.

POLAND, of the one part, and GERMANY, of the other part, have decided to conclude a Convention with the object of regulating the administration of the portion of the Oder constituting the frontier. The Plenipotentiaries appointed for this purpose, namely :

For POLAND :

M. Maciej KOCZOROWSKI, Polish Government Delegate for the Polish-German Frontier Negotiations, and
M. Alfred KONOPKA, Head of Section in the Ministry of Public Works,

And for GERMANY :

Dr. Paul ECKHARDT, Minister Plenipotentiary,

Have agreed upon the following provisions :

Article 1.

With a view to maintaining a regular flow of water, the portion of the Oder which constitutes the frontier between Poland and Germany, namely the portion of the river lying between Kilometre 27.47 above the mouth of the Olsa (Olsza) and Kilometre 42.55 below Nieboczowy (Niebotschau) shall be administered in accordance with rules to be laid down by mutual agreement between the competent authorities.

Article 2.

1. Each State shall police the section of river situated within its own national frontiers.

2. On the portion of the Oder which constitutes the frontier the confirmation of existing rights or concessions and of permits issued by the river police in accordance with the conservancy laws of the respective Parties shall be granted by the authorities of the competent State, acting in agreement with the authorities of the other State. The competent State shall be understood to be the State in whose territory the installations which are the subject of the request for confirmation of existing rights or for concessions or permits, are situated or are to be constructed. The authorities of the two Contracting Parties shall inform each other regarding any such requests and also regarding any objections lodged against them in proper form.

3. Permits for the removal of sand or gravel from the river bed shall not be granted except with the consent of both Parties.

4. The provisions of paragraph 2 shall also apply to measures for the drainage of food-water from land subject to inundation.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les autorités des deux Parties contractantes veilleront à ce que les ouvertures des ponts situés sur le tronçon de l'Oder constituant la frontière, soient entretenues d'une manière permanente dans l'état nécessaire pour permettre l'écoulement des eaux de grande crue. Leurs dimensions seront fixées d'un commun accord.

Article 3.

1. Les matériaux nécessaires aux travaux d'entretien du tronçon de l'Oder constituant la frontière, qui seront transportés du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, passeront la frontière en franchise de tous droits tels que droits d'entrée ou de sortie. L'entrée et la sortie auront lieu, après déclaration au bureau de douane compétent, sur le vu d'une attestation délivrée par l'office de constructions fluviales chargé de l'entretien dudit tronçon de l'Oder. La présentation des matériaux en question au bureau de douane ne sera pas exigée. Les matériaux transportés sur le territoire de l'une des Parties contractantes pourront y être entreposées avant leur utilisation. Les autorités douanières de chaque Etat prendront les mesures de surveillance qu'elles jugeront nécessaires en ce qui les concerne ; s'il y a lieu, elles se mettront d'accord à ce sujet.

2. Les mêmes dispositions s'appliquent aux appareils, outils et animaux de trait, ainsi qu'aux instruments et appareils de mesure et de visée, transportés au delà de la frontière en vue de l'entretien du fleuve, à condition, toutefois, qu'ils soient rapportés ou ramenés dans leur pays d'origine.

Article 4.

S'il existe des obligations concernant l'entretien en commun du tronçon de l'Oder constituant la frontière, les Parties contractantes s'engagent à s'assister réciproquement en vue de l'accomplissement de ces obligations.

Article 5.

Un règlement d'exécution est joint à la présente convention.

Article 6.

La présente convention, établie en originaux polonais et allemand, devra être ratifiée en même temps que le règlement d'exécution et le protocole final. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin. La convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification.

La convention est conclue pour une durée indéterminée ; toutefois, elle pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, avant l'expiration d'une année civile, pour la fin de l'année suivante.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Kożle, le 19 août 1926.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI.
(Signé) Alfred KONOPKA.
(Signé) Dr Paul ECKHARDT.

The authorities of both Contracting States shall take steps to ensure that the opening in the bridges in the portion of the Oder which constitutes the frontier are permanently maintained in such a state as will allow flood water to run off. The dimensions of these openings shall be determined by agreement between the Parties.

Article 3.

1. Materials which are required for maintenance works on the portion of the Oder constituting the frontier and which are transported from the territory of one Contracting Party to that of the other Party shall be exempt from all charges, such as import and export duties when taken across the frontier. Such goods shall be admitted for import or export subject to previous declaration at the competent Customs Office and to subject the production of a certificate issued by the River Works Office which is responsible for the maintenance of the portion of the waterway in question. It shall not be necessary to produce the materials themselves at the Customs Office. When such materials are taken into the territory of one of the Contracting Parties they may be warehoused therein pending their utilisation. The Customs authorities of the State concerned will take any measures of supervision that are required, if necessary by agreement with the Customs authorities of the other Party.

2. Similar rules shall apply to any stores, implements or animals and also to survey instruments and apparatus which may be taken across the frontier in connection with the upkeep of the waterway, provided, however, that such articles are taken back again.

Article 4.

In cases in which the Contracting Parties are jointly responsible for any service in connection with the maintenance of the portion of the river which constitutes the frontier they shall afford each other mutual assistance in the performance of such service.

Article 5.

Executive regulations which provide for the carrying out of the present Convention are annexed hereto.

Article 6.

The present Convention of which the original text has been drawn up in the Polish and German languages shall be ratified at the same time as the Executive Regulations and the Final Protocol. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin. The Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification. The Convention is concluded for an indefinite period. It may, however, be denounced by either Contracting State before the expiration of any calendar year with effect from the end of the succeeding calendar year.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Parties have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Cosel (Koźle) August 19, 1926.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI.
(Signed) Alfred KONOPKA.
(Signed) Dr. Paul ECKHARDT.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

RELATIF A LA CONVENTION ENTRE LA POLOGNE ET L'ALLEMAGNE, CONCERNANT L'ADMINISTRATION DU TRONÇON DE L'ODER CONSTITUANT LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX ETATS.

Paragraphe premier.

1. Les autorités compétentes des deux Parties contractantes pourront négocier directement l'une avec l'autre au sujet des questions relatives à l'application de la Convention concernant l'administration du tronçon de l'Oder constituant la frontière.

2. Les fonctionnaires et les autres personnes chargées par les autorités compétentes de l'une des Parties contractantes de prendre possession des matériaux de construction destinés aux travaux d'entretien du tronçon de l'Oder constituant la frontière et de procéder à des relevés topographiques ou à des travaux hydrométriques, pourront, après entente avec les autorités compétentes de l'autre Partie contractante, accoster la rive opposée avec des embarcations, y débarquer en dehors des points de passage autorisés, et traverser les ponts situés sur ledit tronçon. Ils pourront transporter les outils nécessaires à leurs travaux au delà de la frontière sans avoir à les présenter au bureau de douane, à condition toutefois de les rapporter sur leur territoire. Trois jours au moins avant le commencement des travaux, le bureau de douane compétent de l'autre Partie contractante devra être informé que les fonctionnaires ou ces personnes ont l'intention de franchir la frontière. On devra en même temps préciser l'heure et le lieu du passage de la frontière, l'emplacement des travaux projetés et leur durée approximative, ainsi que le nombre des personnes chargées de leur exécution ; on devra également joindre à la communication une liste des outils et instruments qui seront emportés à cette occasion. Le conducteur des travaux devra être en possession d'une lettre de service, d'une pièce d'identité personnelle et d'un état nominatif des ouvriers employés à ces travaux, certifié par le directeur de l'Office des constructions fluviales compétent, et sera tenu de présenter lesdits documents sur demande.

Paragraphe 2.

Chacune des Parties contractantes peut transporter à bord d'embarcations, sur le tronçon de l'Oder constituant la frontière, les matériaux de construction et les instruments nécessaires à l'entretien dudit tronçon. Ces matériaux et ces instruments ne seront soumis à aucune formalité douanière si les embarcations n'entrent pas en contact avec la rive opposée. Les embarcations devront être munies de marques distinctives que les autorités compétentes des deux Parties contractantes se feront connaître réciproquement.

Paragraphe 3.

1. En règle générale, au printemps et en automne de chaque année, les autorités compétentes procéderont, après entente, à une inspection commune du tronçon de l'Oder constituant la frontière en vue de déterminer les travaux nécessaires à son entretien.

2. Des inspections supplémentaires pourront avoir lieu en cas d'événements extraordinaires.

Paragraphe 4.

Les gouvernements des deux Parties contractantes se feront connaître réciproquement les autorités compétentes pour l'application de la présente convention.

EXECUTIVE REGULATIONS

TO THE POLISH-GERMAN CONVENTION CONCERNING THE ADMINISTRATION OF THE PORTION OF THE ODER CONSTITUTING THE FRONTIER BETWEEN THE TWO STATES.

Paragraph 1.

1. In questions connected with the carrying out of the Convention concerning the administration of the portion of the Oder constituting the frontier the competent authorities of the two Contracting Parties may deal directly with one another.

2. Officials and other persons who have been instructed by the competent authorities of either Contracting Party to fetch materials intended for maintenance works on the portion of the river constituting the frontier or to carry out topographical or hydrographical surveys may, subject to previous agreement with the competent authorities of the other Party, lay their boats alongside the opposite bank and land thereon at points other than those which are authorised as crossing-places, and may cross bridges situated on the aforesaid portion of the river. On such occasions they may take with them across the frontier the tools and implements required for their work without being obliged to produce them at the Customs Office, provided, however, that they are taken back again to the territory of the other Party. The competent Customs Office of the other Contracting Party must be informed at least three days prior to the beginning of such work that the said officials or persons intend to cross the frontier. Notifications must be given at the same time of the exact hour and place of the intended crossing of the frontier, the site of the proposed works and the probable duration of the work, together with the number of persons detailed to carry it out ; a list of the tools and implements which are to be taken by the party for their work shall accompany the notification. The person in charge of the work must be provided with an official warrant and a personal certificate of identity and also with a nominal roll of the men employed on the work, certified by the director of the competent River Works Office, and he must produce such documents if required to do so.

Paragraph 2.

Material and tools and implements required for the maintenance of the portion of the river constituting the frontier may be transported in boats on the said portion of the river by either Contracting Party. Such materials and implements shall be exempt from Customs formalities, unless the boats in which they are carried hold communication with the other shore. These boats must bear distinguishing marks of which the competent authorities of both Parties shall inform each other.

Paragraph 3.

1. Joint inspection of the portion of the river constituting the frontier shall be undertaken each year, as a rule in spring and autumn, by agreement between the competent authorities of the two Parties, with a view to determining the works necessary for its maintenance.

2. Inspections may also be carried out at other times when special circumstances render them necessary.

Paragraph 4.

The Governments of the two Contracting Parties shall inform each other as to the authorities which are competent for carrying out the present Convention.

Paragraphe 5.

L'alinéa 2 de l'article 2 est également applicable lorsque, pour le captage d'eaux souterraines, une concession est nécessaire du fait que le niveau de l'Oder se trouve modifié dans une mesure telle que d'autres personnes sont lésées dans l'exercice de leurs droits sur l'Oder.

Paragraphe 6.

Contre remboursement des frais éventuels de télégramme et de téléphone, les autorités des deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes informations utiles concernant le niveau des eaux, l'état des glaces, la hauteur des précipitations et le volume des masses d'eau se déversant dans le fleuve, en vue de prévenir les inondations et les dangers provoqués par les glaces, de préparer les plans de constructions ultérieures et d'exécuter les travaux d'entretien du tronçon de l'Oder constituant la frontière. Contre remboursement des frais, elles se communiqueront également les résultats des travaux topographiques et hydrométriques qui pourraient être utiles aux mêmes fins.

Paragraphe 7.

Le règlement d'exécution qui précède fera partie intégrante de la convention. Sur le désir exprimé par l'une des Parties contractantes, il sera procédé à un examen en vue de déterminer dans quelle mesure ce règlement demande à être modifié. Les modifications seront apportées d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes.

Fait à Kożle, le 19 août 1926.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI. *(Signé)* Dr Paul ECKHARDT.
(Signé) Alfred KONOPKA.

PROTOCOLE FINAL

En signant la Convention entre la Pologne et l'Allemagne, concernant l'administration du tronçon de l'Oder constituant la frontière entre les deux Etats, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont déclaré, d'un commun accord, que les dispositions de la convention ne s'opposent pas à un règlement différent de la question au moyen d'autres accords entre les deux Etats.

Fait à Kożle, le 19 août 1926.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI. *(Signé)* Dr Paul ECKHARDT.
(Signé) Alfred KONOPKA.

Paragraph 5.

Paragraph 2 of Article 2 shall also apply in cases in which it is necessary to grant concessions for the removal of sub-soil water owing to the level of the Oder being altered to such an extent that other persons are thereby prejudiced in the exercise of their rights upon the Oder.

Paragraph 6.

Subject to reimbursement for telegraph and telephone expenses, the authorities of the two Parties shall give each other such information regarding the level of the river, ice conditions, amount of rainfall, and volume of water flowing into the river as may be useful for the prevention of dangers arising from floods and ice, for the preparation of plans for future works and for the carrying out of all works necessary for the maintenance of the portion of the Oder constituting the frontier. They shall also communicate to each other, subject to the repayment of expenses, any results of topographical and hydrographical surveys which may be of use for similar purposes.

Paragraph 7.

The above Executive Regulations shall form an integral part of the Convention. The desirability of amending the said Regulations on any points shall be taken into consideration should either of the Contracting Parties so request. The amendments shall be effected by agreement between the competent authorities of the two Contracting Parties.

Done at Cosel (Kożle), August 19, 1926.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI. *(Signed)* Dr. Paul ECKHARDT.
(Signed) Alfred KONOPKA.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Convention between Poland and Germany concerning the administration of the portion of the Oder which constitutes the frontier, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties are agreed in declaring that nothing in the provisions of the present Convention shall prevent this question from being settled in a different manner, as a result of further agreements between the two Parties.

Done at Cosel (Kożle), August 19, 1926.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI. *(Signed)* Dr. Paul ECKHARDT.
(Signed) Alfred KONOPKA.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)